

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLX

1935

N^o 3681-3700

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 3681. — Etats-Unis d'Amérique et Union économique belgo-luxembourgeoise :	
Echange de notes comportant un accord concernant les relations commerciales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, avec annexes. Washington, le 27 février 1935	27
N^o 3682. — Etats-Unis d'Amérique et République Argentine :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la protection des droits d'auteur, avec annexe. Buenos-Ayres, les 28 avril, 28 juillet, 28 août et 3 septembre 1934... ..	57
N^o 3683. — Allemagne et Finlande :	
Accord relatif à la prorogation de la validité de l'Accord du 2 octobre 1934 concernant les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Helsinki, le 29 mai 1935... ..	69
N^o 3684. — Bulgarie et Hongrie :	
Accord concernant les échanges commerciaux, signé à Budapest le 12 juin 1934, et échange de notes y relatif de la même date	73
N^o 3685. — Pologne et Suisse :	
Avenant à la Convention de commerce du 26 juin 1922, avec annexes et protocole final, signés à Berne, le 3 février 1934, et échange de notes y relatif, Varsovie, les 30 mars et 20 avril 1934	83
N^o 3686. — Allemagne et Pays-Bas :	
Traité concernant le régime des paiements, signé à La Haye, le 5 décembre 1934, et échange de notes y relatif de la même date	109
N^o 3687. — Belgique et Pays-Bas :	
Echange de notes approuvant l'Arrangement (annexé) signé à Anvers le 20 décembre 1934 par les commissaires permanents belges et néerlandais pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut, tendant à modifier l'article 16 du Règlement international du 20 mai 1843 relatif à cette question. La Haye, le 6 avril 1935	137

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLX

1935

Nos. 3681-3700

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 3681. — United States of America and Economic Union of Belgium and Luxemburg :	
Exchange of Notes constituting a Reciprocal Trade Agreement between the United States of America and the Economic Union of Belgium and Luxemburg, with Annexes. Washington, February 27th, 1935	27
No. 3682. — United States of America and Argentine Republic :	
Exchange of Notes constituting a Copyright Arrangement, with Annex. Buenos Aires, April 28th, July 28th, August 28th, and September 3rd, 1934	57
No. 3683. — Germany and Finland :	
Agreement renewing the Validity of the Agreement of October 2nd, 1934, concerning Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Helsinki, May 29th, 1935	69
No. 3684. — Bulgaria and Hungary :	
Agreement regarding Commercial Transactions, signed at Budapest, June 12th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	73
No. 3685. — Poland and Switzerland :	
Additional Agreement to the Commercial Convention of June 26th, 1922, with Annexes and Final Protocol, signed at Berne, February 3rd, 1934, and Exchange of Notes relating thereto, Warsaw, March 30th and April 20th, 1934	83
No. 3686. — Germany and the Netherlands :	
Treaty concerning Clearing Transactions, signed at The Hague, December 5th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	109
No. 3687. — Belgium and the Netherlands :	
Exchange of Notes approving the Arrangement (annexed) signed at Antwerp on December 20th, 1934, by the Permanent Commissioners of Belgium and the Netherlands for the Joint Supervision of Shipping and Pilotage, etc., in the Scheldt, amending Article 16 of the International Regulations of May 20th, 1843, dealing with that Question. The Hague, April 6th, 1935	137

	Pages
N° 3688. — Union Sud-Africaine et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement tendant à régler provisoirement les relations de commerce et de navigation entre les deux pays, Le Cap, le 20 février 1935, et procès-verbal y relatif de la même date	143
N° 3689. — Allemagne et Danemark :	
Accord relatif aux échanges réciproques de marchandises, et protocole final. Signés à Berlin, le 24 janvier 1935	155
N° 3690. — Finlande et Turquie :	
Accord commercial. Signé à Ankara, le 6 juin 1935	165
N° 3691. — Perse et Suisse :	
Convention d'établissement, complétée par une déclaration concernant l'assistance judiciaire gratuite et la caution <i>judicatum solvi</i> . Signées à Berne, le 25 avril 1934	173
N° 3692. — Danemark et Suède :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de la dératisation périodique prévue par la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, en ce qui concerne les ferry-boats des chemins de fer danois et suédois. Copenhague, le 25 juin 1935... ..	185
N° 3693. — Indes néerlandaises et Malaisie :	
Arrangement relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Bandoeng, le 19 février 1935, et à Kuala-Lumpur, le 26 février 1935	191
N° 3694. — République Argentine et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Convention concernant la réparation des accidents du travail. Signée à Buenos-Ayres, le 15 novembre 1929	257
N° 3695. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chine :	
Echange de notes relatif au régime foncier et aux impôts fonciers dans les anciennes concessions britanniques de Hankéou et de Kiou-Kiang. Nankin, le 27 octobre 1934	265
N° 3696. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Hongrie :	
Accord relatif à la dissolution provisoire du Tribunal arbitral mixte anglo-hongrois. Signé à Londres, le 31 janvier 1935	271
N° 3697. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Echange de notes comportant un accord relatif à certaines questions touchant l'administration des Nouvelles-Hébrides. Londres, le 31 janvier 1935	275
N° 3698. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes concernant les passeports des marins. Londres, les 13 février et 4 mars 1935	283

	Page
No. 3688. — Union of South Africa and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Provisional Settlement of Relations between the Two Countries as regards Commerce and Navigation, Cape Town, February 20th, 1935, and Procès-verbal relating thereto of the same Date	143
No. 3689. — Germany and Denmark :	
Agreement regarding the Reciprocal Exchange of Goods, and Final Protocol. Signed at Berlin, January 24th, 1935	155
No. 3690. — Finland and Turkey :	
Commercial Agreement. Signed at Ankara, June 6th, 1935	165
No. 3691. — Persia and Switzerland :	
Convention of Establishment, completed by a Declaration concerning Free Judicial Assistance and the <i>Cautio Judicatum Solvi</i> . Signed at Berne, April 25th, 1934... ..	173
No. 3692. — Denmark and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exemption from the Periodical Deratisation provided for by the International Sanitary Convention of June 21st, 1926, as regards the Ferry-boats of Danish and Swedish Railways. Copenhagen, June 25th, 1935	185
No. 3693. — Netherlands Indies and Malaya :	
Agreement concerning the Exchange of Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Bandoeng, February 19th, 1935, and at Kuala Lumpur, February 26th, 1935... ..	191
No. 3694. — Argentine Republic and Great Britain and Northern Ireland :	
Convention in regard to Compensation for Accidents to Workmen. Signed at Buenos Aires, November 15th, 1929	257
No. 3695. — Great Britain and Northern Ireland and China :	
Exchange of Notes relating to Land Tenure and Taxation in the Former British Concessions at Hankow and Kiukiang. Nanking, October 27th, 1934	265
No. 3696. — Great Britain and Northern Ireland and Hungary :	
Agreement for the Provisional Dissolution of the Anglo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal. Signed at London, January 31st, 1935	271
No. 3697. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding Certain Matters affecting the Administration of the New Hebrides. London, January 31st, 1935	275
No. 3698. — Great Britain and Northern Ireland and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes in regard to Passports for Seamen. London, February 13th and March 4th, 1935	283

N° 3699. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Italie : •

Pages

Echange de notes comportant un accord provisoire pour régler les importations du Royaume-Uni en Italie. Rome, le 18 mars 1935	289
Echange de notes concernant le maintien en vigueur pour une nouvelle période d'essai de l'Accord du 18 mars 1935, dûment complété par les dispositions stipulées dans l'annexe aux présentes notes. Rome, le 27 avril 1935	302
Echange de notes concernant l'application des dispositions des Accords en vigueur relatifs aux importations du Royaume-Uni en Italie, à l'importation, en Italie, de la morue provenant de Terre-Neuve. Rome, le 27 avril 1935	308

N° 3700. — Brésil et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :

Accord relatif aux paiements commerciaux. Signé à Rio de Janeiro, le 27 mars 1935	311
------------------------------------------------------------------------------------------	-----

ANNEXE XXXIX. — Ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.

N° 21. — Traité entre le Royaume-Uni et les Pays-Bas concernant l'extradition entre certains protectorats britanniques de la Presqu'île malaisienne et les Pays-Bas. Signé à Londres, le 13 avril 1920.

Echange de notes relatif à l'application aux Etats malais non fédérés de Kelantan, Perlis et Trengganu des dispositions du traité susmentionné. La Haye, les 29 mars et 19 juillet 1935	322
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

N° 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.

<i>Signature</i>	325
Disposition facultative :	
<i>Signature</i>	325
<i>Ratification</i>	326
<i>Signature définitive</i>	326

N° 174. — Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime. Barcelone, le 20 avril 1921.

<i>Adhésion</i>	327
------------------------	-----

N° 256. — Convention entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, établissant une union économique entre les deux pays. Signée à Bruxelles, le 25 juillet 1921.

Echange de notes comportant un arrangement en vue de permettre la majoration du multiplicateur servant au calcul du prélèvement prévu à l'article 13 de la convention ci-dessus. Bruxelles, le 23 mai 1935	327
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

N° 269. — Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.

<i>Adhésion</i>	330
------------------------	-----

	Page
No. 3699. — Great Britain and Northern Ireland and Italy :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement regulating Imports from the United Kingdom into Italy. Rome, March 18th, 1935	289
Exchange of Notes regarding the Maintenance in Force, for a Further Period of Trial, of the Agreement of March 18th, 1935, as supplemented by the Provisions laid down in the Annex to the Present Notes. Rome, April 27th, 1935	296
Exchange of Notes regarding the Extension of the Agreements in Force, with regard to the Import into Italy of United Kingdom Goods, to the Import into Italy of Newfoundland Codfish. Rome, April 27th, 1935	306
No. 3700. — Brazil and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement respecting Commercial Payments. Signed at Rio de Janeiro, March 27th, 1935	311
 ANNEX XXXIX. — Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.	
No. 21. — Treaty between the United Kingdom and the Netherlands respecting Extradition between certain British-protected States in the Malay Peninsula and the Netherlands. Signed at London, April 13th, 1920.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Unfederated Malay States of Kelantan, Perlis and Trengganu of the Provisions of the above-mentioned Treaty. The Hague, March 29th and July 19th, 1935... ..	322
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16th, 1920.	
<i>Signature</i>	325
Optional Clause :	
<i>Signature</i>	325
<i>Ratification</i>	326
<i>Definitive Signature</i>	326
No. 174. — Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea-Coast. Barcelona, April 20th, 1921.	
<i>Accession</i>	327
No. 256. — Convention between Belgium and the Grand-Duchy of Luxemburg for the Establishment of an Economic Union between the Two Countries. Signed at Brussels, July 25th, 1921.	
Exchange of Notes constituting an Agreement with a View to allowing the Raising of the Figure taken as Multiplier in the Calculation of the Sum to be levied in accordance with Article 13 of the above-mentioned Convention. Brussels, May 23rd, 1935	327
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30th, 1921.	
<i>Accession</i>	330

	Pages
N° 284. — Convention entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la France, au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 2 février 1922.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Paris, les 18 et 29 mars 1935 ...	331
N° 597. — Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 21 juin 1922.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Bruxelles, les 19 et 29 mars 1935 ...	333
N° 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. Signée à Genève, le 12 septembre 1923.	
<i>Adhésion</i>	335
N° 722. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Pologne. Signé à Varsovie, le 26 novembre 1923.	
Echange de notes relatif à l'application aux Etats malais fédérés et non fédérés, à Brunei et à Sarawak des dispositions du traité ci-dessus. Varsovie, les 1 ^{er} et 27 août 1935	336
N° 1129. — Convention et Statut sur le régime international des voies ferrées, et protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Ratification</i>	338
N° 1173. — Convention entre le Royaume-Uni et la République tchécoslovaque relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 11 novembre 1924.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Prague, les 26 mars et 5 avril 1935 ...	338
N° 1246. — Convention de commerce entre l'Allemagne et le Guatemala. Signée à Guatemala, le 4 octobre 1924.	
<i>Dénonciation</i>	341
N° 1380. — Convention relative au transport en transit de l'énergie électrique, et protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Adhésion</i>	342
N° 1414. — Convention relative à l'esclavage. Signée à Genève, le 25 septembre 1926.	
<i>Adhésion</i>	342

	Page
No. 284. — Convention between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and France respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, February 2nd, 1922.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Paris, March 18th and 29th, 1935	331
No. 597. — Convention between Belgium and the United Kingdom respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 21st, 1922.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Brussels, March 19th and 29th, 1935	333
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Signed at Geneva, September 12th, 1923.	
<i>Accession</i>	335
No. 722. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Poland. Signed at Warsaw, November 26th, 1923.	
Exchange of Notes regarding the Extension to the Federated and Unfederated Malay States, to Brunei and to Sarawak of the Provisions of the above Treaty. Warsaw, August 1st and 27th, 1935	336
No. 1129. — Convention and Statute on the International Regime of Railways, and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9th, 1923.	
<i>Ratification</i>	338
No. 1173. — Convention between the United Kingdom and the Czechoslovak Republic relative to Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, November 11th, 1924.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Prague, March 26th and April 5th, 1935	338
No. 1246. — Commercial Convention between Germany and Guatemala. Signed at Guatemala, October 4th, 1924.	
<i>Denunciation</i>	341
No. 1380. — Convention relating to the Transmission in Transit of Electric Power, and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9th, 1923.	
<i>Accession</i>	342
No. 1414. — Slavery Convention. Signed at Geneva, September 25th, 1926.	
<i>Accession</i>	342

	Pages
N° 1512. — Accord entre la Grande-Bretagne et Mascate prorogeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1927, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891. Signé à Mascate, le 11 février 1927.	
Accord relatif à la prolongation pour un an, à partir du 11 février 1935, du Traité du 19 mars 1891 susmentionné. Signé à Mascate, le 11 février 1935	343
N° 1633. — Traité de commerce et de navigation entre la République de Guatémala et le Royaume d'Italie. Signé à Guatémala, le 15 septembre 1926.	
<i>Dénonciation</i>	346
N° 1745. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Dénonciation</i>	347
N° 1845. — Convention internationale de l'opium, adoptée par la deuxième conférence de l'opium (Société des Nations). Signée à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Adhésion</i>	348
N° 2044. — Convention entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 20 mars 1928.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Berlin, les 19 mars et 18 avril 1935 ...	348
N° 2082. — Traité d'extradition entre les Etats-Unis d'Amérique et la République de Pologne. Signé à Varsovie, le 22 novembre 1927.	
Déclaration du Gouvernement polonais, au nom de la Ville libre de Dantzig, par laquelle la Ville libre de Dantzig devient Partie contractante au traité susmentionné. Washington, le 22 août 1935	351
N° 2123. — Règlement pacifique des différends internationaux. Acte général. Genève, le 26 septembre 1928.	
<i>Adhésion</i>	354
N° 2137. — Traité général de renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale. Signé à Paris, le 27 août 1928.	
<i>Adhésion</i>	354
N° 2138. — Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925.	
<i>Ratification</i>	355
<i>Adhésion</i>	355

	Page
No. 1512. — Agreement between Great Britain and Muscat renewing for a Further Period of One Year from February 11th, 1927, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19th, 1891. Signed at Muscat, February 11th, 1927.	
Agreement respecting the Prolongation for One Year from February 11th, 1935, of the above Treaty of March 19th, 1891. Signed at Muscat, February 11th, 1935	343
No. 1633. — Treaty of Commerce and Navigation between the Republic of Guatemala and the Kingdom of Italy. Signed at Guatemala, September 15th, 1926.	
<i>Denunciation</i>	346
No. 1745. — Agreement concluded at Madrid, April 14th, 1891, concerning International Registration of Commercial and Industrial Trade Marks, revised at Brussels, December 14th, 1900, at Washington, June 2nd, 1911, and at The Hague, November 6th, 1925.	
<i>Denunciation</i>	347
No. 1845. — International Opium Convention adopted by the Second Opium Conference (League of Nations). Signed at Geneva, February 19th, 1925.	
<i>Accession</i>	348
No. 2044. — Convention between Germany and Great Britain and Northern Ireland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 20th, 1928.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Berlin, March 19th and April 18th, 1935... ..	348
No. 2082. — Treaty of Extradition between the United States of America and the Republic of Poland. Signed at Warsaw, November 22nd, 1927.	
Declaration by the Polish Government, on behalf of the Free City of Danzig, by which the Free City of Danzig becomes a Contracting Party to the above-mentioned Treaty. Washington, August 22nd, 1935	351
No. 2123. — Pacific Settlement of International Disputes. General Act. Geneva, September 26th, 1928.	
<i>Accession</i>	354
No. 2137. — General Treaty for Renunciation of War as an Instrument of National Policy. Signed at Paris, August 27th, 1928.	
<i>Accession</i>	354
No. 2138. — Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or Other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17th, 1925.	
<i>Ratification</i>	355
<i>Accession</i>	355

	Pages
N° 2226. — Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Guatemala. Signé à Guatemala, le 22 février 1928.	
<i>Dénonciation</i>	355
N° 2243. — Arrangement dans le but de reviser l'arrangement pour l'unification de la formule des médicaments héroïques. Signé à Bruxelles, le 20 août 1929.	
<i>Adhésion</i>	358
N° 2333. — Arrangement entre le Danemark et la Suède concernant la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Signé à Copenhague, le 26 avril 1930.	
Echange de notes modifiant l'arrangement susmentionné. Stockholm, le 11 octobre 1935	359
N° 2337. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Espagne, relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 27 juin 1929.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Madrid, les 22 et 25 mars 1935 ...	362
N° 2411. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et finlandais comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Copenhague, le 30 juin 1930.	
Echange de notes modifiant l'accord susmentionné. Copenhague, le 7 décembre 1935 ...	365
N° 2427. — Echange de notes entre les Gouvernements finlandais et suédois comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Stockholm, le 17 juillet 1930.	
Echange de notes modifiant l'accord susmentionné. Stockholm, le 14 décembre 1935 ...	368
N° 2482. — Arrangement commercial entre la Roumanie et la Yougoslavie. Signé à Bucarest, le 4 août 1930.	
Echange de notes prorogeant l'arrangement susmentionné pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 30 juin 1935. Bucarest, les 20 et 21 décembre 1934 ...	372
Echange de notes prorogeant l'arrangement susmentionné pour une nouvelle période de six mois, soit jusqu'au 31 décembre 1935. Bucarest, le 14 juin 1935 ...	374
N° 2505. — Convention internationale relative à la circulation automobile. Signée à Paris, le 24 avril 1926.	
<i>Adhésion</i>	376

	Page
No. 2226. — Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Northern Ireland and Guatemala. Signed at Guatemala, February 22nd, 1928.	
<i>Denunciation</i>	355
No. 2243. — Agreement revising the Agreement respecting the Unification of Pharmacopœial Formulas for Potent Drugs. Signed at Brussels, August 20th, 1929.	
<i>Accession</i>	358
No. 2333. — Agreement between Denmark and Sweden regarding the Mutual Recognition of Driving Licences and Registration Certificates for Motor Vehicles used for the Transport of Persons. Signed at Copenhagen, April 26th, 1930.	
Exchange of Notes modifying the above-mentioned Agreement. Stockholm, October 11th, 1935	359
No. 2337. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Spain regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 27th, 1929.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Madrid, March 22nd and 25th, 1935	362
No. 2411. — Exchange of Notes between the Danish and Finnish Governments constituting an Agreement regarding the Mutual Recognition of Driving Licences and Certificates of Registration for Passenger Motor Vehicles. Copenhagen, June 30th, 1930.	
Exchange of Notes modifying the above-mentioned Agreement. Copenhagen, December 7th, 1935	365
No. 2427. — Exchange of Notes between the Finnish and Swedish Governments constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Driving Licences and Certificates of Registration for Passenger Motor Vehicles. Stockholm, July 17th, 1930.	
Exchange of Notes modifying the above-mentioned Agreement. Stockholm, December 14th, 1935	368
No. 2482. — Commercial Agreement between Roumania and Yugoslavia. Signed at Bucharest, August 4th, 1930.	
Exchange of Notes renewing the above-mentioned Agreement for a Further Period of Six Months, <i>i. e.</i> , until June 30th, 1935. Bucharest, December 20th and 21st, 1934	372
Exchange of Notes renewing the above-mentioned Agreement for a Further Period of Six Months, <i>i. e.</i> , until December 31st, 1935. Bucharest, June 14th, 1935	374
No. 2505. — International Convention relative to Motor Traffic. Signed at Paris, April 24th, 1926.	
<i>Accession</i>	376

	Pages
N° 2545. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et norvégien comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Oslo, le 6 novembre 1930.	
Echange de notes modifiant l'accord susmentionné. Oslo, les 19 et 22 août 1935	376
N° 2603. — Accord sur les bateaux-feu gardés se trouvant hors de leur poste normal. Signé à Lisbonne, le 23 octobre 1930.	
<i>Adhésions</i>	380
N° 2623. — Convention internationale pour la répression du faux monnayage, et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929.	
<i>Ratification</i>	380
N° 2652. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Suède, concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 28 août 1930.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Stockholm, les 26 et 29 mars 1935 ...	381
N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Adhésion</i>	383
<i>Ratifications</i>	383
N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Ratifications</i>	383
N° 2739. — Arrangement entre autorités douanières pour faciliter l'apurement des triptyques non déchargés ou perdus. Signé à Genève, le 28 mars 1931.	
<i>Signature définitive</i>	384
N° 2816. — Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 9 septembre 1886, révisée à Berlin, le 13 novembre 1908, et à Rome, le 2 juin 1928.	
Note du Conseil fédéral suisse aux Etats intéressés en date du 28 juin 1935, relative à la durée du droit d'auteur dans la Ville libre de Dantzig	384
<i>Adhésions</i>	390
N° 2823. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Norvège concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 30 janvier 1931.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Oslo, les 28 mars et 11 avril 1935 ...	390

	Page
No. 2545. — Exchange of Notes between the Danish and Norwegian Governments constituting an Agreement regarding the Reciprocal Recognition of Driving Licences and Registration Certificates for Passenger Motor Vehicles. Oslo, November 6th, 1930.	
Exchange of Notes modifying the above-mentioned Agreement. Oslo, August 19th and 22nd, 1935	376
No. 2603. — Agreement concerning Manned Lightships not on their Stations. Signed at Lisbon, October 23rd, 1930.	
<i>Accessions</i>	380
No. 2623. — International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency, and Protocol. Signed at Geneva, April 20th, 1929.	
<i>Ratification</i>	380
No. 2652. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Sweden concerning Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, August 28th, 1930.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Stockholm, March 26th and 29th, 1935	381
No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
<i>Accession</i>	383
<i>Ratifications</i>	383
No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27th, 1929.	
<i>Ratifications</i>	383
No. 2739. — Agreement between Customs Authorities in order to Facilitate the Procedure in the Case of Undischarged or Lost Triptychs. Signed at Geneva, March 28th, 1931.	
<i>Definitive Signature</i>	384
No. 2816. — Convention of Berne for the Protection of Literary and Artistic Works, signed on September 9th, 1886, revised at Berlin, November 13th, 1908, and at Rome, June 2nd, 1928.	
Note from the Swiss Federal Council to the Interested States, dated June 28th, 1935, respecting the Duration of Grant of Copyright in the Free City of Danzig	384
<i>Accessions</i>	390
No. 2823. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Norway regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, January 30th, 1931.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Oslo, March 28th and April 11th, 1935... ..	390

- N° 2849. — Accord relatif aux signaux maritimes. Signé à Lisbonne, le 23 octobre 1930.
- Adhésion* 393
- N° 2883. — Convention entre Sa Majesté pour le Royaume-Uni, le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union Sud-Africaine, et le Président de la République de Cuba, pour l'extension du Traité d'extradition du 3 octobre 1904 à certains protectorats et territoires sous mandat. Signée à La Havane, le 17 avril 1930.
- Echange de notes relatif à l'application aux Etats malais fédérés et non fédérés et à Brunei des dispositions de la convention susmentionnée. La Havane, les 30 juin et 5 juillet 1934, et 1^{er} avril 1935 394
- N° 2903. — Convention internationale relative à la création à Paris d'un office international de chimie, et règlement y annexé. Signés à Paris, le 29 octobre 1927.
- Présentation à l'enregistrement* 398
Ratification 398
- N° 2918. — Convention entre l'Autriche et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 31 mars 1931.
- Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Vienne, les 27 mars et 8 avril 1935 399
- N° 2945. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement du Salvador concernant les relations commerciales entre les deux pays. San-Salvador, le 8 août 1931.
- Echange de notes relatif à la prorogation pour trois mois, à partir du 16 septembre 1935, de l'accord susmentionné. San-Salvador, les 7 mai et 1^{er} juin 1935 401
- N° 2975. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Portugal, relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 9 juillet 1931.
- Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Lisbonne, les 21 et 30 mars 1935 ... 404
- N° 2988. — Traité général d'arbitrage interaméricain. Signé à Washington, le 5 janvier 1929.
- Présentation à l'enregistrement* 407
Ratifications 407
- Protocole d'arbitrage progressif. Signé à Washington, le 5 janvier 1929.
- Présentation à l'enregistrement* 407
Ratification 407
- N° 3002. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Pologne, concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Varsovie, le 26 août 1931.
- Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Varsovie, les 26 mars et 26 avril 1935 408

	Page
No. 2849. — Agreement concerning Maritime Signals. Signed at Lisbon, October 23rd, 1930.	
<i>Accession</i>	393
No. 2883. — Convention between His Majesty in respect of the United Kingdom, the Commonwealth of Australia, New Zealand and the Union of South Africa and the President of the Cuban Republic for the Extension of the Extradition Treaty of October 3rd, 1904, to certain Protectorates and Mandated Territories. Signed at Havana, April 17th, 1930.	
Exchange of Notes regarding the Extension to the Federated and Unfederated Malay States and to Brunei of the Provisions of the above-mentioned Convention. Havana, June 30th, July 5th, 1934, and April 1st, 1935	394
No. 2903. — International Convention for the Creation in Paris of an International Office of Chemistry, and Regulations annexed thereto. Signed at Paris, October 29th, 1927.	
<i>Presentation for Registration</i>	398
<i>Ratification</i>	398
No. 2918. — Convention between Austria and Great Britain and Northern Ireland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 31st, 1931.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Vienna, March 27th and April 8th, 1935	399
No. 2945. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Salvador in regard to Commercial Relations between the Two Countries. San Salvador, August 8th, 1931.	
Exchange of Notes relating to the Prolongation for Three Months from September 16th, 1935, of the above-mentioned Agreement. San Salvador, May 7th and June 1st, 1935	401
No. 2975. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Portugal regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, July 9th, 1931.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Lisbon, March 21st and 30th, 1935.	404
No. 2988. — General Treaty of Inter-American Arbitration. Signed at Washington, January 5th, 1929.	
<i>Presentation for Registration</i>	407
<i>Ratifications</i>	407
Protocol of Progressive Arbitration. Signed at Washington, January 5th, 1929.	
<i>Presentation for Registration</i>	407
<i>Ratification</i>	407
No. 3002. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Poland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Warsaw, August 26th, 1931.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Warsaw, March 26th and April 26th, 1935	408

	Pages
N° 3004. — Convention entre le Royaume-Uni et le Royaume d'Italie concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 17 décembre 1930.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Rome, les 20 mars et 5 avril 1935... ..	410
N° 3023. — Convention d'union postale des Amériques et de l'Espagne. Signée à Madrid, le 10 novembre 1931.	
<i>Ratifications</i>	413
N° 3024. — Union postale des Amériques et de l'Espagne. Arrangement relatif aux mandats de poste. Signé à Madrid, le 10 novembre 1931.	
<i>Ratification</i>	413
N° 3025. — Union postale des Amériques et de l'Espagne. Arrangement concernant les colis postaux. Signé à Madrid, le 10 novembre 1931.	
<i>Ratifications</i>	414
N° 3041. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Estonie concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 22 décembre 1931.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Tallinn, les 9 et 12 avril 1935	414
N° 3119. — Convention internationale sur les lignes de charge. Signée à Londres, le 5 juillet 1930.	
<i>Ratification</i>	417
<i>Adhésions</i>	417
N° 3127. — Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer. Signée à Londres, le 31 mai 1929.	
<i>Ratifications</i>	417
<i>Adhésions</i>	417
N° 3145. — Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, et protocole additionnel. Signés à Varsovie, le 12 octobre 1929.	
<i>Ratification</i>	418
<i>Adhésion</i>	418
N° 3185. — Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers, avec protocole annexe. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
<i>Adhésion</i>	418
N° 3219. — Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants. Signée à Genève, le 13 juillet 1931.	
<i>Adhésions</i>	419
Protocole de signature de la convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants. Signé à Genève, le 13 juillet 1931.	
<i>Adhésion</i>	419

	Page
No. 3004. — Convention between the United Kingdom and the Kingdom of Italy regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, December 17th, 1930.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Rome, March 20th and April 5th, 1935	410
No. 3023. — Postal Union Convention of the Americas and Spain. Signed at Madrid, November 10th, 1931.	
<i>Ratifications</i>	413
No. 3024. — Postal Union of the Americas and Spain. Agreement regarding Money Orders. Signed at Madrid, November 10th, 1931.	
<i>Ratification</i>	413
No. 3025. — Postal Union of the Americas and Spain. Parcel Post Agreement. Signed at Madrid, November 10th, 1931.	
<i>Ratifications</i>	414
No. 3041. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Estonia regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, December 22nd, 1931.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Tallinn, April 9th and 12th, 1935	414
No. 3119. — International Load-Line Convention. Signed at London, July 5th, 1930.	
<i>Ratification</i>	417
<i>Accessions</i>	417
No. 3127. — International Convention for the Safety of Life at Sea. Signed at London, May 31st, 1929.	
<i>Ratifications</i>	417
<i>Accessions</i>	417
No. 3145. — Convention for the Unification of Certain Rules relating to International Carriage by Air, and Additional Protocol. Signed at Warsaw, October 12th, 1929.	
<i>Ratification</i>	418
<i>Accession</i>	418
No. 3185. — Convention on the Taxation of Foreign Motor Vehicles, with Protocol-Annex. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
<i>Accession</i>	418
No. 3219. — Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs. Signed at Geneva, July 13th, 1931.	
<i>Accessions</i>	419
Protocol of Signature of the Convention for limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs. Signed at Geneva, July 13th, 1931.	
<i>Accession</i>	419

	Pages
N° 3244. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et les Pays-Bas concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 31 mai 1932.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. La Haye, les 22 et 27 mars 1935	419
N° 3245. — Accord commercial entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Royaume de Suède. Signé à Londres, le 15 mai 1933.	
Echange de notes concernant une modification de l'accord susmentionné. Stockholm, les 27 mai et 15 juin 1935	422
N° 3268. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Turquie concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Angora, le 28 novembre 1931.	
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Ankara, les 1 ^{er} avril et 14 nisan (avril) 1935	425
N° 3297. — Traité entre le Honduras et le Nicaragua concernant la liberté du commerce. Signé à Managua, le 30 janvier 1930.	
<i>Dénonciation</i>	428
N° 3313. — Convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, avec annexes et protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930.	
<i>Adhésion</i>	428
N° 3314. — Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre, avec protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930.	
<i>Adhésion</i>	428
N° 3315. — Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, avec protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930.	
<i>Adhésion</i>	429
N° 3357. — Accord entre l'Administration des postes de La Barbade et l'Administration des postes de Curaçao relatif à l'échange des colis postaux. Signé à La Barbade, le 30 août 1933, et à Curaçao, le 10 octobre 1933.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	429
N° 3437. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Finlande concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 11 août 1933.	
Echange de notes relatif à l'application à certaines colonies et à certains protectorats et territoires sous mandat britanniques des dispositions de la convention susmentionnée. Helsinki, les 4 et 14 mai 1935	429
Echange de notes relatif à l'application aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des dispositions de la convention susmentionnée. Helsinki, les 26 et 29 mars et 21 et 24 mai 1935	435

	Page
No. 3244. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, May 31st, 1932.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. The Hague, March 22nd and 27th, 1935	419
No. 3245. — Commercial Agreement between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Kingdom of Sweden. Signed at London, May 15th, 1933.	
Exchange of Notes amending the above-mentioned Agreement. Stockholm, May 27th and June 15th, 1935	422
No. 3268. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Turkey regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Angora, November 28th, 1931.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Angora, April 1st and Nisan (April) 14th, 1935	425
No. 3297. — Treaty between Honduras and Nicaragua regarding Freedom of Commerce. Signed at Managua, January 30th, 1930.	
<i>Denunciation</i>	428
No. 3313. — Convention providing a Uniform Law for Bills of Exchange and Promissory Notes, with Annexes and Protocol. Signed at Geneva, June 7th, 1930.	
<i>Accession</i>	428
No. 3314. — Convention for the Settlement of Certain Conflicts of Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes, and Protocol. Signed at Geneva, June 7th, 1930.	
<i>Accession</i>	428
No. 3315. — Convention on the Stamp Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes, and Protocol. Signed at Geneva, June 7th, 1930.	
<i>Accession</i>	429
No. 3357. — Agreement between the Post Office of Barbados and the Post Office of Curaçao for the Exchange of Parcels by Parcel Post. Signed at Barbados, August 30th, 1933, and at Curaçao, October 10th, 1933.	
<i>Presentation for Registration</i>	429
No. 3437. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Finland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, August 11th, 1933.	
Exchange of Notes respecting the Extension to Certain British Colonies, Protectorates and Mandated Territories of the Provisions of the above-mentioned Convention. Helsingfors, May 4th and 14th, 1935	429
Exchange of Notes respecting the Extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the Provisions of the above-mentioned Convention. Helsingfors, March 26th and 29th and May 21st and 24th, 1935	435

	Pages
N° 3459. — Convention sur l'unification de la signalisation routière, avec annexe. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
<i>Adhésions</i>	439
N° 3476. — Convention internationale relative à la répression de la traite des femmes majeures. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.	
<i>Ratifications</i>	439
<i>Adhésion</i>	439
N° 3479. — Convention internationale des télécommunications, et règlements y annexés. Signés à Madrid, le 9 décembre 1932.	
<i>Ratifications et adhésions</i>	440
N° 3518. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la Belgique, additionnelle à la Convention du 21 juin 1922 pour faciliter l'accomplis- sment des actes de procédure. Signée à Bruxelles, le 4 novembre 1932.	
Echange de notes relatif à l'application à Terre-Neuve des dispositions de la conven- tion susmentionnée. Bruxelles, les 28 février et 12 mars 1935	446
N° 3564. — Arrangement international relatif aux statistiques des causes de décès. Signé à Londres, le 19 juin 1934.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gou- vernement du Panama relatif à l'adhésion du Panama à l'arrangement susmentionné. Paris, le 27 mars 1935, et Londres, le 5 avril 1935	448
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gou- vernement péruvien relatif à l'adhésion du Pérou à l'arrangement susmentionné. Londres, les 11 et 22 mai 1935	449
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gou- vernement polonais, en vertu duquel la signature par la Pologne qui avait été donnée « sous réserve de ratification » est devenue définitive à partir du 18 avril 1935. Londres, les 18 avril et 13 mai 1935	451
N° 8 a). — Convention relative à la répression de la traite des blanches. Signée à Paris, le 4 mai 1910.	
<i>Adhésions</i>	453
N° 40 a). — Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève. Signée à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Adhésions</i>	454
N° 49 a). — Convention relative au régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités, conclue à la Deuxième conférence de la paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Adhésions</i>	454
N° 63 a). — Convention relative à certaines restrictions à l'exercice du droit de capture dans la guerre maritime. Conclue à la Deuxième conférence de la paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Adhésions</i>	455
N° 64 a). — Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances neutres en cas de guerre maritime. Conclue à la Deuxième conférence de la paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Adhésion</i>	455

	Page
No. 3459. — Convention concerning the Unification of Road Signals, with Annex. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
<i>Accessions</i>	439
No. 3476. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women of Full Age. Signed at Geneva, October 11th, 1933.	
<i>Ratifications</i>	439
<i>Accession</i>	439
No. 3479. — International Telecommunication Convention, and Regulations annexed thereto. Signed at Madrid, December 9th, 1932.	
<i>Ratifications and Accessions</i>	441
No. 3518. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Belgium supplementary to the Convention of June 21st, 1922, to facilitate the Conduct of Legal Proceedings. Signed at Brussels, November 4th, 1932.	
Exchange of Notes respecting the Extension to Newfoundland of the Provisions of the above-mentioned Convention. Brussels, February 28th and March 12th, 1935 ...	446
No. 3564. — International Agreement relating to Statistics of Causes of Death. Signed at London, June 19th, 1934.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of Panama concerning the Accession of Panama to the above-mentioned Agreement. Paris, March 27th, 1935, and London, April 5th, 1935	448
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Peruvian Government concerning the Accession of Peru to the above-mentioned Agreement. London, May 11th and 22nd, 1935	449
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Polish Government, in virtue of which the Signature by Poland which had been given subject to Ratification became Final as from April 18th, 1935. London, April 18th and May 13th, 1935	451
No. 8 (a). — Convention for the Suppression of the White Slave Traffic. Signed at Paris, May 4th, 1910.	
<i>Accessions</i>	453
No. 40 (a). — Convention for the Adaptation of Principles of the Geneva Convention to Naval Warfare. Signed at The Hague, October 18th, 1907.	
<i>Accessions</i>	454
No. 49 (a). — Convention relating to the Status of Enemy Merchant Ships on Outbreak of Hostilities. Concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18th, 1907.	
<i>Accessions</i>	454
No. 63 (a). — Convention relative to Certain Restrictions with regard to the Exercise of the Right of Capture in Naval Warfare. Concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18th, 1907.	
<i>Accessions</i>	455
No. 64 (a). — Convention concerning the Rights and Duties of Neutral Powers in Naval Warfare. Concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18th, 1907.	
<i>Accession</i>	455

	Pages
N° 65 a). — Déclaration relative à l'interdiction de lancer des projectiles et des explosifs du haut de ballons. Signée à La Haye, le 18 octobre 1907 (Deuxième conférence de la paix).	
<i>Adhésion</i>	456
N° 67 a). — Convention relative à l'ouverture des hostilités. Conclue à la Deuxième conférence de la paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Adhésion</i>	456
N° 68 a). — Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre. Conclue à la Deuxième conférence de la paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Adhésion</i>	456
N° 69 a). — Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre. Conclue à la Deuxième conférence de la paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Adhésion</i>	457
N° 70 a). — Convention relative à la transformation des navires de commerce en bâtiments de guerre. Conclue à la Deuxième conférence de la paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Adhésions</i>	457
N° 71 a). — Convention relative à la pose de mines sous-marines automatiques de contact. Conclue à la Deuxième conférence de la paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Adhésion</i>	458
N° 72 a). — Convention concernant le bombardement par des forces navales en temps de guerre. Conclue à la Deuxième conférence de la paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Adhésions</i>	458
N° 88 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et Panama. Signé à Panama, le 25 août 1906.	
Echange de notes relatif à l'application aux Etats malais fédérés et non fédérés et à Brunei des dispositions de la convention susmentionnée. Panama, les 5 et 16 juin 1934	459
N° 124 a). — Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi de projectiles qui ont pour but unique de répandre des gaz asphyxiants ou délétères. Signée à La Haye, le 29 juillet 1899.	
<i>Adhésion</i>	463
N° 125 a). — Déclaration concernant l'interdiction de l'emploi des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que les balles à enveloppe dure dont l'enveloppe ne couvrirait pas entièrement le noyau ou serait pourvue d'incisions. Signée à La Haye, le 29 juillet 1899.	
<i>Adhésion</i>	463
N° 126 a). — Arrangement entre la Grande-Bretagne et l'Italie relatif à l'échange direct de colis postaux entre la colonie britannique des Straits Settlements et le Royaume d'Italie. Signé à Londres, le 21 décembre 1915.	
Echange de notes relatif à l'abrogation de l'arrangement susmentionné. Rome, le 25 juillet 1935	464

	Page
No. 65 (a). — Declaration prohibiting the Discharge of Projectiles and Explosives from Balloons. Signed at The Hague, October 18th, 1907 (Second Peace Conference).	
<i>Accession</i>	456
No. 67 (a). — Convention concerning Opening of Hostilities. Concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18th, 1907.	
<i>Accession</i>	456
No. 68 (a). — Convention concerning Laws and Customs of War on Land. Concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18th, 1907.	
<i>Accession</i>	456
No. 69 (a). — Convention concerning Rights and Duties of Neutrals in War on Land. Concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18th, 1907.	
<i>Accession</i>	457
No. 70 (a). — Convention concerning the Conversion of Merchant Ships into War-Ships. Concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18th, 1907.	
<i>Accessions</i>	457
No. 71 (a). — Convention concerning the Laying of Automatic Submarine Contact Mines. Concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18th, 1907.	
<i>Accession</i>	458
No. 72 (a). — Convention concerning Bombardments by Naval Forces in Time of War. Concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18th, 1907.	
<i>Accessions</i>	458
No. 88 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Panama. Signed at Panama, August 25th, 1906.	
Exchange of Notes respecting the Extension to the Federated and Unfederated Malay States and to Brunei of the Provisions of the above-mentioned Convention. Panama, June 5th and 16th, 1934	459
No. 124 (a). — Declaration concerning the Interdiction of the Use of Projectiles the Object of which is the Diffusion of Asphyxiating or Deleterious Gases. Signed at The Hague, July 29th, 1899.	
<i>Accession</i>	463
No. 125 (a). — Declaration concerning the Interdiction of the Use of Bullets which expand or flatten easily in the Human Body, such as Bullets with a Hard Envelope which does not entirely cover the Core, or is pierced with Incisions. Signed at The Hague, July 29th, 1899.	
<i>Accession</i>	463
No. 126 (a). — Agreement between Great Britain and Italy for the Direct Exchange of Parcels between the British Colony of the Straits Settlements and the Kingdom of Italy. Signed at London, December 21st, 1915.	
Exchange of Notes relating to the Abrogation of the above-mentioned Agreement. Rome, July 25th, 1935	464

N° 3681.

**ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Echange de notes comportant un accord concernant les relations commerciales entre les États-Unis d'Amérique et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, avec annexes. Washington, le 27 février 1935.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG**

Exchange of Notes constituting a Reciprocal Trade Agreement between the United States of America and the Economic Union of Belgium and Luxemburg, with Annexes. Washington, February 27th, 1935.

No. 3681. — EXCHANGE OF NOTES¹
CONSTITUTING A RECIPROCAL
TRADE AGREEMENT BETWEEN
THE UNITED STATES OF AME-
RICA AND THE ECONOMIC
UNION OF BELGIUM AND
LUXEMBURG. WASHINGTON,
FEBRUARY 27TH, 1935.

N^o 3681. — ÉCHANGE DE NOTES¹
COMPORTANT UN ACCORD
CONCERNANT LES RELATIONS
COMMERCIALES ENTRE LES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET
L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-
LUXEMBOURGEOISE. WASH-
INGTON, LE 27 FÉVRIER 1935.

*English and French official texts communicated
by the Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the United States of America
at Berne. The registration of this Exchange
of Notes took place June 25th, 1935.*

*Textes officiels anglais et français communiqués
par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipo-
tentiare des Etats-Unis d'Amérique à Berne.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu
lieu le 25 juin 1935.*

I.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, February 27th, 1935.

MR. MINISTER,

The undersigned, Acting Secretary of State of the United States of America, being duly empowered thereto by the President of the United States of America, in pursuance of the authority conferred upon him by the Act of Congress of the United States of America, approved June 12, 1934, entitled "An Act to amend the Tariff Act of 1930", has the honor to advise you that the Government of the United States of America, being desirous of strengthening the traditional bonds of friendship with the Belgo-Luxemburg Economic Union, agrees (1) to accord unconditionally to the commerce of the Belgo-Luxemburg Economic Union, the treatment now or hereafter accorded to the commerce of the most favored foreign nation, the Republic of Cuba excepted; and (2) to exempt the products of the soil or industry of the Belgo-Luxemburg Economic Union, listed in Schedule II annexed hereto, on their importation into the Customs territory of the United States of America, from ordinary Customs duties in excess of those specified in the said Schedule.

It is understood that the Belgo-Luxemburg Economic Union, on its part, agrees (1) to accord unconditionally to the commerce of the United States of America the treatment now or hereafter accorded to the commerce of the most favored foreign nation; (2) to exempt the products of the soil or industry of the United States of America listed in Schedule I annexed hereto, on their importation into the Customs territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union, from ordinary Customs duties in excess of those specified in the said Schedule; (3) with respect to products for which import quotas are specified in the said Schedule, to permit the importation of quantities not less than those specified therein; and (4) with respect to products for which luxury or license taxes are specified in the said Schedule, to exempt such products from taxes in excess of those specified therein.

In the event that the Government of either country adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other

¹ Came into force May 1st, 1935.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mai 1935.

country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government which has adopted any such measure shall consider such representations and proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

The present Agreement shall come into force on the thirtieth day following proclamation thereof by the President of the United States of America and the simultaneous publication of the said Agreement in the *Moniteur Belge*; and, except as hereinafter provided, shall remain in force and effect until six months from the day on which either Government shall give notice of its intention to terminate it. It is understood, however, that :

(1) In the event that a wide variation occurs in the rate of exchange between the currencies of the United States of America and the Belgo-Luxemburg Economic Union, the Government of either country, if it considers the variation so substantial as to prejudice the industries or commerce of the country, shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement or to terminate it on thirty days' written notice.

(2) The Government of each country reserves the right to withdraw the concession granted on any article under this Agreement, or to impose quantitative restrictions on any such article, if at any time there should be evidence that, as a result of the extension of such concession to third countries, such countries will obtain the major benefit of such concession and in consequence thereof an unduly large increase in importations of such article will take place : Provided that before the Government of either country shall avail itself of the foregoing reservation, it shall give notice in writing to the other Government of its intention to do so, and shall afford such other Government an opportunity within thirty days after receipt of such notice to consult with it in respect of the proposed action ; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposes to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action is taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

The provisions of this Agreement shall be supplemented as soon as possible by provisions of a general character concerning the treatment to be accorded in each country to the commerce of the other.

As long as the present Agreement shall remain in force, it shall supersede any provisions of the Treaty¹ of Commerce and Navigation between the United States of America and His Majesty the King of the Belgians, concluded March 8, 1875, which may be inconsistent with the said Agreement. However, upon the expiration of the present Agreement, the provisions of the aforesaid Treaty of 1875 which have been temporarily superseded shall automatically resume operation and shall continue in full force and effect subject to termination as provided in that Treaty.

I shall be glad to have your confirmation of the accord thus reached.

I avail myself of this opportunity to offer to you, Mr. Minister, the assurances of my highest consideration.

William PHILLIPS,

Acting Secretary of State of the United States of America.

The Honorable
Pierre Forthomme, Senator,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Chief of the Belgian Delegation.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 66, page 116.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 54.

SCHEDULE I.

Numbers of the Belgian tariff	Name of commodity	Unit of collection	Applicable rate	Annual quotas allowed to be imported into the Belgo-Luxemburg Economic Union
II 16(a)	Honey, natural Natural lard	100 kg. net	60.00	100 % of the average of the imports during the years 1929 to 1933.
47 51(g)	Entrails, fresh, salted or dried Rice :	Free	Free	
1. 2. 55(a)	In the straw, unhusked Husked Groats and semolina of oats, including oats in the grain, peeled, husked, pearled or crushed, also oat flakes	Free Free	Free Free	
57(b) 73(b)	Starch and fecula from maize Apricots, dried :	100 kg. gross weight 100 kg. gross weight	30.00	678,528 kg. ¹
1. 2. ex 78(b) ex 91 93(a)	Imported in packages weighing over 25 kg. (Aggregate weight of container and contents) Imported otherwise. Grapfruit Peaches, dried Fresh pears :	100 kg. net idem 100 kg. gross weight 100 kg. net	30.00 50.00 20.00 50.00	
ex 94(a) 95	Imported in cases, small cases, boxes, baskets, or other packages weighing 20 kg. or less (taking the aggregate weight of container and contents and including pears imported in containers weighing over 20 kg., when the receptacles are inwardly divided into compartments, or when the fruit is wrapped in paper or other material, to protect it) ; from September 1 to January 31	100 kg. net idem	86.25 60.00	
3. A. B.	Pears, dried, for the table Apples, fresh : Imported otherwise : From April 1 to August 31 From September 1 to March 31	100 kg. gross weight	25.00 28.75	

		100 kg. gross weight	100 % of the average of the imports during the years 1929 to 1933.
95(b)	Apples, dried :		
1.	Peeled	41.40	
2.	Not peeled	20.70	
97 (a)	Prunes :		
	Imported in small cases or other packages weighing 10 kg. or less (aggregate weight of container and contents)	103.50	
97(b)	Imported otherwise :		
1.	In casks of at least 180 kg. or in sacks of at least 80 kg., without interior packing (combined weight of the container and the contents) having per half-kilogramme :		
A.	Up to 90 prunes	60.00	
B.	From 91 to 100 prunes	45.00	
C.	More than 100 prunes	30.00	
2.	Otherwise, having per half-kilogramme :		
A.	Up to 90 prunes	75.00	
B.	From 91 to 100 prunes	55.50	
C.	More than 100 prunes	37.50	
99(b)	Fruits not specifically rated, dried	34.50	
118	Gums, gum-resins and resins :		
(b)	Other :		
2.	Crude or purified turpentine	Free	
3.	Not specified	Free ²	
190	Mineral tar, from the distillation of coal	Free	
196	Paraffin	Free	
212	Meat, not specified, merely cooked, smoked or salted, imported otherwise than in boxes, jars, crusts or other similar packing :		
(a)	Of pig :		
2.	Other		
ex 214	Canned pork tongue	100 kg. net weight	90.00 ³
ex 219	Fish, crustaceans and molluscs preserved in any way, imported in boxes, jars, crusts or other similar packing :		
225	Pilchards	100 kg. net	34.50
(b)	Fruit, whole or divided, preserved in their own juice or by means of sugar or vinegar :		
	In receptacles weighing 3 kg. or less	100 kg. net	200.00

¹ The quota increase of 72,128 kg. is applicable only to starches and fecula imported in bags. (Footnote in the original.)

² Excluding white lacquer gums. (Footnote in the original.)

³ The license tax shall not exceed 200 francs per 100 kg. (Footnote in the original.)

SCHEDULE I (Continued).

Numbers of the Belgian tariff	Name of commodity	Unit of collection	Applicable rate	Annual quotas allowed to be imported into the Belgo-Luxemburg Economic Union
ex 273 (a)	Linseed oilcake	.....	Free ¹	
277	Unmanufactured tobacco :	.....	
(a)	Not stemmed	100 kg. net	500.00	
278 (b)	Cigarettes	idem	2,500.00	
363	Acetone, ordinary (propanone)	100 kg. gross weight	20.00	
396	Coal tar dyes, dry or in paste :	.....	
(c)	Aniline dyes	.....	Free	
431	Varnish, lacs, siccatives, whether mixed or not with coloring materials ; so-called enamel paints :	.....	
(a)	With denatured ethyl alcohol ; with alcohol other than ethylic	.....	200.00	
ex 456 (b)	Dictating machine cylinders	100 kg. net	17.25% ²	
466	Skins, painted or moroccoed, not specified :	<i>ad valorem</i>	.....	10,300 kg.
(b)	Others	.....	.....	38,000 kg.
467	Skins, varnished or lacquered	.....	.....
583	Pegamoid (artificial leather) and similar products	100 kg. net	500.00	
584	Oil cloth :	100 kg. net	258.75	
(b)	For flooring :	.....	.....
I.	Of one color	idem	69.00	
2.	With printed designs	.....	82.80	
(c)	For walls	idem	414.00	
609	Hosiery of pure silk and hosiery mixed with silk	.....	.....	6,000 kg.
612	Clothing for women, not specified or included elsewhere	.....	.....	6,000 kg.
622	Collars and cuffs, shirt-fronts and dickies	.....	.....	1,000 kg.
638	Wood, sawn, not specified elsewhere :	.....	.....
(a)	Beams and small beams, sawn, 15 cm. or more thick including wood squared with the axe, of whatever thickness :	.....	.....
I.	Of oak, ash and walnut	cubic meter	30.00	
2.	Others	idem	30.00	
(b)	Other :	.....	.....
I.	Of oak, ash and walnut	idem	35.00	
2.	Not specified	idem	35.00	
672	Carpentry work, and wheelwrights' work, shaped :	.....	.....
(b)	Other	100 kg. gross weight	8.05	
ex 705	Machine belts of rubber, even if combined with fabric or with interwoven fabric	100 kg. net	250.00	

706	Pipes and tubes of rubber of all kinds :	100 kg. net	250.00
(b)	Other		
1056	Typewriters, calculating machines, simple or combined, cash registers, automatic tills and component parts thereof, weighing :		
(a)	50 kg. or more :		
1.	Calculating machines and component parts thereof	100 kg. net	1,000.00
2.	Other	idem	1,000.00
3.	Covers, racks, stands, and other accessories for office machines less than 50 kg.	<i>ad valorem</i>	10%
(b)	Less than 50 kg. :		
1.	Calculating machines and component parts thereof	100 kg. net	1,500.00
2.	Other	idem	1,500.00
3.	Covers, racks, stands, and other accessories for office machines	<i>ad valorem</i>	10%
1088bis	Radio-electric apparatus, for telegraphy, telephony, television and other applications :		
(a)	Complete apparatus :		
1.	With valves (tubes or bulbs)	kg. net	17.00 plus per valve socket : 8.50
(b)	Incomplete apparatus and mounted groups	kg. net	17.00 plus per valve socket : 8.50
(d)	Valves, tubes or bulbs (including valves, tubes or bulbs mounted on apparatus)	each	1.45
1100	Automobile vehicles, with bodywork or complete :		
(a)	For carrying persons :		
2.	Other weighing each :		
B.	1,150 kg. inclusive to 1,600 kg. exclusive.	100 kg. net	935.00
C.	1,600 kg. inclusive to 1,850 kg. exclusive. . . . .	. . . . .	1,062.50
D.	1,850 kg. inclusive to 2,200 kg. exclusive . . . . .	. . . . .	1,190.00
E.	2,200 kg. and more . . . . .	. . . . .	1,530.00
1100 <i>quater</i>	Component parts of motor vehicles and for bodies of motor vehicles, not specifically rated :		
(a)	Unworked	<i>ad valorem</i>	12%
(b)	Worked :		
1.	Explosion or internal combustion motors and gas turbines :		
A.	Motors having at the same time more than 4 cylinders and more than 4 liters of cylinder capacity	100 kg. net	250.00
B.	Other	idem	250.00

¹ The license tax shall not exceed 7.50 francs per 100 kg. (Footnote in the original.)

² The luxury tax on this article is canceled. (Footnote in the original.)

SCHEDULE I (Continued).

Numbers of the Belgian tariff	Name of commodity	Unit of collection	Applicable rate	Annual quotas allowed to be imported into the Belgo-Luxemburg Economic Union
2.	Motor cylinders of non-malleable cast iron.	100 kg. net	250.00	
3.	Motor heads, motor crank and other cases of non-malleable cast iron	idem	250.00	
4.	Fly-wheels	idem	250.00	
5.	Other component parts of motors	idem	250.00	
7.	Change speed gear boxes	idem	250.00	
8.	Steering gear with or without steering wheel	idem	250.00	
9.	Clutches	idem	250.00	
10.	Back driving axles	idem	250.00	
11.	Shafts and semi-shafts : Clutch, cam, change, speed, transmission ; grooved shafts, driving shafts, water pump shafts ; gearing	idem	250.00	
ex 1131	Dictating machines	100 kg. net wt idem	250.00 1,050.00 ¹	

¹ The luxury tax on this article is canceled. (Footnote in the original.)

SCHEDULE II.

Tariff Act of 1930 paragraph	Description of articles	Rates of duty
	<p><i>Note</i> : The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the Customs laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined insofar as may be practicable, as if each provision of this Schedule appeared respectively in the paragraph of the Tariff Act of 1930 noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.</p> <p>In the case of articles enumerated in this Schedule, which are subject on the day of the signature of this Agreement to ordinary Customs duties imposed under provisions of law other than the paragraph of the Tariff Act of 1930 noted in the column at the left of the respective description of the article, or imposed under a proviso of the paragraph so noted, such separate or additional duties shall continue in force until terminated in accordance with law, but shall not be increased.</p>	
	Aluminum sulphate	0.2¢ lb.
20	Chalk or whiting or Paris white :	
	Dry, ground, or bolted	0.2¢ lb.
	Ground in oil (putty)	0.5¢ lb.
24	Flavoring extracts, and natural or synthetic fruit flavors, fruit esters, oils and essences, all the foregoing and their combinations, containing more than 20 per centum and not more than 50 per centum of alcohol	30¢ lb. and 18% <i>ad valorem</i>
27	Naphthalene which after the removal of all water present has a solidifying point of seventy-nine degrees centigrade or above . . .	3.5¢ lb. and 20% <i>ad valorem</i>
29	Cobalt sulphate	5¢ lb.
72	Lead pigments : White lead	2.1¢ lb.
81	Sodium phosphate (except pyro phosphate) :	
	Containing by weight less than 45 per centum of water	1¢ lb.
	Not specially provided for	0.5¢ lb.
205 (b)	Roman, Portland, and other hydraulic cement or cement clinker . .	4.5¢ per 100 lbs. inc. weight of container
207	Sand containing 95 per centum or more of silica and not more than six-tenths of 1 per centum of oxide of iron and suitable for use in the manufacture of glass	\$1 per ton
220	Laminated glass composed of layers of glass and other material or materials, and manufactures wholly or in chief value of such glass	45% <i>ad valorem</i>
222 (a)	Plate glass, by whatever process made :	
	Not exceeding three hundred and eighty-four square inches . . .	8.3¢ per sq. ft.
	Above that, and not exceeding seven hundred and twenty square inches	11.3¢ per sq. ft.
	Above that, and not exceeding one thousand and eight square inches	11.7¢ per sq. ft.
	All above that	13.2¢ per sq. ft.
	<i>Provided</i> , That none of the foregoing measuring one-half inch or over in thickness shall be subject to a less rate of duty than	50% <i>ad valorem</i>
222 (b)	Plate glass containing a wire netting within itself :	
	Not exceeding three hundred and eighty-four square inches	10¢ per sq. ft.
	Above that, and not exceeding seven hundred and twenty square inches	13.2¢ per sq. ft.
	All above that	15.3¢ per sq. ft.

SCHEDULE II (Continued).

Tariff Act of 1930 paragraph	Description of articles	Rates of duty
222 (d)	Rolled, cylinder, crown, and sheet glass, not plate glass, if ground wholly or in part (whether or not polished) otherwise than for the purpose of ornamentation, or if one-fourth of one inch or more in thickness and obscured by coloring prior to solidification	Subject to specific duties in 222 (a) or (b) above
	<i>Provided</i> , That none of the foregoing measuring one-half inch or more in thickness and not containing a wire netting within itself shall be subject to less than the following rates of duty :	
	If ground wholly or in part (whether or not polished) otherwise than for the purpose of ornamentation	50% <i>ad valorem</i>
	If not ground wholly or in part	40% <i>ad valorem</i>
231	Opal, enamel or cylinder glass tiles and tiling	30% <i>ad valorem</i>
303	Muck bars, pieces thereof except crop ends, bar iron, and round iron in coils or rods, iron in slabs, blooms, loops, or other forms less finished than iron in bars and more advanced than pig iron, except castings; all the foregoing valued at not above 1 ½ cents per pound	0.25¢ lb.
304	Steel ingots, cogged ingots, blooms and slabs, by whatever process made; billets and bars, whether solid or hollow, weighing more than thirty pounds per linear foot :	
	Valued at not above 1 ½ cents per pound	0.25¢ lb.
	Valued above 1 ½ and not above 2 ½ cents per pound	0.375¢ lb.
304	Billets and bars, whether solid or hollow, weighing not more than thirty pounds per linear foot, and concrete reinforcement bars :	
	Valued at not above 1 ½ cents per pound	0.25¢ lb.
	Valued above 1 ½ and not above 2 ½ cents per pound	0.4¢ lb.
304	Die blocks or blanks; shafting; pressed, sheared, or stamped shapes, not advanced in value or condition by any process or operation subsequent to the process of stamping; hammer molds or swaged steel; gun-barrel molds not in bars; all descriptions and shapes of dry sand, loam, or iron molded steel castings; sheets and plates and steel not specially provided for; all the foregoing :	
	Valued at not above 1 ½ cents per pound	0.25¢ lb.
	Valued above 1 ½ and not above 2 ½ cents per pound	0.4¢ lb.
307	Boiler or other plate iron or steel, except crucible plate steel and saw plate steel, not thinner than one hundred and nine one-thousandths of one inch, cut or sheared to shape or otherwise, or unsheared, and skelp iron or steel sheared or rolled in grooves, valued at not above 3 cents per pound	0.35¢ lb.
308	Sheets of iron or steel, common or black, of whatever dimensions, and skelp iron or steel, valued at 3 cents per pound or less : Thinner than one hundred and nine one-thousandths and not thinner than thirty-eight one-thousandths of one inch Thinner than thirty-eight one-thousandths and not thinner than twenty-two one-thousandths of one inch Thinner than twenty-two one-thousandths and not thinner than ten one-thousandths of one inch Thinner than ten one-thousandths of one inch Corrugated or crimped	0.35¢ lb. 0.45¢ lb. 0.60¢ lb. 0.70¢ lb. 0.60¢ lb.

SCHEDULE II (Continued).

Tariff Act of 1930 paragraph	Description of articles	Rates of duty
312	Beams, girders, joists, angles, channels, car-truck channels, tees, columns and posts, or parts or sections of columns and posts, and deck and bulb beams, together with all other structural shapes of iron or steel; any of the foregoing machined, drilled, punched, assembled, fitted, fabricated for use, or otherwise advanced beyond hammering, rolling, or casting	15% <i>ad valorem</i>
314	Hoop or band iron, and hoop or band steel, cut to lengths, or wholly or partly manufactured into hoops or ties, coated or not coated with paint or any other preparation, with or without buckles or fastenings, for baling cotton or any other commodity	0.2¢ lb.
315	Wire rods: Rivet, screw, fence, and other iron or steel wire rods, whether round, oval, or square, or in any other shape, nail rods and flat rods up to six inches in width ready to be drawn or rolled into wire or strips, all the foregoing in coils or otherwise, valued at not over 2 ½ cents per pound	0.25¢ lb.
365	Shotguns: Valued at not more than \$5 each Valued at more than \$5 and not more than \$10 each Valued at more than \$10 and not more than \$25 each Valued at more than \$25 and not more than \$50 each Valued at more than \$50 each	75¢ each and 22 ½ % <i>ad valorem</i> \$2 each and 22 ½ % <i>ad valorem</i> \$3 each and 22 ½ % <i>ad valorem</i> \$5 each and 22 ½ % <i>ad valorem</i> 32 ½ % <i>ad valorem</i>
365	Barrels for shotguns, further advanced in manufacture than rough bored only	\$2 each and 25% <i>ad valorem</i>
365	Stocks for shotguns, wholly or partly manufactured	\$2.50 each and 25 % <i>ad valorem</i>
365	Parts of shotguns and fittings for shotgun stocks or barrels, finished or unfinished	27 ½ % <i>ad valorem</i>
365	Shotguns imported without a lock or locks or other fittings	\$5 each and 27 ½ % <i>ad valorem</i>
365	Shotgun barrels, in single tubes, forged, rough bored	5 % <i>ad valorem</i>
742	Hothouse grapes in bulk, crates, barrels or other packages	25¢ per cubic foot of such bulk or the capacity of the packages, according as imported.

SCHEDULE II (Continued).

Tariff Act of 1930 paragraph	Description of articles	Rates of duty
769	Peas, prepared or preserved in any manner, valued at 10 cents or more per pound	1.5¢ lb. on entire contents of container.
774	Endives in their natural state	35% <i>ad valorem</i>
776	Chicory, crude	1.5¢ lb.
907	Waterproof cloth, wholly or in chief value of cotton or other vegetable fiber, whether or not in part of india rubber	30% <i>ad valorem</i>
921	Imitation oriental rugs, wholly or in chief value of cotton	20% <i>ad valorem</i>
1001	Flax, not hackled, valued at \$340 or more per ton	1¢ lb.
1005(a)(2)	Cordage, including cables, tarred or untarred, composed of three or more strands, each strand composed of two or more yarns, wholly or in chief value of sunn, or other bast fiber, but not including cordage made of jute	1.5¢ lb.
1009 (b)	Woven fabrics, such as are commonly used for paddings or interlinings in clothing, wholly or in chief value of flax, or hemp, or of which these substances or either of them is the component material of chief value, exceeding thirty and not exceeding one hundred and twenty threads to the square inch, counting the warp and filling, and weighing not less than four and one-half and not more than twelve ounces per square yard	40% <i>ad valorem</i>
1009 (c)	Woven fabrics, in the piece or otherwise, wholly or in chief value of vegetable fiber, except cotton, filled, coated, or otherwise prepared for use as artists' canvas	30% <i>ad valorem</i>
1010	Woven fabrics, not including articles finished or unfinished, of flax, hemp, ramie, or other vegetable fiber, except cotton, or of which these substances or any of them is the component material of chief value, not specially provided for	30% <i>ad valorem</i>
1109 (a)	Woven green billiard cloths, in the piece, weighing more than eleven ounces but not more than fifteen ounces per square yard, wholly of wool	50¢ lb. and 40% <i>ad valorem</i>
1405	Vegetable parchment paper by whatever name known	2¢ lb. and 10% <i>ad valorem</i>
1405	Sensitized paper, to be used in photography	22 ½ % <i>ad valorem</i>
1406	Transparencies, printed lithographically or otherwise : In not more than five printings (bronze printing to be counted as two printings) In more than five printings (bronze printing to be counted as two printings)	30 % <i>ad valorem</i> 37 ½ % <i>ad valorem</i>
1410	Unbound prayer books, bound prayer books except those bound wholly or in part in leather, and sheets or printed pages of prayer books bound wholly or in part in leather, all the foregoing not specially provided for, if of <i>bona fide</i> foreign authorship	7 ½ % <i>ad valorem</i>
	All other prayer books, not specially provided for	12 ½ % <i>ad valorem</i>

SCHEDULE II (Continued).

Tariff Act of 1930 paragraph	Description of articles	Rates of duty
	<i>Provided</i> , That none of the foregoing composed in chief value of india paper or bible paper shall be subjected by virtue of the first proviso of paragraph 1404 to a higher rate of duty than	3¢ lb. and 10% <i>ad valorem</i>
1413	Ribbon fly catchers or fly ribbons in chief value of paper	27 ½ % <i>ad valorem</i>
1501 (c)	Asbestos shingles and articles in part of asbestos, if containing hydraulic cement or hydraulic cement and other material : If not coated, impregnated, decorated, or colored, in any manner	0.60¢ lb. 0.75¢ lb.
1520	If coated, impregnated, decorated, or colored, in any manner Hatters' furs, or furs not on the skin, prepared for hatters' use, including fur skins carotred	27 ½ % <i>ad valorem</i>
1525	Hair felt, made wholly or in chief value of animal hair, and manufactures of hair felt, all the foregoing not specially provided for	20 % <i>ad valorem</i>
1529 (a)	Laces, lace fabrics, and lace articles, if exceeding two inches in width and made wholly by hand without the use of any machine-made material or article provided for in paragraph 1529 (a) ; articles made wholly of any of the foregoing ; and articles, not wearing apparel, in part of any of the foregoing and containing no machine-made material or article provided for in paragraph 1529 (a) ; all the foregoing, finished or unfinished, however described and provided for in paragraph 1529 (a) : Valued at more than \$50 and less than \$150 per pound Valued at \$150 or more per pound	60% <i>ad valorem</i> 45% <i>ad valorem</i> 15% <i>ad valorem</i>
1551	Photographic dry plates, not specially provided for	15% <i>ad valorem</i>
1551	Photographic films, sensitized but not exposed or developed, of every kind except motion-picture films, having a width of one inch or more	12 ½ % <i>ad valorem</i>
1551	Motion-picture films, sensitized but not exposed or developed, having a width of one inch or more	0.2¢ per linear ft. of the standard width of 1 ¾ inches, and all other widths of one inch or more shall be subject to duty in equal proportion thereto.
1606 (a) and (b)	Horses	Free, subject to the provisions of para. 1606 (a) and (b).
1651	Dead or creosote oil	Free
1685	Basic slag	Free
1685	Precipitated bone of a grade used chiefly for fertilizers, or chiefly as an ingredient in the manufacture of fertilizers	Free
1689	Ossein	Free

II.

AMBASSADE DE BELGIQUE.

WASHINGTON, le 27 février 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de la lettre de Votre Excellence en date du 27 courant, m'informant des décisions amicales prises par les Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne le traitement à accorder au commerce de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et en ce qui concerne les droits à appliquer à certains produits du sol et de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Mon Gouvernement, également désireux de renforcer les traditionnels liens d'amitié avec les Etats-Unis d'Amérique, m'a donné les pouvoirs nécessaires pour vous déclarer en son nom que l'Union économique belgo-luxembourgeoise décide de son côté :

(1) D'accorder inconditionnellement au commerce des Etats-Unis d'Amérique le traitement qui est ou sera accordé à la nation étrangère la plus favorisée ; (2) d'exempter les produits du sol ou de l'industrie des Etats-Unis d'Amérique, énumérés à l'annexe I ci-jointe, lors de leur importation dans le territoire douanier de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, de tous droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont spécifiés à ladite annexe, (3) en ce qui concerne les produits pour lesquels des contingents d'importation sont spécifiés à ladite annexe, de permettre l'importation de quantités non inférieures à celles qui y sont indiquées, et (4) en ce qui concerne les produits pour lesquels des taxes de luxe ou de licence sont spécifiées à ladite annexe, d'exempter ces produits des taxes dépassant celles qui y sont spécifiées.

Il est entendu que les Etats-Unis d'Amérique conviennent de leur côté, (1) d'accorder inconditionnellement au commerce de l'Union économique belgo-luxembourgeoise le traitement qui est ou sera accordé au commerce de la nation étrangère la plus favorisée, à l'exception de la République de Cuba, et (2) d'exempter les produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, énumérés à l'annexe II ci-jointe, lors de leur importation dans le territoire douanier des Etats-Unis d'Amérique, de tous droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont spécifiés à ladite annexe.

Au cas où le gouvernement de l'un des deux pays adopterait une mesure qui, tout en n'étant pas contraire aux termes du présent accord, aurait pour effet, de l'avis du gouvernement de l'autre pays, de rendre inopérante ou d'altérer une clause quelconque de l'accord, le gouvernement qui aura adopté pareille mesure examinera les représentations et les propositions que l'autre gouvernement lui soumettrait en vue d'arriver à un arrangement satisfaisant pour les deux Parties.

Le présent accord entrera en vigueur le trentième jour après sa proclamation par le président des Etats-Unis d'Amérique et la publication simultanée dudit accord au *Moniteur Belge*, et sauf ce qui est prévu ci-après, il restera en vigueur et sortira ses effets jusqu'à la fin d'un délai de six mois après le jour où l'un ou l'autre gouvernement aura annoncé son intention d'y mettre fin. Il est entendu, toutefois, que :

(1) Au cas où un changement important se produirait dans le taux d'échange des monnaies de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et des Etats-Unis d'Amérique, le gouvernement de l'un ou de l'autre pays, s'il estime que ce changement est de nature à porter préjudice aux industries ou au commerce de son pays, aura la faculté de proposer l'ouverture de négociations en vue de modifier l'accord ou de mettre fin à celui-ci, moyennant un préavis écrit de trente jours.

(2) Chacun des deux gouvernements se réserve le droit de retirer la concession accordée par le présent accord à un produit quelconque, ou d'établir des restrictions quantitatives à l'importation de ce produit, si à n'importe quel moment il est prouvé que, à la suite de l'extension de ladite concession à des pays tiers ceux-ci en retirent le plus d'avantages et que, en conséquence, une forte augmentation des importations dudit

produit se produise indûment ; à condition qu'avant de recourir à la faculté mentionnée ci-dessus, le gouvernement en cause avise par écrit l'autre gouvernement de son intention et lui fournisse l'occasion, dans les trente jours qui suivront la réception dudit avis, de délibérer avec lui au sujet des mesures qu'il se propose de prendre ; et si une entente n'est pas atteinte à ce sujet dans les trente jours après la réception du susdit avis, le gouvernement qui se propose de prendre les mesures en question aura la faculté de le faire à tout moment après ce délai, et l'autre gouvernement aura la faculté, dans les quinze jours après la mise en vigueur desdites mesures, de mettre fin au présent accord tout entier moyennant un préavis écrit de trente jours.

Les stipulations du présent accord seront complétées, aussitôt que possible, par des dispositions d'un caractère général relatives au traitement qui sera accordé dans chacun des deux pays au commerce de l'autre.

Aussi longtemps que le présent accord restera en vigueur, il remplacera toute disposition du Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Roi des Belges conclu le huit mars 1875, qui pourrait être en contradiction avec ledit accord. Cependant, à l'expiration du présent accord, les dispositions du susdit traité de 1875 qui ont été temporairement remplacées reprendront automatiquement leur portée pour rester en vigueur et sortir tous leurs effets jusqu'à l'expiration prévue par ce traité.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Secrétaire d'Etat, de réitérer à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

P. FORTHOMME,
Chef de la Délégation belge.

A Son Excellence
Monsieur William Phillips,
Secrétaire d'Etat f. f.,
Département d'Etat,
à Washington. D. C.

ANNEXE I

Numéros du tarif belge	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables	Contingents annuels admis à l'importation dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise
II 16 a)	Miel naturel Saïndoux naturel	100 kg. net	60,00	100 % de la moyenne des importations au cours des années 1929 à 1933.
47 51 g)	Boyaux frais, salés ou secs Riz :	. . . . .	Exempts	
I. 2. 55 a)	En paille ou non pelé Pelé Gruaux et semoules d'avoine, y compris l'avoine en grains pelés, mondés, perlés ou concassés, ainsi que les flocons d'avoine Amidons et féculés de maïs . . . . .	. . . . . . . . . . . . . . . . . . . .	Exempt Exempt	
57 b) 73 b)	Abricots secs : Importés en emballages d'un poids de plus de 25 kg. (poids résultant de la pesée cumulée du contenant et du contenu) Importés autrement . . . . .	. . . . . . . . . .	30,00	678,528 kg. ¹
I. 2. ex 78 b) ex 91 93 a)	Pamplemousses Pêches sèches Poirs fraîches : Importées en caisses, caissettes, boîtes, paniers ou autres emballages d'un poids de 20 kg. ou moins (poids résultant de la pesée cumulée du contenant et du contenu et y comprises les poires importées en récipients d'un poids supérieur à 20 kg., lorsque ceux-ci comportent des divisions intérieures, ou lorsque les fruits sont enveloppés de papier ou d'une autre matière protectrice) du 1 ^{er} septembre au 31 janvier	100 kg. brut 100 kg. net <i>idem</i> 100 kg. brut 100 kg. net	30,00 50,00 20,00 50,00	
ex 94 a)	Poirs sèches de table	100 kg. net 100 kg. net	86,25 60,00	

		100 kg. brut . . .		100 % de la moyenne des importations au cours des années 1929 à 1933.
95 a)	Pommes fraîches :			
	Importées autrement :	25,00		
3.	Du 1 ^{er} avril au 31 août	28,75		
	Du 1 ^{er} septembre au 31 mars			
95 b)	Pommes sèches :			
1.	Pelées	41,40		
2.	Non pelées	20,70		
97 a)	Pruneaux :			
	Importés en caissettes ou autres emballages d'un poids de 10 kg. ou moins (poids cumulé du contenant et du contenu)	103,50		
97 b)	Importés autrement :			
1.	En tonneaux de 180 kg. au moins ou en sacs de 80 kg. au moins, sans emballage intérieur (poids cumulé du contenant et du contenu) comportant par demi- kg. :			
	Jusqu'à 90 pièces	60,00		
	De 91 à 100 pièces	45,00		
	Plus de 100 pièces	30,00		
	Autres, comportant par demi-kg. :			
2.	Jusqu'à 90 pièces	75,00		
	De 91 à 100 pièces	55,50		
	Plus de 100 pièces	37,50		
99 b)	Fruits non spécialement tarifés, secs	34,50		
118 b)	Gommes, gommes-résines et résines :			
	Autres :			
	Térébenthines brutes ou épurées	exemptes ²		
	Non dénommées	exemptes ²		
2.	Goudron minéral provenant de la distillation de la houille .	exempt		
3.	Paraffine	exempte		
190	Viandes non dénommées simplement cuites, fumées ou			
196	salées, importées autrement qu'en boîtes, terrines,			
212	croûtes ou autres emballages de ce genre :			
	De porc :			
a)	Autres			
2.	Langues de porc en boîtes	90,00 ³		

¹ L'augmentation de contingent de 72.128 kg. est uniquement applicable aux amidons et féculés importés en sachets.

² A l'exclusion des gommes-laques blanchies.

³ La taxe de licence ne dépassera pas 200 francs par 100 kg.

ANNEXE I (suite).

Numéros du tarif belge	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables	Contingents annuels admis à l'importation dans l'Union économique belge-luxembourgeoise
ex 219	Poissons, crustacés et mollusques, conservés de toutes façons, importés en boîtes, terrines, crôutes ou autres emballages de ce genre :	100 kg. net	34,50	
225	Pêchards	100 kg. net	200,00	
b) ex 273 a)	Fruits entiers ou divisés, conservés au naturel ou à l'aide de sucre ou de vinaigre :	. . . . .	exempts ¹	
277	En récipients d'un poids de 3 kg. ou moins . . . . .	. . . . .	500,00	
a) 278 b)	Tourteaux de lin	100 kg. net	2.500,00	
363	Tabacs non fabriqués :	100 kg. brut	20,00	
396	Non écotés . . . . .	. . . . .	exempts	
c) 431	Cigarettes . . . . .	. . . . .	. . . . .
a) 456 b)	Acétone ordinaire (propanone) . . . . .	. . . . .	200,00	
466	Teintures dérivées du goudron de houille à l'état sec ou en pâte :	. . . . .	17,25% ²	
b) 467	Colorants d'aniline . . . . .	. . . . .	. . . . .	10.300 kg.
583	Vernis, laques et siccatifs, mélangés ou non avec des matières colorantes ; couleurs dites à l'émail :	. . . . .	. . . . .	38.000 kg.
584	A l'alcool éthylique dénaturé ; à l'alcool autre qu'éthylique . . . . .	. . . . .	. . . . .
b) 584	Cylindres de machines à dicter	100 kg. net . . . .	. . . . .
1. 609	Peaux teintes ou maroquinées non dénommées ailleurs :	. . . . .	. . . . .
2. 612	Autres . . . . .	. . . . .	. . . . .
c) 622	Peaux vernies ou laquées	100 kg. net	500,00	6.000 kg.
a) 638	Péragmoïd et produits similaires	100 kg. net	258,75	6.000 kg.
1. 609	Toiles cirées :	. . . . .	. . . . .	1.000 kg.
2. 609	Pour parquets :	. . . . .	. . . . .
1. 612	Unicolores	100 kg. net	69,00	
2. 612	A dessins imprimés	idem	82,80	
c) 609	Pour tenture	idem	414,00	
612	Bonneterie de soie pure et bonneterie mélangée de soie . . . . .	. . . . .	. . . . .
622	Vêtements pour femme non dénommés ni compris ailleurs	. . . . .	. . . . .
a) 638	Faux-cols et manchettes, devants et plastrons de chemises	. . . . .	. . . . .
1. 609	Bois sciés, non dénommés ailleurs :	. . . . .	. . . . .
2. 609	Poutres et poutrelles sciées, d'une épaisseur de 15 centimètres et plus, y compris les bois équarris à la hache, de toute épaisseur :	. . . . .	. . . . .
1. 609	En bois de chêne, de frêne et de noyer	mètre cube	30,00	
2. 609	Autres	idem	30,00	

b)	Autres :				
1.	En bois de chêne, de frêne et de noyer	idem			35,00
2.	Non dénommés	idem			35,00
672	Pièces de charpente et de charonnage façonnées :				
b)	Autres	100 kg. brut			8,05
ex 705	Courroies pour machines en caoutchouc, même combiné avec des tissus ou avec tissus intercalé	100 kg. net			250,00
706	Tubes et tuyaux en caoutchouc, de toute espèce :				
b)	Autres	100 kg. net			250,00
1056	Machines à écrire, à calculer, simples ou combinées, caisses enregistreuses, caisses contrôle, et leurs pièces détachées, pesant :				
a)	50 kg et plus :				
1.	Machines à calculer et leurs pièces détachées	100 kg. net			1.000,00
2.	Autres	idem			1.000,00
3.	Couvercles, étuis, supports, et autres accessoires pour machines de bureau	valeur			10%
b)	Moins de 50 kg. :				
1.	Machines à calculer et leurs pièces détachées	100 kg. net			1.500,00
2.	Autres	idem			1.500,00
3.	Couvercles, étuis, supports, chevalets et autres accessoires pour machines de bureau	valeur			10%
1088 bis	Appareils radioélectriques, pour la télégraphie, la téléphonie, la télévision et autres applications :				
a)	Appareils complets :				
1.	A valves (tubes ou lampes)	kg. net			17,00 plus par socket de valve : 8,50
b)	Appareils incomplets et groupes montés	kg. net			17,00 plus par socket de valve : 8,50
d)	Valves, tubes ou lampes (y compris les valves, tubes ou lampes montés sur les appareils)	pièce.			1,45
1100	Véhicules automobiles, carrossés ou complets :				
a)	Pour le transport des personnes :				
2.	Autres, pesant par unité :	100 kg. net			935,00
B.	De 1150 kg. inclusivement à 1600 kg. exclusive-ment	idem			1.062,50
C.	De 1600 kg. inclusivement à 1850 kg. exclusive-ment	idem			1.190,00
D.	De 1850 kg. inclusivement à 2200 kg. exclusive-ment	idem			1.530,00
E.	2200 kg. et plus				

¹ La taxe de licence ne dépassera pas 7,50 francs par 100 kg.

² La taxe de luxe sur cet article est supprimée.

ANNEXE I (suite).

Numéros du tarif belge	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits applicables	Contingents annuels admis à l'importation dans l'Union économique belge-luxembourgeoise
1100 <i>quater</i>	Parties et pièces détachées pour véhicules automobiles et pour carrosseries d'automobiles, non spécialement tarifées :			
a)	Brutes :	valeur	12%	
b)	Ouvrées :			
I.	Moteurs à explosion ou à combustion interne et turbines à gaz :			
A.	Moteurs ayant à la fois plus de quatre cylindres et plus de quatre litres de cylindrée	100 kg. net	250,00	
B.	Autres	<i>idem</i>	250,00	
2.	Cylindres de moteurs en fonte non malléable	<i>idem</i>	250,00	
3.	Culasses de moteurs et autres en fonte non malléable	<i>idem</i>	250,00	
4.	Volants de moteurs	<i>idem</i>	250,00	
5.	Autres pièces détachées de moteurs	<i>idem</i>	250,00	
7.	Boîtes de vitesse	<i>idem</i>	250,00	
8.	Directions avec ou sans volant	<i>idem</i>	250,00	
9.	Embrayages	<i>idem</i>	250,00	
10.	Ponts arrière	<i>idem</i>	250,00	
11.	Arbres et demi-arbres d'embrayage, de distribution, de changement de vitesse, de transmission ; arbres cannelés, arbres de commandes, de pompes à eau ; engrenages	<i>idem</i>	250,00	
ex 1131	Machines à dicter	100 kg. net	1.050,00 ¹	

¹ La taxe de luxe sur cet article est supprimée.

ANNEXE II

Paragraphe du « Tariff Act » de 1930	Description des marchandises	Droits applicables
	<p><i>Note</i> : Les dispositions de la présente annexe seront interprétées et produiront les mêmes effets, et l'application aux dispositions de la présente annexe, de dispositions collatérales des lois douanières des États-Unis, sera déterminée autant que possible, comme si chaque disposition de la présente annexe apparaissait respectivement dans le paragraphe du «<i>Tariff Act</i> » de 1930 indiqué dans la colonne à la gauche de la description respective des marchandises.</p> <p>Dans le cas de marchandises énumérées à la présente annexe, qui au jour de la signature de cet accord sont soumises à des droits de douane ordinaires imposés en vertu de dispositions légales autres que le paragraphe du «<i>Tariff Act</i> » de 1930 indiqué dans la colonne à la gauche de la description respective des marchandises, ou imposés en vertu d'une clause conditionnelle du paragraphe ainsi indiqué, lesdits droits distincts ou additionnels resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit mis fin en vertu de dispositions légales, mais ils ne seront pas augmentés.</p>	
6	Sulfate d'alumine	0,2 σ par livre
20	Craie (blanc d'Espagne ou de Paris) :	
	Sèche, moulue, ou tamisée	0,2 σ par livre
	Broyée dans l'huile (mastic)	0,5 σ par livre
24	Extraits pour aromatiser, et produits à saveur de fruits naturels, synthétiques, esters, huiles et essences de fruits, tous ces produits et leurs combinaisons, contenant plus de vingt pour cent et pas plus de cinquante pour cent d'alcool	30 σ par livre et 18 % <i>ad va-</i> <i>lorem</i>
27	Naphtalène qui, privé complètement de l'eau qu'il contient, se solidifie à soixante-dix-neuf degrés centigrades ou plus.	3,5 σ par livre et 20 % <i>ad va-</i> <i>lorem</i>
29	Sulfate de cobalt	5 σ par livre
72	Couleurs au plomb : céruse	2,1 σ par livre
81	Phosphate de sodium (à l'exception du pyrophosphate) :	
	Contenant en poids moins de quarante-cinq pour cent d'eau . . .	1 σ par livre
	. Non spécialement tarifé	0,5 σ par livre
205 b)	Ciments romains, Portland et autre ciment hydraulique et klinker de ciment	4,5 σ par 100 li- vres, y com- pris le poids du contenant
207	Sable contenant quatre-vingt-quinze pour cent ou plus de silice et pas plus de six dixièmes pour cent d'oxyde de fer, convenant pour la fabrication du verre	\$1 par tonne
220	Verre laminé composé de couches de verre et d'autres matières et articles entièrement en verre laminé ou dans lesquels le verre laminé constitue l'élément de principale valeur	45% <i>ad valorem</i>
222 a)	Glaces fabriquées par tout procédé :	
	Ne dépassant pas trois cent quatre-vingt-quatre pouces carrés . .	8,3 σ par pied carré
	Au-dessus de trois cent quatre-vingt-quatre, mais ne dépassant pas sept cent vingt pouces carrés	11,3 par pied carré

ANNEXE II (suite)

Paragraphe du « Tarif Act » de 1930	Description des marchandises	Droits applicables
	Au-dessus de sept cent vingt, mais ne dépassant pas mille et huit pouces carrés	11,7 par pied carré
	Au-dessus de mille et huit pouces carrés	13,2 par pied carré
222 b)	<i>Toutefois</i> , aucun des produits ci-dessus, d'une épaisseur de un demi-pouce ou plus, ne pourra acquitter un droit inférieur à Glaces munies à l'intérieur d'un treillis métallique : Ne dépassant pas trois cent quatre-vingt-quatre pouces carrés	50% <i>ad valorem</i> 10¢ par pied carré
	Au-dessus de trois cent quatre-vingt-quatre, mais ne dépassant pas sept cent vingt pouces carrés	13,2¢ par pied carré
222 d)	Au-dessus de sept cent vingt pouces carrés Verre cylindré, verre de manchon, « crown glass » et verre à vitres, autres que glaces, entièrement ou partiellement adoucis (polis ou non) d'une autre manière que pour l'ornementation, ou mesurant en épaisseur un quart de pouce ou plus et foncés par une coloration antérieure à la solidification	15,3¢ par pied carré droits spécifiques prévus aux rubriques 222 a) et b) ci-dessus.
	<i>Toutefois</i> , aucun des précédents ayant une épaisseur d'un demi-pouce ou plus et non munis à l'intérieur d'un treillis métallique, ne sera soumis à des taux de droit moindres que les suivants : S'ils sont entièrement ou partiellement adoucis (polis ou non) d'une autre manière que pour l'ornementation S'ils ne sont ni entièrement ni partiellement adoucis	50% <i>ad valorem</i> 40% <i>ad valorem</i>
231	Tuiles et carreaux en verre opale, en verre émaillé ou en verre de manchon	30% <i>ad valorem</i>
303	Barres de fer brutes ébauchées, parties de ces barres, à l'exception des chutes, fer en barres et fer rond en rouleaux ou en tiges, fer en plaques, blooms, loupes ou autres formes moins finies que le fer en barres, mais plus avancées que le fer en gueuses, hormis les moulages ; tous ces produits évalués à pas plus d'un cent et demi la livre	0,25¢ par livre
304	Lingots d'acier, ainsi que lingots, blooms et plaques, ébauchés au laminoir, quel qu'en soit le procédé de fabrication ; billettes et barres pleines ou creuses, pesant plus de trente livres par pied courant : Évalués à pas plus d'un cent et demi la livre Évalués à plus d'un cent et demi et pas plus de deux cents et demi la livre	0,25¢ par livre 0,375¢ par livre
304	Billettes et barres, pleines ou creuses, pesant trente livres ou moins par pied courant, et barres pour béton armé : Évalués à pas plus d'un cent et demi la livre Évalués à plus d'un cent et demi et pas plus de deux cents et demi la livre	0,25¢ par livre 0,4¢ par livre
304	Etampes ou matrices ; arbres ébauchés ; formes embouties, découpées ou estampées, n'ayant pas été soumises à un procédé ou à un travail ultérieur à l'estampage leur donnant plus de valeur ou un état plus	

ANNEXE II (suite)

Paragraphe du « Tariff Act » de 1930	Description des marchandises	Droits applicables
	avancé ; moules à marteaux ou d'acier estampé ; moules à canons de fusil autres qu'en barres ; moulages en acier de toute sorte et de toute forme coulés dans des moules en sable sec, en argile ou en fer ; tôles et plaques, ainsi qu'acier non spécialement tarifé ; tous ces articles : Evalués à pas plus d'un cent et demi la livre	0,25¢ par livre
307	Plaques de fer ou d'acier pour chaudières ou autres, à l'exception des plaques d'acier ou creuset et des lames d'acier pour scies, d'une épaisseur non inférieure à cent et neuf millièmes de pouce, coupées ou cisailées en formes ou autrement ou non cisailées, et bandes en fer ou acier pour tubes ou canons de fusils, cisailés ou laminés en cannelures, évalués à trois cents ou moins la livre	0,4¢ par livre
308	Tôles de fer ou d'acier, communes ou noires, de toutes dimensions, et bandes en fer ou en acier pour tubes ou canons de fusils, évaluées à trois cents ou moins la livre, ayant en épaisseur : Moins de cent et neuf millièmes et pas moins de trente-huit millièmes de pouce Moins de trente-huit millièmes et pas moins de vingt-deux millièmes de pouce Moins de vingt-deux millièmes et pas moins de dix millièmes de pouce Moins de dix millièmes de pouce Ondulées ou gaufrées	0,35¢ par livre 0,35¢ par livre 0,45¢ par livre 0,60¢ par livre 0,70¢ par livre 0,60¢ par livre
312	Poutrelles, longuerines, solives, cornières, fers en U, fers en U pour wagons (« car-truck channels »), fers en T, colonnes et piliers, parties ou sections de colonnes ou de piliers, poutrelles pour ponts de navires ou à bourrelet, ainsi que toutes autres formes profilées de fer ou d'acier ; tous les précédents travaillés à la machine, perforés, poinçonnés, assemblés, achevés, prêts à être employés ou ayant été soumis à un autre travail plus avancé que le martelage, le laminage ou le moulage	15% <i>ad valorem</i>
314	Feuillards ou bandes de fer ou d'acier, coupés de longueur ou bien manufacturés entièrement ou en partie en cercles ou liens, recouverts ou non de peinture ou d'une autre préparation, avec ou sans boucles ou attaches, pour l'emballage du coton ou de toute autre marchandise	0,2¢ par livre
315	Tiges en fil de fer ou d'acier, pour rivets, vis, clôtures et autres, rondes, ovales, carrées ou de toute autre forme, tiges à clous et tiges plates ayant jusqu'à six pouces de largeur, prêtes à être étirées ou laminées en fils ou rubans, tous ces articles en rouleaux ou autrement, évalués à pas plus de deux cents et demi la livre	0,25¢ par livre
365	Fusils à plombs : Evalués à pas plus de cinq dollars la pièce Evalués à plus de cinq dollars et pas plus de dix dollars la pièce Evalués à plus de dix dollars et pas plus de vingt-cinq dollars la pièce	75¢ la pièce et 22 ½% <i>ad valorem</i> \$2. la pièce et 22 ½% <i>ad valorem</i> \$3. la pièce et 22 ½% <i>ad valorem</i>

ANNEXE II (suite)

Paragraphe du « Tariff Act » de 1930	Description des marchandises	Droits applicables
	Evalués à plus de vingt-cinq dollars et pas plus de cinquante dollars la pièce	\$5. la pièce et 22 ½ % <i>ad valorem</i>
	Evalués à plus de cinquante dollars la pièce	32 ½ % <i>ad valorem</i>
365	Canons pour fusils à plombs, ayant reçu une main-d'œuvre plus avancée que le simple forage	\$2. la pièce et 25 % <i>ad valorem</i>
365	Crosses pour fusils à plombs, entièrement ou partiellement ouvrées . .	\$2,50 la pièce et 25 % <i>ad valorem</i>
365	Parties de fusils à plombs et accessoires pour crosses ou canons de fusils à plombs, finis ou non	27 ½ % <i>ad valorem</i>
365	Fusils à plombs importés sans platines ou autres accessoires	\$5. la pièce et 27 ½ % <i>ad valorem</i>
365	Canons de fusils à plombs, à l'état de tubes simples, forgés, forés brut .	5 % <i>ad valorem</i>
742	Raisins de serre en vrac, caisses à claire-voie, barils ou autres emballages	25¢ par pied cube de raisins en vrac ou par pied cube de la capacité des emballages
769	Pois, préparés ou conservés d'une manière quelconque, évalués à dix cents ou plus la livre	1,5¢ par livre du contenu tout entier
774	Chicorées « witloof » à l'état naturel	35% <i>ad valorem</i>
776	Chicorée, brute	1,5¢ par livre
907	Tissus imperméables composés entièrement de coton ou d'autres fibres végétales, ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur, combinés ou non avec du caoutchouc	30 % <i>ad valorem</i>
921	Tapis imitation d'Orient, composés entièrement de coton ou dans lesquels le coton constitue l'élément de principale valeur	20 % <i>ad valorem</i>
1001	Lin, non sérancé, évalué à trois cent quarante dollars ou plus la tonne	1¢ par livre
1005 a) (2)	Cordages, y compris les câbles, goudronnés ou non, composés de trois torons ou plus, chaque toron étant composé de deux ou plusieurs filés, entièrement en fibre « sunn » ou autres fibres corticales, ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur, à l'exclusion des cordages en jute	1,5¢ par livre
1009 b)	Tissus communément employés pour rembourrer ou doubler les vêtements, entièrement en lin ou en chanvre, ou dans lesquels ces matières ou l'une d'entre elles constituent l'élément de principale valeur, ayant en chaîne et en trame plus de trente mais pas plus de cent vingt fils par pouce carré, ne pesant pas moins de quatre et demi et pas plus de douze onces par yard carré	40% <i>ad valorem</i>
1009 c)	Tissus en pièces ou autrement, entièrement en fibres végétales, à l'exception du coton, ou dans lesquels ces fibres végétales constituent	

ANNEXE II (suite)

Paragraphe du « Tariff Act » de 1930	Description des marchandises	Droits applicables
1010	la matière de principale valeur, chargés, recouverts ou autrement préparés pour canevas d'artistes Tissus, non compris les articles finis ou non, en lin, chanvre, ramie ou autres fibres végétales, à l'exception du coton, ou dans lesquels ces textiles ou l'un d'entre eux constituent la matière de principale valeur, non spécialement tarifés	30% <i>ad valorem</i> 30% <i>ad valorem</i>
1109 a)	Drap de billard, vert, en pièces, pesant plus de onze onces mais pas plus de quinze onces par yard carré, entièrement en laine	50¢ par livre et 40% <i>ad valorem</i>
1405	Parchemin végétal, quel que soit le nom qu'il porte	2¢ par livre et 10% <i>ad valorem</i>
1405	Papier sensibilisé pour usages photographiques	22 ½% <i>ad valorem</i>
1406	Vitrauphanies (« transparencies »), imprimées par lithographie ou autrement : En cinq impressions ou moins (l'impression en bronze étant comptée comme deux impressions) En plus de cinq impressions (l'impression en bronze étant comptée comme deux impressions)	30% <i>ad valorem</i> 37 ½% <i>ad valorem</i>
1410	Livres de prière, reliés ou non, à l'exception de ceux entièrement ou partiellement reliés en cuir, et feuillets ou pages imprimés de livres de prière entièrement ou partiellement reliés en cuir, tous les précédents non spécialement tarifés, s'ils sont réellement d'auteurs étrangers Tous autres livres de prière, non spécialement tarifés <i>Toutefois</i> , aucun des précédents, dans lesquels le papier de l'Inde ou le papier bible constitue l'élément de principale valeur, ne sera soumis, en vertu du premier « proviso » du paragraphe 1404, à un droit plus élevé que	7 ½% <i>ad valorem</i> 12 ½% <i>ad valorem</i> 3¢ par livre et 10% <i>ad valorem</i>
1413	Attrape-mouches en forme de rubans, dans lesquels le papier constitue la matière de principale valeur	27 ½% <i>ad valorem</i>
1501 c)	Bardeaux en asbeste et articles partiellement en asbeste, s'ils contiennent du ciment hydraulique ou du ciment hydraulique combiné avec une autre matière : Ni recouverts, ni imprégnés, ni décorés, ni colorés, d'une manière quelconque Recouverts, imprégnés, décorés ou colorés, d'une manière quelconque	0,60¢ par livre 0,75¢ par livre
1520	Poils pour chapeliers ou poils non en peaux, préparés pour chapeliers, y compris les peaux secrétées (« carotod »)	27 ½% <i>ad valorem</i>
1525	Feutre de poils, entièrement en poils d'animaux, ou dans lequel les poils d'animaux constituent la matière de principale valeur, et articles en feutre de poils, tous les précédents non spécialement tarifés	20% <i>ad valorem</i>

ANNEXE II (suite)

Paragraphe du « Tariff Act » de 1930	Description des marchandises	Droits applicables
1529 a)	Dentelles, tissus en dentelles et articles en dentelles, d'une largeur dépassant deux pouces et faits uniquement à la main sans usage d'aucune matière fabriquée à la machine ni d'aucun article dénommé au paragraphe mille cinq cent vingt-neuf a) ; articles composés entièrement des précédents ; et articles, à l'exception des vêtements, partiellement composés des précédents et ne contenant aucune matière fabriquée à la machine ni aucun article dénommé au paragraphe mille cinq cent vingt-neuf a) ; tous les précédents, finis ou non, quelle que soit la façon dont ils sont décrits et dénommés au paragraphe mille cinq cent vingt-neuf a) :	
	Evalués à plus de cinquante dollars et moins de cent cinquante dollars par livre	60 % <i>ad valorem</i>
1551	Evalués à cent cinquante dollars ou plus par livre	45 % <i>ad valorem</i>
1551	Plaques sèches pour la photographie, non spécialement tarifées Pellicules photographiques, sensibilisées mais non impressionnées ni développées, de toute sorte à l'exception des films cinématographiques ayant une largeur de un pouce ou plus	15 % <i>ad valorem</i> 12 ½ % <i>ad valorem</i>
1551	Films cinématographiques, sensibilisés mais non impressionnés ni développés, ayant une largeur de un pouce ou plus	0,20 par pied
		courant de la largeur normale de 1 ¾ de pouce, et les films de toutes autres largeurs, de 1 pouce ou plus, seront taxés en proportion
1606 a) et b)	Chevaux	Exemptes sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 1606 a) et b)
1651	Huile morte (« dead oil ») ou huile de créosote	Exempte
1685	Scories basiques	Exemptes
1685	Phosphate précipité d'os, d'une qualité utilisée principalement pour engrais ou utilisée principalement comme ingrédient dans la fabrication des engrais	Exempt
1689	Osséine	Exempte

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

P. F. Allen,

Acting Chief Clerk and Administrative Assistant.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

I.

WASHINGTON, le 27 février 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le soussigné, secrétaire d'Etat p. i. des Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisé à cet effet par le Président des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs que lui a conférés la Loi du Congrès des Etats-Unis d'Amérique, sanctionnée le 12 juin 1934 et intitulée « Loi portant modification de la loi tarifaire de 1930 », a l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, désireux de renforcer les traditionnels liens d'amitié avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise, accepte 1^o d'accorder inconditionnellement au commerce de l'Union économique belgo-luxembourgeoise le traitement qui est ou sera accordé au commerce de la nation étrangère la plus favorisée, à l'exception de la République de Cuba ; et 2^o d'exempter les produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, énumérés à l'annexe II ci-jointe, lors de leur importation dans le territoire douanier des Etats-Unis d'Amérique, de tous droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont spécifiés à ladite annexe.

Il est entendu que l'Union économique belgo-luxembourgeoise, de son côté, accepte 1^o d'accorder inconditionnellement au commerce des Etats-Unis d'Amérique le traitement qui est ou sera accordé à la nation étrangère la plus favorisée ; 2^o d'exempter les produits du sol ou de l'industrie des Etats-Unis d'Amérique, énumérés à l'annexe I ci-jointe, lors de leur importation dans le territoire douanier de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, de tous droits de douane ordinaires dépassant ceux qui sont spécifiés à ladite annexe ; 3^o en ce qui concerne les produits pour lesquels des contingents d'importation sont spécifiés à ladite annexe, de permettre l'importation de quantités non inférieures à celles qui y sont indiquées ; et 4^o en ce qui concerne les produits pour lesquels des taxes de luxe ou de licence sont spécifiées à ladite annexe, d'exempter ces produits de taxes dépassant celles qui y sont spécifiées.

Au cas où le gouvernement de l'un des deux pays adopterait une mesure qui, tout en n'étant pas contraire aux termes du présent accord, aurait pour effet, de l'avis du gouvernement de l'autre pays, de rendre inopérante ou d'altérer une clause quelconque de l'accord, le gouvernement qui aura adopté une telle mesure examinera les représentations et propositions que l'autre gouvernement pourra lui soumettre en vue d'arriver à un arrangement satisfaisant pour les deux Parties.

Le présent accord entrera en vigueur le trentième jour après sa proclamation par le Président des Etats-Unis d'Amérique et la publication simultanée dudit accord au *Moniteur Belge*, et, sous réserve des dispositions prévues ci-après, il restera en vigueur et exercera ses effets jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'un ou l'autre gouvernement aura annoncé son intention d'y mettre fin. Il est entendu, toutefois, que :

1^o Au cas où un changement important se produirait dans le taux d'échange des monnaies des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, le gouvernement de l'un ou de l'autre pays, s'il estime que ce changement est de nature à porter préjudice aux industries ou au commerce de son pays, aura la faculté de proposer l'ouverture de négociations en vue de modifier l'accord ou de mettre fin à celui-ci, moyennant un préavis écrit de trente jours ;

2^o Chacun des deux gouvernements se réserve le droit de retirer la concession accordée par le présent accord à un produit quelconque, ou d'établir des restrictions quantitatives à l'importation de ce produit, si, à n'importe quel moment, il est prouvé que, à la suite de l'extension de ladite concession à des pays tiers, ceux-ci en retirent le plus d'avantages et que, en conséquence, une forte augmentation des importations dudit produit se produise indûment ; à condition qu'avant de recourir à la faculté mentionnée ci-dessus, le gouvernement en cause avise par écrit l'autre gouvernement de son intention et lui fournisse l'occasion, dans les trente jours qui suivront la réception dudit avis, de délibérer

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

avec lui au sujet des mesures qu'il se propose de prendre ; et, si une entente n'intervient pas à ce sujet dans les trente jours après la réception du susdit avis, le gouvernement qui se propose de prendre les mesures en question aura la faculté de le faire à tout moment après ce délai, et l'autre gouvernement aura la faculté, dans les quinze jours après la mise en vigueur desdites mesures, de mettre fin au présent accord tout entier, moyennant un préavis écrit de trente jours.

Les stipulations du présent accord seront complétées, aussitôt que possible, par des dispositions d'un caractère général relatives au traitement qui sera accordé, dans chacun des deux pays, au commerce de l'autre.

Aussi longtemps que le présent accord restera en vigueur, il remplacera toutes dispositions du Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Roi des Belges, conclu le 8 mars 1875, qui pourraient être en contradiction avec ledit accord. Cependant, à l'expiration du présent accord, les dispositions du susdit traité de 1875 qui auront été temporairement remplacées reprendront automatiquement leur portée pour rester en vigueur et exercer tous leurs effets jusqu'à l'expiration prévue par ce traité.

Je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer l'accord ainsi intervenu.

Je saisis cette occasion, etc.

William PHILLIPS,

Secrétaire d'Etat p. i. des Etats-Unis d'Amérique.

M. Pierre Forthomme, Sénateur,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,
Chef de la délégation belge.

(Suivent les annexes I et II, telles qu'elles sont reproduites pages 42 à 52 de ce volume.)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BELGIAN EMBASSY.

II.

WASHINGTON, February 27th, 1935.

MR. SECRETARY OF STATE,

I have the honor to acknowledge receipt of Your Excellency's letter dated the 27th instant, advising me of the friendly decisions made by the United States of America in regard to the treatment to be accorded to the commerce of the Belgo-Luxemburg Economic Union with respect to the duties to be applied to certain products of the soil and industry of the Belgo-Luxemburg Economic Union.

My Government, being equally desirous of strengthening the traditional bonds of friendship with the United States of America, has given me the necessary powers to declare to you in its name that the Belgo-Luxemburg Economic Union has decided, on its part :

(1) To accord unconditionally to the commerce of the United States of America the treatment which is or will be accorded to the most favored foreign nation ; (2) to exempt the products of the soil or the industry of the United States of America listed in Schedule I attached hereto, at the time of their importation into the Customs territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union, from all ordinary Customs duties in excess of those specified in the said Schedule ; (3) with respect to those for which import quotas are specified in the said Schedule, to permit the importation of quantities not less than those indicated therein ; and (4) with respect to the products for which luxury or license taxes are specified in the annexed Schedule, to exempt such products from taxes in excess of those specified therein.

It is understood that the United States of America agrees on its part : (1) to accord unconditionally to the commerce of the Belgo-Luxemburg Economic Union the treatment which is or will

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

be accorded to the commerce of the most favored foreign nation, with the exception of the Republic of Cuba, and (2) to exempt the products of the soil or industry of the Belgo-Luxemburg Economic Union, listed in Schedule II attached hereto, at the time of the importation into the Customs territory of the United States of America, from all ordinary Customs duties in excess of those specified in the said Schedule.

In the event that the Government of either country adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any clause of the Agreement, the Government which has adopted any such measure shall consider such representations and proposals as the other Government may submit to it with a view to effecting an adjustment of the matter satisfactory to the two Parties.

The present Agreement shall come into force on the thirtieth day following proclamation thereof by the President of the United States of America and the simultaneous publication of the said Agreement in the *Moniteur Belge*, and, except as hereinafter provided, shall remain in force and effect until 6 months from the day on which either Government shall give notice of its intention to terminate it. It is understood, however, that :

(1) In the event that a wide variation occurs in the rate of exchange between the currencies of the Belgo-Luxemburg Economic Union and the United States of America, the Government of either country, if it considers that such variation is of a nature to prejudice the industries or the commerce of the country, shall have the right to propose that negotiations be opened with a view to modifying the Agreement or terminating it on 30 days' written notice ;

(2) Each of the two Governments reserves the right to withdraw the concession granted on any article under this Agreement, or to impose quantitative restrictions on the importation of such article, if at any time there should be evidence that, as a result of the extension of such concession to third countries, the latter will obtain the major benefit of such concession and that, in consequence thereof, an unduly large increase of the importations of such article will take place ; provided that before availing itself of the right above mentioned, the Government concerned shall give notice in writing to the other Government of its intention to do so, and shall furnish such other Government an opportunity, within 30 days after the receipt of such notice, to consult with it in regard to the measures that it proposes to take ; and if an agreement is not reached with respect thereto within 30 days following receipt of the aforesaid notice, the Government which proposes to take the measures in question shall have the right to do so at any time thereafter, and the other Government shall have the right, within 15 days after such measures have been put into effect, to terminate this Agreement in its entirety on 30 days' written notice.

The provisions of this Agreement shall be supplemented, as soon as possible, by provisions of a general character relative to the treatment to be accorded in each of the two countries to the commerce of the other.

As long as the present Agreement shall remain in force, it shall supersede any provisions of the Treaty of Commerce and Navigation between the United States of America and His Majesty the King of the Belgians concluded March 8, 1875, which may be inconsistent with the said Agreement. However, upon the expiration of the present Agreement, the provisions of the aforesaid Treaty of 1875 which have been temporarily superseded shall automatically resume operation, and shall continue in full force and effect, subject to termination as provided in that Treaty.

I take this occasion to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

To His Excellency
Mr. William Phillips,
Acting Secretary of State,
Department of State,
Washington, D. C.

P. FORTHOMME,
Head of the Belgian Delegation.

(Here follow Schedules I and II, as printed on pages 30 to 39 of this Volume.)

N° 3682.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET
RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Echange de notes comportant un
arrangement relatif à la protection
des droits d'auteur, avec annexe.
Buenos-Ayres, les 28 avril, 28
juillet, 28 août et 3 septembre 1934.

UNITED STATES OF AMERICA
AND ARGENTINE REPUBLIC

Exchange of Notes constituting a
Copyright Arrangement, with An-
nex. Buenos Aires, April 28th,
July 28th, August 28th, and Sep-
tember 3rd, 1934.

No. 3682. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE UNITED STATES OF
AMERICA AND THE GOVERN-
MENT OF THE ARGENTINE
REPUBLIC CONSTITUTING A
COPYRIGHT ARRANGEMENT.
BUENOS AIRES, APRIL 28TH,
JULY 28TH, AUGUST 28TH AND
SEPTEMBER 3RD, 1934.

Nº 3682. — CANJE DE NOTAS¹
ENTRE EL GOBIERNO DE LOS
ESTADOS UNIDOS DE AMERICA
Y EL GOBIERNO DE LA REPUB-
LICA ARGENTINA ESTABLE-
CIENDO UN ARREGLO RELA-
TIVO A LA PROTECCION DE
LOS DERECHOS DE AUTOR.
BUENOS AIRES, 28 DE ABRIL,
28 DE JULIO, 28 DE AGOSTO Y
3 DE SETIEMBRE DE 1934.

*English and Spanish official texts communicated
by the Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the United States of America
at Berne. The registration of this Exchange of
Notes took place June 25th, 1935.*

*Textes officiels anglais et espagnol communiqués
par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipo-
tentiare des Etats-Unis d'Amérique à Berne.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu
lieu le 25 juin 1935.*

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.
No. 108.

I.

BUENOS AIRES, April 28th, 1934.

EXCELLENCY,

I have the honor to inform Your Excellency that the Department of State considers that the provisions of the new copyright law of Argentina (Ley 11.723, " Régimen legal de la propiedad intelectual sobre amparo de las Obras literarias, científicas y artísticas", promulgated on September 28th, 1933) would warrant the exercise of authority granted to the President by the provisions of Section 8 of the copyright laws of the United States, to issue a proclamation declaring that citizens of Argentina are entitled to all the benefits of the Act of Congress approved March 4th, 1909, and Acts amendatory thereof relating to copyright.

In this connection, I have the honor to enclose a pamphlet containing a copy of the Act of Congress approved March 4th, 1909 (35 Stat. Part I, 1075), with amendments, and a copy of the proposed proclamation which the Department of State is prepared to recommend to the President.

Before recommending to the President that this proclamation be issued, the Department of State has requested me to communicate the foregoing information to Your Excellency's Government and to ascertain whether under the law referred to above, the Argentine Government is prepared to extend copyright protection to citizens of the United States simultaneously with the issuance of the enclosed proclamation by the President of the United States.

Please accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

His Excellency
Doctor Carlos Saavedra Lamas,
Minister for Foreign Affairs and Worship,
etc., etc., etc.

Alexander W. WEDDELL.

¹ Came into force August 23rd, 1934.

¹ Entré en vigueur le 23 août 1934.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES
Y CULTO.

Buenos Aires, *Julio 28, 1934.*

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el honor de dirigirme a V. E., en respuesta a su nota de 28 de abril ppdo., haciéndole saber que, conforme a lo dispuesto por la ley No. 11.723, sobre propiedad artística y literaria, gozan del beneficio de protección que esa ley acuerda a los autores de obras editadas en la República, las obras artísticas, literarias o científicas publicadas en los Estados Unidos de América, sea cual fuera la nacionalidad del autor, siempre que el país a que pertenezca reconozca, también, el derecho de propiedad intelectual.

En consecuencia, nada obsta, por parte de este Gobierno, para que el Señor Presidente de los Estados Unidos de América, haga la proclamación de estilo, lo que será un motivo de satisfacción para el Gobierno de la República Argentina, por tan importante paso en las relaciones de ambos países.

Me es grato, Señor Embajador, acompañarle el texto, para conocimiento oficial de su Gobierno, de la Ley de referencia, así como de su reglamentación, de mayo 3 del corriente año.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta y distinguida consideración.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

A S. E.

el Señor Embajador Extraordinario
y Plenipotenciario
de los Estados Unidos de América,
Don Alexander Wilbourn Weddell.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND WORSHIP.

Buenos Aires, *July 28th, 1934.*

MR. AMBASSADOR,

In reply to Your Excellency's note of April 28th last, I have the honor to inform you that, in accordance with the stipulations of Law No. 11.723, on artistic and literary copyright, the artistic, literary and scientific works published in the United States of America, no matter what the author's nationality may be, enjoy the protection afforded by that Law to the authors of works published in the Republic, provided that the country to which the author belongs also recognize copyright of intellectual property.

Consequently, there is no obstacle, on the part of this Government, to prevent the President of the United States of America from issuing the customary proclamation, which will be a motive of satisfaction for the Government of the Argentine Republic, in view of such an important step in the relations between the two countries.

I take pleasure in transmitting to Your Excellency, for the official knowledge of your Government, the text of the Law to which reference is made, as well as its Rules and Regulations, of May 3rd of the present year.

I avail myself of this opportunity to reiterate to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

To His Excellency

The Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary of the
United States of America,
Mr. Alexander Wilbourn Weddell.

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

ANNEX.

COPYRIGHT—ARGENTINA.

BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

A PROCLAMATION.

Whereas it is provided by the act of Congress approved March 4th, 1909 (ch. 320, 35 Stat. 1075-1088), entitled " An act to amend and consolidate the acts respecting copyright ", that the copyright secured by the act, except the benefits under section 1 (e) thereof as to which special conditions are imposed, shall extend to the work of an author or proprietor who is a citizen or subject of a foreign state or nation, only upon certain conditions set forth in section 8 of the act, to wit :

" (a) When an alien author or proprietor shall be domiciled within the United States at the time of the first publication of his work ; or

" (b) When the foreign state or nation of which such author or proprietor is a citizen or subject grants, either by treaty, convention, agreement, or law, to citizens of the United States the benefit of copyright on substantially the same basis as to its own citizens, or copyright protection substantially equal to the protection secured to such foreign author under this Act or by treaty ; or when such foreign state or nation is a party to an international agreement which provides for reciprocity in the granting of copyright, by the terms of which agreement the United States may, at its pleasure, become a party thereto " ; and

Whereas it is provided by section 1 (e) that the provisions of the act " so far as they secure copyright controlling the parts of instruments serving to reproduce mechanically the musical work, shall include only compositions published and copyrighted after this Act goes into effect, and shall not include the works of a foreign author or composer unless the foreign state or nation of which such author or composer is a citizen or subject grants, either by treaty, convention, agreement, or law, to citizens of the United States similar rights " ; and

Whereas the President is authorized by section 8 to determine by proclamation made from time to time the existence of the reciprocal conditions aforesaid, as the purposes of the act may require ; and

Whereas satisfactory official assurances have been received that on and after August 23rd, 1934, citizens of the United States will be entitled to obtain copyright for their works in Argentina which is substantially equal to the protection afforded by the copyright laws of the United States, including rights similar to those provided by section 1 (e) ;

Now, therefore, I, Franklin D. ROOSEVELT, President of the United States of America, do declare and proclaim :

That on and after August 23rd, 1934, the conditions specified in section 8 (b) and 1 (e) of the act of March 4th, 1909, will exist and be fulfilled in respect of the citizens of the Argentine Republic and that on and after August 23rd, 1934, citizens of the Argentine Republic shall be entitled to all the benefits of this act and acts amendatory thereof :

Provided, That the enjoyment by any work of the rights and benefits conferred by the act of March 4th, 1909, and the acts amendatory thereof, shall be conditional upon compliance with the requirements and formalities prescribed with respect to such works by the copyright laws of the United States ;

And provided further, That the provisions of section 1 (e) of the act of March 4th, 1909, insofar as they secure copyright controlling parts of instruments serving to reproduce mechanically musical works shall apply only to compositions published after July 1st, 1909, and registered for copyright

in the United States which have not been reproduced within the United States prior to August 23rd, 1934, on any contrivance by means of which the work may be mechanically performed.

In witness whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States of America to be affixed.

Done at the City of Washington this 23rd day of August, in the year of our Lord nineteen hundred and thirty-four, and of the Independence of the United States of America the one hundred and fifty-ninth.

(Seal) Franklin D. ROOSEVELT.

By the President :

William Phillips,
Acting Secretary of State.

III.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.
No. 162.

BUENOS AIRES, *August 28th, 1934.*

EXCELLENCY,

I have the honor to refer to my note No. 108 of April 28th, 1934, informing Your Excellency that the Department of State considered that the provision of the new copyright law of Argentina would warrant the exercise of authority granted to the President of the United States by the provisions of Section Eight of the Copyright Laws of the United States to issue a proclamation declaring that citizens of Argentina are entitled to all the benefits of the Act of Congress approved March 4th, 1909, and acts amendatory thereof relating to copyright.

I also refer to Your Excellency's courteous note of July 28th, 1934, in reply thereto, informing me that in accordance with the provisions of Law No. 11,723 on artistic and literary copyright, the artistic, literary and scientific works published in the United States, no matter what the author's nationality may be, enjoy the protection afforded by that law to the authors of works published in the Republic, provided that the country to which the author belongs also recognises the copyright of intellectual property. You state further that it would be a motive of satisfaction to the Argentine Republic to have the President of the United States issue this proclamation.

I now take pleasure in informing Your Excellency that I have just received a telegram from the Department of State informing me that the President of the United States issued a proclamation establishing reciprocal copyright relations between Argentina and the United States on August 23rd last.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Alexander W. WEDDELL.

His Excellency
Doctor Carlos Saavedra Lamas,
Minister for Foreign Affairs and Worship,
etc., etc., etc.

IV.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES
Y CULTO.

BUENOS AIRES, *Septiembre 3, 1934.*

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el agrado de acusar recibo de la nota de V. E. No. 162 de agosto 28 ppdo., por la que se refiere a la de esa Embajada No. 108 de abril 28 del corriente año informando que el Departamento de Estado consideraba que las disposiciones de la nueva ley argentina sobre Propiedad literaria y artística justificarían el ejercicio de la autoridad concedida al Presidente de los Estados Unidos por las disposiciones del artículo 8 de las leyes sobre propiedad literaria y artística de los Estados Unidos, para lanzar una proclama declarando que los ciudadanos de la Argentina tienen derecho a todos los beneficios de la ley del Congreso aprobada el 4 de marzo de 1909, y leyes modificatorias de la misma referentes a propiedad literaria y artística.

Alude V. E., también, a la esta Cancillería de julio 28 último, en respuesta a aquella, expresando que de conformidad con las disposiciones de la ley No. 11723 sobre propiedad literaria y artística, las obras artísticas, literarias y científicas publicadas en los Estados Unidos, cualquiera que sea la nacionalidad del autor, gozan de la protección acordada por la ley a los autores de obras publicadas en la República, siempre que el país a que pertenezca el autor reconozca también el derecho de la propiedad intelectual, y que sería un motivo de satisfacción para la República Argentina que el Presidente de los Estados Unidos lanzara esa proclama.

En virtud de tales antecedentes V. E. tiene a bien manifestarme que ha recibido un telegrama del Departamento de Estado informándole que el Excmo. Señor Presidente de los Estados Unidos de América, el día 23 de agosto pasado,

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

IV.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND WORSHIP.

BUENOS AIRES, *September 3rd, 1934.*

MR. AMBASSADOR,

I take pleasure in acknowledging receipt of Your Excellency's note No. 162 of August 28th last referring to a previous note of your Embassy No. 108 of April 28th of the present year, informing me that the Department of State considered that the provisions of the new Argentine Copyright Law would warrant the exercise of authority granted to the President of the United States by the provisions of Section Eight of the Copyright Laws of the United States to issue a proclamation declaring that citizens of Argentina are entitled to all the benefits of the Act of Congress approved on March 4th, 1909, and acts amendatory thereof relating to copyright.

Your Excellency also refers to this Chancellery's note of July 28th, 1934, in reply thereto, stating that in accordance with the provisions of Law No. 11,723 on artistic and literary copyright, the artistic, literary and scientific works published in the United States, no matter what the author's nationality may be, enjoy the protection afforded by that law to the authors of works published in the Republic, provided that the country to which the author belongs also recognizes the copyright of intellectual property, and that it would be a motive of satisfaction to the Argentine Republic to have the President of the United States issue this proclamation.

In view of these antecedents Your Excellency takes pleasure in informing me that you have received a telegram from the Department of State stating that the President of the United States issued a proclamation establishing reci-

¹ Translation of the Government of the United States of America.

lanzó una proclama estableciendo relaciones recíprocas de propiedad literaria y artística entre nuestros dos países.

Al manifestar al Señor Embajador que este Gobierno se ha impuesto con agrado de la determinación del Gobierno de V. E., que ha sido llevada conocimiento de las autoridades respectivas a los fines consiguientes, reitérole las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

(*Fdo.*) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

A S. E. el Embajador Extraordinario
y Plenipotenciario de los
Estados Unidos de América,
Señor Alexander Wilbourne Weddell.

procal copyright relations between Argentina and the United States on August 23rd last.

In expressing to Your Excellency that this Government is gratified to know of the decision of your Government and that it has duly informed the respective authorities, I reiterate to Your Excellency the assurances of my highest and most distinguished consideration.

(*Signed*) Carlos SAAVEDRA LAMAS.

His Excellency
The Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary of the
United States of America,
Mr. Alexander Wilbourne Weddell.

Certified to be true and complete
textual copies of the original Notes
and Proclamation in the languages
in which they were signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

P. J. Allen,
*Acting Chief Clerk
and Administrative Assistant.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3682. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA PROTECTION DES DROITS D'AUTEUR. BUENOS-AYRES, LES 28 AVRIL, 28 JUILLET, 28 AOUT ET 3 SEPTEMBRE 1934.

I.

AMBASSADE
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.
N^o 108.

BUENOS-AYRES, le 28 avril 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Département d'Etat estime que les dispositions de la nouvelle loi argentine sur la protection du droit d'auteur (Loi 11.723, « Régimen legal de la propiedad intelectual sobre amparo de las Obras literarias, científicas y artísticas », promulguée en date du 28 septembre 1933) justifient le Président des Etats-Unis, dans l'exercice du pouvoir qui lui a été conféré par la section 8 de la loi des Etats-Unis sur la protection du droit d'auteur, à publier une proclamation déclarant que les citoyens argentins jouiront, en ce qui concerne le droit d'auteur, de tous les privilèges que stipule la loi du 4 mars 1909, avec ses amendements.

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la loi du 4 mars 1909 (35 Stat. Part. I, 1075) avec ses amendements ainsi que le texte du projet de proclamation que le Département d'Etat se propose de recommander au Président.

Avant de présenter cette recommandation, le Département d'Etat m'a prié de communiquer au Gouvernement de Votre Excellence les informations ci-dessus et de s'assurer si, en vertu de la loi mentionnée plus haut, le Gouvernement argentin est disposé à étendre la protection du droit d'auteur aux citoyens des Etats-Unis d'Amérique dès que sera publiée la proclamation ci-jointe du Président des Etats-Unis.

Veuillez agréer, etc.

Alexander W. WEDDELL.

Son Excellence

Monsieur le D^r Carlos Saavedra Lamas,
Ministre des Affaires étrangères et des Cultes,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES.

BUENOS-AYRES, le 28 juillet 1934.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la note de Votre Excellence en date du 28 avril, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en conformité avec les dispositions de la loi n° 11.723 sur la propriété artistique et littéraire, les œuvres artistiques, littéraires et scientifiques, publiées aux Etats-Unis d'Amérique, quelle que soit la nationalité de leur auteur, bénéficient de la protection qui est assurée par cette loi aux auteurs d'œuvres publiées dans la République, à la condition que le pays auquel appartient l'auteur reconnaisse également le droit à la protection de la propriété intellectuelle.

En conséquence, mon gouvernement ne voit, pour sa part, aucun obstacle qui s'oppose à ce que le Président des Etats-Unis d'Amérique publie la proclamation d'usage ; le Gouvernement de la République Argentine en éprouvera une vive satisfaction et verra dans ce geste un progrès important dans les relations entre les deux pays.

Je me fais un plaisir de transmettre à Votre Excellence, afin qu'il soit porté officiellement à la connaissance de votre gouvernement, le texte de la loi en question et de son règlement d'application, en date du 3 mai 1934.

Je saisis cette occasion, etc.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Son Excellence

Monsieur Alexander Wilbourne Weddell,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique.

ANNEXE

PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR — ARGENTINE

PROCLAMATION DU PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Considérant que la loi en date du 4 mars 1909 (ch. 320, 35 Stat. 1075-1088) dénommée : « Loi portant modification et codification de la législation sur le droit d'auteur » stipule que le droit d'auteur garanti par ladite loi, à l'exception des privilèges, visés à la section 1 e), pour lesquels des conditions spéciales sont prévues, s'étend à l'œuvre de tout auteur ou propriétaire, citoyen ou sujet d'une nation ou d'un Etat étranger, sous réserve seulement de certaines conditions énoncées à la section 8 de la loi, à savoir :

« a) Que l'auteur ou le propriétaire de nationalité étrangère soit domicilié sur le territoire des Etats-Unis au moment de la première publication de son œuvre ; ou

» b) Que la nation ou l'Etat étranger dont l'auteur ou propriétaire est citoyen ou sujet, octroie, par traité, convention, accord ou loi, aux citoyens des Etats-Unis le bénéfice du droit d'auteur sur des bases sensiblement équivalentes à celles qui sont applicables à ses propres citoyens, ou une protection du droit d'auteur sensiblement équivalente à celle qui est assurée à cet auteur étranger en vertu de la présente loi ou par traité ; ou que la nation ou l'Etat étranger soit partie à un accord international prévoyant la réciprocité dans l'octroi du droit d'auteur, et dont les termes soient tels que les Etats-Unis puissent, à leur gré, y devenir partie ; » et

Considérant que la section 1 e) stipule que les dispositions de la loi « dans la mesure où elles garantissent le droit d'auteur pour ce qui est des parties des instruments servant à la reproduction mécanique des œuvres musicales, s'appliquent seulement aux compositions publiées et déposées après la mise en vigueur de la présente loi, à l'exclusion des œuvres des compositeurs et auteurs étrangers, à moins que la nation ou l'Etat étranger dont ces auteurs ou compositeurs sont citoyens ou sujets n'accorde, par traité, convention, accord ou loi, des droits analogues aux citoyens des Etats-Unis » ; et

Considérant que le Président est autorisé, aux termes de la section 8, à constater, par voie de proclamation publiée de temps à autre, l'existence des conditions susmentionnées de réciprocité qu'exige l'application de la loi ; et

Considérant qu'il a été donné des assurances officielles satisfaisantes déclarant qu'à partir du 23 août 1934 inclusivement, les citoyens des Etats-Unis pourront obtenir, en Argentine, pour leurs œuvres, une protection du droit d'auteur qui est sensiblement égale à la protection qu'assurent les lois des Etats-Unis sur le droit d'auteur, y compris les droits analogues à ceux que prévoit la section 1 e) ;

Nous, Franklin D. ROOSEVELT, président des Etats-Unis d'Amérique, déclarons et proclamons : Qu'à partir du 23 août 1934, inclusivement, les conditions spécifiées aux sections 8 b) et 1 e) de la loi du 4 mars 1909 seront réputées exister et être remplies en ce qui concerne les citoyens de la République Argentine et qu'à partir du 23 août 1934, inclusivement, les citoyens de la République Argentine auront droit à tous les privilèges que stipulent cette loi et la législation y portant amendement :

Il est toutefois entendu que l'octroi à toute œuvre des droits et privilèges prévus par la loi du 4 mars 1909 et ses amendements, est subordonné à l'observation des dispositions et formalités prescrites au sujet d'œuvres du même genre par les lois des Etats-Unis sur le droit d'auteur ;

Et il est, en outre, entendu que les dispositions de la section 1 e) de la loi du 4 mars 1909, dans la mesure où elles garantissent le droit d'auteur pour ce qui est des parties des instruments servant à la reproduction mécanique des œuvres musicales, s'appliquent seulement aux compositions, publiées après le 1^{er} juillet 1909 et enregistrées, aux fins de « Copyright », aux Etats-Unis, qui, avant le 23 août 1934, n'ont été reproduites aux Etats-Unis sur aucun dispositif permettant l'exécution mécanique des compositions en question.

En foi de quoi, j'ai signé la présente proclamation et y ai fait apposer le sceau des Etats-Unis.

Fait à Washington, le 23 août mil neuf cent trente-quatre, année cent cinquante-neuf de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

Pour le Président :

(Sceau) Franklin D. ROOSEVELT.

William Phillips,

Secrétaire d'Etat p. i.

III.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 162.

BUENOS-AYRES, le 28 août 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à ma note N° 108 du 28 avril 1934, par laquelle je faisais savoir à Votre Excellence que, de l'avis du Département d'Etat, les dispositions de la nouvelle loi argentine sur la protection du droit d'auteur justifiaient le Président des Etats-Unis, dans l'exercice du pouvoir qui lui a été conféré par la section 8 des lois des Etats-Unis sur la protection du droit d'auteur, à publier une proclamation déclarant que les citoyens argentins jouiront, en ce qui concerne le droit d'auteur, de tous les privilèges que stipule la loi du 4 mars 1909, avec ses amendements.

Dans la réponse à la communication ci-dessus, que vous m'avez fait parvenir en date du 28 juillet 1934, vous voulez bien me faire savoir qu'en vertu des dispositions de la loi N° 11.723

sur la protection de la propriété artistique et littéraire, les œuvres artistiques, littéraires et scientifiques publiées aux États-Unis, quelle que soit la nationalité de leur auteur, bénéficient de la protection qui est assurée par cette loi aux auteurs d'œuvres publiées dans la République, à la condition que le pays auquel appartient l'auteur reconnaisse également le droit à la protection de la propriété intellectuelle. Vous m'assurez, en outre, que la République Argentine éprouverait une vive satisfaction à voir le Président des États-Unis publier cette proclamation.

J'ai le plaisir de porter à la connaissance de Votre Excellence que je viens de recevoir du Département d'Etat un télégramme m'informant que le Président des États-Unis a publié, le 23 août dernier, une proclamation établissant des relations réciproques, en matière de protection du droit d'auteur, entre l'Argentine et les États-Unis.

Veillez agréer, etc.

Alexander W. WEDDELL.

Son Excellence

Monsieur le Dr Carlos Saavedra Lamas,
Ministre des Affaires étrangères et des Cultes,
etc., etc., etc.

IV.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES.

BUENOS-AYRES, le 3 septembre 1934.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai le plaisir d'accuser réception de la note de Votre Excellence N° 162, en date du 28 août dernier, faisant suite à une note antérieure de votre ambassade N° 108, en date du 28 avril de la présente année, par laquelle vous voulez bien porter à ma connaissance que de l'avis du Département d'Etat, les dispositions de la nouvelle loi argentine sur la propriété littéraire et artistique justifiaient le Président des États-Unis, dans l'exercice du pouvoir qui lui est conféré par les dispositions de l'article 8 des lois des États-Unis sur la propriété littéraire et artistique, à publier une proclamation déclarant que les citoyens argentins jouiront de tous les privilèges que stipule la loi du Congrès approuvée le 4 mars 1909 et des lois qui la modifient relatives à la propriété littéraire et artistique.

Votre Excellence se réfère également à la note de notre chancellerie, en date du 28 juillet 1934, répondant à la note ci-dessus et indiquant qu'en vertu des dispositions de la loi N° 11.723 sur la propriété littéraire et artistique, les œuvres artistiques, littéraires et scientifiques publiées aux États-Unis, quelle que soit la nationalité de leur auteur, bénéficient de la protection qui est assurée par cette loi aux auteurs d'œuvres publiées dans la République, à la condition que le pays auquel appartient l'auteur reconnaisse également le droit à la protection de la propriété intellectuelle; notre note ajoutait que la République Argentine éprouverait une vive satisfaction à voir le Président des États-Unis publier cette proclamation.

Comme suite à ces communications, Votre Excellence se fait un plaisir de porter à ma connaissance qu'elle a reçu du Département d'Etat un télégramme l'informant que le Président des États-Unis a publié, le 23 août dernier, une proclamation établissant des relations réciproques, en matière de propriété littéraire et artistique, entre nos deux pays.

Je tiens à vous faire part, Monsieur l'Ambassadeur, de la satisfaction que mon gouvernement a éprouvée en apprenant la décision prise par votre gouvernement, — décision qu'il a dûment communiquée aux autorités compétentes —, et je saisis cette occasion, etc.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Son Excellence

Monsieur Alexander Wilbourne Weddell,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
des États-Unis d'Amérique.

N° 3683.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Accord relatif à la prorogation de la validité de l'Accord du 2 octobre 1934 concernant les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Helsinki, le 29 mai 1935.

GERMANY AND FINLAND

Agreement renewing the Validity of the Agreement of October 2nd, 1934, concerning Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Helsinki, May 29th, 1935.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nr. 3683. — ABKOMMEN ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND FINNLAND
 ÜBER DIE VERLÄNGERUNG DER GELTUNGSDAUER DES
 FINNISCH - DEUTSCHEN VERRECHNUNGSABKOMMENS VOM
 2. OKTOBER 1934. GEZEICHNET IN HELSINKI, AM 29. MAI 1935.

*Texte officiel allemand communiqué par le délégué
 permanent de la Finlande près la Société des
 Nations. L'enregistrement de cet accord a eu
 lieu le 25 juin 1935.*

*German official text communicated by the Per-
 manent Delegate of Finland to the League of
 Nations. The registration of this Agreement
 took place June 25th, 1935.*

DIE FINNISCHE REGIERUNG und DIE DEUTSCHE REGIERUNG sind über folgendes übereinge-
 kommen :

I.

Das zwischen der Finnischen Regierung und der Deutschen Regierung am 2. Oktober 1934
 abgeschlossene Abkommen¹ über die Zahlungen im Warenverkehr zwischen Deutschland und
 Finnland bleibt mit den nachstehend aufgeführten Änderungen bis zum 31. Dezember 1935 in
 Kraft. Es gilt jeweils um ein Jahr verlängert, sofern die beiden vertragsschliessenden Teile sich
 bis zum Ende des vorhergehenden Jahres darüber verständigt haben.

Das Abkommen kann mit einer Frist von einem Monat jederzeit gekündigt werden.

II.

An Stelle des Wortes « Reichsbank » werden jeweils die Worte « Deutsche Verrechnungskasse »
 und an Stelle des Wortes « Bankanstalten » wird das Wort « Verrechnungsstellen » gesetzt.

III.

Absatz 3 des Abschnitts IV des Abkommens erhält folgenden Wortlaut :

Die Zahlungsverpflichtungen aus der finnischen Ausfuhr nach Deutschland werden
 durch die Finlands Bank erfüllt, wenn der deutsche Schuldner den geschuldeten Betrag
 gemäss diesem Abkommen bei der Deutschen Verrechnungskasse eingezahlt hat, und
 zwar nach Massgabe der auf dem deutsch-finnischen Verrechnungskonto Helsinki jeweils
 verfügbaren Beträge und, vorbehaltlich zwischen den beiden Regierungen vereinbarter
 Abweichungen, in der Reihenfolge, in der die diesbezüglichen Mitteilungen der Deutschen
 Verrechnungskasse bei der Finlands Bank eingehen. Es besteht Einverständnis darüber,
 dass die Finlands Bank, soweit ausreichende Mittel auf dem deutsch-finnischen Ver-
 rechnungskonto Helsinki vorhanden sind, 50 % der Einzahlungen für finnische Butter
 jeweils auszahlt sobald ihr die diesbezüglichen Gutschriftaufgaben von der Deutschen
 Verrechnungskasse zugegangen sind. Ebenso wird die Finlands Bank die Auszahlungen
 von Provisionen und nach Prüfung der Ordnungsmässigkeit von Geschäftsreisekosten

¹ Vol. CLIV, page 17, de ce recueil.

¹ Vol. CLIV, page 17, of this Series.

und sonstigen Nebenkosten aus dem deutsch-finnischen Warenverkehr (vgl. III Abs. 2 des Abkommens) in voller Höhe vornehmen, sobald ihr die diesbezüglichen Gutschriftaufgaben von der Deutschen Verrechnungskasse zugegangen sind.

HELSINKI, den 29. Mai 1935.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

Für die Finnische Regierung :

F. M. PITKÄNIEMI.

Für die Deutsche Regierung :

BLÜCHER.

Dr. Hans R. HEMMEN.

¹ TRADUCTION.

N^o 3683. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FINLANDE RELATIF A LA PROROGATION DE LA VALIDITÉ DE L'ACCORD DU 2 OCTOBRE 1934 CONCERNANT LES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A HELSINKI, LE 29 MAI 1935.

LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND sont convenus des dispositions suivantes :

I.

L'Accord conclu le 2 octobre 1934 entre le Gouvernement finlandais et le Gouvernement allemand concernant les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Finlande restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1935 avec les modifications indiquées ci-dessous. Il sera considéré comme prolongé chaque fois d'une année si les deux Parties contractantes se mettent d'accord à ce sujet avant la fin de l'année précédente.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3683. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND FINLAND RENEWING THE VALIDITY OF THE AGREEMENT OF OCTOBER 2ND, 1934, CONCERNING PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT HELSINKI, MAY 29TH, 1935.

THE GERMAN and FINNISH GOVERNMENTS have agreed as follows :

I.

The Agreement between the German and Finnish Governments concluded on October 2nd, 1934, concerning Payments in connection with Goods Transactions between Germany and Finland shall remain in force, subject to the amendments hereinbelow indicated, until December 31st, 1935. It shall be prolonged in each case for one year, provided the two Contracting Parties agree upon such prolongation by the end of the year preceding.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

L'accord pourra être dénoncé en tout temps moyennant préavis d'un mois.

II.

Le mot « Reichsbank » sera partout remplacé par les mots « Deutsche Verrechnungskasse » (« Caisse de compensation allemande »), et le mot « Bankanstalten » (« Etablissements bancaires ») sera remplacé par le mot « Verrechnungsstellen » (« Offices de compensation »).

III.

Le troisième alinéa de la section IV de l'accord sera libellé comme suit :

« Les obligations de paiement qui résultent des exportations finlandaises en Allemagne seront remplies par la Banque de Finlande lorsque le débiteur allemand, conformément au présent accord, aura versé à la Caisse de compensation allemande la somme due, dans la mesure où des fonds seront disponibles sur le compte de compensation germano-finlandais à Helsinki et, sauf dérogations convenues entre les deux gouvernements, dans l'ordre suivant lequel les avis y relatifs de la Caisse de compensation allemande seront parvenus à la Banque de Finlande. Il est entendu que la Banque de Finlande, pour autant qu'il existe des fonds suffisants sur le compte de compensation germano-finlandais à Helsinki, paiera chaque fois 50 % des versements effectués pour du beurre finlandais, dès qu'elle aura reçu les avis de crédit y relatifs de la Caisse de compensation allemande. De même, la Banque de Finlande procédera au paiement intégral des commissions et, après vérification de leur régularité, des frais de voyages d'affaires et autres frais accessoires se rattachant aux échanges commerciaux germano-finlandais (*cf.* III, alinéa 2 de l'accord), dès qu'elle aura reçu les avis de crédit y relatifs de la Caisse de compensation allemande.

HELSINKI, le 29 mai 1935.

Pour le Gouvernement finlandais :
F. M. PITKÄNIEMI.

Pour le Gouvernement allemand :
BLÜCHER.
Dr Hans R. HEMMEN.

The Agreement may be denounced at any time at one month's notice.

II.

The words " Deutsche Verrechnungskasse " shall be substituted throughout for the word " Reichsbank ", and the word " Verrechnungsstellen " (" clearing institutions ") shall be substituted throughout for the word " Bankanstalten " (" banking institutions ").

III.

The third paragraph of Section IV of the Agreement shall read as follows :

" Payment obligations in connection with Finnish exports to Germany shall be met by the Finland Bank as soon as the German debtor has paid the amount owing into the Deutsche Verrechnungskasse in the manner laid down by the present Agreement, as and when the necessary funds are available in the German-Finnish Clearing Account Helsinki, in the order (save in so far as otherwise provided by agreement between the two Governments) in which notifications of such payments are received by the Finland Bank from the Deutsche Verrechnungskasse. It is understood that, in so far as sufficient funds are available in the German-Finnish Clearing Account Helsinki, the Finland Bank shall pay out 50 % of the payments received in respect of Finnish butter, as soon as the credit orders on account thereof are notified by the Deutsche Verrechnungskasse. Similarly, the Finland Bank shall make payment in full of commissions, travelling expenses incurred for business purposes and other accessory costs, found in order after being checked, in connection with goods transactions between Germany and Finland (see second paragraph of Section III of the Clearing Agreement), as soon as the credit orders on account thereof are notified by the Deutsche Verrechnungskasse. "

HELSINKI, May 29th, 1935.

For the Finnish Government :
F. M. PITKÄNIEMI.

For the German Government :
BLÜCHER.
Dr. Hans R. HEMMEN.

N° 3684.

BULGARIE ET HONGRIE

Accord concernant les échanges commerciaux, signé à Budapest le 12 juin 1934, et échange de notes y relatif de la même date.

BULGARIA AND HUNGARY

Agreement regarding Commercial Transactions, signed at Budapest, June 12th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

N^o 3684. — ACCORD¹ ENTRE LA BULGARIE ET LA HONGRIE
CONCERNANT LES ÉCHANGES COMMERCIAUX. SIGNÉ A BUDA-
PEST, LE 12 JUIN 1934.

*Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation permanente de Bulgarie
près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 juin 1935.*

LE GOUVERNEMENT BULGARE et LE GOUVERNEMENT HONGROIS animés du désir d'augmenter, autant que possible, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays et de remédier aux difficultés actuelles de ces échanges, après avoir pris connaissance du rapport de la commission mixte bulgaro-hongroise, sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes :

Article premier.

La liquidation des avoirs de la Banque nationale de Bulgarie inscrits sur le compte dit « compte des jardiniers » auprès de la Banque nationale de Hongrie s'effectuera :

- a) Par l'importation en Bulgarie des marchandises hongroises énumérées sur la liste ci-annexée A ;
- b) Par l'octroi de sommes en pengös pour l'usage des voyageurs se rendant en Hongrie ;
- c) Par la liquidation des arriérés commerciaux provenant de l'importation de marchandises hongroises entrant dans le clearing mais dont la contre-valeur n'a pas été encore versée au compte de la Banque nationale de Hongrie.

La Banque nationale de Bulgarie étudiera avec bienveillance les cas concrets des arriérés commerciaux provenant de l'importation des marchandises hongroises en dehors du contingent ou des marchandises de luxe importées sans permission de la Banque nationale de Bulgarie et exclues jusqu'à présent du clearing bulgaro-hongrois, afin le cas échéant d'admettre leur contre-valeur dans le clearing et de l'utiliser pour la liquidation des « pengös jardiniers ».

Article 2.

La liquidation des dettes arriérées de la Régie hongroise des tabacs ainsi que des dettes arriérées des maisons privées hongroises s'effectuera par l'importation en Bulgarie des marchandises hongroises énumérées sur les listes ci-annexées A et B.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3684. — AGREEMENT ² BETWEEN BULGARIA AND HUNGARY REGARDING COMMERCIAL TRANSACTIONS. SIGNED AT BUDAPEST, JUNE 12TH, 1934.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Permanent Delegation of Bulgaria to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 26th, 1935.

THE BULGARIAN GOVERNMENT and THE HUNGARIAN GOVERNMENT, being desirous of increasing as far as possible the volume of trade between the two countries and of removing the present difficulties attaching to such trade, after having taken note of the report of the Bulgaro-Hungarian Mixed Commission, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The liquidation of the assets of the National Bank of Bulgaria included in the " gardeners' account " at the National Bank of Hungary shall be effected :

(a) By the importation into Bulgaria of the Hungarian goods enumerated in List A annexed hereto ;

(b) By the granting of sums in pengös for the use of travellers visiting Hungary ;

(c) By the liquidation of commercial arrears arising out of the importation of Hungarian goods which are included in the clearing transactions, but the equivalent value of which has not yet been paid into the account of the National Bank of Hungary.

The National Bank of Bulgaria will consider in a friendly spirit concrete cases of commercial arrears arising out of the importation of Hungarian goods not included in the quota or of luxury goods imported without the permission of the National Bank of Bulgaria and hitherto excluded from the Bulgaro-Hungarian clearing transactions, in order, if necessary, to admit their equivalent value in the clearing transactions and to utilise it for the liquidation of the " gardeners' pengös ".

Article 2.

The liquidation of the arrears of debts of the Hungarian Tobacco Monopoly and of the arrears of debts of Hungarian private firms shall be effected by the importation into Bulgaria of the Hungarian goods enumerated in Lists A and B annexed hereto.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force July 1st, 1934.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les listes A et B pourront être toujours modifiées ou complétées *ad hoc* pour des cas spéciaux par commun accord entre les deux banques nationales.

Article 4.

L'échange de marchandises entre les deux pays s'effectuera par voie de compensations privées. Les deux banques nationales échangeront à ce sujet des notes fixant les conditions de ces compensations. Les paiements résultant de ces compensations seront effectués par voie du clearing. Le Gouvernement hongrois admettra à l'exportation par compensation jusqu'à concurrence de 30 % de la valeur des marchandises hongroises exportées en Bulgarie, des matières premières, demi-produits et autres marchandises nécessaires à l'agriculture ou à l'industrie bulgare qui se trouvent énumérés sur la liste C ci-annexée.

Article 5.

Les compensations entre articles qui présenteraient un intérêt spécial pour l'une ou l'autre Partie contractante seront pour chaque cas concret réglées dans un esprit de collaboration.

Article 6.

Les deux gouvernements chercheront les moyens pour réaliser les possibilités de placement de certains articles qui intéressent spécialement l'autre pays. (Charbon de bois, houille pour les bateaux, animaux reproducteurs, etc.)

Article 7.

La commission mixte bulgare-hongroise sera chargée de suivre de près les résultats de l'accord présent et de faire le cas échéant aux deux gouvernements des propositions nouvelles aptes à atteindre les buts proposés.

Article 8.

L'accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1934 et aura la durée d'une année. Il pourra être prolongé par tacite reconduction et restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Hautes Parties contractantes ne l'aura pas dénoncé avec un préavis de trois mois.

BUDAPEST, le 12 juin 1934.

D^r D. KARADJOFF, *m. p.*

BARKÓCZI, *m. p.*

ÉCHANGE DE NOTES

I.

BUDAPEST, le 12 juin 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A l'occasion de la signature en date d'aujourd'hui de l'Accord concernant les échanges commerciaux entre la Hongrie et la Bulgarie, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que pour intensifier les relations amicales existant entre les deux pays, le Gouvernement hongrois se propose

Article 3.

Lists A and B may at any time be modified or supplemented *ad hoc* for special cases by agreement between the two National Banks.

Article 4.

Trade between the two countries shall be carried on by means of private compensation agreements. The two National Banks will exchange notes on the subject, fixing the conditions for such compensation agreements. Payments resulting from these compensation agreements shall be made by means of clearing transactions. The Hungarian Government will permit the export by means of compensation agreements, up to an amount not exceeding 30 per cent of the value of the Hungarian goods exported to Bulgaria, of the raw materials, semi-finished products, and other goods necessary for agriculture or for Bulgarian industry which are enumerated in List C annexed hereto.

Article 5.

Compensation as between articles which are of special interest to one or other Contracting Party shall be settled in each concrete case in a spirit of co-operation.

Article 6.

Each Government will seek to devise possibilities of disposing of certain articles of special interest to the other country (charcoal, bunker coal, breeding stock, etc.).

Article 7.

The Bulgaro-Hungarian Mixed Commission will be instructed to watch the results of the present Agreement closely and, if necessary, to submit to the two Governments further proposals for the achievement of the objects in view.

Article 8.

The Agreement shall come into force on July 1st, 1934, for a period of one year. It may be extended by tacit consent, and will remain in force until one of the High Contracting Parties has denounced it at three months' notice.

BUDAPEST, *June 12th*, 1934.

Dr. D. KARADJOFF, *m. p.*

BARKÓCZI, *m. p.*

EXCHANGE OF NOTES.

I.

BUDAPEST, *June 12th*, 1934.

SIR,

On the occasion of the signature this day of the Trade Agreement between Hungary and Bulgaria, I have the honour to inform you that, with the object of further promoting the friendly relations existing between the two countries, the Hungarian Government proposes to facilitate

de faciliter par des moyens appropriés le mouvement touristique réciproque et il est disposé d'entrer en pourparlers en vue de la conclusion d'une convention spéciale à ce sujet.

Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir m'adresser en réponse une communication de la même teneur.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

BARKÓCZI, *m. p.*

Monsieur Detchko Karadjoff,
Président de la Délégation commerciale bulgare,
Budapest.

II.

BUDAPEST, le 12 juin 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A l'occasion de la signature en date d'aujourd'hui de l'Accord concernant les échanges commerciaux entre la Hongrie et la Bulgarie, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Ministère royal hongrois de l'Agriculture est disposé d'entamer incessamment des négociations avec des délégués du Gouvernement bulgare en ce qui concerne, au point de vue vétérinaire, le transit par la Hongrie des animaux et de produits d'origine animale provenant de la Bulgarie.

Le Ministère royal hongrois de l'Agriculture autorisera dès à présent, en principe, le transit des produits bulgares expédiés pour la Tchécoslovaquie et énumérés dans l'arrangement vétérinaire bulgare-tchécoslovaque et examinera avec bienveillance toute demande de transit pour les autres destinations.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

BARKÓCZI, *m. p.*

Monsieur Detchko Karadjoff,
Président de la Délégation commerciale bulgare,
Budapest.

LISTE A

Position du tarif bulgare	Dénomination de la marchandise
ex 192	Acide chlorhydrique, acide sulfurique.
» 272-273	Articles sanitaires en faïence.
» 274	Autres articles en porcelaine ou en argile.
» 284-289	Verrerie de verre soufflé.
» 371	Fils de chanvre.
» 409-410	Produits en fer demi-fabriqués.
» 446	Articles fabriqués avec des feuilles de fer ayant une épaisseur de 3 mm. et au-dessous, non dénommés, émaillés, combinés ou non avec des matériaux ordinaires.
» 511	Machines à coudre.
» 536	Vélocipèdes.
» 510	Charrues.

tourist traffic between them by appropriate means, and is prepared to open negotiations with a view to the conclusion of a special convention on the subject.

I shall be grateful if you will be good enough to address to me in reply a communication to the same effect.

I have the honour to be, etc.

BARKÓCZI, *m. p.*

Monsieur Detchko Karadjoff,
President of the Bulgarian Trade Delegation,
Budapest.

II.

BUDAPEST, *June 12th*, 1934.

SIR,

On the occasion of the signature this day of the Trade Agreement between Hungary and Bulgaria, I have the honour to state that the Royal Hungarian Ministry of Agriculture is prepared to open negotiations at once with delegates of the Bulgarian Government concerning, from a veterinary standpoint, the transit through Hungary of live-stock and animal products coming from Bulgaria.

The Royal Hungarian Ministry of Agriculture will henceforward authorise, in principle, the transit of the Bulgarian products consigned to Czechoslovakia which are enumerated in the Bulgaro-Czechoslovak veterinary arrangement, and will consider in a friendly spirit all applications for transit to other destinations.

I have the honour to be, etc.

BARKÓCZI, *m. p.*

Monsieur Detchko Karadjoff,
President of the Bulgarian Trade Delegation,
Budapest.

LIST A.

Item of the Bulgarian Tariff	Designation of Goods
ex 192	Hydrochloric acid, sulphuric acid.
ex 272-273	Sanitary articles of earthenware and stoneware.
ex 274	Other chinaware and glassware.
ex 284-289	Glassware of blown glass.
ex 371	Yarn of hemp.
ex 409-410	Semi-manufactured iron goods.
ex 446	Sheet iron ware not more than 3 mm. thick, not specially mentioned, enamelled, combined with common materials or not.
ex 511	Sewing machines.
ex 536	Bicycles and tricycles.
ex 510	Ploughs.

LISTE B

Position du tarif bulgare	Dénomination de la marchandise
1-10	Animaux de reproduction.
180	Teintures chimiques pulvérisées.
195 a)	Produits vétérinaires et insecticides pour l'agriculture.
198	Médicaments préparés.
235	Brosserie.
264	Matériel d'isolation.
266	Briques en chamotte.
	Briques réfractaires.
292 a)	Carte bitumineuse à couvrir les toits.
371	Fils de chanvre.
446	Articles fabriqués avec des feuilles de fer ayant une épaisseur de 3 mm. et au-dessous, non dénommés, émaillés, combinés ou non avec des matériaux ordinaires.
503	Machines électriques.
505 a)	Appareils de T. S. F. récepteurs et émetteurs.
505 b) c) d)	Appareils et compteurs électriques.
508	Valves de T. S. F.
508 a)	Lampes à incandescence.
510	Machines agricoles et leurs parties.
512 c)	Moteurs du type Diesel.

LISTE C

Position du tarif bulgare	Dénomination de la marchandise
338	Laine mérinos.
192-195	Produits chimiques y compris le sulfate de cuivre.
408-450	Fer et produits en fer.
354-355	Fils de coton pour usage industriel.
360	Velours, peluches et autres tissus avec poils coupés.
480-484	Aluminium.
511	Machines à coudre.

LIST B.

Item of the Bulgarian Tariff	Designation of Goods
I-10 180 195 (a) 198 235 264 266 292 (a) 371 446 503 505 (a) 505 (b) (c) (d) 508 508 (a) 510 512 (c)	Breeding stock. Ground chemical dyes. Veterinary products and insecticides for agriculture. Medicinal preparations. Brushmaker's wares. Insulating material. Bricks of <i>chamotte</i> . Fireproof bricks. Cardboard impregnated with tar for covering roofs. Yarn of hemp. Sheet iron ware not more than 3 mm. thick, not specially mentioned, enamelled, combined with common materials or not. Electrical machines. Wireless receiving and transmitting apparatus. Electrical apparatus, including apparatus for measuring, counting and registering. Wireless valves. Incandescent lamps. Agricultural machines, including parts. Diesel engines.

LIST C.

Item of the Bulgarian Tariff	Designation of Goods
338 192-195 408-450 354-355 360 480-484 511	Merino wool. Chemical products, including copper sulphate. Iron and manufactures thereof. Yarn of cotton for industrial use. Velvet, plush, and other similar materials with a pile surface. Aluminium. Sewing machines.

N° 3685.

POLOGNE ET SUISSE

Avenant à la Convention de commerce du 26 juin 1922, avec annexes et protocole final, signés à Berne, le 3 février 1934, et échange de notes y relatif, Varsovie, les 30 mars et 20 avril 1934.

POLAND AND SWITZERLAND

Additional Agreement to the Commercial Convention of June 26th, 1922, with Annexes and Final Protocol, signed at Berne, February 3rd, 1934, and Exchange of Notes relating thereto, Warsaw, March 30th and April 20th, 1934.

N° 3685. — AVENANT ¹ A LA CONVENTION DE COMMERCE ENTRE LA POLOGNE ET LA SUISSE DU 26 JUIN 1922. SIGNÉ A BERNE, LE 3 FÉVRIER 1934.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 27 juin 1935.

Article premier.

Les dispositions de la Convention de commerce conclue entre la Suisse et la Pologne le 26 juin 1922 restent en vigueur autant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier suisse, énumérés à la liste A annexée au présent avenant, bénéficieront, à leur importation sur le territoire douanier polonais, des droits inscrits à ladite liste.

Article 3.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier polonais, énumérés à la liste B annexée au présent avenant, bénéficieront, à leur importation sur le territoire douanier suisse, des droits inscrits à ladite liste.

Article 4.

Le présent avenant entrera en vigueur le 28 février 1934 sans attendre l'échange des instruments de ratification et pourra être dénoncé en tout temps pour prendre fin deux mois après.

Article 5.

Toutefois, si l'une des Hautes Parties contractantes prenait des mesures de nature à aggraver la situation telle qu'elle se présente au moment de la signature de cet avenant l'autre Partie contractante pourrait demander des négociations immédiates afin de rétablir l'équilibre voulu. Si ces négociations n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant dans le délai d'un mois dès la présentation de la demande, la Haute Partie contractante qui se considérerait lésée pourrait dénoncer le présent avenant pour prendre fin un mois après.

BERNE, le 3 février 1934.

Au nom du Conseil fédéral suisse :
(Signé) STUCKI.

Au nom du Gouvernement polonais :
(Signé) J. DE MODZELEWSKI.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie le 4 juin 1935.
Entré en vigueur le 28 février 1934.

LISTE A

ANNEXE A L'AVENANT A LA CONVENTION DE COMMERCE ENTRE LA SUISSE ET LA POLOGNE
DU 26 JUIN 1922.

Pos. du tarif polonais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Zloty
128 ex p. 3 ex p. 4	Fromages d'Emmental et de Gruyère, fabriqués à l'aide de lait de vaches entretenues à l'altitude d'au moins 450 mètres . . Fromages de Sbrinz, fromage vert de Glaris, fromage fondu en boîtes ou en blocs, tous fabriqués à l'aide de lait de vaches entretenues à l'altitude d'au moins 450 m. ou à l'aide de fromages mentionnés sous le p. 3 ci-dessus	115,— 115,—
	<i>Note</i> : Les droits conventionnels, établis sous la position 128 ex p. 3 et ex p. 4 seront appliqués seulement aux marchandises munies de certificats des Chambres de commerce ou d'autres organisations qui y seront autorisées par le Gouvernement fédéral — attestant l'altitude d'au moins 450 m. et la dénomination spécifique de la marchandise, correspondant aux genres de fromage en question.	
194 244	Anthracène : Purifié	15,—
	Jus, sauces, extraits de viande, de légumes, aussi leurs mélanges, farines de légumes pour la préparation d'aliments, même avec addition de sel, d'épices, de fruits et similaires, les dénommés ailleurs exceptés :	
p. 1	Liquide, en emballage :	
p. 2	a) Au-dessus de 1000 kg.	150,—
p. 3	Cubes pour potages	150,—
	Solides, les dénommés ailleurs exceptés, en emballage :	
	a) Au-dessus de 100 kg.	120,—
	b) Au-dessus de 2 à 100 kg.	150,—
246	Lait condensé :	
p. 2	Avec sucre	100,—
249	Préparations nutritives, même avec addition de sucre :	
p. 1	De lait en poudre, telles que farine de Nestlé et similaires .	70,—
299	Combinaisons de sodium, de potassium :	
p. 8	Persulfates	80,—
p. 10	Hydrosulfite, ses composés de formaline	64,—
300	Combinaisons d'ammonium :	
ex p. 8	Persulfate	25,—
309	Combinaisons de bore :	
ex p. 2	Hyperborate de sodium	78,—
360 ex p. 2	Phytine.	1250,—
ex 362	Dérivés de l'acide barbiturique, comme le véronal, le luminal et leurs sels :	
p. 1	Diméthylaminoantipyrine diéthylbarbiturique	600,—
p. 2	Acide et sodium phényléthylbarbiturique	450,—
ex 363	Acide et sodium phénylcynchoninique	350,—

LIST A.

ANNEX TO THE ADDITIONAL AGREEMENT TO THE COMMERCIAL CONVENTION BETWEEN SWITZERLAND AND POLAND OF JUNE 26TH, 1922.

Number of Polish Tariff	Designation of goods	Import duty per 100 kg. in zloty
128 ex p. 3 ex p. 4	Emmental and Gruyère cheeses, made from the milk of cows kept at an altitude of not less than 450 metres Sbrinz cheese, green Glaris cheese, melted cheese in boxes or blocks, all made from the milk of cows kept at an altitude of not less than 450 metres or the cheeses mentioned under point 3 above	115.— 115.—
<i>Note</i> : The conventional duties fixed for No. 128 ex p. 3 and ex p. 4 shall apply only to goods furnished with certificates from the Chambers of Commerce or other organisations authorised for the purpose by the Federal Government certifying the altitude of not less than 450 metres and the specific denomination of the goods corresponding to the kinds of cheese in question.		
194 p. 2	Anthracine : Purified	15.—
244 p. 1	Juices, sauces, meat extracts, vegetable extracts and mixtures of same, vegetable flour for preparation of foodstuffs, even with addition of salt, spices, fruit and the like, with the exception of those enumerated elsewhere :	
	Liquid, packed :	
	(a) Above 1,000 kg.	150.—
p. 2	Soup cubes	150.—
p. 3	Solids, with the exception of those enumerated elsewhere, packed :	
	(a) Above 100 kg.	120.—
	(b) From 2 to 100 kg.	150.—
246	Condensed milk :	
p. 2	With sugar	100.—
249	Nutritive preparations, even with the addition of sugar :	
p. 1	Of milk in powdered form, such as Nestlé's and the like . . .	70.—
299	Sodium, potassium compounds :	
p. 8	Persulphates	80.—
p. 10	Hydrosulphite, and its combinations with formalin	64.—
300	Ammonium compounds :	
ex p. 8	Persulphate	25.—
309	Borium compounds :	
ex p. 2	Sodium hyperborate	78.—
360 ex p. 2	Phytine	1,250.—
ex 362	Derivatives of barbituric acid, such as veronal, luminal and their salts :	
p. 1	Diethylbarbituric dimethylaminoantipyrine	600.—
p. 2	Acid and sodium, phenylethylbarbituric	450.—
ex 363	Acid and sodium, phenylcynchoninic	350.—

Pos. du tarif polonais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Zloty
372	Créosote, gaïacol et leurs dérivés :	
p. 1	Créosote, gaïacol	100,—
p. 2	Acides sulfoniques et leurs sels, dérivés de la créosote et du gaïacol	280,—
374 ex p. 1	Brom-iso-valérylurée, bromdiéthylacétylurée	900,—
380	Alcaloïdes et leurs dérivés, leurs sels ; glucosides :	
ex p. 4	Brucine, strychnine	350,—
ex p. 6	Atropine, narcotine, pilocarpine, véatrine, iohimbine	200,—
ex p. 9	Péristaltine	260,—
ex 384	Produits pharmaceutiques suivants :	
	Elbon, allisatine, calcium Sandoz, félamine, scillarène, gynergène, bellafoline, belladéal, calcibronat, digilanide	260,—
	<i>Note</i> : Les produits susénumérés dans les positions ex 363, 380 ex p. 9 et ex 384, importés dosés, suivent le régime des positions respectives avec une surtaxe de :	
	a) Acide et sodium phénylocynchoninique	400,—
	b) Péristaltine, elbon, allisatine, calcium Sandoz, félamine, scillarène, gynergène, bellafoline, belladéal, calcibronat, digilanide	500,—
395 ex p. 2	Acide naphthalino-disulfonique 2.7 jusqu'au 31 décembre 1934	160,—
396 ex p. 3	Dérivé du paranitrobenzaldehyd et de paraphénylènediamine jusqu'au 31 décembre 1934	160,—
397	Combinaisons d'amine de la série aromatique, leurs dérivés et sels :	
ex p. 5 a)	Métatolylènediamine	500,—
b)	Acide phénylènediaminosulfonique 1. 3. 4. jusqu'au 31 décembre 1934	135,—
ex p. 6	Tolydine jusqu'au 31 décembre 1934	130,—
p. 7	Benzidine	500,—
ex p. 12	Base de jaune pyrogène N jusqu'au 31 décembre 1934	160,—
398 ex p. 7	Acide 1.8 dioxynaphtaline 3.6 disulfonique (Chromotropsäure) jusqu'au 31 décembre 1934	160,—
ex p. 9	Orthonitrocrézol (Nitroorthocrézol) jusqu'au 31 décembre 1934	160,—
399	Combinaisons d'aminooxydes de la série aromatique, leurs dérivés et sels :	
ex p. 4	Acide ortoamidophénolsulfonique jusqu'au 31 décembre 1934	250,—
ex p. 6 a)	Acide 1.2 diazonaphtolsulfonique jusqu'au 31 décembre 1934	180,—
b)	Urée d'acide isogamma jusqu'au 31 décembre 1934	250,—
c)	Métyloaminooxyphénazine jusqu'au 31 décembre 1934	135,—
400 ex p. 1	Acide phénylosulfopyrazolonocarbone jusqu'au 31 décembre 1934	35,—
ex 401	Tétraméthylodiaminobenzhydrol, tétraéthylodiaminobenzhydrol, jusqu'au 31 décembre 1934	160,—
ex 403	Colorants d'aniline ; indigo	860,—
ex 417	Couleurs insolubles pour la coloration du cuir, en pâte ou à l'état séché, contenant des couleurs minérales ou organiques et des agents de dispersion ou émulseurs :	
p. 1	Ne contenant pas de matières colorantes organiques	160,—
ex p. 2	Contenant 30 % de matières colorantes organiques ou moins	260,—
429	Huiles éthériques odoriférantes, sans alcool :	
p. 2	Autres	250,—
431	Produits odoriférants naturels, artificiels, les dénommés ailleurs exceptés :	
p. 2	Autres	250,—

Number of Polish Tariff	Designation of goods	Import duty per 100 kg. in zloty
372	Creosote, gajacol and their derivatives :	
p. 1	Creosote, gajacol	100.—
p. 2	Sulphonic acids and their salts, derivatives of creosote and gajacol	280.—
374 ex p. 1	Brom-iso-valérylurate, bromdiethylacetylurate	900.—
380	Alkaloids and their derivatives, their salts ; glucocides :	
ex p. 4	Brucine, strychnine	350.—
ex p. 6	Atropine, narcotine, pilocarpine, veratrine, iohimbine	200.—
ex p. 9	Peristaltine	260.—
ex 384	The following pharmaceutical products :	
	Elbon, allisatine, Sandoz calcium, felamine, scillarene, gynergene, bellafoline, belladenal, calcibronate, digilanide	260.—
	<i>Note</i> : The above-mentioned products under Nos. 363, 380 ex p. 9 and ex 384, imported in measured quantities, follow the regime applicable to the numbers under which they come with an extra charge of :	
	(a) Acid and sodium phenylcynchoninic	400.—
	(b) Peristaltine, elbon, allisatine, Sandoz calcium, felamine, scillarene, gynergene, bellafoline, belladenal, calcibronate, digilanide	500.—
395 ex p. 2	Naphtalinic-disulphonic acid 2.7, until December 31st, 1934	160.—
396 ex p. 3	Derivatives of paranitrobenzaldehyde and of paraphenylendiamine, until December 31st, 1934	160.—
397	Compounds of aromatic amine, their derivatives and salts :	
ex p. 5	Metatoluylenediamine	500.—
(a)	Phenylendiaminosulphonic acid 1. 3. 4, until December 31st, 1934	135.—
ex p. 6	Tolydine, until December 31st, 1934	130.—
p. 7	Benzidine	500.—
ex p. 12	Base of yellow pyrogene N, until December 31st, 1934	160.—
398 ex p. 7	Acid 1.8 dioxynaphthalinic 3.6 disulphonic (Chromotropsäure), until December 31st, 1934	160.—
ex p. 9	Orthonitrocrézol (Nitroorthocrézol), until December 31st, 1934	160.—
399	Compounds of aromatic aminooxides, their derivatives and salts :	
ex p. 4	Orthoamidophenolsulphonic acid, until December 31st, 1934	250.—
ex p. 6	1.2 diazonaphtholsulphonic acid, until December 31st, 1934	180.—
(a)	Isogamma acid urea, until December 31st, 1934	250.—
(b)	Methyloaminooxyphenazine, until December 31st, 1934	135.—
(c)	Phenylsulphopyrazolonocarbonic acid, until December 31st, 1934	35.—
ex 401	Tetramethylodiaminobenzhydrol, tetraethylodiaminobenzhydrol, until December 31st, 1934	160.—
ex 403	Aniline dyes ; indigo	860.—
ex 417	Fixed dyes for dyeing leather, in paste or powder, containing mineral or organic colours, and dispersion or emulsion agents :	
p. 1	Not containing organic colouring matter	160.—
ex p. 2	Containing 30 % or less organic colouring matter	260.—
429	Perfumed etheric oils, without alcohol :	
p. 2	Others	250.—
431	Natural or artificial perfumed products, with the exception of those enumerated elsewhere :	
p. 2	Others	250.—

Pos. du tarif polonais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Zloty
490 ex p. 1 et 2 a)	Agents mouillants et autres produits auxiliaires non dénommés ailleurs servant au finissage des matières textiles	160,—
572	b) Combustible solide « Méta »	160,—
p. 1	Fils de soie artificielle : Simples :	
615	a) Non teints, y compris les fils de viscose mate ainsi que les fils crêpes	880,—
p. 4	Tissus de coton teints, mercerisés : Pesant 60 g. ou moins par mètre carré et présentant en chaîne et en trame dans 1 cm ² :	
	a) Jusqu'à 55 fils	900,—
	b) Au-dessus de 55 jusqu'à 70 fils	1100,—
618	Etamines, même brochées.	1000,—
ex 644	Broderies :	
p. 1	Exécutées en fils de matières textiles, les dénommées ailleurs exceptées, sur tissus :	
p. 2	a) De matières textiles végétales	2000,—
	Exécutées en fils de soie ou filés de métal sur tissus :	
	a) de matières textiles végétales	2000,—
	} pour un contingent global annuel de 40 q. (
	<i>Note ad 644 p. 1 a) et 2 a) :</i>	
	1. Les broderies chimiques ou aériennes en matières reprises sous les positions 1 a) et 2 a) ci-dessus suivent le régime des broderies.	
	2. Les mouchoirs, ainsi que les fichus, jabots, cols, manchettes, devants, plastrons et autres articles brodés, confectionnés, servant de garniture ou ornement aux vêtements de femmes, constitués en broderies de matières reprises sous les points 1 a) et 2 a) ci-dessus, bénéficieront, dans le cadre du contingent convenu, des droits de 2000 zlotys sans aucune surtaxe prévue dans le tarif, en tant qu'il ne résulte pas de l'application d'autres dispositions du tarif un droit total inférieur, y compris les taxes supplémentaires.	
	3. Ne seront pas considérées comme confectionnées ni soumises à aucune surtaxe les broderies au mètre en matières reprises sous les points 1 a) et 2 a) ci-dessus, ne comportant qu'un ourlet simple.	
661	Rubans tissés et ouvrages similaires, le tout avec des fils de caoutchouc :	
p. 1	Fabriqués de matières textiles végétales, les dénommés ailleurs exceptés :	
	a) Ecrus, blanchis	1000,—
	b) Mercerisés, teints, imprimés	1200,—
	c) Façonnés.	1400,—
704	Passementerie, articles tressés, les dénommés ailleurs exceptés :	
p. 2	En soie artificielle, ainsi qu'en demi-soie (pour un contingent annuel de 65 q.)	1200,—
791	Tresses en feuilles, ainsi que bandes tressées ayant 120 mm. ou moins de largeur — en paille, en tagal, en raphia, en feuilles de palmes, en crin marin, en copeaux, en tiges végétales, même avec addition de crin, de coton, de lin, de chanvre :	
p. 1	Tresses en feuilles, même renforcées de tulle, d'organtine ou d'autres matières	600,—

Number of Polish Tariff	Designation of goods	Import duty per 100 kg. in zloty
490 ex p. 1 and 2 (a)	Moistening substances and other auxiliary products not mentioned elsewhere, used for the finishing of textile materials.	160.—
572	(b) "Meta" solid fuel Artificial silk threads:	160.—
p. 1	Single: (a) Not dyed, including threads of dull viscose, including crêpe threads	880.—
615	Dyed, mercerised, cotton materials: Weighing 60 gr. or less per square metre and showing per square cm. of warp and woof:	
p. 4	(a) Up to 55 threads	900.—
	(b) From 55 to 70 threads	1,100.—
618	Bolting cloths, whether figured or not.	1,000.—
ex 644	Embroidery:	
p. 1	Done in threads of textile material, with the exception of those enumerated elsewhere, on material:	
p. 2	(a) Of vegetable textile matter. } for a total In silk or metal threads on material: } annual (a) Of vegetable textile matter. } quota of 40 q. }	2,000.—
		2,000.—
	<i>Note ad 644 p. 1 (a) and 2 (a) :</i>	
	1. Chemical embroidery or embroidery without visible ground of the materials referred to under Nos. 1 (a) and 2 (a) above are subject to the regime applicable to embroidery.	
	2. Handkerchiefs, kerchiefs, ruffles, collars cuffs, detachable vests, bodice fronts and other embroidered articles made up as trimmings or ornaments for female clothing, consisting of embroidery on the materials covered by points 1 (a) and 2 (a) above, shall be entitled, within the agreed quota, to pay duties of 2,000 zloty without any of the extra charges laid down by the tariff, provided that the application of other provisions of the tariff do not result in the total duty, including supplementary charges, being less than it would otherwise have been	
	3. Metre strips of embroidery of the material mentioned under points 1 (a) and 2 (a) above, which have only a single hem, shall not be regarded as made up and shall not be liable to any extra charge.	
661	Woven ribbons and similar work, when combined with rubber threads:	
p. 1	Manufactured from vegetable textile matter, with the exception of those enumerated elsewhere:	
	(a) Unbleached, bleached	1,000.—
	(b) Mercerised, dyed, printed	1,200.—
	(c) Figured.	1,400.—
704	Trimmings, braided articles, with the exception of those enumerated elsewhere:	
p. 2	In artificial silk, also in half-silk (up to an annual quota of 65 q.).	1,200.—
791	Plaited leaves and plaited strips of 120 mm. or less in breadth — in straw, tagal, raffia, palm leaves, sea wrack, shavings, vegetable stalks, also with the addition of horse hair, cotton, flax, hemp:	
p. 1	Plaited leaves, whether or not combined with tulle, light gauze or other material	600.—

Pos. du tarif polonais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Zloty
p. 2	Bandes : a) Ayant au-dessus de 20 à 120 mm. de largeur : I. Brutes, blanchies II. Teintes, peintes, vernies b) Ayant 20 mm. ou moins de largeur : I. Brutes, blanchies II. Teintes, peintes, vernies	150,— 250,— 150,— 200,—
945	Cylindres pour moulins et autres pour machines, les dénommés ailleurs exceptés, en fonte, même trempés :	
p. 2	Ouvrés, pesant par pièce : a) Au-dessus de 600 kg. b) Au-dessus de 250 à 600 kg. c) 250 kg. ou moins	60,— 70,— 80,—
ex 954	Rubans de cardes : Travaillés sur tissus, avec caoutchouc, sans feutres Autres	340,— 360,—
p. 1		
p. 2		
992	Ustensiles de cuisine, baignoires, leurs parties — en métaux et alliages, compris dans les positions 977-981 :	
p. 2	En aluminium	400,—
994	Pistons de moteurs à combustion interne de toutes espèces, en aluminium et ses alliages, même munis de plaquettes en acier insérées au moment de la fusion — bruts Assiettes, plats, théières, cafetières, gobelets : a) En aluminium b) En aluminium en couleur, même vernis	200,— 400,— 500,—
1019 ex p. 2		
1023 p. 3 ex a) et ex b)	Phares pour automobiles	250,—
1037	Chaudières à vapeur, non tubulaires, aussi avec surchauffeurs .	50,—
1038	Chaudières à vapeur à tubes (multitubulaires), les dénommées ailleurs exceptées, aussi avec surchauffeurs ; réchauffeurs, même avec les tubes en fonte	60,—
1049	Turbines :	
p. 1	Hydrauliques, pesant par pièce : a) I. Au-dessus de 1200 à 5000 kg. II. Au-dessus de 5000 kg. b) 1200 kg. et moins	70,— 60,— 110,—
ex p. 3	A vapeur, pesant par pièce : a) Au-dessus de 15.000 kg. b) » » 3000 à 15.000 kg. c) » » 1500 à 3000 kg. d) » » 1000 à 1500 » e) » » 500 à 1000 » f) » » 150 à 500 » g) 150 kg. et moins	30,— 45,— 75,— 160,— 210,— 280,— 360,—
1050 ex p. 2	Transporteurs à chaîne système « Redler » verticaux, horizontaux et inclinés, pour moulins, brasseries, sucreries, malteries, fabriques d'alcool, fabriques de produits chimiques, fabriques de produits alimentaires et mines de potasse, pesant par pièce : b) Au-dessus de 1000 à 3000 kg. c) » » 300 à 1000 » d) 300 kg. et moins	100,— 100,— 100,—

Number of Polish Tariff	Designation of goods	Import duty per 100 kg. in zloty
p. 2	Strips : (a) Of more than 20 mm. up to 120 mm. in width : I. Rough, bleached II. Dyed, painted, varnished (b) 20 metres or less in width : I. Rough, bleached II. Dyed, painted, varnished	150.— 250.— 150.— 200.—
945	Rollers for mills and other rollers for machines, with the exception of those enumerated elsewhere, in cast-iron, whether tempered or not :	
p. 2	Wrought, each weighing : (a) More than 600 kg. (b) From 250 to 600 kg. (c) 250 kg. or less	60.— 70.— 80.—
ex 954	Card fittings :	
p. 1	Worked up on webbing, with rubber, without felt	340.—
p. 2	Other varieties	360.—
992	Kitchen utensils, baths and parts of same — of metal and alloys, included in Nos. 977-981 :	
p. 2	Of aluminium	400.—
994	Pistons for internal combustion engines of all kinds, in aluminium and its alloys, whether or not fitted with steel plates inserted at time of casting — crude	200.—
ex	(b) 1	
1019	Plates, dishes, tea-pots, coffee-pots, drinking vessels : (a) Of aluminium (b) Of aluminium, coloured, whether varnished or not	400.— 500.—
1023	Head-lights for automobiles	250.—
1037	Steam boilers, non-tubular, including those with superheaters	50.—
1038	Tubular (multitubular) steam boilers, except those enumerated elsewhere, including those fitted with superheaters; feed-water heaters, including those with cast-iron tubes	60.—
1049	Turbines : Hydraulic, each weighing : (a) I. More than 1,200-5,000 kg. II. More than 5,000 kg. (b) 1,200 kg. and less	70.— 60.— 110.—
ex	p. 3	
	Steam, each weighing : (a) More than 15,000 kg. (b) " " 3,000 to 15,000 kg. (c) " " 1,500 to 3,000 " (d) " " 1,000 to 1,500 " (e) " " 500 to 1,000 " (f) " " 150 to 500 " (g) 150 kg. and less	30.— 45.— 75.— 160.— 210.— 280.— 360.—
1050	" Redler " system chain conveyors, vertical, horizontal and inclined, for mills, breweries, sugar refineries, malt-houses, alcohol factories, chemical products factories, foodstuffs factories, and potassium mines, each weighing :	
	(b) More than 1,000 to 3,000 kg. (c) " " 300 to 1,000 " (d) 300 kg. and under	100.— 100.— 100.—

Pos. du tarif polonais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Zloty
1051	Pompes, compresseurs, les dénommés ailleurs exceptés :	
p. 3	Centrifuges, pesant par pièce :	
	a) Au-dessus de 4000 kg.	75,—
	b) » » 2000 à 4000 kg.	80,—
	c) » » 750 à 2000 »	120,—
	d) » » 300 à 750 »	150,—
	e) » » 75 à 300 »	180,—
	f) 75 kg. et moins	250,—
1053	Ventilateurs, machines soufflantes, aspirateurs pour gaz, aspirateurs centrifuges, hélicoïdes, les dénommés ailleurs exceptés — pesant par pièce :	
p. 1	Au-dessus de 2000 kg.	90,—
p. 2	» » 750 à 2000 kg.	130,—
p. 3	» » 300 à 750 kg.	170,—
ex 1055	Machines-outils pour le travail du bois :	
p. 2	Scies alternatives, montant de scies alternatives	90,—
p. 3	Autres, les dénommées ailleurs exceptées, pesant par pièce :	
	a) Au-dessus de 4000 kg.	100,—
	b) » » 200 à 4000 kg.	115,—
1062	Machines à tricoter ; métiers à dentelles, broderies :	
p. 1	Machines à tricoter :	
	b) Métiers rectilignes.	40,—
1067	Machines de meunerie :	
p. 1	Appareils à cylindres	90,—
p. 2	Aspirateurs, décortiqueurs, décortiqueurs-perleurs automatiques, machines à nettoyer et à cribler les gruaux, machines pour les millets	110,—
p. 3	Cribleurs, plansichters, blutoirs, cylindres et autres machines de meunerie non dénommées ailleurs :	
	a) Plansichters	80,—
	b) Autres	160,—
1085	Parties de machines et d'appareils :	
p. 5	Lisses en fils métalliques pour métiers à tisser	250,—
p. 9	Segments de pistons de toutes espèces, pesant par pièce :	
	a) Au-dessus de 100 g.	600,—
	b) 100 g. et moins	800,—
ex p.10 ex b) III	Pistons de moteurs à combustion interne de toutes espèces, en aluminium et ses alliages, même munis de plaquettes en acier insérées au moment de la fusion, — travaillés	300,—
1102	Redresseurs à mercure et autres, les dénommés ailleurs exceptés, leurs parties, — pesant par pièce :	
p. 1	Au-dessus de 1500 kg.	250,—
p. 2	» » 500 à 1500 kg.	350,—
p. 3	» » 200 à 500 »	450,—
p. 4	» » 15 à 200 »	500,—
p. 5	» » 5 à 15 »	800,—
p. 6	» » 5 kg. et moins	900,—
1103	Machines électriques à souder par point, par rouleau, par contact et par arc, à chauffer les rivets, — pesant par pièce :	
p. 1	Au-dessus de 1500 kg.	150,—
p. 2	» » 500 à 1500 kg.	300,—
p. 3	» » 100 à 500 »	400,—
p. 4	100 kg. et moins	500,—

Number of Polish Tariff	Designation of goods	Import duty per 100 kg. in zloty
1051	Pumps, compressors, with the exception of those enumerated elsewhere :	
p. 3	Centrifugal, each weighing :	
	(a) More than 4,000 kg.	75.—
	(b) „ „ 2,000 to 4,000 kg.	80.—
	(c) „ „ 750 to 2,000 „	120.—
	(d) „ „ 300 to 750 „	150.—
	(e) „ „ 75 to 300 „	180.—
	(f) 75 kg. and under	250.—
1053	Ventilators, blowers, gas aspirators, centrifugal or helical aspirators, except those enumerated elsewhere, each weighing :	
p. 1	Over 2,000 kg.	90.—
p. 2	„ 750 to 2,000 kg.	130.—
p. 3	„ 300 to 750 kg.	170.—
ex 1055	Machine tools for wood work :	
p. 2	Alternating saws, mountings for alternating saws	90.—
p. 3	Other, with the exception of those enumerated elsewhere, each weighing :	
	(a) Over 4,000 kg.	100.—
	(b) „ 200 to 4,000 kg.	115.—
1062	Knitting machines, lace and embroidery looms :	
p. 1	Knitting machines :	
	(b) Rectilineal looms	40.—
1067	Flour milling machinery :	
p. 1	Cylindrical apparatus	90.—
p. 2	Aspirators, automatic husking and pearling machines, machines for bruising and sifting groats, machines for sorghum	110.—
	Sifting machines, plansifters, bolters, cylinders and other milling machinery not enumerated elsewhere :	
	(a) Plansifters	80.—
	(b) Other	160.—
1085	Parts of machines and apparatus :	
p. 5	Metallic thread heddles for weaving looms	250.—
p. 9	Parts of pistons of all kinds, each weighing :	
	(a) Over 100 gr.	600.—
	(b) 100 gr. and under	800.—
ex p. 10 ex (b) III	Pistons for internal combustion engines of all kinds in aluminium and its alloys, also when fitted with steel plates inserted at moment of casting — worked	300.—
1102	Mercury and other rectifiers, except those enumerated elsewhere, and parts of same, each weighing :	
p. 1	Over 1,500 kg.	250.—
p. 2	„ 500 to 1,500 kg.	350.—
p. 3	„ 200 to 500 „	450.—
p. 4	„ 15 to 200 „	500.—
p. 5	„ 5 to 15 „	800.—
p. 6	5 kg. and under	900.—
1103	Electric point, roller, contact or arc soldering and rivet heating machines, each weighing :	
p. 1	Over 1,500 kg.	150.—
p. 2	„ 500 to 1,500 kg.	300.—
p. 3	„ 100 to 500 „	400.—
p. 4	100 kg. and under	500.—

Pos. du tarif polonais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée par 100 kg. Zloty
1107	Appareils et instruments électriques de mises en circuit, de coupage, de protection, de réglage et distribution du courant : Résistances non réglables, réglables, telles que démarreurs, régulateurs de tension, de vitesse, régulateurs de théâtres et similaires, — pesant par pièce :	
p. 1	<ul style="list-style-type: none"> a) Au-dessus de 150 kg. b) » » 50 à 150 kg. c) » » 10 à 50 » d) » » 1 à 10 » e) » » 100 gr. à 1 kg. 	<ul style="list-style-type: none"> 500,— 700,— 900,— 1100,— 1500,—
p. 2	Armoires et tableaux de distribution avec appareillage monté ; interrupteurs, commutateurs, limiteurs, les dénommés ailleurs exceptés, coupe-circuits à lames, à tubes, à l'exception des pièces fusibles ; interrupteurs en boîtes avec relais, coupe-circuits et interrupteurs automatiques ; parafoudres à cornes, à plaques et à vide ; contrôleurs, réducteurs, boîtes de jonction et appareils similaires — pesant par pièce :	
	<ul style="list-style-type: none"> a) Au-dessus de 1000 kg. b) » » 500 à 1000 kg. c) » » 150 à 500 » d) » » 50 à 150 » e) » » 15 à 50 » f) » » 5 à 15 » g) » » 1 à 5 » 	<ul style="list-style-type: none"> 250,— 350,— 500,— 800,— 1000,— 1200,— 1300,—
p. 3	Armoires et tableaux de distribution sans appareils et instruments de mesurage, sans transformateurs, régulateurs, résistances et tous genres de bobines ; armatures de câbles — pesant par pièce :	
	<ul style="list-style-type: none"> a) Au-dessus de 50 kg. b) » » 15 à 50 kg. c) » » 5 à 15 » d) 5 kg. et moins 	<ul style="list-style-type: none"> 200,— 260,— 320,— 400,—
1110	Compteurs d'énergie électrique	600,—
1118	Adaptateurs (pic-ups) et leurs parties	2000,—
1127	Conducteurs électriques en métaux communs isolés, sans enveloppe de plomb :	
ex p. 1	Fils simples, exceptés ceux de fer et d'acier d'un diamètre au-dessus de 1,5 mm., recouverts d'émail, d'un diamètre :	
	<ul style="list-style-type: none"> a) Au-dessus de 1 mm. b) » » 0,5 à 1 mm. c) » » 0,1 à 0,5 mm. d) 0,1 mm. et moins 	<ul style="list-style-type: none"> 250,— 300,— 350,— 350,— 300,—
1145	Lanternes arrières	300,—
1160	Machines pour essayer les résistances des matériaux, pesant par pièce :	
	<ul style="list-style-type: none"> a) Au-dessus de 500 kg. b) 500 kg. et moins 	<ul style="list-style-type: none"> 70,— 100,—
1162	Manomètres :	
	<ul style="list-style-type: none"> a) Non enregistreurs b) Enregistreurs 	<ul style="list-style-type: none"> 350,— 450,—
1172	Montres de poche, montres-bracelets avec boîtes :	
p. 1	En métaux communs :	Par pièce
	<ul style="list-style-type: none"> a) Non argentées, ni dorées, non émaillées, sans ornements en or ni argent b) Argentées, dorées, émaillées c) Avec des ornements en argent, or ou émail 	<ul style="list-style-type: none"> 2,— 2,— 4,—

Number of Polish Tariff	Designation of goods	Import duty per 100 kg. in zloty
1107	Electric apparatus and instruments, establishing and cutting circuits, for protection, for regulation and distribution of current :	
p. 1	Adjustable or non-adjustable sliding contact resistances, such as starters, tension, speed, theatre and similar regulators, each weighing :	
	(a) Over 150 kg.	500.—
	(b) » 50 to 150 kg.	700.—
	(c) » 10 to 50 »	900.—
	(d) » 1 to 10 »	1,100.—
	(e) » 100 gr. to 1 kg.	1,500.—
p. 2	Fitted-up switch cupboards and switch-boards ; interrupters, switches, stop-screws, except those enumerated elsewhere, flat-blade or tubular circuit-breakers except fusible pieces ; interrupters in boxes with relays, automatic circuit cut-outs and interrupters ; horn-shaped, multiple-rod, and vacuum, lightning arresters ; controllers, battery switches, junction boxes, and similar parts, each weighing :	
	(a) Over 1,000 kg.	250.—
	(b) » 500 to 1,000 kg.	350.—
	(c) » 150 to 500 »	500.—
	(d) » 50 to 150 »	800.—
	(e) » 15 to 50 »	1,000.—
	(f) » 5 to 15 »	1,200.—
	(g) » 1 to 5 »	1,300.—
p. 3	Switch cupboards and switch-boards, without apparatus and measuring instruments, without transformers, regulators, resistances or other kinds of coils ; armouring of cables, each weighing :	
	(a) Over 50 kg.	200.—
	(b) » 15 to 50 kg.	260.—
	(c) » 5 to 15 kg.	320.—
	(d) 5 kg. and under	400.—
1110	Electricity meters	600.—
1118 p. 2 ex (b)	Adapters (pick-ups) and parts of same	2,000.—
1127	Electric conductors of ordinary metals insulated without lead casing :	
ex p. 1	Simple wires except those of iron and steel of a diameter exceeding 1.5 mm., coated with enamel, of a diameter :	
	(a) Over 1 mm.	250.—
	(b) » 0.5 to 1 mm.	300.—
	(c) » 0.1 to 0.5 mm.	350.—
	(d) 0.1 mm. and under	350.—
1145 ex p. 13	Tail lamps	300.—
1160 p. 6	Machines for testing resistance of materials, each weighing :	
	(a) Over 500 kg.	70.—
	(b) 500 kg. and under	100.—
1162 ex p. 2	Manometers :	
	(a) Not registering	350.—
	(b) Registering	450.—
1172	Pocket watches, wrist watches, with cases :	
p. 1	Of common metal :	
	(a) Not silvered, gilt or enamelled, without ornaments in gold or silver	each 2.—
	(b) Silvered, gilt and enamelled	2.—
	(c) With ornaments of gold, silver or enamel	4.—

Pos. du tarif polonais	Désignation des marchandises	Droits d'entrée Zloty
p. 2	En argent, même dorées, ainsi qu'avec parties dorées :	Par pièce
	a) Sans ornements de pierres semi-précieuses, d'émail, de perles fines, de pierres précieuses	4,—
	b) Avec ornements de pierres semi-précieuses, ainsi qu'en émail	5,—
	c) Avec ornements en perles fines, en pierres précieuses . .	30,—
p. 3	En platine, même émaillées	40,—
p. 5	En or, même émaillées :	
	a) Montres-bracelets :	
	I. Sans bracelets ou avec bracelets en matières autres qu'en métaux précieux	10,—
	II. Avec bracelets en métaux précieux	15,—
	b) Autres	10,—
ex 1178	Gramophones, parlographes, phonographes, leurs parties constitutives :	
	Mouvements, leurs parties, accessoires :	Par 100 kg.
	a) Mouvements, leurs parties, les dénommés ailleurs exceptés	300,—
	ex b) Diaphragmes	260,—
	ex c) Bras acoustiques, plateaux	280,—

LISTE B

ANNEXE A L'AVENANT A LA CONVENTION DE COMMERCE DU 26 JUILLET 1922
ENTRE LA SUISSE ET LA POLOGNE.

Pos. du tarif douanier suisse	Désignation des marchandises	Taux du droit par 100 kg. en francs
15	Malt	1,50
	Légumes :	
	Frais :	
ex 40 a)	Oignons comestibles	3,—
86	Œufs	15,—
	Edredon (duvet) :	
156 a)	Brut, non nettoyé, en balles pressées hydrauliquement ou en d'autres balles du poids de 100 kg. ou plus	3,—
	Semences :	
203	Semences de graminées et graines de trèfle	—,50
205	Semences non dénommées ailleurs	—,50
224	Charbon de bois	—,30
	Bois de construction et bois d'œuvre :	
	Sciés de long ou refendus, même complètement équarris :	
	Autres, de tout genre :	
235	De chêne	1,20
239	Merrains en chêne, refendus ou sciés	—,30

Number of Polish Tariff	Designation of goods	Import duty in zloty
p. 2	In silver, also in gold and with parts of gold :	each
	(a) Not ornamented with semi-precious stones, enamel, fine pearls or precious stones	4.—
	(b) With ornaments of semi-precious stones or enamel	5.—
	(c) With ornaments of fine pearls and precious stones	30.—
p. 3	In platinum, also with enamel	40.—
p. 5	In gold, also with enamel :	
	(a) Wrist watches :	
	I. Without bracelets or with bracelets of material other than precious metals	10.—
	II. With bracelets of precious metals	15.—
	(b) Other	10.—
ex 1178	Gramophones, dictating machines, phonographs and their constituent parts :	
	Works, their parts, accessories :	per 100 kg.
	(a) Works and their parts, with the exception of those enumerated elsewhere	300.—
	ex (b) Soundboxes	260.—
	ex (c) Tone-arms, turn-tables	280.—

LIST B.

ANNEX TO THE ADDITIONAL AGREEMENT TO THE COMMERCIAL CONVENTION OF JUNE 26TH, 1922, BETWEEN SWITZERLAND AND POLAND.

Number in the Swiss Customs Tariff	Designation of goods	Rate of duty in francs per 100 kg.
15	Malt	1.50
	Vegetables :	
	Fresh :	
ex 40 (a)	Edible onions	3.—
86	Eggs	15.—
	Eiderdown (down) :	
156 (a)	Crude, not cleaned, in bales subjected to hydraulic pressure or in other bales weighing 100 kg. or more	3.—
	Seeds :	
203	Seeds of graminaceous plants and of clover	—,50
205	Seeds not enumerated elsewhere	—,50
224	Charcoal	—,30
	Building and cabinet-makers' wood :	
	Sawn lengthwise or split, even if completely squared :	
	Other of all kinds :	
235	Of oak	1.20
239	Staves of oak, split or sawn	—,30

Pos. du tarif douanier suisse	Désignation des marchandises	Taux du droit par 100 kg. en francs
259 a)	Panneaux contreplaqués bruts, d'une épaisseur de 10 mm. ou moins .	20,—
	Baguettes pour encadrements :	
	Préparées au blanc ou autre ton :	
272	Unies, sans ornements	40,—
273	Avec ornements	60,—
274	Autres	150,—
643 a)	Houille	—,10
643 b)	Résidus de pétrole pour chauffage, sous réserve des mesures de contrôle	—,30
645	Coke	—,10
	Verrerie et gobeletterie :	
	De verre noir, brun ou vert :	
691 b)	Autres	4,—
710 a)	Fer brut en gueuses ; fer en loupes, fer ébauché au laminoir, acier brut en billettes (ingots, blocs, barres fondues) ; blocs et lopins jusques et y compris 100 cm. de longueur, dégrossis au laminoir ; bidons pour la fabrication de la tôle ayant jusqu'à 150 cm. inclusivement de longueur	—,10
	Fer forgé ou laminé à chaud :	
	Fer rond :	
712	De 120 mm. de diamètre ou plus	—,35
713	De 75 jusqu'à 120 mm. exclusivement de diamètre	—,80
714 a)	De 40 jusqu'à 75 mm. exclusivement de diamètre	2,—
714 b)	De moins de 40 mm. de diamètre, à l'exception du fer à filer du N° 715	4,—
	Fer plat, fer carré, dont la section a une surface :	
717	De 36 à 100 cm ² exclusivement	1,—
	Inférieure à 36 cm ² :	
718 a)	Blocs et lopins de plus de 100 cm. jusques et y compris 150 cm. de longueur	—,10
718 b)	Autre	3,50
	Fers spéciaux (T, I, U, Z, fers ovales, méplats, cornières, fer zorès, etc.) bruts, non percés, non cintrés, présentant en section une dimension maximum :	
719	De 12 cm. ou plus	—,30
720	De 6 à 12 cm. exclusivement	—,80
721	De moins de 6 cm.	4,—
	Tôle de fer, non percée, non cintrée :	
	De moins de 3 mm. d'épaisseur :	
728 a)	Tôle pour dynamos, sous réserve des mesures de contrôle nécessaires	—,20
	Zinc laminé, étiré :	
ex 849	En barres, laminé	2,—
	Matières auxiliaires préparées et produits fabriqués inorganiques :	
ex 1021	Poudre de zinc	en franchise
	Couleurs chimiques, sèches, en morceaux ou pulvérisées, non préparées :	
ex 1104 a)	Blanc de zinc	2,—
	Huiles minérales, huiles de goudron et huiles résineuses :	
ex 1129	Paraffine pure, non travaillée	1,—
1131 b)	Huiles minérales pour graisser les machines, non travaillées	1,50

Number in the Swiss Customs Tariff	Designation of goods	Rate of duty in francs per 100 kg.
259 (a)	Panels of plywood, rough, 10 mm. or less of thickness	20.—
	Beading for frames :	
	Prepared in white or other colour :	
272	Plain, not ornamented	40.—
273	Ornamented	60.—
274	Other	150.—
643 (a)	Coal	—1.10
643 (b)	Petroleum residues for fuel, subject to the requisite measures of control	—30
645	Coke	—1.10
	Glass and glass work :	
	Of black, brown or green glass :	
691 (b)	Other	4.—
710 (a)	Raw iron in pigs ; bloom iron, roughly rolled iron, raw steel in billets (ingots, blocks, cast bars) ; blocks and blooms up to 100 cm. inclusive in length, dressed by rolling ; flat bars for the manufacture of plates up to 150 cm. inclusive in length	—1.10
	Iron wrought or hot rolled :	
	Round iron :	
712	120 mm. in diameter or more	—35
713	75 - 120 mm. exclusive in diameter	—80
714 (a)	40 - 75 mm. exclusive in diameter	2.—
714 (b)	Less than 40 mm. in diameter, except iron for making wire included in No. 715	4.—
	Flat iron, square iron, the section of which has an area of :	
717	36 - 100 sq. cm. exclusive	1.—
	Less than 36 sq. cm. :	
718 (a)	Blocks and blooms of more than 100 cm. up to 150 cm. inclusive in length	—1.10
718 (b)	Other	3.50
	Iron of special shapes (T, I, U, Z, oval iron, semi-round iron, angle iron, zorès, etc.), rough, not perforated, not curved, having a maximum sectional surface of :	
719	12 cm. or over	—30
720	6 - 12 cm. exclusive	—80
721	Less than 6 cm.	4.—
	Sheet iron, not perforated, not curved :	
	Less than 3 mm. in thickness :	
728 (a)	Sheet iron for dynamos, subject to the requisite measures of control	—20
	Zinc, rolled or drawn :	
ex 849	In bars, rolled	2.—
	Inorganic prepared auxiliary materials and manufactured products :	
ex 1021	Zinc powder	duty-free
	Chemical colours, dried, in lumps or pulverised, not prepared :	
ex 1104 (a)	White of zinc	2.—
	Mineral oils, tar oils and resinous oils :	
ex 1129	Pure paraffin, not worked up	1.—
1131 (b)	Mineral lubricating oils, not worked up	1.50

PROTOCOLE FINAL

Ad N° 244 :

L'assaisonnement liquide importé en Pologne sous la dénomination « Aromes Maggi », ainsi que les pâtes pour la fabrication de bouillon en cubes, tablettes, granulé, etc., suivent le régime de la position 244.

Ad N° 380 ex p. 9 :

Il est entendu que le produit dénommé Peristaltine est soumis au droit de 260 zloty par 100 kg. sans égard à sa teneur en glucosides.

Ad N° 417 p. 1 et 2 et

ad N° 490 p. 1 et 2 du tarif douanier polonais :

Pour établir le pourcentage de matière colorante organique dans les laques organiques insolubles, il sera fait déduction de la teneur en éléments inorganiques.

Pour l'application des droits conventionnels prévus sous N° 417, 1 et 2 de la liste A, relatifs aux couleurs insolubles pour la coloration du cuir ainsi que du droit conventionnel prévu sous le N° 490, 1 et 2 de la liste A, relatif aux agents mouillants et autres produits auxiliaires servant au finissage des matières textiles, il faudra produire au bureau des douanes une déclaration du fabricant, certifiant qu'il s'agit de produits destinés aux usages indiqués sous lesdites positions de la liste A, ainsi qu'une déclaration correspondante du destinataire. La déclaration du fabricant doit être certifiée par la Chambre de commerce suisse compétente. La déclaration du destinataire doit être certifiée par l'autorité administrative industrielle de la Woiévodie compétente.

Il est entendu que, sous condition de la présentation desdites déclarations, les produits désignés ci-après, et fabriqués par la Fabrique de produits chimiques, ci-devant Sandoz, à Bâle, ou par la Société pour l'industrie chimique, à Bâle, ou par la S. A. J. R. Geigy, à Bâle, suivront sans autre le régime conventionnel du N° 490 1 et 2 de la liste A :

Migasol	Finish	Sandosol	Umidol	Erioplynon
Sapamine	Imerol	Thiotan	Erional	Omnosol
Invadine	Levana	Decolant	Mitin	Tinolevon
Ceranine	Nilo	Liovatin	Irgasalz	Tinopal
Delustran	Résoline	Réducine	Aquanon	
Cerol	Sandopan	Révatoil	Depluvin	

Il en sera de même des couleurs pour la coloration du cuir, désignées sous la dénomination de « pigments capadermes », fabriquées par la Société pour l'industrie chimique à Bâle, qui seront dédouanées sans autre aux droits conventionnels prévus sous N° 417 1 et 2 de la liste A.

Ad N° 644 :

Il est entendu que les articles mentionnés dans la note *ad N° 644 1a) et 2a)* ne seront soumis à aucune surtaxe, même s'ils contiennent des garnitures au sens de la note 23 des notes générales relatives à la section VIII du tarif douanier polonais, y compris des garnitures en dentelle.

Il est en outre entendu que pour l'importation des marchandises dénommées tombant sous le N° 644 1a) et 2a) dans le cadre du contingent de 40 q. il ne sera exigé aucune autorisation d'importation ; toutefois le dédouanement sera limité aux bureaux de douane à convenir entre les deux gouvernements.

Ledit contingent est concédé à raison de 10 q. par trimestre, sous réserve d'une quote supérieure autorisée par le Ministère des Finances. Les contingents non exploités dans un trimestre seront reportés sur les trimestres suivants.

FINAL PROTOCOL.

Ad No. 244 :

The liquid seasoning imported into Poland under the name of "Aromes Maggi", and compressed powders for soup-making in the shape of cubes, tablets, grains, etc., follow the regime laid down under No. 244.

Ad No. 380 ex. p. 9 :

It is understood that the product known as Peristaltine is subject to the duty of 260 zloty per 100 kg. irrespective of its content of glucocides.

*Ad No. 417 p. 1 and 2 and**ad No. 490 p. 1 and 2 of the Polish Customs tariff :*

To establish the percentage of organic colouring matter in insoluble organic lacquers, the content of inorganic matter should be deducted.

For the purpose of applying the conventional duties provided for under No. 417, 1 and 2 of List A, concerning insoluble colours for colouring of leather and the conventional duty provided under No. 490, 1 and 2 of List A, concerning agents for steeping goods in and other auxiliary products used for the finishing of textile materials, the Customs office should be supplied with a declaration from the manufacturer attesting that the products in question are intended for the use indicated under the said numbers of List A, and with a corresponding attestation from the consignee. The attestation of the manufacturer should be certified by the competent Swiss Chamber of Commerce. The attestation of the consignee should be certified by the industrial authorities of the province concerned.

It is understood that, provided the above attestations are produced, the products designated below, and manufactured by the Chemical Products Factory, formerly known as the Sandoz Factory, at Basle, or by the Chemical Industries Company at Basle, or by the J. R. Geigy Company Limited at Basle, shall automatically follow the conventional regime provided for under No. 490, 1 and 2 of List A :

Migasol	Finish	Sandosol	Umidol	Eriplynon
Sapamine	Imerol	Thiotan	Erional	Omnosol
Invadine	Levana	Decolant	Mitin	Tinolevon
Ceranine	Nilo	Liovatin	Irgasalz	Tinopal
Delustran	Resoline	Reducine	Aquanon	
Cerol	Sandopan	Revatol	Depluvin	

The same shall apply to the colouring matters for colouring leather, known as "capadermic pigments", manufactured by the Chemical Industries Company at Basle, which shall automatically receive Customs clearance under the conventional duties provided for under No. 417, 1 and 2 of List A.

Ad No. 644 :

It is understood that the articles mentioned in the note *ad No. 644, 1(a) and 2(a)*, shall not be subject to any extra tax, even if they contain fittings within the meaning of note 23 of the general notes concerning Section VIII of the Polish Customs tariff, including lace trimmings.

It is further understood that in the case of the import of the goods enumerated which come under No. 644, 1(a) and 2(a), within the quota of 40 q. no import permit shall be required; nevertheless, Customs clearance shall be confined to the Customs offices to be agreed upon between the two Governments.

The said quota shall be granted in respect of 10 q. per three months, though a higher quota may be authorised by the Ministry of Finance. Quotas which are not used during one period of three months shall be carried over to the following periods of three months.

Ad pos. 704/2 :

Sous cette position tombent les tresses, nattes ou bandes tressées, de soie artificielle, de lames en soie artificielle, de crins artificiels, de paille artificielle, de cellophane, de néora, même mélangés entre eux ou avec d'autres matières textiles à l'exception de la soie naturelle.

Il est en outre entendu que pour l'importation des marchandises dénommées tombant sous le N° 704.2 dans le cadre du contingent de 65 q. il ne sera exigé aucune autorisation d'importation ; toutefois le dédouanement sera limité aux bureaux de douane à convenir entre les deux gouvernements.

Ad pos. 791 :

Sous cette position tombent aussi les tresses, nattes ou bandes tressées de chanvre ou de ramie (non filés), d'écorce et de paille, même avec addition de crin, de coton, de lin, de chanvre, écruës, blanchies ou teintées.

Ad pos. 992 :

Les ustensiles de ménage en aluminium pour sport et tourisme, servant à la cuisson, sont considérés comme les ustensiles de cuisine en aluminium, dénommés dans la position 992 p. 2.

Ad pos. 1038 :

Les générateurs de vapeur Brown, Boveri — Velox à pression constante pour combustible liquide tombent sous la position 1038, à l'exception des parties qui sont dénommées séparément dans le tarif douanier.

Ad pos. 1050 p. 2. :

Pour l'application des droits conventionnels aux transporteurs à chaîne, système « Redler » (pos. 1050 ex. p. 2), mentionnés dans la liste A, il faut produire au bureau de douane une déclaration du fabricant, certifiant qu'il s'agit de produits destinés aux usages indiqués dans la liste A, ainsi qu'une déclaration correspondante du destinataire. La déclaration du fabricant doit être certifiée par une autorité administrative suisse désignée par le Conseil fédéral. La déclaration du destinataire doit être certifiée par l'autorité administrative industrielle de la Woiévodie compétente.

Ad pos. 1178 :

Les mouvements à gramophone à propulsion électrique, importés avec des moteurs électriques inséparables — c.-à-d. montés sur le même essieu — tombent sous la position 1178 p. 3a).

BERNE, le 3 février 1934.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

(Signé) STUCKI.

Au nom du Gouvernement polonais :

(Signé) J. DE MODZELEWSKI.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

K. 2/p.

VARSOVIE, le 30 mars 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à l'Avenant à la Convention commerciale suisse-polonaise, signé à Berne le 3 février dernier, et à ce qui a été convenu au cours des négociations, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que le droit de douane réduit, tel qu'il est prévu à la liste A annexée audit avenant pour la position 1085 ex. p. 106 III du tarif douanier polonais (pistons de

Ad No. 704/2 :

This number covers braids, plaits or plaitings of artificial silk, threads of artificial silk, of artificial horse hair, of artificial straw, of cellophane, néora, whether or not mixed with each other or with other textile materials, with the exception of natural silk.

It is further understood that in the case of imports of the goods enumerated, which are covered by No. 704/2 within the quota of 65 q., no import permit shall be required ; nevertheless, Customs clearance may only take place at the Customs offices agreed upon by the two Governments.

Ad No. 791 :

This number also covers braids, plaits or plaitings of hemp or grass cloth (not twisted), of bark and straw, whether or not made up with horse hair, cotton, flax or hemp, unbleached, bleached or dyed.

Ad No. 992 :

Aluminium household utensils for purposes of sport and tourist travel, used for cooking, shall be regarded as aluminium cooking utensils for the purpose of No. 992 p. 2.

Ad No. 1038 :

Constant pressure Brown, Boveri - Velox steam generators for liquid fuel come under No. 1038, with the exception of the parts enumerated separately in the Customs tariff.

Ad No. 1050 p. 2 :

For the purposes of applying the conventional duties to chain transporters of the " Redler " system (No. 1050 ex. p. 2), mentioned in the List A, an attestation from the manufacturer must be supplied to the Customs office, certifying that the products in question are intended for the purposes mentioned in List A, and an attestation to the same effect by the consignee must also be supplied. The attestation of the manufacturer must be certified by a Swiss administrative authority designated by the Federal Council. The attestation by the consignee must be certified by the administrative industrial authority of the province in question.

Ad No. 1178 :

Electrically controlled gramophone machinery imported together with electrical engines which cannot be separated from it—that is to say, fitted on the same axle— come under No. 1178 p. 3(a).

BERNE, *February, 3rd, 1934.*

For the Swiss Federal Council :

(Signed) STUCKI.

For the Polish Government :

(Signed) J. DE MODZELEWSKI.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

K. 2/p.

WARSAW, *March 30th, 1934.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the Additional Agreement to the Swiss-Polish Commercial Convention, signed at Berne on February 3rd last, and to the agreements reached during the negotiations, I have the honour to request Your Excellency to be good enough to confirm my view that the reduced Customs duty, as provided in List A annexed to the said Additional Agreement

moteurs à combustion interne de toutes espèces en aluminium et ses alliages) s'applique également aux pistons pour moteurs d'automobiles et de motocyclettes et cela dès la date de la mise en vigueur provisoire de l'avenant dont il s'agit.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Suisse a. i. :
(Signé) CLAPARÈDE.

Son Excellence
Monsieur Joseph Beck,
Ministre des Affaires étrangères,
Varsovie.

II.

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° P. II. Sw. 82/57/34.

VARSOVIE, le 20 avril 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note N° K. 2/p du 30 mars 1934 et de vous confirmer que le droit de douane réduit, tel qu'il est prévu à la liste A annexée à l'Avenant à la Convention commerciale polono-suisse, signé à Berne le 3 février 1934, pour la position 1085 ex p. 10b III du tarif douanier polonais (pistons de moteurs à combustion interne de toutes espèces en aluminium et ses alliages) sera appliqué également aux pistons pour moteurs d'automobiles et de motocyclettes.

Agréez, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération distinguée.

(Signé) BECK.

Monsieur Alfred de Claparède,
Chargé d'Affaires de Suisse a. i.,
Varsovie.

Pour copie conforme :
Berne, le 26 juin 1935.

Le Chancelier de la Confédération :
G. Bovet.

in respect of No. 1085 ex. p. 10 (*b*) III of the Polish Customs tariff (pistons for internal combustion engines of all kinds of aluminium and its alloys) also applies to pistons for engines of motor-cars and motor-cycles, as from the date of the provisional entry into force of the Additional Agreement in question.

I have the honour to be, etc.

(Signed) CLAPARÈDE,
Swiss Chargé d'Affaires a. i.

His Excellency
Monsieur Joseph Beck,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

II.

POLISH REPUBLIC.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. P. II. Sw. 82/57/34.

WARSAW, April 20th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note No. K. 2/p. of March 30th, 1934, and to confirm your view that the reduced Customs duty, as provided in List A annexed to the Additional Agreement to the Polish-Swiss Commercial Convention, signed at Berne on February 3rd, 1934, in respect of No. 1085 ex. p. 10 (*b*) III of the Polish Customs tariff (pistons for internal combustion engines of all kinds of aluminium and its alloys) should also apply to pistons of engines for motor-cars and motor-cycles.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BECK.

Monsieur Alfred de Claparède,
Swiss Chargé d'Affaires a. i.,
Warsaw.

N° 3686.

ALLEMAGNE ET PAYS-BAS

Traité concernant le régime des paiements, signé à La Haye, le 5 décembre 1934, et échange de notes y relatif de la même date.

**GERMANY
AND THE NETHERLANDS**

Treaty concerning Clearing Transactions, signed at The Hague, December 5th, 1934, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 3686. — VERDRAG ¹ NOPENS HET NEDERLANDSCH-DUI TSCH E BETALINGSVERKEER. GETEEKEND TE 'S-GRAVENHAGE, DEN 5 DEN DECEMBER 1934.

Textes officiels allemand et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 29 juin 1935.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN
en

DE DUISCH E RIJKSKANSELIER,
geleid door den wensch, het betalingsverkeer tusschen Nederland en Duitschland te vergemakkelijken, hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Dr. Hans Max HIRSCHFELD, Directeur-Generaal van Handel en Nijverheid bij het Departement van Economische Zaken ;

DE DUISCH E RIJKSKANSELIER :

Dr. Fritz KOEHLER, Administrateur bij het Duitse Rijkministerie voor Voedselvoorziening en Landbouw ;

Die, na onderzoek hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, het navolgende overeengekomen zijn.

Artikel 1.

Het betalingsverkeer tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en Duitschland zal, voor zoover het betreft de in artikel 2 opgesomde betalingsverplichtingen, in Nederland uitsluitend worden afgewikkeld door tusschenkomst van het Nederlandsch Clearinginstituut en in Duitschland uitsluitend door tusschenkomst van de « Deutsche Verrechnungskasse ».

Voor zoover in dit verdrag de woorden « Nederland » en « Nederlandsch » gebruikt zijn, wordt ook het rijk buiten Europa bedoeld, wanneer niet uitdrukkelijk iets anders is bepaald.

Artikel 2.

Onder de bepalingen van dit verdrag vallen, nadere afspraken voorbehouden, de volgende verplichtingen van Nederlandsche schuldenaren ten aanzien van Duitse schuldeischers en van Duitse schuldenaren ten aanzien van Nederlandsche schuldeischers, voor zoover deze verplichtingen na 23 September 1934 vervallen zijn of vervallen :

1. betalingen wegens den invoer van Nederlandsche goederen in Duitschland en van Duitse goederen in Nederland, zoomede, met wederzijdsche toestemming, betalingen wegens het loonveredelingsverkeer ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 15 mai 1935.
Entré en vigueur le 30 mai 1935.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3686. — VERTRAG¹ ÜBER DEN DEUTSCH-NIEDERLÄNDISCHEN VERRECHNUNGSVERKEHR. GEZEICHNET IM HAAG, AM 5. DEZEMBER 1934.

*German and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Treaty took place June 29th, 1935.*

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER
und

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE
haben, von dem Wunsche geleitet, die Zahlungen zwischen Deutschland und dem Königreich der Niederlande zu erleichtern, zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

Den Ministerialdirektor im Reichsministerium für Ernährung und Landwirtschaft
Dr. Fritz KOEHLER ;

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE :

Den Generaldirektor für Handel und Gewerbe im Wirtschaftsministerium Dr. Hans
Max HIRSCHFELD ;

die nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Der Zahlungsverkehr zwischen Deutschland und dem Königreich der Niederlande wird, soweit es sich um die in Artikel 2 aufgeführten Zahlungsverpflichtungen handelt, in Deutschland ausschliesslich durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse und in den Niederlanden ausschliesslich durch Vermittlung des Nederlandsch Clearinginstituut abgewickelt.

Soweit in diesem Vertrag die Worte Niederlande oder niederländisch gebraucht sind, ist auch das Reich ausserhalb Europas einbegriffen, wenn nicht ausdrücklich etwas anderes gesagt ist.

Artikel 2.

Unter die Bestimmungen dieses Vertrages fallen vorbehaltlich weiterer Vereinbarungen folgende Verbindlichkeiten deutscher Schuldner gegenüber niederländischen Gläubigern und niederländischer Schuldner gegenüber deutschen Gläubigern soweit diese Verbindlichkeiten nach dem 23. September 1934 fällig geworden sind oder fällig werden.

1. Zahlungen aus der Einfuhr deutscher Waren nach den Niederlanden und niederländischer Waren nach Deutschland sowie im gegenseitigen Einvernehmen Zahlungen aus dem Lohnveredelungsverkehr ;

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, May 15th, 1935.
Came into force May 30th, 1935.

2. betalingen voor onkosten, die ontstaan in verband met het Nederlandsch-Duitsche goederenverkeer en wel in het bijzonder voor invoerrechten, spoorweg- en binnenscheepvaartvrachten ; voor expeditiekosten en -provisiën, voor overladings-, haven en bunker-kosten voor de binnenscheepvaart (zonder de kosten der bunkerkolen) en voor transport-verzekeringen ;

3. betalingen voor onkosten in verband met het doorvoerkeer door Nederland naar en uit Duitschland en door Duitschland naar en uit Nederland ;

4. de opbrengsten uit het binnenscheepvaartverkeer, voor zoover deze opbrengsten gewoonlijk niet worden besteed voor betalingen in het land van den schuldenaar ;

5. betalingen voor zeevrachten voor in Duitschland ingevoerde goederen aan Nederlandsche scheepvaartondernemingen voor zoover voor de betaling dezer goederen deviezencertificaten of -vergunningen afgegeven zijn ;

6. de betaling van saldi, die ontstaan uit de buiten het kader van dit verdrag tot stand komende verrekening der wederzijdsche administraties van het Nederlandsch-Duitsch spoorweg-, luchtvaart-, post- en telegraafverkeer ;

7. betalingen van Reisbureaux aan verkeersondernemingen van het andere land (met inbegrip van scheepvaartondernemingen) voor den verkoop van reisbiljetten (met inbegrip van biljetten voor slaapwagen), evenals de betaling der saldi, die ontstaan uit rechtstreeksche verrekening van dergelijke dienstverrichtingen tusschen Reisbureaux in de beide landen, voor zoover de wederzijdsche bevoegde autoriteiten met een zoodanige rechtstreeksche verrekening instemmen ;

8. betalingen voor patentkosten, evenals, onder voorbehoud van speciaal onderzoek in afzonderlijke gevallen, voor licenties en soortgelijke verrichtingen ;

9. betalingen voor andere in verband met het Nederlandsch-Duitsche handelsverkeer staande, economisch gerechtvaardigde en gebruikelijke kosten, in het bijzonder salarissen, loonen en kantoorkosten van agentschappen en filialen, provisiën, reclamekosten, kosten van rechtsvervolging en terugbetaling van voorgeschoten reiskosten. In gevallen van twijfel zullen de beide Regeeringscommissies zich met elkander erover verstaan, welke soorten van betalingen onder deze bepaling vallen.

Verplichtingen van de in alinea 1, cijfer 1, genoemde soort vallen ook dan onder de bepalingen van dit verdrag, wanneer de verplichting ten aanzien van personen in een derde land bestaat. De wederzijdsche bevoegde autoriteiten kunnen in afzonderlijke gevallen een andere regeling treffen.

Uitgezonderd van de bepalingen van dit verdrag zijn betalingen in contanten in het kleine grensverkeer. De wederzijdsche bevoegde autoriteiten kunnen in onderling overleg uitvoeringsvoorschriften in verband met de uitlegging van het begrip klein grensverkeer in den zin van deze bepaling en voorts met betrekking tot de overlgens ten deze in aanmerking komende vraagpunten uitvaardigen.

Artikel 3.

In den zin van artikel 2, cijfer 1, gelden bij den invoer in Nederland als Duitse goederen zoodanige goederen, welke uitsluitend in Duitschland zijn voortgebracht of aldaar een verwerking of belangrijke bewerking hebben ondergaan, en bij den invoer in Duitschland als Nederlandsche goederen zoodanige goederen, welke uitsluitend in Nederland zijn voortgebracht of die volgens de Duitse douanebepalingen als Nederlandsche goederen worden aangemerkt.

Artikel 4.

Duitse schuldenaren, die jegens Nederlandsche schuldeischers verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan betaling verrichten in Reichsmark aan de « Deutsche Verrechnungskasse ». Luidt de verplichting van den Duitse schuldenaar in een andere valuta dan Reichsmark, dan moet de tegenwaarde van het verschuldigde bedrag in

2. Zahlungen für Nebenkosten, die in Verbindung mit dem deutsch-niederländischen Warenverkehr entstehen, insbesondere für Zölle, Bahn- und Binnenschiffsfrachten, Speditionskosten und -provisionen, Umschlag-, Hafen- und Bunkerkosten der Binnenschifffahrt (ohne die Kosten der Bunkerkohle) und Transportversicherungen ;

3. Zahlungen für Nebenkosten des Durchfuhrverkehrs durch Deutschland von und nach den Niederlanden und durch die Niederlande von und nach Deutschland ;

4. Die Einnahmen aus dem Binnenschiffsverkehr, soweit nicht diese Einnahmen üblicherweise zu Zahlungen im Schuldnerlande verwendet werden ;

5. Zahlungen für Seefrachten für nach Deutschland eingeführte Waren an niederländische Schiffsunternehmungen, soweit für die Bezahlung dieser Waren Devisenbescheinigungen oder Genehmigungen erteilt worden sind ;

6. Die Bezahlung der Salden, die sich aus der ausserhalb dieses Vertrages erfolgenden Verrechnung der beiderseitigen Verwaltungen im deutsch-niederländischen Eisenbahn-, Luftfahrt-, Post- und Telegrafverkehr ergeben ;

7. Zahlungen von Reisebüros an Verkehrsunternehmungen des anderen Landes (einschliesslich Schiffsunternehmungen) für den Verkauf von Fahrkarten und Fahrscheinen (einschliesslich Bettkarten), sowie die Bezahlung der Salden, die sich aus der unmittelbaren Verrechnung derartiger Leistungen zwischen Reisebüros in den beiden Ländern ergeben, soweit die beiderseits zuständigen Stellen sich mit einer solchen unmittelbaren Verrechnung einverstanden erklären ;

8. Zahlungen für Patentgebühren, sowie vorbehaltlich besonderer Prüfung im Einzelfall für Lizenzen und ähnliche Leistungen ;

9. Zahlungen für sonstige in Verbindung mit dem deutsch-niederländischen Handelsverkehr stehende, wirtschaftlich gerechtfertigte und übliche Kosten, insbesondere Gehälter, Löhne und Bürokosten von Vertretungen und Filialen, Provisionen, Werbungskosten, Kosten der Rechtsverfolgung und Rückerstattungen verauslagter Reisekosten. In Zweifelsfällen werden sich die beiden Regierungsausschüsse darüber verständigen, welche Arten von Zahlungen unter diese Bestimmung fallen.

Als unter die Bestimmungen des Vertrages fallend gelten Verbindlichkeiten der im Abs. 1 Ziffer 1 genannten Art auch dann, wenn die Verpflichtung gegenüber Personen in einem dritten Lande besteht. Die beiderseits zuständigen Stellen können im Einzelfall eine andere Regelung treffen.

Ausgenommen von den Bestimmungen dieses Vertrages sind Barzahlungen im kleinen Grenzverkehr. Die beiderseits zuständigen Stellen können im gegenseitigen Einvernehmen Ausführungsvorschriften zur Auslegung des Begriffs kleiner Grenzverkehr im Sinne dieser Bestimmung sowie zu den sonst in dieser Hinsicht in Betracht kommenden Fragen erlassen.

Artikel 3.

Im Sinne des Artikel 2 Ziffer 1 gelten bei der Einfuhr nach den Niederlanden als deutsche Waren solche Waren, die ausschliesslich in Deutschland erzeugt worden sind oder dort eine Verarbeitung oder eine erhebliche Bearbeitung erfahren haben, und bei der Einfuhr nach Deutschland als niederländische Waren solche Waren, die ausschliesslich in den Niederlanden erzeugt worden sind oder die nach den deutschen Zollvorschriften als niederländische Waren betrachtet werden.

Artikel 4.

Deutsche Schuldner, die gegenüber niederländischen Gläubigern Verpflichtungen der in Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit Zahlung in Reichsmark an die Deutsche Verrechnungskasse zu leisten. Lautet die Verpflichtung des deutschen Schuldners auf eine andere Währung als Reichsmark, so ist der Gegenwert des geschuldeten Betrages in Reichsmark zu zahlen

Reichsmark worden betaald, berekend naar den gemiddelden koers van de betrokken geldsoort, die aan de Berlijnsche Beurs genoteerd wordt op den beursdag aan den dag der betaling voorafgaande.

Nederlandsche schuldenaren, die jegens Duitsche schuldeischers verplichtingen — als in artikel 2 bedoeld — hebben, moeten bij het vervallen daarvan betaling verrichten in guldens aan het Nederlandsch Clearinginstituut. Luidt de verplichting van den Nederlandschen schuldenaar in een andere valuta dan guldens, dan moet de tegenwaarde van het verschuldigde bedrag worden betaald in guldens, berekend naar de officiële Nederlandsche notering van de betrokken geldsoort op den beursdag aan den dag der betaling voorafgaande.

Artikel 5.

De Duitsche schuldenaren betalen met bevrijdende kracht aan de « Deutsche Verrechnungskasse ». De Nederlandsche schuldenaren betalen met bevrijdende kracht aan het Nederlandsch Clearinginstituut.

Uitbetaling aan Duitsche schuldeischers geschiedt door de « Deutsche Verrechnungskasse », uitbetaling aan Nederlandsche schuldeischers door het Nederlandsch Clearinginstituut en zulks naar mate van de telkens beschikbare bedragen en in de tijdsvolgorde waarin de stortingen hebben plaats gevonden, voor zoover — wat betreft de tijdsvolgorde — de beide Regeeringen of de autoriteiten, die daartoe door haar gemachtigd zijn, in uitzonderingsgevallen niets anders bepalen.

Artikel 6.

Aan het Nederlandsch Clearinginstituut en aan de « Deutsche Verrechnungskasse » wordt overgelaten in gemeen overleg de hun noodzakelijk voorkomende betalingstechnische maatregelen te treffen.

De beide verrekeningsinstituten hebben het recht, gestorte bedragen, die zij beschouwen als niet onder de bepalingen van het Verdrag inzake het Betalingsverkeer te vallen, zonder toestemming van den begunstigde aan den schuldenaar terug te betalen.

Artikel 7.

In het belang van een gemakkelijker afwikkeling van het verrekeningsverkeer zal rechtstreeksche verrekening van vorderingen met economisch gerechtvaardigde en gebruikelijke, in het land van den schuldenaar ontstane transportkosten en invoerrechten, kantoorkosten, salarissen en loonen van agentschappen en filialen, provisiën en kosten voor zakenreizen toegelaten zijn. De wederzijdsche bevoegde autoriteiten zullen in onderling overleg richtlijnen voor de hierbij toe te passen procedure opstellen.

Artikel 8.

Tot storting bij de « Deutsche Verrechnungskasse » zijn slechts die Duitsche schuldenaren gerechtigd, welke een desbetreffende vergunning (Devisenbescheinigung) van de bevoegde Duitsche « Ueberwachungs- », of « Devisenstelle » verkregen hebben.

De Nederlandsche Regeering behoudt zich het recht voor harerzijds de storting bij het Nederlandsch Clearinginstituut eveneens afhankelijk te stellen van een zoodanige vergunning.

Artikel 9.

Rechtstreeksche verrekeningen van wederzijdsche vorderingen in verband met het Nederlandsch-Duitsche goederenverkeer zijn slechts toegestaan met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten. Compensatie-transacties, voor welke de vergunning van de bevoegde Duitsche autoriteit vóór den 24sten September 1934 is afgegeven, kunnen nog worden afgewikkeld.

« Ausländersonderconto's für Inlandszahlungen », die ten gunste van Nederlandsche firma's bij een Duitsche deviezenbank geopend zijn, kunnen blijven bestaan. De opening van nieuwe « Ausländersonderconto's für Inlandszahlungen » is slechts met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten toegestaan.

unter Umrechnung zum Mittelkurs der betreffenden Währung, der an der Berliner Börse an dem der Zahlung vorangehenden Börsentag notiert wird.

Niederländische Schuldner, die gegenüber deutschen Gläubigern Verpflichtungen der in Artikel 2 genannten Art haben, haben bei Fälligkeit Zahlung in Gulden an das Nederlandsch Clearinginstituut zu leisten. Lautet die Verpflichtung des niederländischen Schuldners auf eine andere Währung als Gulden, so ist der Gegenwert des geschuldeten Betrages in Gulden zu zahlen unter Umrechnung nach den amtlichen niederländischen Notierungen der betreffenden Währungen an dem der Zahlung vorangehenden Börsentag.

Artikel 5.

Die deutschen Schuldner zahlen mit befreiender Wirkung an die Deutsche Verrechnungskasse. Die niederländischen Schuldner zahlen mit befreiender Wirkung an das Nederlandsch Clearinginstituut.

Die Zahlungen an deutsche Gläubiger werden von der Deutschen Verrechnungskasse, die Zahlungen an niederländische Gläubiger von dem Nederlandsch Clearinginstituut geleistet, und zwar nach Massgabe der jeweils verfügbaren Beträge und in der zeitlichen Reihenfolge, in welcher die Beträge eingezahlt worden sind, soweit nicht, was die Reihenfolge anlangt, die beiden Regierungen oder die von ihnen beauftragten Stellen in Ausnahmefällen etwas anderes bestimmen.

Artikel 6.

Es bleibt der Deutschen Verrechnungskasse und dem Nederlandsch Clearinginstituut vorbehalten, im gegenseitigen Einvernehmen die ihnen notwendig erscheinenden zahlungstechnischen Massnahmen zu treffen.

Die beiden Verrechnungsanstalten sind berechtigt, eingezahlte Beträge, die sie als nicht unter die Bestimmungen des Verrechnungsvertrages fallend ansehen, ohne Zustimmung des Begünstigten an den Schuldner zurückzuzahlen.

Artikel 7.

Im Interesse einer erleichterten Abwicklung des Verrechnungsverkehrs wird die unmittelbare Verrechnung von Forderungen mit wirtschaftlich gerechtfertigten und üblichen, in dem Lande des Schuldners entstandenen Transportkosten und Zöllen, Bürokosten, Gehältern und Löhnen von Vertretungen und Filialen, Provisionen und Kosten für Geschäftsreisen zugelassen werden. Die beiderseits zuständigen Stellen werden im gegenseitigen Einvernehmen Richtlinien für das hierbei anzuwendende Verfahren aufstellen.

Artikel 8.

Zur Einzahlung bei der Deutschen Verrechnungskasse sind nur solche deutsche Schuldner berechtigt, die eine entsprechende Genehmigung (Devisenbescheinigung) der zuständigen deutschen Überwachungsstelle oder Devisenstelle erhalten haben.

Die Niederländische Regierung behält sich das Recht vor, ihrerseits die Einzahlung bei dem Nederlandsch Clearinginstituut von einer entsprechenden Genehmigung abhängig zu machen.

Artikel 9.

Unmittelbare Verrechnungen gegenseitiger Forderungen aus dem deutsch-niederländischen Warenverkehr sind nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig. Verrechnungsgeschäfte, für welche die Genehmigung der zuständigen deutschen Behörde vor dem 24. September 1934 erteilt ist, können noch abgewickelt werden.

Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen, die zugunsten niederländischer Firmen bei einer deutschen Devisenbank errichtet sind, können bestehen bleiben. Die Errichtung neuer Ausländersonderkonten für Inlandszahlungen ist nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig.

Artikel 10.

De gedeeltelijke betaling van met Kreditspermark of Registermark vanuit Duitschland naar Nederland uitgevoerde goederen is slechts toegestaan met toestemming van de wederzijdsche bevoegde autoriteiten. Voor zoover toestemming tot zoodanige betalingen door de bevoegde Duitsche autoriteit vóór den 24sten September 1934 is afgegeven, kunnen deze zaken nog worden afgewikkeld.

Artikel 11.

De uitgaven van Nederlandsche zeeschepen in Duitsche havens en van Duitsche zeeschepen in Nederlandsche havens, alsmede overige betalingen in het wederzijdsche zeevrachtverkeer, vallen, behoudens de bepaling in artikel 2, cijfer 5, niet onder het verrekeningsverkeer.

De Duitsche Regeering zal, zooveel als eenigszins mogelijk, deviezen ter beschikking stellen om de betaling van zeevrachten van Duitsche uitvoergoederen, die op Nederlandsche zeeschepen vervoerd worden, mogelijk te maken. Bij de toewijzing van deviezen voor zeevrachten in het algemeen zal de Duitsche Regeering de vrachten van Nederlandsche zeeschepen even gunstig behandelen als de vrachten voor de zeeschepen van eenig ander land.

De Duitsche Regeering zal er verder voor zorgen, dat Nederlandschen scheepvaartondernemingen de vergunning gegeven wordt, de met de bedrijfsuitoefening in Duitschland samenhangende uitgaven met de inkomsten van het Duitsche bedrijf te verrekenen. Als uitgaven voor de bedrijfsuitoefening zijn in het bijzonder te beschouwen kantoorkosten, loonen en salarissen, scheepsbenodigdheden (provisiën, onderhouds- en uitrustingskosten, dokkosten, reclamekosten, vrachtrabatten, plaatskosten (liggelden en ladings- en verladingskosten enz.) en uitgaven voor Duitsche bunkercolen (ook in buitenlandsche havens).

Artikel 12.

De Duitsche Regeering zal bij de toewijzing van deviezen voor den aankoop van grondstoffen en levensmiddelen, die Duitschland door middel van den tusschenhandel over Nederland pleegt te betrekken, geen maatregelen treffen om het gebruikelijke evenredige aandeel van Nederland aan de verzorging van Duitschland met deze goederen te verminderen.

Artikel 13.

Van de op grond van dit verdrag op de rekening bij het Nederlandsch Clearinginstituut gestorte bedragen wordt een bepaald overeengekomen aandeel op een vrije rekening van de Reichsbank bij De Nederlandsche Bank N. V. overgeschreven.

Verder worden, zolang niet anders wordt bepaald, 18 % van de totaalbedragen, die op grond van het Verdrag inzake het Betalingsverkeer bij het Nederlandsch Clearinginstituut binnenkomen, er toe aangewend om bedragen, die op het « Sonderkonto » van De Nederlandsche Bank N. V. bij de Reichsbank staan en om andere verplichtingen tegenover Nederlandsche schuldeischers tengevolge van den invoer van goederen en tengevolge van de in artikel 2 van het Verdrag inzake het Betalingsverkeer opgesomde dienstverrichtingen, als ook die uit het zeescheepvaartverkeer, te voldoen, voor welke verplichtingen de benodigde deviezen tot dusver niet konden worden verschaft. Over de vorderingen, die volgens de bepalingen van deze alinea moeten worden voldaan, zullen de Regeeringen zich uiterlijk 15 Januari ¹ 1935 verstaan.

De beide Regeeringen kunnen een vermindering van het percentage overeenkomen, wanneer de ontwikkeling van het goederenverkeer zulks gerechtvaardigd doet voorkomen.

Artikel 14.

Iedere Nederlandsche schuldeischer, die eene nog niet op het « Sonderkonto » van De Nederlandsche Bank N. V. bij de Reichsbank of op een tusschenkonto bij een deviezenbank staande

¹ Partijen zijn nader overeengekomen in plaats van Januari te lezen Maart.

Artikel 10.

Die teilweise Bezahlung deutscher Warenausfuhr nach den Niederlanden mit Kreditsperrmark oder Registermark ist nur mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig. Soweit die Zustimmung zu derartigen Zahlungen durch die zuständige deutsche Behörde vor dem 24. September 1934 erteilt ist, können diese Geschäfte noch abgewickelt werden.

Artikel 11.

Die Ausgaben deutscher Seeschiffe in niederländischen Häfen und niederländischer Seeschiffe in deutschen Häfen, sowie sonstige Zahlungen im beiderseitigen Seefrachtverkehr unterliegen vorbehaltlich der Bestimmung in Artikel 2 Ziffer 5 nicht dem Verrechnungsverkehr.

Die Deutsche Regierung wird, soweit als irgend möglich, Devisen zur Verfügung stellen, um die Bezahlung von Seefrachten deutscher Ausfuhrwaren, die auf niederländischen Seeschiffen befördert werden, zu ermöglichen. Bei der Zuteilung von Devisen für Seefrachten im allgemeinen wird die Deutsche Regierung den Frachten niederländischer Schiffe eine ebenso günstige Behandlung zuteil werden lassen, wie den Frachten der Seeschiffe irgend eines anderen Landes.

Die Deutsche Regierung wird ferner dafür sorgen, dass niederländischen Schifffahrtsgesellschaften die Genehmigung erteilt wird, die mit ihrem Geschäftsbetrieb in Deutschland zusammenhängenden Ausgaben mit den Einnahmen aus dem deutschen Geschäft zu verrechnen. Als Ausgaben für den Geschäftsbetrieb sind insbesondere Bürounkosten, Löhne und Gehälter, Schiffsbedürfnisse, Provisionen, Instandhaltungs- und Instandsetzungskosten, Dockkosten, Werbungskosten, Frachtrabatte, Platzkosten (Liege- und Stauerkosten, Umladegebühren usw.) und Kosten für deutsche Bunkerkohlen (auch in ausländischen Häfen) zu betrachten.

Artikel 12.

Die Deutsche Regierung wird bei der Zuteilung von Devisen zum Kauf von Rohstoffen und Lebensmitteln, die Deutschland im Wege des Zwischenhandels über die Niederlande zu beziehen pflegt, keine Massnahmen treffen, um den herkömmlichen verhältnismässigen Anteil der Niederlande an der Versorgung Deutschlands mit diesen Waren zu verringern.

Artikel 13.

Von den auf Grund dieses Vertrages auf dem Konto bei dem Nederlandsch Clearingsinstituut eingezahlten Beiträgen wird ein besonders vereinbarter Anteil auf ein freies Konto der Reichsbank bei De Nederlandsche Bank N. V. übertragen.

Ferner werden bis auf weiteres 18 % der Gesamtbeträge, die auf Grund des Verrechnungsvertrages bei dem Nederlandsch Clearinginstituut eingehen, dazu verwandt, um Beträge, die auf dem Sonderkonto der Nederlandsche Bank N. V. bei der Reichsbank stehen, und sonstige Verpflichtungen gegenüber niederländischen Gläubigern aus der Einfuhr von Waren und den in Artikel 2 des Verrechnungsvertrages aufgeführten Leistungen sowie aus dem Seeschiffverkehrsverkehr abzudecken, für welche die erforderlichen Devisen bisher nicht zugeteilt werden konnten. Über die Forderungen, die nach den Bestimmungen dieses Absatzes abgedeckt werden sollen, werden sich die Regierungen bis zum 15. Januar¹ 1935 verständigen. Die beiden Regierungen können sich über eine Herabsetzung dieses Prozentsatzes verständigen, wenn die Entwicklung des Warenverkehrs dies gerechtfertigt erscheinen lässt.

Artikel 14.

Jeder niederländische Gläubiger, der eine noch nicht auf dem Sonderkonto der Nederlandsche Bank N. V. bei der Reichsbank oder auf einem Zwischenkonto bei einer Devisenbank stehende

¹ Partijen zijn nader overeengekomen in plaats van Januar te lezen März.

vordering van den in artikel 13, alinea 2, eerste zin, genoemden aard bezit, kan verlangen, dat de schuldenaar de tegenwaarde zijner vordering zoo spoedig mogelijk in Reichsmark op een afzonderlijk « Treuhänderkonto » bij een Duitsche deviezenbank¹ stort en wel na omrekening tegen den gemiddelden koers van de betreffende geldsoort, die aan de Berlijnsche Beurs op den aan de storting voorafgaanden beursdag wordt genoteerd.

Blijkt bij de vereffening van de schuld volgens de in artikel 13, alinea 2, bedoelde procedure, dat het benodigde bedrag aan Reichsmark grooter is dan het op het « Treuhänderkonto » gestorte bedrag, dan moet de schuldenaar het verschil bijstorten. Is het benodigde bedrag kleiner, dan wordt het overschot aan den schuldenaar teruggegeven.

Artikel 15.

Iedere Regeering zal een Regeeringscommissie, bestaande uit ambtenaren van de betrokken ministeries, instellen. Deze commissies hebben tot taak in voortdurend rechtstreeksch contact die vraagstukken te behandelen, die met de toepassing van dit verdrag samen hangen.

De beide Regeeringen zullen elkaar in kennis stellen van de samenstelling der Regeeringscommissies.

Artikel 16.

Om een zoo vlot mogelijk verloop van het betalingsverkeer te verzekeren, zullen de beide verdragsluitende Partijen de ontwikkeling van het goederenverkeer op de daarvoor vereischte wijze regelen.

Tot dit doel ontvangen de in artikel 15 genoemde Regeeringscommissies in het bijzonder opdracht voortdurend de ontwikkeling van het goederen- en scheepvaartverkeer te volgen en de met het oog op den stand van de verrekeningskonti benodigde maatregelen vast te stellen.

Artikel 17.

Dit verdrag moet bekrachtigd worden. Het treedt den vijftienden dag nà de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden, welke zoo spoedig mogelijk te Berlijn zal plaats vinden, in werking.

Artikel 18.

Dit verdrag blijft tot en met 31 December 1936 van kracht. Het kan nochtans vóór dien datum met inachtneming van een termijn van 3 maanden, en voor het geval ingrijpende wijzigingen intreden in de verhoudingen, op grondslag waarvan het gesloten is, met inachtneming van een termijn van 14 dagen aan het eind van iedere kalendermaand worden opgezegd.

Treedt het verdrag door opzegging of door afloop buiten werking, dan kunnen vóór de opzegging of den afloop tot stand gekomen onder het verrekeningsverkeer vallende verplichtingen ook na de buitenwerkingtreding nog door stortingen ingevolge de bepalingen van het verdrag afgewikkeld worden.

Blijft na de buitenwerkingtreding van het verdrag uit de stortingen bij een van de beide vereffeningsinstituten nog een overschot uitstaan, dan kunnen de in artikel 2 van het verdrag vermelde verplichtingen nog zoo lang in het verrekeningsverkeer overeenkomstig de bepalingen van het verdrag afgewikkeld worden, tot het overschot verdwenen is.

Geschied in tweevoud in de Nederlandsche en Duitsche taal, te 's-Gravenhage, den 5den December 1934.

H. M. HIRSCHFELD.

Dr. KOEHLER.

¹ Partijen zijn nader overeengekomen in plaats van « op een afzonderlijk Treuhänderkonto bij een Duitsche deviezenbank » te lezen « op het Treuhänderkonto Niederlande » bij de « Deutsche Verrechnungskasse ».

Forderung der in Artikel 13 Abs. 2 Satz 1 genannten Art besitzt, kann verlangen, dass der Schuldner den Gegenwert der Forderung alsbald in Reichsmark auf ein besonderes Treuhänderkonto bei einer deutschen Devisenbank¹ einzahlt, und zwar unter Umrechnung zum Mittelkurs der betreffenden Währung, der an der Berliner Börse an dem der Zahlung vorangehenden Börsentag notiert wird. Stellt sich bei der Begleichung der Schuld in dem in Artikel 13 Absatz 2 vorgesehenen Verfahren heraus, dass der erforderliche Reichsmarkbetrag grösser ist als der auf das Treuhänderkonto eingezahlte Betrag, so hat der Schuldner den Unterschied nachzuzahlen. Ist der erforderliche Betrag kleiner, so wird der Überschuss dem Schuldner zurückvergütet.

Artikel 15.

Jede Regierung wird einen Regierungsausschuss, bestehend aus Mitgliedern der beteiligten Ministerien, einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung dieses Vertrages zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen Mitteilung machen.

Artikel 16.

Um eine möglichst reibungslose Durchführung des Zahlungsverkehrs zu sichern, werden die beiden vertragschliessenden Teile die Entwicklung des Warenaustausches in der erforderlichen Weise regeln.

Zu diesem Zwecke werden die in Artikel 15 erwähnten Regierungsausschüsse insbesondere beauftragt, laufend den Waren- und Schiffahrtsverkehr zu überprüfen und die unter Berücksichtigung des Standes der Verrechnungskonten erforderlichen Massnahmen zu vereinbaren.

Artikel 17.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Er tritt am 15. Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der sobald als möglich in Berlin erfolgen soll, in Kraft.

Artikel 18.

Dieser Vertrag bleibt bis zum 31. Dezember 1936 in Geltung. Er kann jedoch schon vorher mit einer Frist von 3 Monaten und, falls wesentliche Änderungen in den Verhältnissen eintreten, auf deren Grundlage er geschlossen ist, mit einer Frist von 14 Tagen zum Ende eines Kalendermonats gekündigt werden.

Tritt der Vertrag durch Kündigung oder Zeitablauf ausser Kraft, so können die vor der Kündigung oder dem Ablauf entstandenen, unter den Verrechnungsverkehr fallenden Verbindlichkeiten auch nach seinem Ausserkrafttreten noch durch Einzahlungen gemäss den Bestimmungen des Vertrages abgewickelt werden.

Bleibt nach dem Ausserkrafttreten des Vertrages aus den Einzahlungen bei einer der beiden Verrechnungsanstalten noch ein Restbetrag stehen, so können die in Artikel 2 des Vertrages vorgesehenen Verbindlichkeiten noch so lange im Verrechnungsverkehr gemäss den Bestimmungen des Vertrages abgewickelt werden, bis der Restbetrag aufgelöst ist.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und niederländischer Sprache im Haag am 5. Dezember 1934.

Dr. KOEHLER.

H. M. HIRSCHFELD.

¹ Partijen zijn nader overeengekomen in plaats van « auf ein besonderes Treuhänderkonto bei einer deutschen Devisenbank » te lezen « auf das Treuhänderkonto « Niederlande » bei der Deutschen Verrechnungskasse ».

UITWISSELING. — NOTENWECHSEL.

I.

DE VOORZITTER DER
NEDERLANDSCHE DELEGATIE.

's-GRAVENHAGE, 5 December 1934.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U te bevestigen, dat in verband met de heden plaats gevonden hebbende onder-teekening van het Nederlandsch-Duitsch Verdrag inzake het Betalingsverkeer, tusschen de Neder-landsche en de Duitsche Regeering overeenstemming bereikt is omtrent het volgende :

De verdragsluitende Regeeringen zullen het Verdrag inzake het Betalingsverkeer, voor zoover het gaat om betalingen van Duitsche schuldenaren aan de « Deutsche Ver-rechnungskasse » en om betalingen van Nederlandsche schuldenaren in Nederland en Nederlandsch-Indië aan het Nederlandsch Clearinginstituut, vanaf 10 December 1934, zulks echter met terugwerkende kracht tot op 1 December 1934, voorloopig toepassen.

Voor zoover het gaat om betalingen van Nederlandsche schuldenaren in Suriname en Curaçao aan het Nederlandsch Clearinginstituut, zal de Nederlandsche Regeering aan de Duitsche Regeering den dag van de voorloopige toepassing zoo spoedig mogelijk mededeelen. Reeds vóór dezen dag kunnen nochtans zoodanige betalingen met bevrij-dende kracht aan het Nederlandsch Clearinginstituut worden verricht

De op het oogenblik voor het Nederlandsch-Duitsche betalingsverkeer geldende voorloopige regeling treedt op het oogenblik van de voorloopige toepassing van het heden onderteekende Verdrag inzake het Betalingsverkeer buiten kracht.

Ik maak van deze gelegenheid gebruik om U, Mijnheer de Voorzitter, mijn bijzondere hoogach-ting te betuigen.

H. M. HIRSCHFELD.

Aan den
Voorzitter der Duitsche Delegatie,
den Heer Dr. Koehler,
's-Gravenhage.

II.

DER VORSITZENDE DER
DEUTSCHEN DELEGATION.

IM HAAG, den 5. Dezember 1934.

HERR VORSITZENDER !

Ich beehre mich Ihnen zu bestätigen, dass aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung des deutsch-niederländischen Verrechnungsvertrages zwischen der Deutschen und der Königlich Niederländischen Regierung folgende Vereinbarung getroffen worden ist :

Die vertragschliessenden Regierungen werden den Verrechnungsvertrag soweit es sich um Zahlungen deutscher Schuldner an die Deutsche Verrechnungskasse und um Zahlungen niederländischer Schuldner in den Niederlanden und Niederländisch-Indien an das Nederlandsch Clearingsinstituut handelt, vom 10. Dezember 1934 ab, jedoch rückwirkend auf den 1. Dezember 1934, vorläufig anwenden.

Soweit es sich um Zahlungen niederländischer Schuldner in Surinam und Curaçao an das Nederlandsch Clearinginstituut handelt, wird die Königlich Niederländische

Regierung der Deutschen Regierung den Tag der vorläufigen Anwendung sobald wie möglich mitteilen. Schon vor diesem Tag können jedoch solche Zahlungen mit befreiender Wirkung an das Nederlandsch Clearinginstituut geleistet werden.

Die zur Zeit für den deutsch-niederländischen Verrechnungsverkehr geltende vorläufige Regelung tritt mit dem Zeitpunkt der vorläufigen Anwendung des heute unterzeichneten Verrechnungsvertrages ausser Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

Dr. KOEHLER.

An den
Vorsitzenden der Niederländischen Delegation,
Herrn Dr. Hirschfeld,
im Haag.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas :

W. C. Beucker Andreae.
l. s. g.

¹ TRADUCTION.

N^o 3686. — TRAITÉ CONCERNANT LE RÉGIME DES PAIEMENTS
ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A LA HAYE,
LE 5 DÉCEMBRE 1934.

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND
et

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

Animés du désir de faciliter les paiements entre l'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

Le D^r Fritz KOEHLER, directeur au Ministère du Ravitaillement et de l'Agriculture du Reich ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le D^r Hans Max HIRSCHFELD, directeur général du Commerce et de l'Industrie au Ministère de l'Economie nationale ;

Lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les paiements entre l'Allemagne et le Royaume des Pays-Bas qui ont trait aux obligations visées à l'article 2 s'effectueront, en Allemagne, exclusivement par l'entremise de la Caisse allemande de compensation (*Deutsche Verrechnungskasse*) et, aux Pays-Bas, exclusivement par l'entremise de l'Institut néerlandais de clearing (*Nederlandsch Clearinginstituut*).

Dans le présent traité, les mots « Pays-Bas » et « néerlandais » visent également, sauf dispositions contraires formelles, les territoires néerlandais situés hors d'Europe.

Article 2.

Les engagements ci-après de débiteurs allemands envers des créanciers néerlandais et de débiteurs néerlandais envers des créanciers allemands, pour autant qu'ils sont venus ou viennent à échéance après le 23 septembre 1934, tombent, sauf autres arrangements, sous le coup des dispositions du présent traité :

1^o Les paiements résultant de l'importation de marchandises allemandes aux Pays-Bas et de marchandises néerlandaises en Allemagne, ainsi que, avec l'assentiment des deux Parties, les paiements résultant du trafic de perfectionnement pour compte étranger ;

2^o Les paiements afférents à des frais accessoires découlant des échanges de marchandises entre l'Allemagne et les Pays-Bas, notamment les paiements de droits de douane, frais de transport par voie ferrée et par voie fluviale, frais et commissions d'expédition, frais de transbordement, de port et de chargement de charbon dans la navigation intérieure (à l'exclusion du coût du charbon de soute) et assurances de transport ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3686. — TREATY CONCERNING CLEARING TRANSACTIONS
BETWEEN GERMANY AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT
THE HAGUE, DECEMBER 5TH, 1934.

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH
and

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS,

Being desirous of facilitating payments between Germany and the Kingdom of the Netherlands,
have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Dr. Fritz KOEHLER, Ministerial Director in the Ministry of the Reich for Food and
Agriculture ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. Hans Max HIRSCHFELD, Director General of Trade and Manufactures in the
Ministry of Economic Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Payment transactions between Germany and the Kingdom of the Netherlands in fulfilment of obligations of the kind specified in Article 2 shall be effected exclusively through the medium of the *Deutsche Verrechnungskasse* in Germany and the *Nederlandsch Clearinginstituut* in the Netherlands.

In the absence of any provision to the contrary, the word " Netherlands " shall be deemed for the purposes of the present Treaty to include the Netherlands territories outside Europe.

Article 2.

The provisions of the present Treaty shall apply — subject always to any other subsequent arrangements — to obligations involving payments by German debtors to Netherlands creditors or Netherlands debtors to German creditors, provided such payments fall or have fallen due after September 23rd, 1934, as follows :

(1) Payments in connection with the importation of German goods to the Netherlands or Netherlands goods to Germany, and payments made by mutual agreement in connection with the finishing of foreign manufactured articles for foreign account ;

(2) Payments for accessory costs in connection with goods transactions between Germany and the Netherlands, such as Customs, rail and inland shipping freights, forwarding costs and commissions, transshipment, harbour and bunker charges on inland waterways (other than the cost of bunker coal) and transport insurance ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3° Les paiements afférents à des frais accessoires du transit à travers l'Allemagne en provenance et à destination des Pays-Bas et à travers les Pays-Bas en provenance et à destination de l'Allemagne ;

4° Les recettes provenant de la navigation intérieure pour autant que ces recettes ne sont pas utilisées habituellement pour des paiements dans le pays débiteur ;

5° Les paiements de frets maritimes dus à des entreprises de navigation néerlandaises pour des marchandises importées en Allemagne, à condition que des certificats de devises ou des autorisations aient été accordés pour le paiement de ces marchandises ;

6° Le règlement des soldes des décomptes établis, en dehors du présent traité, par les administrations des deux pays pour le trafic ferroviaire, aérien, postal et télégraphique entre l'Allemagne et les Pays-Bas ;

7° Les paiements effectués par des bureaux de voyage à des entreprises de transport de l'autre pays (y compris les entreprises de navigation) pour le règlement de billets vendus (y compris les coupons de wagons-lits), ainsi que le paiement des soldes résultant de la compensation directe de telles prestations entre les bureaux de voyage des deux pays, pour autant que les autorités compétentes des deux pays approuvent une telle compensation directe ;

8° Les paiements afférents aux droits de brevet et, sous réserve d'un examen spécial dans chaque cas particulier, les paiements afférents à des licences et à des prestations similaires ;

9° Les paiements afférents à d'autres frais, économiquement justifiés et usuels, se rattachant au commerce germano-néerlandais, notamment les paiements afférents aux traitements, aux salaires et aux frais de bureau d'agences et de succursales, aux commissions, aux frais de réclame, aux frais de poursuites judiciaires et au remboursement de frais de voyage. En cas de doute, les comités institués par les gouvernements des deux pays détermineront les catégories de paiements qui tombent sous le coup de la présente disposition.

Les engagements visés au N° 1 de l'alinéa 1 sont considérés comme tombant sous le coup des dispositions du présent traité, même lorsque l'engagement est contracté envers des personnes résidant dans un Etat tiers. Les autorités compétentes des deux pays pourront dans des cas particuliers établir une réglementation différente.

Ne tombent pas sous le coup des dispositions du présent traité les paiements effectués au comptant dans le petit trafic de frontière. Les autorités compétentes des deux pays pourront, d'un commun accord, établir des règlements d'exécution pour interpréter le terme « petit trafic de frontière » au sens de la présente disposition et régler les autres questions qui se posent à cet égard.

Article 3.

Au sens du N° 1 de l'article 2, seront considérées comme marchandises allemandes, à l'importation aux Pays-Bas, les marchandises qui ont été produites exclusivement en Allemagne ou y ont subi une transformation ou un travail important, et comme marchandises néerlandaises, à l'importation en Allemagne, les marchandises qui ont été produites exclusivement aux Pays-Bas ou qui d'après les règlements douaniers allemands sont considérées comme marchandises néerlandaises.

Article 4.

Les débiteurs allemands qui ont envers des créanciers néerlandais des engagements de la catégorie visée à l'article 2 devront, à l'échéance, effectuer le paiement en reichsmarks à la Caisse allemande de compensation. Si l'obligation du débiteur allemand est libellée dans une monnaie autre que le reichsmark, l'intéressé devra verser la contre-valeur en reichsmarks de la somme due ;

(3) Payments for accessory costs in connection with transit trade from and to the Netherlands through Germany and from and to Germany through the Netherlands ;

(4) Inland shipping traffic receipts, where not habitually used for payments in the debtor country ;

(5) Payments to Netherlands shipping undertakings for maritime freights of goods imported into Germany, where foreign exchange certificates or permits have been issued for the purpose of such payments ;

(6) Payment of the balances arising outside the present Treaty in connection with the clearing of the accounts of the German and Netherlands rail, air, postal and telegraphic traffic between the two countries ;

(7) Payments by travel agencies to traffic undertakings (including shipping undertakings) of the other country for the sale of tickets and other reservations (including sleeping-car reservations), and payment of the balances arising in connection with the direct clearing of such payments between travel agencies in the two countries, where the competent authorities in the two countries agree to such direct clearing ;

(8) Payments for patent fees and — subject always to special consideration of individual cases — for licenses and similar payments ;

(9) Payments for other customary and reasonable expenditure incurred in connection with trade between Germany and the Netherlands, such as salaries, wages and office expenses of agencies and branches, commissions, professional outlay, costs of legal proceedings and refunds of travelling expenses incurred for business purposes. In doubtful cases, the two Government Committees shall come to an agreement as to the treatment of particular payments as coming under this provision.

The applicability of the provisions of the present Treaty to obligations of the kind specified in sub-paragraph No. 1 of paragraph 1 above shall extend to the case of obligations in the same connection to persons in a third country. The competent authorities in the two countries may make other arrangements in particular cases.

The provisions of the present Treaty shall not apply to cash payments in petty frontier transactions. The competent authorities in the two countries may issue executory regulations by mutual agreement in interpretation of the term " petty frontier transactions " within the meaning of this provision, or other points arising in this connection.

Article 3.

" German goods " imported into the Netherlands within the meaning of sub-paragraph No. 1 of paragraph 1 of Article 2 shall be deemed to mean such goods as have been produced exclusively in Germany, or have undergone considerable finishing or transforming processes therein. " Netherlands goods " imported into Germany within the meaning of sub-paragraph No. 1 of paragraph 1 of Article 2 shall be deemed to mean such goods as have been produced exclusively in the Netherlands or are treated as Netherlands goods under the German Customs regulations.

Article 4.

German debtors who have obligations to Netherlands creditors of the kinds specified in Article 2 must make payment of the amounts owing on maturity in Reichsmarks to the Deutsche Verrechnungskasse. Where the obligation of the German debtor is in a currency other than Reichsmarks, the equivalent of the amount owing must be paid in Reichsmarks, converted at the middle rate of

la conversion se fera au cours moyen de la monnaie en question coté à la Bourse de Berlin, le dernier jour d'ouverture ayant précédé le jour du paiement.

Les débiteurs néerlandais qui ont envers des créanciers allemands des engagements de la catégorie visée à l'article 2 devront, à l'échéance, effectuer le paiement en florins à l'Institut néerlandais de clearing. Si l'obligation du débiteur néerlandais est libellée dans une monnaie autre que le florin, l'intéressé devra verser la contre-valeur en florins de la somme due ; la conversion se fera aux cours officiels néerlandais des monnaies en question cotés le dernier jour d'ouverture de la Bourse ayant précédé le jour du paiement.

Article 5.

Les débiteurs allemands effectueront leurs paiements avec effet libératoire à la Caisse allemande de compensation. Les débiteurs néerlandais effectueront leurs paiements avec effet libératoire à l'Institut néerlandais de clearing.

Les paiements aux créanciers allemands seront effectués par la Caisse allemande de compensation et les paiements aux créanciers néerlandais par l'Institut néerlandais de clearing, dans la mesure où des fonds seront disponibles et dans l'ordre dans lequel les versements auront été effectués, à moins qu'en ce qui concerne l'ordre à suivre, les deux gouvernements, ou les organismes qu'ils désigneront, n'établissent d'autres prescriptions dans des cas d'exception.

Article 6.

Il appartient à la Caisse allemande de compensation et à l'Institut néerlandais de clearing de prendre, d'un commun accord, les mesures techniques qu'ils jugeront nécessaires en matière de paiements.

Les deux organismes de compensation sont autorisés à rembourser au débiteur, sans le consentement du bénéficiaire, les montants versés qu'ils considèrent comme ne tombant pas sous le coup des dispositions de la convention relative aux paiements.

Article 7.

Afin de faciliter le fonctionnement du régime des paiements, la compensation directe de créances avec des dépenses économiquement justifiées et usuelles, effectuées dans le pays du débiteur au titre de frais de transport, droits de douane, frais de bureau, traitements et salaires d'agences et de succursales, commissions et frais de voyages d'affaires, sera admise. Les autorités compétentes des deux pays établiront, d'un commun accord, les règles de procédure applicables à cet effet.

Article 8.

Sont seuls autorisés à effectuer des versements à la Caisse allemande de compensation les débiteurs allemands qui ont obtenu à cet effet une autorisation (certificat de devises) du service allemand de contrôle ou de l'office allemand des devises compétent.

Le Gouvernement néerlandais se réserve le droit de subordonner de son côté le versement à l'Institut néerlandais de clearing à une autorisation correspondante.

Article 9.

La compensation directe de créances réciproques résultant d'échanges de marchandises entre l'Allemagne et les Pays-Bas n'est admise qu'avec l'assentiment des autorités compétentes des deux pays. Les opérations de compensation pour lesquelles l'autorisation de l'administration allemande compétente a été accordée avant le 24 septembre 1934 pourront encore être liquidées.

Les comptes spéciaux d'étrangers pour paiements à effectuer à l'intérieur, qui ont été ouverts à des maisons néerlandaises auprès d'une « Devisenbank » allemande, pourront être maintenus. De nouveaux comptes spéciaux d'étrangers pour paiements à effectuer à l'intérieur ne pourront être ouverts qu'avec l'assentiment des autorités compétentes des deux pays.

the currency concerned quoted on the Berlin Stock Exchange on the last stock exchange day preceding the date of payment.

Netherlands debtors who have obligations to German creditors of the kinds specified in Article 2 must make payment of the amounts owing on maturity in guilders to the Nederlandsch Clearing-instituut. Where the obligation of the Netherlands debtor is in a currency other than guilders, the equivalent of the amount owing must be paid in guilders, converted at the official Netherlands quotation of the currency concerned on the last stock exchange day preceding the date of payment.

Article 5.

German debtors discharge their obligations by the payments they make into the Deutsche Verrechnungskasse. Netherlands debtors discharge their obligations by the payments they make into the Nederlandsch Clearinginstituut.

Payments to German creditors shall be made by the Deutsche Verrechnungskasse, and payments to Netherlands creditors by the Nederlandsch Clearinginstituut, as and when the necessary funds are available and in the chronological order in which the amounts have been paid in, save in so far as the two Governments or the authorities instructed by them for the purpose may otherwise provide in respect of the order of payment in exceptional cases.

Article 6.

The Deutsche Verrechnungskasse and the Nederlandsch Clearinginstituut reserve the right by mutual agreement to take such technical measures in regard to payments as they may deem necessary.

Both institutions shall be entitled to refund to the debtors amounts paid in, which they do not regard as coming under the provisions of the present Agreement, without the consent of the party for whom such amounts were intended.

Article 7.

To facilitate clearing, the direct clearing of claims (including customary and reasonable expenditure incurred in the country of the debtor party in connection with transport, Customs, office expenses, salaries and wages of agencies or branches, commissions and travelling expenses incurred for business purposes) shall be allowed. The competent authorities in both countries shall draw up rules of guidance by mutual agreement for dealing with such cases.

Article 8.

Payments into the *Deutsche Verrechnungskasse* may be made only by German debtors who have received permission to do so by means of a foreign exchange certificate (*Devisenbescheinigung*) issued by the competent German control authority or foreign exchange authority.

The Netherlands Government reserves the right to make payments into the Nederlandsch Clearinginstituut conditional on the issue of a similar permit.

Article 9.

Direct clearing of claims arising in connection with goods transactions between Germany and the Netherlands shall be permissible only with the assent of the competent authorities in both countries. Clearing transactions, the permission for which was granted by the competent German authority before September 24th, 1934, may be completed.

Foreigners' Special Accounts for Payments in Germany (*Ausländersonderkonten für Inlandzahlungen*) opened at a German foreign exchange bank in favour of Netherlands firms shall be allowed to continue; but new accounts of this kind shall not be opened without the consent of the competent authorities in both countries.

Article 10.

Le paiement partiel d'exportations allemandes de marchandises à destination des Pays-Bas au moyen de « marks de crédit bloqués » (*Kreditspermark*) ou de « marks enregistrés » (*Registermark*) ne pourra avoir lieu qu'avec l'assentiment des autorités compétentes des deux pays. Toutefois, si les autorités allemandes compétentes ont déjà autorisé des paiements de ce genre avant le 24 septembre 1934, les opérations en question pourront encore être liquidées.

Article 11.

Sous réserve de la disposition du N° 5 de l'article 2, les dépenses de navires allemands de haute mer dans les ports néerlandais et celles de navires néerlandais de haute mer dans des ports allemands, ainsi que les autres paiements afférents au trafic maritime entre les deux pays, ne sont pas soumis au présent régime des paiements.

Le Gouvernement allemand, dans toute la mesure du possible, fournira des devises pour permettre le paiement du fret afférent au transport de marchandises d'exportation allemandes à bord de navires néerlandais de haute mer. Dans l'octroi de devises pour des transports maritimes en général, le Gouvernement allemand accordera au fret des navires néerlandais un traitement aussi favorable que celui dont bénéficient les frets des navires de haute mer de tout autre pays.

En outre, le Gouvernement allemand veillera à ce que les compagnies de navigation néerlandaises soient autorisées à compenser, par les recettes provenant de leurs affaires avec l'Allemagne, les dépenses afférentes à leur exploitation commerciale en Allemagne. Seront notamment considérés comme dépenses afférentes à l'exploitation commerciale les frais de bureau, traitements et salaires, articles nécessaires aux navires, commissions, frais d'entretien et de réparation, frais de dock, frais de réclame, rabais sur les transports, frais de stationnement (droits de quai, taxes de chargement, de déchargement et de transbordement, etc.) et dépenses afférentes à l'achat de charbon de soute allemand (même dans des ports étrangers).

Article 12.

Lors de l'attribution de devises pour l'achat de matières premières et de denrées alimentaires que l'Allemagne se procure habituellement par l'intermédiaire des Pays-Bas, le Gouvernement allemand ne prendra aucune mesure tendant à diminuer la proportion dans laquelle les Pays-Bas ont coutume d'approvisionner l'Allemagne en marchandises de cette nature.

Article 13.

Sur les montants versés en vertu du présent traité au compte ouvert auprès de l'Institut néerlandais de clearing, il sera prélevé une fraction dont l'importance sera fixée par un accord spécial ; cette fraction sera virée à un compte libre de la Reichsbank auprès de la « Nederlandsche Bank N. V. ».

En outre, 18 % du total des montants versés à l'Institut néerlandais de clearing en vertu du présent Traité sur le régime des paiements serviront, jusqu'à nouvel ordre, à régler les montants qui figurent au compte spécial de la « Nederlandsche Bank N. V. » auprès de la Reichsbank et les autres engagements envers des créanciers néerlandais résultant de l'importation de marchandises et des prestations mentionnées à l'article 2 dudit traité, ainsi que du trafic maritime, et pour lesquels les devises nécessaires n'ont pas pu être fournies jusqu'à présent. Les gouvernements s'entendront jusqu'au 15 janvier ¹ 1935 au sujet des créances qui doivent être réglées selon les dispositions du présent alinéa. Les deux gouvernements pourront, d'un commun accord, réduire ce pourcentage si le développement des échanges commerciaux semble le justifier.

¹ Les Parties sont convenues de remplacer « janvier » par « mars ».

Article 10.

Part payment of German exports of goods to the Netherlands in blocked credit marks (*Kreditsperrmark*) or registered marks (*Registermark*) shall be permissible only with the consent of the competent authorities in both countries. Where permission for such payments was granted by the competent German authority before September 24th, 1934, the transactions in question may be completed.

Article 11.

Subject always to the provision in Article 2, paragraph 1, sub-paragraph No. 5, expenditure incurred by German sea-going vessels in Netherlands harbours and Netherlands sea-going vessels in German harbours, and other payments in connection with the maritime carrying trade of both countries, shall not come under the clearing.

The German Government shall make foreign exchange available, as far as possible, for the payment of maritime freights of goods exported from Germany which are carried in Netherlands bottoms. In the allocation of foreign exchange for maritime freights in general, the German Government shall accord as favourable treatment to the freights of Netherlands vessels as to the freights of sea-going vessels of any other country.

The German Government shall further take steps to enable Netherlands shipping companies to obtain permission to set off expenditure incurred in connection with the conduct of their business in Germany against the receipts derived from such business. Expenditure incurred in connection with the conduct of business shall be deemed to include office expenses, wages and salaries, ship-chandlery, commissions, maintenance and installation charges, dock fees, professional outlay, freight rebates, local charges (berthing, loading and reloading dues and the like) and German bunker coal charges (in foreign, as well as in German, ports).

Article 12.

In the allocation of foreign exchange for the purchase of raw materials and foodstuffs, the German imports of which habitually pass through the Netherlands and form part of the Netherlands intermediary trade, the German Government shall not take any steps to reduce the traditional share of the Netherlands in the supply of such goods to Germany.

Article 13.

A proportion, to be determined by a separate agreement, of the sums paid into the account at the Nederlandsch Clearinginstituut in virtue of the present Treaty shall be transferred to a free account of the Reichsbank at the Nederlandsche Bank N. V.

In addition, 18 per cent of the total sums received by the Nederlandsch Clearinginstituut in virtue of the present Treaty shall be assigned, until further notice, for the liquidation of claims credited to the Special Account of the Nederlandsche Bank N.V. at the Reichsbank and other claims of Netherlands creditors in connection with German imports of goods or other transactions involving payments of the kind specified in Article 2 of the present Treaty (including maritime freight transactions) for which the requisite foreign exchange has not hitherto been available. The two Governments shall come to an agreement not later than January¹ 15th, 1935, as to what claims are to be liquidated under the provisions of this paragraph. The two Governments may agree to reduce the percentage above specified, should the volume of goods transactions appear to justify such a step.

¹ The Parties later agreed to read " March " in lieu of " January " in the above text.

Article 14.

Tout créancier néerlandais titulaire d'une créance visée par la première phrase de l'alinéa 2 de l'article 13 et ne figurant pas encore au compte spécial de la « Nederlandsche Bank N. V. » auprès de la Reichsbank ou à un compte intermédiaire auprès d'une « Devisenbank » peut exiger que le débiteur verse immédiatement, en reichsmarks, la contre-valeur de la créance à un « Treuhänderkonto » spécial auprès d'une « Devisenbank » allemande¹, en opérant la conversion au cours moyen de la monnaie en question coté à la Bourse de Berlin, le dernier jour d'ouverture qui précède le jour du versement. Si, lors du règlement de la dette selon la procédure prévue à l'alinéa 2 de l'article 13, on constate que le montant nécessaire en reichsmarks est plus élevé que le montant versé au « Treuhänderkonto », le débiteur sera tenu de verser la différence. Si le montant nécessaire est inférieur, l'excédent sera remboursé au débiteur.

Article 15.

Chaque gouvernement instituera un comité gouvernemental composé de membres des ministères intéressés. Ces comités auront pour mission de maintenir un contact direct permanent en vue de traiter les questions que soulèvera l'exécution du présent traité. Les deux gouvernements se notifieront mutuellement la composition des comités.

Article 16.

Afin de faciliter dans toute la mesure du possible le bon fonctionnement du régime des paiements, les deux Parties contractantes régleront d'une manière appropriée le développement des échanges commerciaux.

A cet effet, les comités gouvernementaux mentionnés à l'article 15 sont particulièrement chargés de surveiller d'une façon permanente les échanges de marchandises et le trafic maritime et de prendre d'un commun accord les mesures nécessaires, en tenant compte de l'état des comptes de compensation.

Article 17.

Le présent traité sera ratifié. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berlin aussitôt que possible.

Article 18.

Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936. Toutefois, il pourra être dénoncé antérieurement, pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de trois mois et, si les circonstances sur la base desquelles il a été conclu se modifient profondément, moyennant un préavis de quatorze jours.

Si le traité cesse d'être applicable par suite de sa dénonciation ou de son expiration, les engagements ayant pris naissance avant la dénonciation ou l'expiration et soumis au présent régime des paiements pourront être liquidés, par des versements effectués selon les dispositions du traité, même après la date à laquelle celui-ci aura cessé d'être applicable.

Si, après que le traité a cessé d'être applicable, le compte des versements reçus par l'un des deux offices de compensation fait apparaître un solde, les engagements visés à l'article 2 du traité pourront encore être liquidés par voie de compensation, selon les dispositions du traité, jusqu'au moment où ce solde aura disparu.

Fait en double, en langue allemande et en langue néerlandaise, à La Haye, le 5 décembre 1934.

D^r KOEHLER.

H. M. HIRSCHFELD.

¹ Les Parties sont convenues de remplacer les mots « à un Treuhänderkonto spécial auprès d'une Devisenbank allemande » par les mots « au Treuhänderkonto « Pays-Bas » auprès de la Caisse allemande de compensation ».

Article 14.

Netherlands creditors with claims of the kind specified in the first sentence of paragraph 2 of Article 13, which have not yet been credited to the Special Account of the Nederlandsche Bank N.V. at the Reichsbank or to a suspense account at a foreign exchange bank, may require the debtor to pay in forthwith the equivalent value of the claim in Reichsmarks to a special trustee account at a German foreign exchange bank¹, converted at the middle rate of the currency concerned quoted on the Berlin Stock Exchange on the last stock exchange day preceding the date of payment. If on the settlement of a debt in the manner provided for in the second paragraph of Article 13 above the Reichsmark amount due proves to be more than the amount paid into the Trustee Account, the debtor shall be liable for the difference. If less, the balance shall be refunded to the debtor.

Article 15.

Each Government shall set up a Government Committee composed of officials of the Ministries concerned. It shall be the duty of the said Committees to deal, in permanent direct consultation with one another, with all questions relating to the application of the present Treaty. The two Governments shall notify one another of the composition of the said Government Committees.

Article 16.

To ensure as far as possible the smooth operation of the payments system, the two Contracting Parties shall regulate the movements of the exchange of goods as required.

With this object, the Government Committees to which Article 15 relates shall be instructed, amongst other things, to keep a continuous check on the movements of goods and shipping, and to take the necessary steps, in agreement, with reference to the position of the clearing accounts.

Article 17.

The present Treaty shall be ratified. It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification, which exchange shall take place at the earliest possible date in Berlin.

Article 18.

The present Treaty shall remain in force until December 31st, 1936, but may be denounced as from the end of any calendar month by giving three months' notice or, in the event of substantial changes in the conditions on the basis of which it was concluded, 14 days' notice.

If the Treaty lapses as a result of denunciation or expiry of the period for which it is concluded, obligations which have arisen before such denunciation or expiry in connection with transactions coming under the clearing shall continue after the lapse of the Treaty to be met by payments into the clearing in accordance with the provisions of the Agreement.

If on the lapse of the Treaty there should be a balance outstanding on the payments into either of the two clearing institutions, the liquidation through the clearing, in the manner provided by the Treaty, of the obligations to which Article 2 of the Treaty relates may continue until the whole of the balance is cleared.

Done in duplicate, in German and Dutch, at The Hague, the 5th day of December, 1934.

Dr. KOEHLER.

H. M. HIRSCHFELD.

¹ The Parties later agreed to read " to the ' Netherlands Trustee Account ' at the Deutsche Verrechnungskasse " in lieu of " to a special trustee account at a German foreign exchange bank " in the above text.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

LA HAYE, le 5 décembre 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, ce jour, du Traité entre les Pays-Bas et l'Allemagne sur le régime des paiements, le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement allemand sont convenus de ce qui suit :

Les Gouvernements contractants, pour autant qu'il s'agit de paiements de débiteurs allemands à la Caisse allemande de compensation et de paiements de débiteurs néerlandais aux Pays-Bas et aux Indes néerlandaises à l'Institut néerlandais de clearing, appliqueront à titre provisoire le Traité sur le régime des paiements, à dater du 10 décembre 1934, mais avec effet rétroactif du 1^{er} décembre 1934.

Pour autant qu'il s'agit de paiements de débiteurs néerlandais de Surinam et de Curaçao à l'Institut néerlandais de clearing, le Gouvernement néerlandais informera le Gouvernement allemand, aussitôt que possible, de la date de l'application provisoire. Toutefois, de tels paiements pourront, avant cette date, être effectués avec effet libératoire à l'Institut néerlandais de clearing.

La réglementation provisoire applicable actuellement aux paiements entre les Pays-Bas et l'Allemagne cessera d'être en vigueur à dater de l'application provisoire du Traité sur le régime des paiements, signé ce jour.

Je saisis cette occasion, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Monsieur le Dr Koehler,
Président de la Délégation allemande,
La Haye.

II.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE.

LA HAYE, le 5 décembre 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, ce jour, du Traité entre l'Allemagne et les Pays-Bas sur le régime des paiements, le Gouvernement allemand et le Gouvernement royal néerlandais sont convenus de ce qui suit :

Les Gouvernements contractants, pour autant qu'il s'agit de paiements de débiteurs allemands à la Caisse allemande de compensation et de paiements de débiteurs néerlandais aux Pays-Bas et aux Indes néerlandaises à l'Institut néerlandais de clearing, appliqueront à titre provisoire le Traité sur le régime des paiements, à dater du 10 décembre 1934, mais avec effet rétroactif du 1^{er} décembre 1934.

Pour autant qu'il s'agit de paiements de débiteurs néerlandais de Surinam et de Curaçao à l'Institut néerlandais de clearing, le Gouvernement royal néerlandais informera

EXCHANGE OF NOTES.

I.

THE PRESIDENT
OF THE NETHERLANDS DELEGATION.

THE HAGUE, *December 5th*, 1934.

SIR,

I have the honour to confirm the conclusion of the following arrangement in connection with to-day's signature of the Clearing Agreement between the Netherlands and German Governments, that is to say :

The Contracting Governments will provisionally apply the Clearing Agreement in so far as payments by German debtors into the Deutsche Verrechnungskasse and payments by Netherlands debtors in the Netherlands and Netherlands Indies into the Nederlandsch Clearinginstituut are concerned, from December 10th, 1934, with retroactive effect as from December 1st, 1934.

In so far as payments into the Nederlandsch Clearinginstituut by Netherlands debtors in Surinam and Curaçao are concerned, the Netherlands Government will inform the German Government as soon as possible as to the date fixed for the provisional application of the Agreement. It shall, however, be open to the said debtors to make such payments into the Nederlandsch Clearinginstituut in discharge of their obligations before the date fixed.

The provisional regulations at present in force in regard to clearing transactions between the Netherlands and Germany shall lapse as from the date of the provisional application of the Clearing Agreement signed this day.

I have the honour to be, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

To the President
of the German Delegation,
Dr. Koehler,
The Hague.

II.

THE PRESIDENT
OF THE GERMAN DELEGATION.

THE HAGUE, *December 5th*, 1934.

SIR,

I have the honour to confirm the conclusion of the following arrangement in connection with to-day's signature of the Clearing Agreement between the German and Netherlands Governments, that is to say :

The Contracting Governments will provisionally apply the Clearing Agreement in so far as payments by German debtors into the Deutsche Verrechnungskasse and payments by Netherlands debtors in the Netherlands and Netherlands Indies into the Nederlandsch Clearinginstituut are concerned, from December 10th, 1934, with retroactive effect as from December 1st, 1934.

In so far as payments into the Nederlandsch Clearinginstituut by Netherlands debtors in Surinam and Curaçao are concerned, the Netherlands Government will inform the

le Gouvernement allemand, aussitôt que possible, de la date de l'application provisoire. Toutefois, de tels paiements pourront, avant cette date, être effectués avec effet libératoire à l'Institut néerlandais de clearing.

La réglementation provisoire applicable actuellement aux paiements entre l'Allemagne et les Pays-Bas cessera d'être en vigueur à dater de l'application provisoire du Traité sur le régime des paiements, signé ce jour.

Je saisis cette occasion, etc.

D^r KOEHLER.

Monsieur le D^r Hirschfeld,
Président de la Délégation néerlandaise,
La Haye.

German Government as soon as possible as to the date fixed for the provisional application of the Agreement. It shall, however, be open to the said debtors to make such payments into the Nederlandsch Clearinginstituut in discharge of their obligations before the date fixed.

The provisional regulations at present in force in regard to clearing transactions between Germany and the Netherlands shall lapse as from the date of the provisional application of the Clearing Agreement signed this day.

I have the honour to be, etc.

Dr. KOEHLER.

To the President
of the Netherlands Delegation,
Dr. Hirschfeld,
The Hague.

N° 3687.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Echange de notes approuvant l'Arrangement (annexé) signé à Anvers le 20 décembre 1934 par les commissaires permanents belges et néerlandais pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut, tendant à modifier l'article 16 du Règlement international du 20 mai 1843 relatif à cette question. La Haye, le 6 avril 1935.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes approving the Arrangement (annexed) signed at Antwerp on December 20th, 1934, by the Permanent Commissioners of Belgium and the Netherlands for the Joint Supervision of Shipping and Pilotage, etc., in the Scheldt, amending Article 16 of the International Regulations of May 20th, 1843, dealing with that Question. The Hague, April 6th, 1935.

N^o 3687. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET NÉERLANDAIS APPROUVANT L'ARRANGEMENT SIGNÉ A ANVERS LE 20 DÉCEMBRE 1934 PAR LES COMMISSAIRES PERMANENTS BELGES ET NÉERLANDAIS POUR LA SURVEILLANCE COMMUNE DE LA NAVIGATION ET DES SERVICES DE PILOTAGE, ETC., DANS L'ESCAUT, TENDANT A MODIFIER L'ARTICLE 16 DU RÈGLEMENT INTERNATIONAL DU 20 MAI 1843 RELATIF A CETTE QUESTION. LA HAYE, LE 6 AVRIL 1935.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 juin 1935.

French and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 29th, 1935.

I.

LA HAYE, le 6 avril 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine a approuvé l'arrangement, signé à Anvers le 20 décembre 1934, par les Commissaires permanents néerlandais et belges pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage etc. dans l'Escaut, ci-annexé en copie et dont la teneur sera considérée comme insérée dans la présente note.

Je me permets de proposer à Votre Excellence de fixer la date de l'entrée en vigueur dudit arrangement au 1^{er} mai 1935 et je lui saurais gré de bien vouloir me communiquer si le Gouvernement belge est d'accord avec cette date.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

DE GRAEFF.

Son Excellence Monsieur Charles Maskens,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi des Belges.

¹ L'arrangement du 20 décembre 1934 est entré en vigueur le 1^{er} mai 1935.

¹ The Agreement of December 20th, 1934, came into force on May 1st, 1935.

II.

LÉGATION DE BELGIQUE.

B.5. N° 1722.

LA HAYE, le 6 avril 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser aujourd'hui et de porter à sa connaissance que le Gouvernement du Roi a approuvé l'Arrangement, signé à Anvers le 20 décembre 1934, par les Commissaires permanents belges et néerlandais pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage etc. dans l'Escaut, ci-annexé en copie et dont la teneur sera considérée comme insérée dans la présente note.

Je me permets de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement belge est d'accord sur ce que la date de l'entrée en vigueur dudit arrangement soit fixée au 1^{er} mai 1935.

Je saisis cette occasion de lui renouveler les assurances de ma plus haute considération.

Ch. MASKENS.

Son Excellence Jonkheer A. C. D. de Graeff,
Ministre des Affaires étrangères,
La Haye.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

Les soussignés commissaires permanents belges et néerlandais pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut, s'étant réunis à Anvers, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par leurs gouvernements respectifs, désirant mettre le paragraphe premier de l'article 16 du Règlement du 20 mai 1843 relatif au pilotage et à la surveillance commune dans l'Escaut en harmonie avec les prescriptions du nouveau Code international des signaux, adopté par les diverses Puissances maritimes, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le paragraphe premier de l'article 16 du Règlement du 20 mai 1843, relatif au pilotage et à la surveillance commune dans l'Escaut, tel qu'il a été modifié par les Conventions du 7 avril 1876 et du 25 octobre 1900, approuvées par les deux gouvernements respectivement sous les dates du 17 juillet 1876 et du 23 mars 1901, est remplacé par le texte ci-après :

« Les signaux d'appel d'un pilote sont ceux prescrits à cet effet par le Code international des signaux. »

De ondergeteekenden, vaste Belgische en Nederlandsche Commissarissen voor het gemeenschappelijk toezicht op de scheepvaart en het loodswezen op de Schelde, enz. te Antwerpen vergaderd, ingevolge de volmachten, welke hun door hun onderscheiden Regeeringen zijn verleend, de eerste zinsnede van artikel 16 van het Internationale Reglement van 20 Mei 1843, betreffende het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht op de Schelde, in overeenstemming wenschende te brengen met de voorschriften van het Nieuwe Internationale Seinboek, aangenomen door de verschillende zeevarende mogendheden, zijn omtrent de navolgende bepalingen overeengekomen :

Artikel I.

De eerste zinsnede van artikel 16 van het Reglement van 20 Mei 1843, betreffende het loodswezen en het gemeenschappelijk toezicht op de Schelde, zooals die is gewijzigd bij de overeenkomsten van 7 April 1876 en van 25 October 1900, goedgekeurd door de beide Regeeringen onderscheidenlijk op 17 Juli 1876 en 23 Maart 1901, wordt door den volgenden tekst vervangen :

« De seinen ter bekoming van een loods zijn die, welke in het Internationale Seinboek als loodssenen zijn aangegeven. »

Article II.

Le présent arrangement ne sera mis à exécution qu'après l'approbation des gouvernements respectifs.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement en langues française et néerlandaise.

Fait en double à Anvers, le 20 décembre 1934.

Les commissaires permanents belges :

DE VOS.

L. BONNET.

Les commissaires permanents néerlandais :

N. J. VAN LAER.

ARTZENIUS.

Artikel II.

Deze overeenkomst zal slechts in werking treden na goedkeuring door de onderscheiden Regeeringen.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden deze overeenkomst in de Fransche en Nederlandsche taal hebben onderteekend.

Gedaan in dubbel, te Antwerpen, den 20 December 1934.

De Belgische vaste Commissarissen,

DE VOS.

L. BONNET.

De Nederlandsche vaste Commissarissen,

N. J. VAN LAER.

ARTZENIUS.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

W. C. Beucker Andreae.

l. s. g.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3687. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS APPROVING THE ARRANGEMENT SIGNED AT ANTWERP ON DECEMBER 20TH, 1934, BY THE PERMANENT COMMISSIONERS OF BELGIUM AND THE NETHERLANDS FOR THE JOINT SUPERVISION OF SHIPPING AND PILOTAGE, ETC., IN THE SCHELDT, AMENDING ARTICLE 16 OF THE INTERNATIONAL REGULATIONS OF MAY 20TH, 1843, DEALING WITH THAT QUESTION. THE HAGUE, APRIL 6TH, 1935.

I.

THE HAGUE, *April 6th*, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty's Government has approved the Arrangement signed at Antwerp on December 20th, 1934, by the Netherlands and Belgian Permanent Commissioners for the joint supervision of navigation, pilotage, etc., in the Scheldt, copy of which is hereto appended, the text thereof being deemed to form an integral part of the present note.

I venture to propose that Your Excellency should fix the date of the coming into force of this Arrangement as May 1st, 1935, and should be grateful if you would inform me whether the Belgian Government agrees to this date.

I have the honour to be, etc.

DE GRAEFF.

His Excellency Monsieur Charles Maskens,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of the Belgians.

II.

BELGIAN LEGATION.

B.5 No. 1722.

THE HAGUE, *April 6th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of the letter addressed by Your Excellency to me on this day's date and to inform you that the Belgian Government has approved the Arrangement signed at Antwerp on December 20th, 1934, by the Belgian and Netherlands Permanent

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Commissioners for the joint supervision of navigation, pilotage, etc., in the Scheldt, copy of which is appended hereto, and the text of which shall be held to form an integral part of the present note.

I beg to inform Your Excellency that the Belgian Government agrees that the date for the coming into force of this Arrangement shall be May 1st, 1935.

I have the honour to be, etc.

Ch. MASKENS.

His Excellency Jonkheer A. C. D. de Graeff,
Minister for Foreign Affairs,
The Hague.

The undersigned Belgian and Netherlands Permanent Commissioners for the joint supervision of navigation, pilotage, etc., in the Scheldt, having met at Antwerp in virtue of the powers conferred upon them by their respective Governments, being desirous of harmonising paragraph 1 of Article 16 of the Regulations of May 20th, 1843, concerning pilotage and joint supervision in the Scheldt, with the provisions of the new International Signals Code adopted by the various maritime Powers, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Paragraph 1 of Article 16 of the Regulations of May 20th, 1843, concerning pilotage and joint supervision in the Scheldt as amended by the Conventions of April 7th, 1876, and October 25th, 1900, approved by the two Governments respectively on July 17th, 1876, and March 23rd, 1901, shall be replaced by the following text :

“ Pilot call signals shall be those prescribed for the purpose by the International Signals Code. ”

Article 2.

The present Agreement shall not come into force until it has been approved by the respective Governments.

In faith whereof the undersigned have signed the present Arrangement, drawn up in the French and Dutch languages.

Done in duplicate at Antwerp, the 20th day of December, 1934.

The Belgian Permanent Commissioners :

DE VOS.
L. BONNET.

The Netherlands Permanent Commissioners :

N. J. VAN LAER.
ARNTZENIUS.

N° 3688.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un arrangement tendant à régler provisoirement les relations de commerce et de navigation entre les deux pays, Le Cap, le 20 février 1935, et procès-verbal y relatif de la même date.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Provisional Settlement of Relations between the Two Countries as regards Commerce and Navigation, Cape Town, February 20th, 1935, and Procès-verbal relating thereto of the same Date.

TEXTE NÉERLANDAIS.
DUTCH TEXT.

N^o 3688. — UITWISSELING VAN NOTAS TUSSEN DE NEDERLANDSCHE REGEERING EN DE REGEERING VAN DE UNIE VAN ZUID-AFRIKA, HOUDENDE EEN OVEREENKOMST TER VOORLOOPIGE REGELING VAN DE HANDELS- EN SCHEEPVAARTBETREKKINGEN TUSSEN DE BEIDE LANDEN. KAAPSTAD, 20 FEBRUARI 1935¹.

TEXTE AFRIKANDER.
AFRIKAANS TEXT.

N^o 3688. — UITWISSELING VAN NOTAS TUSSEN DIE NEDERLANDSE REGERING EN DIE REGERING VAN DIE UNIE VAN SUID-AFRIKA, HOUDENDE EEN OOREENKOMST TER VOORLOOPIGE REËLING VAN DIE HANDELS- EN SKEEPVAARTBETREKKINGS TUSSEN DIE TWEE LANDE. KAAPSTAD, 20 FEBRUARIE, 1935¹.

Textes officiels néerlandais et afrikander communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 juin 1935.

Dutch and Afrikaans official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 29th, 1935.

I.

GEZANTSCAP DER NEDERLANDEN.
N^o K. 44.

KAAPSTAD, den 20 Februari 1935.

MIJNHEER DE MINISTER VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Ik heb de eer ter kennis van Uw Edele te brengen, dat Harer Majesteits Regeering mij heeft gemachtigd, met Zijner Majesteits Regeering in de Unie van Zuid-Afrika, in afwachting van de totstandkoming van een definitief handels- en scheepvaartverdrag tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Unie van Zuid-Afrika, een overeenkomst te sluiten ter voorloopige regeling van de handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen onze beide landen.

Te dien einde breng ik te Uwer kennis, dat Harer Majesteits Regeering bereid is, ten aanzien van al wat betreft den handel en de scheepvaart, met inbegrip van alle rechten, belastingen en heffingen in verband daarmee, alsmede ten aanzien van het deviezenverkeer, ten opzichte van de

¹ Cet arrangement s'applique également aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

¹ This Agreement applies also to the Netherlands Indies Surinam and Curaçao.

Unie van Zuid-Afrika de behandeling op voet van onvoorwaardelijke meestbegunstiging toe te passen, met dien verstande, dat :

a) het Koninkrijk der Nederlanden geen aanspraak zal kunnen maken op de voorrechten of gunsten, die voortvloeien uit de voorkeursbehandeling, welke de Unie van Zuid-Afrika reeds heeft toegestaan of in de toekomst mocht toestaan aan een van de leden van het Britsche Gemeenebest van Natiën, zoolang als zoodanige voorkeursbehandeling beperkt blijft tot leden van bedoeld Gemeenebest ;

b) op de, in deze overeenkomst vastgelegde, meestbegunstiging geen beroep zal kunnen worden gedaan ter verkrijging van :

I. gunsten, verleend aan grensgebieden en aan grenslanden wegens bijzondere politieke of economische verhoudingen ;

II. voordeelen, voortvloeiende uit tweezijdige of meerzijdige verdragen of eenzijdige maatregelen, die ten doel hebben, dubbele belasting te vermijden ;

c) de uitoefening van de kustvaart in Nederlandsch-Indië van deze overeenkomst wordt uitgezonderd en uitsluitend beheerscht blijft door de wetten en verordeningen in genoemd gebied ;

d) de, in deze overeenkomst vastgelegde, meestbegunstiging geen beletsel zal vormen voor het verlenen van gunsten speciaal aan schepen, die onder contract zeepost vervoeren ;

e) aan de, in deze overeenkomst vastgelegde, meestbegunstiging ten aanzien van de instelling van bijzondere in- en uitvoerverboden en -beperkingen voldaan zal zijn, wanneer zoodanige maatregelen tevens op die landen van toepassing zijn, ten opzichte van welke gelijke gronden voor de toepassing dier maatregelen gelden.

Deze overeenkomst, welke ook van toepassing is op het mandaat-gebied Zuidwest-Afrika treedt in werking op den eersten April 1935 en zal in elk geval van kracht blijven gedurende één jaar na dien datum, na verloop van welken tijd zij opzegbaar zal zijn, door een der partijen met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.

Gelief, Mijnheer de Minister van Buitenlandsche Zaken, de verzekering te aanvaarden van mijne bijzondere hoogachting.

H. A. LORENTZ.

Zijne Edele den Minister van Buitenlandsche
Zaken Generaal J. B. M. Hertzog.
Kaapstad.

II.

DEPARTEMENT VAN BUITELANDSE SAKES.

P. M. 55/61.

KAAPSTAD, 20 Februarie 1935.

MENEER DIE MINISTER,

Ek het die eer die ontvangs te erken van u nota gedateer hede en u mee te deel, dat Sy Majesteit se regering in die Unie van Suid-Afrika bewillig in die voorstel van die regering van Haar Majesteit die Koningin van die Nederlande om, in afwagting van die totstandkoming van 'n definitiewe

handels- en skeepvaartverdrag tussen die Unie van Suid-Afrika en die Koninkryk van die Nederlande 'n ooreenkoms te sluit ter voorlopige reëling van die handels- en skeepvaartbetrekkings tussen ons twee lande. Te dien einde het ek die eer u mee te deel, dat Sy Majesteit se regering in die Unie bereid is ten aansien van alles wat handel en skeepvaart betref, met inbegrip van alle regte, belastings of heffings in verband daarmee, asmede ten aansien van die devieseverkeer, ten opsigte van die Koninkryk van die Nederlande die behandeling op voet van onvoorwaardelike meesbegunstiging toe te pas, met die verstande dat :

a) Die Koninkryk van die Nederlande geen aanspraak sal kan maak op die voorregte of gunste, wat voortvloei uit die voorkeursbehandeling, wat die Unie van Suid-Afrika reeds toegestaan het of in die toekoms mag toestaan aan een van die lede van die Britse Gemenebes van Nasies, solank as sodanige voorkeursbehandeling beperk bly tot lede van bedoelde Gemenebes ;

b) Op die in hierdie ooreenkoms vasgelegde meesbegunstiging geen beroep gedoen sal kan word nie ter verkryging van :

I. Gunste verleen aan grensgebiede en grenslande weëns besondere politieke of ekonomiese verhoudings ;

II. Voordele voortvloeiende uit tweesydige of meersydige verdrae of eensydige maatreëls wat ten doel het om dubbele belasting te vermy ;

c) Die uitoefening van die kusvaart in Nederlands-Indië van hierdie ooreenkoms uitgesonder word en uitsluitend beheers, bly deur die wette en verordenings in genoemde gebied ;

d) Die in hierdie ooreenkoms vasgestelde meesbegunstiging geen beletsel sal vorm teen die verlening van gunste spesiaal aan skepe wat onder kontrak seepos vervoer ;

e) Aan die in hierdie ooreenkoms vasgestelde meesbegunstiging ten aansien van die instelling van spesiale in- en uitvoerverbode en beperkings voldaan sal wees, wanneer sodanige maatreëls ook op die lande van toepassing is ten opsigte van welke gelykegronde vir die toepassing van hierdie maatreëls geld.

Hierdie ooreenkoms, wat ook van toepassing is op die Mandaatgebied Suidwes-Afrika, tree in werking op die eerste dag van April, 1935, en sal in elke geval van krag bly gedurende een jaar na hierdie dag, na verloop van welke tyd dit opsegbaar sal wees deur een van die partye met inagneming van 'n opseggingstermyn van drie maande.

Geliewe, Meneer die Minister, die versekering te aanvaar van my besondere hoogagting.

J. B. M. HERTZOG.

Die Buitegewone Gesant en Gevolmagtigde
Minister van die Nederlande
Kaapstad.

PROCES-VERBAAL.

In verband met de op heden tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Unie van Zuid-Afrika gewisselde nota's omtrent de wederzijdsche verlening van meestbegunstiging op het gebied van handel en skeepvaart wordt hierbij vastgelegd, dat de partijen overeengekomen zijn als volgt :

PROSES-VERBAAL.

In verband met die op hede tussen die Unie van Suid-Afrika en die Koninkryk van die Nederlande gewisselde notas omtrent die wedersydse verlenging van meesbegunstiging op die gebied van handel en skeepvaart word hierby vasgelê dat die partye verder ooreengekom het as volg :

Het is wel te verstaan, dat de oplossing van geschillen over de instelling en de toepassing van anti-dumpingsrechten voor wat betreft de beginsel-kwestie langs diplomatieken weg gezocht zal worden.

Geteekend in duplo, in Nederlandsche en Afrikaansche teksten, op heden den twintigsten dag van Februari, 1935, te Kaapstad.

H. A. LORENTZ.

J. B. M. HERTZOG.

« Dit is wel te verstaan dat die oplossing van geskille oor die instelling en die toepassing van anti-dumpingregte wat die beginselkwessie betref langs diplomatieke weg gesoek sal word. »

Geteken in duplo, in Afrikaanse en Nederlandse tekste, op hede die zoste dag van Februarie 1935 in Kaapstad.

J. B. M. HERTZOG.

H. A. LORENTZ.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

W. C. Beucker Andreae.

l. s. g.

¹ TRADUCTION.

N^o 3688. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAIN ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT TENDANT À RÉGLER PROVISOIREMENT LES RELATIONS DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LES DEUX PAYS. LE CAP, LE 20 FÉVRIER 1935.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o K. 44.

LE CAP, le 20 février 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté m'a autorisé à conclure avec le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine, en attendant la négociation d'un traité de commerce et de navigation définitif entre le Royaume des Pays-Bas et l'Union Sud-Africaine, un accord portant réglementation provisoire des relations commerciales et maritimes entre nos deux pays.

A cet effet, je vous informe que le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à accorder à l'Union Sud-Africaine, pour tout ce qui concerne le commerce et la navigation, y compris tous les droits, impôts et taxes y relatifs, ainsi que le régime des devises, le traitement inconditionnel de la nation la plus favorisée, étant entendu :

a) Que le Royaume des Pays-Bas ne pourra pas revendiquer les privilèges et avantages résultant de tout traitement préférentiel que l'Union Sud-Africaine a déjà accordé ou pourra accorder à l'avenir à l'un des membres du Commonwealth britannique de Nations, aussi longtemps que ce traitement préférentiel restera limité aux membres dudit Commonwealth ;

b) Que le régime de la nation la plus favorisée prévu par le présent accord ne pourra pas être invoqué pour obtenir :

I. Des faveurs qui auraient été accordées à des territoires ou des pays limitrophes en raison de l'existence de relations politiques ou économiques particulières ;

II. Des avantages résultant de conventions bilatérales ou plurilatérales ou de mesures unilatérales ayant pour objet de prévenir la double imposition ;

c) Que l'exercice du cabotage aux Indes néerlandaises ne tombe pas sous le coup du présent accord et reste régi exclusivement par les lois et règlements dudit territoire ;

d) Que le traitement de la nation la plus favorisée, prévu par le présent accord, ne fera pas obstacle à l'octroi d'avantages particuliers à des navires qui, en vertu de contrats, assurent le transport du courrier ;

e) Qu'en ce qui concerne l'établissement de prohibitions et de restrictions particulières en matière d'importation et d'exportation, les conditions du traitement de la nation la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3688. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES AS REGARDS COMMERCE AND NAVIGATION. CAPE TOWN, FEBRUARY 20TH, 1935.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

No. K. 44.

CAPE TOWN, *February 20th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that Her Majesty's Government has authorised me to conclude with His Majesty's Government in the Union of South Africa, pending the conclusion of a definitive treaty of commerce and navigation between the Kingdom of the Netherlands and the Union of South Africa, an Agreement for the provisional regulation of commercial and maritime relations between our two countries.

In this connection, I beg to inform your Excellency that Her Majesty's Government is prepared to grant unconditional most-favoured-nation treatment to the Union of South Africa in all matters concerning commerce and navigation, including all dues, taxes and charges connected therewith, and also in foreign exchange transactions, it being understood :

(a) That the Kingdom of the Netherlands cannot claim the privileges and advantages arising under any preferential treatment which the Union of South Africa has already granted or may in future grant to one of the members of the British Commonwealth of Nations, so long as the said preferential treatment is confined to the members of the said Commonwealth ;

(b) That the most-favoured-nation treatment provided for in the present Agreement may not be relied on to obtain :

I. Any favours that may have been granted to contiguous territories or countries in consequence of special political or economic relations ;

II. Advantages arising out of bilateral or multilateral conventions or unilateral acts designed to prevent double taxation ;

(c) That the carrying on of the coastwise trade in the Netherlands Indies is not affected by the present Agreement and remains governed exclusively by the laws and regulations of the said territory ;

(d) That the most-favoured-nation treatment provided for in the present Agreement shall not prevent the granting of special advantages to vessels which carry mail by contract ;

(e) That in the matter of special prohibitions and restrictions in connection with imports and exports, the most-favoured-nation-treatment conditions provided for in the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

plus favorisée prévu par le présent accord seront considérées comme remplies, si les mesures en question sont applicables en même temps aux pays à l'égard desquels les mêmes raisons militent en faveur de l'application de ces mesures.

Le présent accord, qui s'applique également au territoire sous mandat du Sud-Ouest africain, prendra effet à dater du 1^{er} avril 1935 et restera, en tout cas, en vigueur pendant une année à compter de la date indiquée ; à l'expiration de ce délai, l'accord pourra être dénoncé par l'une des Parties moyennant un préavis de trois mois.

Veillez agréer, etc.

H. A. LORENTZ.

Monsieur le Général J. B. M. Hertzog,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Cap.

II.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

P.M. 55/61.

LE CAP, le 20 février 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de ce jour et de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine accepte la proposition du Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, tendant à conclure, en attendant la négociation d'un traité de commerce et de navigation définitif entre l'Union Sud-Africaine et le Royaume des Pays-Bas, un accord portant réglementation provisoire des relations commerciales et maritimes entre nos deux pays. A cet effet, je vous informe que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union est prêt à accorder au Royaume des Pays-Bas, pour tout ce qui concerne le commerce et la navigation, y compris tous les droits, impôts et taxes y relatifs, ainsi que le régime des devises, le traitement inconditionnel de la nation la plus favorisée, étant entendu :

a) Que le Royaume des Pays-Bas ne pourra pas revendiquer les privilèges et avantages résultant de tout traitement préférentiel que l'Union Sud-Africaine a déjà accordé ou pourra accorder à l'avenir à l'un des membres du Commonwealth britannique de Nations, aussi longtemps que ce traitement préférentiel restera limité aux membres dudit Commonwealth ;

b) Que le régime de la nation la plus favorisée prévu par le présent accord ne pourra pas être invoqué pour obtenir :

I. Des faveurs qui auraient été accordées à des territoires ou des pays limitrophes en raison de l'existence de relations politiques ou économiques particulières ;

II. Des avantages résultant de conventions bilatérales ou plurilatérales ou de mesures unilatérales ayant pour objet de prévenir la double imposition ;

c) Que l'exercice du cabotage aux Indes néerlandaises ne tombe pas sous le coup du présent accord et reste régi exclusivement par les lois et règlements dudit territoire ;

d) Que le traitement de la nation la plus favorisée, prévu par le présent accord, ne fera pas obstacle à l'octroi d'avantages particuliers à des navires qui, en vertu de contrats, assurent le transport du courrier ;

e) Qu'en ce qui concerne l'établissement de prohibitions et de restrictions particulières en matière d'importation et d'exportation, les conditions du traitement de

present Agreement shall be regarded as fulfilled if the measures in question are applied at the same time to the countries in respect of which there exist the same reasons for the application of these measures.

The present Agreement, which applies also to the mandated territory of South West Africa, shall come into force on April 1st, 1935, and shall in any case remain in force for one year from that date ; thereafter the Agreement may be denounced by one of the Parties at three months' notice.

I have the honour to be, etc.

H. A. LORENTZ.

General J. B. M. Hertzog,
Minister for Foreign Affairs,
Cape Town.

II.

DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.

P. M. 55/61.

CAPE TOWN, *February 20th, 1935.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of to-day's date and to inform you that His Majesty's Government in the Union of South Africa accepts the proposal of the Government of Her Majesty the Queen of the Netherlands to the effect that, pending the conclusion of a definitive treaty of commerce and navigation between the Union of South Africa and the Kingdom of the Netherlands, an Agreement for the provisional regulation of commercial and maritime relations between our two countries be concluded. In this connection, I beg to inform you that His Majesty's Government in the Union is prepared to grant unconditional most-favoured-nation treatment to the Kingdom of the Netherlands in all matters concerning commerce and navigation, including all dues, taxes and charges connected therewith, and also in foreign exchange transactions, it being understood :

(a) That the Kingdom of the Netherlands cannot claim the privileges and advantages arising under any preferential treatment which the Union of South Africa has already granted or may in future grant to one of the members of the British Commonwealth of Nations, so long as the said preferential treatment is confined to the members of the said Commonwealth ;

(b) That the most-favoured-nation treatment provided for in the present Agreement may not be relied on to obtain :

I. Any favours that may have been granted to contiguous territories or countries in consequence of special political or economic relations ;

II. Advantages arising out of bilateral or multilateral conventions or unilateral acts designed to prevent double taxation ;

(c) That the carrying on of the coastwise trade in the Netherlands Indies is not affected by the present Agreement and remains governed exclusively by the laws and regulations of the said territory ;

(d) That the most-favoured-nation treatment provided for in the present Agreement shall not prevent the granting of special advantages to vessels which carry mail by contract ;

(e) That in the matter of special prohibitions and restrictions in connection with imports and exports the most-favoured-nation-treatment conditions provided for in the

la nation la plus favorisée prévu par le présent accord seront considérées comme remplies si lesdites mesures sont applicables en même temps aux pays à l'égard desquels les mêmes raisons militent en faveur de l'application de ces mesures.

Le présent accord, qui s'applique également au territoire sous mandat du Sud-Ouest africain, prendra effet à dater du 1^{er} avril 1935 et restera, en tout cas, en vigueur pendant une année à compter de la date indiquée ; à l'expiration de ce délai, l'accord pourra être dénoncé par l'une des Parties moyennant un préavis de trois mois.

Veillez agréer, etc.

J. B. M. HERTZOG.

A l'Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas,
Le Cap.

PROCÈS-VERBAL

A l'occasion de l'échange des notes de ce jour entre le Royaume des Pays-Bas et l'Union Sud-Africaine, au sujet de l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée en matière de commerce et de navigation, il est spécifié que les Parties sont convenues de ce qui suit :

Il est entendu que le règlement de différends au sujet de l'établissement et de l'application de droits anti-dumping, pour ce qui est de la question de principe, sera recherché par la voie diplomatique.

Fait en double, en langue néerlandaise et en langue afrikander, le vingt février 1935, au Cap.

H. A. LORENTZ.

J. B. M. HERTZOG.

present Agreement shall be regarded as fulfilled if the measures in question are applied at the same time to the countries in respect of which there exist the same reasons for the application of these measures.

The present Agreement, which applies also to the mandated territory of South West Africa, shall come into force on April 1st, 1935, and shall in any case remain in force for one year from that date ; thereafter the Agreement may be denounced by one of the Parties at three months' notice.

I have the honour to be, etc.

J. B. M. HERTZOG.

The Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of the Netherlands,
Cape Town.

PROCÈS-VERBAL.

On the occasion of the exchange of notes on this date between the Kingdom of the Netherlands and the Union of South Africa concerning the reciprocal granting of most-favoured-nation treatment in commerce and navigation, it is specified that the Parties have agreed as follows :

It is understood that the settlement of disputes concerning the levying and application of anti-dumping duties shall, as far as principles are concerned, be sought through diplomatic channels.

Done in duplicate, in Dutch and Afrikaans, on the twentieth day of February, 1935, at Cape Town.

H. A. LORENTZ.

J. B. M. HERTZOG.

N° 3689.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Accord relatif aux échanges réciproques de marchandises, et protocole final. Signés à Berlin, le 24 janvier 1935.

GERMANY AND DENMARK

Agreement regarding the Reciprocal Exchange of Goods, and Final Protocol. Signed at Berlin, January 24th, 1935.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 3689. — DANSK-TYSK OVERENSKOMST¹ VEDRØRENDE DEN GENSIDIGE VAREUDVEKSLING AF 24. JANUAR 1935.

Textes officiels allemand et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} juillet 1935.

De undertegnede Befuldmægtigede for DEN KGL. DANSKE REGERING og DEN TYSKE REGERING har indgaaet følgende Overenskomst vedrørende den gensidige Vareudveksling :

Artikel I.

Den dansk-tyske Overenskomst vedrørende den gensidige Vareudveksling af 1. Marts 1934² vedbliver at gælde indtil den 31. December 1935, saafremt den ikke forinden opsiges af en af de to kontraherende Parter i Overensstemmelse med 2. Stykke. Den forbliver yderligere i Kraft et Aar ad Gangen, saafremt de to kontraherende Parter er blevet enige derom inden Udløbet af Gyldighedsfristen.

Overenskomsten kan opsiges med en Frist af 1 Maaned til den 1. September hvert Aar.

Artikel II.

Denne Overenskomst skal ratificeres. Ratifikationsdokumenterne skal udveksles i København. Overenskomsten træder i Kraft den 10. Dag efter den Dag, paa hvilken Udvekslingen af Ratifikationsdokumenterne har fundet Sted.

De to Regeringer er enige om, at denne Overenskomsts Bestemmelser straks skal finde foreløbig Anvendelse.

Sket i 2 Eksemplarer paa Dansk og Tysk i Berlin den 24. Januar 1935.

(*Sign.*) Herluf ZAHLE.

(*Sign.*) O. C. MOHR.

(*Sign.*) Bernhard W. VON BÜLOW.

(*Sign.*) Dr KOEHLER.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,

Secrétaire général

du Ministère des Affaires étrangères.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 21 juin 1935.

² Vol. CL, page 31, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3689. — DEUTSCH-DÄNISCHES ABKOMMEN¹ ÜBER DEN GEGENSEITIGEN WARENVERKEHR. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 24. JANUAR 1935.

German and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 1st, 1935.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten DER DEUTSCHEN REGIERUNG und DER KÖNIGLICH DÄNISCHEN REGIERUNG haben über den gegenseitigen Warenverkehr folgendes Abkommen getroffen:

Artikel I.

Das deutsch-dänische Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr vom 1. März 1934² bleibt bis zum 31. Dezember 1935 in Geltung, wenn es nicht vorher von einem der beiden vertragschliessenden Teile gemäss Abs. 2 gekündigt wird. Es gilt jeweils als um ein weiteres Jahr verlängert, sofern sich beide vertragschliessenden Teile vor Ablauf der Geltungsdauer darüber verständigt haben.

Das Abkommen kann mit einer Frist von einem Monat zum 1. September jedes Jahres gekündigt werden.

Artikel II.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Kopenhagen ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt am zehnten Tage nach dem Tage in Kraft, an dem der Austausch der Ratifikationsurkunden stattgefunden hat.

Die beiden Regierungen sind darüber einig, dass dieses Abkommen mit sofortiger Wirkung vorläufig angewendet wird.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und dänischer Sprache in Berlin am 24. Januar 1935.

(*Sign.*) Herluf ZAHLE.

(*Sign.*) O. C. MOHR.

(*Sign.*) Bernhard W. VON BÜLOW.

(*Sign.*) Dr. KOEHLER.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ The exchange of ratifications took place at Copenhagen, June 21st, 1935.

² Vol. CL, page 31, of this Series.

SLUTPROTOKOL.

Ved Undertegnelsen af den idag afsluttede dansk-tyske Overenskomst om den gensidige Vareudveksling er man blevet enig om følgende :

I. REGERINGSUDVALG.

De i Overensstemmelse med Afsnit I i Slutprotokollen til den dansk-tyske Overenskomst om den gensidige Vareudveksling af 1. Marts 1934 nedsatte Regeringsudvalg skal fremdeles blive bestaaende til Gennemførelse af Overenskomsten.

Regeringsudvalgene vil som Regel ikke træffe Afgørelse i Spørgsmaal, der henhører under de i Henhold til Aftale nedsatte blandede Udvalg, forinden disse har taget Stilling dertil.

II. BLANDEDE UDVALG.

De kontraherende Parter vil straks nedsætte et blandet Udvalg, der skal drøfte Spørgsmaalet om Tilførslerne til de tyske Markeder af ikke-røget Svinespæk, slagtet Fjerkræ, Svinefedt, Smør, Ost og Æg samt Spørgsmaalet om Prisdannelsen og øvrige Afsætningsbetingelser for disse Produkter. I Udvalget skal have Sæde Sagkyndige, udnævnt af hver af de to Regeringer. Udvalget kan i Forstaaelse med Regeringsudvalgene nedsætte Særudvalg for enkelte eller flere Varegrupper. Hver af de to Regeringer kan lade en Repræsentant overvære Udvalgenes Drøftelser. De paagældende Udvalgs Formænd vil i hvert enkelt Tilfælde træffe Aftale om Tid og Sted for Udvalgenes Møder.

Det paahviler de blandede Udvalg at fastsætte de til enhver Tid gældende bestemte Maksimums- og Minimumsgrænser for Salgspriserne til de tyske Aftagere af ikke-røget Svinespæk, Smør og Æg. Det samme kan vedkommende Udvalg ogsaa gøre for haard Ost, ikke i Enkelt-pakninger paa 2½ kg Bruttovægt eller derunder. De kontraherende Parter vil ved dertil egnede Foranstaltninger virke for, at de til enhver Tid i Overensstemmelse med denne Protokol fastsatte Maksimums- og Minimumsgrænser overholdes.

De blandede Udvalg skal endvidere træffe Aftale om, med hvilke Mellemlum Fastsættelsen af Maksimums- og Minimumsgrænser for Salgspriserne skal revideres. Udvalgene kan yderligere vedtage, at Prisfastsættelserne skal finde Sted ved Aftale mellem deres Formænd eller disses Befuldmægtigede.

Regeringsudvalgene kan udvide det for de blandede Udvalg foreløbig aftalte Forretningsraade og kan desuden træffe Beslutning om Nedsættelse af saadanne Udvalg udover, hvad der er forudset ved Aftalen i denne Slutprotokol.

Sket i to Eksemplarer paa Dansk og Tysk i Berlin den 24. Januar 1935.

(Sign.) Herluf ZAHLE.

(Sign.) O. C. MOHR.

(Sign.) Bernhard W. VON BÜLOW.

(Sign.) Dr. KOEHLER.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,

Secrétaire général

du Ministère des Affaires étrangères.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute abgeschlossenen deutsch-dänischen Abkommens über den gegenseitigen Warenverkehr ist folgendes vereinbart worden :

I. REGIERUNGS-AUSSCHÜSSE.

Die gemäss I des Schlussprotokolls zum deutsch-dänischen Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr vom 1. März 1934 eingesetzten Regierungsausschüsse bleiben zur Durchführung des Abkommens auch weiterhin bestehen.

Die Regierungsausschüsse werden über Fragen, die zum Aufgabengebiet der vereinbarungsgemäss eingesetzten gemischten Ausschüsse gehören, eine Entscheidung in der Regel nicht treffen, bevor eine Stellungnahme des in Betracht kommenden gemischten Ausschusses vorliegt.

II. GEMISCHTE AUSSCHÜSSE.

Die vertragschliessenden Teile werden alsbald einen gemischten Ausschuss einsetzen, der über die Beschickung der deutschen Märkte mit ungeräuchertem Schweinespeck, geschlachtetem Geflügel, Schweineschmalz, Butter, Käse und Hühnereiern sowie über die Preisbildung und die sonstigen Absatzbedingungen für diese Erzeugnisse beraten soll. Dem Ausschuss sollen von jeder Regierung ernannte Sachverständige angehören. Der Ausschuss kann im Einvernehmen mit den Regierungsausschüssen Sonderausschüsse für einzelne oder mehrere Warengruppen bilden. Zu den Beratungen der Ausschüsse kann jede Regierung einen Vertreter als Beobachter entsenden. Die jeweiligen beiden Vorsitzenden der Ausschüsse werden sich von Fall zu Fall über Tagungszeit und Tagungsort verständigen.

Die gemischten Ausschüsse haben für ungeräucherten Schweinespeck sowie für Butter und Hühnereier laufend bestimmte Höchst- und Mindestgrenzen für die Abgabepreise an deutsche Abnehmer festzusetzen ; sie können dies auch für Hartkäse, nicht in Einzelpackungen von 2 ½ kg Rohgewicht oder darunter, tun. Die vertragschliessenden Teile werden durch geeignete Massnahmen auf die Einhaltung der gemäss diesem Protokoll jeweils festgesetzten Höchst- und Mindestgrenzen hinwirken.

Die gemischten Ausschüsse haben weiter zu vereinbaren, in welchen Zeitabschnitten die Festsetzungen der Höchst- und Mindestgrenzen für die Abgabepreise nachzuprüfen sind. Sie können ausserdem vereinbaren, dass die Preisfestsetzungen zwischen ihren Vorsitzenden oder deren Beauftragten erfolgen.

Die Regierungsausschüsse können das zunächst vereinbarte Aufgabengebiet der gemischten Ausschüsse erweitern und, auch soweit nach den Vereinbarungen dieses Schlussprotokolls gemischte Ausschüsse nicht vorgesehen sind, die Einsetzung derartiger Ausschüsse beschliessen.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und dänischer Sprache in Berlin am 24. Januar 1935.

(Sign.) Herluf ZAHLE.

(Sign.) O. C. MOHR.

(Sign.) Bernhard W. VON BÜLOW.

(Sign.) Dr. KOEHLER.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhofft,

Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.N^o 3689. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK
RELATIF AUX ÉCHANGES RÉCIPROQUES DE MARCHANDISES.
SIGNÉ A BERLIN, LE 24 JANVIER 1935.

Les plénipotentiaires soussignés DU GOUVERNEMENT ALLEMAND et DU GOUVERNEMENT ROYAL DE DANEMARK ont conclu, au sujet des échanges réciproques de marchandises, l'accord ci-après :

Article premier.

L'Accord germano-danois, relatif aux échanges réciproques de marchandises, du 1^{er} mars 1934 restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1935 s'il n'est pas dénoncé auparavant, conformément à l'alinéa 2, par l'une des deux Parties contractantes. Il sera considéré chaque fois comme prolongé pour une nouvelle année si les deux Parties contractantes se sont mises d'accord à ce sujet avant l'expiration de sa durée de validité.

L'accord peut être dénoncé, moyennant préavis d'un mois, pour le 1^{er} septembre de chaque année.

Article II.

Le présent accord sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Copenhague. L'accord entrera en vigueur le dixième jour après la date de l'échange des instruments de ratification.

Les deux gouvernements conviennent que le présent accord sera, à titre provisoire, appliqué avec effet immédiat.

Fait en double expédition, en langues allemande et danoise, à Berlin, le 24 janvier 1935.

(Signé) Herluf ZAHLE.

(Signé) O. C. MOHR.

[(Signé) Bernhard W. VON BÜLOW.

(Signé) Dr. KOEHLER.

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature de l'Accord germano-danois conclu ce jour, relatif aux échanges réciproques de marchandises, il a été convenu ce qui suit :

I. COMMISSIONS DE GOUVERNEMENT.

Les Commissions de gouvernement, instituées conformément au paragraphe I du Protocole final de l'Accord germano-danois relatif aux échanges réciproques de marchandises, du 1^{er} mars 1934, continueront à exister pour l'application de l'accord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.No. 3689. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND DENMARK
REGARDING THE RECIPROCAL EXCHANGE OF GOODS. SIGNED
AT BERLIN, JANUARY 24TH, 1935.

The undersigned Plenipotentiaries of THE GERMAN GOVERNMENT and THE ROYAL DANISH GOVERNMENT have concluded the following Agreement concerning the mutual exchange of goods :

Article I.

The German-Danish Agreement regarding the reciprocal exchange of goods of March 1st, 1934, shall remain in force until December 31st, 1935, unless previously denounced by one of the Contracting Parties in accordance with paragraph 2 below. It shall be deemed to have been extended for a further year, provided that both Contracting Parties agree thereto before the expiry of its period of validity.

The Agreement may be denounced subject to one month's notice as from September 1st of each year.

Article II.

The present Agreement shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Copenhagen. The Agreement shall come into force ten days after the date on which the ratifications have been exchanged.

The two Governments agree that the present Agreement shall be provisionally applied forthwith.

Done in duplicate German and Danish texts, at Berlin, the 24th day of January, 1935.

(Signed) Herluf ZAHLE.

(Signed) O. C. MOHR.

(Signed) Bernhard W. VON BÜLOW.

(Signed) Dr. KOEHLER.

FINAL PROTOCOL.

On signing the German-Danish Agreement concluded this day concerning the mutual exchange of goods, the following provisions were agreed upon :

I. GOVERNMENT COMMISSIONS.

The Government Commissions set up under Paragraph I of the Final Protocol to the German-Danish Agreement regarding the reciprocal exchange of goods of March 1st, 1934, shall continue to exist for the further application of the Agreement.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

En principe, les Commissions de gouvernement ne prendront pas de décision sur les questions qui rentrent dans les attributions des Commissions mixtes, instituées conformément à l'arrangement intervenu, avant que la Commission mixte intéressée ait fait connaître son avis.

II. COMMISSIONS MIXTES.

Les Parties contractantes institueront immédiatement une Commission mixte qui examinera la question de l'envoi, sur les marchés allemands, de lard de porc non fumé, de volaille tuée, de saindoux, de beurre, de fromage et d'œufs de poule, ainsi que celle de la fixation des prix et des autres conditions d'écoulement de ces produits. La Commission comprendra des experts nommés par chaque gouvernement. Elle pourra constituer, d'accord avec les Commissions de gouvernement, des sous-commissions pour certains ou pour plusieurs groupes de marchandises. Chaque gouvernement pourra envoyer un représentant comme observateur aux réunions des commissions. Les deux présidents de commission s'entendront dans chaque cas particulier au sujet de la date et du lieu de la réunion.

Les Commissions mixtes fixeront pour le lard de porc non fumé ainsi que pour le beurre et les œufs de poule, des limites de prix maximums et minimums, valables jusqu'à nouvel ordre, pour la vente aux acheteurs allemands ; elles pourront également le faire pour le fromage dur qui n'est pas conditionné pour la vente en emballages d'un poids brut de deux kilos et demi ou moins. Les Parties contractantes prendront les mesures appropriées pour que les limites maximums et minimums fixées conformément au présent protocole soient observées.

Les Commissions mixtes devront, en outre, convenir des intervalles auxquels il y aura lieu d'examiner à nouveau les limites maximums et minimums fixées pour les prix de vente. Elles pourront, en outre, convenir que les prix seront fixés par voie d'accord entre leurs présidents ou les délégués de ces derniers.

Les Commissions de gouvernement pourront étendre les attributions primitives des Commissions mixtes et décider l'institution de Commissions mixtes non prévues par les clauses du présent protocole final.

Fait en double expédition, en langues allemande et danoise, à Berlin, le 24 janvier 1935.

(Signé) Herluf ZAHLE.

(Signé) O. C. MOHR.

(Signé) Bernhard W. VON BÜLOW.

(Signé) Dr KOEHLER.

The Government Commissions shall not as a rule take any decision regarding matters falling within the terms of reference of the Joint Commissions set up under the present Agreement until the Joint Commission concerned has made known its opinion thereon.

II. JOINT COMMISSIONS.

The Contracting Parties shall forthwith set up a Joint Commission to consider the supplying of the German market with unsmoked bacon, slaughtered poultry, lard, butter, cheese and hens' eggs, together with the fixing of prices and other matters pertaining to the marketing of the said goods. The Commission shall consist of experts appointed by both Governments. The Commission shall be empowered to set up, in agreement with the Government Commissions, Sub-Commissions for particular commodities or groups of commodities. Each Government may appoint a representative to follow the deliberations of the Commissions in the capacity of observer. The place and time of meeting shall in each case be fixed by agreement between the chairmen in office of the Commissions.

It shall be the duty of the Joint Commissions to fix, from time to time, maximum and minimum prices for the sale of unsmoked bacon, butter and hens' eggs to German buyers; they shall also be empowered to take similar steps in respect of hard cheese, not in separate packets, of 2½ kilogrammes gross weight or less. The Contracting Parties shall take appropriate measures to secure the observance of the maximum and minimum prices fixed from time to time in pursuance of the present Protocol.

The Joint Commissions shall further agree at what intervals the maximum and minimum prices fixed for the sale of the above-mentioned commodities shall be reviewed. They may further agree that such prices shall be fixed by their respective chairmen or persons appointed by the latter.

The Government Commissions shall be empowered to extend the terms of reference of the Joint Commissions as originally laid down and further to decide to set up Joint Commissions in cases in which such have not been provided for under the terms of the present Final Protocol.

Done in duplicate German and Danish copies, at Berlin, the 24th day of January, 1935.

(Signed) Herluf ZAHLE.

(Signed) O. C. MOHR.

(Signed) Bernhard W. VON BÜLOW.

(Signed) Dr. KOEHLER.

N° 3690.

FINLANDE ET TURQUIE

**Accord commercial. Signé à Ankara,
le 6 juin 1935.**

FINLAND AND TURKEY

**Commercial Agreement. Signed at
Ankara, June 6th, 1935.**

N° 3690. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LA FINLANDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 6 JUIN 1935.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 juillet 1935.*

LE GOUVERNEMENT DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE, désireux de faciliter et de développer les échanges commerciaux entre leurs deux pays, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Les marchandises d'origine turque seront admises à la libre importation en Finlande à l'exception toutefois des articles dont l'importation en Finlande est assujettie à un règlement spécial, généralement appliqué envers tous les pays.

Article 2.

Les marchandises d'origine finlandaise mentionnées dans la liste A ci-jointe seront admises à la libre importation en Turquie et celles énumérées dans la liste B ci-jointe dans les limites des contingents alloués à chaque article sur cette même liste.

Il est bien entendu que la Finlande bénéficiera en plus, du régime général d'importation en vigueur en Turquie, à l'exception toutefois, des marchandises indiquées sur la liste B ci-annexée.

Article 3.

Toutes les marchandises qui seront exportées de part et d'autre après la mise en vigueur du présent accord seront accompagnées de certificats d'origine portant la valeur FOB des marchandises au pays d'origine, délivrés en double exemplaire et conformément au modèle ci-joint, par les Chambres de commerce compétentes du pays exportateur.

Dans les cas d'importations indirectes les certificats d'origine peuvent être remplacés par des certificats d'origine fractionnaires relatifs à une partie de l'envoi et à délivrer par le Consulat du pays d'origine au port de transit. Les certificats d'origine ainsi délivrés ne porteront comme valeur que celle échue, d'après les certificats initiaux, à la quantité des marchandises réservées au pays destinataire.

Il est entendu que les marchandises exportées de part et d'autre avant la mise en vigueur du présent accord continueront à être accompagnées des certificats d'origine délivrés par les autorités compétentes des deux pays.

Article 4.

Les paiements commerciaux entre les deux pays doivent s'équilibrer. Dans ce but on procédera, à la fin de chaque période de l'accord à Ankara, entre les autorités compétentes turques et la légation de Finlande à l'évaluation des comptes relatifs aux échanges commerciaux en se basant sur les valeurs FOB indiquées dans les certificats d'origine.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3690. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JUNE 6TH, 1935.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations.
The registration of this Agreement took place July 2nd, 1935.*

THE GOVERNMENT OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY, being desirous of facilitating and developing trade between their two countries, have agreed as follows :

Article 1.

It shall be permissible to import into Finland without restriction goods of Turkish origin other than articles the importation of which into Finland is subject to special regulations generally applied in respect of all countries.

Article 2.

It shall be permissible to import into Turkey without restriction the goods of Finnish origin mentioned in the attached list A, and also those mentioned in the attached list B, within the limits of the quotas allowed in respect of each article included in that list.

It is understood that Finland shall also enjoy the benefits of the general import system in force in Turkey, except in respect of the goods mentioned in the attached list B.

Article 3.

All goods exported from either country to the other, after the entry into force of the present Agreement, shall be accompanied by certificates of origin showing the value f.o.b. of the goods in the country of origin, such certificates being issued in duplicate and in conformity with the attached model by the competent Chambers of Commerce of the exporting country.

In the case of indirect imports, the certificates of origin may be replaced by fractional certificates of origin relating to part of the consignment and issued by the consulate of the country of origin in the port of transit. The certificates of origin thus issued shall show only the value which, according to the original certificates, corresponds to the quantity of goods reserved for the country of destination.

It is understood that goods exported by either country to the other before the entry into force of the present Agreement shall continue to be accompanied by the certificates of origin issued by the competent authorities of the respective countries.

Article 4.

The commercial payments between the two countries must balance. With this object, the competent Turkish authorities and the Finnish Legation shall, at the end of each period of the Agreement, make up at Ankara the accounts relating to trade, taking as a basis the values f.o.b. shown in the certificates of origin.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Au cas où les totaux respectifs des comptes mentionnés dans l'article précédent indiqueraient un solde actif en faveur de l'un des deux pays, le pays à solde actif avisera au moyen susceptible de faire disparaître la différence au cours de la période suivante, en admettant à l'importation des marchandises d'une valeur égale au montant du déficit, d'un commun accord entre les deux pays.

Il est entendu toutefois, que ce solde ne saurait excéder la somme de 50.000 livres turques de part et d'autre.

Article 6.

Le Gouvernement de Finlande déclare que nulle restriction n'entravera en Finlande pendant la durée de cet accord l'acquisition et la libre sortie des devises afférentes aux importations d'origine turque sur son territoire.

De même, le Gouvernement de la République de Turquie déclare que nulle restriction n'entravera en Turquie pendant la durée de cet accord l'acquisition et la libre sortie des devises afférentes aux importations de marchandises d'origine finlandaise mentionnées dans les listes A et B, ci-annexées. Le règlement des devises concernant les importations autres que celles indiquées sur lesdites listes, se fera en conformité des lois et règlements régissant le régime d'importation en Turquie.

Article 7.

Le présent accord est valable pour une période d'une année. Il entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1935. S'il n'est pas dénoncé sous préavis de deux mois, il sera réputé prolongé par tacite reconduction pour des périodes annuelles.

Fait en double exemplaire à Ankara, le 6 juin 1935.

Tauno JALANTI.

N. MENEMENCIOĞLU.

N^o

CERTIFICAT D'ORIGINE

EXEMPLAIRE A.

<i>Expéditeur :</i>	<i>Destinataire :</i>
Nom :	Nom :
Domicile :	Domicile :
Rue :	Rue :

Nature de la marchandise :

Mode d'emballage :

Nombre de colis :

Marque N^o

Poids { brut kg.
net kg.

Valeur FOB

Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et que ce certificat d'origine est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial turco-finlandais du 6 juin 1935.

N^o

EXEMPLAIRE B.

(Cet exemplaire portera le même numéro que l'exemplaire A, sera estampillé par les douanes et remis au Ministère compétent du pays importateur.)

<i>Expéditeur :</i>	<i>Destinataire :</i>
Nom :	Nom :
Domicile :	Domicile :
Rue :	Rue :

Nature de la marchandise :

Mode d'emballage :

Nombre de colis :

Marque N^o

Poids { brut kg.
net kg.

Valeur FOB

Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et que ce certificat est délivré conformément aux dispositions de l'Accord commercial turco-finlandais du 6 juin 1935.

Article 5.

Should the respective totals of the accounts mentioned in the preceding Article show a credit balance in favour of either country, the country with the credit balance shall devise means for eliminating the difference in the course of the following period, by permitting the importation, by common agreement between the two countries, of goods of a value equal to the amount of the deficit.

It is understood, however, that this balance shall not exceed the sum of 50,000 Turkish pounds in the case of either country.

Article 6.

The Government of Finland declares that, while this Agreement remains in force, no restriction shall, in Finland, be placed in the way of the acquisition and free outgoing of foreign exchange in respect of goods of Turkish origin imported into its territory.

Similarly, the Government of the Republic of Turkey declares that, while this Agreement remains in force, no restriction shall, in Turkey, be placed in the way of the acquisition and free outgoing of foreign exchange in respect of imports of goods of Finnish origin mentioned in the attached lists A and B. Foreign exchange in respect of imports of goods other than those mentioned in the said lists shall be regulated in conformity with the laws and regulations governing the import system in Turkey.

Article 7.

The present Agreement shall remain in force for a period of one year. It shall enter into force on July 1st, 1935. Unless it is denounced at two months' notice, it shall be deemed to be prolonged by tacit consent for further successive periods of one year.

Done in duplicate at Ankara, the 6th day of June, 1935.

Tauno JALANTI.

N. MENEMENCIOĞLU.

No.

No.

Copy B.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

Copy A.

Consignor : Consignee :
Name : Name :
Domicile : Domicile :
Street : Street :

Consignor : Consignee :
Name : Name :
Domicile : Domicile :
Street : Street :

Nature of goods :
Nature of packing :
Number of packages :
Mark No.
Weight { gross kg.
 { nett kg.
Value f.o.b.
Method of forwarding :

Nature of goods :
Nature of packing :
Number of packages :
Mark No.
Weight { gross kg.
 { nett kg.
Value f.o.b.
Method of forwarding :

It is hereby certified that the goods mentioned above are of origin and that this certificate of origin is issued in conformity with the provisions of the Commercial Agreement of June 6th, 1935, between Turkey and Finland.

It is hereby certified that the goods mentioned above are of origin and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Commercial Agreement of June 6th, 1935, between Turkey and Finland.

LISTE LIBRE « A »

LISTE CONTINGENTÉE « B »

Numéro du tarif turc		Numéro du tarif turc		Contingents annuels en tonnes
72 C	Métiers à tisser en bois, isolateurs d'accumulateurs et ses accessoires seulement. Avec l'autorisation préalable du Ministère des Douanes et des Monopoles.	324 A	Seulement papier d'imprimerie ordinaire A l'exception du papier d'imprimerie ordinaire .	50
73 C		324 C		700
295		328 A		1.500
303		328 A		250
323 B		328 B		300
326		341 C		600
330 A		377 C		3
331		D		3
334		378 C		3
340		D		3
342	379/I C	3		
363	D	3		
366 B C	E	3		
367	379/2 C	5		
368	D	10		
369	E	20		
370 B	379/3 C	50		
370 C	D	10		
371	E	34		
372	447 A	20		
373	532 C	30		
464	Pierre ponce de toute espèce utilisée seulement dans l'industrie.			
485				
487				
488				
505				
538 B	Avec l'autorisation préalable du Ministère de l'Agriculture.			
552				
664				

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives

au Ministère des Affaires étrangères.

UNRESTRICTED LIST " A "

QUOTA LIST " B "

Number in Turkish tariff		Number in Turkish tariff		Annual quota in tons
72 C		324 A		50
73 C		324 C		700
295	Looms of wood for weaving purposes, insulators for accumulators and their accessories only.	328 A	Common printing paper only	1,500
303	With the previous authorisation of the Ministry of Customs and Monopolies.	328 A	With the exception of com- mon printing paper . .	250
323 B		328 B		300
326		341 C		600
330 A		377 C		3
331	With the exception of blotting and filter paper.	377 D		3
334		378 C		3
340	With the previous authorisation of the Ministry of Customs and Monopolies.	378 D		3
342		379/I C		3
363		D		3
366 B C		E		3
367		379/2 C		5
368		D		10
369		E		20
370 B	Only those above No. 20.	379/3 C		50
370 C		D		10
371		E		34
372		447 A		20
373		532 C		30
464	Pumice-stone of all kinds used in industry only.			
485				
487				
488				
505				
538 B				
552				
664	With the previous authorisation of the Ministry of Agriculture.			

N° 3691.

PERSE ET SUISSE

Convention d'établissement, complétée par une déclaration concernant l'assistance judiciaire gratuite et la caution « *judicatum solvi* ». Signées à Berne, le 25 avril 1934.

PERSIA AND SWITZERLAND

Convention of Establishment, completed by a Declaration concerning Free Judicial Assistance and the « *Cautio judicatum Solvi* ». Signed at Berne, April 25th, 1934.

N^o 3691. — CONVENTION ¹ D'ÉTABLISSEMENT ENTRE L'EMPIRE DE PERSE ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE. SIGNÉE A BERNE, LE 25 AVRIL 1934.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 juillet 1935.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
et

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE,

Egalement animés du désir de régler les conditions d'établissement des ressortissants persans en Suisse et des ressortissants suisses en Perse, conformément au Traité ² d'amitié en date de ce jour, ont résolu de conclure une convention d'établissement et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires,

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral, chef du Département politique fédéral ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Monsieur Abol-Hassan Khan FOROUGHÏ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Perse, à Berne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront accueillis et traités sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs personnes et leurs biens, d'après les principes et la pratique du droit commun international. Ils y jouiront de la plus constante protection des lois et autorités territoriales pour leurs personnes et pour leurs biens, droits et intérêts. Ils pourront pénétrer sur le territoire de l'autre Partie contractante et en sortir, y voyager, y séjourner et s'y établir, à condition et aussi longtemps qu'ils se conformeront aux lois et règlements en vigueur sur ledit territoire.

En toutes ces matières, ils jouiront d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Toutefois, rien de ce qui précède ne saurait empêcher chacune des deux Hautes Parties contractantes de prendre en tout temps des dispositions pour régler ou interdire l'immigration

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 1^{er} juin 1934.

Entrée en vigueur le 2 juillet 1935.

² Vol. CLIX, page 235, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3691. — CONVENTION² OF ESTABLISHMENT BETWEEN THE EMPIRE OF PERSIA AND THE SWISS CONFEDERATION. SIGNED AT BERNE, APRIL 25TH, 1934.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place July 4th, 1935.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA,

Being equally desirous of determining the conditions for the establishment of Persian nationals in Switzerland and Swiss nationals in Persia, in accordance with the Treaty³ of Friendship of to-day's date, have resolved to conclude a Convention of Establishment, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

Monsieur Giuseppe MOTTA, Federal Councillor, Head of the Federal Political Department ;

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

Monsieur Abol-Hassan Khan FOROUGHI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Persia at Berne ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Nationals of either High Contracting Party shall be admitted to and treated in the territory of the other Party, as regards their persons and property, in accordance with the principles and practice of international common law. They shall enjoy there the fullest protection of the laws and territorial authorities as regards their persons and property, rights and interests. They shall be entitled to enter and leave the territory of the other Contracting Party, to travel, reside and establish themselves therein, on condition that, and for such time as, they comply with the laws and regulations in force in the said territory.

In all these matters they shall enjoy treatment not less favourable than that accorded to the nationals of the most-favoured nation.

Nothing in the foregoing shall, however, prevent either of the two High Contracting Parties from taking measures at any time to regulate or prohibit immigration into its territory, provided

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berne, June 1st, 1934. Came into force July 2nd, 1935.

³ Vol. CLIX, page 235, of this Series.

sur son territoire, pourvu qu'elles ne constituent pas une mesure de discrimination particulièrement dirigée contre tous les ressortissants de l'autre Partie contractante.

Il est entendu que le présent article ne touche ni aux règles relatives aux passeports ni aux dispositions d'ordre général qui ont été édictées par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes quant aux conditions selon lesquelles les ouvriers étrangers pourront être admis à exercer un métier sur leurs territoires respectifs.

Article 2.

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte au droit de chacune des Hautes Parties contractantes d'interdire aux ressortissants de l'autre Partie le séjour dans des cas spéciaux, soit à la suite d'une décision judiciaire, soit pour des raisons de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ou pour des raisons de police.

L'expulsion sera exécutée dans des conditions répondant aux exigences de l'hygiène et de l'humanité.

Article 3.

A condition d'observer les lois et règlements du pays, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, de la même façon que les nationaux, le droit de se consacrer à toute espèce d'industrie et de commerce ainsi que d'exercer tout métier ou profession, pour autant qu'il ne s'agira ni d'un monopole d'Etat ni de l'exploitation d'un monopole accordé par l'Etat, et à l'exclusion du colportage et de tout autre commerce ambulante.

Cette disposition ne sera pas non plus applicable en tant que, d'après lesdits lois et règlements, l'exercice d'une profession est exclusivement réservé aux nationaux.

Article 4.

Les sociétés commerciales de toute espèce, y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurance, de communication et de transport, constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties contractantes, qui ont leur siège social sur son territoire et y sont régulièrement reconnues comme jouissant de sa nationalité, verront reconnus, sur le territoire de l'autre, leur existence juridique, leur capacité et leur droit d'ester en justice.

Leur admission à exercer une activité commerciale sur le territoire de l'autre Partie sera réglée par les lois et les prescriptions qui y sont en vigueur.

En ce qui concerne les conditions de leur admission et l'exercice de leur activité, ainsi que sous tout autre rapport, lesdites sociétés pourront, à condition de se conformer aux lois et prescriptions du pays de résidence, s'y livrer à toute activité commerciale et industrielle à laquelle, conformément à l'article 3, peuvent se livrer les ressortissants du pays où elles ont été constituées. Les sociétés en question devront, sous tous les rapports, être traitées comme les entreprises similaires de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que les dispositions de cet article ni aucune autre de la présente convention ne peuvent autoriser à réclamer les privilèges spéciaux accordés en Perse à des sociétés étrangères dont les conditions d'activité sont réglées par des concessions spéciales.

D'autre part, les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes dont les conditions d'activité sur le territoire de l'autre sont réglées par des concessions spéciales n'auront pas le droit, pour les points prévus par l'acte de concession, de réclamer des avantages accordés en vertu des traités et conventions en vigueur ou découlant du régime de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les ressortissants et les sociétés visées à l'article 4 de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, à tous égards, sur le territoire de l'autre Partie, aussi bien pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, en ce qui concerne les impôts et taxes de toutes sortes, ainsi que toutes autres charges de caractère fiscal, du même traitement et de la même protection que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

that such measures do not constitute discrimination specially directed against all nationals of the other Contracting Party.

It shall be understood that the present Article does not affect either the rules relating to passports, or the general provisions enacted by either High Contracting Party relating to the conditions in which foreign workers may carry on an occupation in the respective territories.

Article 2.

The provisions of the present Convention shall not restrict the right of either High Contracting Party to prohibit nationals of the other Party from residing in its territory in special cases, either in consequence of a judicial decision, or for reasons connected with the internal or external security of the State or with public order.

Deportation shall be carried out in conditions consistent with the requirements of health and humanity.

Article 3.

Provided they comply with the laws and regulations of the country, nationals of either High Contracting Party shall have the right, in the territory of the other, to carry on any kind of industry or commerce, and to engage in any trade or profession except hawking and other itinerant trades in the same way as nationals of the country, in so far as such trades or professions are not concerned either with a State monopoly or with the operation of a monopoly granted by the State.

Furthermore, this provision shall not apply to occupations exclusively reserved, under the said laws and regulations, for nationals of the country.

Article 4.

Commercial companies of all kinds, including companies engaged in industry, finance, insurance and communications and transport constituted in conformity with the laws of either High Contracting Party and having their registered head offices in its territory, which are regularly recognised to possess its nationality, shall be legally recognised in the territory of the other, and their capacity and right to sue and be sued in a civil action shall also be recognised.

Permission to engage in commercial activities in the territory of the other Party shall be subject to the laws and regulations in force therein.

As regards the conditions governing their admittance and the exercise of their activities, and in every other respect, the said companies may, provided they comply with the laws and regulations of the country of residence, engage in any commercial and industrial activities which, in accordance with Article 3, may be engaged in by nationals of the country in which they have been constituted. The companies in question shall in all respects be treated in the same way as similar undertakings of the most-favoured nation.

It shall be understood that neither the provisions of this nor of any other Article in the present Convention shall confer a right to claim the special privileges granted in Persia to foreign companies the conditions of whose operation are determined by special concessions.

On the other hand, companies of either High Contracting Party the conditions of whose operation in the territory of the other are determined by special concessions shall not be entitled, on the points laid down in the act of concession, to claim the benefits granted in virtue of the treaties and conventions in force or arising out of most-favoured-nation treatment.

Article 5.

The nationals and companies of either High Contracting Party referred to in Article 4 shall in all respects enjoy the same treatment and protection in the territory of the other Party as the nationals of the most-favoured nation, as regards their persons and property, rights and interests, in so far as concerns taxes and charges of all kinds as well as all other fiscal charges.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, en se conformant aux lois et règlements en vigueur sur le territoire de l'autre, le droit d'y acquérir, d'y posséder et d'y aliéner toute espèce de droits et biens meubles. Ils seront, à cet égard, traités comme les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne les biens et droits de nature immobilière, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, sur le territoire de l'autre, seront, en tout cas, traités comme les ressortissants de la nation la plus favorisée. Jusqu'à la conclusion d'une convention spéciale, il est entendu que les ressortissants suisses, sur le territoire de la Perse, ne sont autorisés à acquérir, occuper ou posséder que les immeubles nécessaires à leur habitation et à l'exercice de leur profession ou industrie.

Article 7.

Les habitations et tous les autres immeubles que les ressortissants d'une des Hautes Parties contractantes auront acquis, posséderont ou auront loués, en conformité des dispositions de la présente convention, sur le territoire de l'autre Partie, ne pourront être soumis à des visites ou perquisitions domiciliaires que sous les conditions et avec les formalités qui sont prescrites par les lois en vigueur pour les nationaux.

De même, les livres de commerce, arrêtés de compte ou documents de n'importe quelle espèce qui se trouveraient dans les habitations ou les bureaux des ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie ne pourront être soumis à un examen ou à une saisie que sous les conditions et avec les formalités que les lois en vigueur prescrivent pour les nationaux.

Article 8.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, pour tout ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens par les tribunaux et les autorités, du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils auront notamment libre accès, sans entrave aucune, aux tribunaux et pourront ester en justice dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée. Les questions concernant l'assistance aux pauvres et la *cautio judicatum solvi* font l'objet d'une déclaration spéciale de réciprocité annexée à la présente convention.

Dans les matières relatives au droit des personnes, de famille et de succession, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie resteront soumis aux prescriptions de leurs lois nationales. Il ne pourra être dérogé à l'application de ces lois par l'autre Partie contractante qu'à titre exceptionnel et pour autant qu'une telle dérogation y est généralement pratiquée à l'égard de tout autre Etat étranger.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que le droit des personnes, de famille et de succession, c'est-à-dire le statut personnel, comprend les matières suivantes : le mariage, le régime des biens entre époux, le divorce, la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité juridique, la majorité, la tutelle et la curatelle, l'interdiction, le droit de succession testamentaire ou *ab intestat*, les liquidations et les partages de successions ou de patrimoines, et en général toutes les questions relatives au droit de famille, y compris toutes les questions concernant l'état des personnes.

Article 9.

En temps de paix et en temps de guerre, les ressortissants de chaque Haute Partie contractante seront, sur le territoire de l'autre Partie, exempts de toute obligation de travail pour l'Etat, sauf dans le cas d'une défense contre une calamité naturelle. Il seront exempts de tout service militaire obligatoire, soit dans l'armée de terre, navale et aérienne, soit dans la garde nationale ou la milice, de même que de toute taxe imposée au lieu et place du service personnel. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre seront exempts de tous emprunts forcés. Ils ne pourront être assujettis à des contributions militaires ou à toute espèce

Article 6.

Nationals of either High Contracting Party shall have the right to acquire, own and dispose of rights and movable property of all kinds in the territory of the other, provided they observe the laws and regulations in force therein. They shall be treated in this respect on the same footing as nationals of the most-favoured nation.

As regards immovable property and rights, nationals of either High Contracting Party shall be treated in all respects in the territory of the other on the same footing as nationals of the most-favoured nation. It shall be understood that pending the conclusion of a special convention, Swiss nationals in the territory of Persia may only acquire, occupy or own the buildings necessary for their own occupancy and for carrying on their trade or industry.

Article 7.

Houses and other premises acquired, owned or rented by nationals of either High Contracting Party in the territory of the other Party in accordance with the provisions of the present Convention shall be subject to domiciliary searches only under the conditions and in accordance with the formalities prescribed by the laws in force for nationals of the country.

In the same way, trade books, statements of account, and documents of any kind which may be found in the houses or offices of nationals of either High Contracting Party in the territory of the other Party may only be subject to examination or seizure in the conditions and in accordance with the formalities prescribed by the laws in force for nationals of the country.

Article 8.

Nationals of either High Contracting Party shall enjoy the same treatment in the territory of the other Party as nationals of the most-favoured nation, as regards the protection of their persons and property by the courts and authorities.

They shall, in particular, have free and unhindered access to the courts, and may sue and be sued under the same conditions as nationals of the most-favoured nation. Questions relating to assistance to the poor and *cautio judicatum solvi* shall be settled under a special declaration of reciprocity annexed to the present Convention.

In matters relating to personal and family rights and the right of succession, nationals of either High Contracting Party in the territory of the other Party shall continue to be subject to the provisions of their national laws. The other Contracting Party may only depart from the application of these laws in exceptional circumstances, and in so far as these laws are usually departed from in the case of any other foreign State.

The High Contracting Parties agree that personal and family rights and the right of succession, that is to say personal status, shall be deemed to include the following matters : marriage, marriage settlements, divorce, separation, marriage portion, paternity, filiation, adoption, legal competency, age of majority, guardianship and trusteeship, judicial interdiction, testamentary or *ab intestat* inheritance, liquidation and the division of estates or property, and, generally speaking, all questions relating to family rights, including all questions concerning personal status.

Article 9.

In time of peace and in time of war, nationals of each High Contracting Party shall be exempt in the territory of the other Party from any obligation to work for the State, except in the case of defence against a natural disaster. They shall be exempt from compulsory military service in the land, naval or air forces, or in the national guard or militia and also from any tax imposed in lieu of personal service. Nationals of either High Contracting Party in the territory of the other shall be exempt from all forced loans. They shall not be liable to military contributions or to any kind of requisition, whether military or civil, or to expropriation in the public interest except

de réquisition tant militaire que civile, ou à des expropriations pour cause d'utilité publique, autrement que sous les mêmes conditions et sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée et moyennant les mêmes indemnités.

Les dispositions du présent article seront applicables aussi aux sociétés mentionnées à l'article 4.

Article 10.

La convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Berne le plus tôt que faire se pourra.

La convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant cinq ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de cette période, elle sera considérée comme prolongée tacitement et pour une durée indéterminée. Elle pourra dès lors être dénoncée à tout moment, moyennant préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Berne, le vingt-cinq avril mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) (*Signé*) MOTTA.

(L. S.) (—) A. H. FOROUGHÍ.

DÉCLARATION

CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE ET LA CAUTION « JUDICATUM SOLVI ».

Aux fins de compléter l'article 8, alinéa 2, de la Convention d'établissement entre la Suisse et la Perse conclue et signée ce jour, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants.

Article premier.

Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants de l'un des Etats contractants, ayant leur domicile en Perse ou en Suisse qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 2.

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article premier, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente dans l'autre Etat. La demande sera faite soit par la voie diplomatique, soit directement par la partie intéressée.

La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

Article 3.

L'autorité compétente, pour statuer sur la demande d'exequatur, se bornera à examiner :

1° Si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, la décision est passée en force de chose jugée ;

under the same conditions and on the same footing as nationals of the most-favoured nation and in return for the same compensation.

The provisions of the present Article shall also apply to the companies mentioned in Article 4.

Article 10.

The Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

The Convention shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall remain in force for five years. If the Convention is not denounced six months before the expiration of the said period, it shall be regarded as prolonged by tacit consent for an indefinite period. It may be denounced at any moment on six months' notice being given.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Berne, April the twenty-fifth, one thousand nine hundred and thirty-four.

(L. S.) (Signed) MOTTA.

(L. S.) (Signed) A. H. FEROUGHI.

DECLARATION

CONCERNING FREE LEGAL ASSISTANCE AND SECURITY FOR COSTS.

For the purpose of supplementing Article 8, paragraph 2, of the Convention of Establishment between Switzerland and Persia, concluded and signed to-day, the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

No security or deposit of any kind whatever may be required, on account of the fact of their being aliens or of their having no domicile or residence in the country, from nationals of either Contracting State having their domicile in Persia or Switzerland who appear as plaintiffs or interveners before the courts of the other.

The same rule shall apply to payments required of plaintiffs or interveners as security for legal costs.

Article 2.

Judgments rendered in one of the Contracting States ordering payment of the costs of the suit by plaintiffs or interveners who are exempt from the requirement of security, deposit or payment in virtue of Article 1 or of the law of the State in which the action was brought shall be enforced free of charge by the competent authority in the other State. Application shall be made either through diplomatic channels or direct by the Party concerned.

The same rule shall apply to legal decisions under which the costs of the action are fixed at a later date.

Article 3.

The competent authority shall confine itself, in deciding whether enforcement orders shall be granted, to considering :

(1) Whether, according to the law of the country in which the judgment was rendered, the decision has acquired the force of *res judicata* ;

2° Si le dispositif de la décision est accompagné d'une traduction, faite dans la langue de l'autorité requise et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur assermenté de l'Etat requis ou requérant.

Pour satisfaire à la condition prescrite par l'alinéa 1, chiffre 1, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La compétence de cette autorité sera certifiée par le plus haut fonctionnaire préposé à l'administration de la justice dans l'Etat requérant. La déclaration et le certificat dont il vient d'être parlé doivent être traduits conformément à la règle contenue dans l'alinéa 1, chiffre 2.

L'autorité compétente, pour statuer sur la demande d'exequatur, évaluera, pourvu que la partie le demande en même temps, le montant des frais de traduction et de légalisation visés à l'alinéa 1, chiffre 2. Ces frais seront considérés comme des frais et dépens du procès.

Article 4.

Il va de soi que les articles 1 à 3 de cette déclaration sont également applicables aux sociétés mentionnées à l'article 4 de la convention d'établissement entre la Suisse et la Perse.

Article 5.

Les ressortissants de l'un des Etats contractants seront admis dans l'autre au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de cet Etat.

Fait, en double exemplaire, à Berne, le vingt-cinq avril mil neuf cent trente-quatre.

(Signé) MOTTA.

(—) A. H. FOROUGHI.

Pour copie conforme :
Berne, le 3 juillet 1935.

Le Chancelier de la Confédération :
G. Bovet.

(2) Whether the operative part of the decision is accompanied by a translation into the language of the authority to which application is made and certified correct by a diplomatic or consular agent of the State making the application or by a sworn translator belonging to either State.

The conditions laid down in paragraph 1, No. 1, shall be deemed to be satisfied by a declaration by the competent authority of the applicant State, attesting that the decision has acquired the force of *res judicata*. The highest official of the administration of justice in the applicant State shall certify that this authority is competent. The declaration and certificate just referred to shall be translated in accordance with the rule laid down in paragraph 1, No. 2.

In deciding whether to grant enforcement orders, the competent authority shall estimate at the same time, provided the party requests it to do so, the amount of the costs of translation and legalisation referred to in paragraph 1, No. 2. These costs shall be regarded as costs and expenses of the action.

Article 4.

It shall be understood that Articles 1 to 3 of this Declaration shall also apply to the companies mentioned in Article 4 of the Convention of Establishment between Switzerland and Persia.

Article 5.

The nationals of either Contracting State shall enjoy the benefit, in the other State, of free legal assistance in the same way as nationals of that State, provided they comply with its legislation.

Done in duplicate at Berne, the twenty-fifth day of April, one thousand nine hundred and thirty-four.

(Signed) MOTTA.

(Signed) A. H. FOROUGHÍ.

N° 3692.

DANEMARK ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de la dératisation périodique prévue par la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, en ce qui concerne les ferry-boats des chemins de fer danois et suédois. Copenhague, le 25 juin 1935.

DENMARK AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exemption from the Periodical Deratization provided for by the International Sanitary Convention of June 21st, 1926, as regards the Ferry-boats of Danish and Swedish Railways. Copenhagen, June 25th, 1935.

N^o 3692. — NOTEVÄXLING MELLAN SVENSKA OCH DANSKA REGERINGARNA UTGÖRANDE EN ÖVERENSKOMMELSE ANGÅENDE BEFRIELSE FÖR SVENSKA OCH DANSKA JÄRNVÄGARNAS FÄRJOR FRÅN DE I DEN INTERNATIONELLA HÄLSOVÅRDSKONVENTIONEN DEN 21 JUNI 1926 GIVNA BESTÄMMELSERNA OM RÄTTUTROTNING, KÖPENHAMN, DEN 25 JUNI 1935.

N^o 3692. — NOTEVEKSLING MELLAN DANMARK OG SVERIGE ANGÅENDE GENSIDIG FRITAGELSE FOR JERNBANERNES FÆRGER FRÅ DE I DEN INTERNATIONALE SUNDHEDSKONVENTION AF 21. JUNI 1926 INDEHOLDTE BESTEMMELSER OM ROTTEUDRYDDELSE. KØBENHAVN, DEN 25. JUNI 1935.

Textes officiels suédois et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 juillet 1935.

Swedish and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 8th, 1935.

I.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

KUNGL.
SVENSKA BESKICKNINGEN.

KÖPENHAMN, den 25. juni 1935.

HERR UTRIKESMINISTER,

Härmed har jag äran meddela, at Svenska Regeringen är beredd att medgiva befrielse för de danska järnvägarnas färjor från de i artikel 28 i den internationella hälsovårdskonventionen¹ den 21. Juni 1926 givna bestämmelserna om rättutrotning, under förutsättning att Danska Regeringen för sin del medgiver motsvarande befrielse för de svenska järnvägarnas färjor.

I sådant fall tillåter jag mig föreslå, att denna note samt svaret därå skola utgöra en mellan de båda regeringarna avslutad överenskommelse, som skall träda i kraft den 1. juli 1935 och

¹ Vol. LXXVIII, page 229 ; vol. XCII, page 409 ; vol. CIV, page 513 ; et vol. CVII, page 524, de ce recueil.

¹ Vol. LXXVIII, page 229 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. CIV, page 513 ; and Vol. CVII, page 524, of this Series.

förbliva gällande intill utgången av sex månader från den dag, då uppsägning från någondera sidan sker.

Mottag, Herr Utrikesminister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(*sign.*) HAMILTON.

Hans Excellens
Herr Utrikesminister Dr. Munch,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Jan Stenström,
Attaché.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 2.7.1935.

Kristjan Bure,
Chef des Archives a. i.
au Ministère des Affaires étrangères.

II.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

P. J. I. 82.B.39.

KØBENHAVN, den 25. Juni 1935.

HR. BARON,

Idet jeg anerkender Modtagelsen af Hr. Baronens Note af Dags Dato, har jeg den Ære at meddele, at den danske Regering under Forudsætning af Gensidighed er villig til at fritage de svenske Jernbaners Færger fra de i Art. 28 i den internationale Sundhedskonvention af 21. Juni 1926 indeholdte Bestemmelser om Rotteudryddelse.

Den danske Regering er med den svenske Regering enig i, at den af Hr. Baronens afgivne Note og nærværende Note udgør den mellem de to Regeringer truffne Overenskomst, og at denne træder i Kraft den 1. Juli 1935 og forbliver gældende indtil Udløbet af 6 Maaneder fra den Dag at regne, da den opsiges fra en af Siderne.

Modtag, Hr. Baron, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

(*sign.*) P. MUNCH.

Hr. Baron C. F. H. Hamilton,
Kgl. svensk Gesandt.

Pour copie certifiée conforme :

Jan Stenström,
Attaché.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 2.7.1935.

Kristjan Bure,
Chef des Archives a. i.
au Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 3692. — ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION DE LA DÉRATISATION PÉRIODIQUE PRÉVUE PAR LA CONVENTION SANITAIRE INTERNATIONALE DU 21 JUIN 1926, EN CE QUI CONCERNE LES FERRY-BOATS DES CHEMINS DE FER DANOIS ET SUÉDOIS. COPENHAGUE, LE 25 JUIN 1935.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

COPENHAGUE, le 25 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement suédois est disposé à dispenser les ferry-boats des chemins de fer danois de l'application des dispositions de l'article 28 de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926 relatives à la dératisation, à condition que le Gouvernement danois, de son côté, fasse bénéficier de la même mesure les ferry-boats des chemins de fer suédois.

Si tel est le cas, j'ai l'honneur de proposer que la présente note soit considérée comme constituant, avec la réponse à cette note, un arrangement entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1935 et qui restera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) HAMILTON.

Son Excellence le D^r Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

P. J. I. 82. B. 39.

COPENHAGUE, le 25 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En accusant réception de votre note en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement danois est disposé, sous condition de réciprocité, à dispenser les ferry-boats des chemins de fer suédois de l'application des dispositions de l'article 28 de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926 relatives à la dératisation.

Le Gouvernement danois se déclare d'accord avec le Gouvernement suédois pour considérer que la note reçue de Votre Excellence constituera, avec la présente note, l'arrangement intervenu entre les deux gouvernements et que cet arrangement entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1935 et restera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) P. MUNCH.

Le Baron C. F. H. Hamilton,
Ministre de Suède.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3692. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXEMPTION FROM THE PERIODICAL DERATISATION PROVIDED FOR BY THE INTERNATIONAL SANITARY CONVENTION OF JUNE 21ST, 1926, AS REGARDS THE FERRY-BOATS OF DANISH AND SWEDISH RAILWAYS. COPENHAGEN, JUNE 25TH, 1935.

I.

THE ROYAL SWEDISH LEGATION.

COPENHAGEN, *June 25th*, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you herewith that the Swedish Government is prepared to grant to the ferry-boats of the Danish railways exemption from the provisions concerning deratisation contained in Article 28 of the International Sanitary Convention of June 21st, 1926, on condition that the Danish Government on its part grants a corresponding exemption to the ferry-boats of the Swedish railways.

In such case, I beg to propose that the present note and the reply thereto shall constitute an Agreement concluded between the two Governments, which shall come into force on July 1st, 1935, and shall remain in force until the expiration of six months from the date on which it is denounced by either Party.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HAMILTON.

His Excellency Dr. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

P. J. I. 82. B. 39.

COPENHAGEN, *June 25th*, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have to acknowledge receipt of your note of to-day's date and to inform you that the Danish Government is prepared, subject to the condition of reciprocity, to exempt the ferry-boats of the Swedish railways from the provisions concerning deratisation contained in Article 28 of the International Sanitary Convention of June 21st, 1926.

The Danish Government accepts the proposal of the Swedish Government that your note and the present note shall constitute the Agreement between the two Governments, and that such Agreement shall come into force on July 1st, 1935, and shall continue in force until the expiration of six months computed from the date on which it is denounced by either Party.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. MUNCH.

Baron C. F. H. Hamilton,
Royal Swedish Ambassador.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3693.

**INDES NÉERLANDAISES
ET MALAISIE**

Arrangement relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Bandoeng, le 19 février 1935, et à Kuala-Lumpur, le 26 février 1935.

**NETHERLANDS INDIES
AND MALAYA**

Agreement concerning the Exchange of Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Bandoeng, February 19th, 1935, and at Kuala Lumpur, February 26th, 1935.

No. 3693. — AGREEMENT ¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF MALAYA AND THE POST OFFICE OF THE NETHERLANDS INDIES CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST. SIGNED AT BANDOENG, FEBRUARY 19TH, 1935, AND AT KUALA LUMPUR, FEBRUARY 26TH, 1935.

English and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 10th, 1935.

The Post Offices of Malaya and of the Netherlands Indies agree to effect a regular direct exchange of parcels between Malaya and the Netherlands Indies.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression "Malaya" means the Straits Settlements, the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang and any Malay State under British Protection which may subsequently form part of the Malayan Postal Union.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for the Netherlands Indies posted in Malaya shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined; and a parcel for Malaya posted in the Netherlands Indies shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching Office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Post Offices guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

¹ Into force as from November 1st, 1934.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 3693. — OVEREENKOMST TUSSCHEN DE POSTADMINISTRATIE VAN MALAYA EN DE POSTADMINISTRATIE VAN NEDERLANDSCH-INDIE BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN, GETEEKEND TE BANDOENG DEN 19 FEBRUARI, 1935 EN TE KUALA LUMPUR, DEN 26 FEBRUARI, 1935.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 10 juillet 1935.

De Postadministratiën van Malaya en van Nederlandsch-Indië zijn overeengekomen regelmatig een rechtstreeksche uitwisseling van postpakketten tusschen Malaya en Nederlandsch-Indië te onderhouden.

In deze Overeenkomst en het daarbij behoorend Reglement van Uitvoering wordt onder "Malaya" verstaan : de Straits Settlements, de Maleische Statenbond (Perak, Selangor, Negri Sembilan en Pahang) en elke Maleische staat onder Britsch protectoraat, welke tot de Maleische Postunie zal toetreden.

OVEREENKOMST.

Artikel 1.

GRENZEN VOOR HET GEWICHT EN DE AFMETINGEN.

1. Een pakket voor Nederlandsch-Indië, terpostbezorgd in Malaya, mag niet zwaarder wegen dan 22 Engelsche ponden en niet langer zijn dan 3 voet 6 inch, terwijl de som van lengte en omtrek niet meer mag bedragen dan 6 voet ; een pakket voor Malaya, terpostbezorgd in Nederlandsch-Indië, mag niet zwaarder wegen dan 10 kilogram en niet langer zijn dan 1.05 meter, terwijl de som van lengte en omtrek niet meer mag bedragen dan 1.80 meter.

2. Ten aanzien van de juiste bepaling van het gewicht en de afmetingen wordt, behoudens in geval van klaarblijkelijke vergissing, de zienswijze van het kantoor van afzending als juist aangenomen.

Artikel 2.

DOORVOER VAN PAKKETTEN.

De beide Postadministratiën waarborgen het recht van doorvoer van pakketten over hun grondgebied naar of uit eenig land, waarmede zij ieder voor zich een pakketpostdienst onderhouden. De transit-pakketten zijn onderworpen aan de bepalingen van deze Overeenkomst en van het Reglement van Uitvoering voor zoover deze bepalingen van toepassing zijn.

¹ En vigueur à partir du 1^{er} novembre 1934.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.
2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Office taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

1. For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of Malaya shall be 80 centimes, 1.40 frs., 2 frs. and 3 frs. for parcels not exceeding 1, 3, 5 and 10 kilogrammes respectively; and the territorial rates of the Netherlands Indies shall be 2.10 frs., 2.50 frs. and 3.50 frs. for parcels not exceeding 2 lbs., 11 lbs. and 22 lbs. respectively. These latter rates to include the sea transit rates shall be increased to 2.25 frs., 2.75 frs. and 4 frs. when the parcels are conveyed to the Netherlands Indies by one of the vessels of the Government of the Netherlands Indies, by one of the vessels of the Royal Packet Navigation Company or by one of the vessels of the Steamship Navigation Companies "Nederland" and "Rotterdamsche Lloyd".

2. The Post Office of the Netherlands Indies reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international Conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

3. The Post Office of Malaya reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connection with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Post Office of the Netherlands Indies may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as international Conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix. The Post Office of Malaya may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 6.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article 7.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

By making a declaration beforehand at the Office of posting, the senders may undertake the payment of all charges due on the parcels on delivery.

Artikel 3.

VOORUITBETALING VAN PORTEN. TARIEVEN.

1. Vooruitbetaling van het port der postpakketten is verplicht, behalve in geval van na-of terugzending.

2. Het port bestaat uit de rechten toekomende aan elke Postadministratie, die aan het land-of zeevervoer deelneemt.

Artikel 4.

RECHT WEGENS VERVOER OVER LAND.

1. Voor pakketten, verzonden uit een der beide landen en bestemd voor het andere land, bedraagt het recht wegens landvervoer in Malaya 80, 140, 200 en 300 centimes voor pakketten, die niet zwaarder wegen dan onderscheidenlijk 1, 3, 5 en 10 kilogram; het Nederlandsch-Indische recht wegens landvervoer bedraagt 210, 250 en 350 centimes voor pakketten, die niet zwaarder wegen dan onderscheidenlijk 2, 11 en 22 Engelsche ponden. Laatstbedoelde rechten, met inbegrip van de rechten wegens vervoer over zee, worden verhoogd tot 225, 275 en 400 centimes ingeval de pakketten naar Nederlandsch-Indië worden vervoerd met schepen van het Nederlandsch-Indische Gouvernement, de "Koninklijke Paketvaart Maatschappij", de Stoomvaart Maatschappij "Nederland" of de "Rotterdamsche Lloyd".

2. De Nederlandsch-Indische Postadministratie behoudt zich de bevoegdheid voor haar vorenbedoelde rechten te herzien overeenkomstig de wijzigingen, welke met betrekking tot de rechten mochten worden aangebracht in de Internationale Overeenkomsten, volgende op de Overeenkomst van Cairo van 1934.

3. De Postadministratie van Malaya behoudt zich de bevoegdheid voor haar rechten wegens landvervoer te herzien overeenkomstig de wijzigingen, welke met betrekking tot deze rechten in haar pakketpostverkeer met andere landen mochten worden aangebracht.

Artikel 5.

RECHT WEGENS INKLARING EN VRIJMAKING.

De Nederlandsch-Indische Postadministratie kan voor de inklaring en vrijmaking door de douane, dan wel voor de inklaring alleen, een recht heffen van ten hoogste 50 centimes per pakket of een zoodanig ander bedrag als daarvoor mocht worden vastgesteld in de Internationale Overeenkomsten, volgende op de Overeenkomst van Cairo van 1934. De Postadministratie van Malay kan hetzelfde recht heffen als van tijd tot tijd zal worden vastgesteld voor soortgelijke diensten in haar pakketpostverkeer met andere landen.

Artikel 6.

DOUANE- EN ANDERE NIET-POSTALE RECHTEN.

De douanerechten en alle andere niet-postale rechten moeten door de geadresseerden worden voldaan, tenzij in deze Overeenkomst anders is bepaald.

Artikel 7.

RECHTVRIJE PAKKETTEN.

Door vooraf het verlangen daartoe aan het kantoor van terpostbezorging kenbaar te maken, kunnen de afzenders alle rechten, waarmede de pakketten bij de aflevering zijn belast, voor hun rekening nemen.

In such cases the senders must undertake to pay the sums which may be claimed by the Post Office of the country of destination, and, if necessary, to make adequate deposits.

The Post Office which advances charges on behalf of the sender may collect for this service a commission not exceeding 50 centimes per parcel. This fee is distinct from that prescribed for Customs clearance in Article 5 above.

On a parcel sent under this arrangement and originating in Malaya, the Post Office of Malaya shall be authorised to collect from the sender a special fee not exceeding 50 cents.

Article 8.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Post Offices may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed "Poste Restante", or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 9.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to enclose in a postal parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Articles of an obscene or immoral nature ;

(d) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Letters, notes or documents having the character of an actual or personal correspondence, or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel, or of persons dwelling with him (it is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice) ;

(f) Live animals.

2. It is moreover forbidden to send coin, platinum, gold or silver (whether manufactured or unmanufactured), precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit assurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the Office of origin, unless the Post Office of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the Office of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the Office of origin ; they shall be disposed of by the Post Office which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Post Office of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

In deze gevallen zijn de afzenders verplicht de rechten te betalen, welke door de Postadministratie van het land van bestemming worden gevorderd en moeten zij zoo noodig een voldoende waarborgsom storten.

De Postadministratie, die ten bate van den afzender kosten voorschiet, is bevoegd deswege een commissierecht te heffen, dat 50 centimes per pakket niet mag te boven gaan. Dit recht wordt geheven boven en behalve het recht wegens vrijmaking, bedoeld in artikel 5 hierboven.

De Postadministratie van Malaya is gemachtigd voor een pakket, dat onder de hierbedoelde bepalingen is verzonden en dat afkomstig is uit Malaya, van den afzender een bijzonder recht te heffen, dat 50 cents niet te boven mag gaan.

Artikel 8.

BEWAARLOON.

Ieder der beide Postadministratiën kan het door hare wetgeving vastgestelde bewaarloon heffen voor een pakket, dat "poste-restante" is geadresseerd, of dat niet binnen den voorgeschreven termijn is opgeëischt.

Dit recht mag in geen geval meer dan 5 francs bedragen.

Artikel 9.

VERBODSBEPALINGEN.

1. Het is verboden in een postpakket te sluiten :

(a) voorwerpen, welke door hun aard of verpakking gevaar kunnen opleveren voor de postambtenaren of andere pakketten kunnen verontreinigen of beschadigen ;

(b) ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen (zooals slaghoedjes, scherpe patronen en lucifers) ;

(c) voorwerpen van onzedelijken of voor de eerbaarheid aanstootelijken aard ;

(d) voorwerpen, waarvan de invoer is verboden bij de wet, dan wel bij douane- of andere reglementen ;

(e) brieven, schrifturen of stukken, welke het karakter dragen van briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard, stukken van allerlei aard, die een ander adres dragen dan dat van den geadresseerde van het pakket of van personen tot zijn huisgezin behoorende ; (het is echter geoorloofd een open factuur, alleen de gewone opgaven van een dergelijk stuk bevattende, in het pakket te sluiten) ;

(f) levende dieren.

2. Bovendien is verboden de verzending van muntstukken, platina, goud of zilver (al of niet bewerkt), edelgesteenten, juweelen of andere kostbaarheden, in pakketten zonder aangegeven waarde naar landen, die aangifte van waarde toelaten.

3. Een pakket dat ten onrechte ter verzending is toegelaten, moet naar het kantoor van oorsprong worden teruggezonden, tenzij de Postadministratie van het land van bestemming krachtens haar wetgeving gemachtigd is er anders over te beschikken.

Evenwel zal het feit, dat een pakket een brief of mededeelingen bevat, welke het karakter dragen van briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard, in geen geval de terugzending naar het kantoor van oorsprong ten gevolge hebben.

4. Ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen en voorwerpen van onzedelijken of voor de eerbaarheid aanstootelijken aard worden niet naar het kantoor van oorsprong teruggezonden ; de Administratie, die ze in de pakketten aantreft, zal er over beschikken overeenkomstig haar binnenlandsche voorschriften.

5. Wanneer een pakket, dat ten onrechte ter verzending is toegelaten, noch naar het kantoor van oorsprong teruggezonden noch aan den geadresseerde wordt afgeleverd, moet de Administratie van het land van afzending nauwkeurig worden ingelicht omtrent hetgeen met het pakket is geschied, zulks teneinde haar in de gelegenheid te stellen het noodige te verrichten.

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for Postal Packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 11.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Post Office of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country, provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative, shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Post Office of the country of destination does not agree to cancel.

Article 12.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course or wrongly allowed to be despatched shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 27, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 13.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Post Office of the country of destination. Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ”.

“ If not deliverable as addressed, deliver to ”.

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 34.

Artikel 10.

BERICHT VAN ONTVANGST.

De afzender kan een bericht van ontvangst verkrijgen voor een pakket met aangegeven waarde op de voorwaarden welke in het Verdrag van de Wereldpostvereniging zijn vastgesteld voor poststukken. Voor een pakket, waarvan de waarde niet is aangegeven, kan geen bericht van ontvangst worden verkregen.

Artikel 11.

NAZENDING.

1. Een pakket kan tengevolge van verandering van adres van den geadresseerde worden nagezonden in het land van bestemming. De Postadministratie van het land van bestemming kan daarvoor de nazendingskosten heffen, welke bij haar binnenlandsche voorschriften zijn vastgesteld. Eveneens kan een pakket uit een van de beide landen, die aan deze Overeenkomst deelnemen, worden nagezonden naar eenig ander land, mits het pakket voldoet aan de voorwaarden, gesteld voor het nieuwe vervoer, en mits als regel het deswege verschuldigde port vóór de nazending is gekweten, of een schriftelijke verklaring wordt afgelegd, dat de betaling door den geadresseerde zal geschieden.

2. Van de voor de nazending verschuldigde kosten, die niet door of namens den geadresseerde zijn voldaan, wordt geen ontheffing verleend in geval van latere na- of terugzending; zij zullen van den geadresseerde, of in voorkomende gevallen van den afzender, worden geheven, onverminderd de betaling van bijzondere kosten voor de ontheffing waarvan het land van bestemming geen toestemming verleent.

Artikel 12.

VERKEERD GEZONDEN PAKKETTEN.

Verkeerd gezonden pakketten of ten onrechte ter verzending toegelaten pakketten worden na- of teruggezonden overeenkomstig de bepalingen van artikel 27, leden 1 en 2, van het Reglement van Uitvoering.

Artikel 13.

ONBESTELBAARHEID.

1. Tenzij de afzender het tegendeel heeft verzocht, wordt een pakket, dat niet kan worden besteld, zonder voorafgaande kennisgeving op zijn kosten aan hem teruggezonden na verloop van den daarvoor bij de reglementen van de Postadministratie van het land van bestemming vastgestelden termijn. Evenwel wordt een pakket, waarvan de inontvangstname door den geadresseerde definitief geweigerd wordt, dadelijk teruggezonden.

2. De afzender kan bij de terpostbezorging verzoeken, dat, indien het pakket niet kan worden afgeleverd aan het opgegeven adres: (a) het pakket als afgestaan wordt beschouwd; (b) het pakket aan een tweede adres binnen het land van bestemming wordt afgeleverd. Een andere keuze is niet toegelaten. Indien de afzender van bovenbedoelde bevoegdheid gebruik maakt, moet het desbetreffend verzoek op de adreskaart zijn aangegeven in bewoordingen, gelijkkluidend aan of overeenkomende met een der volgende termen:

“If not deliverable as addressed, abandon”.

“If not deliverable as addressed, deliver to

Hetzelfde verzoek moet ook op het pakket worden gesteld.

3. De kosten, verschuldigd voor de terugzending van onbestelbare pakketten, worden verevend overeenkomstig de bepalingen van artikel 34.

Article 14.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Departments to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 15.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 16.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Post Office of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Post Office of the country of origin in respect of such parcels.

Article 17.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an Advice of Delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be returned.

Article 18.

TRADE CHARGE PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels marked for the collection of Trade Charges may be exchanged between Malaya and the Netherlands Indies.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a Trade Charge in the case of a parcel for delivery in Malaya shall be fixed at 480 florins and in the case of a parcel for delivery in the Netherlands Indies at \$ 340.—. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a cent shall be ignored.

The two Post Offices undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Post Offices of the countries of origin and of destination of the Trade Charge parcels.

Artikel 14.

ONTHEFFING VAN DOUANERECHTEN.

Beide contracteerende partijen verbinden zich aan hunne onderscheidenlijke douane-administratiën te verzoeken om ontheffing te verleenen van de douanerechten waarmede pakketten zijn bezwaard, welke naar het land van oorsprong zijn teruggezonden, door de afzenders zijn afgestaan, zijn vernietigd, of naar een derde land zijn nagezonden.

Artikel 15.

VERKOOP. VERNIETIGING.

Alleen goederen, welke door hun aard aan waarde-vermindering of bederf onderhevig zijn, kunnen onmiddellijk, ook bij doorvoer, op den heen- of terugweg, zonder voorafgaand bericht of gerechtelijke formaliteit, worden verkocht. Indien om de een of andere reden verkoop onmogelijk is, worden de in waarde verminderde of bedorven goederen vernietigd.

Artikel 16.

AFSTAAN VAN PAKKETTEN.

Pakketten, die niet kunnen worden afgeleverd aan de geadresseerden en waarvan de afzenders afstand hebben gedaan, worden door de Postadministratie van het land van bestemming niet teruggezonden doch in overeenstemming met haar wetgeving behandeld. De Administratie van het land van oorsprong maakt geen aanspraak op dergelijke pakketten.

Artikel 17.

NAVRAGEN.

1. Wegens elke navraag naar een pakket of een verrekenpostwissel kan een recht van ten hoogste 1 franc geheven worden.
Geen recht wordt geheven, indien de afzender reeds het bijzondere recht voor een bericht van ontvangst heeft voldaan.
2. Navragen zijn slechts toegelaten binnen den termijn van een jaar, te rekenen van den dag volgende op dien van terpostbezorging van het pakket.
3. Wanneer een navraag het gevolg is geweest van een dienstfeil worden de navraagkosten terugbetaald.

Artikel 18.

VERREKENPAKKETTEN. PORT EN RECHT. VOORWAARDEN. AFREKENING.

1. Er kunnen verrekenpakketten worden verzonden in het verkeer tusschen Malaya en Nederlandsch-Indië.

Het verrekenbedrag wordt uitgedrukt in de munt van het land van oorsprong van het pakket.

Het maximum-verrekenbedrag van een pakket, bestemd voor Malaya, wordt vastgesteld op fl. 480.— en dat van een pakket, bestemd voor Nederlandsch-Indië, op \$ 340.—. Bij de berekening van het verrekenbedrag worden onderdeelen van een cent verwaarloosd.

De beide Postadministratiën nemen op zich verrekenpakketten in doorvoer toe te laten. Echter zullen de rekeningen, betreffende de ingevorderde verrekenbedragen, worden opgemaakt en afgerekend rechtstreeks tusschen de Administratiën van het land van oorsprong en dat van bestemming der verrekenpakketten.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary or for insured parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee, which shall be fixed by the Post Office of origin and shall not exceed :

(a) 10 cents for each \$10 or fraction of \$10 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in Malaya,

(b) 15 cents for each 10 florins or fraction of 10 florins of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the Netherlands Indies.

3. The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Post Office of Malaya shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in Malaya a supplementary fee not exceeding 10 cents for each parcel and from the addressee of a Trade Charge parcel delivered in Malaya a supplementary fee not exceeding 15 cents for each parcel. The Post Office of the Netherlands Indies shall similarly be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in the Netherlands Indies a supplementary fee not exceeding 25 cents for each parcel.

Article 19.

CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT OF TRADE CHARGE.

The sender of a Trade Charge parcel may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 20.

TRADE CHARGE PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The two Post Offices shall be responsible under the conditions fixed by Articles 26 to 32 hereafter for the loss of a Trade Charge parcel and for abstraction of or damage to its contents.

Article 21.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 17 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not in any case exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Post Office concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

Article 22.

FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Post Office of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Post Office of the country of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Post Office of the country of destination if the latter is responsible.

2. Verrekenpakketten zijn onderworpen aan de behandeling en aan de porten en rechten geldend voor gewone pakketten of, in voorkomende gevallen, voor pakketten met aangegeven waarde. De afzender betaalt bovendien een bijzonder recht, dat wordt vastgesteld door de Administratie van het land van oorsprong en dat niet hooger mag zijn dan :

(a) 10 cent voor elke \$ 10 of gedeelte van \$ 10 van het verrekenbedrag voor een pakket ter post bezorgd in Malaya,

(b) 15 cent voor elke fl. 10.— of gedeelte van fl. 10.— van het verrekenbedrag voor een pakket ter post bezorgd in Nederlandsch-Indië.

3. Het ingevorderde verrekenbedrag wordt overgemaakt door middel van een verrekenpostwissel, welke kosteloos wordt afgegeven.

4. De Postadministratie van Malaya is gerechtigd van den afzender van een in dat land ter post bezorgd verrekenpakket, boven het bijzondere recht, bedoeld in lid 2, een aanvullingsrecht te heffen van hoogstens 10 cent per pakket en van den geadresseerde van een verrekenpakket, bestemd voor Malaya, een aanvullingsrecht van hoogstens 15 cent per pakket. De Nederlandsch-Indische Postadministratie is evenzeer bevoegd van den afzender van een in Nederlandsch-Indië ter post bezorgd verrekenpakket een aanvullingsrecht te heffen ; dit recht mag niet meer bedragen dan 25 cent per pakket.

Artikel 19.

OPHEFFING OF WIJZIGING VAN HET VERREKENBEDRAG.

De afzender van een verrekenpakket kan na de terpostbezorging geen opheffing of wijziging van het verrekenbedrag verzoeken.

Artikel 20.

VERREKENPAKKETTEN. VERANTWOORDELIJKHEID IN GEVAL VAN VERLIES, BEROOFING OF BESCHADIGING.

Beide Postadministratiën zijn overeenkomstig de bepalingen, vastgesteld in de hierna volgende artikelen 26 tot en met 32, verantwoordelijk voor het verlies van een verrekenpakket en voor berooving of beschadiging van den inhoud daarvan.

Artikel 21.

SCHADEVERGOEDING IN GEVAL VAN NIET-INVORDERING, INVORDERING VAN EEN TE LAAG BEDRAG OF INVORDERING OP BEDRIEGLIJKE WIJZE.

Indien een pakket aan den geadresseerde is uitgereikt zonder invordering van het verrekenbedrag heeft de afzender recht op schadevergoeding, mits een aanvraag daartoe is ingediend binnen den termijn, vastgesteld in artikel 17 en de niet-invordering niet aan een fout of nalatigheid zijnerzijds is te wijten. Hetzelfde geldt indien het van den geadresseerde ingevorderde bedrag lager is dan het verrekenbedrag of bedrieglijke invordering heeft plaats gevonden.

De schadevergoeding kan in geen geval het verrekenbedrag te boven gaan.

Door betaling van de schadevergoeding treedt de betrokken Postadministratie in de rechten van den afzender, tot het bedrag dier schadevergoeding, voor elk mogelijk verhaal op den geadresseerde of op derden.

Artikel 22.

VASTSTELLING VAN DE VERANTWOORDELIJKHEID TEN AANZIEN VAN VERREKENBEDRAGEN.

De uitbetaling door de Postadministratie van het land van afzending van de op regelmatige wijze ingevorderde bedragen geschiedt voor rekening van de Administratie van het land van bestemming. Eveneens geschiedt de uitbetaling van het bedrag der schadevergoeding voor rekening van de Postadministratie van het land van bestemming indien deze laatste verantwoordelijk is.

After the delivery of a parcel the Post Office of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Post Office of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel and the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels.

The Post Office of the country of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 32 the sum which has been advanced by the Post Office of the country of origin.

Article 23.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Post Office to which the office issuing the Money Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Post Office of the country of origin of the Trade Charge parcel and shall accrue definitely to that Post Office at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement between the two Post Offices.

Article 24.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 1,000 francs.
2. An insurance fee, to be fixed by the Office of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.
3. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.
4. The Post Office of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.

Article 25.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article 26.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Post Offices shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction of damage of their contents or of a part thereof.

Na de uitreiking van een pakket is de Administratie van het land van bestemming verantwoordelijk voor het verrekenbedrag, tenzij zij kan bewijzen, dat de fout is toe te schrijven aan het niet in acht nemen van de geldende bepalingen door de Administratie van het land van oorsprong of kan aantonen, dat, bij de uitlevering aan haren dienst, het pakket en de bijbehorende adreskaart niet waren voorzien van de aanwijzingen, welke bij het Reglement van Uitvoering voor verrekenpakketten zijn voorgeschreven.

De Administratie van het land van bestemming is verplicht het bedrag, dat door de Administratie van het land van oorsprong is voorgeschoten, terug te betalen overeenkomstig de bepalingen, vastgelegd in artikel 32.

Artikel 23.

VERREKENPOSTWISSELS.

Het bedrag van een verrekenpostwissel, welke om de een of andere reden niet aan den geadresseerde kan worden uitbetaald, wordt niet terugbetaald aan de Postadministratie, waartoe het kantoor, dat den postwissel heeft afgegeven, behoort. Het wordt door de Administratie van het land van afzending van het verrekenpakket ter beschikking gehouden van den rechthebbende en vervalt voor goed aan deze Administratie na afloop van den wettelijken verjaringstermijn.

In alle andere opzichten en behoudens hetgeen terzake in het Reglement van Uitvoering is bepaald, zijn de verrekenpostwissels onderworpen aan de bepalingen van de tusschen de twee Administratiën gesloten Overeenkomst betreffende den postwisseldienst.

Artikel 24.

PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE. RECHTEN EN VOORWAARDEN VAN VERZENDING.

1. Pakketten kunnen worden verzonden met een aangegeven waarde tot ten hoogste 1000 francs.

2. Het recht wegens aangegeven waarde wordt vastgesteld door de Postadministratie van het land van oorsprong en wordt berekend over elk bedrag van 300 francs van de aangegeven waarde of gedeelte daarvan.

3. Aan den afzender van een pakket met aangegeven waarde wordt kosteloos een bewijs van terpostbezorging afgegeven.

4. De Administratie van het land van oorsprong is gerechtigd van den afzender van een pakket met aangegeven waarde bovendien een vast recht te heffen van ten hoogste 50 centimes.

Artikel 25.

VALSCHE AANGIFTE VAN WAARDE.

De aangegeven waarde mag de werkelijke waarde van den inhoud van het pakket en de verpakking niet te boven gaan; evenwel is het geoorloofd slechts een gedeelte van die waarde aan te geven.

Valsche aangifte van de waarde van een pakket tot een bedrag hooger dan de werkelijke waarde is onderworpen aan de gerechtelijke maatregelen welke de wetgeving van het land van oorsprong voorschrijft.

Van een pakket, waarvan de inhoud geen geldelijke waarde heeft, mag de waarde echter tot een nominaal bedrag worden aangegeven, opdat daarop dezelfde veiligheidsmaatregelen worden toegepast, welke ten aanzien van waardepakketten gelden.

Artikel 26.

VERANTWOORDELIJKHEID IN GEVAL VAN VERLIES, BEROOVING OF BESCHADIGING.

1. Met uitzondering van de gevallen, genoemd in het volgend artikel, zijn de beide Postadministratiën verantwoordelijk voor het verloren gaan van pakketten, of voor het verlies, de berooving of de beschadiging van hun inhoud of een gedeelte daarvan.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (2 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.), and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes but not exceeding ten kilogrammes (22 lb.) in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, abstraction or damage occurs in the service of the country of destination, the Post Office of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Post Office of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases the insurance fees and, if the case arises, the despatch fee shall be retained by the Post Offices concerned.

Article 27.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 9 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 17 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, platinum or silver exceeding 2,500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations ;
- (h) In respect of parcels seized by the Customs because of a false declaration of the contents.

Article 28.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

De afzender heeft deswege recht op een schadevergoeding overeenkomende met het werkelijke bedrag van het verlies, de berooving of de schade. Voor pakketten zonder aangegeven waarde kan deze schadevergoeding niet te boven gaan : 10 francs voor een pakket tot een gewicht van een kilogram (2 Engelsche ponden), 25 francs voor een pakket van meer dan een tot vijf kilogram (11 Engelsche ponden) en 40 francs voor een pakket van meer dan vijf tot tien kilogram (22 Engelsche ponden). Voor een pakket met aangegeven waarde kan de schadevergoeding het bedrag der aangegeven waarde niet te boven gaan.

In gevallen, waarin het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad in het land van bestemming, kan de Administratie van het land van bestemming de schadevergoeding voor eigen rekening en zonder overleg te plegen met de Administratie van het land van oorsprong, aan den geadresseerde uitbetalen, mits deze kan bewijzen, dat de afzender afstand heeft gedaan van zijn rechten ten gunste van den geadresseerde.

2. Bij de berekening van het bedrag der schadevergoeding worden indirecte schade of winstderving niet in aanmerking genomen.

3. De schadevergoeding wordt berekend naar den gewonen prijs van goederen van denzelfden aard ter plaatse waar en ten tijde waarop de goederen ter verzending werden aangenomen.

4. Wanneer de schadevergoeding verschuldigd is wegens het verlies, de vernietiging of de algeheele beschadiging, of wegens berooving van den geheelen inhoud van een pakket, heeft de afzender bovendien recht op terugbetaling van de kosten van verzending.

5. In elk geval wordt het recht wegens aangegeven waarde en in voorkomende gevallen het vastrecht door de betrokken Postadministratie behouden.

Artikel 27.

UITZONDERINGEN OP HET BEGINSSEL VAN VERANTWOORDELIJKHEID.

De beide Postadministratiën zijn van elke verantwoordelijkheid ontheven :

- (a) in gevallen van overmacht (*force majeure*) ;
- (b) indien zij geen rekenschap kunnen geven van pakketten ten gevolge van vernietiging van de dienstbescheiden tengevolge van overmacht (*force majeure*) ;
- (c) indien de schade is veroorzaakt door schuld of nalatigheid van den afzender of voortkomt uit den aard van het voorwerp ;
- (d) voor pakketten, waarvan de inhoud valt onder een der verbodsbepalingen, genoemd in artikel 9 ;
- (e) voor pakketten, waarvan de waarde hooger is aangegeven dan de werkelijke waarde van den inhoud en de verpakking ;
- (f) voor pakketten, ten aanzien waarvan de afzender geen navraag heeft gedaan binnen den termijn voorgeschreven in artikel 17 ;
- (g) voor pakketten, bevattende edelgesteenten, juweelen of voorwerpen van goud, platina of zilver tot een waarde van meer dan 2,500 francs, indien die pakketten niet zijn verpakt in een doos van de grootte, voorgeschreven in artikel 6, lid 3 van het Reglement van Uitvoering ;
- (h) voor pakketten, welke wegens een valsche inhoudsopgave door de douane in beslag zijn genomen.

Artikel 28.

OPHOUDEN VAN DE VERANTWOORDELIJKHEID.

De beide Postadministratiën houden op verantwoordelijk te zijn voor pakketten, welke zijn uitgereikt in overeenstemming met haar binnenlandsche voorschriften en welke de rechthebbenden of hun gemachtigden zonder voorbehoud hebben aangenomen.

Article 29.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Post Office of the country of origin except in the cases indicated in Article 26, section 1, where payment is made by the Post Office of the country of destination. The Post Office of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Post Office of the country of destination to settle with the addressee. The paying Post Office retains the right to make a claim against the Post Office responsible.

Article 30.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.
2. The Post Office of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Post Office if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.
3. The Post Office of the country of origin may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Post Offices concerned have no control.

Article 31.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Post Office which, having received the parcel from the other Post Office without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent or regular transfer to the following Post Office, as the case may be.
2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place, the two Post Offices shall bear in equal shares the amount of compensation.
3. The same principles shall, as far as possible, be applied when other Post Offices are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other, neither of the two Post Offices shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.
4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Post Office responsible for the loss, damage or abstraction.
5. By paying compensation the Post Office concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.
If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Artikel 29.

BETALING VAN DE SCHADEVERGOEDING.

De betaling van de schadevergoeding geschiedt door de Postadministratie van het land van oorsprong behalve in het geval, bedoeld in artikel 26, lid 1, waarin de betaling wordt gedaan door de Administratie van het land van bestemming. De Administratie van het land van oorsprong kan evenwel, na verkregen toestemming van den afzender, de Administratie van het land van bestemming machtigen met den geadresseerde af te rekenen. De Administratie van uitbetaling behoudt het recht van verhaal op de verantwoordelijke Administratie.

Artikel 30.

TERMIJN VOOR DE BETALING VAN DE SCHADEVERGOEDING.

1. De schadevergoeding wordt zoo spoedig mogelijk betaald en uiterlijk binnen een jaar, te rekenen van den dag volgende op dien, waarop de navraag is gedaan.
2. De Postadministratie van het land van oorsprong is bevoegd met den afzender af te rekenen voor rekening van de andere Administratie, als de laatste, na behoorlijk met de aanvraag in kennis te zijn gesteld, negen maanden heeft laten voorbijgaan zonder een beslissing te hebben genomen.
3. De Administratie van het land van oorsprong kan de regeling van de schadevergoeding bij uitzondering tot na den termijn van een jaar uitstellen, als de verantwoordelijkheid niet kan worden vastgesteld door omstandigheden vreemd aan den postdienst.

Artikel 31.

VERDEELING VAN DE KOSTEN DER SCHADEVERGOEDING.

1. Tot het bewijs van het tegendeel is geleverd, rust de verantwoordelijkheid op de Postadministratie, die het pakket zonder voorbehoud te maken van de andere Administratie in ontvangst heeft genomen en na in kennis te zijn gesteld met alle bijzonderheden voor het onderzoek door de desbetreffende bepalingen voorgeschreven, noch de aflevering aan den geadresseerde of zijn gemachtigde, noch, waar dit te pas komt, de regelmatige overdracht aan de volgende Postadministratie kan bewijzen.
 2. Indien het verlies, de berooving of de beschadiging van een pakket, hetwelk uit een van de twee landen is verzonden ter uitreiking in het andere land, heeft plaats gehad gedurende het vervoer en niet kan worden uitgemaakt in den dienst van welk land de onregelmatigheid plaats vond, dragen de beide Administratiën de schade in gelijke deelen.
 3. Hetzelfde beginsel wordt voor zooveel mogelijk toegepast als andere Administratiën bij het vervoer van een pakket betrokken zijn. Indien pakketten in transit van een van de twee landen over het andere land worden gezonden, is echter geen van beide Administratiën aansprakelijk, als het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad in een dienst, waarin geen aansprakelijkheid wordt aanvaard.
 4. Douane- en andere rechten, waarvan geen ontheffing is kunnen worden verkregen, komen ten laste van de Administratie, die verantwoordelijk is voor het verlies, de beschadiging of de berooving.
 5. Door de betaling van schadevergoeding treedt de betrokken Administratie tot het bedrag daarvan in de rechten van dengene, die de schadevergoeding heeft ontvangen, voor zooveel betreft elk mogelijk verhaal, hetzij op den geadresseerde, hetzij op den afzender, hetzij op derden.
- Indien een pakket, dat als verloren is beschouwd, nadien geheel of gedeeltelijk wordt teruggevonden, moet degene, aan wien de schadevergoeding is uitbetaald, worden ingelicht, dat het hem vrij staat het pakket in ontvangst te nemen tegen terugbetaling van het bedrag der uitbetaalde schadevergoeding.

Article 32.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POST OFFICE OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Post Office responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 29 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the country responsible through the Accounts provided for in Article 33, § 2, of the Detailed Regulations.

The Post Office of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 33.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Article 4.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other, the despatching Office shall allow to the other Office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 34.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Post Office shall claim from the other the charges due to it and to any other Post Office taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 35.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article II, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 36.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Post Office which has collected them :

- (a) The special fee referred to in Article 7, fourth paragraph ;
- (b) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 10 ;
- (c) The enquiry fee referred to in Article 17, section 1 ;
- (d) The supplementary fee for a Trade Charge parcel referred to in Article 18, section 4 ;
- (e) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 24, section 4.

Artikel 32.

TERUGBETALING VAN DE SCHADEVERGOEDING AAN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET LAND VAN OORSPRONG.

De verantwoordelijke Administratie of de Administratie, voor welke rekening de betaling overeenkomstig artikel 29 heeft plaats gehad, is gehouden het bedrag van de schadevergoeding terug te betalen binnen drie maanden na de kennisgeving van de betaling. Het bedrag wordt van het verantwoordelijke land ingevorderd door middel van de rekeningen, bedoeld in artikel 33, § 2, van het Reglement van Uitvoering.

De Administratie, welke verantwoordelijkheid behoorlijk is vastgesteld en welke oorspronkelijk de betaling der schadevergoeding heeft geweigerd, is gehouden alle bijkomende kosten te dragen voortspruitend uit de niet-gerechvaardigde vertraging van de betaling.

Artikel 33.

VERGOEDINGEN WEGENS VERVOER.

Voor elk pakket, verzonden uit een van de beide landen en bestemd voor het andere land vergoedt de Administratie van afzending aan de Administratie van bestemming de rechten, welke haar krachtens het bepaalde bij artikel 4 toekomen.

Voor elk pakket, verzonden uit een van de beide landen ter doorvoer door het andere, vergoedt de Administratie van afzending aan de andere Administratie de rechten, verschuldigd wegens het vervoer en de aangegeven waarde van het pakket.

Artikel 34.

VEREVENING VAN KOSTEN IN GEVAL VAN NA-OF TERUGZENDING.

In geval van na- of terugzending van een pakket uit het eene land naar het andere verhaalt de Postadministratie, die opnieuw verzendt, op de andere Administratie de aandeelen welke haar en elke andere Administratie, die aan de na- of terugzending heeft deelgenomen, toekomen. De vordering wordt vermeld op het advies, dat betrekking heeft op de zending, waarin het pakket wordt opgenomen.

Artikel 35.

RECHT WEGENS NAZENDING IN HET LAND VAN BESTEMMING.

In geval van latere nazending of van terugzending naar het land van oorsprong, heeft het land, dat het pakket binnen het eigen gebied heeft nagezonden, aanspraak op het recht van nazending, bedoeld in artikel 11, lid 2.

Artikel 36.

RECHTEN VAN VERSCHILLENDE AARD.

I. De volgende rechten worden ten volle behouden door de Postadministratie, die ze heeft ingevorderd :

- (a) het bijzondere recht, bedoeld in artikel 7, vierde alinea ;
- (b) het recht voor een bericht van ontvangst, bedoeld in artikel 10 ;
- (c) het recht voor navragen, bedoeld in artikel 17, lid 1 ;
- (d) het aanvullend recht voor een verrekenpakket, bedoeld in artikel 18 lid 4 ;
- (e) het vast-recht voor een pakket met aangegeven waarde, bedoeld in artikel 24, lid 4.

2. The fee for Customs clearance referred to in Article 5 shall be retained by the Post Office of the country of destination. The commission referred to in Article 7, third paragraph, may be claimed by the same Office.

Article 37.

TRADE CHARGE FEE.

The fee mentioned in Article 18, section 2, shall be shared between the Post Office of the country of origin and that of the country of destination, as provided for in Article 35, section 2, of the Detailed Regulations.

Article 38.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels, the Post Office of the country of origin shall allow to the Post Office of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Post Office of the country of destination provides the sea service, the Post Office of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 39.

AIR MAIL PARCELS.

The two Post Offices may by mutual consent arrange for the conveyance of parcels by air. The fee for air transmission of a parcel shall be made up of the sums accruing to each Post Office taking part in the air conveyance.

Article 40.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.
2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Post Offices.
3. In extraordinary circumstances, either Post Office may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Post Office.
4. The two Post Offices have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.
5. The internal legislation of Malaya and the Netherlands Indies shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

2. Het recht wegens vrijmaking, bedoeld in artikel 5, wordt behouden door de Administratie van het land van bestemming. Het commissieloon, bedoeld in artikel 7, derde alinea, kan mede door deze Administratie in rekening worden gebracht.

Artikel 37.

RECHT WEGENS VERREKENING.

Het recht, bedoeld in artikel 18, lid 2, wordt tusschen de Postadministratie van het land van oorsprong en die van het land van bestemming verdeeld op de wijze als is voorgeschreven in artikel 35, lid 2, van het Reglement van Uitvoering.

Artikel 38.

RECHT WEGENS AANGEGEVEN WAARDE.

Met betrekking tot pakketten met aangegeven waarde vergoedt de Postadministratie van het land van oorsprong aan de Postadministratie van het land van bestemming als aandeel voor landvervoer een bedrag van 5 centimes voor elke 300 francs aangegeven waarde of gedeelte daarvan. Indien de Administratie van het land van bestemming voorziet in het zeevervoer, vergoedt de Administratie van het land van oorsprong daarenboven een bedrag van 10 centimes voor elke 300 francs aangegeven waarde of gedeelte daarvan.

Artikel 39.

LUCHTPOSTPAKKETTEN.

De beide Postadministratiën kunnen bij onderling goedvinden regelingen treffen voor de verzending van luchtpostpakketten. Het recht wegens het luchtvervoer van een pakket bestaat uit de rechten toekomende aan elke Administratie, die aan het luchtvervoer deelneemt.

Artikel 40.

BEPALINGEN VAN VERSCHILLENDE AARD.

1. In deze Overeenkomst worden met francs en centimes gouden francs en centimes bedoeld, als omschreven in het Verdrag van de Wereldpostvereniging.

2. De pakketten worden niet bezwaard met andere postale porten en rechten dan die omschreven in deze Overeenkomst, tenzij met onderling goedvinden van beide Postadministratiën.

3. In buitengewone omstandigheden kan elke Administratie tijdelijk den Pakketpostdienst staken, hetzij geheel of gedeeltelijk, op voorwaarde, dat daarvan onmiddellijk, zoo noodig per telegraaf, kennis wordt gegeven aan de andere Administratie.

4. Ten einde de uitvoering van deze Overeenkomst te verzekeren hebben de beide Administratiën het hieraan gehechte Reglement van Uitvoering vastgesteld. Verdere bijzonderheden, welke niet in strijd zijn met de algemeene bepalingen van deze Overeenkomst en welke niet in het Reglement van Uitvoering zijn voorzien, zullen zoo noodig van tijd tot tijd in onderling overleg worden geregeld.

5. De binnenlandsche wetgevingen van Malaya en Nederlandsch-Indië blijven van toepassing ten aanzien van al hetgeen, waarin niet is voorzien door de bepalingen van deze Overeenkomst en van het Reglement van Uitvoering daarvan.

Article 41.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Post Offices and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Post Offices.

Both the English and Dutch texts of this Agreement shall be considered as originals.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Bandoeng on the 19th day of February 1935 and at Kuala Lumpur on the 26th day of February 1935.

(*sd.*) C. HILLEN,

*The Chief of Posts, Telegraphs and Telephones
of the Netherlands Indies.*

(*sd.*) T. P. COE,

*Ag. Director-General of Posts and Telegraphs,
Malaya.*

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN MALAYA
AND THE NETHERLANDS INDIES.*Article 1.*

CIRCULATION.

1. Each Post Office shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Post Office for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by agreement between the two Post Offices.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

Artikel 41.

INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST.

Deze Overeenkomst treedt in werking op een in gemeenschappelijk overleg tusschen de beide Postadministratiën vast te stellen datum en zij blijft van kracht tot een jaar na den datum, waarop zij door een van beide Administratiën is opgezegd.

Zowel de Engelsche als de Nederlandsche tekst van deze Overeenkomst zal als origineel worden beschouwd.

In oorkonde hiervan hebben de ondergeteekenden, behoorlijk voor dat doel gemachtigd, deze Overeenkomst ondertekend en van hunne zegels voorzien.

In dubbel opgemaakt te Bandoeng den 19en Februari 1935 en te Kuala Lumpur den 26en Februari 1935.

(w.g.) C. HILLEN.

*Het Hoofd van den Post-, Telegraaf- en Telefoondienst
in Nederlandsch-Indië.*

(w.g.) T. P. COE.

*De tijdelijke Directeur-Generaal der Posterijen
en Telegrafie, Malaya.*

REGLEMENT

TER UITVOERING VAN DE PAKKETPOSTOVEREENKOMST TUSSENEN DE POSTADMINISTRATIE VAN MALAYA EN DE POSTADMINISTRATIE VAN NEDERLANDSCH-INDIË.

Artikel 1.

DOORVOER.

1. Elke Postadministratie moet langs dezelfde verzendingswegen en met dezelfde gelegenheden, waarvan zij voor haar eigen pakketten gebruik maakt, de pakketten vervoeren, welke haar door de andere Administratie ten doorvoer over haar grondgebied worden uitgeleverd.

2. Verkeerd gezonden pakketten moeten worden doorgezonden naar hun juiste bestemming langs den meest rechtstreekschen weg, waarover het kantoor, dat de pakketten doorzendt, beschikt.

Artikel 2.

WIJZE VAN VERZENDING. VOORZIENING IN DE BEHOEFTE AAN ZAKKEN.

1. De uitwisseling van pakketten tusschen beide landen geschiedt door de kantoren, daartoe in onderling overleg tusschen de beide Postadministratiën aangewezen.

2. De pakketten worden uitgewisseld tusschen de beide landen in behoorlijk gesloten en verzegelde zakken.

Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, geschiedt de overbrenging van pakketten, welke door een van de beide contracteerende landen ten doorvoer over het andere worden verzonden "à découvert".

3. Een label, waarop het uitwisselingskantoor van oorsprong en het uitwisselingskantoor van bestemming zijn aangegeven, wordt aan den hals van iederen zak bevestigd, terwijl het aantal pakketten, dat de zak bevat, op de keerzijde van de label wordt vermeld.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.
5. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).
6. The parcels shall be despatched in bags provided by the despatching Post Office. The bags must be returned empty by the receiving Post Office by the next despatch.
7. The number of bags so returned shall be advised on the Parcel Bill.
8. Each Post Office shall be required to make good the value of any bags which it fails to return. Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 31 of the Agreement.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Post Office shall communicate to the other by means of a table :
 - (a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;
 - (b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;
 - (c) The total amount to be credited to it by the other Post Office for each destination ;
 - (d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;
 - (e) Any other necessary information.
2. Each Post Office shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Post Office shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed, provided that parcels bearing addresses written with copying ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

4. De label van den zak, welke het advies en andere documenten bevat, wordt van een bijzonder kenteeken voorzien.

5. Het gewicht van een zak pakketten mag 36 kilogram (80 pounds avoir du poids) niet te boven gaan.

6. De pakketten worden verzonden in zakken, welke door de Administratie van afzending worden geleverd. De zakken moeten ledig per eerste gelegenheid door de Administratie van ontvangst worden teruggezonden.

7. Het aantal op deze wijze teruggezonden zakken wordt op het advies ingeschreven.

8. Elke Administratie is gehouden de waarde van niet teruggezonden zakken te vergoeden. De verantwoordelijkheid voor het verlies van ledige zakken wordt bepaald overeenkomstig de voor het verlies van pakketten in artikel 31 van de Overeenkomst vastgestelde beginselen.

Artikel 3.

VERSTREKKEN VAN INLICHTINGEN.

1. Iedere Postadministratie geeft aan de andere in tabelvorm op :

(a) de namen van de landen, waarheen zij pakketten, welke aan haar worden toegezonden, kan doorzenden ;

(b) de verzendingswegen, welke openstaan voor de overbrenging van bedoelde pakketten vanaf het punt, waar deze op haar gebied of in haar dienst overgaan ;

(c) het totaal bedrag, dat haar voor elke bestemming door de andere Administratie moet worden tegoedgedaan ;

(d) het aantal douaneverklaringen, waarvan elk pakket vergezeld moet gaan ;

(e) alle andere noodzakelijke inlichtingen.

2. Elke Administratie deelt aan de andere de namen der landen mede, voor welke zij voornemens is pakketten ten doorvoer aan de andere Administratie toe te zenden, tenzij in bijzondere gevallen het aantal der bedoelde pakketten zeer gering is.

Artikel 4.

VASTSTELLING VAN AEQUIVALENTEN.

Bij het vaststellen van de rechten voor pakketten heeft iedere Postadministratie de vrijheid zoodanige nabijkomende aequivalenten aan te nemen als met de eischen van haar muntstelsel overeenkomen.

Artikel 5.

ADRESSEERING EN VERPAKKING VAN DE PAKKETTEN.

Ieder pakket moet :

(a) voorzien zijn van het nauwkeurig adres van den geadresseerde in Latijnsche letters.

Met potlood geschreven adressen zijn niet toegelaten, behoudens dat zijn toegelaten pakketten, waarvan het adres met inktpotlood op een vooraf bevochtigde plaats is geschreven.

Het adres moet geschreven worden op het pakket zelf of op een etiket, dat zóó stevig aan het pakket moet zijn bevestigd, dat het niet kan los raken. Het verdient aanbeveling dat de afzender van een pakket daarin een afschrift van het adres zoomede een opgave van zijn eigen adres insluit ;

(b) verpakt zijn op een wijze, waarbij rekening gehouden is met den duur van het vervoer en met de beveiliging van den inhoud.

Voorwerpen, welke verwondingen van postambtenaren of schade aan andere pakketten kunnen veroorzaken, moeten zoodanig zijn verpakt dat elk gevaar wordt voorkomen.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, platinum or silver exceeding 2,500.—francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination.

2. Nevertheless, a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to Trade Charge parcels, insured parcels, or parcels intended for delivery to the addressees free of all charges.

3. The two Post Offices accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. A parcel to be delivered to the addressee free of all charges shall bear on the address side and on the Despatch Note a yellow label bearing in bold type the words " Franc de tous droits ".

2. Every parcel forwarded " free of charge " shall be accompanied by a separate Franking Note, which shall be firmly attached to the Despatch Note.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A. R. ". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention. This Advice of Delivery form shall be prepared by the Office of origin or by any other Office appointed by the Post Office of the country of origin; it shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the Office of destination, that Office shall make out officially a new Advice of Delivery.

Artikel 6.

BIJZONDERE VERPAKKING.

1. Vloeistoffen en zelfstandigheden, welke gemakkelijk vloeibaar worden, moeten in twee omhulsels worden verpakt. Tusschen het eerste omhulsel (flesch, flacon, pot, doos, enz.) en het tweede (doos van metaal of dik hout) moet eenige ruimte worden gelaten, welke moet worden opgevuld met zaagsel, zemelen of eenige andere stof met absorbeërend vermogen in voldoende hoeveelheid om den vloeibaren inhoud ingeval van breken te kunnen opnemen.

2. Droge kleurstoffen in poedervorm, zooals aniline, enz., worden slechts toegelaten, indien ze zijn verpakt in doozen van stevig metaal, welke gesloten zijn in houten doozen en de ruimte tusschen de beide omhulsels met zaagsel is opgevuld.

3. Elk pakkett, dat edelgesteenten, juweelen of eenig voorwerp van goud, platina of zilver bevat tot een waarde van meer dan 2,500 francs, moet verpakt zijn in een doos, waarvan de lengte en omtrek tezamen niet minder mogen bedragen dan 3 voet 6 inch (1,05 meter).

Artikel 7.

ADRESKAARTEN EN DOUANEVERKLARINGEN.

1. Elk pakket moet vergezeld zijn van een adreskaart en een stel douaneverklaringen overeenkomstig de bepalingen van het land van bestemming.

2. Eenzelfde adreskaart en eenzelfde stel douaneverklaringen kunnen evenwel voor twee of ten hoogste drie gewone pakketten worden gebezigd, indien de pakketten van denzelfden afzender afkomstig zijn, te gelijkertijd worden terpostbezorgd, en voor denzelfden geadresseerde bestemd zijn. Deze bepaling is niet van toepassing op verrekenpakketten, pakketten met aangegeven waarde, of vrij van alle rechten aan de geadresseerden uit te rekenen pakketten.

3. De beide Postadministratiën nemen ten aanzien van de juistheid der douaneverklaringen geenerlei verantwoordelijkheid op zich.

Artikel 8.

RECHTVRIJE PAKKETTEN.

1. De adreszijde van een pakket, dat vrij van alle rechten aan den geadresseerde moet worden uitgereikt, alsmede de bijbehorende adreskaart moeten zijn voorzien van een geel etiket met de woorden "Franc de tous droits" in vette letters.

2. Elk pakket, dat "vrij van rechten" wordt verzonden, gaat vergezeld van een afzenderlijk franco-advies, dat stevig aan de adreskaart wordt gehecht.

Artikel 9.

BERICHT VAN ONTVANGST.

1. Pakketten met aangegeven waarde, waarvan de afzenders een bericht van ontvangst verzoeken, worden op zeer opvallende wijze voorzien van de aanwijzing "Advice of Delivery" of "A. R.". De adreskaart wordt van dezelfde aanwijzing voorzien.

2. Deze pakketten gaan vergezeld van een formulier, overeenkomende met het model, gevoegd bij het Reglement van Uitvoering van het Verdrag van de Wereldpostvereeniging. Het formulier voor een bericht van ontvangst wordt voor zoover mogelijk ingevuld door het kantoor van oorsprong of door eenig ander kantoor, daartoe aangewezen door de Administratie van het land van oorsprong en gehecht aan de adreskaart van het pakket, waarop het betrekking heeft. Indien het formulier het kantoor van bestemming niet bereikt, maakt dat kantoor ambtshalve een nieuw bericht van ontvangst op.

3. The Office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 10 following. In that case a second fee shall not be charged, and the Office of origin shall enter at the top of the form the words " *Duplicata de l'avis de réception, etc.* ".

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the Office of origin or any other Office appointed by the Post Office of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the prescribed fee have been fixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 30 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the Office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form to origin, in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 11.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the indication " *C. O. D.* " (" *Remboursement* ") written or printed boldly and, after it, the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 12.

TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished with an orange coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union.

Article 13.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Post Office is free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the Order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

3. Het kantoor van bestemming zendt het formulier, na het behoorlijk te hebben ingevuld, zonder omslag en portvrij terug aan het adres van den afzender van het pakket.

4. Indien de afzender navraag doet naar een bericht van ontvangst, dat binnen een redelijken termijn niet is teruggezonden, wordt gehandeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 10 hierna. In dat geval wordt het recht niet voor de tweede maal geheven en stelt het kantoor van oorsprong boven aan het formulier de woorden "Duplicata de l'avis de réception, etc."

Artikel 10.

BERICHT VAN ONTVANGST, GEVRAAGD NA DE TERPOSTBEZORGING.

Indien de afzender een bericht van ontvangst verzoekt na de terpostbezorging van een pakket, vult het kantoor van oorsprong of eenig ander kantoor, door de Administratie van het land van oorsprong daartoe aangewezen, een formulier voor een bericht van ontvangst in en hecht dit aan een navraagformulier, waarop door middel van frankeerzegels het voorgeschreven recht is gekweten.

Het navraagformulier, vergezeld van het bericht van ontvangst, wordt behandeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 30 hierna, alleen met deze uitzondering, dat ingeval van regelmatige uitreiking van het pakket het kantoor van bestemming het navraagformulier aanhoudt en het bericht van ontvangst naar het kantoor van oorsprong terugzendt op de wijze voorgeschreven in alinea 3 van het vorige artikel.

Artikel 11.

AANDUIDING VAN HET VERREKENBEDRAG.

1. De verrekenpakketten en de daarbij behorende adreskaarten moeten op de adreszijde, zeer duidelijk geschreven of gedrukt, de aanwijzing "C.O.D." of "Remboursement" dragen, gevolgd door het verrekenbedrag zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd.

2. De afzender moet bovendien op het pakket en op de voorzijde van de adreskaart zijn naam en adres in Latijnsche letters vermelden.

Artikel 12.

ETIKET.

De verrekenpakketten, evenals de bijbehorende adreskaarten, moeten van een oranjeleurig etiket worden voorzien, gelijk aan het model, gevoegd bij het Reglement van Uitvoering van het Verdrag van de Wereldpostvereeniging.

Artikel 13.

VERREKENPOSTWISSEL.

1. Elk verrekenpakket gaat vergezeld van een formulier voor een verrekenpostwissel. Dit formulier wordt aan de adreskaart vastgehecht, moet de aanwijzing dragen van het verrekenbedrag in de munt van het land van oorsprong en als algemeene regel, den afzender van het pakket als den geadresseerde van den postwissel aangeven. Elke Postadministratie is vrij de postwissels betreffende uit haren dienst afkomstige pakketten te doen adresseeren aan de kantoren van oorsprong der pakketten of aan andere kantoren. De strook van den postwissel moet den naam en het adres van den geadresseerde van het pakket, alsmede de plaats en den datum van terpostbezorging daarvan vermelden.

2. Invulling met potlood van de formulieren der verrekenpostwissels is niet toegelaten.

Article 14.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination by the Post Office of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 15.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period, the parcels shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 13 of the Agreement.

Article 16.

REDIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. Trade Charge parcels may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case, the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the service of origin. The new Office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Article 17.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the Office of destination, or any other Office appointed by the Post Office of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed "Service Instructions" ("Indications de service") and, after date-stamping it, shall return it without charge to the Office at which the parcel was posted or to the Office specially named by the Post Office of the country of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by the Post Office of the country of payment.

Article 18.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the Office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the Office of destination or any other office appointed by the Post Office of the country of destination shall prepare a duplicate.

Artikel 14.

HERLEIDING VAN HET VERREKENBEDRAG.

De verrekenbedragen worden herleid in de munt van het land van bestemming door de Postadministratie van dat land, volgens den koers van herleiding gebezigd voor de herleiding van postwissels bestemd voor het land van oorsprong der pakketten.

Artikel 15.

BETALINGSTERMIJN VAN HET VERREKENBEDRAG.

Het verrekenbedrag moet door den geadresseerde worden betaald binnen den door de voorschriften van het land van bestemming vastgestelden termijn.

Na afloop van dezen termijn wordt het pakket als onbestelbaar behandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 van de Overeenkomst.

Artikel 16.

NAZENDING VAN VERREKENPAKKETTEN.

1. Verrekenpakketten kunnen worden nagezonden, indien het land van nieuwe bestemming met dat van oorsprong een dienst van verrekenpakketten onderhoudt. De pakketten gaan in dit geval vergezeld van de verrekenpostwisselformulieren, welke zijn opgemaakt door de Administratie van oorsprong der pakketten. De Postadministratie van nieuwe bestemming handelt ten opzichte van de afrekening van het verrekenbedrag alsof het pakket haar rechtsteeks was toegezonden.

2. In de gevallen, dat nazending wordt verzocht naar een land, dat geen verkeer van verrekenpakketten met het land van oorsprong onderhoudt, wordt het pakket als onbestelbaar behandeld.

Artikel 17.

AFGIFTE VAN VERREKENPOSTWISSELS.

Onmiddellijk na invordering van het verrekenbedrag vult het kantoor van bestemming, of eenig ander daartoe door de Postadministratie van het land van bestemming aangewezen kantoor, het voor dienstaanwijzingen (Indications de service) bestemde gedeelte van het verrekenpostwisselformulier in en zendt den wissel, na daarop den dagtekeningstempel te hebben afgedrukt, zonder heffing van recht terug naar het kantoor van terpostbezorging van het pakket of naar het kantoor, dat door de Administratie van het land van oorsprong uitdrukkelijk op den wissel zelf is aangegeven.

De verrekenpostwissels worden aan de afzenders van de pakketten uitbetaald overeenkomstig de door de Administratie van het land van uitbetaling vastgestelde bepalingen.

Artikel 18.

ONBRUIKBAARMAKING OF VERVANGING VAN VERREKENPOSTWISSELFOMULIEREN.

1. Een verrekenpostwisselformulier behoorende bij een pakket, dat om de een of andere reden aan den afzender wordt teruggezonden, moet door het kantoor, dat het pakket terugzendt, worden onbruikbaar gemaakt en bij de terugzending aan de adreskaart worden gehecht.

2. Wanneer een verrekenpostwisselformulier vóór de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren is geraakt of is vernietigd, maakt het kantoor van bestemming, of eenig ander door de Postadministratie van het land van bestemming aangewezen kantoor, een duplicaat op.

Article 19.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Post Offices that the Order has not been paid.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the special Money Order Agreement between the two Post Offices shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Post Office of the country of payment and claimed from the Post Office which issued them.

3. Trade Charge Money Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Post Offices, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Post Office which collected the Trade Charges, as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity, and shall be receipted by the other Post Office, which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Post Office issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Post Office if the Order is not claimed within the period of validity.

5. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected in consequence of any irregularity in completion by the office of destination of the parcel shall be returned as soon as possible to that Office, officially registered, for correction.

Article 20.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Post Office of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin.

Article 21.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a red label with the indication "Insured" or "Valeur déclarée" in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 22.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

Artikel 19.

VERREKENPOSTWISSELS.

1. De na de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren geraakte of vernietigde verrekenpostwissels worden vervangen door duplicaten of machtigingen tot uitbetaling nadat door de beide Postadministratiën is vastgesteld, dat de postwissels niet zijn uitbetaald.

2. Verrekenpostwissels, waarvan uitreiking aan de geadresseerden niet mogelijk was binnen den verjaringstermijn, vastgesteld in de tusschen de beide Administratiën gesloten Postwisselovereenkomst, worden na het verstrijken van den verjaringstermijn door de Administratie van het land van uitbetaling voor voldaan geteekend en in rekening gebracht aan de Administratie die ze heeft uitgegeven.

3. Verrekenpostwissels, welke aan de geadresseerden zijn uitgereikt doch niet ter verzilvering zijn aangeboden binnen den verjaringstermijn, vastgesteld in de tusschen de beide Administratiën gesloten Postwisselovereenkomst, worden vervangen door machtigingen tot uitbetaling. Deze machtigingen tot uitbetaling worden opgemaakt door de Administratie, welke de verrekenbedragen heeft ingevorderd, zoodra zij in staat is vast te stellen, dat de oorspronkelijke wissels niet zijn uitbetaald binnen den verjaringstermijn en worden voor voldaan geteekend door de andere Administratie, die de bedragen zal opnemen in de eerstvolgende rekening.

4. De Administratie, die een verrekenpostwissel heeft afgegeven, moet de andere Administratie inlichten, indien de wissel binnen den verjaringstermijn niet in rekening is gebracht.

5. Verrekenpostwissels, waarvan de uitbetaling niet kan plaats hebben in verband met de een of andere onregelmatigheid, door het kantoor van bestemming van het pakket bij de invulling begaan, worden zoo spoedig mogelijk, onder aangeteekenden omslag, aan dat kantoor ter verbetering teruggezonden.

Artikel 20.

AANDUIDING VAN DE AANGEGEVEN WAARDE.

Elk pakket met aangegeven waarde en de bijbehorende adreskaart moeten een aanduiding betreffende de aangegeven waarde dragen in de munt van het land van oorsprong. In deze aanduiding mogen geen doorhalingen of overschrijvingen voorkomen, ook al zijn die goedgekeurd. Het bedrag der aangegeven waarde moet in gouden francs worden herleid door de Postadministratie van het land van oorsprong. Het herleide bedrag, aangeduid in cijfers, wordt geplaatst naast of onder het bedrag der aangegeven waarde in de munt van het land van oorsprong.

Artikel 21.

ETIKETTEN BETREFFENDE AANGEGEVEN WAARDE, ENZ.

Elk pakket met aangegeven waarde en de bijbehorende adreskaart moeten voorzien zijn van een rood etiket, met de aanwijzing "Insured" of "Valeur déclarée" in Latijnsche letters.

Indien een pakket muntstukken, ongemunt goud of zilver, of andere kostbaarheden bevat, moeten de lak- of andere zegels, de etiketten van allerlei aard en in voorkomende gevallen de frankeerzegels met zoodanige onderlinge tusschenruimten op de pakketten zijn geplakt, dat zij beschadigingen van de verpakking niet kunnen bedekken. Evenmin mogen de etiketten en in voorkomende gevallen de frankeerzegels over twee zijden van de verpakking worden gevouwen, zoodat zij den rand bedekken.

Artikel 22.

VERZEGELING VAN PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE.

Elk pakket met aangegeven waarde moet verzegeld zijn door middel van lak-, lood- of andere zegels, welke eenzelfde bijzonder kenteeken of merk van den afzender vertoonen; de zegels moeten in een zoodanig aantal zijn aangebracht, dat het onmogelijk is aan den inhoud te raken zonder een duidelijk zichtbaar spoor van schending achter te laten.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 23.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Office of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 24.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial number and the name of the Office of posting. An Office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 25.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 26.

RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

1. The Office which advances the Customs and other charges on behalf of the sender of a " free of charge " parcel shall fill up, so far as it is concerned, the back of the Franking Note, and return the latter, accompanied by the relative vouchers, if any, in a sealed envelope, without any indication of the contents, to the Office specified on the front of the Franking Note.

2. When a parcel which bears the label " franc de tous droits " and is advised accordingly reaches the service of the country of destination without a Franking Note, the Office which undertakes the Customs clearance shall prepare a duplicate Franking Note, taking care to substitute the name of the country of origin of the parcel for that shown on the Franking Note and to indicate if possible the date of posting of the parcel. When the Franking Note is lost after the delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

3. Franking Notes relating to parcels which, for any reason whatsoever, are returned to the country of origin and of which Customs clearance has not been effected by the Post Office of the country of destination must be cancelled by the Office which returns the parcels.

4. On receipt of a Franking Note showing the charges disbursed by the Post Office of the country of destination, the Post Office of the country of origin shall convert the amount of these charges into its own currency at a rate which it fixes itself, and which may not exceed the rate fixed for the issue of Money Orders for payment in the country in question. The result of the conversion shall be shown in the body of the form and be certified by the signature of the officer who made the conversion.

Het verdient ten zeerste aanbeveling, dat de afzenders van de hierbedoelde pakketten, zoo mogelijk, de betreffende adreskaart voorzien van een nauwkeurigen afdruk van het hierboven bedoelde zegel of bijzonder kenteeken.

Artikel 23.

VERMELDING VAN HET GEWICHT VAN PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE.

Het nauwkeurige gewicht in grammen van elk pakket met aangegeven waarde wordt door het kantoor van afzending vermeld :

- (a) op de adreszijde van het pakket ;
- (b) op de adreskaart, op de daarvoor bestemde plaats.

Artikel 24.

VOLGNUMMER EN PLAATS VAN TERPOSTBEZORGING.

Op elk pakket alsmede op de daarbij behorende adreskaart moet een etiket, dat het volgnummer en den naam van het kantoor van afzending aangeeft, worden aangebracht. Ten kantore van terpostbezorging mogen niet gelijktijdig twee of meer reeksen nummerstrooken worden gebruikt, tenzij elke reeks voorzien is van een bijzonder kenteeken.

Artikel 25.

AFDruk VAN DEN DAGTEKENINGSSTEMPEL.

De adreskaart wordt door het kantoor van terpostbezorging aan de adreszijde voorzien van een afdruk van een stempel, aanwijzende de plaats en den datum van terpostbezorging.

Artikel 26.

TERUGZENDING VAN DE FRANCO-ADVIEZEN. HET INVORDEREN VAN DE VOORGESCHOTEN RECHTEN.

1. Het kantoor, dat de douane- of andere rechten ten behoeve van den afzender van een rechtvrij pakket heeft voorgeschoten, vult, voor zoover het dat kantoor betreft de achterzijde van het franco-advies in en zendt dit, vergezeld van de betreffende bewijsstukken, zoo deze aanwezig zijn, in een gesloten omslag zonder aanduiding van den inhoud, aan het kantoor vermeld op de voorzijde van het franco-advies.

2. Wanneer een pakket, dat voorzien is van het etiket "franc de tous droits" en als zoodanig is aangeduid, den dienst van het land van bestemming bereikt zonder een franco-advies, maakt het kantoor, belast met de vrijmaking, een duplicaat-franco-advies op, daarbij zorgdragend, den naam van het land van afzending van het pakket in de plaats te stellen van dien, welke op het franco-advies voorkomt en zoo mogelijk den datum van terpostbezorging van het pakket te vermelden. Wanneer het franco-advies na de aflevering van het pakket is verloren geraakt, wordt op dezelfde wijze een duplicaat opgemaakt.

3. Franco-adviezen, betrekking hebbende op pakketten, die om onverschillig welke reden worden teruggezonden naar het land van oorsprong en niet door de Administratie van het land van bestemming zijn vrijgemaakt, moeten onbruikbaar worden gemaakt door de Administratie, die de pakketten terugzendt.

4. Bij de ontvangst van een franco-advies, dat een opgave bevat van de door de Administratie van bestemming voorgeschoten rechten, herleidt de Administratie van het land van oorsprong het bedrag dier kosten in haar eigen munt, volgens een koers, welke zij zelf vaststelt en welke den koers, door haar vastgesteld voor de uitgifte van postwissels bestemd voor het betrokken land, niet te boven mag gaan. Het herleide bedrag wordt op het formulier gesteld en bekrachtigd door de handteekening van den ambtenaar, door wien de herleiding is geschied.

Article 27.

RETRANSMISSION.

1. The Post Office retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When a Post Office returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Post Office shall allow to the Post Office to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Post Office which sends the parcel back shall allow to the Post Office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Malaya or the Netherlands Indies has parcel post communication shall be claimed from the Post Office to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, it is essential that the name of the Office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that Office shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 28.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 13, section 2, of the Agreement, the Post Office of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Post Office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 29.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 15 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

Artikel 27.

NAZENDING.

1. De Postadministratie, die een verkeerd gezonden pakket nazendt, belast dit niet met douane- of andere, niet vanwege den postdienst geheven rechten.

Wanneer een Postadministratie een dergelijk pakket terugzendt naar het land, waaruit het rechtstreeks werd ontvangen, geeft zij de ontvangen vergoedingen terug en deelt de misvatting mede door middel van een bericht van bevinding.

In andere gevallen en indien het bedrag aan haar tegoedgedaan onvoldoende is om de kosten van doorzending, welke te haren laste komen, te dekken, vergoedt de doorzendingende Administratie aan de Administratie, waarheen zij het pakket doorzendt, de bedragen, verschuldigd voor de verdere verzending; vervolgens verhaalt zij het bedrag van het ontbrekende door dit in rekening te brengen aan het kantoor van uitwisseling, waarvan het pakket rechtstreeks werd ontvangen. De reden van deze vordering wordt aan laatstbedoeld kantoor medegedeeld door middel van een bericht van bevinding.

2. Wanneer een pakket ten onrechte ter verzending is toegelaten tengevolge van een misvatting, die aan den postdienst is te wijten en om die reden naar het land van oorsprong moet worden teruggezonden, keert de Administratie, die het pakket terugzendt, aan de Administratie, waarvan het was ontvangen, de vergoeding uit, welke zij er voor heeft ontvangen.

3. De porten en rechten voor een pakket, dat wordt nagezonden tengevolge van verhuizing van den geadresseerde of tengevolge van een misvatting van den afzender, naar een land, waarmede Malaya of Nederlandsch-Indië pakketpostverkeer onderhoudt, worden verhaald op de Administratie, waarheen het pakket wordt verzonden, tenzij de vervoerskosten op het oogenblik van nazending worden betaald, in welk geval het pakket wordt behandeld alsof het rechtstreeks van het nazendingende land aan het land van nieuwe bestemming geadresseerd was.

4. Zijn de kosten bij nazending van een pakket niet betaald, dan wordt dit verzonden in de oorspronkelijke verpakking en vergezeld van de oorspronkelijke adreskaart. Indien het pakket om onverschillig welke reden, opnieuw moet worden verpakt, of indien de oorspronkelijke adreskaart moet worden vervangen door een duplicaat, dienen de naam van het kantoor van oorsprong van het pakket en het oorspronkelijk serie-nummer en zoo mogelijk de datum van terpostbezorging op dat kantoor zoowel op het pakket als op de adreskaart te worden vermeld.

Artikel 28.

TERUGZENDING VAN ONBESTELBARE PAKKETTEN.

1. Indien de afzender van een onbestelbaar pakket een verzoek heeft gedaan, dat niet voorzien is in artikel 13, lid 2, van de Overeenkomst, behoeft de Postadministratie van het land van bestemming daaraan niet te voldoen; zij kan het pakket terugzenden naar het land van oorsprong, na verloop van den termijn, welke daarvoor in het land van bestemming is vastgesteld.

2. De Administratie, die een pakket aan den afzender terugzendt, moet de reden van de niet-uitreiking duidelijk en beknopt op het pakket en op de bijbehorende adreskaart vermelden. Deze vermelding kan geschreven worden of aangebracht worden door middel van een stempel of etiket. Het pakket moet naar het land van oorsprong worden teruggezonden vergezeld van de oorspronkelijke adreskaart.

3. Een pakket, dat naar den afzender wordt teruggezonden, wordt op het advies ingeschreven met het woord "Rebut" in de kolom "Observations". Het wordt behandeld en aangerekend op dezelfde wijze als een pakket, dat wordt teruggezonden tengevolge van verhuizing van den geadresseerde.

Artikel 29.

VERKOOP. Vernietiging.

1. Wanneer een pakket verkocht of vernietigd is overeenkomstig het bepaalde in artikel 15 van de Overeenkomst, wordt van den verkoop of van de vernietiging een proces-verbaal opgemaakt.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Post Office of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 30.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Post Offices to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Post Offices.

Article 31.

PARCEL BILL.

1. All parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. The Despatch Notes, Trade Charge Money Order forms, Customs Declarations, Franking Notes, Advices of Delivery, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 32.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars, entered on the relative Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate.

Article 33.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Post Office shall cause each of its Offices of Exchange to prepare quarterly for all the parcel mails received from the Offices of Exchange of the other Post Office a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarised by the same Post Office in an account which, accompanied by the quarterly statements, the Parcel Bills and the Verification Notes, if any, relating thereto, shall be forwarded to the corresponding Post Office in the course of the quarter following that to which it relates.

2. De opbrengst van den verkoop wordt in de eerste plaats gebruikt tot dekking van de kosten, waarmede het pakket is bezwaard. Een mogelijk overschot wordt overgemaakt aan de Postadministratie van het land van oorsprong ter uitbetaling aan den afzender, ten wiens laste de kosten van overmaking komen.

Artikel 30.

NAVLAGEN NAAR PAKKETTEN OF VERREKENPOSTWISSELS.

Voor navragen naar pakketten of niet terugontvangen verrekenpostwissels wordt gebruik gemaakt van een formulier, overeenkomende met het model, dat gevoegd is bij het Reglement van Uitvoering van de Pakketpostovereenkomst van de Wereldpostvereëning. Deze formulieren worden ter behandeling toegezonden aan de door de twee Postadministratiën aangewezen kantoren en zij worden behandeld op de wijze, welke door de beide Administratiën in onderling overleg is vastgesteld.

Artikel 31.

ADVIES.

1. Alle pakketten worden stuksgewijze door het afzendend uitwisselingskantoor ingeschreven op een pakketpostadvies, overeenkomende met het model, dat gevoegd is bij het Reglement van Uitvoering van de Pakketpostovereenkomst van de Wereldpostvereëning. De adreskaarten, verrekenpostwisselformulieren, douaneverklaringen, franco-adviezen, berichten van ontvangst enz., worden bij het advies verzonden.

2. Elk uitwisselingskantoor van afzending nummert de adviezen in den linkerbovenhoek ; voor elk uitwisselingskantoor van bestemming geldt een afzonderlijke nummerreeks welke een jaar doorloopt. Voorts wordt zooveel mogelijk onder het nummer de naam vermeld van het schip, waarmede de zending wordt vervoerd. Het laatste nummer van het jaar wordt op het eerste advies van het volgende jaar aanteekend.

Artikel 32.

ONDERZOEK DOOR DE UITWISSELINGSKANTOREN. KENNISGEVING VAN ONREGELMATIGHEDEN.

1. Bij ontvangst van een zending pakketten of ledige zakken vergelijkt het uitwisselingskantoor de pakketten en de verschillende daarbij gevoegde bescheiden, of in voorkomende gevallen de ledige zakken, met de aantekeningen voorkomende op het betreffende advies, en doet, zoo noodig, mededeeling van hetgeen ontbreekt of van andere onregelmatigheden door middel van een bericht van bevinding.

2. Verschillen in tegoed geschreven en aangerekende bedragen worden aan het afzendend uitwisselingskantoor door middel van een bericht van bevinding medegedeeld. De goedgekeurde berichten van bevinding worden aan de adviezen, waarop zij berekking hebben, gehecht.

Artikel 33.

BEREKENING VAN HET TEGOED.

1. Elke Postadministratie laat hare uitwisselingskantoren kwartaalsgewijs voor alle pakketpostzendingen, welke zij van de uitwisselingskantoren van de andere Administratie heeft ontvangen, een staat opmaken van de totaal bedragen, welke op de adviezen zijn ingeschreven, zowel van die welke zijn te vorderen als die welke zijn te betalen.

2. Deze staten worden door dezelfde Administratie nader samengevat in een rekening, welke, vergezeld van de kwartaalstaten, de adviezen en de eventuele daarop betrekking hebbende berichten van bevinding, aan de betrokken Administratie wordt toegezonden in den loop van het kwartaal volgende op dat, waarop zij betrekking heeft.

3. The quarterly accounts, after having been checked and accepted on both sides, shall be summarised in a quarterly general account prepared by the Post Office to which the balance is due.

Article 34.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the account shall be made by the debtor to the creditor Post Office in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of Transit Accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term, the sums due from one Post Office to the other shall bear interest at the rate of 5 % per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 35.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to Trade Charge Money Orders paid by each Post Office shall be effected by means of supplements to the special account of Money Order transactions between the two Post Offices.

2. In this account, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the Offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those Offices. The Post Office which has prepared the account shall deduct from the total sum of its credit one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ %) of this total, representing the allowance to the other Post Office specified in Article 37 of the Agreement.

3. The totals of the Trade Charge Account shall be included in the Detailed Money Order Account for the same period and settled as part of the general account in respect of Money Orders. The verification of this account shall be effected in accordance with the provisions of the special Money Order Agreement between the two Post Offices.

Article 36.

FRANKING NOTES. ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Post Office on behalf of the other shall be effected by means of special quarterly accounts which shall be prepared by the debtor Post Office in the currency of the creditor country. The Franking Notes shall be entered in the accounts in alphabetical order of the Offices which have advanced the charges and follow the numerical order which these Offices have given to them.

2. The special account accompanied by the Franking Notes shall be forwarded to the creditor Post Office not later than the end of the quarter following that to which it relates. A " Nil " account shall not be prepared.

3. These accounts shall be checked in accordance with the rules fixed by the special Money Order Agreement between the two Post Offices.

4. These accounts shall be settled either by a Money Order or by a draft in the currency of the creditor country or in any other manner mutually agreed upon.

3. De kwartaalrekeningen worden, nadat zij door beide Administratiën zijn nagerekend en goedgekeurd, samengevat in een algemeene kwartaalrekening, welke door de Administratie, die te vorderen heeft, wordt opgemaakt.

Artikel 34.

AFREKENING.

1. De betaling van het saldo der rekening geschiedt door de Postadministratie, die te betalen heeft, aan de Postadministratie, die te vorderen heeft, op de wijze, voorgeschreven in het Verdrag van de Wereldpostvereniging voor de betaling van de saldi van transitrekeningen.

2. Het opmaken en de inzending van een algemeene rekening en de betaling van het saldo van die rekening moeten in den kortst mogelijken tijd geschieden en uiterlijk binnen een tijdvak van drie maanden volgende op dat, waarop de rekening betrekking heeft. Na het verstrijken van dien termijn is over de te betalen sommen rente verschuldigd van 5 ten honderd per jaar, te rekenen van den dag, waarop bedoelde termijn is verstreken.

Artikel 35.

AFREKENING WEGENS VERREKENPOSTWISSELS.

1. De afrekening wegens verrekenpostwissels, welke door elke Postadministratie zijn uitbetaald, geschiedt door middel van supplementen op de bijzondere postwisselrekening tusschen de beide Administratiën.

2. In deze rekening, welke vergezeld gaat van de uitbetaalde en voor voldaan geteekende verrekenpostwissels, worden de postwissels ingeschreven in alphabetische volgorde van de kantoren van uitgifte en volgens de nummers van inschrijving in de registers van die kantoren. De Administratie, die de rekening heeft opgemaakt, vermindert het totaal bedrag harer vordering met een half percent ($\frac{1}{2}$ %) van dit totaal, als vergoeding aan de andere Administratie, bedoeld in artikel 37 van de Overeenkomst.

3. De totalen der rekeningen wegens verrekenbedragen worden opgenomen in de gespecificeerde postwisselrekening over hetzelfde tijdvak en afgerekend als deel van de algemeene postwisselrekening. Het onderzoek van deze rekeningen geschiedt overeenkomstig de bepalingen van de tusschen de beide Administratiën gesloten Postwisselovereenkomst.

Artikel 36.

FRANCO-ADVIEZEN. AFREKENING DER DOUANERECHTEN, ENZ.

1. De afrekening der douanerechten, enz., welke door iedere Postadministratie voor rekening van de andere zijn betaald, geschiedt door middel van bijzondere kwartaalrekeningen, die door de Administratie, welke te betalen heeft, worden opgemaakt in de munt van het land, dat te vorderen heeft. De franco-adviezen worden in de rekeningen opgenomen naar alphabetische volgorde van de kantoren, welke de kosten hebben voorgeschoten en in volgorde van de nummers, welke die kantoren daaraan hebben gegeven.

2. De bijzondere rekening wordt, vergezeld van de franco-adviezen, uiterlijk op het einde van het kwartaal volgende op dat, waarop de rekening betrekking heeft, gezonden aan de Administratie, die te vorderen heeft. Een nihil-rekening wordt niet opgemaakt.

3. Het onderzoek van deze rekeningen heeft plaats volgens de bepalingen, welke bij de postwisselovereenkomst tusschen de beide Administratiën zijn vastgesteld.

4. Deze rekeningen worden vereffend, hetzij per postwissel, hetzij per bankwissel, in de munt van het land, dat te vorderen heeft, of op eenige andere onderling overeengekomen wijze.

Article 37.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Post Office shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connection with the working of the service.

Article 38.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. Both the English and Dutch texts of these Detailed Regulations shall be considered as originals. The Post Offices concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Bandoeng on the 19th day of February 1935 and at Kuala Lumpur on the 26th day of February 1935.

*The Chief of Posts, Telegraphs and Telephones
of the Netherlands Indies :*

(*sd.*) C. HILLEN.

*Ag. Director-General of Posts and Telegraphs,
Malaya :*

(*sd.*) T. P. COE.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

Artikel 37.

MEDEDEELINGEN EN KENNISGEVINGEN.

Elke Postadministratie verschaft aan de andere Administratie alle noodige inlichtingen omtrent bijzonderheden, verband houdende met de uitvoering van den dienst.

Artikel 38.

IN WERKING TREDEN EN DUUR VAN HET REGLEMENT VAN UITVOERING.

Dit Reglement van Uitvoering treedt in werking op den dag, waarop de Pakketpostovereenkomst van kracht wordt en het zal voor denzelfden tijd gelden als de Overeenkomst. Zoowel de Engelsche als de Nederlandsche tekst van dit Reglement van Uitvoering zal als origineel worden beschouwd. De betrokken Administratiën hebben evenwel de bevoegdheid de bepalingen van tijd tot tijd, in onderling overleg, te wijzigen.

In dubbel opgemaakt te Bandoeng den 19en Februari 1935 en te Kuala Lumpur den 26en Februari 1935.

*Het Hoofd van den Post-, Telegraaf- en Telefoondienst
in Nederlandsch-Indie,
(w.g.) C. HILLEN.*

*De tijdelijke Directeur-Generaal der Posterijen
en Telegrafie, Malaya,
(w.g.) T. P. COE.*

Mij bekend :

De 1^o Gouvernements Secretaris,
J. M. KIVERON.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3693. — ARRANGEMENT ENTRE L'ADMINISTRATION POSTALE DE LA MALAISIE ET L'ADMINISTRATION POSTALE DES INDES NÉERLANDAISES RELATIF À L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A BANDOENG, LE 19 FÉVRIER 1935, ET A KUALA-LUMPUR, LE 26 FÉVRIER 1935.

Les Administrations postales de la Malaisie et des Indes néerlandaises conviennent d'effectuer un échange régulier et direct de colis postaux entre la Malaisie et les Indes néerlandaises.

Dans le présent arrangement et dans le règlement d'exécution qui y est joint, l'expression « Malaisie » s'applique aux Etablissements du Détroit, aux Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang et à tout Etat malais sous protectorat britannique qui pourrait ultérieurement faire partie de l'Union postale de la Malaisie.

ARRANGEMENT

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis expédié de Malaisie à destination des Indes néerlandaises ne devra peser plus de 22 livres ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur ou plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ; aucun colis expédié des Indes néerlandaises à destination de la Malaisie ne devra peser plus de 10 kg. ni mesurer plus de 1 m. 05 de longueur ou plus de 1 m. 80, longueur et pourtour réunis.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions des colis, la manière de voir du bureau expéditeur sera considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 2.

COLIS EN TRANSIT.

Les deux administrations postales garantissent le droit de transit sur leur territoire aux colis à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elles échangent des colis postaux. Les colis en transit seront soumis aux dispositions du présent accord et de son règlement d'exécution, dans la mesure où elles seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis postaux est obligatoire, sauf dans le cas de colis réexpédiés ou renvoyés.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. La taxe se compose des droits revenant à chaque administration participant au transport par terre ou par mer.

Article 4.

DROITS DE TRANSPORT PAR TERRE.

1. Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les droits de transport par terre, en Malaisie, seront les suivants : 80 centimes, 1 fr. 40, 2 francs et 3 francs pour les colis jusqu'à 1, 3, 5 et 10 kilos respectivement ; les droits de transport par terre, aux Indes néerlandaises, seront les suivants : 2 fr. 10, 2 fr. 50 et 3 fr. 50 pour les colis jusqu'à 2 livres, 11 livres et 22 livres respectivement. Ces derniers droits, pour tenir compte des droits de transit par mer, seront portés à 2 fr. 25, 2 fr. 75 et 4 francs lorsque les colis seront transportés aux Indes néerlandaises par l'un des navires du Gouvernement des Indes néerlandaises, par l'un des navires de la « Royal Packet Navigation Company » ou par l'un des navires des compagnies de navigation « Nederland » et « Rotterdamsche Lloyd ».

2. L'Administration postale des Indes néerlandaises se réserve le droit de modifier ses taxes, conformément à toute modification qui pourrait être apportée en matière de taxes par des conventions internationales ultérieures à l'Accord du Caire de 1934.

3. L'Administration postale de la Malaisie se réserve le droit de modifier ses taxes pour les transports par terre, conformément à toute modification de ces mêmes taxes qui pourraient être décidées à propos de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays d'une manière générale.

Article 5.

DROITS DE REMISE EN DOUANE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration postale des Indes néerlandaises peut percevoir, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant à 50 centimes au maximum par colis ainsi que toutes autres taxes qui pourraient être fixées par des conventions internationales ultérieures à l'Accord du Caire de 1934. L'Administration postale de la Malaisie pourra percevoir les droits qu'elle fixera de temps à autre pour des services analogues à l'occasion de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays d'une manière générale.

Article 6.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et autres droits non postaux seront perçus sur les destinataires des colis, sauf dispositions contraires du présent arrangement.

Article 7.

COLIS FRANCS DE DROITS.

Moyennant déclaration préalable au bureau de départ, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison.

Dans ce cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau destinataire et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration postale qui fait l'avance des droits pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir de ce chef un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu à l'article 5 ci-dessus comme droit de dédouanement.

Pour tout colis envoyé dans ces conditions en provenance de la Malaisie, l'Administration postale de la Malaisie est autorisée à percevoir sur l'expéditeur une taxe spéciale qui ne peut dépasser 50 centimes.

Article 8.

DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations postales est autorisée à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés poste restante ou non retirés dans les délais prescrits. Ce droit ne peut toutefois excéder 5 francs.

Article 9.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier dans les colis postaux :

- a)* Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, ou salir ou détériorer les autres envois ;
- b)* Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches chargées et les allumettes) ;
- c)* Des objets obscènes ou immoraux ;
- d)* Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou par les règlements de douane ou autres ;
- e)* Des lettres, notes ou documents ayant le caractère de correspondance effective ou personnelle ou des paquets portant une autre adresse que celle du destinataire ou des personnes demeurant avec lui (il est permis cependant d'insérer dans l'envoi une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives) ;
- f)* Des animaux vivants.

2. Il est en outre interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée, à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis qui aura été admis à tort à l'expédition sera renvoyé au bureau d'origine, à moins que le bureau du pays de destination ne soit autorisé par sa législation à lui appliquer un autre traitement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications ayant le caractère d'une correspondance effective ou personnelle ne peut en aucun cas entraîner le renvoi au bureau d'origine.

4. Les matières explosives, inflammables ou dangereuses, ainsi que les objets obscènes ou immoraux, ne seront pas renvoyés au bureau d'origine ; ils seront traités, par le bureau qui les aura trouvés dans les envois, conformément au règlement intérieur du pays.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'office expéditeur du pays d'origine doit être informé d'une manière précise du traitement appliqué à ce colis, pour qu'il puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposent.

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception pour les colis avec valeur déclarée dans les conditions fixées pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Les colis sans valeur déclarée ne peuvent faire l'objet d'un avis de réception.

Article 11.

RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis peut être effectuée par suite d'un changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination peut

percevoir les taxes de réexpédition fixées par ses règlements intérieurs. De même, un colis postal pourra être réexpédié de l'un des deux pays Parties au présent arrangement vers un autre pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport et qu'en règle générale la taxe supplémentaire soit payée au moment de la réexpédition ou que la preuve soit fournie que cette taxe sera versée par le destinataire.

2. Les taxes supplémentaires perçues pour la réexpédition d'un colis et non payées par le destinataire ou son représentant ne seront pas annulées dans le cas d'une nouvelle réexpédition ultérieure ou du renvoi du colis à l'origine, mais elles seront perçues sur le destinataire ou, le cas échéant, sur l'expéditeur, sans préjudice du remboursement de tous les frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 12.

COLIS ACHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis reçus à la suite d'une erreur ou admis à tort à l'expédition seront réexpédiés suivant les prescriptions de l'article 27, paragraphes 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 13.

REBUTS.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être délivré à l'adresse indiquée sera renvoyé à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, après avoir été conservé pendant les délais prescrits par les règlements de l'administration postale du pays de destination. Néanmoins, tout colis qui aura été formellement refusé par le destinataire sera renvoyé immédiatement.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt, que si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée il soit, ou bien *a)* traité comme colis tombé au rebut, ou *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre possibilité ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition, libellée de la façon suivante, ou en termes analogues :

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut. »

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous... »

La même phrase doit également figurer sur l'enveloppe extérieure du colis.

3. Les droits à percevoir sur les colis non délivrés au destinataire et renvoyés à l'origine seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 34.

Article 14.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent arrangement s'engagent à intervenir auprès des administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 15.

VENTE. DESTRUCTION.

Les objets sujets à détérioration ou corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalités judiciaires. Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 16.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne seront pas renvoyés par le bureau de destination, qui les traitera d'après sa législation. Aucune réclamation ne pourra être adressée par le bureau du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 17.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement pourra donner lieu à la perception d'un droit d'un franc au maximum.
Il ne sera perçu aucun droit si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.
2. Les réclamations ne seront admises que dans le délai d'une année à compter du lendemain du dépôt du colis.
3. Lorsqu'une réclamation sera motivée par une faute de service, le droit sera restitué.

Article 18.

COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT. TAXES ET CONDITIONS. RÈGLEMENT.

1. Il pourra être échangé entre la Malaisie et les Indes néerlandaises des colis grevés de remboursement.

Le montant du remboursement sera libellé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le montant maximum du remboursement, dans le cas d'un colis à destination de la Malaisie, est fixé à 480 florins et, dans le cas d'un colis à destination des Indes néerlandaises, à 340 dollars. Dans le calcul du remboursement, il ne sera pas tenu compte des fractions de cent.

Les deux administrations postales s'engagent à accepter des colis grevés de remboursement expédiés en transit par l'intermédiaire de leurs services. Néanmoins, les comptes relatifs aux taxes et frais perçus seront établis et réglés directement entre les administrations postales des pays d'origine et de destination des colis.

2. Les colis grevés de remboursement seront soumis aux formalités et aux taxes prévues pour les colis ordinaires ou les colis avec valeur déclarée, selon le cas. En outre, l'expéditeur versera une taxe spéciale qui sera fixée par l'administration postale du pays d'origine et ne dépassera pas :

- a) 10 cents par 10 dollars ou fraction de 10 dollars du remboursement, dans le cas d'un colis déposé en Malaisie ;
- b) 15 cents par 10 florins ou fraction de 10 florins du remboursement, dans le cas d'un colis déposé aux Indes néerlandaises.

3. Le montant du remboursement perçu devra être transmis au moyen d'un mandat de remboursement délivré sans frais.

4. Outre la taxe spéciale fixée conformément au paragraphe 2 ci-dessus, l'Administration postale de la Malaisie aura la faculté de percevoir sur l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement, remis à la poste en Malaisie, une taxe supplémentaire de 10 cents au maximum par colis, et sur le destinataire d'un colis grevé de remboursement, délivré en Malaisie, une taxe supplémentaire de 15 cents au maximum par colis. De même, l'Administration postale des Indes néerlandaises aura la faculté de percevoir sur l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement, mis à la poste aux Indes néerlandaises, une taxe supplémentaire de 25 cents au maximum par colis.

Article 19.

RÉDUCTION OU ANNULLATION DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement ne pourra faire annuler ou modifier le montant du remboursement après son dépôt à la poste.

Article 20.

COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT. RESPONSABILITÉ DE LA PERTE, SPOLIATION OU AVARIE.

Les deux administrations postales seront responsables, dans les conditions fixées aux articles 26 à 32 ci-après, de la perte d'un colis grevé de remboursement et de toute avarie ou spoliation survenue au contenu.

Article 21.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT, D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Si le colis a été livré au destinataire sans que le montant du remboursement ait été encaissé, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu que la réclamation ait été déposée dans les délais prévus à l'article 17 et que le non-encaissement ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de sa part. Il en sera de même si le montant perçu sur le destinataire est inférieur au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

En aucun cas l'indemnité ne dépassera le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration postale responsable est subrogée jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre des tiers.

Article 22.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN CE QUI CONCERNE LES REMBOURSEMENTS.

Le paiement, par l'administration postale du pays d'origine, des sommes encaissées régulièrement sera effectué pour le compte de l'administration postale du pays de destination ; de même, le versement de l'indemnité sera effectué pour le compte de l'administration postale du pays de destination si cette dernière est responsable.

Après livraison d'un colis, l'administration postale du pays de destination est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'administration postale du pays d'origine, ou établir que lors de la transmission à son service, le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les indications prescrites par le règlement d'exécution pour les colis grevés de remboursement.

L'administration postale du pays de destination sera tenue de rembourser, dans les conditions prescrites à l'article 32, la somme qui aura été avancée par l'administration postale du pays d'origine.

Article 23.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour une raison quelconque, n'aura pu être payé au destinataire ne sera pas remboursé à l'administration postale dont dépend le bureau qui a délivré le mandat. Il sera tenu à la disposition du destinataire par l'administration postale du pays d'origine du colis grevé de remboursement et sera acquis définitivement à cette administration à la fin du délai légal de validité.

A tous autres égards et avec les réserves spécifiées dans le règlement d'exécution, les mandats de remboursement seront soumis aux dispositions de l'accord sur les mandats de poste conclu par les deux administrations postales.

Article 24.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent être envoyés avec valeur déclarée jusqu'à concurrence de 1.000 francs.
2. Il sera perçu un droit d'assurance, qui sera fixé par le bureau d'origine, par 300 francs ou fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur.
3. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.
4. L'administration postale du pays d'origine pourra également percevoir sur l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée une taxe d'expédition qui ne dépassera pas 50 centimes.

Article 25.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu ne représente aucune valeur pécuniaire peut être assuré pour une valeur nominale, afin de lui donner la garantie du système de l'assurance.

Article 26.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOLIATION OU D'AVARIE.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les deux administrations postales répondent de la perte des colis, et de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis sans déclaration de valeur, cette indemnité ne peut dépasser 10 francs pour un colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 livres), 25 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 1 kg. mais ne dépasse pas 5 kg. (11 livres) et 40 fr. pour un colis dont le poids est supérieur à 5 kg. mais ne dépasse pas 10 kg. (22 livres). Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

Dans le cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se produit dans le service du pays de destination, l'administration postale de ce pays pourra verser au destinataire une indemnité, à ses frais et sans consulter l'administration postale du pays d'origine, pourvu que le destinataire puisse établir que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul du montant de l'indemnité, il n'est pas tenu compte des dommages indirects ou des bénéfices non réalisés.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou l'avarie complète d'un colis, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution de la taxe d'affranchissement.

5. Les droits d'assurance et, s'il y a lieu, le droit d'expédition restent acquis dans tous les cas aux administrations postales intéressées.

Article 27.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales sont dégagées de toute responsabilité :

- a)* En cas de force majeure ;
- b)* Lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure ;
- c)* Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
- d)* Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 9 ;
- e)* Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f)* Pour les colis au sujet desquels il n'a pas été déposé de réclamation dans le délai prévu à l'article 17 ;
- g)* Pour les colis contenant des pierres précieuses, des bijoux ou des objets en or, en platine ou en argent, dont la valeur dépasse 2.500 francs et qui n'auraient pas été emballés dans une boîte ayant les dimensions prescrites par le paragraphe 3 de l'article 6 du règlement d'exécution ;
- h)* Pour les colis saisis par la douane par suite de fausse déclaration de leur contenu.

Article 28.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur et pour lesquels les propriétaires ou leurs représentants ont accepté la livraison sans réserve.

Article 29.

PAIEMENT D'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe à l'administration postale du pays d'origine, sauf dans les cas mentionnés au paragraphe 1 de l'article 26, où le paiement est effectué par l'administration postale du pays de destination. Toutefois, l'administration du pays d'origine pourra, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 30.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et au plus tard dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration postale, si celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

3. L'administration postale du pays d'origine peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'une année lorsque la question de responsabilité n'a pu être réglée en raison de circonstances indépendantes de la volonté des administrations postales intéressées.

Article 31.

RESPONSABILITÉ DU PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans faire d'observations et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ou à son agent ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration postale suivante.

2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite au cours du transport, sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les deux administrations postales supportent le dommage par part égale.

3. Les mêmes principes seront appliqués, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations postales sont intervenues dans le transport d'un colis. Néanmoins, dans le cas de colis envoyés en transit de l'un des deux pays par le territoire de l'autre pays, ni l'une ni l'autre des deux administrations postales ne sera responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans un service qui n'accepte pas de responsabilité.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'aura pu être obtenue tombent à la charge de l'administration postale responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration postale responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue pour tout recours éventuel contre le destinataire, l'expéditeur ou des tiers.

En cas de découverte ultérieure, en totalité ou en partie, d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article 32.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration postale responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 29, est tenue de rembourser, dans un délai de trois mois après notification du paiement, le montant de l'indemnité. Ce montant sera recouvré sur le pays responsable par voie des décomptes prévus au paragraphe 2 de l'article 33 du règlement d'exécution.

L'administration postale dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 33.

BONIFICATIONS DE TRANSPORTS.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions de l'article 4.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit par le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les droits qui lui reviennent pour le transport et l'assurance du colis.

Article 34.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration postale réexpéditrice reprendra sur l'autre les droits qui reviennent à elle-même ainsi qu'à toute autre administration postale participant à la réexpédition ou au renvoi. La reprise sera notifiée sur la feuille de route afférente au courrier avec lequel le colis est renvoyé.

Article 35.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue au paragraphe 2 de l'article 11 est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, au pays qui aura effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 36.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis entièrement à l'administration postale qui les aura perçus :

- a) Le droit spécial prévu à l'article 7, paragraphe 4 ;
- b) Le droit d'avis de réception prévu à l'article 10 ;
- c) Le droit applicable aux réclamations prévu à l'article 17, paragraphe 1 ;
- d) La taxe supplémentaire pour les colis grevés de remboursement prévue à l'article 18, paragraphe 4 ;
- e) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée prévu à l'article 24, paragraphe 4.

2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 5 est acquis à l'administration postale du pays de destination ; il en est de même du droit de commission prévu à l'article 7, paragraphe 3.

Article 37.

TAXE DE REMBOURSEMENT.

La taxe prévue à l'article 18, paragraphe 2, sera partagée également entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination, dans les conditions stipulées à l'article 35, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

Article 38.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable à l'administration postale du pays de destination dont les services participent au transport par terre, d'un montant de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée. Si l'administration postale du pays de destination assure le transport maritime, l'administration postale du pays d'origine lui versera un montant additionnel de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 39.

TRANSPORT DE COLIS POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE.

Les deux administrations postales pourront par consentement mutuel prendre des mesures pour le transport des colis postaux par la voie aérienne. Les taxes applicables à ces transports comprendront les droits qui reviennent à chaque administration postale assurant le transport par avion.

Article 40.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et centimes-or, tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.

2. Les colis ne pourront être soumis à d'autres frais postaux que ceux qui sont prévus dans le présent arrangement, sauf avec le consentement mutuel des deux administrations postales.

3. Dans des circonstances extraordinaires, l'une ou l'autre des deux administrations postales pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit entièrement, soit partiellement, à condition d'en donner immédiatement avis, par télégraphe en cas de nécessité, à l'autre administration postale.

4. Les deux administrations postales ont établi le règlement d'exécution ci-après pour assurer l'exécution du présent arrangement. Toutes autres questions de détail qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions générales du présent arrangement et qui ne sont pas prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées de temps à autre par consentement mutuel.

5. La législation intérieure de la Malaisie et des Indes néerlandaises restera applicable pour toutes les questions non prévues par les stipulations du présent arrangement et de son règlement d'exécution.

Article 41.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement entrera en vigueur à la date qui sera fixée d'un commun accord entre les deux administrations postales ; il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à dater du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations postales.

Les texte anglais et hollandais du présent arrangement font également foi.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire, à Bandoeng, le 19 février 1935, et à Kuala-Lumpur, le 26 février 1935.

(Signé) C. HILLEN,

*Directeur des Postes, Télégraphes et
Téléphones des Indes néerlandaises.*

(Signé) T. P. COE,

*Directeur général des Postes et Télégraphes
de la Malaisie.*

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT RELATIF AUX COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE LA MALAISIE
ET LES INDES NÉERLANDAISES.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration postale acheminera par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis les colis postaux qui lui sont remis par l'autre administration postale pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer le bureau réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. SACS POSTAUX.

1. L'échange des colis entre les deux pays est effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations postales.

2. Les colis sont échangés entre les deux pays dans des sacs dûment fermés et scellés.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis envoyés par l'un des deux pays contractants en transit par l'intermédiaire de l'autre s'opère à découvert.

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination sera fixée à chaque sac, avec l'indication, au dos de l'étiquette, du nombre de colis contenus dans le sac.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents devra porter une étiquette distinctive.

5. Le poids de chaque sac de colis ne doit pas dépasser 36 kg. (80 livres avoirdupois).

6. Les colis sont envoyés dans des sacs fournis par le bureau expéditeur. Les sacs doivent être retournés vides par le bureau récepteur avec le prochain courrier.

7. Le nombre de sacs ainsi retournés sera indiqué sur la feuille de route.

8. Chaque administration postale sera tenue de payer la valeur des sacs qu'elle n'aura pas retournés. La responsabilité de la perte des sacs vides sera déterminée conformément au principe stipulé à l'article 31 de l'arrangement concernant la perte des colis.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale notifiera à l'autre, au moyen d'un tableau :

a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;

b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;

c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre administration postale pour chaque destination ;

d) Le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné ;

e) Tous autres renseignements nécessaires.

2. Chaque administration postale doit faire connaître à l'autre quels sont les pays pour lesquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par l'intermédiaire de l'autre, à moins que, dans un cas particulier, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des droits relatifs aux colis postaux, chaque administration postale aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, dans sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis doit :

a) Porter l'adresse exacte du destinataire, en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises. Toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il est recommandé à l'expéditeur d'insérer dans l'envoi une copie de la suscription avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et assure la préservation du contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant) est ménagé un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de quelque autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

2. Les poudres sèches colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en fer-blanc résistant placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux emballages.

3. Les colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie ou des articles d'or, de platine ou d'argent d'une valeur supérieure à 2.500 francs seront emballés dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 m. 05), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane, conformément aux règlements du pays de destination.

2. Néanmoins, un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations en douane peuvent suffire pour deux ou trois colis ordinaires, au maximum, expédiés en même temps par un même expéditeur et destinés à la même personne. Cette disposition n'est pas applicable aux colis expédiés contre remboursement, aux colis avec déclaration de valeur, ou aux colis à remettre au destinataire francs de droits.

3. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les colis à remettre francs de droits au destinataire seront munis, du côté de la suscription, d'une étiquette jaune portant en gros caractères l'indication « Franc de tous droits » ; les bulletins d'expédition seront pourvus de la même étiquette.

2. Tout colis expédié franc de droits est accompagné d'un bulletin d'affranchissement séparé, solidement attaché au bulletin d'expédition.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou les lettres « A. R. ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. Cette formule est préparée par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'administration postale du pays d'origine. Elle est jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dressera d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renverra à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles stipulées à l'article 10 ci-dessous. Dans ce cas, il n'est pas perçu de deuxième taxe, et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception, etc. ».

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un colis postérieurement au dépôt, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine remplit une formule d'avis de réception et l'attache à une formule de réclamation sur laquelle sont apposés les timbres représentant le droit fixé.

Cette formule, accompagnée de l'avis de réception, est traitée selon les prescriptions de l'article 30 ci-dessous, à la seule exception qu'en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception à l'origine, de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 11.

INDICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter, du côté de la suscription, l'indication « C. O. D. » (« Remboursement »), écrite ou imprimée d'une manière très apparente et suivie de l'indication du montant du remboursement, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. L'expéditeur doit indiquer, en outre, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse en caractères latins.

Article 12.

ETIQUETTES.

Les colis grevés de remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette de couleur orange, conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale.

Article 13.

MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis grevé de remboursement sera accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule, qui est attachée au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chaque administration postale est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres de ses bureaux les mandats afférents aux envois originaires de son service. Le coupon du mandat de remboursement doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date du dépôt de cet envoi.

2. Aucune indication au crayon ne sera admise sur les formules de mandat de remboursement.

Article 14.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Le montant des remboursements est converti en monnaie du pays destinataire par les soins de l'administration postale de ce pays, qui se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 15.

DÉLAIS DE PAIEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement doit être payé dans le délai fixé par les règlements du pays de destination.

A l'expiration de ce délai, le colis est traité comme colis tombé en rebut, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrangement.

Article 16.

RÉEXPÉDITION DE COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure avec celui d'origine le service des colis de cette catégorie. Dans ce cas, les colis sont accompagnés des formules de mandat de remboursement établies par le service d'origine. Le bureau de la nouvelle destination procède à la liquidation du remboursement comme si le colis lui avait été expédié directement dès le début.

2. Si la demande de réexpédition s'applique à un pays qui n'assure pas l'échange de colis grevés de remboursement avec le pays d'origine, le colis est traité comme colis tombé en rebut.

Article 17.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays destinataire remplit la partie intitulée « Indications de service » du mandat de remboursement et, après y avoir apposé son timbre à date, le renvoie sans taxe au bureau de dépôt du colis ou au bureau spécialement désigné par l'administration postale du pays d'origine sur le titre lui-même.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'administration postale du pays de paiement.

Article 18.

ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les formules de mandats de remboursement afférentes à des colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'expéditeur, doivent être annulées par les soins du bureau qui effectue le renvoi et retournées en même temps que le bulletin d'expédition.

2. Lorsque les formules afférentes aux mandats de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays destinataire en établit un duplicata.

Article 19.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Tout mandat de remboursement égaré, perdu ou détruit après l'encaissement du remboursement sera remplacé par un duplicata ou par une autorisation de paiement, après constatation par les deux administrations postales que le mandat n'a pas été payé.

2. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés au destinataire dans les délais de validité fixés par l'arrangement spécial relatif aux mandats, conclu entre les deux administrations postales, seront, à l'expiration de la période de validité, acquittés par l'administration postale du pays de paiement et réclamés au bureau d'émission.

3. Les mandats de remboursement qui ont été délivrés aux destinataires et dont ceux-ci n'ont pas réclamé le paiement dans les délais de validité fixés par l'arrangement relatif aux mandats conclu entre les deux administrations postales seront remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations seront établies par le bureau qui aura encaissé le remboursement dès que l'on aura pu s'assurer que les mandats originaux n'ont pas été payés dans le délai de validité fixé; elles seront acquittées par l'autre administration postale, qui en réclamera le montant dans le premier décompte envoyé après l'acquittement.

4. L'administration postale émettrice avisera l'autre administration postale si le paiement n'a pas été réclamé dans les délais de validité fixés.

5. Tout mandat de remboursement dont le paiement ne peut être effectué par suite d'une irrégularité dans les indications portées par le bureau de destination du colis sera retourné aussitôt que possible à ce bureau, comme colis officiellement recommandé, pour correction.

Article 20.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION.

Tout colis avec valeur déclarée, ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, doit porter l'indication du montant de la déclaration de valeur, dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication doit être faite sans rature ni surcharge, même approuvées. Le montant de la déclaration de valeur sera converti en francs-or par le bureau du pays d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

Article 21.

ÉTIQUETTES DE DÉCLARATION DE VALEUR, ETC.

Les colis avec valeur déclarée, ainsi que leurs bulletins d'expédition, doivent être revêtus d'une étiquette de couleur rouge avec l'indication, en caractères latins, « Insured » ou « Valeur déclarée ».

Lorsqu'un colis contient des pièces de monnaie, des lingots ou d'autres objets précieux, les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis, doivent être espacés de façon à ne pouvoir cacher les détériorations de l'emballage. En outre, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste, ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à en couvrir les bords.

Article 22.

CACHETS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée doivent être scellés au moyen de cachets de cire, de plombs ou d'autres cachets, portant une empreinte ou une marque spéciale uniforme de l'expéditeur, les cachets devant être en nombre suffisant pour qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser des traces évidentes de violation.

Les expéditeurs de ces colis seront invités à munir le bulletin d'expédition afférent aux colis, toutes les fois que cela sera possible, d'une reproduction exacte du cachet ou de la marque spéciale susmentionnée.

Article 23.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par le bureau d'origine :

- a) Sur le colis, du côté de l'adresse ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet.

Article 24.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette indiquant le numéro d'enregistrement et le nom du bureau de dépôt. Le même bureau de dépôt ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf dans le cas où les séries sont complétées par un caractère distinctif.

Article 25.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, d'un timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 26.

RENOI DU BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT. RÉCUPÉRATION DES DROITS AVANCÉS.

1. Le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur d'un colis franc de droits, remplira, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmettra ce dernier, accompagné le cas échéant des pièces justificatives, sous enveloppe fermée, sans indication du contenu, au bureau mentionné au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis qui porte l'étiquette « Franc de tous droits » et qui est signalé comme tel parvient au service destinataire sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui qui figure sur le bulletin et d'indiquer, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés au pays d'origine et dont le dédouanement n'a pas été effectué par le bureau du pays de destination doivent être annulés par les soins du bureau qui renvoie les colis.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'administration postale du pays de destination, l'administration postale du pays d'origine convertira le montant de ces frais dans sa propre monnaie, au taux qu'elle fixera elle-même et qui ne pourra pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats-poste à destination du pays en question. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et certifié par la signature du fonctionnaire qui effectue la conversion.

Article 27.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration postale qui réexpédie un colis envoyé en fausse direction ne percevra, pour ce colis, ni droits de douane ni autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renvoie un colis de ce genre au pays d'où il a été acheminé en dernier lieu, elle restituera les bonifications qu'elle a reçues et signalera l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration postale réexpéditrice bonifie à l'administration postale à laquelle elle remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement ; elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration postale qui restitue le colis fait remise à l'administration postale qui le lui a livré des sommes qu'elle a reçues du chef de ce colis.

3. Les taxes grevant un colis réexpédié par suite d'un changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, à destination d'un pays avec lequel la Malaisie ou les Indes néerlandaises échangent des colis postaux, seront reprises sur le bureau auquel le colis est expédié, à moins que la taxe de transport ne soit acquittée au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Tout colis réexpédié sans nouvel affranchissement sera envoyé dans son emballage primitif et sera accompagné du bulletin d'expédition original. Si le colis, pour un motif quelconque, doit être réemballé ou si le bulletin d'expédition original doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'enregistrement primitif et, autant que possible, la date de dépôt audit bureau figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 28.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur d'un colis non délivré a formulé une demande non prévue au paragraphe 2 de l'article 13 de l'arrangement, l'administration postale du pays de destination n'est pas tenue d'y donner suite, mais elle peut retourner le colis au pays d'origine à l'expiration du délai de garde prévu par le règlement du pays de destination.

2. L'administration postale qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer sur le colis et sur le bulletin d'expédition, d'une manière claire et concise, la cause de la non-remise. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Le bulletin d'expédition primitif, afférent au colis renvoyé, doit faire retour au pays d'origine avec le colis.

3. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Ils sont traités et taxés comme les colis réexpédiés par suite du changement de résidence des destinataires.

Article 29.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit, conformément aux prescriptions de l'article 15 de l'arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente sert en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais de l'envoi.

Article 30.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS OU LES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Toute réclamation concernant des colis ou des mandats de remboursement qui n'ont pas été renvoyés, sera établie sur une formule analogue au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formules seront transmises aux bureaux désignés par les deux administrations postales et seront traitées de la manière qui aura été convenue mutuellement entre les deux administrations.

Article 31.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Tous les colis sont inscrits individuellement, par le bureau d'échange expéditeur, sur une feuille de route conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement concernant

les colis postaux de l'Union postale universelle. Les bulletins d'expédition, les formules de mandats de remboursement, les déclarations en douane, les bulletins d'affranchissement, les avis de réception, etc., sont joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur devra numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange destinataire, et, autant que possible, indiquera au-dessous du numéro le nom du navire qui transporte le courrier. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 32.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent, ou des sacs vides, selon le cas, en les comparant aux indications portées sur la feuille y afférente ; en cas de besoin, il signalera les objets manquants et toutes autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Toute divergence dans les crédits et décomptes sera notifiée au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Les bulletins de vérification acceptés seront attachés aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent.

Article 33.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration postale fait établir trimestriellement par chacun de ses bureaux d'échange, pour tous les envois de colis reçus des bureaux d'échange de l'autre administration postale, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route, à son crédit ou à son débit.

2. Ces états sont ensuite récapitulés par la même administration postale dans un compte qui, accompagné des états trimestriels, des feuilles de route et, s'il y a lieu, des bulletins de vérification y afférents, est envoyé à l'administration postale correspondante, dans le courant du trimestre qui suit celui auquel il se rapporte.

3. Les comptes trimestriels, une fois vérifiés et acceptés par les deux parties, sont récapitulés dans un compte général trimestriel établi par l'administration postale à laquelle le solde est dû.

Article 34.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde résultant de la balance des comptes est payé par l'administration postale débitrice à l'administration postale créditrice, de la manière prévue par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général ainsi que le paiement du solde de ce compte doivent être effectués dans le plus bref délai possible et au plus tard dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. A la fin de ce délai, les sommes dues par l'une des deux administrations postales à l'autre porteront intérêt au taux de 5 % par an à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 35.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque administration postale est effectué au moyen d'annexes au compte spécial relatif à l'échange des mandats de poste entre les deux administrations.

2. Dans ce compte, qui doit être accompagné des mandats de remboursement payés et acquittés, les mandats sont inscrits d'après l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de leur inscription au registre de ces bureaux. L'administration postale qui a établi le compte déduit de la somme totale de sa créance un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) de ce total, représentant les bonifications dues à l'autre administration postale, telles qu'elles sont spécifiées à l'article 37 de l'arrangement.

3. Le total du décompte relatif aux mandats de remboursement sera inscrit dans le décompte détaillé des mandats de poste pour la même période et réglé comme partie du décompte général des mandats de poste. La vérification de ce compte est effectuée selon les dispositions du règlement spécial des mandats de poste conclu entre les deux administrations postales.

Article 36.

BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. DÉCOMPTE DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque administration postale pour le compte de l'autre, est effectué au moyen de comptes spéciaux trimestriels, établis par l'administration postale débitrice dans la monnaie du pays créditeur. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits dans le décompte d'après l'ordre alphabétique des bureaux qui auront fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur aura été donné.

2. Le compte spécial, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'administration postale créditrice au plus tard à la fin du trimestre qui suit celui auquel il se rapporte. Il ne sera pas établi de compte néant.

3. La vérification des comptes est effectuée d'après les règles fixées par le règlement spécial des mandats de poste conclu entre les deux administrations postales.

4. Ces comptes seront réglés, soit par un mandat de poste, soit par une traite dans la monnaie du pays créditeur, soit par tout autre moyen dont il aura pu être convenu d'un commun accord.

Article 37.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale communiquera à l'autre tous les renseignements nécessaires sur les points de détail concernant le fonctionnement du service.

Article 38.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement relatif aux colis postaux, et il aura la même durée que cet arrangement. Le texte anglais et le texte hollandais de ce règlement seront considérés comme faisant également foi. Cependant, les administrations postales intéressées auront le droit d'en modifier de temps à autre les détails, d'un commun accord.

Fait en double expédition à Bandoeng, le 19 février 1935, et à Kuala-Lumpur, le 26 février 1935.

*Le Directeur des Postes, Télégraphes
et Téléphones des Indes néerlandaises :*

(Signé) C. HILLEN.

*Le Directeur général des Postes
et Télégraphes de la Malaisie :*

(Signé) T. P. COE.

N° 3694.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

**Convention concernant la réparation
des accidents du travail. Signée à
Buenos-Ayres, le 15 novembre
1929.**

**ARGENTINE REPUBLIC
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

**Convention in regard to Compensa-
tion for Accidents to Workmen.
Signed at Buenos Aires, Novem-
ber 15th, 1929.**

No. 3694. — CONVENTION¹ BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND IN REGARD TO COMPENSATION FOR ACCIDENTS TO WORKMEN. SIGNED AT BUENOS AIRES, NOVEMBER 15TH, 1929.

English and Spanish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place July 12th, 1935.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION and HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND, AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, being desirous of extending the application of the legislation in force in the Argentine Republic and in Great Britain and Northern Ireland, respectively, relating to compensation for workmen's accidents with a view to securing to their nationals the benefits of reciprocity in this matter,

Have resolved to conclude a Convention to that effect and have appointed as their Plenipotentiaries, viz. :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ARGENTINE NATION :

His Excellency Doctor HORACIO B. OYHANARTE, Minister Secretary of State in the Department of Foreign Affairs and Public Worship ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND, AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Sir Malcolm ROBERTSON, K.C.M.G., K.B.E., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Argentine Republic ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

Workmen being Argentine nationals who are victims of industrial accidents in Great Britain or Northern Ireland and any persons who are entitled to claim through or have rights derivable from such workmen shall be admitted to the benefits of the compensation and guarantees accorded to British subjects by the legislation in force in Great Britain and Northern Ireland respectively concerning compensation to workmen for injuries arising out of such accidents.

Reciprocally, workmen being British subjects who are victims of such accidents in the Argentine Republic, and any persons who are entitled to claim through or have rights derivable from such workmen, shall be admitted to the benefits of the compensation and guarantees accorded to Argentine nationals by the legislation in force in the Argentine Republic concerning compensation to workmen for injuries arising out of such accidents.

¹ The exchange of ratifications took place at Buenos Aires, January 24th, 1935.
Came into force February 24th, 1935.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3694. — CONVENCION¹ ENTRE LA REPUBLICA ARGENTINA Y LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE SOBRE RECIPROCIDAD DE INDEMNIZACION POR ACCIDENTES DEL TRABAJO. FIRMADA EN BUENOS-AIRES, EL 15 DE NOVIEMBRE DE 1929.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 juillet 1935.

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA NACION ARGENTINA Y SU MAJESTAD EL REY DE GRAN BRETAÑA, IRLANDA Y LOS DOMINIOS BRITANICOS DE ALLENDE LOS MARES, EMPERADOR DE LA INDIA, deseosos de extender la aplicacion de la legislacion en vigor en la Republica Argentina y en Gran Bretaña e Irlanda del Norte, respectivamente, relativa a la indemnizacion de accidentes del trabajo, afin de asegurar a sus nacionales los beneficios de la reciprocidad en esta materia,

Han resuelto concluir una Convencion a ese efecto y han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA NACION ARGENTINA :

A Su Excelencia el Doctor Horacio B. OYHANARTE, Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores y Culto ;

SU MAJESTAD EL REY DE GRAN BRETAÑA, IRLANDA Y LOS DOMINIOS BRITANICOS DE ALLENDE LOS MARES, EMPERADOR DE LA INDIA :

POR LA GRAN BRETAÑA Y LA IRLANDA DEL NORTE :

Al muy Honorable Sir Malcolm ROBERTSON, K.C.M.G. y K.B.E., Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de Su Majestad en la Republica Argentina ;

Quienes, habiendose comunicado sus Plenos Poderes hallados en buena y debida forma, han convenido lo siguiente :

Artículo 1.

Los obreros, nacionales argentinos, que sean victimas de accidentes del trabajo en la Gran Bretaña o en la Irlanda del Norte y cualesquiera personas que puedan alegar o tengan derechos derivados de tales obreros, serán admitidos a los beneficios de la indemnizacion y de las garantias acordadas a los súbditos británicos por la legislacion en vigor en la Gran Bretaña y la Irlanda del Norte, respectivamente, relativa a la indemnizacion a los trabajadores por daños resultantes de tales accidentes.

Recíprocamente, los obreros, súbditos británicos que sean victimas de tales accidentes en la Republica Argentina, y cualesquiera personas que puedan alegar o tengan derechos derivados de tales obreros, serán admitidos a los beneficios de la indemnizacion y de las garantias acordadas a los nacionales argentinos por la legislacion en vigor en la Republica Argentina, relativa a la indemnizacion a los trabajadores por daños resultantes de tales accidentes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Buenos-Ayres, le 24 janvier 1935.
Entrée en vigueur le 24 février 1935.

Article 2.

The said stipulation of reciprocity shall take effect even if the victim or his heirs, subsequently to the accident, should leave the territory either of Great Britain and Northern Ireland or of the Argentine Republic. The same shall apply when the heirs reside in a country distinct from that in which the accident occurred.

Article 3.

The proper Argentine and British authorities shall reciprocally render their good offices with a view to facilitating on either part the enforcement of the laws regarding workmen's compensation for accidents, especially in regard to notifying the heirs.

Article 4.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Buenos Aires as soon as possible.

It shall enter into force one month after the date of exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the High Contracting Parties has denounced it.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed and affixed their seals to the present Convention in duplicate in the English and Spanish languages at Buenos Aires this fifteenth day of November of the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) Malcolm A. ROBERTSON.

(L. S.) H. B. OYHANARTE.

Artículo 2.

Dicha estipulación de reciprocidad surtirá efecto aún cuando la víctima o sus herederos, subsiguientemente al accidente, abandonaren el territorio, ya sea de la Gran Bretaña y la Irlanda del Norte o de la República Argentina.

Lo mismo corresponderá cuando los herederos residan en otro país que aquel en que ocurriera el accidente.

Artículo 3.

Las autoridades argentinas y británicas competentes se prestarán recíprocamente sus buenos oficios afín de facilitar por cada parte el cumplimiento de las leyes relativas a la indemnización de accidentes del trabajo, especialmente con respecto a la notificación a los herederos.

Artículo 4.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones se canjearán en Buenos Aires tan pronto como sea posible.

Entrará en vigor un mes después de la fecha del canje de las ratificaciones, y seguirá en vigor hasta la expiración de un año desde la fecha en que cualquiera de las Altas Partes Contratantes la hubiera denunciado.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios arriba nombrados han firmado y sellado la presente Convención en dos ejemplares, en los idiomas inglés y español en Buenos Aires, a los quince días del mes de Noviembre del año mil novecientos veintinueve.

(L. S.) Malcolm A. ROBERTSON.

(L. S.) H. B. OYHANARTE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3694. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, CONCERNANT LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL. SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 15 NOVEMBRE 1929.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE et SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, désireux d'étendre l'application de la législation relative à l'indemnisation des accidents du travail, respectivement en vigueur dans la République Argentine et en Grande-Bretagne et Irlande du Nord, en vue d'assurer à leurs nationaux le bénéfice de la réciprocité en cette matière,

Ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA NATION ARGENTINE :

Son Excellence le Docteur Horacio B. OYHANARTE, ministre secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères et du Culte ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le très honorable sir Malcolm ROBERTSON, K.C.M.G., K.B.E., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté près la République Argentine ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ouvriers, citoyens argentins, qui sont victimes d'accidents du travail en Grande-Bretagne ou en Irlande du Nord, et toute personne autorisée à faire valoir un droit ou détenant un droit, dérivé desdits ouvriers, bénéficieront de la réparation et des garanties accordées aux sujets britanniques par la législation en vigueur en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord respectivement, concernant la réparation des lésions subies par lesdits ouvriers du fait de ces accidents.

Réciproquement, les ouvriers, sujets britanniques, victimes de tels accidents dans la République Argentine et toute personne autorisée à faire valoir un droit ou détenant un droit, dérivé desdits ouvriers, bénéficieront de la réparation et des garanties accordées aux citoyens argentins par la législation en vigueur dans la République Argentine concernant la réparation des lésions subies par lesdits ouvriers du fait de ces accidents.

Article 2.

Cette clause de réciprocité portera effet même si la victime ou ses héritiers quittent, postérieurement à l'accident, soit le territoire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, soit celui de la République Argentine. Il en sera de même si les héritiers résident dans un autre pays que celui où l'accident est survenu.

¹ Traduction du Bureau international du Travail.

¹ Translation of the International Labour Office.

Article 3.

Les autorités argentines et britanniques compétentes se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois concernant la réparation des accidents, notamment en ce qui concerne la notification aux héritiers.

Article 4.

La présente convention sera ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Buenos-Ayres dans le plus bref délai possible.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des instruments de ratification et sera maintenue en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire en langues anglaise et espagnole à Buenos-Ayres le quinzième jour du mois de novembre de l'an mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) Malcolm A. ROBERTSON.

(L. S.) H. B. OYHANARTE.

N° 3695.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET CHINE**

Echange de notes relatif au régime foncier et aux impôts fonciers dans les anciennes concessions britanniques de Hankéou et de Kiou-Kiang. Nankin, le 27 octobre 1934.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND CHINA**

Exchange of Notes relating to Land Tenure and Taxation in the Former British Concessions at Hankow and Kiukiang. Nanking, October 27th, 1934.

No. 3695. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA RELATING TO LAND TENURE AND TAXATION IN THE FORMER BRITISH CONCESSIONS AT HANKOW AND KIUKIANG. NANKING, OCTOBER 27TH, 1934.

English and Chinese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 12th, 1935.

Textes officiels anglais et chinois communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 juillet 1935.

I.

SIR A. CADOGAN TO MR. WANG CHING-WEI.

NANKING, *October 27th*, 1934.

SIR,

I have the honour to state that, in view of the conclusion of the Agreements of the 19th February and the 20th February, 1927, regarding the former British Concession areas at Hankow and Kiukiang and the exchange of British Crown leases for Chinese deeds of perpetual lease subsequently effected in the said areas, the Agreements of March 1861 and August 1898 regarding the said areas will be considered as having been cancelled.

I avail, etc.

Alexander CADOGAN.

¹ Came into force October 27th, 1934.

¹ Entré en vigueur le 27 octobre 1934.

II.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

大中華民國兼署外交部長汪

照復事·接准

貴公使本日照會內開：

本公使茲向貴兼部長聲明，鑒於一九二七年二月十九日暨同年二月二十日所締結關於在漢口與九江之英前租界之協定，並以後在該區域內英國之皇家租地契據換給中國永租契據之實行，所有一八六一年三月暨一八九八年八月關於上述兩租界之租約，即視爲作廢。相應照會貴兼部長查照。

等因，准此。本兼部長茲對於

貴公使來照所述各節，予以證實並向

貴公使聲明在國民政府對於全國土地徵稅新法未頒布以前，及該項徵稅新法在漢口九江區域未實施以前，所有從前在漢口與九江持有英國皇家契據之人，其應納之年租暫照現在徵收之數目徵收之。相應照復

爲

貴公使查照爲荷。須至照會者。

右 照 會

大英國特命駐華全權公使賈德幹

汪兆銘

附譯文一紙

中華民國二十三年十月 二十七日 日

I hereby certify that the above is a true and exact copy of the Chinese text of the original Note signed by His Excellency Monsieur Wang Ching-wei dated 27th October 1934.

G. R. TUNAL,
Assistant Chinese Secretary.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

MR. WANG CHING-WEI TO SIR A. CADOGAN.

WAICHIAOPU, NANKING, *October 27th, 1934.*

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, which reads as follows :

“ I have the honour to state that, in view of the conclusion of the Agreements of the 19th February and the 20th February, 1927, regarding the former British Concession areas at Hankow and Kiukiang and the exchange of British Crown leases for Chinese deeds of perpetual lease subsequently effected in the said areas, the Agreements of March 1861 and August 1898 regarding the said areas will be considered as having been cancelled. ”

I have the honour to confirm your Excellency's statement quoted above and to state further for your Excellency's information that, pending the promulgation by the National Government of the Republic of China of a new law governing land taxation throughout China, and pending the actual application of that law throughout the Hankow and Kiukiang districts, the annual land tax to be paid by former holders of British Crown leases in the Hankow and Kiukiang districts shall remain at the present rate.

I avail, etc.

Wang CHING-WEI.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3695. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, RELATIF AU RÉGIME FONCIER ET AUX IMPÔTS FONCIERS DANS LES ANCIENNES CONCESSIONS BRITANNIQUES DE HANKÉOU ET DE KIOU-KIANG. NANKIN, LE 27 OCTOBRE 1934.

I.

SIR A. CADOGAN A M. WANG CHING-WEI.

NANKIN, le 27 octobre 1934.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par suite de la conclusion des Accords des 19 et 20 février 1927, relatifs aux territoires des anciennes concessions britanniques de Hankéou et Kiou-Kiang, et de l'échange des baux de la Couronne britannique contre des baux chinois de location perpétuelle par actes dressés par la suite dans lesdits territoires, les Accords de mars 1861 et d'août 1898, relatifs auxdits territoires, seront considérés comme caducs.

Veuillez agréer, etc.

Alexander CADOGAN.

II.

M. WANG CHING-WEI A SIR A. CADOGAN.

WAICHIAOPU, NANKIN, le 27 octobre 1934.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, ainsi conçue :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par suite de la conclusion des Accords des 19 et 20 février 1927, relatifs aux territoires des anciennes concessions britanniques de Hankéou et Kiou-Kiang, et de l'échange des baux de la Couronne britannique contre des baux chinois de location perpétuelle, par actes dressés par la suite dans lesdits territoires, les Accords de mars 1861 et d'août 1898, relatifs auxdits territoires, seront considérés comme caducs. »

J'ai l'honneur de confirmer la communication contenue dans ladite note de Votre Excellence et d'ajouter, pour l'information de Votre Excellence, qu'en attendant la promulgation, par le Gouvernement national de la République de Chine, d'une nouvelle loi régissant l'impôt foncier dans toute la Chine et en attendant la mise en application effective de cette loi dans les districts de Hankéou et de Kiou-Kiang, l'impôt foncier annuel dû par les anciens titulaires de baux de la Couronne britannique dans les districts de Hankéou et de Kiou-Kiang restera fixé au taux actuel.

Veuillez agréer, etc.

Wang CHING-WEI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3696.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET HONGRIE**

Accord relatif à la dissolution provisoire du Tribunal arbitral mixte anglo-hongrois. Signé à Londres, le 31 janvier 1935.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND HUNGARY**

Agreement for the Provisional Dissolution of the Anglo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal. Signed at London, January 31st, 1935.

No. 3696. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ROYAL HUNGARIAN GOVERNMENT FOR THE PROVISIONAL DISSOLUTION OF THE ANGLO-HUNGARIAN MIXED ARBITRAL TRIBUNAL. SIGNED AT LONDON, JANUARY 31ST, 1935.

English and Hungarian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Agreement took place July 12th, 1935.

Whereas all cases submitted to the Anglo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal under Article 239 of the Treaty of Trianon have been determined by the Tribunal or otherwise settled ; and whereas there would appear to be no prospect of any future case being submitted to the Tribunal in accordance with the Tribunal's Rules of Procedure ; and since the continued maintenance of that Tribunal in such circumstances would impose upon the Royal Hungarian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland unnecessary expense, THE ROYAL HUNGARIAN GOVERNMENT, represented by Count László SZÉCHÉNYI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, of the one part, and THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM, represented by the Right Hon. Sir John Allsebrook SIMON, J.G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., K.C., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, of the other part, have agreed as follows :

1. The Anglo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal shall be provisionally dissolved as from January 3rd, 1935.

2. Should any case arise which, in the opinion of the competent authorities in Hungary or in the territories of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, ought to be tried and determined by the Anglo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal under Articles 239 (b) and 240 of the Treaty of Trianon, the Royal Hungarian Government and the Government of the United Kingdom shall at once take the necessary measures to reconstitute the Tribunal, the intention of the two Governments being that the provisional dissolution of the Tribunal shall not cause injury to or prejudice their own rights or those of Hungarian or British nationals.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement and affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London in the Hungarian and English languages this 31st day of January, 1935.

Certified true copy.

Budapest, the 3rd August, 1935.

Mihálkovics,

Acting Chief of the Treaty Section.

For the Government
of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland :

(L. S.) John SIMON, *m. p.*

For the Royal Hungarian Government :

(L. S.) László SZÉCHÉNYI, *m. p.*

¹ Came into force January 31st, 1935.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 3696. — ¹ A MAGYAR-ANGOL VEGYES DÖNTŐBIRÓSÁG IDEIGLENES FELOSZLATÁSA ÜGYÉBEN AZ EGYESÜLT KIRÁLYSÁG KORMÁNYA ÉS A MAGYAR KIRÁLYI KORMÁNY KÖZÖTT 1935 JANUÁR 31-ÉN LONDONBAN ALÁIRT EGYEZSÉG.

Textes officiels anglais et hongrois communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 12 juillet 1935.

Tekintettel arra, hogy a trianoni szerződés 239. cikke alapján a magyar-angol Vegyes Döntőbiróság elé terjesztett összes ügyek a Biróság által eldöntettek vagy más módon elintézését nyertek és mivel előreláthatólag a Biróság eljárási szabályainak megfelelően a Biróság elé újabb ügy nem fog terjesztetni; figyelemmel továbbá arra is, hogy ily körülmények között a Biróság további fenntartása a magyar királyi kormány és Nagy-Britannia és Észak-Irország Egyesült Királyságának kormányára felesleges költségeket róna, egyfelől a MAGYAR KIRÁLYI KORMÁNY, képviselve gróf SZÉCHÉNYI László rendkívüli követ és meghatalmazott minister által, másfelől az EGYESÜLT KIRÁLYSÁG KORMÁNYA képviselve Right Hon. Sir John Allsebrook SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., K.C., M.P., Ófelsége első külügyi államtitkára által, a következőkben állapodott meg:

1. A magyar-angol Vegyes Döntőbiróság 1935 évi január hó 3-tól kezdődően ideiglenesen feloszlattatik.

2. Amennyiben oly eset merülne fel, amely a magyar vagy Nagy-Britannia, Írország és a tengerentuli brit dominiumok királyának, India császáranak területén működő illetékes hatóságok véleménye szerint a trianoni szerződés 239 (b) és 240. cikkei alapján a magyar-angol Vegyes Döntőbiróság által vizsgálendő meg és döntendő el, a magyar kir. kormány és az Egyesült Királyság kormánya azonnal megteszi a szükséges intézkedéseket a Biróság újból való megalakítása iránt, mindkét kormánynak az lévén a szándéka, hogy a Biróság ideiglenes feloszlataása sem az ő saját, sem pedig a magyar, illetőleg brit állampolgárok károsodását vagy jogainak megcsorbitását ne okozza.

Ennek hitelül alulírottak a jelen egyezményt aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Az egyezmény Londonban két eredeti példányban magyar és angol nyelven állítottott ki. Kelt 1935, január hó 31.-én.

Certified true copy.

Budapest, the 3rd August, 1935.

Mihálkovics,

Acting Chief of the Treaty Section.

A magyar királyi kormány nevében:

(P. H.) SZÉCHÉNYI László, s. k.

Nagy-Britannia
és Észak-Irország Egyesült Királyság
kormánya nevében:

(P. H.) John SIMON, s. k.

¹ Entré en vigueur le 31 janvier 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3696. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ROYAL HONGROIS, RELATIF A LA DISSOLUTION PROVISOIRE DU TRIBUNAL ARBITRAL MIXTE ANGLO-HONGROIS. SIGNÉ A LONDRES, LE 31 JANVIER 1935.

Considérant que tous les cas soumis au Tribunal arbitral mixte anglo-hongrois, en vertu de l'article 239 du Traité de Trianon, ont fait l'objet d'une décision de ce tribunal ou ont été réglés autrement ; et considérant que rien ne fait prévoir que de nouveaux cas seront soumis au tribunal conformément au règlement de procédure de celui-ci ; étant donné que, dans ces conditions, le maintien de ce tribunal imposerait au Gouvernement royal hongrois et au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord des dépenses inutiles ; LE GOUVERNEMENT ROYAL HONGROIS, représenté par le comte László SZÉCHÉNYI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI, représenté par le très honorable sir John Allsebrook SIMON, G.C.S.I., K.C.V.O., O.B.E., K.C., M.P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, d'autre part, sont convenus de ce qui suit :

1. Le Tribunal arbitral mixte anglo-hongrois sera dissous provisoirement à dater du 3 janvier 1935.

2. S'il se présente un cas qui, de l'avis des autorités compétentes en Hongrie ou dans les territoires de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, doit être examiné et jugé par le Tribunal arbitral mixte anglo-hongrois, conformément aux articles 239 *b*) et 240 du Traité de Trianon, le Gouvernement royal hongrois et le Gouvernement du Royaume-Uni prendront immédiatement les mesures nécessaires pour reconstituer le tribunal, l'intention des deux gouvernements étant que la dissolution provisoire du tribunal ne porte aucune atteinte et ne cause aucun préjudice à leurs propres droits ni à ceux des ressortissants hongrois ou britanniques.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, en langues hongroise et anglaise, ce 31 janvier 1935.

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :

(L. S.) John SIMON, *m. p.*

Pour le Gouvernement royal hongrois :

(L. S.) László SZÉCHÉNYI, *m. p.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3697.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Echange de notes comportant un accord relatif à certaines questions touchant l'administration des Nouvelles-Hébrides. Londres, le 31 janvier 1935.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding Certain Matters affecting the Administration of the New Hebrides. London, January 31st, 1935.

No. 3697. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN HIS MAJESTY'S
GOVERNMENT IN THE UNITED
KINGDOM AND THE FRENCH
GOVERNMENT CONSTITUTING
AN ARRANGEMENT REGARD-
ING CERTAIN MATTERS
AFFECTING THE ADMINISTRATION OF THE NEW HEBRIDES.
LONDON, JANUARY 31ST, 1935.

N^o 3697. — ÉCHANGE DE NOTES¹
ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE SA MAJESTÉ DANS LE
ROYAUME-UNI ET LE GOUVER-
NEMENT FRANÇAIS COMPOR-
TANT UN ACCORD RELATIF A
CERTAINES QUESTIONS TOU-
CHANT L'ADMINISTRATION
DES NOUVELLES-HÉBRIDES.
LONDRES, LE 31 JANVIER 1935.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 12th, 1935.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 juillet 1935.

I.

SIR JOHN SIMON TO M. CORBIN.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, *January 31st, 1935.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to transmit to your Excellency herewith the text in English and French of a minute of conclusions on matters affecting the administration of the Condominium of the New Hebrides which have been agreed upon at discussions held recently in London between representatives of the French Government and of His Majesty's Government

I.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

SIR JOHN SIMON A M. CORBIN.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, *le 31 janvier 1935.*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de transmettre par les présentes à Votre Excellence le texte, en anglais et en français, du procès-verbal des conclusions relatives à des questions touchant l'administration du Condominium des Nouvelles-Hébrides, adoptées au cours des entretiens qui ont eu lieu récemment à Londres entre les représentants du Gouvernement français et les représentants du

¹ Came into force January 31st, 1935.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Entré en vigueur le 31 janvier 1935.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

in the United Kingdom, and which were signed *ad referendum* on the 25th January, 1935.

2. You will be aware that the negotiations which have led to these conclusions were undertaken for the purpose of obtaining agreement on the measures necessary for restoring the equilibrium of the budget of the Condominium. This purpose will not, it is understood, be fully achieved by the present agreement, but I have the satisfaction of informing you that His Majesty's Government, while maintaining the view that it should continue to be the aim of the two Powers fully to adjust the revenue of the Condominium to its expenditure, are willing to confirm the agreement as set forth in the minute annexed hereto. The necessary instructions on the more urgent points have been sent by telegraph to the British High Commissioner.

3. I have the honour to suggest that the arrangements set out in the annexed minute should remain in force until they are modified by further agreement between the two Governments.

4. If the French Government are likewise willing to confirm their acceptance of the arrangements set forth in the enclosed minute, of which the English and French texts shall be regarded as equally authoritative, and of the proposal in paragraph 3 of this note, I would suggest that the present note and your reply be regarded as constituting an agreement to this effect between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the French Republic.

I have, etc.

John SIMON.

ENCLOSURE 1 IN No. 1.

NOTE OF DISCUSSIONS AFFECTING THE ADMINISTRATION OF THE NEW HEBRIDES CONDOMINIUM.

The following recommendations were agreed upon at discussions held in London on the 7th, 18th, 23rd and 25th January, 1935, between M. Jean Rapenne, of the Ministère des Colonies, and M. Félix le Norcy, Assistant Financial Attaché to the French Embassy in London, on

Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, et signées *ad referendum* le 25 janvier 1935.

2. Vous n'ignorez pas que les négociations qui ont abouti à ces conclusions ont été engagées en vue d'arriver à un accord sur les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre du budget du Condominium. Le présent accord ne saurait, semble-t-il, réaliser pleinement cet objet, mais je suis heureux de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté, tout en étant d'avis que les deux Puissances devraient continuer à s'efforcer d'équilibrer intégralement les recettes et les dépenses du Condominium, est disposé à confirmer l'accord figurant au procès-verbal ci-annexé. Les instructions nécessaires sur les points présentant plus particulièrement un caractère d'urgence ont été adressées télégraphiquement au Haut Commissaire britannique.

3. J'ai l'honneur de proposer que les arrangements exposés dans le procès-verbal ci-annexé demeurent en vigueur tant qu'ils n'auront pas été modifiés d'un commun accord par les deux gouvernements.

4. Si le Gouvernement français est, de son côté, disposé à confirmer l'acceptation des arrangements figurant au procès-verbal ci-inclus, dont le texte français et le texte anglais seront considérés comme faisant également foi, ainsi que de la proposition du paragraphe 3 de la présente note, je propose que la présente note et votre réponse soient considérées comme constituant l'accord intervenu à cet effet entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de la République française.

Veuillez agréer, etc.

John SIMON.

ENCLOSURE 3 IN No. 1.

PROCÈS-VERBAL RELATIF A DES QUESTIONS TOUCHANT L'ADMINISTRATION DU CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HÉBRIDES.

A la suite des entretiens qui ont eu lieu à Londres, les 7, 18, 23 et 25 janvier 1935, entre M. Jean Rapenne, du Ministère des Colonies, M. Félix Le Norcy, attaché financier adjoint, représentants du Gouvernement français, et Mr. Harold Tuckwell Allen, Mr. George Arthur

behalf of the French Government, and Mr. Harold Tuckwell Allen and Mr. George Arthur Jones, O.B.E., of the Colonial Office, on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom :

1. (a) A joint decision shall be promulgated by the British and French Resident Commissioners in the New Hebrides to enable the provisions of the Condominium budget in sterling or franc currency to be carried out in either currency at the current rate of the day, to be ascertained and notified in such manner as the two Resident Commissioners may jointly direct.

(b) A joint decision shall be promulgated by the two Resident Commissioners providing that payments to or by the Condominium Government shall, when made in Australian currency, be valued at the current market rate.

2. The above arrangements shall have effect from the 11th February, 1935, and shall operate until it is possible to conclude a new agreement on the lines of the Exchange of Notes of the 4th September, 1930,¹ to adapt, as far as may be necessary, the financial provisions of the Protocol of the 6th August, 1914.²

3. The Customs tariff in the Condominium laid down in Joint Regulation No. 2 of 1927 shall be amended in accordance with the provisions contained in the Schedule annexed hereto. These amendments shall have effect from the 11th February, 1935.

4. (a) The salaries of Condominium Government officials shall continue to be paid half in francs and half in sterling, it being understood that the portions payable in francs or sterling may be paid, in whole or in part, in sterling or francs, respectively, at the current rate of exchange.

(b) Having regard to the present budgetary position, a temporary levy shall be imposed on Condominium Government salaries at the rate of 5 per cent., with an additional 2½ per cent. on that part of any salary which exceeds the equivalent of the sum of 31,000 fr. and £250 sterling. The levy shall apply to salaries proper, and also

Jones, O.B.E., du Colonial Office, représentants du Gouvernement de Sa Majesté britannique, les résolutions suivantes ont été adoptées :

I. (a) Une décision conjointe interviendra précisant que l'exécution des prévisions en livres sterling ou en francs du budget du Condominium doit s'effectuer au cours du jour du marché des changes dans l'une ou l'autre des deux monnaies. Les deux commissaires-résidents prendront toutes dispositions utiles pour fixer et notifier les cours.

(b) Une autre décision interviendra disposant que les payements qui seraient effectués en livres australiennes, par la caisse ou à la caisse du Condominium, seront désormais calculés au cours du marché des changes.

II. Cet arrangement prendra effet à compter du 11 février 1935 et restera en vigueur jusqu'à ce qu'un accord diplomatique semblable à celui du 4 septembre 1930¹ intervienne pour rajuster éventuellement les dispositions financières du Protocole du 6 août 1914.²

III. Le tarif des douanes à l'entrée aux Nouvelles-Hébrides fixé par l'arrêté N° 2 de 1927 sera modifié conformément au texte annexé au présent procès-verbal. Le nouveau tarif entrera en vigueur le 11 février 1935.

IV. a) Les salaires des fonctionnaires du Condominium continueront à être payés moitié en francs, moitié en livres, étant bien entendu que tout ou partie de la portion payable en francs pourra être payée en livres sterling et réciproquement au cours du marché des changes.

b) Cependant, étant donné les difficultés budgétaires actuelles, il sera effectué, sur les traitements, un prélèvement exceptionnel et temporaire de 5 pour cent, plus 2½ pour cent sur la portion de tout traitement excédant une somme équivalente à 31,000 fr. plus £250.

Ce prélèvement s'appliquera aux traite-

¹ Vol. CIX, page 31, of this Series.

² Vol. X, page 333, of this Series.

¹ Vol. CIX, page 31 de ce recueil.

² Vol. X, page 333 de ce recueil.

to allowances in the nature of salary, such as personal and acting allowances. The levy shall extend to the remuneration paid to Condominium medical officers, irrespective of the amount of such remuneration. The levy shall not apply to other individuals whose emoluments from Condominium Government funds are below the equivalent of the sum of 6,200 fr. and £50 sterling. The levy shall be imposed by a local Joint Regulation, with effect from the 11th February, 1935.

(c) The basic salaries at present assigned to two Joint Court Registry Clerkships, viz., 19,964 fr. and £161 sterling, shall be reduced to 15,500 fr. and £125 sterling, these reductions not to apply to the present holders of the posts.

5. (a) A substantive President of the Joint Court shall be appointed as soon as possible.

(b) The present Legal Commissioner shall be appointed to act as Public Prosecutor upon the arrival of the new President of the Joint Court, the appointment of a substantive Public Prosecutor being postponed for budgetary reasons.

(c) A Native Advocate shall be appointed as soon as possible.

(d) Appointments shall be made as soon as possible to the posts of Registrar of Land Titles and Condominium Treasurer. On this occasion a French citizen shall be selected for the post of Registrar of Land Titles, and a British subject for the post of Condominium Treasurer.

6. Certain payments made in sterling by the British Resident Commissioner to the Condominium Treasurer during December 1931 and the early part of 1932 were credited in the accounts of the Condominium at the external exchange rate of the day, instead of at the legal rate of 124 fr. to the £ sterling. The amount involved is 53,528.11 fr. It is agreed that the payments in question should be readjusted in the accounts of the Condominium as if they had been made at the rate of 124 fr. to the £ sterling, and that the British Resident Commissioner shall be credited with the

ments proprement dits ainsi qu'à toutes les indemnités complémentaires (indemnités de fonction, indemnités à des agents effectuant un intérim, etc.). Il s'appliquera également, quel qu'en soit le montant, aux rémunérations versées aux médecins chargés d'un service officiel par l'administration conjointe.

Par contre, n'en seront pas frappés les petits salaires inférieurs à une somme équivalente à 6,200 fr. plus £50.

Ce prélèvement exceptionnel, établi par arrêté conjoint, prendra effet à compter du 11 février 1935.

c) Les traitements des deux commis-greffiers près le Tribunal mixte, actuellement fixés à 19,964 fr. plus £161 sterling, seront ramenés à 15,500 fr. plus £125 sterling. Toutefois, cette réduction ne sera pas appliquée aux traitements des titulaires actuels qui demeurent soumis au prélèvement exceptionnel de 5 pour cent.

V. a) Un président titulaire du Tribunal mixte sera nommé dans le plus court délai possible.

b) L'actuel magistrat délégué remplira, à l'arrivée du nouveau président, les fonctions de procureur.

La nomination effective d'un procureur titulaire sera ajournée, étant donné les difficultés budgétaires.

c) Un avocat des indigènes sera nommé dans le plus court délai possible.

d) Un conservateur de la propriété foncière et un chef du Bureau des Finances seront nommés dans le plus court délai possible.

Les titulaires qui vont être désignés, seront, pour le premier poste, un citoyen français, et pour le second, un sujet britannique.

VI. Certains versements effectués en décembre 1931 et au début de 1932 à la caisse du Condominium par le commissaire-résident de Sa Majesté britannique ont été pris en recette au taux réel de la livre à cette époque au lieu de son taux légal de 124 fr.

Il a été entendu que les versements en cause seraient rétablis dans la comptabilité du Condominium comme effectués au taux de 124 fr. = £1. En conséquence, le commissaire-résident de Sa Majesté britannique sera crédité de la somme de 53,528 fr. 11 c., versés en trop.

sum of 53,528.11 fr. It is understood that no corresponding adjustment will be required in respect of payments other than those mentioned above.

Signed at London, in duplicate, the 25th January, 1935.

J. RAPENNE.
LE NORCY.
Harold T. ALLEN.
G. A. JONES.

ENCLOSURE 2 IN No. 1.

SCHEDULE.

Article	Rate of duty
Ales, beer, porter :	
Per quart of 114 centilitres	3 <i>d.</i>
Per pint of 57 centilitres	1½ <i>d.</i>
Per half-pint of 28.5 centilitres	1 <i>d.</i>
Per bottle of 75 centilitres	2 <i>d.</i>
Wines or spirits of all kinds, with the exception of denatured alcohol :	
(i) containing less than 15° alcohol	5 per cent. <i>ad valorem</i>
(ii) containing 15° alcohol but not more than 20°	12 per cent. <i>ad valorem</i>
(iii) containing more than 20° alcohol	30 per cent. <i>ad valorem</i>
Tobaccos of all kinds, including cigars and cigarettes	50 per cent. <i>ad valorem</i>
Benzine or motor spirit	10 per cent. <i>ad valorem</i>
Kerosene	6 per cent. <i>ad valorem</i>
Other combustible and lubricating oils	10 per cent. <i>ad valorem</i>
Building material	10 per cent. <i>ad valorem</i>
Dynamite and other explosives used in lieu thereof : per kilogramme	4 <i>s.</i>
Detonators	100 per cent. <i>ad valorem</i>

Il est également bien entendu qu'aucune rectification comptable du même genre ne pourra être demandée touchant des paiements autres que ceux mentionnés ci-dessus.

Signé à Londres, en double exemplaire, le 25 janvier 1935.

J. RAPENNE.
LE NORCY.
Harold T. ALLEN.
G. A. JONES.

ENCLOSURE 4 IN No. 1.

NOUVEAU TARIF DES DROITS A PERCEVOIR SUR LES MARCHANDISES IMPORTÉES AUX NOUVELLES-HÉBRIDES.

Article	Droit à percevoir
Ales, bière, porter :	
par quart de 114 centilitres	3 <i>d.</i>
par pinte de 57 centilitres	1½ <i>d.</i>
par demi-pinte de 28.5 centilitres	1 <i>d.</i>
par bouteille de 75 centilitres	2 <i>d.</i>
Vins et alcools : de toutes catégories à l'exception de l'alcool dénaturé :	
(i) contenant moins de 15 degrés d'alcool	5 pour cent <i>ad valorem</i>
(ii) contenant 15 degrés d'alcool et moins de 20 degrés	12 pour cent <i>ad valorem</i>
(iii) contenant plus de 20 degrés d'alcool	30 pour cent <i>ad valorem</i>
Tabacs de toutes sortes, y compris cigares et cigarettes	50 pour cent <i>ad valorem</i>
Benzine ou essence	10 pour cent <i>ad valorem</i>
Pétrole	6 pour cent <i>ad valorem</i>
Autres huiles combustibles ou lubrifiantes	10 pour cent <i>ad valorem</i>
Matériel de construction	10 pour cent <i>ad valorem</i>
Dynamite et autres explosifs similaires : par kilogramme	4 <i>s.</i>
Détonateurs	100 pour cent <i>ad valorem</i>

Article	Rate of duty	Article	Droit à percevoir
Fuses : per coil 24 feet . . .	6 <i>d.</i>	Fusées lentes, par rouleau de 7 mètres environ	6 <i>d.</i>
Arms of precision, rifles and the like, and ammunition for same	20 per cent. <i>ad valorem</i>	Armes de précision, carabines et munitions	20 pour cent <i>ad valorem</i>
Shot guns and ammunition for same	100 per cent. <i>ad valorem</i>	Fusils de chasse et munitions .	100 pour cent <i>ad valorem</i>
Revolvers and ammunition for same	20 per cent. <i>ad valorem</i>	Revolvers et munitions.	20 pour cent <i>ad valorem</i>
All other firearms and ammu- nition for same	100 per cent. <i>ad valorem</i>	Autres armes à feu et muni- tions	100 pour cent <i>ad valorem</i>
Gramophones, phonographs and accessories and records . . .	20 per cent. <i>ad valorem</i>	Gramophones, phonographes, accessoires et disques . . .	20 pour cent <i>ad valorem</i>
Confectionery	12 per cent. <i>ad valorem</i>	Confections	12 pour cent <i>ad valorem</i>
Electrical goods and wireless apparatus	12 per cent. <i>ad valorem</i>	Appareils électriques et de T. S. F.	12 pour cent <i>ad valorem</i>
Lace	20 per cent. <i>ad valorem</i>	Dentelles	20 pour cent <i>ad valorem</i>
Silk and embroideries	10 per cent. <i>ad valorem</i>	Soieries et broderies	10 pour cent <i>ad valorem</i>
Perfumery	20 per cent. <i>ad valorem</i>	Parfumerie	20 pour cent <i>ad valorem</i>
Jewellery	12 per cent. <i>ad valorem</i>	Joaillerie	12 pour cent <i>ad valorem</i>
Matches and vestas, mechanical lighters and accessories . .	30 per cent. <i>ad valorem</i>	Allumettes, briquets et acces- soires	30 pour cent <i>ad valorem</i>
Coffee, raw : per 100 kilog. net .	£4	Café en fèves : par 100 kilos net	£4
Cacao, raw : per 100 kilog. net .	£1 10 <i>s.</i>	Cacao en fèves : par 100 kilos net	£1 10 <i>s.</i>
Vanilla (in pod) : per 100 kilog. net	£10	Vanille en gousses : par 100 kilos net	£10
Allspice (pimento) : per 100 kilog. net	£5	Piment frais : par 100 kilos net .	£5
All other articles not specified, with the exception of those contained in the list of exemp- tions in Joint Regulation No. 2 of 1927	12 per cent. <i>ad valorem</i>	Tous autres articles que ceux ci-dessus spécifiés, à l'except- tion des articles énumérés dans la liste des exemptions incluses dans l'arrêté conjoint N° 2 de 1927	12 pour cent <i>ad valorem</i>

Signed at London, in duplicate, the 25th
January, 1935.

J. RAPENNE.
LE NORCY.
Harold T. ALLEN.
G. A. JONES.

Signé à Londres, en double exemplaire, le
25 janvier 1935.

J. RAPENNE.
LE NORCY.
Harold T. ALLEN.
G. A. JONES.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

M. CORBIN A SIR JOHN SIMON.

AMBASSADE DE FRANCE.

LONDRES, le 31 janvier 1935.

M. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Par note du 31 janvier, Votre Excellence a bien voulu me transmettre les textes anglais et français, faisant également foi, des dispositions monétaires, budgétaires et administratives à introduire dans le Condominium des Nouvelles-Hébrides.

J'ai l'honneur de lui faire savoir que le Gouvernement de la République est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté pour que les dispositions des textes ci-joints ² restent en vigueur tant qu'elles n'auront pas été modifiées d'un commun accord par les deux gouvernements. Des instructions, en vue de leur application, ont été adressées dès lundi dernier au Résident général français.

Veuillez agréer, etc.

Ch. CORBIN.

II.

M. CORBIN TO SIR JOHN SIMON.

FRENCH EMBASSY.

LONDON, January 31st, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

By a note of the 31st January, your Excellency was good enough to transmit to me the English and French texts, being of equal validity, of the monetary, budgetary and administrative measures to be introduced into the Condominium of the New Hebrides.

I have the honour to inform you that the French Government is in agreement with the Government of His Majesty that the provisions of the annexed texts ² shall remain in force until they are modified by mutual agreement of the two Governments. Instructions to carry them into effect were sent last Monday to the French Resident-General.

Accept, etc.

Ch. CORBIN.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Comme dans la note n° I.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² As in No. I.

N° 3698.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes concernant les
passeports des marins. Londres,
les 13 février et 4 mars 1935.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes in regard to
Passports for Seamen. London,
February 13th and March 4th,
1935.

No. 3698. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC IN REGARD TO PASSPORTS FOR SEAMEN. LONDON, FEBRUARY 13TH AND MARCH 4TH, 1935.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 12th, 1935.

I.

SIR JOHN SIMON TO M. ČERNÝ.

FOREIGN OFFICE.

February 13th, 1935.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to accept the discharge book of a seaman of Czechoslovak nationality in lieu of a passport :

(a) When the holder seeks permission to land as a seaman under contract to join a ship in a United Kingdom port, or

(b) When he arrives on the Articles of a ship and seeks to obtain temporary leave to land during the stay of the ship in port, or

(c) When he applies for leave to land for discharge for the purpose of repatriation or otherwise,

provided that such discharge book shall contain a statement of the seaman's nationality and his signature, as well as a photograph officially fixed.

2. The adoption of the foregoing procedure is subject to the condition that the Czechoslovak Government agree to accept in lieu of a passport for similar purposes the discharge book of a seaman of British nationality, containing a statement of the seaman's nationality and his signature as well as a photograph officially fixed, when such seaman lands at the Danube port of Bratislava, or passes through Czechoslovak territory, having landed at a port in the Ægean or Black Seas for the purpose of returning home by rail.

¹ Came into force March 4th, 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3698. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LES PASSEPORTS DES MARINS. LONDRES, LES 13 FÉVRIER ET 4 MARS 1935.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 juillet 1935.

I.

SIR JOHN SIMON A M. ČERNÝ.

FOREIGN OFFICE.

Le 13 février 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à reconnaître le livret d'engagement d'un marin de nationalité tchécoslovaque comme tenant lieu de passeport :

- a) Lorsque le titulaire demande l'autorisation de débarquer, en qualité de matelot ayant signé un contrat d'engagement à bord d'un navire se trouvant dans un port du Royaume-Uni, ou
- b) Lorsqu'il arrive en qualité de membre de l'équipage d'un bateau et désire obtenir l'autorisation temporaire de débarquer pendant le séjour du bateau dans le port, ou
- c) Lorsqu'il demande l'autorisation de débarquer, en congé définitif, en vue d'être rapatrié ou pour toute autre fin,

pourvu que ce livret d'engagement porte l'indication de la nationalité du marin et sa signature, ainsi qu'une photographie dûment estampillée.

2. L'adoption de la procédure ci-dessus est soumise à la condition que le Gouvernement tchécoslovaque accepte, comme tenant lieu de passeport, pour des fins analogues, le livret d'engagement d'un marin de nationalité britannique, contenant l'indication de la nationalité du marin et portant sa signature, ainsi qu'une photographie dûment estampillée, lorsque ledit marin débarque dans le port danubien de Bratislava, ou traverse le territoire tchécoslovaque, après avoir débarqué dans un port de la mer Egée ou de la mer Noire en vue de retourner dans ses foyers par chemin de fer.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 4 mars 1935.

3. The present note and your reply in a similar sense shall be regarded as placing on record the understanding arrived at in this matter, which shall be terminable by either Government on two months' notice in writing.

I have, etc.

John SIMON.

II.

M. ČERNÝ TO SIR JOHN SIMON.

CZECHOSLOVAK LEGATION.

March 4th, 1935.

SIR,

With reference to your note of the 13th February, I have the honour to inform you that the Government of the Czechoslovak Republic agree to accept the discharge book of a seaman of British nationality in lieu of a passport :

- (a) When the holder lands at the Danube port of Bratislava, or
- (b) When he passes through Czechoslovak territory, having landed at a port in the Ægean or Black Seas for the purpose of returning home by rail,

provided that such discharge book shall contain a statement of the seaman's nationality and his signature, as well as a photograph officially fixed.

The adoption of the foregoing procedure is based conditionally upon the fact that His Majesty's Government in the United Kingdom have agreed to accept in lieu of a passport for similar purposes the discharge book of a seaman of Czechoslovak nationality, containing a statement of the seaman's nationality and his signature as well as a photograph officially fixed, when such seaman seeks permission to land as a seaman under contract to join a ship in a United Kingdom port, when he arrives on the Articles of a ship and seeks to obtain temporary leave to land during the stay of the ship in port, or when he applies for leave to land for discharge for the purpose of repatriation or otherwise.

The present note and your above-mentioned note shall be regarded as placing on record the understanding arrived at in this matter, which shall be terminable by either Government on two months' notice in writing.

I have, etc.

V. ČERNÝ,
Chargé d'Affaires a.i.

3. La présente note et votre réponse dans le même sens seront considérées comme enregistrant officiellement l'accord intervenu, auquel l'un ou l'autre des deux gouvernements pourra mettre fin sous réserve d'un préavis écrit de deux mois.

Je saisis cette occasion, etc.

John SIMON.

II.

M. ČERNÝ A SIR JOHN SIMON.

LÉGATION TCHÉCOSLOVAQUE.

Le 4 mars 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à votre note du 13 février, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République tchécoslovaque est disposé à reconnaître comme tenant lieu de passeport le livret d'engagement d'un marin de nationalité britannique :

- a) Lorsque le titulaire débarque dans le port danubien de Bratislava, ou
- b) Lorsqu'il traverse le territoire tchécoslovaque, après avoir débarqué dans un port de la mer Egée ou de la mer Noire en vue de retourner dans ses foyers par chemin de fer,

pourvu que ledit livret d'engagement porte l'indication de la nationalité du marin, et sa signature ainsi qu'une photographie dûment estampillée.

L'adoption de la procédure ci-dessus est soumise à la condition que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte, comme tenant lieu de passeport, pour des fins analogues, le livret d'engagement d'un marin de nationalité tchécoslovaque, contenant l'indication de la nationalité du marin et portant sa signature, ainsi qu'une photographie dûment estampillée, lorsque ledit marin désire être autorisé à débarquer, en qualité de matelot ayant signé un contrat d'engagement à bord d'un navire se trouvant dans un port du Royaume-Uni, lorsqu'il arrive en qualité de membre de l'équipage d'un bateau et désire obtenir l'autorisation temporaire de débarquer pendant le séjour du bateau dans le port, ou lorsqu'il demande l'autorisation de débarquer, en congé définitif, en vue d'être rapatrié ou pour toute autre fin.

La présente note et votre note susmentionnée seront considérées comme enregistrant officiellement l'accord intervenu, auquel l'un ou l'autre des deux gouvernements pourra mettre fin sous réserve d'un préavis écrit de deux mois.

Je saisis cette occasion, etc.

V. ČERNÝ,
Chargé d'Affaires p. i.

N° 3699.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET ITALIE

Echange de notes comportant un accord provisoire pour régler les importations du Royaume-Uni en Italie. Rome, le 18 mars 1935.

Echange de notes concernant le maintien en vigueur pour une nouvelle période d'essai de l'Accord du 18 mars 1935, dûment complété par les dispositions stipulées dans l'annexe aux présentes notes. Rome, le 27 avril 1935.

Echange de notes concernant l'application des dispositions des Accords en vigueur relatifs aux importations du Royaume-Uni en Italie, à l'importation, en Italie, de la morue provenant de Terre-Neuve. Rome, le 27 avril 1935.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ITALY

Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement regulating Imports from the United Kingdom into Italy. Rome, March 18th, 1935.

Exchange of Notes regarding the Maintenance in Force, for a Further Period of Trial, of the Agreement of March 18th, 1935, as supplemented by the Provisions laid down in the Annex to the Present Notes. Rome, April 27th, 1935.

Exchange of Notes regarding the Extension of the Agreements in Force, with regard to the Import into Italy of United Kingdom Goods, to the Import into Italy of Newfoundland Codfish. Rome, April 27th, 1935.

No. 3699. — EXCHANGE OF NOTES¹ CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ITALIAN GOVERNMENT REGULATING IMPORTS FROM THE UNITED KINGDOM INTO ITALY. ROME, MARCH 18TH, 1935.

N° 3699. — SCAMBIO DI NOTE¹ COSTITUENTE UN ACCORDO PROVVISORIO FRA IL GOVERNO DI SUA MAESTÀ NEL REGNO UNITO ED IL GOVERNO ITALIANO PER LE IMPORTAZIONI DAL REGNO UNITO IN ITALIA. ROMA, 18 MARZO 1935.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 12th, 1935.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 juillet 1935.

I.

SIR E. DRUMMOND TO SIGNOR MUSSOLINI.

ROME, March 18th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

The negotiations which have taken place between the Governments of Italy and the United Kingdom as a result of the recent Italian provisions regulating imports into Italy have happily led to the conclusion between the two Governments of a provisional arrangement with regard to imports from the United Kingdom into Italy. Pending the conclusion of a definitive agreement, which the two Governments hope to conclude and negotiations for which will be undertaken as rapidly as possible, agreement has been reached that 80 per cent. of all United Kingdom exports, based on the corresponding period of last year, are to be admitted into Italy, subject to the following method of payment. The Italian importer will deposit the required lire in the " Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero ", those lire to remain untouched until the Istituto shall dispose of sufficient sterling for transfer to the exporter of the United Kingdom goods. The cost of any exchange operations will be borne by the importer in Italy, who will thus meet his sterling liability in full.

The Italian Government guarantee that all devisen accruing from Italian imports into the United Kingdom as from the date of signature of the provisional agreement shall be devoted exclusively to the payment of United Kingdom imports into Italy.

His Majesty's Government in the United Kingdom have agreed to this provisional arrangement without prejudice to their position in respect of any treaty provisions and without prejudice to the terms of the definitive agreement referred to above. When negotiations for the definitive agreement begin, His Majesty's Government will seek to bring into account invisible as well as visible payments.

¹ Came into force March 18th, 1935.

¹ Entré en vigueur le 18 mars 1935.

I have the honour to suggest that the present note and your Excellency's reply shall be regarded as constituting the provisional agreement reached between our two Governments regulating imports from the United Kingdom into Italy; the agreement to enter into force as from to-day's date.

I avail, etc.

Eric DRUMMOND.

Per copia conforme :

p. *Il Ministro degli Affari Esteri*,
Suvich.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

II.

SIGNOR MUSSOLINI A SIR E. DRUMMOND.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

ROMA, 18 *marzo* 1935-XIII.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Nella Sua Nota in data odierna Vostra Eccellenza si è compiaciuta di comunicarmi quanto segue :

« I negoziati che hanno avuto luogo fra il Governo Italiano e il Governo del Regno Unito, in relazione alle recenti disposizioni italiane che regolano le importazioni in Italia hanno felicemente portato alla conclusione fra i due Governi di un Accordo provvisorio per le importazioni dal Regno Unito in Italia. In attesa della conclusione di un accordo definitivo, che i due Governi sperano di concludere e i cui negoziati saranno iniziati al più presto, resta inteso che l'80 per cento di tutte le esportazioni del Regno Unito, in base al periodo corrispondente dell'anno passato, saranno ammesse in Italia, sottoponendole al seguente metodo di pagamento: l'importatore italiano depositerà il relativo importo in lire italiane presso l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero » dove tali lire rimarranno vincolate sino a che l'Istituto disporrà di un sufficiente ammontare di lire sterline per il trasferimento all'esportatore delle merci del Regno Unito. Il costo di ogni operazione di cambio sarà a carico dell'importatore in Italia, il quale si troverà così di fronte all'intero suo dare in sterline.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

SIGNOR MUSSOLINI TO SIR E. DRUMMOND.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *March 18th*, 1935, XIII.

YOUR EXCELLENCY,

In your note of to-day's date you were good enough to inform me as follows :

“ The negotiations which have taken place between the Governments of Italy and the United Kingdom, as a result of the recent Italian provisions regulating imports into Italy, have happily led to the conclusion between the two Governments of a provisional arrangement with regard to imports from the United Kingdom into Italy. Pending the conclusion of a definitive agreement, which the two Governments hope to conclude and negotiations for which will be undertaken as rapidly as possible, agreement has been reached that 80 per cent. of all United Kingdom exports, based on the corresponding period of last year, are to be admitted into Italy subject to the following method of payment. The Italian importer will deposit the required lire in the ' Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero ', those lire to remain untouched until the Istituto shall dispose of sufficient sterling for transfer to the exporter of the United Kingdom goods. The cost of any exchange operations will be borne by the importer in Italy, who will thus meet his sterling liability in full.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

» Il Governo Italiano garantisce che tutte le divise derivanti da importazioni italiane nel Regno Unito a datare dalla firma del presente accordo provvisorio saranno devolute esclusivamente al pagamento delle importazioni dal Regno Unito in Italia.

» Il Governo di Sua Maestà Britannica nel Regno Unito aderisce al presente Accordo provvisorio senza pregiudizio della sua posizione rispetto a qualsiasi disposizione dei Trattati e senza pregiudizio delle clausole dell'anzidetto accordo definitivo. Quando cominceranno i negoziati per l'accordo definitivo, il Governo di Sua Maestà procurerà di tener conto dei pagamenti sia invisibili sia visibili.

» Ho l'onore di proporre che la presente Nota e la risposta di Vostra Eccellenza costituiscano l'accordo provvisorio raggiunto fra i nostri due Governi per regolare le importazioni dal Regno Unito in Italia, accordo che entrerà in vigore dal 18 marzo corrente. »

Nel segnare ricevuta di tale Nota, ho l'onore di portare a conoscenza dell'Eccellenza Vostra che il Governo Italiano ne accetta i termini subordinatamente ai seguenti punti :

Il Governo Italiano si riserva il diritto, qualora le importazioni italiane nel Regno Unito dovessero sostanzialmente ridursi al di sotto delle cifre del corrispondente periodo del 1934, di rivedere la percentuale dell'80 per cento delle importazioni dal Regno Unito da ammettersi in Italia in conformità di questo accordo.

Nei riguardi dell'ultimo punto del primo paragrafo della Nota di Vostra Eccellenza, resta inteso che un onere corrispondente sarà a carico dell'importatore di merci italiane nel Regno Unito.

Il Governo Italiano si riserva di far conoscere il proprio punto di vista riguardo alla dichiarazione formulata nel penultimo paragrafo della Nota di Vostra Eccellenza.

Voglia gradire, etc.

MUSSOLINI.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

“ The Italian Government guarantee that all devisen accruing from Italian imports into the United Kingdom, as from the date of signature of the provisional agreement, shall be devoted exclusively to the payment of United Kingdom imports into Italy.

“ His Majesty's Government in the United Kingdom have agreed to this provisional arrangement without prejudice to their position in respect of any treaty provisions and without prejudice to the terms of the definitive agreement referred to above. When negotiations for the definitive agreement begin, His Majesty's Government will seek to bring into account invisible as well as visible payments.

“ I have the honour to suggest that the present note and your Excellency's reply shall be regarded as constituting the provisional agreement reached between our two Governments regulating imports from the United Kingdom into Italy ; the agreement to enter into force as from the 18th March. ”

In acknowledging the receipt of this note, I have the honour to inform your Excellency that the Italian Government agree to its terms subject to the following points :

The Italian Government reserve the right, should Italian imports into the United Kingdom be substantially reduced below the figure for the corresponding period of 1934, to reconsider the figure of 80 per cent. of imports from the United Kingdom which are to be admitted into Italy in accordance with this arrangement.

In regard to the last sentence of the first paragraph of your Excellency's note, it is understood that a corresponding responsibility rests on the importer of Italian goods into the United Kingdom.

The Italian Government will make known in due course their own point of view in regard to the declaration formulated in the penultimate paragraph of your Excellency's note.

Please accept, etc.

MUSSOLINI.

III.

SIR E. DRUMMOND TO SIGNOR MUSSOLINI.

ROME, *March 18th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, on behalf of my Government, to take note of the points contained in the final paragraphs of your Excellency's note of to-day's date recording the provisional agreement regarding imports reached between our two Governments.

I avail, etc.

ERIC DRUMMOND.

Per copia conforme :

p. *Il Ministro degli Affari Esteri*,
Suvich.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3699. — ÉCHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD PROVISOIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN POUR RÉGLER LES IMPORTATIONS DU ROYAUME-UNI EN ITALIE. ROME, LE 18 MARS 1935.

I.

SIR E. DRUMMOND A M. MUSSOLINI.

ROME, *le 18 mars* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement italien et le Gouvernement du Royaume-Uni, à la suite des récentes dispositions prises par l'Italie pour réglementer les importations en Italie, ont heureusement abouti à la conclusion, entre les deux gouvernements, d'un arrangement provisoire concernant les importations en Italie de marchandises en provenance du Royaume-Uni. En attendant l'accord définitif que les deux gouvernements espèrent conclure et pour lequel des

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

négociations seront entreprises dans le plus bref délai possible, il est entendu que 80 % de toutes les exportations du Royaume-Uni, calculées d'après la période correspondante de l'année dernière, seront admises en Italie, sous réserve que les paiements y relatifs seront effectués de la manière suivante : l'importateur italien déposera la somme nécessaire en liras à l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero », où elle restera intacte jusqu'au moment où l'Istituto disposera d'un montant suffisant en livres sterling pour transférer ladite somme à l'exportateur des marchandises du Royaume-Uni. Les frais de toutes opérations de change seront à la charge de l'importateur en Italie, qui réglera ainsi intégralement le montant de sa dette en livres sterling.

Le Gouvernement italien garantit que toutes les devises provenant d'importations italiennes dans le Royaume-Uni seront, à partir de la signature de l'accord provisoire, consacrées exclusivement au paiement des importations en Italie de marchandises en provenance du Royaume-Uni.

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a accepté le présent arrangement provisoire sans préjudice de son attitude à l'égard de toutes dispositions de traités et sans préjuger les termes de l'accord définitif mentionné ci-dessus. Lorsque les négociations en vue de l'accord définitif commenceront, le Gouvernement de Sa Majesté s'efforcera de tenir compte des paiements invisibles aussi bien que des paiements visibles.

J'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence soient considérées comme constituant l'accord provisoire intervenu entre nos deux gouvernements pour régler les importations en Italie de marchandises en provenance du Royaume-Uni, accord qui entrera en vigueur à dater de ce jour.

Veillez agréer, etc.

ERIC DRUMMOND.

II.

M. MUSSOLINI A SIR E. DRUMMOND.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ROME, le 18 mars 1935-XIII.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Dans votre note en date de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

« Les négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement italien et le Gouvernement du Royaume-Uni à la suite des récentes dispositions prises par l'Italie pour régler les importations en Italie ont heureusement abouti à la conclusion, entre les deux gouvernements, d'un arrangement provisoire concernant les importations en Italie de marchandises en provenance du Royaume-Uni. En attendant l'accord définitif que les deux gouvernements espèrent conclure et pour lequel des négociations seront entreprises dans le plus bref délai possible, il est entendu que 80 % de toutes les exportations du Royaume-Uni, calculées d'après la période correspondante de l'année dernière, seront admises en Italie, sous réserve que les paiements y relatifs seront effectués de la manière suivante : l'importateur italien déposera la somme nécessaire en liras à l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero », où elle restera intacte jusqu'au moment où l'Istituto disposera d'un montant suffisant en livres sterling pour transférer ladite somme à l'exportateur des marchandises du Royaume-Uni. Les frais de toutes opérations de change seront à la charge de l'importateur en Italie, qui réglera ainsi intégralement le montant de sa dette en livres sterling.

» Le Gouvernement italien garantit que toutes les devises provenant d'importations italiennes dans le Royaume-Uni seront, à partir de la signature de l'accord provisoire, consacrées exclusivement au paiement des importations en Italie de marchandises en provenance du Royaume-Uni.

» Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a accepté le présent arrangement provisoire sans préjudice de son attitude à l'égard de toutes dispositions de traités et sans préjuger les termes de l'accord définitif mentionné ci-dessus. Lorsque les négociations en vue de l'accord définitif commenceront, le Gouvernement de Sa Majesté s'efforcera de tenir compte des paiements invisibles aussi bien que des paiements visibles.

» J'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence soient considérées comme constituant l'accord provisoire intervenu entre nos deux gouvernements pour régler les importations en Italie de marchandises en provenance du Royaume-Uni, accord qui entrera en vigueur à dater de ce jour. »

En accusant réception de cette note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien en accepte les termes, sous réserve des points suivants :

Le Gouvernement italien se réserve le droit, au cas où les importations italiennes dans le Royaume-Uni diminueraient et seraient sensiblement inférieures au chiffre de la période correspondante de 1934, de reviser le pourcentage de 80 % fixé pour les exportations du Royaume-Uni à admettre en Italie conformément au présent accord.

En ce qui concerne le dernier point du premier alinéa de votre note, il est entendu qu'une obligation correspondante incombera à l'importateur de marchandises italiennes dans le Royaume-Uni.

Le Gouvernement italien se réserve de faire connaître son point de vue au sujet de la déclaration formulée à l'avant-dernier alinéa de votre note.

Veillez agréer, etc.

MUSSOLINI.

III.

SIR E. DRUMMOND A M. MUSSOLINI.

ROME, le 18 mars 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de prendre acte des points contenus dans les derniers alinéas de la note de Votre Excellence en date de ce jour, enregistrant l'accord provisoire intervenu entre nos deux gouvernements en ce qui concerne les importations.

Veillez agréer, etc.

ERIC DRUMMOND.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE MAINTENANCE IN FORCE, FOR A FURTHER PERIOD OF TRIAL, OF THE AGREEMENT OF MARCH 18TH, 1935, AS SUPPLEMENTED BY THE PROVISIONS LAID DOWN IN THE ANNEX TO THE PRESENT NOTES. ROME, APRIL 27TH, 1935.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 12th, 1935.

SCAMBIO DI NOTE

RELATIVO AL MANTENIMENTO IN VIGORE PER UN ULTERIORE PERIODO DI PROVA DELL'ACCORDO DEL 18 MARZO 1935, OPPORTUNAMENTE COMPLETATO DALLE DISPOSIZIONI STIPULATE NELL'ANNESSO ALLE PRESENTI NOTE. ROMA, 27 APRILE 1935.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 août 1935.

I.

SIR ERIC DRUMMOND TO SIGNOR MUSSOLINI.

ROME, April 27th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom have examined the conclusions reached in the negotiations that have taken place between their Delegation and the representatives of the Royal Italian Government in regard to the régime to be applied to United Kingdom exports to Italy and in regard to payments therefor, and they have instructed me to state that before arriving at decisions as to the lines of a definitive agreement, they consider it expedient to give a further period of trial to the provisional arrangement established in the Exchange of Notes of the 18th March, 1935.

Accordingly, without prejudice to their position in respect of any treaty provisions and without prejudice to the terms of the definitive agreement referred to above, they propose that those arrangements, supplemented by the provisions laid down in the annexed document, should remain in force until further notice, subject to the right of either Government after the 31st May next to give notice to denounce them on the first day of any month, to take effect at the end of that month. It is understood that each of the two Governments may, as they deem opportune, propose the renewal of negotiations with the aim of concluding a definitive agreement.

I have the honour to enquire whether the Royal Italian Government are in agreement with this proposal.

I avail, etc.

Eric DRUMMOND.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

ANNEX TO No. I.

His Majesty's Government in the United Kingdom and the Royal Italian Government have agreed as follows :

Article I.

(i) From and after the 1st July, 1935, all United Kingdom exports included under Category XXII of the Italian Customs tariff will be admitted into Italy under the system of import licences issued in Italy by the Ministry of Finance.

(ii) Should it be shown from the Italian import statistics that in the period the 1st April to the 30th June the system of Customs receipts now adopted has failed to allow of a total importation

under Category XXII from the United Kingdom into Italy to the extent in value of 80 per cent. of the importation proved in the corresponding period of 1934, the Royal Italian Government will agree that the difference may be imported during the following three-monthly period, and will for this purpose issue licences under the new system referred to in paragraph (i) above.

(iii) The Royal Italian Government are also studying the possibility of admitting imports of United Kingdom coal and coke under the system of import licences.

Article 2.

As regards those goods whose importation into Italy is regulated under special régimes, the Royal Italian Government will keep His Majesty's Government in the United Kingdom informed of the quotas allotted to exports from the United Kingdom in respect of items in which the United Kingdom is specially interested.

Article 3.

Should it be found at the end of June 1935 that the system of Customs receipts has not permitted the full utilisation of the percentage quotas in respect of one or more of the commodities governed by this system, and should there at the same time be funds available in the Sterling Account mentioned in Article 5, calculation will be made, on the basis of the Italian statistics, of the total value of the goods which it has not been found possible to import. The Royal Italian Government will then authorise the import from the United Kingdom to Italy, for a value corresponding to the said total value of imports, but within the limits of the funds available in the Sterling Account, of coal or of such other goods as may be agreed between the two Governments.

Article 4.

(i) All sums due from persons in Italy to persons in the United Kingdom for (a) United Kingdom exports to Italy, and (b) freights for the carriage of goods between the two countries in British ships, shall be deposited in Italian lire on the due date with the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero (hereinafter called the Istituto) in a special account (hereinafter called the "Lire Account").

(ii) Sums due between the 18th March and the 30th April, 1935, in respect of freights of the kind referred to in paragraph (i) (b) above, shall, in so far as they have not yet been paid or transferred, be admitted for deposit in the Lire Account.

(iii) The lire thus deposited will remain blocked in favour of the respective creditors in the United Kingdom until such time as transfer is effected through the Sterling Account referred to in Article 5 below. Any difference of exchange between the day of deposit and the day of transfer will be credited or debited to the debtor in Italy, who will thus pay the full sterling amount due, or, where the debt is expressed in another currency (and in that case without prejudice to the legal rights of the creditor), the full sterling equivalent on the basis of the official Italian rates of exchange on the day of transfer.

Article 5.

(i) All sums due from persons in the United Kingdom to persons in Italy for (a) Italian exports to the United Kingdom and (b) freights for the carriage of goods between the two countries in Italian ships, shall be paid in sterling on the due date into a special account at the Bank of England in the name of the Banca d'Italia for account of the Istituto (hereinafter called the "Sterling Account").

(ii) The sums referred to in Article 4 shall be transferred in sterling to creditors in the United Kingdom in the chronological order of their deposit and within the limits of the sums available in the Sterling Account.

Article 6.

(i) The Royal Italian Government will arrange that the Italian creditors referred to in Article 5 shall notify their respective debtors in the United Kingdom that the debts for which they are

liable will be deemed to have been satisfied by payment in sterling of the amount due into the Sterling Account to the order of the Istituto.

(ii) This procedure will be applied whether the liabilities are expressed in sterling or in other currencies. Where the debt is expressed to be payable in Italian lire, the payment by the debtor will be effected in sterling on the basis of the official Italian rate of exchange on the last working day before the day of payment, and, where the debt is expressed to be payable in another currency, at the current rate of exchange in London for that currency on the day of payment.

(iii) His Majesty's Government in the United Kingdom will take steps to bring the above procedure to the knowledge of the persons concerned in the United Kingdom, and will use its influence to promote the general adoption of the procedure.

Article 7.

The Banca d'Italia, on behalf of the Istituto, will supply weekly to the Bank of England full particulars of lire deposits, showing the amounts still awaiting transfer; the Bank of England will be authorised to communicate these particulars, and also details of the Sterling Account, to His Majesty's Government in the United Kingdom.

Article 8.

The Istituto will take steps to collect particulars of such sums as may be due to persons in the United Kingdom for United Kingdom exports to Italy or for freights in respect of the carriage of goods between the two countries prior to the 18th March, 1935. The sterling proceeds of Italian credits in the United Kingdom which are still outstanding for Italian exports to the United Kingdom before the 18th March, 1935, will, in particular, be devoted to the discharge of the above debts.

Article 9.

Private compensation arrangements for the exchange of goods between persons in Italy and persons in the United Kingdom will only be permitted after specific approval by the two Governments. Requests for such approval should be addressed respectively to the Istituto and to His Majesty's Embassy at Rome.

Article 10.

For the purpose of the present Agreement, "persons in Italy" means persons, firms and corporations ordinarily resident or ordinarily carrying on business in Italy (including State organisations and institutions).

"Persons in the United Kingdom" means persons, firms and corporations ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom (including State organisations and institutions).

"Italian exports" means produce or manufactures which, under Italian legislation, are considered to be of Italian origin.

"United Kingdom exports" means not only produce or manufactures of the United Kingdom, but also goods which have been imported into the United Kingdom and have normally been re-exported to Italy hitherto.

Article 11.

In so far as they are not already in operation, and except where it is otherwise provided, the provisions of this Agreement shall come into force on the 1st May, 1935.

Article 12.

The two Governments will arrange to maintain contact through a Mixed Committee or otherwise, as may be found expedient, with a view to settling any difficulties that may arise in the working of this Agreement in such a manner as to enable the trade between the two countries to be placed on a basis equally satisfactory to both Governments.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

II.

SIGNOR MUSSOLINI A SIR ERIC DRUMMOND.

ROMA, 27 aprile 1935.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Nella Sua Nota in data odierna, Vostra Eccellenza si è compiaciuta di comunicarmi quanto segue :

« Ho l'onore di informare l'Eccellenza Vostra che il Governo di Sua Maestà nel Regno Unito ha esaminato i risultati raggiunti nei negoziati che hanno avuto luogo tra la sua Delegazione e i Rappresentanti del Regio Governo Italiano relativamente al regime da applicarsi alle esportazioni del Regno Unito verso l'Italia ed al relativo pagamento, e mi ha dato istruzioni di dichiarare che, prima di venire a decisioni circa le linee di un accordo definitivo, considera opportuno un ulteriore periodo di prova delle intese provvisorie definite nello Scambio di Note del 18 marzo 1935.

» Eppertanto, senza pregiudizio della sua posizione rispetto a qualsiasi disposizione dei Trattati e senza pregiudizio delle clausole di un accordo definitivo, propone che siffatte intese, completate dalle disposizioni di cui al documento annesso, rimangano in vigore per un periodo di tempo indeterminato, con facoltà per ciascuno dei due Governi di denunciarle, dopo il 31 maggio 1935, il primo di ogni mese, con effetto alla fine del mese stesso. Resta stabilito che ciascuno dei due Governi potrà, allorchè le crederà opportuno, proporre che i negoziati vengano ripresi allo scopo di concludere un accordo definitivo.

» Ho l'onore di pregare Vostra Eccellenza di volermi far conoscere se il Regio Governo Italiano è d'accordo su quanto precede. »

Nel segnare ricevuta di tale Nota, ho l'onore di portare a conoscenza dell'Eccellenza Vostra che il Governo Italiano ne accetta i termini, pur confermando la riserva contenuta nei paragrafi finali della mia Nota del 18 marzo 1935.

Voglia gradire, etc.

MUSSOLINI.

Per copia conforme :

p. Il *Ministro degli Affari Esteri*,
Suvich.

ALLEGATO.

Il Governo di Sua Maestà nel Regno Unito e il Regio Governo Italiano sono d'accordo su quanto segue :

Articolo I.

1. A partire dal 1° luglio 1935 tutte le esportazioni del Regno Unito comprese nella Categoria XXII della Tariffa doganale italiana saranno ammesse in Italia col sistema delle licenze d'importazione che verranno rilasciate in Italia dal R. Ministero delle Finanze.

2. Qualora dalle statistiche italiane d'importazione risultasse che per il periodo 1° aprile-30 giugno il sistema della bolletta attualmente praticato non abbia consentito, per le merci comprese nella detta Categoria XXII, una importazione globale in valore nella misura stabilita dell'80 per cento della importazione verificatasi nel corrispondente periodo del 1934, il Regio Governo Italiano consentirà che la differenza possa essere importata durante il trimestre successivo, accordando all'uopo licenze col nuovo sistema di cui al numero 1.

3. Il Regio Governo Italiano ha anche in esame la possibilità di ammettere all'importazione col sistema delle licenze il carbone fossile ed il coke del Regno Unito.

Articolo 2.

Per quelle merci la cui importazione in Italia è regolata con un regime speciale, il Regio Governo Italiano terrà informato il Governo di Sua Maestà nel Regno Unito delle quote assegnate al Regno Unito per quanto riguarda gli articoli che sono di interesse speciale per il Regno Unito.

Articolo 3.

Qualora, alla fine di giugno 1935, il sistema della bolletta non avesse consentito per una o più merci sottoposte a tale sistema l'esaurimento delle quote percentuali stabilite per l'importazione in Italia e al tempo stesso vi siano dei fondi disponibili nel conto sterline di cui all'articolo 5, verrà proceduto, sulla base delle statistiche italiane, al calcolo del valore globale delle merci che non sarà stato possibile importare col detto sistema. In tal caso il Regio Governo Italiano autorizzerà, per un valore corrispondente al detto valore globale, entro i limiti della somma disponibile del conto sterline, l'importazione dal Regno Unito in Italia di carbone o di qualche altra merce per la quale i due Governi si fossero messi d'accordo.

Articolo 4.

1. Tutte le somme dovute da persone in Italia a persone nel Regno Unito :

- (a) per esportazioni dal Regno Unito in Italia,
- (b) per noli relativi al trasporto di merci tra i due Paesi su navi britanniche,

saranno depositate in lire italiane, alla data in cui è dovuto il pagamento, presso l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero (d'ora innanzi denominato « l'Istituto ») in un conto speciale (d'ora innanzi denominato « conto lire »).

2. Saranno ammesse al deposito nel conto lire le somme che non siano state ancora pagate o trasferite relative ai noli di cui al comma (b) del numero 1 pagabili tra il 18 marzo ed il 30 aprile 1935.

3. Le lire così depositate resteranno vincolate a favore dei rispettivi creditori nel Regno Unito fino alla data in cui il trasferimento sarà effettuato a valere sul conto sterline di cui all'articolo 5. Le eventuali differenze di cambio tra il giorno del versamento e quello del trasferimento saranno a favore o a carico del debitore italiano il quale, pertanto, corrisponderà il pieno ammontare delle sterline dovute, oppure, qualora il debito sia espresso in altra valuta (in tal caso senza pregiudizio ai diritti del creditore), il pieno equivalente in sterline sulla base del corso ufficiale dei relativi cambi vigenti in Italia alla data del trasferimento.

Articolo 5.

1. Tutte le somme dovute da persone nel Regno Unito a persone in Italia :

- (a) per esportazioni italiane nel Regno Unito,
- (b) per noli relativi al trasporto di merci fra i due Paesi su navi italiane,

saranno versate in sterline, alla data in cui è dovuto il pagamento, in un conto speciale presso la Bank of England al nome della Banca d'Italia per conto dell'Istituto (d'ora innanzi denominato « conto sterline »).

2. Le somme di cui all'articolo 4 saranno trasferite in sterline ai creditori nel Regno Unito, secondo l'ordine cronologico del relativo deposito e nei limiti delle disponibilità esistenti nel conto sterline.

Articolo 6.

1. Il Regio Governo italiano provvederà a che i creditori italiani di cui all'articolo 5 notifichino ai rispettivi debitori nel Regno Unito che i relativi impegni si intenderanno soddisfatti mediante versamento dell'importo in sterline all'ordine dell'Istituto nel conto sterline.

2. Tale procedura sarà applicata per impegni contratti sia in sterline sia in altre valute. Per impegni in lire italiane il pagamento da parte del debitore sarà effettuato in sterline alla Bank of England, sulla base del cambio ufficiale vigente in Italia nel giorno lavorativo precedente a quello del pagamento e, quando si tratti di altra valuta, al cambio corrente sul mercato di Londra per quella valuta nel giorno del pagamento.

3. Il Governo di Sua Maestà nel Regno Unito avrà cura di far conoscere agli interessati nel Regno Unito la procedura di cui sopra ed userà la sua influenza perchè la procedura stessa possa avere generale applicazione.

Articolo 7.

La Banca d'Italia, per conto dell'Istituto, comunicherà settimanalmente alla Bank of England tutti i dati relativi ai depositi in lire italiane, indicando le somme non ancora trasferite; la Bank of England sarà autorizzata a comunicare al Governo di Sua Maestà nel Regno Unito tali dati, nonchè quelli relativi al conto sterline.

Articolo 8.

L'Istituto provvederà a raccogliere elementi circa le eventuali somme dovute a persone nel Regno Unito per esportazioni dal Regno Unito in Italia o per noli relativi al trasporto di merci fra i due Paesi precedentemente al 18 marzo 1935. Al regolamento di tali impegni sarà particolarmente destinato il ricavo in sterline di crediti italiani nel Regno Unito che restano da regolare per esportazioni italiane nel Regno Unito effettuate prima del 18 marzo 1935.

Articolo 9.

Le compensazioni private di merci fra persone in Italia e persone nel Regno Unito saranno ammesse previa esplicita autorizzazione dei due Governi. Le eventuali richieste per speciale autorizzazione dovranno essere inoltrate rispettivamente all'Istituto e all'Ambasciata di Sua Maestà Britannica in Roma.

Articolo 10.

Ai fini del presente Accordo :

« Persone in Italia » significa persone, ditte ed enti privati e pubblici che risiedono abitualmente o che operano o conducono affari abitualmente in Italia.

« Persone nel Regno Unito » significa persone, ditte ed enti privati e pubblici che risiedono abitualmente o che operano o conducono affari abitualmente nel Regno Unito.

« Esportazioni italiane » significa merci che la legislazione italiana considera di origine italiana.

« Esportazioni del Regno Unito » significa oltre alle merci del Regno Unito anche le merci importate nel Regno Unito e finora normalmente riesportate in Italia.

Articolo 11.

In quanto non siano già applicate e salvo sia altrimenti provveduto, le disposizioni del presente accordo entreranno in vigore a partire dal 1° maggio 1935.

Articolo 12.

I due Governi provvederanno a mantenersi in contatto mediante una Commissione mista, o altrimenti nelle forme che saranno ritenute più opportune, per risolvere le eventuali difficoltà che potranno sorgere nel funzionamento del presente accordo, al fine di ottenere che il commercio tra i due Paesi sia posto su basi ugualmente soddisfacenti per i due Governi.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

SIGNOR MUSSOLINI TO SIR ERIC DRUMMOND.

ROME, *April 27th*, 1935.

M. L'AMBASSADEUR,

In your note of to-day's date you were good enough to inform me as follows :

(See English text of No. I, page 296.)

In acknowledging the receipt of this Note, I have the honour to inform your Excellency that the Royal Italian Government accept its terms, while confirming the reservation contained in the final paragraphs of my Note of the 18th March, 1935.

Please accept, etc.

MUSSOLINI.

ANNEX.

(See English text of the Annex to No. I, page 296.)

² TRADUCTION — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

CONCERNANT LE MAINTIEN EN VIGUEUR POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'ESSAI DE L'ACCORD DU 18 MARS 1935, DUMENT COMPLÉTÉ PAR LES DISPOSITIONS STIPULÉES DANS L'ANNEXE AUX PRÉSENTES NOTES. ROME, LE 27 AVRIL 1935.

I.

SIR ERIC DRUMMOND A M. MUSSOLINI.

ROME, *le 27 avril* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a examiné les conclusions auxquelles ont abouti les négociations qui ont eu lieu entre sa délégation et les représentants du Gouvernement royal italien, relativement au régime à appliquer aux exportations du Royaume-Uni en Italie, ainsi qu'au paiement desdites exportations. Il m'a chargé de vous déclarer qu'avant de prendre une décision relativement à un accord définitif, il juge opportun de poursuivre, pendant une nouvelle période, l'essai des dispositions provisoires qui avaient été adoptées par échange de notes en date du 18 mars 1935.

En conséquence, sans préjudice de son attitude à l'égard de toutes dispositions de traités et sans préjuger les termes de l'accord définitif susvisé, il propose que lesdites dispositions, complétées par celles qui sont énoncées dans le document ci-annexé, restent en vigueur jusqu'à nouvel avis, sous réserve du droit de chacun des deux gouvernements de donner, à partir du 31 mai prochain, un préavis de dénonciation desdites dispositions, le premier jour d'un mois quelconque, cette

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

dénonciation prenant effet à partir de la fin du même mois. Il est entendu que chacun des deux gouvernements pourra, s'il le juge opportun, proposer la reprise des négociations en vue de la conclusion d'un accord définitif.

J'ai l'honneur de vous demander si la proposition ci-dessus agréée au Gouvernement royal italien.

Veuillez agréer, etc.

ERIC DRUMMOND.

ANNEXE AU N° I.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI et LE GOUVERNEMENT ROYAL ITALIEN sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

(i) A dater du 1^{er} juillet 1935, toutes les exportations du Royaume-Uni comprises dans la catégorie XXII du tarif douanier italien seront admises en Italie conformément au système des licences d'importation délivrées en Italie par le Ministère des Finances.

(ii) S'il ressort des statistiques d'importation italiennes qu'au cours de la période du 1^{er} avril au 30 juin le système des reçus de douane actuellement en vigueur n'a pas permis d'effectuer, du Royaume-Uni en Italie, un total d'importations de la catégorie XXII atteignant, en valeur, 80 % des importations enregistrées pour la période correspondante de 1934, le Gouvernement royal italien acceptera que la différence soit importée au cours du trimestre suivant et, à cet effet, délivrera des licences en vertu du nouveau système visé au paragraphe (i) ci-dessus.

(iii) Le Gouvernement royal italien étudie également la possibilité d'autoriser des importations de charbon et de coke du Royaume-Uni, conformément au système des licences d'importation.

Article 2.

En ce qui concerne les marchandises dont l'importation en Italie s'effectue en vertu de régimes spéciaux, le Gouvernement royal italien tiendra le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni au courant des contingents attribués aux exportations du Royaume-Uni pour les produits qui présentent un intérêt particulier pour le Royaume-Uni.

Article 3.

Si l'on constate à la fin de juin 1935 que le système des reçus de douane n'a pas permis l'utilisation intégrale des contingents en pourcentage prévus pour un ou plusieurs des produits régis par ce système, et si, en même temps, il existe des fonds disponibles au compte sterling visé à l'article 5, on calculera, sur la base des statistiques italiennes, la valeur totale des marchandises qu'il n'aura pas été possible d'importer. Le Gouvernement royal italien autorisera alors l'importation du Royaume-Uni en Italie de charbon, ou de tous autres produits qui pourront être convenus entre les deux gouvernements, pour une valeur correspondant à ladite valeur totale des importations, mais dans les limites des fonds disponibles au compte sterling.

Article 4.

(i) Toutes sommes dues par des particuliers en Italie à des particuliers dans le Royaume-Uni, pour : a) des exportations du Royaume-Uni en Italie, et b) des frets afférents au transport des marchandises entre les deux pays dans des navires britanniques, seront versées en lires

italiennes, à la date du paiement, à l'« Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero » (dénommé ci-après « l'Istituto ») à un compte spécial (dénommé ci-après « le compte liras »).

(ii) Les sommes dues entre le 18 mars et le 30 avril 1935 pour des frets du genre visé au paragraphe (i) *b*) ci-dessus seront, dans la mesure où elles n'auront pas encore été payées ou transférées, acceptées en dépôt au compte liras.

(iii) Les liras ainsi déposées resteront bloquées pour le compte des créanciers respectifs du Royaume-Uni jusqu'au moment où le transfert aura lieu par l'intermédiaire du compte sterling visé à l'article 5 ci-dessous. Toute différence de change entre le jour du dépôt et le jour du transfert sera portée au crédit ou au débit du débiteur en Italie. Celui-ci paiera ainsi le montant intégral de la dette en sterling ou, si la dette est libellée en une autre monnaie (et, dans ce cas, sans préjudice des droits légaux du créancier), l'équivalent intégral en sterling sur la base des cours de change officiels italiens au jour du transfert.

Article 5.

(i) Toutes sommes dues par des particuliers dans le Royaume-Uni à des particuliers en Italie, pour : *a*) des exportations italiennes au Royaume-Uni, et *b*) des frets afférents au transport de marchandises entre les deux pays dans des navires italiens, seront versées en sterling, à la date du paiement, à un compte spécial à la Banque d'Angleterre, au nom de la Banque d'Italie, pour le compte de l'Istituto (dénommé ci-après « le compte sterling »).

(ii) Les sommes visées à l'article 4 seront transférées en sterling aux créanciers dans le Royaume-Uni, suivant l'ordre chronologique de leur dépôt et dans les limites des sommes disponibles au compte sterling.

Article 6.

(i) Le Gouvernement royal italien prendra des dispositions pour que les créanciers italiens visés à l'article 5 notifient à leurs débiteurs respectifs dans le Royaume-Uni que ceux-ci seront considérés comme libérés de leurs dettes s'ils ont effectué le paiement en sterling des sommes dues au compte sterling à l'ordre de l'Istituto.

(ii) Cette procédure sera appliquée aussi bien dans le cas de dettes libellées en sterling que dans celui de dettes libellées en d'autres monnaies. Si la dette est libellée en liras italiennes, le débiteur devra effectuer le paiement en sterling sur la base du cours de change officiel italien au dernier jour ouvrable précédant le jour du paiement et, si la dette est libellée en une autre monnaie, au cours du change de cette monnaie à Londres, le jour du paiement.

(iii) Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni prendra des mesures pour porter la procédure ci-dessus à la connaissance des intéressés dans le Royaume-Uni et s'efforcera d'en obtenir l'adoption générale.

Article 7.

La Banque d'Italie, pour le compte de l'Istituto, fournira chaque semaine à la Banque d'Angleterre des renseignements détaillés sur les dépôts en liras, en indiquant les montants non encore transférés ; la Banque d'Angleterre sera autorisée à communiquer ces renseignements, ainsi que des informations relatives au compte sterling, au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Article 8.

L'Istituto prendra des mesures en vue de s'informer des sommes qui peuvent être dues à des particuliers dans le Royaume-Uni pour des exportations du Royaume-Uni en Italie ou pour des frets afférents au transport de marchandises entre les deux pays, effectués antérieurement au 18 mars 1935. En particulier, le produit en sterling des crédits italiens dans le Royaume-Uni non encore utilisés, résultant d'exportations italiennes à destination du Royaume-Uni effectuées avant le 18 mars 1935, sera consacré au paiement des dettes susvisées.

Article 9.

Les accords de compensation privés pour l'échange de marchandises entre des particuliers en Italie et des particuliers dans le Royaume-Uni, ne seront autorisés qu'après avoir été expressément approuvés par les deux gouvernements. Cette approbation devra être demandée respectivement à l'Istituto et à l'ambassade de Sa Majesté à Rome.

Article 10.

Aux fins du présent accord, on entend par « particuliers en Italie » des personnes, des maisons de commerce et des sociétés domiciliées en Italie ou y exerçant ordinairement leur activité (y compris les organisations et institutions d'Etat).

On entend par « particuliers dans le Royaume-Uni » des personnes, des maisons de commerce et des sociétés domiciliées dans le Royaume-Uni ou y exerçant ordinairement leur activité (y compris les organisations et institutions d'Etat).

On entend par « exportations italiennes » les produits ou articles qui, en vertu de la législation italienne, sont considérés comme d'origine italienne.

On entend par « exportations du Royaume-Uni » non seulement les produits ou articles ayant leur origine dans le Royaume-Uni, mais encore les produits importés dans le Royaume-Uni et qui, jusqu'ici, ont été normalement réexportés en Italie.

Article 11.

Dans la mesure où elles ne sont pas déjà applicables et sauf stipulation contraire, les dispositions du présent accord entreront en vigueur le 1^{er} mai 1935.

Article 12.

Les deux gouvernements resteront en contact par l'intermédiaire d'un comité mixte ou de toute autre manière qui pourra être jugée opportune, en vue de régler toute difficulté qui pourrait se produire dans le fonctionnement du présent accord, et ce, de manière à placer le commerce entre les deux pays sur une base également satisfaisante pour les deux gouvernements.

II.

M. MUSSOLINI A SIR ERIC DRUMMOND.

ROME, le 27 avril 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Dans votre note en date de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

(Voir traduction française du N° I, page 302.)

En accusant réception de cette note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien en accepte les termes, tout en confirmant la réserve contenue dans les paragraphes qui terminent ma note du 18 mars 1935.

Veillez agréer, etc.

MUSSOLINI.

ANNEXE.

(Voir traduction française de l'annexe au N° I, pages 303 et suivantes.)

EXCHANGE OF NOTES

SCAMBIO DI NOTE

REGARDING THE EXTENSION OF THE AGREEMENTS IN FORCE, WITH REGARD TO THE IMPORT INTO ITALY OF UNITED KINGDOM GOODS, TO THE IMPORT INTO ITALY OF NEWFOUNDLAND CODFISH. ROME, APRIL 27TH, 1935.

CHE ESTENDE LE INTESE IN VIGORE PER IMPORTAZIONE IN ITALIA DI MERCI DAL REGNO UNITO, ALL'IMPORTAZIONE IN ITALIA DEL BACCALÀ PROVENIENTE DA TERRANOVA. ROMA, 27 APRILE 1935.

English and Italian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place August 12th, 1935.

** Textes officiels anglais et italien communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 août 1935.*

I.

SIR ERIC DRUMMOND TO SIGNOR MUSSOLINI.

ROME, April 27th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the recent trade negotiations, the United Kingdom Delegation have explained to the Italian Delegation that they were acting solely on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom, but that, having regard to the special responsibility of His Majesty's Government in the United Kingdom in respect of Newfoundland at the present time, they were desirous that the arrangements in force with regard to the import into Italy of United Kingdom goods should be extended to the import into Italy of Newfoundland codfish.

As a result of the discussions which have taken place, I have the honour to submit the following proposal :

That codfish of Newfoundland catching imported into Italy should be treated in the same way as United Kingdom produce, subject to the following conditions :

(i) The authorised percentage shall, in respect of Newfoundland codfish, be 70 per cent. of the imports of such codfish into Italy during the corresponding period of the year 1934 ;

(ii) Any foreign exchange received from the sale of Italian goods exported to Newfoundland shall be devoted to meeting debts due in respect of the importation of goods of Newfoundland origin into Italy ;

(iii) In so far as such foreign exchange is not sufficient to discharge the debts due in respect of imports of Newfoundland codfish into Italy, the balance may be charged against the Sterling Account representing the proceeds of Italian exports to the United Kingdom ;

(iv) Imports of codfish so charged shall be verified by a certificate issued by the Newfoundland Department of Natural Resources that the codfish imported are of Newfoundland catching.

I have the honour to request Your Excellency to confirm that the Royal Italian Government agree to the arrangement proposed above.

I avail, etc.

Eric DRUMMOND.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

II.

SIGNOR MUSSOLINI A SIR ERIC DRUMMOND.

ROMA, 27 aprile 1935.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Nella Sua Nota in data odierna, Vostra Eccellenza si è compiaciuta comunicarmi quanto segue :

« Nel corso dei recenti negoziati commerciali, la Delegazione Britannica ha fatto presente alla Delegazione Italiana che essa agiva soltanto a nome del Governo di Sua Maestà nel Regno Unito, ma che, tenuto conto della speciale responsabilità del Governo di Sua Maestà nel Regno Unito riguardo a Terranova nell'attuale momento, essa desiderava che le intese in vigore relativamente all'importazione in Italia di merci dal Regno Unito fossero estese alla importazione in Italia di baccalà proveniente da Terranova.

A seguito delle discussioni che hanno avuto luogo, ho l'onore di avanzare la seguente proposta :

Il merluzzo pescato con pescherecci di Terranova e di là importato, come baccalà, in Italia sarà considerato come prodotto del Regno Unito subordinatamente alle seguenti condizioni :

1. La percentuale autorizzata per il baccalà di Terranova sarà del 70 per cento della importazione del suddetto baccalà in Italia durante il corrispondente periodo dell'anno 1934 ;

2. Le divise estere risultanti dalla vendita di merci italiane esportate in Terranova saranno destinate a soddisfare gli impegni derivanti da importazioni di merci originarie da Terranova in Italia ;

3. Fino alla misura in cui tali divise estere non risultassero sufficienti a soddisfare gli impegni derivanti dall'importazione di baccalà di Terranova in Italia, sarà utilizzato il conto sterline rappresentante il ricavo delle esportazioni italiane nel Regno Unito ;

4. L'importazione del suddetto baccalà sarà accompagnata da un certificato rilasciato dal « Newfoundland Department of Natural Resources » attestante che si tratta di baccalà preparato con merluzzo pescato con pescherecci di Terranova (Newfoundland catching).

Ho l'onore di pregare Vostra Eccellenza di volermi confermare che il Regio Governo Italiano è d'accordo su quanto sopra. »

Nel segnare ricevuta di tale Nota, ho l'onore di portare a conoscenza dell'Eccellenza Vostra che il Regio Governo Italiano ne accetta i termini. Con l'occasione il Regio Governo Italiano esprime la fiducia che da parte del Governo di Terranova venga consentito ai pescherecci italiani di avere in Terranova un punto di approdo onde poter fare trasbordi, rifornimenti ed eventuali riparazioni.

Voglia gradire, etc.

MUSSOLINI.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

SIGNOR MUSSOLINI TO SIR ERIC DRUMMOND.

ROME, *April 27th*, 1935.

M. L'AMBASSADEUR,

In your note of to-day's date you were good enough to inform me as follows :

(See *English text of No. I, page 306.*)

In acknowledging the receipt of this Note, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Italian Government accept its terms. At the same time, the Royal Italian Government express confidence that the Government of Newfoundland will allow Italian fishing boats to have in Newfoundland a point of mooring where they may effect transhipment, take in supplies and make necessary repairs.

Please accept, etc.

MUSSOLINI.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

CONCERNANT L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ACCORDS EN VIGUEUR RELATIFS AUX IMPORTATIONS DU ROYAUME-UNI EN ITALIE, A L'IMPORTATION, EN ITALIE, DE LA MORUE PROVENANT DE TERRE-NEUVE. ROME, LE 27 AVRIL 1935.

I.

SIR ERIC DRUMMOND A M. MUSSOLINI.

ROME, *le 27 avril* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des récentes négociations commerciales, la délégation du Royaume-Uni a expliqué à la délégation italienne qu'elle agissait uniquement pour le compte du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, mais qu'étant donné la responsabilité particulière qui incombe en ce moment au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni relativement à Terre-Neuve, elle désire que les accords applicables à l'importation en Italie de produits du Royaume-Uni soient étendus aux importations de morue de Terre-Neuve en Italie.

A la suite des discussions qui ont eu lieu, j'ai l'honneur de vous soumettre la proposition suivante :

La morue prise par des pêcheurs terre-neuviens et importée en Italie, sera traitée de la même manière que les produits du Royaume-Uni, dans les conditions suivantes :

(i) Le pourcentage autorisé pour la morue terre-neuvienne sera 70 % des importations de ce produit en Italie pendant la période correspondante de l'année 1934.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(ii) Les devises étrangères provenant de la vente des produits italiens exportés à Terre-Neuve seront consacrées au paiement des dettes résultant d'importations de produits d'origine terre-neuvienne en Italie.

(iii) Dans la mesure où ces devises étrangères ne seront pas suffisantes pour assurer le paiement des dettes résultant d'importations de morue terre-neuvienne en Italie, le solde pourra être imputé au compte sterling représentant le produit des exportations italiennes dans le Royaume-Uni.

(iv) Les importations de morue ainsi imputées seront constatées par un certificat délivré par le Service terre-neuvien des ressources naturelles, indiquant que la morue importée a été prise par des pêcheurs terre-neuviens.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir confirmer que le Gouvernement royal italien accepte l'arrangement ci-dessus proposé.

Veillez agréer, etc.

ERIC DRUMMOND.

II.

M. MUSSOLINI A SIR ERIC DRUMMOND.

ROME, le 27 avril 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Dans votre note en date de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

(Voir traduction française du N° I, page 308.)

En accusant réception de cette note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal italien en accepte les termes. A cette occasion, le Gouvernement royal italien exprime l'espoir que le Gouvernement de Terre-Neuve voudra bien autoriser les pêcheurs italiens à avoir à Terre-Neuve un point d'abordage où ils puissent opérer des transbordements, constituer leurs approvisionnements et procéder à des réparations éventuelles.

Veillez agréer, etc.

MUSSOLINI.

N° 3700.

**BRÉSIL
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Accord relatif aux paiements commerciaux. Signé à Rio de Janeiro, le 27 mars 1935.

**BRAZIL
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Agreement respecting Commercial Payments. Signed at Rio de Janeiro, March 27th, 1935.

No. 3700. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT
IN THE UNITED KINGDOM AND THE BRAZILIAN GOVERNMENT
RESPECTING COMMERCIAL PAYMENTS. SIGNED AT RIO DE
JANEIRO, MARCH 27TH, 1935.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 12th, 1935.

Whereas it is the intention of the Brazilian Government to maintain in force the existing exchange regulations, which allow all goods imported after the 11th February, 1935, to be paid for by the purchase of exchange on the free market, and also allow 40 per cent. of all arrears of commercial debts in respect of imports from the 11th September, 1934, to the 11th February, 1935, to be liquidated by the purchase of exchange on the free market; and

Whereas the Brazilian Government desire to make arrangements for the liquidation as rapidly as possible of all arrears of commercial debts to the United Kingdom;

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF BRAZIL have agreed as follows:

Article 1.

For the purpose of liquidating the arrears of commercial debts to the United Kingdom as defined in Article 12 (hereinafter called "the arrears") in accordance with the provisions of this Agreement, the Brazilian Government will, out of the percentage of foreign exchange reserved for Government requirements, set aside an annual amount of £1,200,000, to which, if necessary, there shall be added on the termination of the Arrangement of June 1933, as defined in Article 12, a further annual amount of £853,000. The said annual amount, or the sum of both the said annual amounts, as the case may be, is hereinafter called "the annuity".

Article 2.

The Brazilian Government will create 4 per cent. sterling stock (hereinafter called "the stock") the service of which will be met from the annuity.

Article 3.

The Government of the United Kingdom will grant their consent to the issue of the stock in the United Kingdom.

¹ Came into force March 27th, 1935.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3700. — ACCORDO ¹ ENTRE O GOVERNO DO REINO UNIDO DA GRÃ-BRETANHA E IRLANDA DO NORTE E O GOVERNO DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL RELATIVO À LIQUIDAÇÃO DAS DIVIDAS COMMERCIAES ATRAZADAS. ASSINADA NO RIO DE JANEIRO, EM 27 MARÇO 1935.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 12 juillet 1935.

Considerando ser intenção do Governo brasileiro manter em vigor os actuaes regulamentos de cambio, os quaes permitem que todas as mercadorias importadas, após o dia 11 de Fevereiro de 1935, sejam pagas mediante a aquisição de cambio no mercado livre e permitem tambem a liquidação de 40 % de todas as dividas commerciaes atrazadas, relacionadas com as importações de 11 de Setembro de 1934 a 11 de Fevereiro de 1935, mediante a aquisição de cambio no mercado livre ;

e, considerando que o Governo brasileiro deseja realizar um accordo para a liquidação, tão rapida quanto possivel, de todos os atrazados de dividas commerciaes com o Reino Unido ;

O GOVERNO DO REINO UNIDO DA GRÃ-BRETANHA E IRLANDA DO NORTE e o GOVERNO DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL ajustaram o seguinte :

Artigo I.

Afim de liquidar os atrazados das dividas commerciaes com o Reino Unido, tal como se acha definido no Artigo XII (daqui em deante denominados « os atrazados »), de conformidade com os termos deste accordo, o Governo brasileiro subtrahirá da porcentagem de cambio sobre o exterior reservado para as necessidades do Governo uma annuidade de £1.200.000, a qual, se fôr necessario, ao terminar o ajuste de Junho de 1933, consoante a definição no Artigo XII, será accrescida de uma annuidade suplementar de £853.000. A referida annuidade, ou a somma das duas referidas annuidades será daqui em deante denominada « a annuidade. »

Artigo II.

O Governo brasileiro emittirá obrigações em esterlinos a 4 % (daqui em deante denominadas « as obrigações »), cujo serviço será assegurado pela annuidade.

Artigo III.

O Governo do Reino Unido dará o seu consentimento á emissão das obrigações no Reino Unido.

¹ Entré en vigueur le 27 mars 1935.

Article 4.

The Brazilian Government will make every endeavour to provide within thirty days of the date of the signature of this Agreement the sum of £1,000,000, which shall be used without delay for the payment in cash of all the small arrears and a proportion of the other arrears in such manner as will be agreed between the contracting Governments.

Article 5.

In so far as the arrears are not liquidated out of the sum referred to in Article 4 of this Agreement, the Brazilian Government will offer to the creditors concerned an amount of the stock the face value of which will be equal in each case to the sterling amount of the outstanding debt ; any debt in a currency other than sterling shall be converted into sterling at the rate of exchange current on the date on which the offer is made, except that any debt in milreis shall be converted at the official rate of exchange when the debt fell due.

Article 6.

Interest on the stock shall be paid out of the annuity, and the balance of the annuity not used for this purpose shall be employed to redeem the stock by repayment at par, under detailed conditions to be agreed between the contracting Governments.

Article 7.

The Brazilian Government undertake that no arrangement relative to the liquidation of arrears of commercial debts shall be made with any other country on conditions more favourable to that country than those accorded to the United Kingdom by this Agreement.

Article 8.

Persons in Brazil shall liquidate by purchase of exchange on the free market 40 per cent. of the arrears in respect of imports from the 11th September, 1934, to the 11th February, 1935, without awaiting the settlement of the balance of 60 per cent.

Article 9.

The contracting Governments agree that neither shall at any time discriminate against the other or persons in the United Kingdom or in Brazil, as the case may be, either as regards the allocation and regulation of exchange or the grant of import licences imposed with the object of regulating exchange.

Article 10.

The nominal amount of stock to be issued and the detailed terms and conditions thereof shall, if necessary, form the subject of a subsequent agreement between the contracting Governments.

Article 11.

Nothing in this Agreement shall prejudice the execution of the Arrangement of June 1933, the terms of which will continue to be integrally carried out.

Article 12.

(a) " The arrears of commercial debts to the United Kingdom " shall mean debts, including any interest legally due thereon, due to persons in the United Kingdom from persons in Brazil

Artigo IV.

O Governo brasileiro fará todos os esforços a fim de obter, dentro de 30 dias da data da assignatura deste accordo, a quantia de £1.000.000, que será utilizada, sem demora, no pagamento em especie de todos os pequenos atrasados e de uma parte proporcional dos demais atrasados, conforme fôr ajustado entre os dois Governos contractantes.

Artigo V.

Quanto aos atrasados que não forem liquidados com a importancia mencionada no Artigo IV deste accordo, o Governo brasileiro offerecerá aos credores em questão obrigações cujo valor nominal será identico, em cada caso, ao montante da divida em esterlinos ; qualquer divida em moeda que não seja esterlina será convertida em esterlina, á taxa cambial em vigor no dia em que a offerta fôr feita, com excepção das dividas em mil réis, que serão convertidas á taxa do cambio official da data dos vencimentos das dividas.

Artigo VI.

O juro das obrigações será pago com a annuidade e o saldo da annuidade não utilizado para esse fim será empregado no resgate das obrigações, pelo reembolso ao par, mediante condições detalhadas a serem ajustadas entre os Governos contractantes.

Artigo VII.

O Governo brasileiro se compromette a não assignar neuhum ajuste, para a liquidação das dividas commerciaes atrasadas, com nenhum outro paiz, em condições mais vantajosas para o mesmo paiz do que as concedidas por este accordo ao Reino Unido.

Artigo VIII.

As pessôas no Brasil deverão liquidar, mediante a compra de cambio no mercado livre, 40 % dos atrasados resultantes de importações effectuadas entre 11 de Setembro de 1934 e 11 de Fevereiro de 1935, sem aguardar a liquidação do saldo de 60 %.

Artigo IX.

Os Governos contractantes concordam em que nenhum delles, em tempo algum, discriminará contra o outro ou pessôas, no Reino Unido ou no Brasil, quer quanto á fixação e regulamentação do cambio, quer quanto á concessão de licenças de importação impostas com o fim de regulamentar o cambio.

Artigo X.

A importancia nominal das obrigações a serem emittidas e os seus termos detalhados e condições poderão, se necessario, formar parte de um ajuste posterior entre os dois Governos contractantes.

Artigo XI.

Nada neste accordo deverá prejudicar a execução do entendimento de Junho de 1933, cujos termos continuarão a ser integralmente cumpridos.

Artigo XII.

(a) Por « dividas commerciaes atrasadas com o Reino Unido » ficarão entendidas aquellas, incluindo quaesquer juros legalmente vencidos, devidas a pessôas no Reino Unidos por pessôas

in respect of the sale of goods imported into Brazil prior to the 12th February, 1935, except (i) such part of such debts as are covered by exchange contracts concluded by the Banco do Brasil, and will therefore be liquidated in accordance with the terms of those contracts; and (ii) in the case of debts in respect of imports after the 10th September, 1934, 40 per cent. of such debts, in view of the fact that this 40 per cent. may be liquidated by the purchase of free exchange.

(b) "Persons in the United Kingdom" shall mean individuals and corporations ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom.

(c) "Persons in Brazil" shall mean individuals and corporations ordinarily resident or ordinarily carrying on business in Brazil, and shall include Governments and public organisations.

(d) "The Arrangement of June 1933" shall mean the arrangements for the settlement of the arrears of commercial debts due to the United Kingdom set out in a circular letter issued on the 7th July, 1933, by the London agents of the «Banco do Brasil».

Article 13.

This Agreement shall come into operation on the date of signature, and shall remain in force until the last due date for the redemption of the stock.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to this effect, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Rio de Janeiro in duplicate, this 27th day of March, 1935.

For the Government of the United Kingdom
of Great Britain and Northern Ireland:

(L. S.) William SEEDS.

For the Government of the United States
of Brazil:

(L. S.) José Carlos DE MACEDO SOARES.

no Brasil, relativas á venda de mercadorias importadas no Brasil antes de 12 de Fevereiro de 1935, exceptuadas : (i) as parcelas de taes dividas que estiverem comprehendidas nos contractos de cambio concluidos pelo Banco do Brasil, as quaes serão consequentemente liquidadas de accordo com os termos desses contractos ; e, (ii) no caso das dividas relativas a importações realizadas depois de 10 Setembro de 1934, 40 % dessas dividas, visto ser possivel a liquidação desses 40 % pela aquisição de cambio no mercado livre.

(b) Por « pessoas no Reino Unido » ficarão comprehendidas pessoas e corporações, normalmente residentes ou que, normalmente, exploram negocios no Reino Unido.

(c) Por « pessoas no Brasil » ficarão comprehendidas pessoas e corporações normalmente residentes ou que, normalmente, exploram negocios no Brasil, incluindo os Governos e as repartições publicas.

(d) Por « o entendimento de Junho de 1933 » ficam comprehendidos os ajustes para a liquidação de dividas commerciaes atrasadas devidas ao Reino Unido, comprehendidos na carta circular distribuida em 7 de Julho de 1933, pelos agentes em Londres do Banco do Brasil.

Artigo XIII.

Este accordo entrará em vigor na data da sua assignatura e vigorará até a ultima data para o resgate das obrigações.

Em fé do que os abaixo assignados, devidamente autorizados para este effeito, assignaram este accordo e appuzeram os seus sellos,

Feito no Rio de Janeiro, em duplicata, no dia 27 de Março de 1935.

Pelo Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha
e Irlanda do Norte :

(L. S.) William SEEDS.

Pelo Governo dos Estados Unidos do Brasil :

(L. S.) José Carlos DE MACEDO SOARES.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3700. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU BRÉSIL, RELATIF AUX PAIEMENTS COMMERCIAUX. SIGNÉ A RIO DE JANEIRO, LE 27 MARS 1935.

Considérant qu'il est de l'intention du Gouvernement brésilien de maintenir en vigueur les règlements de change actuels qui permettent que toutes les marchandises importées après le 11 février 1935 soient payées au moyen du change acheté sur le marché libre et qui permettent également que 40 % de tous les arriérés des dettes commerciales au titre d'importations effectuées entre le 11 septembre 1934 et le 11 février 1935 soient liquidés par l'achat de change sur le marché libre ;

Considérant que le Gouvernement brésilien désire réaliser un accord en vue de la liquidation aussi rapide que possible de tous les arriérés de dettes commerciales envers le Royaume-Uni ;

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Afin de liquider les arriérés des dettes commerciales envers le Royaume-Uni tels qu'ils sont définis à l'article 12 (appelés ci-après « les arriérés ») conformément aux dispositions du présent accord, le Gouvernement brésilien retiendra sur le pourcentage de change sur l'étranger réservé pour les besoins du gouvernement une annuité de £1.200.000 à laquelle il sera ajouté, en cas de besoin, à l'expiration de l'arrangement de juin 1933 tel qu'il est défini à l'article 12, une annuité supplémentaire de £853.000. Le montant annuel susmentionné, ou, selon le cas, la somme des deux annuités susmentionnées, est appelé ci-après « l'annuité ».

Article 2.

Le Gouvernement brésilien émettra des obligations à 4 % libellées en livres sterling (appelées ci-après « les obligations ») dont le service sera assuré par l'annuité.

Article 3.

Le Gouvernement du Royaume-Uni donnera son consentement à l'émission des obligations dans le Royaume-Uni.

Article 4.

Le Gouvernement brésilien fera tous ses efforts pour se procurer, dans les 30 jours qui suivront la signature du présent accord, une somme de £1.000.000 qui sera utilisée immédiatement pour le paiement en espèces de tous les petits arriérés et d'une part proportionnelle des autres arriérés, de la manière qui sera convenue entre les deux gouvernements contractants.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Pour ce qui est des arriérés non liquidés à l'aide de la somme mentionnée à l'article 4 du présent accord, le Gouvernement brésilien offrira aux créanciers intéressés des obligations dont la valeur nominale sera égale dans chaque cas au montant de la dette en livres sterling ; toute dette libellée en une monnaie autre que le sterling sera convertie en livres sterling au cours du change pratiqué le jour où l'offre est faite, à l'exception des dettes en milreis, qui seront converties au cours du change officiel du jour de l'échéance de la dette.

Article 6.

L'intérêt des obligations sera payé sur l'annuité ; le reliquat de l'annuité non utilisé à cette fin sera affecté au rachat des obligations par remboursement au pair, aux conditions détaillées à convenir entre les gouvernements contractants.

Article 7.

Le Gouvernement brésilien s'engage à ne pas conclure un accord sur la liquidation des arriérés des dettes commerciales avec un autre pays à des conditions plus favorables pour ce pays que celles qui ont été accordées au Royaume-Uni en vertu du présent accord.

Article 8.

Les personnes résidant au Brésil liquideront par l'achat de change sur le marché libre 40 % des arriérés au titre des importations effectuées entre le 11 septembre 1934 et le 11 février 1935, sans attendre le règlement du solde de 60 %.

Article 9.

Les gouvernements contractants conviennent qu'aucun d'entre eux ne fera à aucun moment une discrimination à l'égard de l'autre ou de personnes résidant, selon le cas, dans le Royaume-Uni ou au Brésil, ni en ce qui concerne la fixation et la réglementation des changes, ni en ce qui concerne l'octroi des licences d'importation imposées en vue de la réglementation des changes.

Article 10.

Le montant nominal des obligations à émettre et les termes et conditions de leur émission feront l'objet, le cas échéant, d'un accord ultérieur entre les deux gouvernements contractants.

Article 11.

Aucune disposition du présent accord n'affectera l'exécution de l'arrangement de juin 1933, dont les stipulations continueront à être intégralement exécutées.

Article 12.

a) L'expression « arriérés des dettes commerciales envers le Royaume-Uni » s'entend des dettes, y compris les intérêts légalement échus, de personnes résidant au Brésil envers des personnes résidant au Royaume-Uni, afférentes à la vente de marchandises importées au Brésil avant le 12 février 1935, à l'exception : (1) des fractions de ces dettes qui ont été comprises dans des contrats de change conclus par le Banco do Brasil et qui seront par conséquent liquidées conformément aux termes desdits contrats ; et (2) dans le cas de dettes afférentes aux importations effectuées depuis le 10 septembre 1934, de 40 % de ces dettes, étant donné la possibilité de liquider lesdits 40 % par l'achat de change sur le marché libre.

b) L'expression « personnes résidant au Royaume-Uni » s'entend des personnes et sociétés résidant habituellement au Royaume-Uni ou y exerçant habituellement un commerce.

c) L'expression « personnes résidant au Brésil » s'entend des personnes et sociétés résidant habituellement au Brésil ou y exerçant habituellement un commerce, y compris les gouvernements et les organisations publiques.

d) L'expression « l'arrangement de juin 1933 » s'entend des accords relatifs à la liquidation des arriérés des dettes commerciales envers le Royaume-Uni, figurant dans la lettre-circulaire envoyée le 7 juillet 1933 par les agents à Londres du « Banco do Brasil ».

Article 13.

Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature et restera en vigueur jusqu'à la dernière date fixée pour le rachat des obligations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rio de Janeiro, en double exemplaire, le 27 mars 1935.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

(L. S.) William SEEDS.

Pour le Gouvernement des Etats-Unis
du Brésil :

(L. S.) José Carlos DE MACEDO SOARES.

ANNEXE XXXIX



ANNEX XXXIX



ANNEXE XXXIX

RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

No. 21. — TREATY¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE NETHERLANDS RESPECTING EXTRADITION BETWEEN CERTAIN BRITISH-PROTECTED STATES IN THE MALAY PENINSULA AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT LONDON, APRIL 13TH, 1920.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE UNFEDERATED MALAY STATES OF KELANTAN, PERLIS AND TRENGGANU OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. THE HAGUE, MARCH 29TH AND JULY 19TH, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, November 20th, 1935.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 48.
(73/3/35.)

THE HAGUE, *March 29th, 1935.*

YOUR EXCELLENCY,

The second paragraph of Article 1 of the supplementary Extradition Treaty between the

¹ Vol. I, No. 3, page 275 ; and Vol. XXXIX, page 163, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANNEX XXXIX.

RATIFICATIONS, ACCESSIONS, PROLONGATIONS, DENUNCIATIONS, ETC.

N^o 21. — TRAITÉ¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LES PAYS-BAS. CONCERNANT L'EXTRADITION ENTRE CERTAINS PROTECTORATS BRITANNIQUES DE LA PRESQU'ILE MALAISIENNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A LONDRES, LE 13 AVRIL 1920.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS DE KELANTAN, PERLIS ET TRENGGANU DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. LA HAYE, LES 29 MARS ET 19 JUILLET 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 48.
(73/3/35.)

LA HAYE, *le 29 mars 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le second alinéa de l'article premier du Traité complémentaire d'extradition entre le Royaume-

¹ Vol. I, N^o 3, page 275 ; et vol. XXXIX, page 163, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

United Kingdom and the Netherlands, signed at London on the 13th April, 1920, provides for the extension of the provisions of that Treaty to British-protected States in the Malay Peninsula other than those mentioned in the list annexed to the said Treaty.

2. I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom now propose that the provisions of the above-mentioned Treaty should be extended to the Unfederated Malay States of Kelantan, Perlis and Trengganu.

3. If this proposal is agreeable to the Netherlands Government, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply thereto should be regarded as placing on record the agreement between the two Governments in this matter, and that the date of Your Excellency's reply should be regarded as the date on which the agreement enters into force.

4. I have the honour to add that the authorities in the above-mentioned States to whom requisitions for the surrender of fugitive offenders should be addressed are as follows :

Kelantan :	British Adviser.
Perlis :	British Adviser.
Trengganu :	British Adviser.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Hubert MONTGOMERY.

His Excellency
Jonkheer Dr. A. C. D. de Graeff,
etc., etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION JURIDIQUE.
N^o 11255.

LA HAYE, le 19 juillet 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une lettre en date du 29 mars dernier (n^o 48), Votre Excellence a bien voulu m'infor-

Uni et les Pays-Bas, signé à Londres le 13 avril 1920, prévoit l'extension des dispositions de ce traité aux Etats de la Péninsule malaise placés sous le Protectorat britannique, autres que ceux qui figurent dans la liste annexée audit traité.

2. J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni propose maintenant que les dispositions du susdit traité soient rendues applicables aux Etats malais non fédérés de Kelantan, Perlis et Trengganu.

3. Si cette proposition reçoit l'agrément du Gouvernement néerlandais, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse que Votre Excellence voudra bien y donner soient considérées comme constatant officiellement l'accord entre les deux gouvernements en cette matière, et que la date de la réponse de Votre Excellence soit considérée comme date d'entrée en vigueur de cet accord.

4. J'ai l'honneur d'ajouter que les autorités des Etats ci-dessus mentionnés auxquels devront être adressées les demandes en extradition de malfaiteurs fugitifs sont les suivantes :

Kelantan :	le Conseiller britannique.
Perlis :	le Conseiller britannique.
Trengganu :	le Conseiller britannique.

Je saisis cette occasion, etc.

Hubert MONTGOMERY.

Son Excellence
le Jonkheer Dr A. C. D. de Graeff,
etc., etc., etc.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
LEGAL DEPARTMENT.
No. 11255.

THE HAGUE, July 19th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a letter dated March 29th last (No. 48), Your Excellency was good enough to inform

mer que le Gouvernement de Sa Majesté britannique, se basant sur les dispositions de l'article 1, alinéa 2, du Traité d'extradition conclu à Londres le 13 avril 1920, propose que les Etats malais non fédérés de Kelantan, de Perlis et de Trengganu soient dorénavant comptés parmi les Etats placés sous le Protectorat de Sa Majesté britannique visés à l'article précité de sorte que les dispositions dudit traité soient applicables à ces Etats.

Votre Excellence a ajouté que les autorités auxquelles les demandes en extradition de malfaiteurs fugitifs devraient être adressées seraient pour chacun des Etats de Kelantan, de Perlis et de Trengganu le « British Adviser ».

En réponse, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement néerlandais se rallie volontiers à cette proposition.

La lettre précitée de Votre Excellence et la présente réponse seront considérées comme établissant et constatant l'accord intervenu en cette matière entre les gouvernements respectifs, lequel accord sortira ses effets à partir de la date d'aujourd'hui.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire général,
A. M. SNOUCK HURGRONJE.

Son Excellence

Sir Charles Hubert Montgomery,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas :

A. M. Snouck Hurgronje.

me that His Britannic Majesty's Government, having regard to the provisions of Article 1, paragraph 2, of the Extradition Treaty concluded in London on April 13th, 1920, proposes that the Unfederated Malay States of Kelantan, Perlis, and Trengganu should henceforth be included among the States under the protection of His Britannic Majesty which are referred to in the above-mentioned Article, and that the provisions of the said Treaty should thus be applicable to those States.

Your Excellency added that the authority to whom requisitions for the surrender of fugitive offenders should be addressed in each of these States, Kelantan, Perlis and Trengganu, should be the British Adviser.

I have the honour to inform Your Excellency in reply that the Netherlands Government gladly concurs in this proposal.

Your Excellency's letter and the present reply thereto will be considered as establishing and placing on record the agreement between the respective Governments in this matter, which agreement shall enter into force as from today's date.

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :

A. M. SNOUCK HURGRONJE,
Secretary-General.

His Excellency

Sir Charles Hubert Montgomery,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary.

N^o 170. — PROTOCOLE¹ DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

No. 170. — PROTOCOL¹ OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16TH, 1920.

SIGNATURE

RÉPUBLIQUE ARGENTINE 28 décembre 1935.

DISPOSITION FACULTATIVE

SIGNATURE SOUS RÉSERVE DE RATIFICATION.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE 28 décembre 1935.

Au nom de la République Argentine, sous réserve de ratification par le Congrès national, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, pour une durée de dix années à compter du jour du dépôt de l'instrument de ratification, sur tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de la présente déclaration au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette ratification, sauf les cas où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique.

SIGNATURE.

ARGENTINE REPUBLIC December 28th, 1935.

OPTIONAL CLAUSE.

SIGNATURE SUBJECT TO RATIFICATION.

ARGENTINE REPUBLIC December 28th, 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Argentine Republic, subject to ratification by the National Congress, I recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement in relation to any other Member or State accepting the same obligation, that is to say on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for a period of ten years from the date of the deposit of the instrument of ratification, in any dispute arising after the ratification of the present declaration with regard to situations or facts subsequent to this ratification, except in cases where the Parties have agreed or shall agree to have recourse to another method of pacific settlement.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; et vol. CLVI, page 176, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; and Vol. CLVI, page 176, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

La présente déclaration ne s'applique pas :

1^o Aux questions déjà réglées ;

2^o Aux questions qui, d'après le droit international, ressortissent à la juridiction locale ou au régime constitutionnel de chaque Etat.

GENÈVE, le 28 décembre 1935.

Enrique RUIZ GUIÑAZÚ.

RATIFICATION

GRÈCE 19 juillet 1935.

SIGNATURE DÉFINITIVE

ALBANIE 7 novembre 1935.

Au nom du Gouvernement royal d'Albanie, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la disposition facultative prévue à l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, pour une durée de cinq années à dater du 17 septembre 1935, sur tous les différends énumérés dans ledit article qui s'élèveraient postérieurement au 17 septembre 1930, date de l'engagement précédemment contracté par l'Albanie et que la présente déclaration vise à renouveler, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite date, autres que :

a) Les différends ayant trait au statut territorial de l'Albanie ;

b) Les différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction du Royaume d'Albanie ;

c) Les différends concernant, directement ou indirectement, l'application des traités ou conventions acceptés par le Royaume d'Albanie et prévoyant un autre mode de règlement pacifique.

GENÈVE, le 7 novembre 1935.

Lec KURTI.

The present declaration does not apply :

(1) To questions already settled ;

(2) To questions which, by international law, fall within the local jurisdiction or the constitutional regime of each State.

GENEVA, December 28th, 1935.

Enrique RUIZ GUIÑAZÚ.

RATIFICATION.

GREECE July 19th, 1935.

DEFINITIVE SIGNATURE.

ALBANIA November 7th, 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

On behalf of the Royal Albanian Government, I recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement in relation to any other Member of the League of Nations or State accepting the same obligation, that is to say on condition of reciprocity, the Optional Clause provided for by Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, for a period of five years, as from September 17th, 1935, in any of the disputes enumerated in the said Article arising after September 17th, 1930 (the date of the previous acceptance of Albania which is being renewed by the present declaration), with regard to situations or facts subsequent to the said date, other than :

(a) Disputes relating to the territorial status of Albania ;

(b) Disputes with regard to questions which, by international law, fall exclusively within the jurisdiction of the Kingdom of Albania ;

(c) Disputes relating directly or indirectly to the application of treaties or conventions accepted by the Kingdom of Albania and providing for another method of peaceful settlement.

GENEVA, November 7th, 1935.

Lec KURTI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 174. — DÉCLARATION¹ PORTANT RECONNAISSANCE DU DROIT AU PAVILLON DES ÉTATS DÉPOURVUS DE LITTORAL MARITIME. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

No. 174. — DECLARATION¹ RECOGNISING THE RIGHT TO A FLAG OF STATES HAVING NO SEA-COAST. BARCELONA, APRIL 20TH, 1921.

ADHÉSION

MEXIQUE 17 octobre 1935.

ACCESSION.

MEXICO October 17th, 1935.

N^o 256. — CONVENTION² ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, ÉTABLISSANT UNE UNION ÉCONOMIQUE ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 25 JUILLET 1921.

No. 256. — CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG FOR THE ESTABLISHMENT OF AN ECONOMIC UNION BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BRUSSELS, JULY 25TH, 1921.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ARRANGEMENT EN VUE DE PERMETTRE LA MAJORATION DU MULTIPLICATEUR SERVANT AU CALCUL DU PRÉLÈVEMENT PRÉVU A L'ARTICLE 13 DE LA CONVENTION CI-DESSUS. BRUXELLES, LE 23 MAI 1935.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH A VIEW TO ALLOWING THE RAISING OF THE FIGURE TAKEN AS MULTIPLIER IN THE CALCULATION OF THE SUM TO BE LEVIED IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 13 OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BRUSSELS, MAY 23RD, 1935.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 29 août 1935.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, August 29th, 1935.

¹ Vol. VII, page 73 ; vol. XI, page 410 ; vol. XV, page 308 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 158 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. LIX, page 345 ; vol. LXIX, page 72 ; vol. LXXXVIII, page 283 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 183 ; vol. CXVII, page 48 ; vol. CXXX, page 441 ; vol. CXXXIV, page 394 ; et vol. CLVI, page 177, de ce recueil.

² Vol. IX, page 223 ; et vol. CXXXIV, page 394, de ce recueil.

¹ Vol. VII, page 73 ; Vol. XI, page 411 ; Vol. XV, page 309 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 159 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. LIX, page 345 ; Vol. LXIX, page 72 ; Vol. LXXXVIII, page 283 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 183 ; Vol. CXVII, page 48 ; Vol. CXXX, page 441 ; Vol. CXXXIV, page 394 ; and Vol. CLVI, page 177, of this Series.

² Vol. IX, page 223 ; and Vol. CXXXIV, page 394, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

BRUXELLES, le 23 mai 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

Faisant valoir que la dévaluation du franc belge, édictée par la loi monétaire du 30 mars 1935, justifie un nouvel ajustement du chiffre maximum de 6 francs, inscrit à l'article 13 de la Convention d'Union économique pour servir au calcul du prélèvement prévu par ledit article sur les recettes communes créées par l'article 11 de la même Convention d'Union, le Gouvernement luxembourgeois a demandé que le susdit chiffre maximum, élevé déjà à 18 francs par l'Arrangement du 2 février 1931, soit porté dorénavant à 22 fr. 50 c.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement belge, désireux de donner satisfaction à la demande du Gouvernement luxembourgeois, est disposé, sous réserve de l'approbation de la présente déclaration par le Parlement belge, à admettre qu'à partir du deuxième trimestre de l'année 1935, pour le calcul du prélèvement prévu à l'article 13 de la Convention d'Union, le chiffre de 6 francs inscrit audit article, soit, pour le motif invoqué, porté à 22 fr. 50 c.

Afin de permettre que l'objet économique du prélèvement soit atteint dans le Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement belge, sous la réserve déjà indiquée plus haut, admet que le chiffre maximum de 22 fr. 50 c. soit appliqué au calcul du prélèvement pour l'année 1934 et le premier trimestre de l'année 1935.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre d'Etat, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(S.) P. VAN ZEELAND.

A Son Excellence

Monsieur Joseph Bech, Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement Grand-Ducal,
Luxembourg.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.

BRUSSELS, May 23rd, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

On the ground that the devaluation of the Belgian franc, enacted by the Currency Law of March 30th, 1935, justifies a further adjustment of the maximum figure of 6 francs, prescribed in Article 13 of the Convention for the Establishment of an Economic Union for the purposes of the calculation of the sum to be deducted, in accordance with the said Article, from the common receipts provided for in Article 11 of the said Convention for the Establishment of an Economic Union, the Luxemburg Government has requested that the aforesaid maximum figure, already raised to 18 francs by the Agreement of February 2nd, 1931, be henceforth increased to 22 fr. 50 c.

I have the honour to inform Your Excellency that the Belgian Government, being desirous of acceding to the Luxemburg Government's request, is prepared, subject to the approval of the present declaration by the Belgian Parliament, to agree that, as from the second quarter of the year 1935, for the calculation of the deduction provided for in Article 13 of the Convention for the Establishment of an Economic Union, the figure of 6 francs prescribed in the said Article shall, for the reason stated, be increased to 22 fr. 50 c.

To permit of the attainment of the economic object of the deduction in the Grand Duchy of Luxemburg, the Belgian Government agrees, subject to the reservation stated above, that the maximum figure of 22 fr. 50 c. shall apply to the calculation of the deduction for the year 1934 and the first quarter of the year 1935.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. VAN ZEELAND.

To His Excellency

Monsieur Joseph Bech, Minister of State,
President of the Grand Ducal Government,
Luxembourg.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS.
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LUXEMBOURG, le 23 mai 1935.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement luxembourgeois, de prendre acte de la déclaration que, par sa lettre de ce jour, Votre Excellence a bien voulu, au nom du Gouvernement belge, faire dans les termes reproduits ci-dessous :

« Faisant valoir que la dévaluation du franc belge, édictée par la loi monétaire du 30 mars 1935, justifie un nouvel ajustement du chiffre maximum de 6 francs, inscrit à l'article 13 de la Convention d'Union économique pour servir au calcul du prélèvement prévu par ledit article sur les recettes communes créées par l'article 11 de la même Convention d'Union, le Gouvernement luxembourgeois a demandé que le susdit chiffre maximum, élevé déjà à 18 francs par l'Arrangement du 2 février 1931, soit porté dorénavant à 22 fr. 50 c.

» J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement belge, désireux de donner satisfaction à la demande du Gouvernement luxembourgeois, est disposé, sous réserve de l'approbation de la présente déclaration par le Parlement belge, à admettre qu'à partir du deuxième trimestre de l'année 1935, pour le calcul du prélèvement prévu à l'article 13 de la Convention d'Union, le chiffre de 6 francs, inscrit audit article, soit pour le motif invoqué, porté à 22 fr. 50 c.

» Afin de permettre que l'objet économique du prélèvement soit atteint dans le Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement belge, sous la réserve déjà indiquée plus haut, admet que le chiffre maximum de 22 fr. 50 c. soit appliqué au calcul du prélèvement pour l'année 1934 et le premier trimestre de l'année 1935. »

II.

LUXEMBURG GOVERNMENT.
FOREIGN AFFAIRS.

LUXEMBURG, May 23rd, 1935.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

I have the honour, on behalf of the Luxemburg Government, to take note of the declaration which Your Excellency was good enough to make, on behalf of the Belgian Government, in your letter of to-day's date, in the following terms :

“ On the ground that the devaluation of the Belgian franc, enacted by the Currency Law of March 30th, 1935, justifies a further adjustment of the maximum figure of 6 francs, prescribed in Article 13 of the Convention for the Establishment of an Economic Union for the purposes of the calculation of the sum to be deducted, in accordance with the said Article, from the common receipts provided for in Article 11 of the said Convention for the Establishment of an Economic Union, the Luxemburg Government has requested that the aforesaid maximum figure, already raised to 18 francs by the Agreement of February 2nd, 1931, be henceforth increased to 22 fr. 50 c.

“ I have the honour to inform Your Excellency that the Belgian Government, being desirous of acceding to the Luxemburg Government's request, is prepared, subject to the approval of the present declaration by the Belgian Parliament, to agree that, as from the second quarter of the year 1935, for the calculation of the deduction provided for in Article 13 of the Convention for the Establishment of an Economic Union, the figure of 6 francs prescribed in the said Article shall, for the reason stated, be increased to 22 fr. 50 c.

“ To permit of the attainment of the economic object of the deduction in the Grand Duchy of Luxemburg, the Belgian Government agrees, subject to the reservation stated above, that the maximum figure of 22 fr. 50 c. shall apply to the calculation of the deduction for the year 1934 and the first quarter of the year 1935. ”

Je suis bien aise de marquer à Votre Excellence l'accord du Gouvernement luxembourgeois au sujet de ce qui précède.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Premier Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(S.) BECH.

I am happy to signify to Your Excellency that the Luxemburg Government agrees to the foregoing.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BECH.

A Son Excellence
Monsieur Paul van Zeeland,
Premier Ministre,
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
Bruxelles.

To His Excellency
Monsieur Paul van Zeeland,
Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs
and Foreign Trade,
Brussels.

N° 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30TH, 1921.

ADHÉSION

NICARAGUA 12 décembre 1935.

ACCESSION.

NICARAGUA... .. December 12th, 1935.

¹ Vol. IX, page 415; vol. XV, page 310; vol. XIX, page 282; vol. XXIV, page 162; vol. XXVII, page 418; vol. XXXV, page 300; vol. XXXIX, page 167; vol. XLV, page 99; vol. L, page 160; vol. LIV, page 388; vol. LXIII, page 378; vol. LXXXIII, page 373; vol. XCII, page 367; vol. C, page 156; vol. CVII, page 462; vol. CXI, page 403; vol. CXVII, page 49; vol. CXXII, page 322; vol. CXXXIV, page 399; vol. CXXXVIII, page 417; vol. CXLVII, page 319; et vol. CLVI, page 182, de ce recueil.

¹ Vol. IX, page 415; Vol. XV, page 311; Vol. XIX, page 283; Vol. XXIV, page 163; Vol. XXVII, page 419; Vol. XXXV, page 301; Vol. XXXIX, page 167; Vol. XLV, page 99; Vol. L, page 160; Vol. LIV, page 388; Vol. LXIII, page 378; Vol. LXXXIII, page 373; Vol. XCII, page 367; Vol. C, page 156; Vol. CVII, page 462; Vol. CXI, page 403; Vol. CXVII, page 49; Vol. CXXII, page 322; Vol. CXXXIV, page 399; Vol. CXXXVIII, page 417; Vol. CXLVII, page 319; and Vol. CLVI, page 182, of this Series.

No. 284. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND FRANCE RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 2ND, 1922.

N° 284. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LA FRANCE, AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 2 FÉVRIER 1922.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. PARIS, MARCH 18TH AND 29TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. PARIS, LES 18 ET 29 MARS 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 189.
(182/9/35.)

PARIS, *March 18th*, 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Final Provision (*b*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 2nd February, 1922, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom judicial and extra-judicial acts and *commissions rogatoires* should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. I have also the honour to notify Your Excellency, in accordance with the same provision, that the extensions now notified will

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 189.
(182/9/35.)

PARIS, *le 18 mars* 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à la disposition finale *b*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 2 février 1922, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. En outre, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à la même disposition, que l'extension

¹ Vol. X, page 447; Vol. XXIV, page 164; Vol. XXXI, page 246; Vol. LXIII, page 383; Vol. LXXXIII, page 374; Vol. CXVII, page 49; Vol. CXXII, page 322; Vol. CXXVI, page 430; and Vol. CXXXIV, page 399, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. X, page 447; vol. XXIV, page 165; vol. XXXI, page 247; vol. LXIII, page 383; vol. LXXXIII, page 374; vol. CXVII, page 49; vol. CXXII, page 322; vol. CXXVI, page 430; et vol. CXXXIV, page 399, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 18th April next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I have the honour to be, with the highest consideration, Monsieur le Président, Your Excellency's most obedient, humble Servant.

R. H. CAMPBELL.

His Excellency
Monsieur Pierre Laval,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown.	{ English or French.
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General.	{ English or French.
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ English.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No 8.

PARIS, le 29 mars 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Votre Excellence a bien voulu, par sa dépêche du 18 de ce mois, me notifier l'accession de Guernsey, de Jersey et de l'île de Man à la Convention du 2 février 1922 sur la procédure civile.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication que je n'ai pas manqué de porter à la connaissance des autorités judiciaires compétentes.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

A Son Excellence
Sir George Clerk,
Ambassadeur de Grande-Bretagne,
à Paris.

Alexis LÉGER.

notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 18 avril prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

R. H. CAMPBELL.

Son Excellence
Monsieur Pierre Laval,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES ET DE L'ILE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne.	{ Anglais ou français.
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté.	{ Anglais ou français.
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ Anglais.

II.

FRENCH REPUBLIC.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No 8.

PARIS, March 29th, 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Your Excellency was good enough, in your communication of March 18th, to notify me of the accession of Guernsey, Jersey, and the Isle of Man to the Convention of February 2nd, 1922, on civil proceedings.

I have the honour to acknowledge receipt of this communication, which I have duly brought to the notice of the competent legal authorities.

I have the honour to be, etc.

His Excellency
Sir George Clerk,
Ambassador of Great Britain,
Paris.

Alexis LÉGER.

No. 597. — CONVENTION¹ BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JUNE 21ST, 1922.

N^o 597. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 21 JUIN 1922.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BRUSSELS, MARCH 19TH AND 29TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ÎLE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BRUXELLES, LES 19 ET 29 MARS 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 57.
(169/6/35.)

N^o 57.
(169/6/35.)

BRUSSELS, *March 19th, 1935.*

BRUXELLES, *le 19 mars 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (*b*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on June 21st, 1922, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 14 *b*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 21 juin 1922, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom judicial and extrajudicial acts and *commissions rogatoires* should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

¹ Vol. XXIV, page 91 ; Vol. XXXI, page 254 ; Vol. XXXV, page 306 ; Vol. XXXIX, page 175 ; Vol. XLV, page 112 ; Vol. LXXVIII, page 456 ; Vol. LXXXIII, page 387 ; Vol. CIV, page 497 ; Vol. CVII, page 467 ; Vol. CXXII, page 329 ; and Vol. CXLVII, page 319, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. XXIV, page 91 ; vol. XXXI, page 255 ; vol. XXXV, page 307 ; vol. XXXIX, page 175 ; vol. XLV, page 112 ; vol. LXXVIII, page 456 ; vol. LXXXIII, page 387 ; vol. CIV, page 497 ; vol. CVII, page 467 ; vol. CXXII, page 329 ; et vol. CXLVII, page 319, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

3. I have further the honour to notify Your Excellency, in accordance with Article 14 (b) of the Convention, that the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 19th of April next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Esmond OVEY.

His Excellency
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS
AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF
REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown.	{ English or French.
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General.	{ English or French.
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ English.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.
DIRECTION GÉNÉRALE C.
3^e Bureau.
N^o 31029/GB.

BRUXELLES, le 29 mars 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite à l'office de Votre Excellence du 19 mars 1935, N^o 57 (169/6/35), j'ai l'honneur de lui faire connaître que le Gouvernement du Roi marque son accord sur la décision du Gouvernement britannique d'étendre aux îles de Guernsey, de Jersey et de Man, à partir du 19 avril 1935, l'application de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922 concernant la trans-

3. En outre, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, conformément à l'article 14 b) de la convention, que l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 19 avril prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Esmond OVEY.

Son Excellence
Monsieur Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères.

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES
ET DE L'ÎLE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE
ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne.	{ Anglais ou français.
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté.	{ Anglais ou français.
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ Anglais.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.
DIRECTORATE GENERAL C.
3rd Bureau.
No. 31029/GB.

BRUSSELS, March 29th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

Following on Your Excellency's communication No. 57 (169/6/35) of March 19th, 1935, I have the honour to inform you that the Government of the King expresses its agreement to the British Government's decision to extend to the Islands of Guernsey and Jersey and the Isle of Man, as from April 19th, 1935, the operation of the Anglo-Belgian Convention of

mission des actes judiciaires et extrajudiciaires et l'établissement des preuves.

La transmission des exploits et des commissions rogatoires aux autorités compétentes de ces territoires sera assurée : pour l'île de Guernsey, par M. le consul de Belgique à Guernsey ; pour l'île de Jersey, par M. le vice-consul de Belgique à Saint-Hélier ; pour l'île de Man, par M. le consul de Belgique à Liverpool.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire général,
F. VAN LANGENHOVE.

Son Excellence

le très honorable sir Esmond Ovey,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
à Bruxelles.

June 21st, 1922, regarding the transmission of judicial and extra-judicial acts and the taking of evidence.

These acts and *commissions rogatoires* will be transmitted to the competent authorities of these territories : for the Island of Guernsey, by the Belgian Consul in Guernsey ; for the Island of Jersey, by the Belgian Vice-Consul at Saint-Helier ; for the Isle of Man, by the Belgian Consul at Liverpool.

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :

F. VAN LANGENHOVE,
Secretary-General.

His Excellency

The Right Honourable Sir Esmond Ovey,
His Britannic Majesty's Ambassador
at Brussels.

No 685. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 12 SEPTEMBRE 1923.

ADHÉSION

UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES 8 juillet 1935.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 12TH, 1923.

ACCESSION.

UNION OF SOVIET SO-
CIALIST REPUBLICS ... July 8th, 1935.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 ; vol. XXXIX, page 190 ; vol. XLV, page 122 ; vol. LIV, page 391 ; vol. LIX, page 357 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 313 ; vol. XCII, page 368 ; vol. XCVI, page 191 ; vol. C, page 211 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXXVI, page 433 ; vol. CXLII, page 341 ; vol. CLII, page 294 ; et vol. CLVI, page 186, de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 261 ; Vol. XXXV, page 315 ; Vol. XXXIX, page 190 ; Vol. XLV, page 122 ; Vol. LIV, page 391 ; Vol. LIX, page 357 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 313 ; Vol. XCII, page 368 ; Vol. XCVI, page 191 ; Vol. C, page 211 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXXVI, page 433 ; Vol. CXLII, page 341 ; Vol. CLII, page 294 ; and Vol. CLVI, page 186, of this Series.

No. 722. — TREATY ¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND POLAND, SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 26TH, 1923.

N^o 722. — TRAITÉ ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA POLOGNE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 26 NOVEMBRE 1923.

EXCHANGE OF NOTES ² REGARDING THE EXTENSION TO THE FEDERATED AND UNFEDERATED MALAY STATES, TO BRUNEI AND TO SARAWAK OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. WARSAW, AUGUST 1ST AND 27TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES ² RELATIF A L'APPLICATION AUX ETATS MALAIS FÉDÉRÉS ET NON FÉDÉRÉS, A BRUNEI ET A SARAWAK DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. VARSOVIE, LES 1^{er} ET 27 AOUT 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, October 2nd, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 2 octobre 1935.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 107.
(33/123/35.)

N^o 107.
(33/123/35.)

WARSAW, August 1st, 1935.

VARSOVIE, le 1^{er} août 1935.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with the provisions of Article 8 of the Treaty of Commerce and Navigation signed in London on the 26th November, 1923, I have the honour to give notice to Your Excellency of the desire of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, that the stipulations of the Treaty should apply to the Federated Malay States of Negri Sembilan, Pahang, Perak and Selangor, to the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Kelantan, Perlis and Trengganu, to Brunei, and to Sarawak.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du Traité de commerce et de navigation signé à Londres le 26 novembre 1923, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, désire que les dispositions du traité s'appliquent aux Etats malais fédérés de Negri Sembilan, Pahang, Perak et Selangor, aux Etats malais non fédérés de Johore, Kedah, Kelantan, Perlis et Trengganu, à Brunei et à Sarawak.

¹ Vol. XXVIII, page 427 ; Vol. XXXV, page 316 ; Vol. XXXIX, page 195 ; Vol. XLV, page 123 ; and Vol. LXXXVIII, page 318, of this Series.

² Came into force August 1st, 1935.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. XXVIII, page 427 ; vol. XXXV, page 316 ; vol. XXXIX, page 195 ; vol. XLV, page 123 ; et vol. LXXXVIII, page 318, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 1^{er} août 1935.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

2. I have the honour to request that Your Excellency will be good enough to acknowledge the receipt of this notification in due course.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) A. Francis AVELING.

His Excellency
Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

P. V. 82/WB/2/20/35.

VARSOVIE, le 27 août 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par votre note N^o 107 (33/123/35) en date du 1^{er} août courant, vous avez bien voulu me communiquer, conformément aux dispositions de l'article VIII du Traité de commerce et de navigation entre la Pologne et la Grande-Bretagne, signé à Londres le 26 novembre 1923, le désir de Sa Majesté britannique de faire appliquer les dispositions de ce traité aux Etats malais fédérés de Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor ainsi qu'aux Etats malais non fédérés de Johore, Kedah, Kelantan, Perlis et Trengganu, à Brunei et à Sarawak.

En vous accusant réception de la note précitée, j'ai l'honneur de vous faire savoir que les autorités intéressées polonaises ainsi que celles de la Ville libre de Dantzig ont été saisies de sa teneur.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération distinguée.

Pour le Ministre :

(Signed) Th. GWIAZDOSKI.

Monsieur A. Francis Aveling,
Chargé d'Affaires *a. i.*
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

2. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception en temps utile de cette notification.

Veillez agréer, etc.

(Signé) A. Francis AVELING.

Son Excellence
Monsieur J. Beck,
Ministre des Affaires étrangères,
Varsovie.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

P. V. 82/WB/2/20/35.

WARSAW, August 27th, 1935.

SIR,

In your note No. 107 (33/123/35) of August 1st, 1935, you were good enough to inform me, in accordance with the provisions of Article VIII of the Treaty of Commerce and Navigation between Poland and Great Britain, signed in London on November 26th, 1923, of His Britannic Majesty's desire that the stipulations of this Treaty should apply to the Federated Malay States of Negri Sembilan, Pahang, Perak and Selangor, to the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Kelantan, Perlis and Trengganu, to Brunei, and to Sarawak.

In acknowledging receipt of the above-mentioned note, I have the honour to inform you that its contents have been communicated to the Polish authorities concerned, as well as to those of the Free City of Danzig.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :

(Signed) Th. GWIAZDOSKI.

Monsieur A. Francis Aveling,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of His Britannic Majesty,
Warsaw.

No 1129. — CONVENTION ¹ ET STATUT SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL DES VOIES FERRÉES, ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

No. 1129. — CONVENTION ¹ AND STATUTE ON THE INTERNATIONAL REGIME OF RAILWAYS, AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9TH, 1923.

RATIFICATION

FRANCE 28 août 1935.

RATIFICATION.

FRANCE August 28th, 1935.

No. 1173. — CONVENTION ² BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC RELATIVE TO LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 11TH, 1924.

No 1173. — CONVENTION ² ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 11 NOVEMBRE 1924.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. PRAGUE, MARCH 26TH AND APRIL 5TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. PRAGUE, LES 26 MARS ET 5 AVRIL 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

¹ Vol. XLVII, page 55; vol. L, page 180; vol. LIX, page 383; vol. LXIII, page 417; vol. LXIX, page 92; vol. LXXVIII, page 472; vol. LXXXIII, page 403; vol. LXXXVIII, page 336; vol. XCII, page 381; vol. XCVI, page 191; et vol. CLVI, page 192, de ce recueil.

² Vol. XLVIII, page 425; Vol. LIX, page 386; Vol. LXXXIII, page 408; Vol. CIV, page 503; Vol. CVII, page 482; Vol. CXI, page 407; Vol. CXVII, page 65; Vol. CXXXVIII, page 431; and Vol. CLVI, page 193, of this Series.

¹ Vol. XLVII, page 55; Vol. L, page 180; Vol. LIX, page 383; Vol. LXIII, page 417; Vol. LXIX, page 92; Vol. LXXVIII, page 472; Vol. LXXXIII, page 403; Vol. LXXXVIII, page 336; Vol. XCII, page 381; Vol. XCVI, page 191; and Vol. CLVI, page 192, of this Series.

² Vol. XLVIII, page 425; vol. LIX, page 386; vol. LXXXIII, page 408; vol. CIV, page 503; vol. CVII, page 482; vol. CXI, page 407; vol. CXVII, page 65; vol. CXXXVIII, page 431; et vol. CLVI, page 193, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 40.
(138/2/35.)

PRAGUE, *March 26th*, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (2) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 11th November, 1924, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom judicial and extra-judicial acts and *commissions rogatoires* should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. I have further the honour to notify Your Excellency, in accordance with Article 14 (2) of the Convention, that the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 26th of April next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Joseph ADDISON.

His Excellency
Dr. Eduard Beneš,
Minister for Foreign Affairs,
Prague.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 40.
(138/2/35.)

PRAGUE, *le 26 mars* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 14 (2) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 novembre 1924, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. En outre, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 14 (2) de la convention, que l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 26 avril prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Joseph ADDISON.

Son Excellence le Dr Eduard Beneš,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown. }	{ English or French. }
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General. }	{ English or French. }
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas. }	{ English. }

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES ET DE L'ILE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne. }	{ Anglais ou français. }
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté. }	{ Anglais ou français. }
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas. }	{ Anglais. }

II.

N° 41.583/II-5/35.

PRAHA, le 5 avril 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la lettre N° 40 en date du 26 mars 1935 concernant l'extension aux îles Normandes et à l'île Man des effets de la Convention signée à Londres le 11 novembre 1924 entre la République tchécoslovaque et le Royaume-Uni au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale.

Je viens de communiquer le contenu de la susdite lettre au Ministère de la Justice.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre :

FLIEDER.

A Son Excellence
Sir Joseph Addison, K.C.M.G.,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
à Praha.

II.

No. 41.583/II-5/35.

PRAGUE, April 5th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 40, dated March 26th, 1935, concerning the extension of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters between the Czechoslovak Republic and the United Kingdom, which was signed in London on November 11th, 1924, to the Channel Islands and the Isle of Man.

I have communicated the contents of that letter to the Ministry of Justice.

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :

FLIEDER.

His Excellency
Sir Joseph Addison, K.C.M.G.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Prague.

Nº 1246. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE GUATÉMALA. SIGNÉE A GUATÉMALA, LE 4 OCTOBRE 1924.

No. 1246. — COMMERCIAL CONVENTION ¹ BETWEEN GERMANY AND GUATEMALA. SIGNED AT GUATEMALA, OCTOBER 4TH, 1924.

DÉNONCIATION

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Guatémala, le 24 septembre 1935.

DENUNCIATION.

Communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Guatemala, September 24th, 1935.

NOTE

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

360.C (43-0).

GUATEMALA, 30 de agosto de 1935.

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el honor de comunicar a Vuestra Excelencia que, en virtud de las actuales circunstancias económicas mundiales y de las medidas que, como salvaguardia de sus intereses, adoptan los diferentes Estados, el Gobierno de la República ha decidido denunciar la Convención de Comercio entre Guatemala y Alemania, firmada en esta capital el 4 de octubre de 1924.

Atentamente ruego a Vuestra Excelencia que se sirva hacer llegar esta notificación a su ilustrado Gobierno. De conformidad con lo estipulado en el párrafo segundo del artículo III de la referida Convención de Comercio, sus efectos cesarán el día 30 de noviembre del año en curso.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi consideración más alta y distinguida.

A. Skinner KLEE.

Excelentísimo

Señor Doctor Erich Kraske,
Enviado extraordinario
y Ministro plenipotenciario de Alemania,
Ciudad.

² TRADUCTION.

360.C. (43-0).

GUATÉMALA, le 30 août 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence qu'en raison de la situation économique qui règne actuellement dans le monde et des mesures prises par les différents Etats pour sauvegarder leurs intérêts, le Gouvernement de la République a décidé de dénoncer la Convention de commerce entre le Guatémala et l'Allemagne, signée dans cette capitale le 4 octobre 1924.

² TRANSLATION.

360.C. (43-0).

GUATEMALA, August 30th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that, in view of present world economic conditions and of the measures which the various States are adopting to protect their interests, the Government of the Republic has decided to denounce the Commercial Convention between Guatemala and Germany, signed in this capital on October 4th, 1924.

¹ Vol. LII, page 19, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LII, page 19, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir faire parvenir cette notification à son gouvernement. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article III de ladite convention de commerce, cette dernière cessera de produire ses effets le 30 novembre prochain.

Je saisis cette occasion, etc.

A. Skinner KLEE.

Son Excellence

Monsieur le docteur Erich Kraske,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire d'Allemagne,
En ville.

I would ask Your Excellency to be good enough to communicate this notification to your Government. In conformity with the terms of Article III, paragraph 2, of the said Commercial Convention, it will cease to be in force on November 30th, 1935.

I have the honour to be, etc.

A. Skinner KLEE.

His Excellency

Dr. Erich Kraske,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of Germany,
Guatemala.

N^o 1380. — CONVENTION ¹ RELATIVE AU TRANSPORT EN TRANSIT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE, ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

ADHÉSION

IRAK 2 août 1935.

No. 1380. — CONVENTION ¹ RELATING TO THE TRANSMISSION IN TRANSIT OF ELECTRIC POWER, AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9TH, 1923.

ACCESSION.

IRAQ August 2nd, 1935.

N^o 1414. — CONVENTION ² RELATIVE A L'ESCLAVAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 25 SEPTEMBRE 1926.

ADHÉSION

AFGHANISTAN... .. 9 novembre 1935.

No. 1414. — SLAVERY CONVENTION ². SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 25TH, 1926.

ACCESSION.

AFGHANISTAN November 9th, 1935.

¹ Vol. LVIII, page 315 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. XCII, page 399 ; et vol. CXLVII, page 333, de ce recueil.

² Vol. LX, page 253 ; vol. LXIX, page 114 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. LXXXVIII, page 356 ; vol. XCVI, page 192 ; vol. C, page 221 ; vol. CIV, page 511 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXXX, page 444 ; vol. CXXXVIII, page 440 ; et vol. CLII, page 296, de ce recueil.

¹ Vol. LVIII, page 315 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. XCII, page 399 ; and Vol. CXLVII, page 333, of this Series.

² Vol. LX, page 253 ; Vol. LXIX, page 114 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. LXXXVIII, page 356 ; Vol. XCVI, page 192 ; Vol. C, page 221 ; Vol. CIV, page 511 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXXX, page 444 ; Vol. CXXXVIII, page 440 ; and Vol. CLII, page 296, of this Series.

No. 1512. — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND MUSCAT RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR FROM FEBRUARY 11TH, 1927, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 19TH, 1891. SIGNED AT MUSCAT, FEBRUARY 11TH, 1927.

N^o 1512. — ACCORD¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE PROROGÉANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1927, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 19 MARS 1891. SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1927.

AGREEMENT RESPECTING THE PROLONGATION FOR ONE YEAR FROM FEBRUARY 11TH, 1935, OF THE ABOVE TREATY OF MARCH 19TH, 1891. SIGNED AT MUSCAT, FEBRUARY 11TH, 1935.

ACCORD RELATIF A LA PROLONGATION POUR UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1935, DU TRAITÉ DU 19 MARS 1891 SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 12th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 12 juillet 1935.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

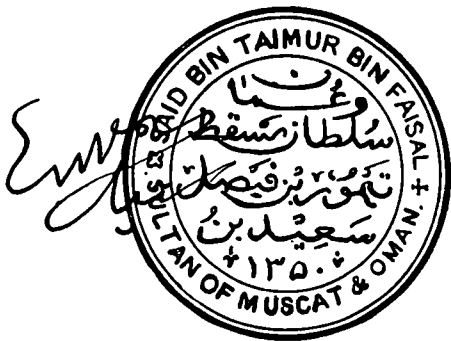
الْأُخْرَى

نحن المضمون ادناه اتفقنا على ما يأتي :- ان المعاهدة الواردة والتجارية وفيما يخص بانسار السفن البريد الكائنة بين بريطانيا العظمى ومقط المضاة في يوم ثامن من شعبان سنة ١٤٠٦ هـ مطابق ١٩ مارس ١٩١٤ء استطول بهذا التجرير ولوقد صرحت في الماضي من المخاطبات كلها وبعضها بين المرحوم سمو كيد فيصل بن تركي والدولة الفخيمة البريطانية في امر اعلام لتجديد تلك المعاهدة فانها الانزال

¹ Vol. V, page 59; Vol. VIII, page 261; Vol. X, page 459; Vol. XVII, page 163; Vol. XXV, page 387; Vol. XXXV, page 233; Vol. LVII, page 13; Vol. LXIV, page 397; Vol. LXXXIII, page 440; Vol. XCVI, page 194; Vol. C, page 224; Vol. CVII, page 499; Vol. CXXX, page 444; Vol. CXXXVIII, page 440; and Vol. CLVI, page 201, of this Series.

¹ Vol. V, page 59; vol. VIII, page 261; vol. X, page 459; vol. XVII, page 163; vol. XXV, page 387; vol. XXXV, page 233; vol. LVII, page 13; vol. LXIV, page 397; vol. LXXXIII, page 440; vol. XCVI, page 194; vol. C, page 224; vol. CVII, page 499; vol. CXXX, page 444; vol. CXXXVIII, page 440; et vol. CLVI, page 201, de ce recueil.

معمولة عليها لمدة سنة واحدة من اليوم احدى عشر فيروري سنة ١٩٥٥ الموافق ١٠ ذي القعدة
 ١٣٥٢ هـ الا اذا صارت معاهدة مناسبة باتفاق حضرة سعادة سلطان مسقط وعمان
 والدولة الفخيمة البريطانية لتكون بدلا عن تلك المعاهدة القديمة المذكورة
 ويكون من المفهوم ايضا ان تبنى لمملكة كندا ومملكة ايرلنده الحرة ان تنفصلا
 عن المعاهدة المذكورة في اي وقت ما عتب اعلان من مندوب جلالة الملك بمسقط
 وكذلك من المفهوم ان حكومة استراليا الحرة واتحادية جنوب افريقيا من جهة
 نائال وترنسوال ومملكة ايرلنج الحرة قد انفصلتا عن الدخول في المعاهدة المذكورة
 بموجب الاعلانات المعطية من قبل مندوب جلالة الملك بمسقط في كتيبه عدد ٦
 وما ١٨٨ المؤرخه في ٢ ديسمبر ١٩٤٢ وما ٢٧ أكتوبر ١٩٤٢ مرتباً -
 فتصدتقاً لذلك نحن اعني انا سعيد بن يعقوب سلطان مسقط وعمان بدعي
 وانا مجيبي - كي - يو - برنر - امسي - وكيلا مفوض في هذا الخصوص من طرف الدولة
 الفخيمة البريطانية قد امضيا هذا الترخير وثمانية نسخات واقتناها نحن اتمنا
 عربني في مسقط يوم ١١ فيروري سنة ١٩٥٥ مطابق ١٠ ذي القعدة ١٣٥٢ هـ



(Handwritten signature)

Major,

Political Agent, Muscat.



¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows :

That the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Great Britain and Muscat, signed on the eighth day of Shaban 1308-H, corresponding to the 19th March 1891, will be prolonged by this writing, notwithstanding all, or any, correspondence between His late Highness Saiyid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that Treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February 1935, corresponding to the 6th Dhil Qadeh 1353-H unless a suitable Treaty, by agreement between His Highness the Sultan of Muscat and Oman and the Glorious British Government be substituted for that ancient Treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada and the Irish Free State to withdraw from the aforesaid Treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's representative at Muscat.

It is also understood that the Commonwealth of Australia and the Union of South Africa (in respect of Natal, the Transvaal and the Orange Free State) have withdrawn from participation in the aforesaid Treaty as per notices given by His Majesty's representative at Muscat in his letters Nos. 6 and C/188 dated 3rd December, 1923, and 27th October, 1932, respectively.

In confirmation thereof, we, that is I, Said bin Taimur, Sultan of Muscat and Oman, with my own hand, and I, Major C. E. U. Bremner, M.C., duly authorised agent for that purpose on behalf of the Glorious British Government, have signed this writing and thirteen copies and have affixed our seals thereto.

Done at Muscat, this eleventh day of February, 1935, corresponding to 6th Dhil Qadeh 1353-H.

Said BIN TAIMUR.

BREMNER, Major,
Political Agent, Muscat.

NOTE

Les soussignés sont convenus des dispositions suivantes :

Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et Mascate, signé le huitième jour du Shaban 1308 de l'Hégire, correspondant au 19 mars 1891, sera prorogé par la présente note, nonobstant tout ou partie de la correspondance échangée entre feu Sa Hautesse Saiyid Faisal bin Turki et le Glorieux Gouvernement britannique en matière de revision dudit traité. Et il restera en vigueur pendant une période d'une année à partir de ce onzième jour de février 1935, correspondant au sixième jour de Dhil Kadeh 1353 de l'Hégire, jusqu'à ce qu'un traité approprié, conclu d'un commun accord entre Sa Hautesse le Sultan de Mascate et d'Oman et le Glorieux Gouvernement britannique, vienne remplacer l'ancien traité précité. Il est entendu, en outre, que le Dominion du Canada, ainsi que l'Etat libre d'Irlande, auront la faculté de cesser d'être Parties audit traité en tout temps, moyennant préavis donné à cet effet par le représentant de Sa Majesté à Mascate.

Il est également entendu que le Commonwealth d'Australie ainsi que l'Union Sud-Africaine (pour le Natal, le Transvaal et l'Etat libre d'Orange) ont cessé d'être Parties au susdit traité, conformément aux préavis donnés par le représentant de Sa Majesté à Mascate dans ses lettres N^{os} 6 et C/188 datées respectivement du 3 décembre 1923 et du 27 octobre 1932.

En foi de quoi les soussignés, à savoir Said bin Taimur, Sultan de Mascate et d'Oman, et le major C. E. U. Bremner, M. C., dûment autorisé à cet effet au nom du Glorieux Gouvernement britannique, ont signé la présente note et treize copies, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Mascate, le 11 février 1935, correspondant au 6 de Dhil Kadeh 1353 de l'Hégire.

Said BIN TAIMUR.

Commandant BREMNER,
Agent politique, Mascate.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N^o 1633. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA ET LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉ A GUATÉMALA, LE 15 SEPTEMBRE 1926.

No. 1633. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE REPUBLIC OF GUATEMALA AND THE KINGDOM OF ITALY. SIGNED AT GUATEMALA, SEPTEMBER 15TH, 1926.

DÉNONCIATION

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Guatemala, le 24 septembre 1935.

DENUNCIATION.

Communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Guatemala, September 24th, 1935.

NOTE

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

360.C.(45-0).

GUATEMALA, 30 de agosto de 1935.

SEÑOR ENCARGADO :

Tengo el honor de comunicar a Vuestra Señoría que, en virtud de las actuales circunstancias económicas mundiales y de las medidas que, como salvaguardia de sus intereses, adoptan los diferentes Estados, el Gobierno de la República ha decidido denunciar la Convención de Comercio y Navegación entre Guatemala y el Reino de Italia, firmada en esta capital el 15 de septiembre de 1926.

Atentamente ruego a Vuestra Señoría que se sirva hacer llegar esta notificación a su ilustrado Gobierno. De conformidad con lo estipulado en el párrafo segundo del artículo XVI de la referida Convención de Comercio y Navegación, sus efectos cesarán el día 28 de febrero del año de 1936.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Señoría las seguridades de mi consideración alta y distinguida.

A. Skinner KLEE.

Honorable señor Comendador Paolo Cortese,
Encargado de Negocios de Italia,
Ciudad.

² TRADUCTION.

360.C.(45-0).

GUATÉMALA, le 30 août 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en raison de la situation économique qui règne actuellement dans le monde et des mesures prises par les différents États pour sauvegarder leurs intérêts, le Gouvernement de la Répu-

² TRANSLATION.

360.C.(45-0).

GUATEMALA, August 30th, 1935.

SIR,

I have the honour to inform you that, in view of present world economic conditions and of the measures which the various States are adopting to protect their interests, the Government of the Republic has decided to denounce

¹ Vol. LXX, page 175, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXX, page 175, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

blique a décidé de dénoncer le Traité de commerce et de navigation entre le Guatemala et le Royaume d'Italie, signé dans cette capitale le 15 septembre 1926.

Je vous prie de bien vouloir faire parvenir cette notification à votre gouvernement. Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article XVI dudit traité de commerce et de navigation, celui-ci cessera de produire ses effets le 28 février 1936.

Je saisis cette occasion, etc.

A. Skinner KLEE.

Monsieur le Commandeur Paolo Cortese,
Chargé d'Affaires d'Italie,
En ville.

the Treaty of Commerce and Navigation between Guatemala and the Kingdom of Italy, signed in this capital on September 15th, 1926.

I would ask you to be good enough to communicate this notification to your Government. In conformity with the terms of Article XVI, paragraph 2, of the said Treaty of Commerce and Navigation, it will cease to be in force on February 28th, 1936.

I have the honour to be, etc.

A. Skinner KLEE.

Commendatore Paolo Cortese,
Italian Chargé d'Affaires,
Guatemala.

N^o 1745. — ARRANGEMENT¹ DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, REVISÉ A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

No. 1745. — AGREEMENT¹ CONCLUDED AT MADRID, APRIL 14TH, 1891, CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF COMMERCIAL AND INDUSTRIAL TRADE MARKS, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14TH, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2ND, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6TH, 1925.

DÉNONCIATION

Dénonciation par les PAYS-BAS, POUR LES INDES NÉERLANDAISES, effective à partir du 4 novembre 1936.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse et par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 22 novembre 1935.

DENUNCIATION.

Denunciation by the NETHERLANDS FOR THE NETHERLANDS INDIES, effective as from November 4th, 1936.

Communicated by the Swiss Federal Council and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, November 22nd, 1935.

¹ Vol. LXXIV, page 327 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 367 ; vol. XCII, page 404 ; vol. C, page 247 ; vol. CVII, page 508 ; vol. CXVII, page 186 ; vol. CXXX, page 449 ; vol. CXXXIV, page 406 ; vol. CXXXVIII, page 445 ; et vol. CXLII, page 350, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 327 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 367 ; Vol. XCII, page 404 ; Vol. C, page 247 ; Vol. CVII, page 508 ; Vol. CXVII, page 187 ; Vol. CXXX, page 449 ; Vol. CXXXIV, page 406 ; Vol. CXXXVIII, page 445 ; and Vol. CXLII, page 350, of this Series.

No 1845. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS). SIGNÉE A GÈNÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

No. 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION¹ ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS). SIGNED AT GENÈVA, FEBRUARY 19TH, 1925.

ADHÉSION

UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES 31 octobre 1935.

ACCESSION.

UNION OF SOVIET SO-
CIALIST REPUBLICS October 31st, 1935.

No. 2044. — CONVENTION² BETWEEN GERMANY AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 20TH, 1928.

No 2044. — CONVENTION² ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 20 MARS 1928.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BERLIN, MARCH 19TH AND APRIL 18TH, 1935.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ÎLE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BERLIN, LES 19 MARS ET 18 AVRIL 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

¹ Vol. LXXXI, page 317; vol. LXXXVIII, page 390; vol. XCII, page 409; vol. XCVI, page 204; vol. C, page 249; vol. CIV, page 516; vol. CVII, page 525; vol. CXI, page 411; vol. CXVII, page 290; vol. CXXII, page 355; vol. CXXXIV, page 407; et vol. CLVI, page 205, de ce recueil.

² Vol. XC, page 287; Vol. XCII, page 413; Vol. C, page 252; Vol. CIV, page 523; Vol. CVII, page 525; Vol. CXXII, page 356; Vol. CXXX, page 451; Vol. CXXXIV, page 408; and Vol. CLVI, page 208, of this Series.

¹ Vol. LXXXI, page 317; Vol. LXXXVIII, page 390; Vol. XCII, page 409; Vol. XCVI, page 204; Vol. C, page 249; Vol. CIV, page 516; Vol. CVII, page 525; Vol. CXI, page 411; Vol. CXVII, page 290; Vol. CXXII, page 355; Vol. CXXXIV, page 407; and Vol. CLVI, page 205, of this Series.

² Vol. XC, page 287; vol. XCII, page 413; vol. C, page 252; vol. CIV, page 523; vol. CVII, page 525; vol. CXXII, page 356; vol. CXXX, page 451; vol. CXXXIV, page 408; et vol. CLVI, page 208, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 74.
(101/5/35.)

BERLIN, *March 19th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 20th March, 1928, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom judicial and extra-judicial documents and letters of request should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. In accordance with Article 17 (*b*) of the Convention, I beg to notify Your Excellency that the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 19th of April next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Eric PHIPPS.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
etc. etc., etc.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 74.
(101/5/35.)

BERLIN, *le 19 mars* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 17 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 20 mars 1928, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. Conformément à l'article 17 *b*) de la convention, je porte à la connaissance de Votre Excellence que l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 19 avril prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Eric PHIPPS.

Son Excellence
M. le Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown. }	{ English or French. }
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General. }	{ English or French. }
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas. }	{ English. }

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES ET DE L'ILE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne. }	{ Anglais ou français. }
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté. }	{ Anglais ou français. }
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas. }	{ Anglais. }

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. V 4154.

BERLIN, den 18. April 1935.

HERR BOTSCHAFTER,

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom 19. März 1935 — Nr. 74/101/5/35 — zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung hat davon Vermerk genommen, dass die Regierung Seiner Britannischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 19. April 1935 auf die Kanalinseln und die Insel Man ausgedehnt zu sehen. Sie nimmt ferner Vermerk von der Anlage Ihres Schreibens vom 19. März d.J., worin die Behörden, an welche gerichtliche und aussergerichtliche Schriftstücke und Rechtshilfeersuchen zu übermitteln sind, sowie die Sprachen angegeben sind, in denen Mitteilungen und Übersetzungen abzufassen sind.

Gemäss Artikel 17 (b) des Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 treten seine Bestimmungen in Ansehung der Kanalinseln und der Insel Man am 19. April 1935 in Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

BÜLOW.

An Seine Exzellenz
den Königlich Britischen Botschafter
Sir Eric Phipps
Berlin.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° V 4154.

BERLIN, le 18 avril 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 74/101/5/35, en date du 19 mars 1935.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. V 4154.

BERLIN, April 18th, 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 74/101/5/35 dated March 19th, 1935.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le Gouvernement allemand a pris acte de ce que le Gouvernement de Sa Majesté britannique a le désir d'étendre aux îles anglo-normandes et à l'île de Man, à partir du 19 avril 1935, l'application de la Convention du 20 mars 1928 entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne concernant les actes de procédure. Le Gouvernement allemand prend note également du contenu de l'annexe de votre lettre du 19 mars 1935, indiquant les autorités auxquelles doivent être adressés les actes judiciaires et extrajudiciaires et les commissions rogatoires, ainsi que les langues dans lesquelles doivent être rédigées les communications et traductions.

En vertu de l'article 17 *b*) de la Convention du 20 mars 1928 concernant les actes de procédure, les dispositions de cette convention deviennent applicables aux îles anglo-normandes et à l'île de Man le 19 avril 1935.

Je saisis cette occasion, etc.

BÜLOW.

Son Excellence
Sir Eric Phipps,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Berlin.

The German Government has taken note of the desire of His Britannic Majesty's Government that the operation of the German-British Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, dated March 20th, 1928, should be extended as from April 19th, 1935, to the Channel Islands and the Isle of Man. It further notes from the annex to your letter of March 19th, 1935, the authorities to whom judicial and extra-judicial documents and letters of request should be transmitted and the languages to be used in communications and translations.

In accordance with Article 17 (*b*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, dated March 20th, 1928, its provisions will come into force as regards the Channel Islands and the Isle of Man as from April 19th, 1935.

I avail myself of this opportunity, etc.

BÜLOW.

To His Excellency
Sir Eric Phipps,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Berlin.

No 2082. — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A VARSOVIÉ, LE 22 NOVEMBRE 1927.

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT POLONAIS, AU NOM DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, PAR LAQUELLE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG DEVIENT PARTIE CONTRACTANTE AU TRAITÉ² SUSMENTIONNÉ. WASHINGTON, LE 22 AOUT 1935.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne, le 15 octobre 1935.

No. 2082. — TREATY¹ OF EXTRADITION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 22ND, 1927.

DECLARATION BY THE POLISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF THE FREE CITY OF DANZIG, BY WHICH THE FREE CITY OF DANZIG BECOMES A CONTRACTING PARTY TO THE ABOVE-MENTIONED TREATY.² WASHINGTON, AUGUST 22ND, 1935.

Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne, October 15th, 1935.

¹ Vol. XCII, page 101, de ce recueil.

² Le Traité du 22 novembre 1927 est entré en vigueur, pour la Ville libre de Dantzig, le 6 septembre 1935.

¹ Vol. XCII, page 101, of this Series.

² The Treaty of November 22nd, 1927, came into force in respect of the Free City of Danzig on September 6th, 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE
POLOGNE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

AMBASSADE DE POLOGNE.

N^o 78-c/SZ-6.

WASHINGTON, le 22 août 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de paix, signé à Versailles le 28 juin 1919 et des articles 2 et 6 de la Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, signée à Paris le 9 novembre 1920, déclare, en agissant pour la Ville libre de Dantzig et en exécution de l'article 2 du protocole annexé du Traité d'extradition entre la Pologne et les Etats-Unis d'Amérique signé à Varsovie le 22 novembre 1927, que la Ville libre de Dantzig devient Partie contractante audit traité d'extradition à partir du 15^e jour de la date de la réception de la présente notification par le Gouvernement fédéral des Etats-Unis d'Amérique.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente note.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les assurances de ma très haute considération.

W. SOKOLOWSKI.

Son Excellence
Monsieur Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

THE POLISH CHARGÉ D'AFFAIRES *ad interim*
TO THE SECRETARY OF STATE.

POLISH EMBASSY.

No. 78-c/SZ-6.

WASHINGTON, August 22nd, 1935.

SIR,

Under instructions from my Government, I have the honour to communicate to your Excellency the following :

The Polish Government, which is entrusted with the conduct of the foreign affairs of the Free City of Danzig under Article 104 of the Treaty of Peace, signed at Versailles, June 28th, 1919, and Articles 2 and 6 of the Convention between Poland and the Free City of Danzig, signed at Paris, November 9th, 1920, declares, on behalf of the Free City of Danzig and in execution of Article 2 of the Protocol accompanying the Treaty of Extradition between Poland and the United States of America, signed at Warsaw, November 22nd, 1927, that the Free City of Danzig shall become a Contracting Party of the said Treaty of Extradition from the fifteenth day following the date of the receipt of this notification by the Government of the United States of America.

I have the honour to request your Excellency to acknowledge receipt of this note.

I have the honour to be, etc.

W. SOKOLOWSKI.

His Excellency
Mr. Cordell Hull,
Secretary of State.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

THE SECRETARY OF STATE TO THE POLISH
CHARGÉ D'AFFAIRES *ad interim*.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, August 22nd, 1935.

SIR,

The receipt is acknowledged, on behalf of the Government of the United States of America, of your note of August 22nd, 1935, reading in translation as follows :

“ Under instructions from my Government, I have the honor to communicate to your Excellency the following :

“ The Polish Government, which is entrusted with the conduct of the foreign affairs of the Free City of Danzig under Article 104 of the Treaty of Peace, signed at Versailles, June 28th, 1919, and Articles 2 and 6 of the Convention between Poland and the Free City of Danzig, signed at Paris, November 9th, 1920, declares, on behalf of the Free City of Danzig and in execution of Article 2 of the Protocol accompanying the Treaty of Extradition between Poland and the United States of America, signed at Warsaw, November 22nd, 1927, that the Free City of Danzig shall become a Contracting Party of the said Treaty of Extradition from the fifteenth day following the date of the receipt of this notification by the Government of the United States of America.

“ I have the honor to request your Excellency to acknowledge receipt of this note. ”

The Government of the United States of America takes note of this declaration and will recognize the Free City of Danzig as a Contracting Party to the Treaty of Extradition between the United States of America and Poland signed at Warsaw, November 22nd, 1927, on and from September 6th, 1935, the fifteenth day following the date on which the declaration hereby

II.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU CHARGÉ D'AFFAIRES
PAR INTÉRIM DE POLOGNE.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 22 août 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Au nom du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 22 août 1935, dont le texte traduit est le suivant :

« D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

» Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de paix, signé à Versailles le 28 juin 1919 et des articles 2 et 6 de la Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, signée à Paris le 9 novembre 1920; déclare, en agissant pour la Ville libre de Dantzig et en exécution de l'article 2 du protocole annexé du Traité d'extradition entre la Pologne et les Etats-Unis d'Amérique signé à Varsovie le 22 novembre 1927, que la Ville libre de Dantzig devient Partie contractante audit traité d'extradition à partir du 15^e jour de la date de la réception de la présente notification par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

» J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente note. »

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique prend acte de cette déclaration et reconnaîtra la Ville libre de Dantzig comme Partie contractante au Traité d'extradition entre les Etats-Unis d'Amérique et la Pologne, signé à Varsovie le 22 novembre 1927, à partir du 6 septembre 1935, quinzième jour après la date à laquelle la déclaration reproduite ci-dessus a été reçue

acknowledged was received by the Government of the United States of America.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

Cordell HULL.

Mr. Wladyslaw Sokolowski,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of Poland.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Declaration in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL.

M. Wladyslaw Sokolowski,
Chargé d'Affaires *ad interim*
de Pologne.

N^o 2123. — RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX. ACTE GÉNÉRAL¹. GENÈVE, LE 26 SEPTEMBRE 1928.

ADHÉSION

LETTONIE 17 septembre 1935.
A l'ensemble de l'Acte.

N^o 2137. — TRAITÉ² GÉNÉRAL DE RENONCIATION A LA GUERRE COMME INSTRUMENT DE POLITIQUE NATIONALE. SIGNÉ A PARIS, LE 27 AOÛT 1928.

ADHÉSION

IRAQ 23 mars 1932.
Communiquée par le consul des Etats-Unis d'Amérique à Genève, le 1^{er} octobre 1935.

¹ Vol. XCIII, page 343 ; vol. C, page 260 ; vol. CVII, page 529 ; vol. CXI, page 414 ; vol. CXVII, page 304 ; vol. CLII, page 297 ; et vol. CLVI, page 211, de ce recueil.

² Vol. XCIV, page 57 ; vol. CXXXIV, page 411 ; et vol. CLII, page 298, de ce recueil.

No. 2123. — PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES. GENERAL ACT.¹ GENEVA, SEPTEMBER 26TH, 1928.

ACCESSION.

LATVIA September 17th, 1935.
To all the provisions of the Act.

No. 2137. — GENERAL TREATY² FOR RENUNCIATION OF WAR AS AN INSTRUMENT OF NATIONAL POLICY. SIGNED AT PARIS, AUGUST 27TH, 1928.

ACCESSION.

IRAQ March 23rd, 1932.
Communicated by the Consul of the United States of America in Geneva, October 1st, 1935.

¹ Vol. XCIII, page 343 ; Vol. C, page 260 ; Vol. CVII, page 529 ; Vol. CXI, page 414 ; Vol. CXVII, page 304 ; Vol. CLII, page 297 ; and Vol. CLVI, page 211, of this Series.

² Vol. XCIV, page 57 ; Vol. CXXXIV, page 411 ; and Vol. CLII, page 298, of this Series.

No 2138. — PROTOCOLE ¹ CONCERNANT LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS, TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 17 JUIN 1925.

RATIFICATION (déposée à Paris) :

CHILI 2 juillet 1935.

1^o Ledit protocole n'oblige le Gouvernement chilien que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y auront adhéré d'une manière définitive ;

2^o Ledit protocole cessera de plein droit d'être obligatoire pour le Gouvernement chilien à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les alliés ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

Communiquée par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française, le 10 août 1935.

ADHÉSION

ETHIOPIE 18 septembre 1935.

Communiquée par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française, le 21 septembre 1935.

No 2226. — TRAITÉ ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LE GUATÉMALA. SIGNÉ A GUATÉMALA, LE 22 FÉVRIER 1928.

DÉNONCIATION

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Guatémala et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 24 septembre 1935.

¹ Vol. XCIV, page 65 ; vol. C, page 262 ; vol. CIV, page 528 ; vol. CVII, page 537 ; vol. CXI, page 416 ; vol. CXVII, page 304 ; vol. CXXXVI, page 451 ; vol. CXXXVIII, page 446 ; et vol. CXLVII, page 336, de ce recueil.

² Vol. XCVII, page 229, de ce recueil.

No. 2138. — PROTOCOL ¹ FOR THE PROHIBITION OF THE USE IN WAR OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR OTHER GASES, AND OF BACTERIOLOGICAL METHODS OF WARFARE. SIGNED AT GENEVA, JUNE 17TH, 1925.

RATIFICATION (deposited in Paris):

CHILE July 2nd, 1935.

(1) The said Protocol is only binding on the Chilean Government as regards States which have signed or ratified it or which may definitely accede to it ;

(2) The said Protocol shall *ipso facto* cease to be binding on the Chilean Government in regard to any enemy State whose armed forces or whose Allies fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

Communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, August 10th, 1935.

ACCESSION.

ABYSSINIA September 18th, 1935.

Communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, September 21st, 1935.

No. 2226. — TREATY ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND GUATEMALA. SIGNED AT GUATEMALA, FEBRUARY 22ND, 1928.

DENUNCIATION.

Communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Guatemala and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, September 24th, 1935.

¹ Vol. XCIV, page 65 ; Vol. C, page 262 ; Vol. CIV, page 528 ; Vol. CVII, page 537 ; Vol. CXI, page 416 ; Vol. CXVII, page 304 ; Vol. CXXXVI, page 451 ; Vol. CXXXVIII, page 446 ; and Vol. CXLVII, page 336, of this Series.

² Vol. XCVII, page 229, of this Series.

NOTE

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

I.

REPÚBLICA DE GUATEMALA.
SECRETARÍA DE RELACIONES
EXTERIORES.

Sección Diplomática.

No. 10055.
350. C. (42-0).

GUATEMALA, 30 de agosto de 1935.

SEÑOR ENCARGADO,

Tengo el honor de comunicar a Vuestra Señoría que, en virtud de las actuales circunstancias económicas mundiales y de las medidas que, como salvaguardia de sus intereses, adoptan los diferentes Estados, el Gobierno de la República ha decidido denunciar el Tratado de Comercio entre Guatemala y la Gran Bretaña, firmado en esta capital el 22 de febrero de 1928.

Atentamente ruego a Vuestra Señoría que se sirva hacer llegar esta notificación a su ilustrado Gobierno. De conformidad con lo estipulado en los párrafos segundos de los artículos XII y XIV del referido Tratado de Comercio, sus efectos cesarán, en lo que respecta a la Gran Bretaña, tanto como a los territorios británicos que por él se hayan favorecido, el día 30 de agosto de 1936.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Señoría las seguridades de mi consideración alta y distinguida.

A. Skinner KLEE.

Honorable Señor Nigel Oliver Willoughby Steward,
Encargado de Negocios *a. i.*
de la Gran Bretaña, Ciudad.

¹ TRADUCTION.

I.

RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA.
MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

Section diplomatique.

Nº 10055.
350. C. (42-0).

GUATÉMALA, le 30 août 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en raison de la situation économique qui règne actuellement dans le monde et des mesures prises par les différents Etats pour sauvegarder leurs intérêts, le Gouvernement de la République a décidé de dénoncer le Traité de commerce entre le Guatémala et la Grande-Bretagne, signé dans cette capitale le 22 février 1928.

¹ TRANSLATION.

I.

REPUBLIC OF GUATEMALA.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Diplomatic Section.

No. 10055.
350. C. (42-0).

GUATEMALA, August 30th, 1935.

SIR,

I have the honour to inform you that, in view of present world economic conditions and of the measures which the various States are adopting to protect their interests, the Government of the Republic has decided to denounce the Treaty of Commerce between Guatemala and Great Britain, signed in this capital on February 22nd, 1928.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Je vous prie de bien vouloir faire parvenir cette notification à votre gouvernement. Conformément aux dispositions des paragraphes deux des articles XII et XIV dudit traité de commerce, celui-ci cessera de produire ses effets, en ce qui concerne la Grande-Bretagne et les territoires britanniques qui bénéficient des dispositions de ce traité, le 30 août 1936.

Je saisis cette occasion, etc.

A. Skinner KLEE.

A l'honorable
Nigel Oliver Willoughby Steward,
Chargé d'Affaires p. i.
de la Grande-Bretagne,
En ville.

I would ask you to be good enough to communicate this notification to your Government. In conformity with the terms of Article XII, paragraph 2, and Article XIV, paragraph 2, of the said Treaty of Commerce, it will cease to be in force, in respect of Great Britain and of such British territories as have enjoyed the benefits thereof, on August 30th, 1936.

I have the honour to be, etc.

A. Skinner KLEE.

Nigel Oliver Willoughby Steward, Esq.,
Acting Chargé d'Affaires
of Great Britain,
Guatemala.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

II.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 67.

Nº 67.

GUATEMALA, August 30th, 1935.

GUATÉMALA, le 30 août 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note No. 10055 of the 30th August.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence Nº 10055 du 30 août.

The intention of the Guatemalan Government to denounce the Treaty of Commerce between Guatemala and Great Britain will be conveyed to His Majesty's Government.

La décision du Gouvernement de Guatémala de dénoncer le Traité de commerce entre le Guatémala et la Grande-Bretagne sera portée à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Veillez agréer, etc.

N. O. W. STEWARD.

N. O. W. STEWARD.

His Excellency
Señor Licenciado Don Alfredo Skinner Klee,
Ministre des Affaires étrangères,
Guatemala.

Son Excellence
Monsieur Alfredo Skinner Klee,
Ministre des Affaires étrangères,
Guatémala.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N^o 2243. — ARRANGEMENT ¹ DANS LE BUT DE REVISER L'ARRANGEMENT POUR L'UNIFICATION DE LA FORMULE DES MÉDICAMENTS HÉROÏQUES. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 20 AOÛT 1929.

No. 2243. — AGREEMENT ¹ REVISING THE AGREEMENT RESPECTING THE UNIFICATION OF PHARMACOPŒIAL FORMULAS FOR POTENT DRUGS. SIGNED AT BRUSSELS, AUGUST 20TH, 1929.

ADHÉSION

FINLANDE 20 mai 1935.

Le Gouvernement de la République de Finlande se réserve le droit d'apporter aux dispositions du présent arrangement les modifications de détail que le progrès des sciences médicale et pharmaceutique pourrait exiger de temps à autre, et il désire se réserver la liberté de s'écarter des dénominations de plantes de l'Index de Kew ainsi que, sur certains points de détail, d'agir selon les exigences des circonstances.

Copie certifiée conforme :

Erkki Reijonen,
*Chef des Archives au
Ministère des Affaires étrangères.*

Communiquée par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations, le 16 octobre 1935.

ACCESSION.

FINLAND May 20th, 1935.

The Government of the Republic of Finland reserves the right to make any alterations of detail in the provisions of the present Agreement which progress in medical and chemical science may from time to time render necessary. It desires to reserve its liberty to depart from the plant nomenclature of the Kew Index, and also to act in regard to certain points of detail as circumstances may require.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

Communicated by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations, October 16th, 1935.

¹ Vol. XCVIII, page 125 ; et vol. CVII, page 538, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XCVIII, page 125 ; and Vol. CVII, page 538, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 2333. — OVERENSKOMST¹ MELLEM DANMARK OG SVERIGE ANGAAENDE GENSIDIG ANERKENDELSE AF KØREKORT OG INDREGISTRERINGSBEVISER FOR PERSON-MOTORKØRETØJER. UNDERTEGNET I KØBENHAVN DEN 26 DE APRIL 1930.

N^o 2333. — ÖVERENSKOMMELSE¹ MELLAN SVERIGE OCH DANMARK ANGÅENDE ÖMSESIDIGT GODKÄNNANDE AV KÖRKORT SAMT AV REGISTERING AV PERSONMOTORFORDON. UNDERTECKNAD I KÖPENHAMN DEN 26 APRIL 1930.

UDVEKSLING² AF NOTER VEDRØRENDE ÆNDRING I OVENNÆVNTE OVERENSKOMST. STOCKHOLM, DEN II. OKTOBER 1935.

NOTEVÄXLING² RÖRANDE ÄNDRING I OVANSTÅENDE ÖVERENSKOMMELSE. STOCKHOLM, DEN II OKTOBER 1935.

Communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Suède et le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations, le 21 octobre 1935.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations, October 21st, 1935.

I.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

STOCKHOLM, den II. Oktober 1935.

HERR STATS MINISTER,

Herved har jeg den Ære at bekræfte, at den danske og den svenske Regering er blevet enige om følgende Ændring i den dansk-svenske Overenskomst af 26. April 1930 angaaende gensidig Anerkendelse af Kørekort og Indregistreringsbeviser for Person-Motorkøretøjer: Det i Art. 1, 2' Sætning indeholdte Forbehold om, at Retten til a føre Motorkøretøj i Henhold til et i Danmark, resp. Sverige udstedt Kørekort ikke giver Adgang til i det andet Land at føre et dær *lejet* Motor-køretøj, bortfalder. Nævnte Art. 1, 2' Sætning faar herefter følgende Ordlyd:

« Denne Ret bortfalder, naar vedkommende tager fast Bopæl i det andet Land ».

Nærværende Aftale træder i Kraft den 1. November 1935.

Modtag, Herr Statsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

(Undert.) E. REVENTLOW.

Hans Excellence

Herr Statsminister P. A. Hansson,
fungerende Udenrigsminister,
Det Kgl. svenske Udenrigsdepartement.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 18 octobre 1935.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ Vol. CI, page 319, de ce recueil.

² Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1935.

¹ Vol. CI, page 319, of this Series.

² This modification entered into force November 1st, 1935.

II.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

KUNGL. UTRIKESDEPARTEMENTET.

STOCKHOLM, den 11 oktober 1935.

HERR GREVE,

Härmed har jag äran bekräfta, att Sveriges och Danmarks regeringar enats om följande ändring i den mellan Sverige och Danmark den 26 april 1930 träffade överenskommelsen angående ömsesidigt godkännande av körkort samt av registrering av personmotorfordon.

Det i artikel 1, andra punkten, av överenskommelsen införda stadgandet, enligt vilket den på ett i det ena landet utfärdat körkort grundade rättigheten att framföra motorfordon icke innebär befogenhet att i det andra landet framföra ett där förhyrt motorfordon, skall utgå. Nämda punkt av artikel 1 i överenskommelsen skall alltså hädanefter hava följande lydelse :

« Denna rättighet bortfaller, när vederbörande tager stadig hemvist i det andra landet. »

Detta avtal skall träda i kraft den 1 november 1935.

Mottag, Herr Greve, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Undert.) P. A. HANSSON.

Herr Greve Reventlow,

Hans Majestät Konungens av Danmark och Island

Envoyé Extraordinaire och Ministre Plénipotentiaire,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 18 octobre 1935.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 2333. — ARRANGEMENT ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PERMIS DE CONDUIRE ET DES CERTIFICATS D'IMMATICULATION POUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES SERVANT AU TRANSPORT DES PERSONNES. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 26 AVRIL 1930.

¹ TRANSLATION.

No. 2333. — AGREEMENT BETWEEN DENMARK AND SWEDEN REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF DRIVING LICENCES AND REGISTRATION CERTIFICATES FOR MOTOR VEHICLES USED FOR THE TRANSPORT OF PERSONS. SIGNED AT COPENHAGEN, APRIL 26TH, 1930.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. STOCKHOLM, LE 11 OCTOBRE 1935.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. STOCKHOLM, OCTOBER 11TH, 1935.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

STOCKHOLM, le 11 octobre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement danois et le Gouvernement suédois sont convenus d'apporter l'amendement ci-après à l'Accord dano-suédois du 26 avril 1930 relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. La réserve formulée dans la deuxième phrase de l'article premier, aux termes de laquelle le droit de conduire des véhicules automobiles en vertu d'un permis de conduire délivré au Danemark ou en Suède n'implique pas l'autorisation de conduire, dans l'autre pays, un véhicule automobile loué dans ledit pays, est supprimée. En conséquence, la deuxième phrase de l'article premier sera ainsi conçue :

« L'intéressé perd ce droit s'il fixe son domicile dans l'autre pays. »

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} novembre 1935.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) E. REVENTLOW.

Son Excellence

Monsieur P. A. Hansson,
Président du Conseil et
Ministre des Affaires étrangères p. i.,
Département royal des Affaires
étrangères.

II.

DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 11 octobre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement suédois et le Gouvernement danois sont convenus d'apporter l'amendement ci-après à l'Accord conclu entre la Suède et le Danemark le 26 avril 1930, concernant la

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

STOCKHOLM, October 11th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm hereby that the Danish and Swedish Governments have agreed on the following amendment to the Danish-Swedish Agreement of April 26th, 1930, regarding the Mutual Recognition of Driving Licences and Registration Certificates for Motor Vehicles used for the Transport of Persons. The reservation made in the second sentence of Article 1 to the effect that the right to drive motor vehicles on the strength of a licence issued in Denmark or Sweden, as the case may be, shall not entitle the holder to drive in the other country a motor vehicle which has been hired there, should be deleted. The second sentence of Article 1 should therefore read as follows :

“ This right shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the other country. ”

The present Agreement shall come into force on November 1st, 1935.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. REVENTLOW.

His Excellency

Monsieur P. A. Hansson,
Prime Minister and Acting Minister for
Foreign Affairs,
Royal Swedish Foreign Office.

II.

ROYAL DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, October 11th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm hereby that the Swedish and Danish Governments have agreed on the following amendment to the Swedish-Danish Agreement of April 26th, 1930, regarding the Mutual Recognition of Driving Licences and

reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes.

La disposition formulée dans la deuxième phrase de l'article premier, aux termes de laquelle le droit de conduire une automobile en vertu d'un permis délivré dans l'un des deux pays n'implique pas l'autorisation de conduire, dans l'autre pays, un véhicule automobile loué dans ledit pays, est supprimée. En conséquence, la deuxième phrase de l'article premier sera ainsi conçue :

« L'intéressé perd ce droit s'il fixe son domicile dans l'autre pays. »

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} novembre 1935.

Veillez agréer, etc.

(Signé) P. A. HANSSON.

M. le comte Reventlow,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de
Sa Majesté le Roi de Danemark
et d'Islande,
etc., etc., etc.

Registration Certificates for Motor Vehicles used for the Transport of Persons.

The provision contained in the second sentence of Article 1 to the effect that the right to drive motor vehicles on the strength of a licence issued in one of the two countries shall not entitle the holder to drive in the other country a motor vehicle which has been hired there, should be deleted. The second sentence of Article 1 should therefore read as follows :

“ This right shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the other country.”

The present Agreement shall come into force on November 1st, 1935.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. A. HANSSON.

Count Reventlow,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Denmark
and Iceland,
etc., etc., etc.

No. 2337. — CONVENTION ¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SPAIN REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JUNE 27TH, 1929.

N^o 2337. — CONVENTION ¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'ESPAGNE, RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 27 JUIN 1929.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. MADRID, MARCH 22ND AND 25TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. MADRID, LES 22 ET 25 MARS 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

¹ Vol. CI, page 375; Vol. CVII, page 540; Vol. CXVII, page 305; Vol. CXXXIV, page 416; and Vol. CLVI, page 212, of this Series.

¹ Vol. CI, page 375; vol. CVII, page 540; vol. CXVII, page 305; vol. CXXXIV, page 416; et vol. CLVI, page 212, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 102.
(34F/2/35.)

MADRID, *March 22nd*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 27th June, 1929, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

In accordance with Article 16 (*b*) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 22nd April next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I have the honour to assure Your Excellency of my highest consideration.

George GRAHAME.

His Excellency,

Sr. Don Juan José Rocha,
Minister of State.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown.	{ English or French.
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General.	{ English or French.
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ English.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 102.
(34F/2/35.)

MADRID, *le 22 mars* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 16 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 juin 1929, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

Conformément à l'article 16 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 22 avril prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

George GRAHAME.

Son Excellence

Monsieur Juan José Rocha,
Ministre d'Etat.

LISTE DES AUTORITÉS DES ÎLES ANGLO-NORMANDES ET DE L'ÎLE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne.	{ Anglais ou français.
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté.	{ Anglais ou français.
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ Anglais.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO.

S. D. P.
Núm. 87.

MADRID, 25 de marzo de 1935.

EXCMO. SEÑOR,

Muy Señor mío : Tengo la honra de acusar recibo a V. E. de su amable Nota nº 102, de fecha 22 de los corrientes, por la que notifica al Gobierno español el haberse extendido la aplicación del Convenio sobre el procedimiento civil y commercial, firmado en Londres el 27 de junio de 1929, a las islas del Canal y a la isla de Man, de cuyo contenido se ha tomado buena nota.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración

J. José ROCHA.

Excmo. y Muy Honorable Sir George Grahame,
Embajador de la Gran Bretaña,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
S.D.P.
Nº 87.

MADRID, le 25 mars 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note N° 102, de Votre Excellence, en date du 22 de ce mois, par laquelle a été portée à la connaissance du Gouvernement espagnol l'extension aux îles anglo-normandes et à l'île de Man des effets de la Convention sur les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 27 juin 1929, ce dont il a été pris bonne note.

Je saisis cette occasion, etc.

J. José ROCHA.

Le très honorable
Sir George Grahame,
Ambassadeur de Grande-Bretagne,
etc., etc., etc.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
S.D.P.
No. 87.

MADRID, March 25th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note No. 102, dated March 22nd, by which you notify the Spanish Government of the extension of the application of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed in London on June 27th, 1929, to the Channel Islands and the Isle of Man. We have taken due note of your communication.

I have the honour to be, etc.

J. José ROCHA.

The Right Honourable
Sir George Grahame,
Ambassador of Great Britain,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 24II. — NOTEVEKSLING¹ MELLEM FINLANDS OG DANMARKS REGERINGER VEDRØRENDE OVERENSKOMSTEN AGAAENDE GENSIDIG ANERKENDELSE AF KØREKORT SAMT AF INDREGISTRERING AF PERSONMOTORKØRETØJER. KØBENHAVN, DEN 30 JUNI, 1930.

N^o 24II. — NOTEVÄXLING¹ MELLAN FINLANDS OCH DANMARKS REGERINGAR JÄMTE ÖVERENSOMMELSE ANGÅENDE ÖMSESIDIGT GODKÄNNANDE AV KÖRKORT SAMT AV INREGISTRERING AV PERSONMOTORFORDEN. KÖPENHAMN DEN 30 JUNI 1930.

UDVEKSLING² AF NOTER VEDRØRENDE ÆNDRING I OVENNÆVNTE OVERENSKOMST. KØBENHAVN, DEN 7. DECEMBER 1935.

NOTEVÄXLING² RÖRANDE ÄNDRING I OVANSTÅENDE ÖVERENSKOMMELSE. KÖPENHAMN, DEN 7 DECEMBER 1935.

Communiqué par les délégués permanents du Danemark et de la Finlande près la Société des Nations, le 20 décembre 1935.

Communicated by the Permanent Delegates of Denmark and Finland to the League of Nations, December 20th, 1935.

I.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

UDENRIGSMINISTERIET.

Ø.P.I. J. No. 94.D.10.

KØBENHAVN, den 7. December 1935.

HR. MINISTER,

Herved har jeg den Ære at bekræfte, at den danske og den finske Regering er blevet enige om følgende Ændring i den dansk-finske Overenskomst af 30. Juni 1930 angaaende gensidig Anerkendelse af Kørekort og Indregistreringsbeviser for Person-Motorkøretøjer: Det i Pkt. 1, 2' Sætning indeholdte Forbehold om, at Retten til at føre Motorkøretøj i Henhold til et i Danmark, resp. Finland udstedt Kørekort ikke giver Adgang til i det andet Land at føre et dør *lejet* Motorkøretøj, bortfalder. Nævnte Pkt. 1, 2' Sætning faar herefter følgende Ordlyd:

« Denne Ret bortfalder, naar vedkommende tager fast Bopæl i det andet Land. »

Nærværende Aftale træder i Kraft den 1. Januar 1936.

Modtag, Hr. Minister, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

Til Hr. Rolf Thesleff,
Finlands Gesandt.

(Sign.) P. MUNCH.

Pour copie certifiée conforme :

H. A. Bernhoft,

Secrétaire général

du Ministère des Affaires étrangères.

II.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

FINLANDS BESKICKNING.

KÖPENHAMN, den 7 december 1935.

HERR UTRIKESMINISTER,

Härmed har jag äran bekräfta, att Finlands och Danmarks regeringar enats om följande ändring av överenskommelsen av den 30 juni 1930 angående ömsesidigt godkännande av körkort

¹ Vol. CV, page 179, de ce recueil.

¹ Vol. CV, page 179, of this Series.

² Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

² This modification came into force on January 1st, 1936.

samt registreringsbevis för personmotorfordon : Det i punkt 1, andra meningen, stipulerade förbehållet, att rätten att föra motorfordon i kraft av ett i Finland, respektive Danmark utfärdat körkort icke innebär befogenhet att i det andra landet framföra ett där förhyrt motorfordon, bortfaller. Ovannämnda punkt 1, andra meningen, får härefter följande lydelse :

« Denna rättighet bortfaller när vederbörande tager stadig hemvist i det andra landet ».

Detta avtal träder i kraft den 1 Januari 1936.

Mottag, Herr Utrikesminister, försäkran om min utomordentliga högaktning.

Herr Dr. P. Munch,
Kunglig Dansk Utrikesminister,
etc., etc., etc.,
Köpenhamn.

(Sign.) ROLF THESLEFF.

Pour copie certifiée conforme :

H. A. Bernhoft,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 24II. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET FINLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PERMIS DE CONDUIRE ET DES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION POUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES SERVANT AU TRANSPORT DES PERSONNES. COPENHAGUE, LE 30 JUIN 1930.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. COPENHAGUE, LE 7 DÉCEMBRE 1935.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Ø.P.I. J. No. 94.D.10.

COPENHAGUE, le 7 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement danois et le Gouvernement

¹ TRANSLATION.

No. 24II. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF DRIVING LICENCES AND CERTIFICATES OF REGISTRATION FOR PASSENGER MOTOR VEHICLES. COPENHAGEN, JUNE 30TH, 1930.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. COPENHAGEN, DECEMBER 7TH, 1935.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Ø.P.I.J. No. 94.D.10.

COPENHAGEN, December 7th, 1935.

SIR,

I have the honour to confirm that the Danish and Finnish Governments have agreed upon

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

finlandais sont convenus d'apporter l'amendement ci-après à l'Accord dano-finlandais du 30 juin 1930 relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. La réserve formulée dans la deuxième phrase du point 1, aux termes de laquelle le droit de conduire des véhicules automobiles en vertu d'un permis de conduire délivré au Danemark ou en Finlande n'implique pas l'autorisation de conduire, dans l'autre pays, un véhicule automobile loué dans ledit pays, est supprimée. En conséquence, la deuxième phrase du point 1 sera ainsi conçue :

« L'intéressé perd ce droit s'il fixe son domicile dans l'autre pays. »

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) P. MUNCH.

M. Rolf Thesleff,
Ministre de Finlande.

II.

LÉGATION DE FINLANDE.

COPENHAGUE, le 7 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement finlandais et le Gouvernement danois sont convenus d'apporter l'amendement ci-après à l'Accord conclu entre la Finlande et le Danemark le 30 juin 1930, concernant la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. La réserve formulée dans la deuxième phrase du point 1, aux termes de laquelle le droit de conduire une automobile en vertu d'un permis délivré en Finlande ou au Danemark n'implique pas l'autorisation de conduire dans l'autre pays un véhicule automobile loué dans ledit pays, est supprimée. En conséquence, la deuxième phrase du point 1 sera ainsi conçue :

« L'intéressé perd ce droit s'il fixe son domicile dans l'autre pays. »

the following change in the Agreement concluded between Denmark and Finland on June 30th, 1930, regarding the reciprocal recognition of driving licences and certificates of registration for passenger motor vehicles. The restriction contained in Section 1, second sentence, of the Agreement, to the effect that the right to drive a motor vehicle in virtue of a driving licence issued in Denmark or in Finland, as the case may be, shall not imply authorisation to drive a motor vehicle hired in the other country, shall be cancelled. Accordingly this sentence in Section 1 of the Agreement shall henceforward read as follows :

“ This privilege shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the other country. ”

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1936.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. MUNCH.

Herr Rolf Thesleff,
Finnish Minister.

II.

FINNISH LEGATION.

COPENHAGEN, December 7th, 1935.

SIR,

I have the honour to confirm that the Finnish and Danish Governments have agreed upon the following change in the Agreement concluded between Finland and Denmark on June 30th, 1930, regarding the reciprocal recognition of driving licences and certificates of registration for passenger motor vehicles. The restriction contained in Section 1, second sentence, of the Agreement, to the effect that the right to drive a motor vehicle in virtue of a driving licence issued in Finland or in Denmark, as the case may be, shall not imply authorisation to drive a motor vehicle hired in the other country, shall be cancelled. Accordingly this sentence in Section 1 of the Agreement shall henceforward read as follows :

“ This privilege shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the other country. ”

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Rolf THESLEFF.

M. le Dr P. Munch,
Ministre royal des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Copenhague.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1936.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Rolf THESLEFF.

Dr. P. Munch,
Royal Danish Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Copenhagen.

N^o 2427. — NOTEVÄXLING¹ MELLAN SVERIGES OCH FINLANDS REGERINGAR JÄMTE ÖVERENSKOMMELSE ANGÅENDE ÖMSESIDIGT GODKÄNNANDE AV KÖRKORT SAMT AV REGISTRERING AV PERSONMOTORFORDON. STOCKHOLM, DEN 17 JULI 1930.

NOTEVÄXLING² RÖRANDE ÄNDRING I ÖVANSTÅENDE ÖVERENSKOMMELSE STOCKHOLM DEN 14 DECEMBER 1935.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations, le 19 décembre 1935.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations, December 19th, 1935.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

I.

KUNGL. UTRIKESDEPARTEMENTET.

STOCKHOLM, den 14 december 1935.

HERR ENVOYÉ,

Härmed har jag äran bekräfta, att Sveriges och Finlands regeringar enats om följande ändring i den mellan Sverige och Finland den 17 juli 1930 träffade överenskommelsen angående ömsesidigt godkännande av körkort samt av registrering av personmotorfordon :

Det i artikel 1, andra punkten, av överenskommelsen införda stadgandet, enligt vilket den på ett i det ena landet utfärdat körkort grundade rättigheten att framföra motorfordon icke innebär

¹ Vol. CV, page 343, de ce recueil.

² Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

¹ Vol. CV, page 343, of this Series.

² This modification came into force January 1st, 1936.

befogenhet att i det andra landet framföra ett där förhyrt motorfordon, skall utgå. Nämnda punkt av artikel 1 i överenskommelsen skall alltså hädanefter hava följande lydelse :

« Denna rättighet bortfaller, när vederbörande tager stadig hemvist i det andra landet. »

Detta avtal skall träda i kraft den 1 januari 1936.

Mottag, Herr Envoyé, försäkran om min utmärkta högaktning.

(*undert.*) Rickard SANDLER.

Herr Dr. Erich,
Finlands Envoyé Extraordinaire
och Ministre plénipotentiaire, etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 16 décembre 1935.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

II.

FINLANDS BESKICKNING.

STOCKHOLM, den 14 december 1935.

HERR MINISTER,

Härmed har jag äran bekräfta, att Finlands och Sveriges regeringar enats om följande ändring i den mellan Finland och Sverige den 17 juli 1930 träffade överenskommelsen angående ömsesidigt godkännande av körkort samt av registrering av personmotorfordon :

Det i artikel 1, andra punkten, av överenskommelsen införda stadgandet, enligt vilket den på ett i det ena landet utfärdat körkort grundade rättigheten att framföra motorfordon icke innebär befogenhet att i det andra landet framföra ett där förhyrt motorfordon, skall utgå. Nämnda punkt av artikel 1 i överenskommelsen skall alltså hädanefter hava följande lydelse :

« Denna rättighet bortfaller, när vederbörande tager stadig hemvist i det andra landet. »

Detta avtal skall träda i kraft den 1 januari 1936.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(*undert.*) R. ERICH.

Hans Excellens Herr Sandler,
Minister för Utrikes Ärendena,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 16 décembre 1935.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

Copie certifiée conforme :

A. Pallas,
*Chef p. i. des Archives au Ministère
des Affaires étrangères de Finlande.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2427. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PERMIS DE CONDUIRE ET DES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION POUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES SERVANT AU TRANSPORT DES PERSONNES. STOCKHOLM, LE 17 JUILLET 1930.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. STOCKHOLM, LE 14 DÉCEMBRE 1935.

I.

DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 14 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer que les Gouvernements suédois et finlandais sont convenus d'apporter l'amendement ci-après à l'Accord conclu entre la Suède et la Finlande le 17 juillet 1930 concernant la reconnaissance réciproque des permis de conduire et l'immatriculation des véhicules automobiles servant au transport des personnes.

La disposition du deuxième point de l'article premier de l'accord, suivant laquelle le droit de conduire un véhicule automobile en vertu d'un permis de conduire délivré dans l'un des deux pays n'implique pas l'autorisation de conduire dans l'autre pays un véhicule automobile loué dans ce pays, est supprimée. En conséquence, ce point de l'article premier de l'accord aura désormais la teneur suivante :

« L'intéressé perd ce droit s'il fixe son domicile dans l'autre pays. »

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2427. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FINNISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF DRIVING LICENCES AND CERTIFICATES OF REGISTRATION FOR PASSENGER MOTOR VEHICLES. STOCKHOLM, JULY 17TH, 1930.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. STOCKHOLM, DECEMBER 14TH, 1935.

I.

ROYAL DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, December 14th, 1935.

SIR,

I have the honour to confirm that the Swedish and Finnish Governments have agreed upon the following change in the Agreement concluded between Sweden and Finland on July 17th, 1930, regarding the reciprocal recognition of driving licences and certificates of registration for passenger motor vehicles.

The provision contained in Article 1, second sentence, of the Agreement, to the effect that the right to drive a motor vehicle in virtue of a driving licence issued in one of those countries shall not imply authorisation to drive a motor vehicle hired in the other country, shall be cancelled. Accordingly this sentence in Article 1 of the Agreement shall henceforward read as follows :

“ This privilege shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the other country. ”

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Rickard SANDLER.

Monsieur le D^r Erich,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Finlande,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION DE FINLANDE.

STOCKHOLM, le 14 décembre 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer que les Gouvernements finlandais et suédois sont convenus d'apporter l'amendement ci-après à l'Accord conclu entre la Finlande et la Suède le 17 juillet 1930 concernant la reconnaissance réciproque des permis de conduire et l'immatriculation des véhicules automobiles servant au transport des personnes.

La disposition du deuxième point de l'article premier de l'accord, suivant laquelle le droit de conduire un véhicule automobile en vertu d'un permis de conduire délivré dans l'un des deux pays n'implique pas l'autorisation de conduire dans l'autre pays un véhicule automobile loué dans ce pays, est supprimée. En conséquence, ce point de l'article premier de l'accord aura désormais la teneur suivante :

« L'intéressé perd ce droit s'il fixe son domicile dans l'autre pays. »

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1936.

Veillez agréer, etc.

(Signé) R. ERICH.

Son Excellence
Monsieur Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1936.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Rickard SANDLER.

Dr. Erich,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Finland,
etc., etc., etc.

II.

FINNISH LEGATION.

STOCKHOLM, December 14th, 1935.

SIR,

I have the honour to confirm that the Finnish and Swedish Governments have agreed upon the following change in the Agreement concluded between Finland and Sweden on July 17th, 1930, regarding the reciprocal recognition of driving licences and certificates of registration for passenger motor vehicles.

The provision contained in Article 1, second sentence, of the Agreement, to the effect that the right to drive a motor vehicle in virtue of a driving licence issued in one of those countries shall not imply authorisation to drive a motor vehicle hired in the other country, shall be cancelled. Accordingly this sentence in Article 1 of the Agreement shall henceforward read as follows :

“ This privilege shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the other country.”

The present Agreement shall come into force on January 1st, 1936.

I have the honour to be, etc.

(Signed) R. ERICH.

His Excellency
Monsieur Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

N^o 2482. — ARRANGEMENT¹ COMMERCIAL ENTRE LA ROUMANIE ET LA YUGOSLAVIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 4 AOUT 1930.

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE DE SIX MOIS, SOIT JUSQU'AU 30 JUIN 1935. BUCAREST, LES 20 ET 21 DÉCEMBRE 1934.

Communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations, le 17 octobre 1935.

I.

Pov. N. 433. 20 décembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'Arrangement commercial provisoire conclu entre les Royaumes de Roumanie et de Yougoslavie le 4 août 1930 prenant fin le 31 décembre 1934, le Gouvernement royal de Yougoslavie propose d'en proroger, par échange de notes, la validité pour une nouvelle période de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1935.

Les ordres nécessaires seront donnés aux autorités compétentes aussitôt que Votre Excellence aura bien voulu me confirmer l'assentiment de son gouvernement.

Les deux gouvernements s'engagent à entamer dans cet intervalle des négociations en vue de la conclusion d'une convention commerciale définitive entre les deux Etats.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

A Son Excellence
Monsieur Nicolas Titulesco,
Ministre des Affaires étrangères,
Bucarest.

Pour copie conforme :
D'ordre du Ministre,

*Le Chef de la I^{re} Section
du Département politique,
Conseiller,*

Miloche P. Kitchévatz.

¹ Vol. CVII, page 253 ; vol. CXLVII, page 345 ; et vol. CLII, page 299, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 2482. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN ROUMANIA AND YUGOSLAVIA. SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 4TH, 1930.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT FOR A FURTHER PERIOD OF SIX MONTHS, *i. e.*, UNTIL JUNE 30TH, 1935. BUCHAREST, DECEMBER 20TH AND 21ST, 1934.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations, October 17th, 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

Pov. N. 433. December 20th, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In view of the fact that the provisional Commercial Agreement concluded between the Kingdom of Roumania and the Kingdom of Yugoslavia on August 4th, 1930, expires on December 31st, 1934, the Royal Yugoslav Government proposes that its validity be prolonged by an exchange of notes for a further period of six months, that is to say, until June 30th, 1935.

The necessary instructions will be given to the competent authorities as soon as Your Excellency is good enough to give me confirmation of your Government's agreement.

The two Governments undertake to institute negotiations during this period with a view to the conclusion of a definitive Commercial Convention between the two States.

I have the honour to be, etc.

His Excellency
M. Nicolas Titulesco,
Minister for Foreign Affairs,
Bucharest.

¹ Vol. CVII, page 253 ; Vol. CXLVII, page 345 ; and Vol. CLII, page 299, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 68550.

BUCAREST, le 21 décembre 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 20 décembre dernier, sous N. 433, concernant la prorogation de l'Arrangement commercial provisoire entre la Roumanie et la Yougoslavie, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement roumain est d'accord que la validité dudit arrangement soit prorogée jusqu'au 30 juin 1935.

En conséquence les dispositions nécessaires seront données en temps utile aux autorités roumaines compétentes.

Le Gouvernement royal prend acte également de la proposition que Votre Excellence vient de lui faire, au sujet des négociations en vue de la conclusion d'une convention commerciale définitive.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :
(Signé) Illisible.

A Son Excellence
Monsieur B. Tcholak Antitch,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Yougoslavie
à Bucarest.

Pour copie conforme :
D'ordre du Ministre,

*Le Chef de la I^{re} Section
du Département politique,
Conseiller,
Miloche P. Kitchévatz.*

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 68550.

BUCHAREST, December 21st, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to the letter No. 433 which Your Excellency was good enough to send me on December 20th, 1934, concerning the prolongation of the provisional Commercial Agreement between Roumania and Yugoslavia, I have the honour to inform you that the Roumanian Government agrees that the validity of the said Agreement should be prolonged until June 30th, 1935.

The necessary instructions will accordingly be given in due course to the competent Roumanian authorities.

The Royal Government also notes the proposal that Your Excellency has made regarding negotiations with a view to the conclusion of a definitive Commercial Convention.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
(Signed) (Illegible).

His Excellency
Monsieur B. Tcholak Antitch,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Yugoslavia
at Bucharest.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE DE SIX MOIS, SOIT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1935. BUCAREST, LE 14 JUIN 1935.

Communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations, le 26 août 1935.

I.

P. N-205.

14 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'Arrangement commercial provisoire conclu entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Roumanie le 4 août 1930 prenant fin le 30 de ce mois, le Gouvernement royal de Yougoslavie propose de prolonger par échange de notes la validité de l'arrangement pour une nouvelle période de six mois, c. à. d. jusqu'au 31 décembre 1935.

Les ordres nécessaires seront donnés aux autorités compétentes aussitôt que Votre Excellence aura bien voulu me confirmer l'assentiment de son gouvernement.

Les deux gouvernements s'engagent à entamer dans cet intervalle des négociations en vue de la conclusion d'une convention commerciale définitive entre les deux États.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Dr N. PERITCH, *m. p.*

A Son Excellence,
Monsieur Nicolas Titulesco,
Ministre des Affaires étrangères,
Bucarest.

Copie certifiée conforme :
Belgrade, le 9 juillet 1935.
D'ordre du Ministre,
Le Chef de Section,
Miloche P. Kitchévatz.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT FOR A FURTHER PERIOD OF SIX MONTHS, *i.e.*, UNTIL DECEMBER 31ST, 1935. BUCHAREST, JUNE 14TH, 1935.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations, August 26th, 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

P. N-205.

June 14th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In view of the fact that the provisional Commercial Agreement concluded between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Roumania on August 4th, 1930, expires on June 30th, 1935, the Royal Yugoslav Government proposes that its validity be prolonged by an exchange of notes for a further period of six months, that is to say, until December 31st, 1935.

The necessary instructions will be given to the competent authorities as soon as Your Excellency is good enough to give me confirmation of your Government's agreement.

The two Governments undertake to institute negotiations during this period with a view to the conclusion of a definitive Commercial Convention between the two States.

I have the honour to be, etc.

Dr. N. PERITCH, *m. p.*

His Excellency
Monsieur Nicolas Titulesco,
Minister for Foreign Affairs,
Bucharest.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 35714.

BUCAREST, le 14 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 14 juin courant, sous N° 205, concernant la prorogation de l'Arrangement commercial provisoire entre la Roumanie et la Yougoslavie, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement roumain est d'accord que la validité dudit arrangement soit prorogée jusqu'au 31 décembre 1935.

En conséquence les dispositions nécessaires seront données en temps utile aux autorités roumaines compétentes.

Le Gouvernement royal prend acte également de la proposition que Votre Excellence vient de lui faire, au sujet des négociations en vue de la conclusion d'une convention commerciale définitive.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :

M. ARION, *m. p.*

A Son Excellence,
Monsieur Ninko Peritch,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Yougoslavie
à Bucarest.

Copie certifiée conforme :
Belgrade, le 9 juillet 1935.

D'ordre du Ministre,

Le Chef de Section,

Miloche P. Kitchévatz.

II.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 35714.

BUCHAREST, June 14th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to the letter No. 205 which Your Excellency was good enough to send me on June 14th, 1935, concerning the prolongation of the provisional Commercial Agreement between Roumania and Yugoslavia, I have the honour to inform you that the Roumanian Government agrees that the validity of the said Agreement should be prolonged until December 31st, 1935.

The necessary instructions will accordingly be given in due course to the competent Roumanian authorities.

The Royal Government also notes the proposal that Your Excellency has made regarding negotiations with a view to the conclusion of a definitive Commercial Convention.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :

M. ARION, *m. p.*

His Excellency
Monsieur Ninko Peritch,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Yugoslavia
at Bucharest.

N^o 2505. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE RELATIVE A LA CIRCULATION AUTOMOBILE. SIGNÉE A PARIS, LE 24 AVRIL 1926.

N^o 2505. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATIVE TO MOTOR TRAFFIC. SIGNED AT PARIS, APRIL 24TH, 1926.

ADHÉSION

ISLANDE 15 novembre 1935.
(Effective à partir du 1^{er} mars 1936.)

Communiquée par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française, le 11 décembre 1935.

ACCESSION.

ICELAND November 15th, 1935.
(Effective as from March 1st, 1936.)

Communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, December 11th, 1935.

N^o 2545. — NOTEVEKSLING² ANGAAENDE EN MELLEM DEN DANSKE OG DEN NORSKE REGERING AFSLUTTET OVERENSKOMST OM GENSIDIG ANERKENDELSE AF KØREKORT OF INDREGISTRERINGSBEVISER FOR PERSONMOTORKØRETØJER. OSLO, DEN 6. NOVEMBER 1930.

N^o 2545. — UTVEKSLING AV NOTER² MELLEM DEN NORSKE OG DANSKE REGJERING ANGAAENDE OVERENSKOMST OM GJENSIDIG ANERKJENNELSE AV FØRERKORT OG VOGNKORT FOR PERSONMOTORVOGNER. OSLO, 6 NOVEMBER 1930.

UDVEKSLING AF NOTER VEDRØRENDE AENDRING I OVENNÆVNTE OVERENSKOMST. OSLO, DEN 19. OG 22. AUGUST 1935.

Communiqué par les délégués permanents de la Norvège et du Danemark près la Société des Nations, le 3 septembre 1935.

UTVEKSLING AV NOTER ANGAAENDE ENDRING I OVENNEVNTE OVERENSKOMST. OSLO DEN 19 OG 22 AUGUST 1935.

Communicated by the Permanent Delegates of Norway and Denmark to the League of Nations, September 3rd, 1935.

I.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

J. No. 94 D. I.

HERR UDENRIGSMINISTER,

Herved har jeg den Ære at bekræfte, at den danske og den norske Regering er blevet enige om følgende Ændring i den dansk-norske Overenskomst af 6. November 1930 angaaende gensidig

OSLO, den 19. August 1935.

¹ Vol. CVIII, page 123 ; et vol. CLVI, page 221, de ce recueil.

² Vol. CIX, page 283, de ce recueil.

¹ Vol. CVIII, page 123 ; and Vol. CLVI, page 221, of this Series.

² Vol. CIX, page 283, of this Series.

Anerkendelse af Körekort og Indregistreringsbeviser for Person-Motorkøretøjer : Det i Punkt 1,2. Sætning indeholdte Forbehold om, at Retten til at føre Motorkøretøj i Henhold til et i Danmark, resp. Norge, utstedt Körekort ikke giver Adgang til i det andet Land at føre et dør *lejet* Motorkøretøj, bortfalder. Nævnte Punkt 1,2. Sætning faar herefter følgende Ordlyd :

« Denne Ret bortfalder, naar vedkommende tager fast Bopæl i det andet Land. »

Nærværende Aftale træder i Kraft den 15. September 1935.

Modtag, Hr. Udenrigsminister, Forsikringen om min mest udmærkede Höjagtelse.

Henrik KAUFFMANN.

Hr. Udenrigsminister
Professor Halvdan Koht.
Det kgl. norske Udenrigsdepartement,
Oslo.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 10 août 1935.

J. G. Raeder,
Chef de Division a. i.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 5 septembre 1935.

Bent Fritz Falkenstjerne,
Secrétaire général a. i. *du Ministère*
des Affaires étrangères.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 22. august 1935.

HERR SENDEMANN,

Under henvisning til Deres skrivelse av 19.ds. har jeg den ære å bekræfte at den norske og den danske Regjering et blitt enige om følgende endring i den norsk-danske overenskomst av 6. november 1930 angående gjensidig anerkjennelse av førerkort og vognkort for personmotorvogner : Det i punkt 1,2. setning inneholdte forbehold om, at retten til å føre motorvogn i henhold til et i Norge, respektive Danmark, utstedt førerkort ikke gir adgang til i det annet land å føre en der *leiet* motorvogn, bortfaller. Nevnte punkt 1, 2. setning får herefter følgende ordlyd :

« Denne rett bortfaller når vedkommende tar fast bopel i det annet land. »

Nærværende avtale trer i kraft den 15. september 1935.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

For Utenriksministeren :

Aug. ESMARCH.

Herr Kauffmann,
Danmarks Sendemann,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 10 août 1935.

J. G. Raeder,
Chef de Division a. i.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 5 septembre 1935.

Bent Fritz Falkenstjerne,
Secrétaire général a. i. *du Ministère*
des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 2545. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PERMIS DE CONDUIRE ET DES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION POUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES SERVANT AU TRANSPORT DES PERSONNES. OSLO, LE 6 NOVEMBRE 1930.

ECHANGE DE NOTES MODIFIANT L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. OSLO, LES 19 ET 22 AOUT 1935.

I.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

J. N^o 94 D. I.

OSLO, le 19 août 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement danois et le Gouvernement norvégien sont convenus d'apporter l'amendement ci-après à l'Accord dano-norvégien du 6 novembre 1930 relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. La réserve formulée dans la deuxième phrase du paragraphe premier, à savoir que le droit de conduire des véhicules automobiles en vertu d'un permis de conduire délivré au Danemark ou en Norvège n'implique pas l'autorisation de conduire, dans l'autre pays, un véhicule automobile loué dans ledit pays, est supprimée. En conséquence, le texte de la deuxième phrase du paragraphe premier est ainsi modifié :

« L'intéressé perd ce droit s'il fixe son domicile dans l'autre pays. »

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2545. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF DRIVING LICENCES AND REGISTRATION CERTIFICATES FOR PASSENGER MOTOR VEHICLES. OSLO, NOVEMBER 6TH, 1930.

EXCHANGE OF NOTES MODIFYING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. OSLO, AUGUST 19TH AND 22ND, 1935.

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

J. No. 94 D. I.

OSLO, August 19th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to confirm the fact that the Danish Government and the Norwegian Government have agreed to make the following amendment to the Dano-Norwegian Agreement of November 6th, 1930, regarding the reciprocal recognition of driving licences and registration certificates for passenger motor vehicles. The reservation formulated in the second sentence of paragraph 1, to the effect that the right to drive a motor vehicle in virtue of a driving licence issued in Denmark or in Norway shall not confer the right to drive a motor vehicle hired in the other country, is withdrawn. The second sentence of paragraph 1 will in future be worded as follows :

“ This privilege shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the last-named country. ”

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le présent accord entre en vigueur le 15 septembre 1935.

Veillez agréer, etc.

Henrik KAUFFMANN.

M. le professeur Halvdan Koht,
Ministre des Affaires étrangères,
Département royal des Affaires étrangères,
Oslo.

II.

DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 22 août 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note du 19 de ce mois, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement norvégien et le Gouvernement danois sont convenus d'apporter la modification suivante à l'Accord dano-norvégien du 6 novembre 1930, relatif à la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. La réserve formulée dans la deuxième phrase du paragraphe premier, à savoir que le droit de conduire une automobile en vertu d'un permis délivré en Norvège ou au Danemark n'implique pas l'autorisation de conduire, dans l'autre pays, un véhicule automobile loué dans ledit pays, est supprimé. En conséquence, le texte de la deuxième phrase du paragraphe premier est ainsi modifié :

« L'intéressé perd ce droit s'il fixe son domicile dans l'autre pays. »

Le présent accord entre en vigueur le 15 septembre 1935.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

Aug. ESMARCH.

M. Kauffmann,
Ministre du Danemark,
etc., etc., etc.

The present Agreement shall come into force on September 15th, 1935.

I have the honour to be, etc.

Henrik KAUFFMANN.

Professor Halvdan Koht,
Minister for Foreign Affairs,
Royal Department of Foreign Affairs,
Oslo.

II.

ROYAL DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, August 22nd, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your note of August 19th, 1935, I have the honour to confirm that the Norwegian Government and the Danish Government have agreed to make the following amendment to the Danish-Norwegian Agreement of November 6th, 1930, regarding the reciprocal recognition of driving licences and registration certificates for passenger motor vehicles. The reservation formulated in the second sentence of paragraph 1, to the effect that the right to drive a motor vehicle in virtue of a driving licence issued in Norway or in Denmark shall not confer the right to drive a motor vehicle hired in the other country, is withdrawn. The second sentence of paragraph 1 will in future be worded as follows :

“ This privilege shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the last-named country. ”

The present Agreement shall come into force on September 15th, 1935.

I have the honour to be, etc.

For the Minister for Foreign Affairs :

Aug. ESMARCH.

M. Kauffmann,
Danish Minister,
etc., etc., etc.

N^o 2603. — ACCORD ¹ SUR LES BATEAUX-FEU GARDÉS SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE NORMAL. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

No. 2603. — AGREEMENT ¹ CONCERNING MANNED LIGHTSHIPS NOT ON THEIR STATIONS. SIGNED AT LISBON, OCTOBER 23RD, 1930.

ADHÉSIONS

LETTONIE 17 septembre 1935.
IRAK 15 octobre 1935.

ACCESSIONS.

LATVIA September 17th, 1935.
IRAQ October 15th, 1935.

N^o 2623. — CONVENTION ² INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION ² FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20TH, 1929.

RATIFICATION

ITALIE 27 décembre 1935.

RATIFICATION.

ITALY December 27th, 1935.

¹ Vol. CXII, page 21 ; vol. CXVII, page 331 ; vol. CXXX, page 464 ; vol. CXXXVIII, page 449 ; vol. CXLII, page 371 ; vol. CXLVII, page 350 ; et vol. CLVI, page 226, de ce recueil.

² Vol. CXII, page 371 ; vol. CXXII, page 366 ; vol. CXXX, page 464 ; vol. CXXXIV, page 427 ; vol. CXXXVIII, page 450 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLII, page 301 ; et vol. CLVI, page 227, de ce recueil.

¹ Vol. CXII, page 21 ; Vol. CXVII, page 331 ; Vol. CXXX, page 464 ; Vol. CXXXVIII ; page 449 ; Vol. CXLII, page 371 ; Vol. CXLVII, page 350 ; and Vol. CLVI, page 226, of this Series.

² Vol. CXII, page 371 ; Vol. CXXII, page 366 ; Vol. CXXX, page 464 ; Vol. CXXXIV, page 427 ; Vol. CXXXVIII, page 450 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLII, page 301 ; and Vol. CLVI, page 227, of this Series.

No. 2652. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SWEDEN CONCERNING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, AUGUST 28TH, 1930.

N^o 2652. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA SUÈDE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 28 AOUT 1930.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. STOCKHOLM, MARCH 26TH AND 29TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. STOCKHOLM, LES 26 ET 29 MARS 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 27.
(128/2/35.)

STOCKHOLM, *March 26th, 1935.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 28th August, 1930, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. In accordance with Article 14 (*b*) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 26th of April next.

¹ Vol. CXIV, page 9; Vol. CXXVI, page 458; Vol. CXXXVIII, page 450; and Vol. CLVI, page 227, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 27.
(128/2/35.)

STOCKHOLM, *le 26 mars 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 14 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 28 août 1930, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. Conformément à l'article 14 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 26 avril prochain.

¹ Vol. CXIV, page 9; vol. CXXVI, page 458; vol. CXXXVIII, page 450; et vol. CLVI, page 227, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's most obedient humble Servant.

Michael PALAIRET.

His Excellency

Monsieur Rickard Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Michael PALAIRET.

Son Excellence

Monsieur Rickard Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown.	{ English or French.
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General.	{ English or French.
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ English.

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES ET DE L'ILE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne.	{ Anglais ou français.
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté.	{ Anglais ou français.
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ Anglais.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 29 mars 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre du 26 de ce mois (N^o 27) concernant l'extension aux îles de la Manche et à l'île de Man de l'applicabilité de la Convention relative à la procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 28 août 1930.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Le Directeur de la Division juridique,
MALMAR.

Monsieur Michael Palairet,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, March 29th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the 26th instant (No. 27) concerning the extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on August 28th, 1930.

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :

MALMAR,
Director of the Legal Section.

Michael Palairet, Esq.,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
of His Britannic Majesty,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N^o 2733. — CONVENTION ¹ POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

ADHÉSION

ETHIOPIE (effective à partir du 15 janvier 1936).

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 24 juillet 1935.

RATIFICATIONS

Déposées à Berne :

FRANCE 21 août 1935.

CHINE 19 novembre 1935.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, les 30 août et 11 décembre 1935.

No. 2733. — CONVENTION ¹ FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

ACCESSION

ABYSSINIA (effective as from January 15th, 1936).

Communicated by the Swiss Federal Council, July 24th, 1935.

RATIFICATIONS

Deposited in Berne :

FRANCE August 21st, 1935.

CHINA November 19th, 1935.

Communicated by the Swiss Federal Council, August 30th and December 11th, 1935.

N^o 2734. — CONVENTION ² RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

RATIFICATIONS

Déposées à Berne :

FRANCE 21 août 1935.

CHINE 19 novembre 1935.

Communiquées par le Conseil fédéral suisse, les 30 août et 11 décembre 1935.

No. 2734. — CONVENTION ² RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27TH, 1929.

RATIFICATIONS

Deposited in Berne :

FRANCE August 21st, 1935.

CHINA November 19th, 1935.

Communicated by the Swiss Federal Council, August 30th and December 11th, 1935.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 431 ; vol. CXXXVIII, page 452 ; vol. CXLII, page 376 ; vol. CXLVII, page 351 ; et vol. CLVI, page 229, de ce recueil.

² Vol. CXVIII, page 343 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; vol. CXXX, page 468 ; vol. CXXXIV, page 432 ; vol. CXXXVIII, page 452 ; vol. CXLII, page 376 ; vol. CXLVII, page 352 ; et vol. CLVI, page 230, de ce recueil.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 431 ; Vol. CXXXVIII, page 452 ; Vol. CXLII, page 376 ; Vol. CXLVII, page 351 ; and Vol. CLVI, page 229, of this Series.

² Vol. CXVIII, page 343 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; Vol. CXXX, page 468 ; Vol. CXXXIV, page 432 ; Vol. CXXXVIII, page 452 ; Vol. CXLII, page 376 ; Vol. CXLVII, page 352 ; and Vol. CLVI, page 230, of this Series.

N° 2739. — ARRANGEMENT¹ ENTRE AUTORITÉS DOUANIÈRES POUR FACILITER L'APUREMENT DES TRIPTYQUES NON DÉCHARGÉS OU PERDUS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 28 MARS 1931.

No. 2739. — AGREEMENT¹ BETWEEN CUSTOMS AUTHORITIES IN ORDER TO FACILITATE THE PROCEDURE IN THE CASE OF UNDISCHARGED OR LOST TRIPTYCHS. SIGNED AT GENÈVE, MARCH 28TH, 1931.

SIGNATURE DÉFINITIVE :

UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES 6 septembre 1935.

DEFINITIVE SIGNATURE :

UNION OF SOVIET SO-
CIALIST REPUBLICS September 6th, 1935.

N° 2816. — CONVENTION² DE BERNE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, DU 9 SEPTEMBRE 1886, REVISÉE À BERLIN, LE 13 NOVEMBRE 1908, ET À ROME, LE 2 JUIN 1928.

No. 2816. — CONVENTION² OF BERNE FOR THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS, SIGNED ON SEPTEMBER 9TH, 1886, REVISÉD AT BERLIN, NOVEMBER 13TH, 1908, AND AT ROME, JUNE 2ND, 1928.

VILLE LIBRE DE DANTZIG.

Durée du droit d'auteur.
(Article 30, § I, de la convention.)

FREE CITY OF DANZIG.

Duration of Grant of Copyright.
(Article 30, para. I, of the Convention.)

NOTE DU CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE AUX ÉTATS INTÉRESSÉS EN DATE DU 28 JUIN 1935.

NOTE FROM THE SWISS FEDERAL COUNCIL TO THE INTERESTED STATES, DATED JUNE 28TH, 1935.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 10 juillet 1935.

Communicated by the Swiss Federal Council, July 10th, 1935.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, le 28 juin 1935.

BERNE, June 28th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la Légation de

MONSIEUR LE MINISTRE,

We have the honour to acquaint Your Excellency with the fact that the Polish Le-

¹ Vol. CXIX, page 47; vol. CXXVI, page 460; vol. CXXXIV, page 432; et vol. CLVI, page 230, de ce recueil.

² Vol. CXXIII, page 233; vol. CXXX, page 469; vol. CXXXIV, page 432; vol. CXXXVIII, page 453; vol. CXLII, page 377; vol. CLII, page 303; et vol. CLVI, page 238, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CXIX, page 47; Vol. CXXVI, page 460; Vol. CXXXIV, page 432; and Vol. CLVI, page 230, of this Series.

² Vol. CXXIII, page 233; Vol. CXXX, page 469; Vol. CXXXIV, page 432; Vol. CXXXVIII, page 453; Vol. CXLII, page 377; Vol. CLII, page 303; and Vol. CLVI, page 238, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Pologne à Berne nous a fait savoir qu'en vertu de l'ordonnance du 5 février 1935, la Ville libre de Dantzig a introduit dans sa législation la protection du droit d'auteur pour une période de cinquante ans *post mortem auctoris*, en application de l'article 30, alinéa 1, de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Rome le 2 juin 1928.

Ladite ordonnance a paru dans le *Danziger Gesetzblatt* du 13 février 1935. Vous voudrez bien trouver ci-joint copie de ce document, accompagnée de sa traduction en français.

En vous priant de vouloir bien prendre acte de la notification qui précède, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération :

R. MINGER.

Le Chancelier de la Confédération :

G. BOVET.

Annexe.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

gation at Berne has informed us that, in virtue of the Ordinance dated February 5th, 1935, the Free City of Danzig has introduced into its legislation the protection of authors' rights for a term of fifty years *post mortem auctoris*, in application of Article 30, paragraph 1, of the Berne Convention for the protection of literary and artistic works, revised at Rome on June 2nd, 1928.

The above-mentioned Ordinance appeared in the *Danziger Gesetzblatt* of February 13th, 1935. A copy is enclosed herewith, together with a French translation.

We would ask you to be good enough to take note of the foregoing notification, and have the honour to be, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

R. MINGER,

President of the Confederation.

G. BOVET,

Chancellor of the Confederation.

Enclosure.

To His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE.

RECHTSVERORDNUNG

zur Abänderung des Gesetzes betr. das Urheberrecht an Werken der Literatur und Tonkunst vom 19. Juni 1901/22. Mai 1910, R.G.Bl. S. 227/R.G.Bl. S. 793 (Literaturgesetz) und des Gesetzes betr. das Urheberrecht an Werken der bildenden Künste und der Photographie vom 9. Januar 1907/22. Mai 1910, R.G.Bl. 1907 S. 7/1910 S. 793 (Kunstschutzgesetz).

Vom 5. Februar 1935.

Auf Grund von § 1 Ziffer 31, § 2 Buchstabe *d* des Gesetzes zur Behebung der Not von Volk und Staat vom 24. Juni 1933 (G.Bl. S. 273) wird hiermit folgendes mit Gesetzeskraft verordnet :

Artikel I.

§ 1.

(1) Die Schutzfristen im Urheberrecht, die dreissig Jahre betragen, werden auf fünfzig Jahre verlängert.

(2) Demgemäss werden :

1. im Gesetz betreffend das Urheberrecht an Werken der Literatur und der Tonkunst (Reichsgesetzblatt 1901 S. 227 ; 1910 S. 793) in den §§ 29, 31 und 32 die Worte „dreissig“ und „dreissigjährig“ durch „fünfzig“ und „fünfzigjährig“ und

2. im Gesetz betreffend das Urheberrecht an Werken der bildenden Künste und der Photographie (Reichsgesetzblatt 1907 S. 7 ; 1910 S. 793) im § 25 das Wort „dreissig“ durch „fünfzig“ ersetzt.

§ 2.

(1) Die Verlängerung der Schutzdauer tritt auch für die bereits geschaffenen Werke ein, die beim Inkrafttreten dieser Verordnung noch urheberrechtlich geschützt sind.

(2) Wurde das Urheberrecht vor Inkrafttreten dieser Verordnung ganz oder teilweise einem anderen übertragen, so erstreckt sich diese Verfügung im Zweifel nicht auf die Dauer der Verlängerung der Schutzfrist. Wer jedoch vor dem Inkrafttreten ein Urheberrecht erworben oder die Erlaubnis zur Ausübung einer urheberrechtlichen Befugnis erhalten hat, bleibt weiterhin gegen angemessene Vergütung zur Nutzung des Werkes berechtigt.

Artikel II.

Das Literaturschutzgesetz wird weiterhin wie folgt geändert :

§ 1.

§ 22 erhält folgenden 3. Absatz :

Der Senat bestimmt, inwieweit eine nach Absatz 1 und Absatz 2 im Ausland erteilte Erlaubnis auch auf dem Gebiete der Freien Stadt Danzig Wirksamkeit hat.

§ 2.

§ 22 c Absatz 1 erhält folgenden Wortlaut :

Für Klagen, durch die ein Anspruch auf Erteilung der Erlaubnis geltend gemacht wird, sind, sofern der Urheber im Inland keinen allgemeinen Gerichtsstand hat, das Landgericht in Danzig und das Obergericht zuständig.

§ 3.

§ 31 erhält folgenden Absatz 3 :

Eine Eintragung in eine Eintragungsrolle, die im Ausland geführt wird, hat dann Rechtswirksamkeit für das Gebiet der Freien Stadt Danzig, wenn die Landeskulturkammer jene Eintragung im Staatsanzeiger veröffentlicht. Eintragungen, die in eine Eintragungsrolle im Ausland vor Erlass dieser Rechtsverordnung erfolgt sind, werden auch rechtswirksam, wenn die Landeskulturkammer auf Bekanntmachungen in einer im Gebiet der Freien Stadt Danzig vorhandenen amtlichen Zeitung des betr. Landes im Staatsanzeiger hinweist.

§ 4.

§§ 56-58 werden aufgehoben und durch folgende Vorschrift ersetzt :

Der Senat ordnet bei vorhandenem Bedürfnis die Einrichtung Eintragungsrolle an und erlässt die erforderlichen Vorschriften.

Artikel III.

§ 49 des Literaturschutzgesetzes und § 46 des Kunstschutzgesetzes werden aufgehoben. An ihre Stelle tritt folgende Vorschrift :

Die Landeskulturkammer ist verpflichtet, auf Erfordern der Gerichte und der Staatsanwaltschaft Gutachten über die an sie gerichteten Fragen auf dem Gebiete des Urheber-

rechtes zu erstatten. Die Landeskulturkammer ist befugt, auf Anrufen der Beteiligten als Schiedsrichter zu verhandeln und zu entscheiden und zwar :

1. über Schadenersatzansprüche wegen Verletzung des Urheberrechts,
2. über die Vernichtung von Exemplaren oder Vorrichtungen, die rechtswidrig hergestellt sind,
3. über die Zuerkennung der in § 43 des Literaturschutzgesetzes und § 38 des Kunstschutzgesetzes bezeichneten Rechte,
4. in den Fällen des § 22 des Literaturschutzgesetzes.

Artikel IV.

Die Verordnung tritt mit der Verkündung in Kraft.

DANZIG, den 5. Februar 1935.

Der Senat der Freien Stadt Danzig :
GREISER. BOECK.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEXE

DÉCRET-LOI

portant amendement de la loi concernant le droit d'auteur sur les œuvres littéraires et musicales du 19 juin 1901/22 mai 1910, *Reichsgesetzblatt* p. 227/R.G.B. p. 793 (loi sur la protection des œuvres littéraires) et de la loi concernant le droit d'auteur sur les œuvres des arts plastiques et de la photographie du 9 janvier 1907/22 mai 1910, *Reichsgesetzblatt* 1907, p. 7/1910, p. 793 (loi sur la protection des œuvres artistiques).

Du 5 février 1935.

En vertu du § 1, N^o 31, § 2, lettre *d* de la Loi tendant à supprimer la détresse de la Nation et de l'Etat, du 24 juin 1933 (*Gesetzblatt* p. 273), il est arrêté, avec force de loi, ce qui suit :

Article premier.

§ 1.

1. Les délais de protection qui, dans le droit d'auteur, sont de trente ans, sont prolongés à cinquante ans.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEX.

LEGISLATIVE DECREE

amending the Law of June 19th, 1901/May 22nd, 1910, relating to authors' rights in respect of literary and musical works, *Reichsgesetzblatt*, p. 227/*Reichsgesetzblatt*, p. 793 (Law on the protection of literary works), and the Law of January 9th, 1907/May 22nd, 1910, relating to authors' rights in respect of works of the plastic arts and photography, *Reichsgesetzblatt* 1907, p. 7/1910, p. 793 (Law on the protection of artistic works).

Dated February 5th, 1935.

In virtue of § 1, No. 31, § 2, sub-paragraph (*d*), of the Law of June 24th, 1933, to relieve the distress of the people and State (*Gesetzblatt*, p. 273), it is hereby ordered, with force of law, as follows :

Article I.

§ 1.

1. The time-limits for protection which, in respect of authors' rights, are thirty years, are prolonged to fifty years.

¹ Traduction du Conseil fédéral suisse.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of the Swiss Federal Council.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. En conséquence :

1^o Dans la loi concernant le droit d'auteur sur les œuvres littéraires et musicales (*Reichsgesetzblatt* 1901, p. 227 ; 1910, p. 793) aux paragraphes 29, 31 et 32, les mots « trente » et « trentenaire » sont remplacés par « cinquante » et « cinquantenaire » et

2^o Dans la loi concernant le droit d'auteur sur les œuvres des arts plastiques et de la photographie (*Reichsgesetzblatt* 1907, p. 7 ; 1910, p. 793) au paragraphe 25 le mot « trente » est remplacé par le mot « cinquante ».

§ 2.

1. La prolongation de la durée de la protection s'applique aussi aux œuvres déjà créées qui étaient encore protégées par rapport au droit d'auteur au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

2. Si, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, le droit d'auteur a été cédé en totalité ou en partie à un tiers, cette cession ne s'étendra pas, en cas de doute, à la prolongation du délai de protection. Toutefois, celui qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, aura acquis un droit d'auteur ou obtenu l'autorisation d'exercer une prérogative se rattachant au droit d'auteur, conservera son droit d'utiliser l'œuvre moyennant des indemnités appropriées.

Article II.

La loi sur la protection des œuvres littéraires est en outre amendée comme suit :

§ 1.

Un alinéa 3 suivant sera ajouté au paragraphe 22 :

Le Sénat fixe dans quelle mesure l'autorisation délivrée à l'étranger, conformément aux alinéas 1 et 2 sera également valable sur le territoire de la Ville libre de Dantzig.

§ 2.

Le paragraphe 22 *c*, alinéa 1, sera formulé comme suit :

Pour toutes plaintes concernant les prétentions en matière des autorisations, pour

2. Consequently :

(1) In the Law relating to authors' rights in respect of literary and musical works (*Reichsgesetzblatt* 1901, p. 227 ; 1910, p. 793), in paragraphs 29, 31, and 32, the words " thirty " and " thirty-year " are replaced by " fifty " and " fifty-year ", and

(2) In the Law relating to authors' rights in respect of works of the plastic arts and photography (*Reichsgesetzblatt* 1907, p. 7 ; 1910, p. 793), in paragraph 25, the word " thirty " is replaced by the word " fifty ".

§ 2.

1. The prolongation of the term of protection applies also to works already in existence which were still protected in respect of authors' rights at the time of the entry into force of the present decree.

2. If, prior to the entry into force of the present decree, the authors' rights have been ceded in whole or in part to a third person, such cession shall not extend, in case of doubt, to the prolongation of the term of protection. Nevertheless, any person who, prior to the entry into force of the present decree, has acquired authors' rights or has obtained authority to exercise a privilege attaching to authors' rights, shall retain his right to use the work on payment of reasonable compensation.

Article II.

The Law on the protection of literary works is further amended as follows :

§ 1.

The following sub-paragraph 3 to be added to paragraph 22 :

The Senate shall determine the extent to which any authorisation granted in a foreign country, in conformity with sub-paragraphs 1 and 2, shall also be valid in the territory of the Free City of Danzig.

§ 2.

Paragraph 22 (*c*), sub-paragraph 1, to read as follows :

In regard to all complaints involving claims to authorisation, in respect of which

lesquelles le demandeur ne relève pas de la compétence ordinaire d'un tribunal du pays, seront compétents le *Landgericht* et le *Obergericht* de Dantzig.

§ 3.

Un alinéa 3 suivant sera ajouté au paragraphe 31 :

L'inscription au registre, tenu à l'étranger, n'acquiert force obligatoire pour le territoire de la Ville libre de Dantzig que lorsque la Chambre de Culture nationale (*Landeskulturkammer*) publie cette inscription dans le *Staatsanzeiger*. Les inscriptions faites dans un registre étranger avant la promulgation du présent décret-loi auront également force obligatoire lorsque la Chambre de Culture nationale s'en réfère dans le *Staatsanzeiger* à des avis publiés dans une des feuilles officielles du pays intéressé existant sur le territoire de la Ville libre de Dantzig.

§ 4.

Les paragraphes 56-58 sont supprimés et remplacés par la disposition suivante :

En cas de besoin, le Sénat pourvoira à l'organisation d'un registre et établira à cet effet les dispositions nécessaires.

Article III.

Le paragraphe 49 de la loi sur la protection des œuvres littéraires et le paragraphe 46 de la loi sur la protection des œuvres artistiques sont supprimés. A leur place sera insérée la disposition suivante :

La Chambre de Culture nationale (*Landeskulturkammer*) est tenue d'émettre, à la demande des tribunaux et du parquet, des avis sur les questions qui lui auront été soumises dans le domaine du droit d'auteur. Lorsque les intéressés s'adressent à elle pour un arbitrage, la Chambre de Culture nationale est compétente pour négocier et pour décider dans les cas suivants :

1^o En matière de prétentions à une indemnisation, lors de préjudices occasionnés par une violation du droit d'auteur ;

2^o En matière de la destruction d'exemplaires ou d'installations dont l'exécution était contraire à la loi ;

the claimant is not subject to the ordinary jurisdiction of a national court, the Danzig *Landgericht* and *Obergericht* shall have jurisdiction.

§ 3.

The following sub-paragraph 3 to be added to paragraph 31 :

An entry in a register kept in another country shall acquire legal validity in the territory of the Free City of Danzig when the National Chamber of Culture (*Landeskulturkammer*) publishes such entry in the *Staatsanzeiger*. Entries made in a register in another country prior to the promulgation of the present legislative decree shall also acquire legal validity when the National Chamber of Culture refers in the *Staatsanzeiger* to notices published in one of the official journals of the country concerned available in the territory of the Free City of Danzig.

§ 4.

Paragraphs 56-58 to be deleted and replaced by the following provision :

If necessary, the Senate shall take measures for the establishment of a register and shall enact the requisite provisions.

Article III.

Paragraph 49 of the Law on the protection of literary works and paragraph 46 of the Law on the protection of artistic works are hereby repealed. The following provision shall be inserted in their place :

The National Chamber of Culture (*Landeskulturkammer*) is required to furnish, at the request of the courts and of the Public Prosecutor's Department, opinions on any questions that may be submitted to it in regard to authors' rights. The National Chamber of Culture is empowered to act as arbitrator and give decisions, at the request of the parties concerned :

(1) In the matter of claims for compensation for damage sustained as a result of an infringement of authors' rights ;

(2) In the matter of the destruction of copies or apparatus unlawfully made ;

3° En matière de la reconnaissance des droits définis au paragraphe 43 de la loi sur la protection des œuvres littéraires et au paragraphe 38 de la loi sur la protection des œuvres artistiques ;

4° Aux cas prévus par le paragraphe 22 de la loi sur la protection des œuvres littéraires.

Article IV.

Le décret-loi entre en vigueur au moment de sa publication.

DANTZIG, le 5 février 1935.

Le Sénat de la Ville libre de Dantzig :
GREISER. BOECK.

ADHÉSIONS

ETAT DE LA CITÉ DU VATICAN (effective à partir du 12 septembre 1935.)

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 17 août 1935.

POLOGNE (effective à partir du 21 novembre 1935.)

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 24 octobre 1935.

(3) In the matter of the recognition of the rights defined in paragraph 43 of the Law on the protection of literary works and in paragraph 38 of the Law on the protection of artistic works ;

(4) In the cases covered by paragraph 22 of the Law on the protection of literary works.

Article IV.

The decree shall come into force on publication.

DANZIG, February 5th, 1935.

The Senate of the Free City of Danzig :
GREISER. BOECK.

ACCESSIONS.

VATICAN CITY STATE (effective as from September 12th, 1935).

Communicated by the Swiss Federal Council, August 17th, 1935.

POLAND (effective as from November 21st, 1935).

Communicated by the Swiss Federal Council, October 24th, 1935.

No. 2823. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND NORWAY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JANUARY 30TH, 1931.

N° 2823. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA NORVÈGE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 30 JANVIER 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. OSLO, MARCH 28TH AND APRIL 11TH, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. OSLO, LES 28 MARS ET 11 AVRIL 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

¹ Vol. CXXIII, page 343 ; Vol. CXXXIV, page 433 ; and Vol. CLVI, page 239, of this Series.

¹ Vol. CXXIII, page 343 ; vol. CXXXIV, page 433 ; et vol. CLVI, page 239, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 33.
(243/243.)

OSLO, *March 28th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on 30th January, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. In accordance with Article 14 (*b*) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 28th April next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Cecil DORMER.

Son Excellence
Monsieur Halvdan Koht,
Ministre des Affaires étrangères,
Oslo.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 33.
(243/243.)

OSLO, *le 28 mars* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance, de Votre Excellence, conformément à l'article 14 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 30 janvier 1931, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. Conformément à l'article 14 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 28 avril prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Cecil DORMER.

Son Excellence
Monsieur Halvdan Koht,
Ministre des Affaires étrangères,
Oslo.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown.	{ English or French.
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General.	{ English or French.
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ English.

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES ET DE L'ÎLE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne.	{ Anglais ou français.
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté.	{ Anglais ou français.
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ Anglais.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 11 *april* 1935.

HERR CHARGÉ D'AFFAIRES,

Jeg har den ære å erkjenne mottagelsen av minister Dormers note av 28. mars d. å. (nr. 33), hvori det, overensstemmende med art. 14 (a) i Civilprosesskonvensjonen mellem Norge og Storbritannia av 30. januar 1931, meddeles at denne konvensjon utstrekkes til også å gjelde the Channel Islands og the Isle of Man, saledes at konvensjonen i henhold til art. 14 (b), trær i kraft for de nevnte øers vedkommende fra den 28 april d. å.

Jeg konstaterer at det engelske eller det franske sprog blir å benytte i meddelelser og oversettelser som sendes til the Channel Islands, og at det engelske sprog blir å benytte ved tilsvarende henvendelser som sendes til the Isle of Man. Jeg bemerker videre til hvilken autoritet begjæringer om forkynnelse og rettsanmodninger i hvert enkelt tilfelle blir å oversende.

Motta, Herr Chargé d'Affaires, forsikringen om min særlige høiaktelse.

W. M. JOHANNESSEN.

Herr Ronald,
Det Britiske Rikes Chargé d'Affaires,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.

DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 11 *avril* 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de M. le Ministre Dormer (N^o 33) en date du 28 mars dernier, me faisant connaître, con-

¹ TRANSLATION.

ROYAL DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, *April* 11th, 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of Mr. Dormer's note dated March 28th last (No. 33), stating, in accordance with Article

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

formément à l'article 14 *a*) de la Convention du 30 janvier 1931 entre la Norvège et la Grande-Bretagne, relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, que les effets de la convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man, de telle sorte qu'en vertu de l'article 14 *b*), la convention devient applicable auxdites îles le 28 avril prochain.

J'ai pris note de ce que les communications et traductions adressées aux îles anglo-normandes devront être rédigées en anglais ou en français, et celles qui seront adressées à l'île de Man en anglais. J'ai pris note en outre des autorités auxquelles devront être adressées dans chaque cas les demandes de signification et les commissions rogatoires.

Agréé, Monsieur le Chargé d'Affaires, etc.

W. M. JOHANNESSEN.

Monsieur Ronald,
Chargé d'Affaires
du Royaume-Uni,
etc., etc., etc.

14 *a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters concluded between Norway and Great Britain on January 30th, 1931, that the operation of that Convention is extended to the Channel Islands and the Isle of Man, and that, in accordance with Article 14 *b*), the Convention will come into force for the above-mentioned Islands on April 28th of this year.

I note that the English or French language is to be used in communications and translations sent to the Channel Islands, and that the English language is to be used in similar communications to the Isle of Man. I also note the authorities to which applications for service and letters of request are to be sent in each case.

I avail myself of this opportunity, etc.

W. M. JOHANNESSEN.

To Mr. Ronald,
Chargé d'Affaires
of the United Kingdom,
etc., etc., etc.

No 2849. — ACCORD¹ RELATIF AUX SIGNAUX MARITIMES. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

ADHÉSION

LETTONIE 17 septembre 1935.

No. 2849. — AGREEMENT¹ CONCERNING MARITIME SIGNALS. SIGNED AT LISBON, OCTOBER 23RD, 1930.

ACCESSION.

LATVIA September 17th, 1935.

¹ Vol. CXXV, page 95; vol. CXXXVIII, page 453; vol. CXLII, page 379; et vol. CLVI, page 241, de ce recueil.

¹ Vol. CXXV, page 95; Vol. CXXXVIII, page 453; Vol. CXLII, page 379; and Vol. CLVI, page 241, of this Series.

No. 2883. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, NEW ZEALAND AND THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE PRESIDENT OF THE CUBAN REPUBLIC FOR THE EXTENSION OF THE EXTRADITION TREATY OF OCTOBER 3RD, 1904, TO CERTAIN PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES. SIGNED AT HAVANA, APRIL 17TH, 1930.

Nº 2883. — CONVENTION¹ ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI, LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET L'UNION SUD-AFRICAINE, ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, POUR L'EXTENSION DU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 3 OCTOBRE 1904 A CERTAINS PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT. SIGNÉE A LA HAVANE, LE 17 AVRIL 1930.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE EXTENSION TO THE FEDERATED AND UNFEDERATED MALAY STATES AND TO BRUNEI OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. HAVANA, JUNE 30TH AND JULY 5TH, 1934, AND APRIL 1ST, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ETATS MALAIS FÉDÉRÉS ET NON FÉDÉRÉS ET A BRUNEI DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. LA HAVANE, LES 30 JUIN ET 5 JUILLET 1934 ET 1^{ER} AVRIL 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 34.

Nº 34.

HAVANA, *June 30th, 1934.*

LA HAVANE, *le 30 juin 1934.*

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

I have the honour to thank Your Excellency for your note of the 15th instant signifying the willingness of the Cuban Government to agree to an extension of the supplementary Extradition Convention between the United Kingdom and Cuba, signed at Havana on the 17th April, 1930, and I now have the honour to notify Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom desire the extension of the provisions of the above-mentioned Convention to the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date du 15 de ce mois, me faisant connaître que le Gouvernement cubain consent à une extension des effets de la Convention d'extradition additionnelle entre le Royaume-Uni et Cuba, signée à La Havane le 17 avril 1930. En conséquence, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire étendre les effets de la susdite convention aux Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang et

¹ Vol. CXXVI, page 201, of this Series.

¹ Vol. CXXVI, page 201, de ce recueil.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

to the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Perlis, Kelantan and Trengganu, and to Brunei.

2. Inasmuch as this proposal is acceptable to the Cuban Government, the date of Your Excellency's note in reply will accordingly be regarded as the date on which this extension enters into force.

3. I have the honour to add that the authorities to whom requisitions for the surrender of fugitive offenders in the various States should be addressed are as follows :

Perak :	British Resident.
Selangor :	British Resident.
Negri Sembilan :	British Resident.
Pahang :	British Resident.
Johore :	General Adviser.
Kedah :	British Adviser.
Perlis :	British Adviser.
Kelantan :	British Adviser.
Trengganu :	British Adviser.
Brunei :	British Resident.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

T. Ifor REES,
H.M. Chargé d'Affaires a. i.

His Excellency
Dr. Cosme de la Torriente,
Secretary of State for the
Republic of Cuba,
Havana.

aux Etats malais non fédérés de Johore, Kedah, Perlis, Kelantan et Trengganu, ainsi qu'à Brunei.

2. Si cette proposition reçoit l'agrément du Gouvernement cubain, la date de la note de Votre Excellence en réponse à la présente note sera donc considérée comme date d'entrée en vigueur de cette extension.

3. J'ajoute que les autorités auxquelles il y aura lieu d'adresser, dans les divers Etats, les demandes d'extradition de malfaiteurs en fuite sont les suivantes :

Perak :	le Résident britannique.
Selangor :	le Résident britannique.
Negri Sembilan :	le Résident britannique.
Pahang :	le Résident britannique.
Johore :	le Conseiller général.
Kedah :	le Conseiller britannique.
Perlis :	le Conseiller britannique.
Kelantan :	le Conseiller britannique.
Trengganu :	le Conseiller britannique.
Brunei :	le Résident britannique.

Je saisis cette occasion, etc.

T. Ifor REES,
Chargé d'Affaires p. i. de Sa Majesté.

Son Excellence
le D^r Cosme de la Torriente,
Secrétaire d'Etat de la
République de Cuba,
La Havane.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CUBA.
SECRETARÍA DE ESTADO.

1197.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS :

LA HABANA, 5 de julio de 1934.

Tengo el honor de acusar el recibo de la atenta nota de Vuestra Señoría, fechada en 30 de junio último, por la cual se sirve informar a esta Secretaría que el Gobierno de Su Majestad en el Reino Unido desea que el Convenio de Extradición suplementario existente entre Cuba y la Gran Bretaña, firmado en esta Capital en 17 de abril de 1930, sea aplicable a los Estados Federados Malayos de Perak, Selangor, Negri Sembilan y Pahang, también a los no Federados Estados Malayos de Johore, Kedah, Perlis, Kelantan y Trengganu, y a Brunei, mediante un intercambio de notas, de conformidad con el último párrafo del artículo primero del indicado Tratado adicional.

Me complazco en contestación, en manifestar a Vuestra Señoría que el Gobierno cubano acepta la proposición formulada en la expresada nota; y tan luego como sea aprobada por el Consejo de Secretarios y ratificado el acuerdo de dicho Consejo por el Honorable señor Presidente de la República, tendré el honor de comunicar a Vuestra Señoría la fecha desde la cual serán aplicadas a esos Estados protegidos las disposiciones del Convenio suplementario de Extradición entre Cuba y la Gran Bretaña, firmado en esta ciudad, el día 17 de abril de 1930.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Señoría el testimonio de mi mayor consideración.

COSME DE LA TORRIENTE.

A Su Señoría
el señor T. Ifor Rees,
Encargado de Negocios *ad-interim*
de Su Majestad Británica.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DE CUBA.
SECRETARIAT D'ÉTAT.
1197.

LA HAVANE, le 5 juillet 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence du 30 juin dernier par laquelle vous voulez bien me faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire que la Convention d'extradition additionnelle entre Cuba et la Grande-Bretagne, signée à La Havane le 17 avril 1930, soit applicable aux Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang, aux Etats malais non fédérés de Johore, Kedah, Perlis, Kelantan et Trengganu, ainsi qu'à Brunei, et que cette extension se fasse au moyen d'un échange de notes, conformément au dernier paragraphe de l'article premier dudit traité additionnel.

En réponse, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement cubain accepte la proposition formulée dans la note susmentionnée; dès que cette proposition aura été approuvée par le Conseil des Ministres et que la décision dudit Conseil aura été ratifiée par le président de la République, j'aurai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence la date à partir de laquelle les dispositions de la Convention d'extradition additionnelle entre Cuba et la Grande-Bretagne,

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF CUBA.
SECRETARIAT OF STATE.
1197.

HAVANA, July 5th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note dated June 30th last by which you inform this office that His Majesty's Government in the United Kingdom desires that the supplementary Extradition Convention in force between Cuba and Great Britain, signed in this city on April 17th, 1930, should become applicable to the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang, and to the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Perlis, Kelantan and Trengganu, and to Brunei, through an exchange of notes in accordance with the last paragraph of Article 1 of the above-mentioned additional Treaty.

In reply, I have pleasure in informing Your Excellency that the Cuban Government accepts the proposal made in the above-mentioned note; and, as soon as it has been approved by the Council of Ministers and the agreement of the said Council has been ratified by the President of the Republic, I shall have the honour to communicate to Your Excellency the date on which the provisions of the supplementary Extradition Convention between Cuba and Great Britain, signed in this city on April 17th,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

signée à La Havane le 17 avril 1930, s'appliqueront aux Etats sous protectorat mentionnés plus haut.

Je saisis cette occasion, etc.

COSME DE LA TORRIENTE.

A Monsieur T. Ifor Rees,
Chargé d'Affaires par intérim
de Sa Majesté britannique.

1930, will become applicable to the said protected States.

I avail myself of this opportunity, etc.

COSME DE LA TORRIENTE.

Monsieur T. Ifor Rees,
His Britannic Majesty's
Chargé d'Affaires, *a. i.*

III.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CUBA.
SECRETARÍA DE ESTADO.
494.

LA HABANA, 1 de abril de 1935.

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el honor de referirme a la atenta nota de Vuestra Excelencia de 30 de enero del corriente año, sobre la aplicación a los Estados Federados Malayos de Perak, Selangor, Negri Sembilan y Pahang, también a los no Federados Estados Malayos de Johore, Kedah, Perlis, Kelantan y Trengganu, y a Brunei, del Convenio de Extradición suplementario existente entre Cuba y la Gran Bretaña, firmado en esta Capital en 17 de abril de 1930, mediante un intercambio de notas, de conformidad con el último párrafo del artículo primero del indicado Tratado adicional, y de manifestaros que el citado acuerdo fué aprobado por el Consejo de Secretarios, en su sesión del diez de julio de 1934 y ratificado por el Honorable señor Presidente de la República en la sesión ordinaria del Consejo de Secretarios del 26 de marzo último.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi más alta consideración.

J. A. BARNET.

A Su Excelencia
el señor Herbert Adolphus Grant Watson,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Su Majestad Británica,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DE CUBA.
SECRETARIAT D'ÉTAT
494.

LA HAVANE, le 1^{er} avril 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note de Votre Excellence du 30 janvier de cette année relative à l'ap-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF CUBA.
SECRETARIAT OF STATE.
494.

HAVANA, April 1st, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

Referring to Your Excellency's note of January 30th of this year, concerning the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

plication aux Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang, aux Etats malais non fédérés de Johore, Kedah, Perlis, Kelantan et Trengganu, ainsi qu'à Brunei, de la Convention d'extradition additionnelle entre Cuba et la Grande-Bretagne, signée à La Havane le 17 avril 1930, application qui devait se faire moyennant un échange de notes, conformément au dernier paragraphe de l'article premier dudit traité additionnel, j'ai l'honneur de vous faire savoir que cette proposition a été approuvée par le Conseil des Ministres à sa séance du 10 juillet 1934 et que la décision du Conseil a été ratifiée par le président de la République à la séance ordinaire du Conseil des Ministres du 26 mars dernier.

Je saisis cette occasion, etc.

J. A. BARNET.

A Son Excellence

Monsieur Herbert Adolphus Grant Watson,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.

extension to the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang, and also to the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Perlis, Kelantan and Trengganu, and to Brunei, of the supplementary Extradition Convention between Cuba and Great Britain, signed in this city on April 17th, 1930, through an exchange of notes, in accordance with the last paragraph of Article 1 of the said supplementary Treaty, I have the honour to inform you that the said agreement was approved by the Council of Ministers at their meeting on July 10th, 1934, and ratified by the President of the Republic at the ordinary meeting of the Council of Ministers on March 26th last.

I avail myself of this opportunity, etc.

J. A. BARNET.

His Excellency

Herbert Adolphus Grant Watson,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
etc., etc., etc.

N^o 2903 — CONVENTION¹ INTERNATIONALE RELATIVE A LA CRÉATION A PARIS D'UN OFFICE INTERNATIONAL DE CHIMIE, ET RÈGLEMENT Y ANNEXÉ. SIGNÉS A PARIS, LE 29 OCTOBRE 1927.

Communiquée par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations, le 26 août 1935.

RATIFICATION

Déposée à Paris :

YUGOSLAVIE 9 avril 1935.

Communiquée par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations, le 26 août 1935.

No. 2903. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE CREATION IN PARIS OF AN INTERNATIONAL OFFICE OF CHEMISTRY, AND REGULATIONS ANNEXED THERETO. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 29TH, 1927.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations, August 26th, 1935.

RATIFICATION.

Deposited in Paris :

YUGOSLAVIA April 9th, 1935.

Communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations, August 26th, 1935.

¹ Vol. CXXVII, page 27, de ce recueil.

¹ Vol. CXXVII, page 27, of this Series.

No. 2918. — CONVENTION¹ BETWEEN AUSTRIA AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 31ST, 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. VIENNA, MARCH 27TH AND APRIL 8TH, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 39.
(156/2/35.)

VIENNA, *March 27th, 1935.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on the 31st March, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. In accordance with Article 14 (b) of the Convention, the extensions now notified will

N^o 2918. — CONVENTION¹ ENTRE L'AUTRICHE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MARS 1931.

ECHANGE DE NOTES RELATIF À L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ÎLE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. VIENNE, LES 27 MARS ET 8 AVRIL 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 39.
(156/2/35.)

VIENNE, *le 27 mars 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 14 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 31 mars 1931, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique dans chaque cas l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. Conformément à l'article 14 b) de la convention, l'extension notifiée par la présente

¹ Vol. CXXVII, page 167 ; Vol. CXXXIV, page 435 ; and Vol. CLVI, page 242, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CXXVII, page 167 ; vol. CXXXIV, page 435 ; et vol. CLVI, page 242, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 27th April next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

W. SELBY.

His Excellency
Baron Berger-Waldenegg,
Vienna.

note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 27 avril prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

W. SELBY.

Son Excellence
le Baron Berger-Waldenegg,
Vienne.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS
AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF
REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown. }	{ English or French. }
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General. }	{ English or French. }
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas. }	{ English. }

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES
ET DE L'ILE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE
ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne. }	{ Anglais ou français. }
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté. }	{ Anglais ou français. }
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas. }	{ Anglais. }

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

BUNDESKANZLERAMT.
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN.

Zl. 32.841-15/35.

VERBALNOTE.

Das Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, beehrt sich, der königlich grossbritannischen Gesandtschaft den Empfang der geschätzten Verbalnote vom 27. März 1935, No. 39 (156/2/35), mittels welcher die Ausdehnung des Geltungsbereiches des österreichisch-britischen Rechtshilfeabkommens vom 31. März 1931 auf die Kanal-Insel und die Insel Man mitgeteilt wurde, ergebenst zu bestätigen.

WIEN, am 8. April 1935.

An die
Königlich grossbritannische Gesandtschaft,
in Wien.

¹ TRADUCTION.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Zl. 32.841-15/35.

NOTE VERBALE

La Chancellerie fédérale, Affaires étrangères, a l'honneur d'accuser réception à la Légation de Grande-Bretagne de la note verbale N° 39 (156/2/35) du 27 mars 1935 faisant connaître que les effets de la Convention austro-britannique du 31 mars 1931 sur les actes de procédure en matière civile et commerciale ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

VIENNE, le 8 avril 1935.

Légation de Grande-Bretagne,
Vienna.

¹ TRANSLATION.

FEDERAL CHANCELLERY.
FOREIGN AFFAIRS.

Zl. 32.841-15/35.

NOTE VERBALE.

The Foreign Affairs Department of the Federal Chancellery has the honour to acknowledge receipt of the British Legation's Note Verbale No. 39 (156/2/35) dated March 27th, 1935, notifying the extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the operation of the Austrian-British Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters of March 31st, 1931.

VIENNA, April 8th, 1935.

The British Legation,
Vienna.

No. 2945. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF SALVADOR IN REGARD TO COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SAN SALVADOR, AUGUST 8TH, 1931.

N° 2945. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU SALVADOR CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. SAN-SALVADOR, LE 8 AOUT 1931.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION FOR THREE MONTHS FROM SEPTEMBER 16TH, 1935, OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SAN SALVADOR, MAY 7TH AND JUNE 1ST, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION POUR TROIS MOIS, A PARTIR DU 16 SEPTEMBRE 1935, DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SAN-SALVADOR, LES 7 MAI ET 1^{ER} JUIN 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 12th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 12 juillet 1935.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. CXXVIII, page 417; and Vol. CXLII, page 381, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. CXXVIII, page 417; et vol. CXLII, page 381, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.
No. 26.

SAN SALVADOR, *May 7th*, 1935.

EXCELLENCY,

I have the honour to refer to Your Excellency's note No. A.631 of 9th August, 1934, regarding the renewal to September 16th, 1935, of the Commercial *Modus Vivendi* between Great Britain and Northern Ireland and El Salvador, and to enquire whether it would be possible to give me some preliminary indication of the intentions of the Government in regard to a further renewal of this Agreement.

2. I have recently received numerous enquiries on the subject from firms interested in this market, and it would be an advantage to all concerned if the feeling of uncertainty which now prevails could be removed.

3. As Your Excellency is no doubt aware, great efforts have been, and are still being, made by local British interests to remedy the unfavourable trade balance to which Your Excellency referred, and although it is still too early to form a definite opinion as regards the outcome of these efforts the results achieved to date in the face of many difficulties, and the outlook for the future, are such that it would, in my opinion, be regrettable to nullify all that has been done and to preclude the possibility of further effort by allowing the *Modus Vivendi* to lapse, and so bringing about a complete suspension of the trade relations between the two countries.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest regard and esteem.

R. GOLDIE,
H. B. M. Chargé d'Affaires
ad interim.

His Excellency
Dr. Miguel Angel Araujo,
Minister for Foreign Affairs,
National Palace,
San Salvador.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.
N° 26.

SAN-SALVADOR, *le 7 mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la note de Votre Excellence N° A.631 du 9 août 1934, concernant le renouvellement jusqu'au 16 septembre 1935 du *modus vivendi* commercial entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Salvador, et de m'informer s'il vous serait possible de me donner quelque indication préliminaire au sujet des intentions du gouvernement en ce qui concerne le renouvellement dudit accord pour une nouvelle période.

2. J'ai été saisi récemment de nombreuses demandes de renseignements à ce sujet de la part de maisons intéressées au marché du Salvador; il y aurait avantage pour tous les intéressés si le sentiment d'incertitude qui règne actuellement pouvait être dissipé.

3. Votre Excellence n'ignore pas sans doute que des efforts considérables ont été et sont faits par les milieux britanniques ayant des intérêts dans le pays pour remédier à la balance commerciale défavorable à laquelle s'est référée Votre Excellence, et bien qu'il soit encore trop tôt pour avoir une opinion précise au sujet de l'aboutissement de ces efforts, les résultats atteints jusqu'ici en dépit de nombreuses difficultés et les perspectives d'avenir sont tels qu'il serait à mon avis regrettable de réduire à néant tout ce qui a été fait et d'écarter la possibilité de nouveaux efforts en laissant expirer le *modus vivendi* et en entraînant ainsi la suspension complète des relations commerciales entre les deux pays.

Je saisis cette occasion, etc.

R. GOLDIE,
Chargé d'Affaires a. i.
de Sa Majesté britannique.

Son Excellence
le D^r Miguel Angel Araujo,
Ministre des Affaires étrangères,
Palais National,
San-Salvador.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE EL SALVADOR C. A.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

SECCIÓN DEL PROTOCOLO.

No. de A. 631.

SP-0658-/-L. D. No. 919.

*Palacio Nacional.*SAN SALVADOR, 1^o de junio de 1935.

HONORABLE SEÑOR :

Tengo la honra de referirme a la apreciable nota de Vuestra Señoría No. 26, del 7 de mayo último, manifestándole que, según lo resuelto en Consejo de Ministros de ayer, el Gobierno de El Salvador accede a prorrogar por tres meses más el Modus Vivendi Comercial entre la Gran Bretaña e Irlanda del Norte y este país, que vencerá el 16 de septiembre del corriente año, prolongándose su vigencia hasta el 16 de diciembre próximo entrante.

Aprovecho esta oportunidad para renovar a Vuestra Señoría las seguridades de mi alta consideración y aprecio.

Miguel Angel ARAUJO.

Al Honorable señor don Robert George Goldie,
Encargado de Negocios ad interim de la Gran Bretaña,
Presente.

¹ TRADUCTION.

RÉPUBLIQUE DU SALVADOR C.A.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SECTION DU PROTOCOLE.

N^o A.631.SP-0658-/-L.D. N^o 919.*Palais National.*SAN-SALVADOR, le 1^{er} juin 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de me référer à votre note N^o 26 du 7 mai dernier, et de vous informer qu'à la suite du Conseil des ministres tenu hier, le Gouvernement du Salvador consent à proroger pour trois mois le *modus vivendi* commercial entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Salvador, qui vient à expiration le

¹ TRANSLATION.

REPUBLIC OF SALVADOR C. A.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

PROTOCOL SECTION.

No. A. 631.

SP-0658-/-L.D. No. 919.

National Palace.

SAN SALVADOR, June 1st, 1935.

SIR,

With reference to your note No. 26, dated May 7th last, I have the honour to inform you that, in virtue of the decision taken by the Council of Ministers yesterday, the Government of Salvador agrees to renew for a further three months the Commercial *Modus Vivendi* between Great Britain and Northern Ireland and this

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

16 septembre courant, et d'en prolonger la durée jusqu'au 16 décembre prochain.

Je saisis cette occasion, etc.

Miguel Angel ARAUJO.

Monsieur Robert George Goldie,
Chargé d'Affaires *a. i.*
de Grande-Bretagne,
En ville.

country which expires on September 16th next. It will thus remain in force until December 16th next.

I have the honour to be, etc.

Miguel Angel ARAUJO.

Robert George Goldie, Esq.,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of Great Britain,
San Salvador.

No. 2975. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND PORTUGAL REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JULY 9TH, 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. LISBON, MARCH 21ST AND 30TH, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 55 (149/2).

LISBON, *March 21st, 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance

Nº 2975. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LE PORTUGAL RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 9 JUILLET 1931.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. LISBONNE, LES 21 ET 30 MARS 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº 55 (149/2).

LISBONNE, *le 21 mars 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément

¹ Vol. CXXIX, page 417; Vol. CXXXIV, page 438; Vol. CXXXVIII, page 455; and Vol. CLVI, page 244, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CXXIX, page 417; vol. CXXXIV, page 438; vol. CXXXVIII, page 455; et vol. CLVI, page 244, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

with Article 14 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 9th July, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom request for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. In accordance with Article 14 (b) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 21st April, 1935.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

Claud RUSSELL.

His Excellency

Dr. José Caero da Matta,
Minister for Foreign Affairs.

à l'article 14 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique dans chaque cas l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. Conformément à l'article 14 b) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 21 avril 1935.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Claud RUSSELL.

Son Excellence

le Dr José Caero da Matta,
Ministre des Affaires étrangères.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown.	{ English or French.
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General.	{ English or French.
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ English.

LISTE DES AUTORITÉS DES ÎLES ANGLONORMANDES ET DE L'ÎLE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne.	{ Anglais ou français.
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté.	{ Anglais ou français.
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ Anglais.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO
DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

No. 23.

SENHOR EMBAIXADOR,

LISBOA, 30 de Março de 1935.

Tenho a honra de acusar recepção da Nota No. 55 (149/2), de 21 de Março corrente, pela qual V. Ex^a se dignou comunicar-me a extensão ás ilhas do Canal e á ilha de Man da aplicação da

Convenção sobre processo civil e comercial, assinada em Londres em 9 de Julho de 1931, nos termos do respectivo artigo 14 (a).

2. Aproveito a oportunidade para informar V. Ex^a que dessa comunicação foi tomada a devida nota e para reiterar a V. Ex^a os protestos da minha mais alta consideração.

Pelo Ministro :
Luiz DE SAMPAYO.

Sua Excelencia :
Sir Claud Russell,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N^o 23.

LISBONNE, *le* 30 mars 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N^o 55 (149/2) du 21 de ce mois, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que les effets de la convention sur les actes de procédure civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, avaient été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man, aux termes de l'article 14 a) de cette convention.

2. Il a été pris bonne note de cette communication, et je saisis cette occasion, etc.

Pour le Ministre,
Luiz DE SAMPAYO.

Son Excellence
Sir Claud Russell,
etc., etc., etc.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 23.

LISBON, *March 30th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of note No. 55 (149/2) of March 21st last, in which Your Excellency was good enough to inform me that the operation of the Convention regarding proceedings in civil and commercial matters, signed in London on July 9th, 1931, had been extended to the Channel Islands and the Isle of Man in accordance with Article 14 (a) of that Convention.

2. Due note has been taken of this information.

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :
Luiz DE SAMPAYO.

His Excellency
Sir Claud Russell,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2988. — TRAITÉ¹ GÉNÉRAL D'ARBITRAGE INTERAMÉRICAIN. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 5 JANVIER 1929.

Communiqué par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne, le 20 août 1935.

RATIFICATIONS

Déposées à Washington :

PANAMA 20 janvier 1933.
HAÏTI 4 avril 1933.
PÉROU 23 mai 1934.
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE 16 avril 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

Ladite ratification implique expressément que « dans chaque cas d'espèce, l'accord spécial ne sera conclu que par le président, sur l'avis et avec l'assentiment du Sénat, donné à la majorité des deux tiers des sénateurs présents ».

Communiquées par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne le 20 août 1935.

PROTOCOLE³ D'ARBITRAGE PROGRESSIF. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 5 JANVIER 1929.

Communiqué par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne, le 20 août 1935.

RATIFICATION

Déposée à Washington :

HAÏTI 4 avril 1933.

Communiquée par le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne, le 20 août 1935.

¹ Vol. CXXX, page 135 ; et vol. CLVI, page 246, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Vol. CXXX, page 156 ; et vol. CLVI, page 246, de ce recueil.

No. 2988. — GENERAL TREATY¹ OF INTER-AMERICAN ARBITRATION. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 5TH, 1929.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne, August 20th, 1935.

RATIFICATIONS.

Deposited in Washington :

PANAMA January 20th, 1933.
HAITI April 4th, 1933.
PERU May 23rd, 1934.
UNITED STATES OF AMERICA April 16th, 1935.

With the understanding, made a part of such ratification, " that the special agreement in each case shall be made only by the President, and then only by and with the advice and consent of the Senate, provided two-thirds of the Senators present concur ".

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne, August 20th, 1935.

PROTOCOL³ OF PROGRESSIVE ARBITRATION. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 5TH, 1929.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne, August 20th, 1935.

RATIFICATION.

Deposited in Washington :

HAITI April 4th, 1933.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne, August 20th, 1935.

¹ Vol. CXXX, page 135 ; and Vol. CLVI, page 246, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Vol. CXXX, page 156 ; and Vol. CLVI, page 246, of this Series.

No. 3002. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND POLAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT WARSAW, AUGUST 26TH, 1931.

N° 3002. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA POLOGNE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 26 AOUT 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. WARSAW, MARCH 26TH AND APRIL 26TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. VARSOVIE, LES 26 MARS ET 26 AVRIL 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 42.
(117/2/35.)

N° 42.
(117/2/35.)

WARSAW, March 26th, 1935.

VARSOVIE, le 26 mars 1935.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on the 26th August, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 15 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Varsovie le 26 août 1931, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

¹ Vol. CXXXI, page 19; Vol. CXXXIV, page 440; and Vol. CLVI, page 247, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CXXXI, page 19; vol. CXXXIV, page 440; et vol. CLVI, page 247, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

3. In accordance with Article 15 (*b*) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 26th April next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

H. W. KENNARD.

His Excellency
Monsieur J. Beck,
Minister for Foreign Affairs,
Warsaw.

3. Conformément à l'article 15 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 26 avril prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

H. W. KENNARD.

Son Excellence
Monsieur J. Beck,
Ministre des Affaires étrangères,
Varsovie.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown.	{ English or French.
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General.	{ English or French.
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ English.

II.

MINISTERSTWO
SPRAW ZAGRANICZNYCH.

*Ministère
des Affaires étrangères.*

P. V. 78/a/WB/I/I/35.

VARSOVIE, le 26 avril 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par sa note N° 42/II7/2/35 en date du 26 mars 1935, Votre Excellence a bien voulu me communiquer l'adhésion, pour les îles anglo-normandes et pour l'île de Man, à la convention entre la Pologne et la Grande-Bretagne concernant la procédure en matières civiles et commerciales, signée à Varsovie le 26 août 1931, cette adhésion devant produire ses effets à partir du 26 avril 1935.

En accusant réception de la note précitée, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'en

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES ET DE L'ÎLE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne.	{ Anglais ou français.
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté.	{ Anglais ou français.
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ Anglais.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

P. V. 78/a/WB/I/I/35.

WARSAW, April 26th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

In your note No. 42/II7/2/35, dated March 26th, 1935, Your Excellency was so good as to notify to me the extension to the Channel Islands and the Isle of Man of the operation of the Convention between Poland and Great Britain regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on August 26th, 1931, such extension to come into force on April 26th, 1935.

I beg to acknowledge receipt of the above-mentioned note, and have the honour to inform

ai pris acte et que les autorités compétentes en ont été saisies en même temps.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence

Sir Howard William Kennard,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
à Varsovie.

SZEMBEK.

Your Excellency that I have duly noted it and that the competent authorities have at the same time been informed thereof.

I avail myself of this opportunity, etc.

His Excellency

Sir Howard William Kennard,
His Britannic Majesty's
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary,
at Warsaw.

SZEMBEK.

No. 3004. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE KINGDOM OF ITALY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 17TH, 1930.

N° 3004. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE ROYAUME D'ITALIE CONCERNANT L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 17 DÉCEMBRE 1930.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. ROME, MARCH 20TH AND APRIL 5TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. ROME, LES 20 MARS ET 5 AVRIL 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. III.
(163/2/35.)

N° III.
(163/2/35.)

ROME, *March 20th*, 1935.

ROME, *le 20 mars* 1935.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères,

¹ Vol. CXXXI, page 78 ; Vol. CXXXVIII, page 464 ; and Vol. CLVI, page 249, of this Series.

¹ Vol. CXXXI, page 78 ; vol. CXXXVIII, page 464 ; et vol. CLVI, page 249, de ce recueil.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 17th December, 1930, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom judicial and extrajudicial documents and letters of request should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. In accordance with Article 16 (b) of the Convention, I have the honour to notify Your Excellency that the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 20th April next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

Eric DRUMMOND.

His Excellency
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.

de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 16 a) de la Convention concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique dans chaque cas l'autorité à laquelle devront être transmis les actes judiciaires et extrajudiciaires et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. Conformément à l'article 16 b) de la convention, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 20 avril prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Eric DRUMMOND.

Son Excellence
M. Benito Mussolini,
etc., etc., etc.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown.	{ English or French.
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General.	{ English or French.
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ English.

LISTE DES AUTORITÉS DES ÎLES ANGLO-NORMANDES ET DE L'ÎLE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne.	{ Anglais ou français.
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté.	{ Anglais ou français.
Île de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ Anglais.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

T. 29/38.
210866/81.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Con Nota n. III (163/2/35) del 20 marzo scorso, l'Eccellenza Vostra si è compiaciuta comunicare a questo Ministero che la Convenzione italo-britannica per l'assistenza giudiziaria in materia civile

ROMA, 5 Apr. 1935. Anno XIII.

e commerciale, firmata a Londra il 17 dicembre 1930, è stata estesa alle Isole della Manica e all'Isola di Man e che tale estensione avrà effetto dal 20 aprile corrente anno.

L'Eccellenza Vostra ha inoltre indicato quali siano le Autorità Britanniche incaricate di ricevere i documenti giudiziari e quali siano le lingue da usarsi nelle comunicazioni e traduzioni.

Nel segnare ricevuta di tale comunicazione, che è stata portata subito a conoscenza delle Regie Autorità competenti, colgo l'occasione per rinnovarle, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione.

SUVICH.

A. S. E. Sir Eric Drummond,
Ambasciatore di Sua Maestà Britannica,
in Roma.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

T. 29/38.
210866/81.

ROME, le 5 avril 1935. An XIII.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par note N° III (163/2/35) du 20 mars dernier, Votre Excellence a bien voulu faire connaître à ce Ministère que la Convention italo-britannique concernant l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Londres le 17 décembre 1930, avait été étendue aux îles anglo-normandes et à l'île de Man, cette extension entrant en vigueur le 20 du présent mois.

Votre Excellence a bien voulu indiquer en outre quelles étaient les autorités britanniques auxquelles devront être adressés les actes judiciaires, et quelles sont les langues à employer pour les communications et traductions.

En accusant réception de cette communication, qui a été immédiatement portée à la connaissance des autorités compétentes du Royaume, je saisis cette occasion, etc.

SUVICH.

Son Excellence
Sir Eric Drummond,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Rome.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

T. 29/38.
210866/81.

ROME, April 5th, 1935. Year XIII.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

By note No. III (163/2/35) of March 20th last, Your Excellency was good enough to inform this Ministry that the Italo-British Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on December 17th, 1930, has been extended to the Channel Islands and the Isle of Man, and that those extensions will come into force on April 20th, 1935.

Your Excellency also indicated the British authorities empowered to receive judicial documents and the languages in which communications and translations are to be made.

Acknowledging receipt of your communication, which was immediately brought to the knowledge of the competent Royal authorities, I have the honour to be, etc.

SUVICH.

His Excellency
Sir Eric Drummond,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Rome.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 3023. — CONVENTION¹ D'UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE L'ESPAGNE. SIGNÉE A MADRID, LE 10 NOVEMBRE 1931.

RATIFICATIONS

Déposées à Madrid :

NICARAGUA 6 juin 1935.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne, le 5 juillet 1935.

SALVADOR 8 octobre 1935.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne, le 7 novembre 1935.

No. 3023. — POSTAL UNION CONVENTION¹ OF THE AMERICAS AND SPAIN. SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 10TH, 1931.

RATIFICATIONS.

Deposited in Madrid :

NICARAGUA June 6th, 1935.

Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, July 5th, 1935.

SALVADOR October 8th, 1935.

Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, November 7th, 1935.

N^o 3024. — UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE L'ESPAGNE. ARRANGEMENT² RELATIF AUX MANDATS DE POSTE. SIGNÉ A MADRID, LE 10 NOVEMBRE 1931.

RATIFICATION

SALVADOR 8 octobre 1935.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne, le 7 novembre 1935.

No. 3024. — POSTAL UNION OF THE AMERICAS AND SPAIN. AGREEMENT² REGARDING MONEY ORDERS. SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 10TH, 1931.

RATIFICATION.

SALVADOR October 8th, 1935.

Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, November 7th, 1935.

¹ Vol. CXXXI, page 327 ; vol. CXXXVIII, page 467 ; vol. CXLVII, page 352 ; vol. CLII, page 312 ; et vol. CLVI, page 251, de ce recueil.

² Vol. CXXXI, page 389 ; vol. CXXXVIII, page 467 ; et vol. CLII, page 312, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXI, page 327 ; Vol. CXXXVIII, page 467 ; Vol. CXLVII, page 352 ; Vol. CLII, page 312 ; and Vol. CLVI, page 251, of this Series.

² Vol. CXXXI, page 389 ; Vol. CXXXVIII, page 467 ; and Vol. CLII, page 312, of this Series.

No 3025. — UNION POSTALE DES AMÉRIQUES ET DE L'ESPAGNE. ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A MADRID, LE 10 NOVEMBRE 1931.

No. 3025. — POSTAL UNION OF THE AMERICAS AND SPAIN. PARCEL POST AGREEMENT¹. SIGNED AT MADRID, NOVEMBER 10TH, 1931.

RATIFICATIONS

Déposées à Madrid :

NICARAGUA 6 juin 1935.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne, le 5 juillet 1935.

SALVADOR 8 octobre 1935.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne, le 7 novembre 1935.

RATIFICATIONS.

Deposited in Madrid :

NICARAGUA June 6th, 1935.

Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, July 5th, 1935.

SALVADOR October 8th, 1935.

Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, November 7th, 1935.

No. 3041. — CONVENTION² BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ESTONIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 22ND, 1931.

No 3041. — CONVENTION² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'ESTONIE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 22 DÉCEMBRE 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. TALLINN, APRIL 9TH AND 12TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. TALLINN, LES 9 ET 12 AVRIL 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

¹ Vol. CXXXI, page 447 ; vol. CXXXVIII, page 467 ; vol. CXLVII, page 353 ; vol. CLII, page 312 ; et vol. CLVI, page 252, de ce recueil.

² Vol. CXXXII, page 231 ; Vol. CXXXIV, page 449 ; Vol. CXXXVIII, page 468 ; Vol. CLII, page 385 ; and Vol. CLVI, page 252, of this Series.

¹ Vol. CXXXI, page 447 ; Vol. CXXXVIII, page 467 ; Vol. CXLVII, page 353 ; Vol. CLII, page 312 ; and Vol. CLVI, page 252, of this Series.

² Vol. CXXXII, page 231 ; vol. CXXXIV, page 449 ; vol. CXXXVIII, page 468 ; vol. CLII, page 385 ; et vol. CLVI, page 252, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 14.
382/55/1/2.

TALLINN, *April 9th*, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify Your Excellency, in accordance with Article 15 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 22nd December, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or letters of request should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. In accordance with Article 15 (*b*) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 9th May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication.

I avail myself, Monsieur le Ministre, of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

A. J. HILL.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 14.
382/55/1/2.

TALLINN, *le 9 avril* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'État de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 15 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 22 décembre 1931, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. Conformément à l'article 15 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 9 mai prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

A. J. HILL.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown.	{ English or French.
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General.	{ English or French.
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ English.

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES ET DE L'ILE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne.	{ Anglais ou français.
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté.	{ Anglais ou français.
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ Anglais.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No. 47-W.

TALLINN, *April 12th, 1935.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated April 9th, 1935, No. 14, by which you were so good as to notify in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 22nd, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or letters of request should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

In accordance with Article 15 (b) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on 9th May next.

In taking due notice of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

H. LARETEI,
Assistant Minister.

Monsieur A. J. Hill,
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires,
Tallinn.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 47-W.

TALLINN, *le 12 avril 1935.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 14, en date du 9 avril 1935, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître, conformément à l'article 15 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 22 décembre 1931, que les effets de cette convention avaient été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

La liste jointe à ladite note indiquait dans chaque cas l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification ou les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

Conformément à l'article 15 b) de la convention, l'extension notifiée par ladite note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 9 mai prochain.

J'ai pris bonne note de cette communication, et je saisis cette occasion, etc.

H. LARETEI,
- Ministre adjoint.

Monsieur A. J. Hill,
Chargé d'Affaires de Sa Majesté britannique,
Tallinn.

N^o 3119. — CONVENTION ¹ INTERNATIONALE SUR LES LIGNES DE CHARGE. SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1930.

RATIFICATION

BELGIQUE 29 mai 1935.

ADHÉSIONS

CHINE 19 août 1935.
(Avec effet à partir du 19 novembre 1935.)
CHOSEN, TAIWAN ET TERRITOIRE A BAIL DU
KOUAN-TOUNG 12 juillet 1935.
(Avec effet à partir du 12 septembre 1935.)

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

No. 3119. — INTERNATIONAL LOAD-LINE CONVENTION ¹. SIGNED AT LONDON, JULY 5TH, 1930.

RATIFICATION.

BELGIUM May 29th, 1935.

ACCESSIONS

CHINA August 19th, 1935.
(With effect as from November 19th, 1935.)
CHOSEN, TAIWAN AND
THE LEASED TERRITORY OF KWANTUNG, July 12th, 1935.
(With effect as from September 12th, 1935.)

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

N^o 3127. — CONVENTION ² INTERNATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MAI 1929.

RATIFICATIONS

BELGIQUE 29 mai 1935.
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES 2 juillet 1935.

ADHÉSIONS

CHOSEN, TAIWAN ET TERRITOIRE A BAIL DU
KOUAN-TOUNG 12 juillet 1935.
(Avec effet à partir du 12 septembre 1935.)
ESTONIE 12 juillet 1935.
(Avec effet à partir du 12 octobre 1935.)

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

No. 3127. — INTERNATIONAL CONVENTION ² FOR THE SAFETY OF LIFE AT SEA. SIGNED AT LONDON, MAY 31ST, 1929.

RATIFICATIONS.

BELGIUM May 29th, 1935.
UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS July 2nd, 1935.

ACCESSIONS.

CHOSEN, TAIWAN AND
THE LEASED TERRITORY OF KWANTUNG July 12th, 1935.
(With effect as from September 12th, 1935.)
ESTONIA July 12th, 1935.
(With effect as from October 12th, 1935.)

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

¹ Vol. CXXXV, page 301; vol. CXLII, page 392; vol. CXLVII, page 354; vol. CLII, page 313; et vol. CLVI, page 256, de ce recueil.

² Vol. CXXXVI, page 81; vol. CXLII, page 393; vol. CXLVII, page 354; et vol. CLVI, page 257, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXV, page 301; Vol. CXLII, page 392; Vol. CXLVII, page 354; Vol. CLII, page 313; and Vol. CLVI, page 256, of this Series.

² Vol. CXXXVI, page 81; Vol. CXLII, page 393; Vol. CXLVII, page 354; and Vol. CLVI, page 257, of this Series.

N^o 3145. — CONVENTION¹ POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL. SIGNÉS A VARSOVIE, LE 12 OCTOBRE 1929.

No. 3145. — CONVENTION¹ FOR THE UNIFICATION OF CERTAIN RULES RELATING TO INTERNATIONAL CARRIAGE BY AIR, AND ADDITIONAL PROTOCOL. SIGNED AT WARSAW, OCTOBER 12TH, 1929.

RATIFICATION

Déposée à Varsovie :

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE 1^{er} août 1935.

Y compris la Papouasie, l'île de Norfolk, et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

Communiquée par le délégué permanent de la Pologne près la Société des Nations, le 30 août 1935.

RATIFICATION.

Deposited in Warsaw :

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA August 1st, 1935.

Including Papua, Norfolk Island and the mandated territories of New Guinea and Nauru.

Communicated by the Permanent Delegate of Poland to the League of Nations, August 30th, 1935.

ADHÉSION

ETAT LIBRE D'IRLANDE 20 septembre 1935.

Communiquée par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation polonaise près la Société des Nations, le 22 novembre 1935.

ACCESSION.

IRISH FREE STATE September 20th, 1935.

Communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation to the League of Nations, November 22nd, 1935.

N^o 3185. — CONVENTION² SUR LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS, AVEC PROTOCOLE ANNEXE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

No. 3185. — CONVENTION² ON THE TAXATION OF FOREIGN MOTOR VEHICLES, WITH PROTOCOL-ANNEX. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

ADHÉSION

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES 23 juillet 1935.

ACCESSION.

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS ... July 23rd, 1935.

¹ Vol. CXXXVII, page 11 ; vol. CXLII, page 393 ; vol. CXLVII, page 355 ; et vol. CLVI, page 258, de ce recueil.

² Vol. CXXXVIII, page 149 ; vol. CXLII, page 393 ; vol. CXLVII, page 356 ; et vol. CLVI, page 260, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXVII, page 11 ; Vol. CXLII, page 393 ; Vol. CXLVII, page 355 ; and Vol. CLVI, page 258, of this Series.

² Vol. CXXXVIII, page 149 ; Vol. CXLII, page 393 ; Vol. CXLVII, page 356 ; and Vol. CLVI, page 260, of this Series.

No 3219. — CONVENTION¹ POUR LIMITER LA FABRICATION ET RÉGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 13 JUILLET 1931.

ADHÉSIONS

ESTONIE 5 juillet 1935.
UNION DES RÉPUBLI-
QUES SOVIÉTIQUES
SOCIALISTES 31 octobre 1935.

PROTOCOLE DE SIGNATURE DE LA CONVENTION POUR LIMITER LA FABRICATION ET RÉGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 13 JUILLET 1931.

ADHÉSION

ESTONIE 5 juillet 1935.

No. 3244. — CONVENTION² BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE NETHERLANDS REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MAY 31ST, 1932.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. THE HAGUE, MARCH 22ND AND 27TH, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

¹ Vol. CXXXIX, page 301 ; vol. CXLVII, page 361 ; vol. CLII, page 344 ; et vol. CLVI, page 268, de ce recueil.

² Vol. CXL, page 287 ; Vol. CXLVII, page 366 ; and Vol. CLVI, page 273, of this Series.

No. 3219. — CONVENTION¹ FOR LIMITING THE MANUFACTURE AND REGULATING THE DISTRIBUTION OF NARCOTIC DRUGS. SIGNED AT GENEVA, JULY 13TH, 1931.

ACCESSIONS.

ESTONIA July 5th, 1935.
UNION OF SOVIET
SOCIALIST RE-
PUBLICS October 31st, 1935.

PROTOCOL OF SIGNATURE OF THE CONVENTION FOR LIMITING THE MANUFACTURE AND REGULATING THE DISTRIBUTION OF NARCOTIC DRUGS. SIGNED AT GENEVA, JULY 13TH 1931.

ACCESSION.

ESTONIA July 5th, 1935.

No 3244. — CONVENTION² ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LES PAYS-BAS CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MAI 1932.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. LA HAYE, LES 22 ET 27 MARS 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

¹ Vol. CXXXIX, page 301 ; Vol. CXLVII, page 361 ; Vol. CLII, page 344 ; and Vol. CLVI, page 268, of this Series.

² Vol. CXL, page 287 ; vol. CXLVII, page 366 ; et vol. CLVI, page 273, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 42.
(114/8/35.)

THE HAGUE, *March 22nd*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 13 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 31st May, 1932, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. In accordance with Article 13 (*b*) of the Convention, the extensions now notified will come into force three months from the date of this note, that is to say, on the 22nd June next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Hubert MONTGOMERY.

His Excellency

Jonkheer Dr. A. C. D. de Graeff,
etc., etc., etc.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 42.
(114/8/35.)

LA HAYE, *le 22 mars* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 13 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 31 mai 1932, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. Conformément à l'article 13 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur trois mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 22 juin prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Hubert MONTGOMERY.

Son Excellence

le Jonkheer Dr A. C. D. de Graeff,
etc., etc., etc.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS
AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF
REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	{ Law Officers of the Crown.	{ English or French.
Jersey :	{ His Majesty's Attorney-General.	{ English or French.
Isle of Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ English.

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES
ET DE L'ILE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE
ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	{ Les Magistrats de la Couronne.	{ Anglais ou français.
Jersey :	{ L'Attorney-General de Sa Majesté.	{ Anglais ou français.
Ile de Man :	{ His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	{ Anglais.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION JURIDIQUE.
N° 10225.

LA HAYE, *le 27 mars* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre du 22 courant, N° 42, par laquelle elle a bien voulu porter à ma connaissance que, conformément à l'article 13 *a*) de la Convention contenant des dispositions pour faciliter les procédures en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 31 mai 1932, l'effet de cette convention sera étendu aux îles du Chenal et à l'île de Man.

En remerciant Votre Excellence de cette obligeante communication, je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire général,
A. M. SNOUCK HURGRONJE.

Son Excellence
Sir Charles Hubert Montgomery,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
LEGAL SECTION.
No. 10225.

THE HAGUE, *March 27th,* 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 42 of the 22nd inst., notifying to me, in accordance with Article 13 *(a)* of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on May 31st, 1932, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

I thank Your Excellency for this communication, and avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :

A. M. SNOUCK HURGRONJE,
Secretary-General.

His Excellency
Sir Charles Hubert Montgomery,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary.

No. 3245. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE KINGDOM OF SWEDEN. SIGNED AT LONDON, MAY 15TH, 1933.

N° 3245. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE ROYAUME DE SUÈDE. SIGNÉ A LONDRES, LE 15 MAI 1933.

EXCHANGE OF NOTES² AMENDING THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. STOCKHOLM, MAY 27TH AND JUNE 15TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES² CONCERNANT UNE MODIFICATION DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. STOCKHOLM, LES 27 MAI ET 15 JUIN 1935.

Communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 8th, 1935.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 8 juillet 1935.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 44.
(159/4/35.)

STOCKHOLM, *May 27th*, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

Under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and with reference to the Anglo-Swedish Commercial Agreement signed on the 15th May, 1933, and Baron Palmstierna's letter of the same date, stating that the Swedish Government agreed to consider sympathetically any proposal by His Majesty's Government in the United Kingdom for the substitution of specific duties for any of the *ad valorem* duties set out in the Second Schedule to the Agreement, I

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 44.
(159/4/35.)

STOCKHOLM, *le 27 mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et comme suite à l'Accord commercial anglo-suédois signé le 15 mai 1933, ainsi qu'à la lettre du baron Palmstierna de la même date, déclarant que le Gouvernement suédois accepte d'envisager favorablement toute proposition que pourrait faire le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vue de substituer des droits spécifiques à certains des droits *ad valorem* fixés à l'annexe II de l'accord, j'ai l'honneur d'in-

¹ Vol. CXL, page 317, of this Series.

² Came into force June 15th, 1935.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CXL, page 317, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 15 juin 1935.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government desire that the duty of 20 per cent. *ad valorem* on weldless steel tubes should be amended. I have therefore the honour to propose that the duty on such tubes should not exceed the following rates. Tubes of the value of less than thirteen pounds a ton, five pounds a ton; tubes of a value exceeding fifteen pounds a ton, twenty per cent. *ad valorem*; tubes of the value of thirteen pounds a ton and over but not exceeding fifteen pounds a ton — a rate per ton equal to the difference between the amount per ton of their value and eighteen pounds per ton.

I should be glad if Your Excellency would be kind enough to inform me whether in the circumstances the Swedish Government concur in the new rates of duty proposed. In that event, the present note and Your Excellency's reply to that effect will be regarded as placing on formal record the agreement arrived at in this matter, which shall take effect from the date of Your Excellency's reply to the present note.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's most obedient, humble Servant.

(s) Michael PALAIRET.

former Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté désire que le droit de 20 % *ad valorem* sur les tubes d'acier sans soudure soit modifié. En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer que le droit imposé sur ces tubes ne dépasse pas les taux suivants : tubes valant moins de 13 livres la tonne, 5 livres par tonne ; tubes d'une valeur supérieure à 15 livres la tonne, 20 % *ad valorem* ; tubes d'une valeur de 13 livres la tonne et au-dessus, mais ne dépassant pas 15 livres la tonne — taux par tonne égal à la différence entre le montant par tonne de leur valeur et 18 livres par tonne.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si, dans ces circonstances, le Gouvernement suédois accepte les nouveaux taux proposés. Dans ce cas, la présente note et la réponse de Votre Excellence seront considérées comme enregistrant officiellement l'accord intervenu en la matière, qui prendra effet à dater de la réponse de Votre Excellence à la présente note.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Michael PALAIRET.

His Excellency
Monsieur Rickard Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

A Son Excellence
Monsieur Rickard Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 3 juillet 1935.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 15 juin 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu m'adresser, en date du 27 mai dernier, une lettre ainsi conçue :

« Under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and with reference to the Anglo-Swedish Commercial Agreement signed on the 15th May, 1933, and Baron Palmstierna's letter of the same date, stating that the Swedish Government agreed to consider sympathetically any proposal by His Majesty's Government in the United Kingdom for the substitution of specific duties for any of the *ad valorem* duties set out in the Second Schedule to the Agreement, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government desire that the duty of 20 per cent. *ad valorem* on weldless steel tubes should be amended. I have therefore the honour to propose that the duty on such tubes should not exceed the following rates. Tubes of the value of less than thirteen pounds a ton, five pounds a ton ; tubes of a value exceeding fifteen pounds a ton, twenty per cent. *ad valorem* ; tubes of the value of thirteen pounds a ton and over but not exceeding fifteen pounds a ton — a rate per ton equal to the difference between the amount per ton of their value and eighteen pounds per ton.

I should be glad if Your Excellency would be kind enough to inform me whether in the circumstances the Swedish Government concur in the new rates of duty proposed. In that event, the present note and Your Excellency's reply to that effect will be regarded as placing on formal record the agreement arrived at in this matter, which shall take effect from the date of Your Excellency's reply to the present note. »

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, June 15th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

You were good enough to send me the following letter on May 27th last :

« D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et comme suite à l'Accord commercial anglo-suédois signé le 15 mai 1933, ainsi qu'à la lettre du baron Palmstierna de la même date, déclarant que le Gouvernement suédois accepte d'envisager favorablement toute proposition que pourrait faire le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni en vue de substituer des droits spécifiques à certains des droits *ad valorem* fixés à l'annexe II de l'accord, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté désire que le droit de 20 % *ad valorem* sur les tubes d'acier sans soudure soit modifié. En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer que le droit imposé sur ces tubes ne dépasse pas les taux suivants : tubes valant moins de 13 livres la tonne, 5 livres par tonne ; tubes d'une valeur supérieure à 15 livres la tonne, 20 % *ad valorem* ; tubes d'une valeur de 13 livres la tonne et au-dessus, mais ne dépassant pas 15 livres la tonne — taux par tonne égal à la différence entre le montant par tonne de leur valeur et 18 livres par tonne.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si, dans ces circonstances, le Gouvernement suédois accepte les nouveaux taux proposés. Dans ce cas, la présente note et la réponse de Votre Excellence seront considérées comme enregistrant officiellement l'accord intervenu en la matière, qui prendra effet à dater de la réponse de Votre Excellence à la présente note. »

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Roi accepte la proposition formulée dans la susdite lettre.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(s) Rickard SANDLER.

Monsieur Charles Michael Palairet,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 3 juillet 1935.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

I have the honour to inform you that the Royal Government accepts the proposal made in the said letter.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Rickard SANDLER.

Charles Michael Palairet, Esq.,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
His Britannic Majesty,
etc., etc., etc.

No. 3268. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND TURKEY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT ANGORA, NOVEMBER 28TH, 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. ANGORA, APRIL 1ST AND NISAN (APRIL) 14TH, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

N^o 3268. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA TURQUIE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A ANGORA, LE 28 NOVEMBRE 1931.

ECHANGE DE NOTES RELATIF À L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. ANKARA, LES 1^{er} AVRIL ET 14 NISAN (AVRIL) 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

¹ Vol. CXLI, page 225 ; and Vol. CLVI, page 280, of this Series.

¹ Vol. CXLI, page 225 ; et vol. CLVI, page 280, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY
IN TURKEY.

No. 30.
(161/II/35.)

April 1st, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 17 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Angora on the 28th November, 1931, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted.

3. In accordance with Article 17 (*b*) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 1st May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I have the honour to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Percy LORAINÉ.

His Excellency

Doctor Tevfik Rüstü Aras,
Minister for Foreign Affairs
of the Government of the Turkish
Republic, Ankara.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS
AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF
REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority
Guernsey :	Law Officers of the Crown.
Jersey :	His Majesty's Attorney-General.
Isle of Man :	{His Honour the First Deemster {and Clerk of the Rolls, Douglas.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE
EN TURQUIE.

N^o 30.
(161/II/35.)

Le 1^{er} avril 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 17 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Ankara le 28 novembre 1931, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification et les commissions rogatoires.

3. Conformément à l'article 17 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 1^{er} mai prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, j'ai l'honneur, etc.

Percy LORAINÉ.

Son Excellence

le D^r Tevfik Rüstü Aras,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement de la République
turque, Ankara.

LISTE DES AUTORITÉS DES ÎLES ANGLO-NORMANDES
ET DE L'ÎLE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE
ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité
Guernsey :	Les Magistrats de la Couronne.
Jersey :	L'Attorney-General de Sa Majesté.
Île de Man :	{His Honour the First Deemster {and Clerk of the Rolls, Douglas.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

TÜRKIYE CÜMHURİYETİ.

HARİCIYE VEKÂLETİ.

*République de Turquie.**Ministère des Affaires étrangères.*

7141

35

ANKARA, 14 Nisan 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date du 1^{er} avril 1935, par laquelle elle a bien voulu me notifier, d'ordre de son Gouvernement, que l'effet de la Convention relative à la procédure légale en matières civile et commerciale signée à Ankara le 28 novembre 1931, est étendu, conformément à son article 17 *a*), aux îles de la Manche et à l'île de Man, et que les autorités auxquelles les requêtes de signification, etc., doivent être adressées dans chaque cas sont indiquées dans la liste jointe à sa note susindiquée.

Conformément aux dispositions de l'article 17 *b*) de ladite convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur à la date du 1^{er} mai 1935.

En prenant acte de cette notification, je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

P. le Ministre
des Affaires étrangères :

A. AKŞIN.

Son Excellence

le très honorable sir Percy L. Loraine,
Ambassade de Sa Majesté britannique,
En ville.

II.

TURKISH REPUBLIC.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

7141

35.

ANKARA, April 14th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of April 1st, 1935, notifying me, on your Government's instructions, of the extension of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Ankara on November 28th, 1931, to the Channel Islands and the Isle of Man, in accordance with Article 17 *(a)*, and intimating that the authority to whom requests for service, etc., should be transmitted in each case is indicated in the list attached to the above-mentioned note.

In accordance with Article 17 *(b)* of the said Convention, the extension now notified will come into force on May 1st, 1935.

In taking note of this notification, I have the honour to renew, etc.

For the Minister
for Foreign Affairs :

A. AKŞIN.

His Excellency

The Right Honourable Sir Percy L. Loraine,
His Britannic Majesty's Embassy,
Ankara.

N^o 3297. — TRAITÉ ¹ ENTRE LE HONDURAS ET LE NICARAGUA CONCERNANT LA LIBERTÉ DU COMMERCE. SIGNÉ A MANAGUA, LE 30 JANVIER 1930.

DÉNONCIATION

Dénonciation par le HONDURAS avec effet à partir du 17 juillet 1936.

Communiquée par le délégué permanent du Honduras près la Société des Nations, le 14 décembre 1935.

No. 3297. — TREATY ¹ BETWEEN HONDURAS AND NICARAGUA REGARDING FREEDOM OF COMMERCE. SIGNED AT MANAGUA, JANUARY 30TH, 1930.

DENUNCIATION.

Denunciation by HONDURAS, effective as from July 17th, 1936.

Communicated by the Permanent Delegate of Honduras to the League of Nations, December 14th, 1935.

N^o 3313. — CONVENTION ² PORTANT LOI UNIFORME SUR LES LETTRES DE CHANGE ET BILLETS A ORDRE, AVEC ANNEXES ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

ADHÉSION

INDES NÉERLANDAISES et
CURAÇAO 16 juillet 1935.

Sous les réserves mentionnées à l'annexe II de la convention.

No. 3313. — CONVENTION ² PROVIDING A UNIFORM LAW FOR BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES, WITH ANNEXES AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7TH, 1930.

ACCESSION.

NETHERLANDS INDIES
and CURAÇAO July 16th, 1935.

Subject to the reservations mentioned in Annex II to the Convention.

N^o 3314. — CONVENTION ³ DESTINÉE A RÉGLER CERTAINS CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE, AVEC PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

ADHÉSION

INDES NÉERLANDAISES
et CURAÇAO 16 juillet 1935.

No. 3314. — CONVENTION ³ FOR THE SETTLEMENT OF CERTAIN CONFLICTS OF LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7TH, 1930.

ACCESSION.

NETHERLANDS INDIES
and CURAÇAO July 16th, 1935.

¹ Vol. CXLII, page 241, de ce recueil.

² Vol. CXLIII, page 257 ; et vol. CLVI, page 292, de ce recueil.

³ Vol. CXLIII, page 317 ; et vol. CLVI, page 292, de ce recueil.

¹ Vol. CXLII, page 241, of this Series.

² Vol. CXLIII, page 257 ; and Vol. CLVI, page 292, of this Series.

³ Vol. CXLIII, page 317 ; and Vol. CLVI, page 292, of this Series.

N^o 3315. — CONVENTION¹ RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE, AVEC PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

ADHÉSION

INDES NÉERLANDAISES
et CURAÇAO 16 juillet 1935.

No. 3315. — CONVENTION¹ ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7TH, 1930.

ACCESSION.

NETHERLANDS INDIES
and CURAÇAO July 16th, 1935.

N^o 3357. — ACCORD² ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA BARBADE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE CURAÇAO RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LA BARBADE, LE 30 AOUT 1933, ET A CURAÇAO, LE 10 OCTOBRE 1933.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 10 juillet 1935.

No. 3357. — AGREEMENT² BETWEEN THE POST OFFICE OF BARBADOS AND THE POST OFFICE OF CURAÇAO FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT BARBADOS, AUGUST 30TH, 1933, AND AT CURAÇAO, OCTOBER 10TH, 1933.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, July 10th, 1935.

No. 3437. — CONVENTION³ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FINLAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, AUGUST 11TH, 1933.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. HELSINGFORS, MAY 4TH AND 14TH, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

N^o 3437. — CONVENTION³ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA FINLANDE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 11 AOUT 1933.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINES COLONIES ET A CERTAINS PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT BRITANNIQUES DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. HELSINKI, LES 4 ET 14 MAI 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

¹ Vol. CXLIII, page 337 ; et vol. CLVI, page 293, de ce recueil.

² Vol. CXLV, page 245, de ce recueil.

³ Vol. CXLIX, page 131, of this Series.

¹ Vol. CXLIII, page 337 ; and Vol. CLVI, page 293, of this Series.

² Vol. CXLV, page 245, of this Series.

³ Vol. CXLIX, page 131, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 33.

HELSINGFORS, *May 4th*, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on the 11th August, 1933, the extension of the operation of that Convention to the British Colonies, Protectorates and Mandated Territories named in the enclosed list.

The list indicates in each case the authority to whom requests for service under Article 3 or for the taking of evidence under Article 7 should be transmitted. The language in which communications and translations are to be made is in all cases English, except that in the case of Transjordan Arabic should be used.

In accordance with Article 14 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 4th June next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

J. Thyne HENDERSON.

His Excellency
The Acting Minister for Foreign Affairs,
Ministry of Foreign Affairs,
Helsingfors.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 33.

HELSINGFORS, *le 4 mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 14 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933, que les effets de cette convention ont été étendus aux colonies, protectorats et territoires sous mandat britanniques énumérés dans la liste ci-jointe.

La liste indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification, en vertu de l'article 3, ou les commissions rogatoires, en vertu de l'article 7. La langue dans laquelle les communications et traductions devront être rédigées sera dans tous les cas l'anglais, sauf dans le cas de la Transjordanie, pour laquelle l'arabe devra être employé.

Conformément à l'article 14 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente note prendra effet un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 4 juin prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

J. Thyne HENDERSON.

Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères p. i.,
Ministère des Affaires étrangères,
Helsingfors.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

LIST OF BRITISH COLONIES WHICH ARE NOT FULLY SELF-GOVERNING, OF BRITISH PROTECTORATES AND PROTECTED STATES, AND OF MANDATED TERRITORIES ADMINISTERED UNDER THE AUTHORITY OF HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO WHICH IT IS DESIRED TO APPLY THE STIPULATIONS OF THE CONVENTION WITH FINLAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS SIGNED ON 11TH AUGUST, 1933.

LISTE DES COLONIES BRITANNIQUES QUI NE SONT PAS ENTIÈREMENT AUTONOMES, DES PROTECTORATS BRITANNIQUES ET ETATS PROTÉGÉS, AINSI QUE DES TERRITOIRES SOUS MANDAT ADMINISTRÉS SOUS L'AUTORITÉ DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, AUXQUELS ON DÉSIRE VOIR S'APPLIQUER LES STIPULATIONS DE LA CONVENTION RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE, CONCLUE AVEC LA FINLANDE LE 11 AOUT 1933.

Colony	Local Authority	Colonie	Autorité locale
Bahamas	The Registrar of the Supreme Court, Nassau, Bahamas.	Iles Bahama	The Registrar of the Supreme Court, Nassau, Bahamas.
Barbados	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.	La Barbade	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Basutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.	Bassoutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Bechuanaland Protectorate	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.	Protectorat du Betchouanaland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.
Bermuda	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.	Bermudes	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
British Guiana	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.	Guyane britannique	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
British Honduras	The Registrar - General, Supreme Court, Belize, British Honduras.	Honduras britannique	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
British Solomon Islands Protectorate	The Chief Magistrate and Legal Adviser. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)	Protectorat des îles Salomon britanniques	The Chief Magistrate and Legal Adviser. (Adresser les plis à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)
Ceylon	The Chief Secretary, the Secretariat, Colombo, Ceylon.	Ceylan	The Chief Secretary, the Secretariat, Colombo, Ceylon.
Cyprus	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.	Chypre	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Falkland Islands and Dependencies	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.	Iles Falkland et Dépendances	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.
Fiji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.	Fidji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambia (Colony and Protectorate)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.	Gambie (Colonie et Protectorat)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.	Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Gilbert and Ellice Islands Colony	The Resident Commissioner. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva Fiji.)	Colonie des îles Gilbert et Ellice	The Resident Commissioner. (Adresser les plis à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)

Colony	Local Authority	Colonie	Autorité locale
Gold Coast :		Côte de l'Or :	
(a) Colony	The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.	a) Colonie	The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.
(b) Ashanti	The Police Magistrate, Kumasi, Ashanti, Gold Coast.	b) Achanti	The Police Magistrate, Kumasi, Ashanti, Gold Coast.
(c) Northern Territories	The Chief Commissioner of the Northern Territories, Tamale, Gold Coast.	c) Territoires septentrionaux	The Chief Commissioner of the Northern Territories, Tamale, Gold Coast.
(d) Togoland under British Mandate	The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.	d) Togo sous mandat britannique	The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.
Hong Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.	Hong-Kong	The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.
Jamaica	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.	Jamaïque	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.
Cayman Islands	Judges of the Grand Court of the Cayman Islands.	Iles Caïmans :	Judges of the Grand Court of the Cayman Islands.
Turks and Caicos Islands	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.	Iles Turques et Caïques	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.
Kenya (Colony and Protectorate)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.	Kénia (Colonie et Protectorat)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.
Leeward Islands :		Iles sous le Vent :	
Antigua, Dominica, Montserrat, St. Christopher and Nevis, Virgin Islands	} The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.	Antigua, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Nevis	} The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.
Malay States :			
(a) Federated Malay States :		Etats malais :	
Perak	} The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Federated Malay States.	a) Etats malais fédérés :	
Selangor		Perak	} The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Federated Malay States.
Negri Sembilan,		Selangor	
Pahang		Negri Sembilan	
(b) Unfederated Malay States :		Pahang		b) Etats malais non fédérés :
Johore	Johore	General Adviser.	
Kedah	Kedah	Legal Adviser.	
Kelantan	Kelantan	British Adviser.	
Trengganu	Trengganu	British Adviser.	
Perlis	Perlis	British Adviser.	
Brunei	Brunei	British Resident.	
Malta	The Lieutenant-Governor, Valletta, Malta.	Malte	The Lieutenant-Governor, Valletta, Malta.
Mauritius	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.	Ile Maurice	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.
Nigeria :		Nigéria :	
(a) Colony	} The Chief Justice, Lagos, Nigeria.	a) Colonie	} The Chief Justice, Lagos, Nigeria.
(b) Protectorate		b) Protectorat	
(c) Cameroons under British Mandate		c) Cameroun sous mandat britannique	

Colony	Local Authority	Colonie	Autorité locale
North Borneo, State of	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.	Bornéo du Nord (Etat du)	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.
Northern Rhodesia	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.	Rhodésie septen- trionale	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Nyasaland Protectorate	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.	Protectorat du Nyassaland	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.
Palestine (excluding Transjordan)	The Superintendent of Courts, Jerusalem, Palestine.	Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie)	The Superintendent of Courts, Jerusalem, Palestine.
St. Helena and Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.	Sainte-Hélène et Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.
Sarawak	The Chief Justice, Kuching, Sarawak.	Sarawak	The Chief Justice, Kuching, Sarawak.
Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahe, Seychelles.	Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra Leone (Colony and Protectorate)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.	Sierra-Leone (Colonie et Protectorat)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Somaliland Protectorate	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.	Protectorat de la Somalie	The Secretary of the Government, Berbera, Somaliland.
Straits Settlements	The Chief Justice and Judges of the Supreme Court of the Straits Settlements. (Postal cover to be addressed to the Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.)	Straits Settlements	The Chief Justice and Judges of the Supreme Court of the Straits Settlements. (Adresser les plis à : The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.)
Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.	Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.
Tanganika Territory	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam.	Territoire du Tanganyika	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam.
Tonga	The Agent and Consul. (Postal cover to be addressed to The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)	Tonga	The Agent and Consul. (Adresser les plis à : The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.)
Trans-Jordan	The Minister of Justice, Amman.	Transjordanie	The Minister of Justice, Amman.
Trinidad and Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.	Trinité et Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Uganda Protectorate	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.	Protectorat de l'Ouganda	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.
Windward Islands :		Iles du Vent :	
Grenada	The Registrar, Supreme Court, Grenada.	La Grenade	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
St. Lucia	The Registrar, The Royal Court, Saint Lucia.	Sainte-Lucie	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.
St. Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.	Saint-Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.
Zanzibar Protectorate.	The Chief Justice, Zanzibar.	Protectorat de Zanzibar	The Chief Justice, Zanzibar.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

No. 8094.

HELSINKI, *May 14th*, 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 33 of the 4th instant in which you were good enough to notify to me the extension of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on the 11th August, 1933, to the British Colonies, Protectorates and Mandated Territories named in the enclosed list; these extensions coming into force on the 4th June next.

I have taken good notice of the information as to the authorities to whom requests for service and letters of request are to be transmitted, and of the information that the language in which communications and translations are to be made is in all cases English except that in the case of Transjordan Arabic should be used.

Thanking you for the information, I have the honour to inform you that I will not fail to bring it to the notice of the Finnish authorities concerned.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

For the Minister :

Bruno KIVIKOSKI,
Secretary-General.

Monsieur J. Thyne Henderson,
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires,
Helsinki.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

N° 8094.

HELSINKI, *le 14 mai* 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 33, en date du 4 de ce mois, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que les effets de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933, avaient été étendus aux colonies, protectorats et territoires sous mandat britanniques énumérés dans la liste jointe à cette note et que cette extension entrera en vigueur le 4 juin prochain.

J'ai pris bonne note de l'indication relative aux autorités auxquelles doivent être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que du fait que la langue dans laquelle les communications et traductions doivent être rédigées est, dans tous les cas, l'anglais, sauf dans le cas de la Transjordanie, pour laquelle l'arabe devra être employé.

En vous remerciant de ces renseignements, j'ajoute que je ne manquerai pas d'en faire part aux autorités finlandaises intéressées.

Je saisis cette occasion, etc.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire général,
Bruno KIVIKOSKI.

Monsieur J. Thyne Henderson,
Chargé d'Affaires de Sa Majesté britannique,
Helsinki.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. HELSINGFORS, MARCH 26TH AND 29TH AND MAY 21ST AND 24TH, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 24.

HELSINGFORS, *March 26th, 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 11th August, 1933, the extension of the operation of that Convention to the Channel Islands and the Isle of Man.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or letters of request should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made.

3. In accordance with Article 14 (b) of the Convention, the extensions now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 26th April next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

J. Thyne HENDERSON.

His Excellency

Monsieur A. Hackzell,
Minister for Foreign Affairs.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ILES ANGLO-NORMANDES ET A L'ILE DE MAN DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. HELSINKI, LES 26 ET 29 MARS ET 21 ET 24 MAI 1935.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 24.

HELSINGFORS, *le 26 mars 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 14 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933, que les effets de cette convention ont été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que la langue dans laquelle devront être rédigées les communications et traductions.

3. Conformément à l'article 14 b) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 26 avril prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

J. Thyne HENDERSON.

Son Excellence

Monsieur A. Hackzell,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

LIST OF AUTHORITIES IN THE CHANNEL ISLANDS AND THE ISLE OF MAN TO WHOM LETTERS OF REQUEST, ETC., SHOULD BE ADDRESSED.

Territory	Authority	Language
Guernsey :	Law Officers of the Crown.	English or French.
Jersey :		
	His Majesty's Attorney-General.	English or French.
Isle of Man :	His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	English.

LISTE DES AUTORITÉS DES ILES ANGLO-NORMANDES ET DE L'ÎLE DE MAN AUXQUELLES DEVRONT ÊTRE ADRESSÉES LES COMMISSIONS ROGATOIRES, ETC.

Territoire	Autorité	Langue
Guernesey :	Les Magistrats de la Couronne.	Anglais ou français.
Jersey :		
	L'Attorney-General de Sa Majesté.	Anglais ou français.
Ile de Man :	His Honour the First Deemster and Clerk of the Rolls, Douglas.	Anglais.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.
No. 5740.

HELSINKI, *March 29th*, 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 24 of the 26th inst. in which you were good enough to notify to me the extension of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on the 11th August, 1933, to the Channel Islands and the Isle of Man; these extensions coming into force on the 26th April next.

I have taken good notice of the information as to the authorities to whom requests for service and letters of request are to be transmitted, and of the information that the language to be used in communications and translations is in regard to the Isle of Man English and in regard to Guernsey and Jersey English or French.

Thanking you for the information, I have the honour to inform you that I will not fail to bring it to the notice of the Finnish authorities concerned.

The island Sark not being mentioned in the list attached to your note, I should be obliged for an information whether this island is

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.
N° 5740.

HELSINKI, *le 29 mars* 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 24, en date du 26 de ce mois, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que les effets de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933, avaient été étendus aux îles anglo-normandes et à l'île de Man et que cette extension entrera en vigueur le 26 avril prochain.

J'ai pris bonne note des indications relatives aux autorités auxquelles doivent être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires, ainsi que du fait que la langue dans laquelle doivent être rédigées les communications et traductions est l'anglais, pour l'île de Man, et l'anglais ou le français, pour Guernesey et Jersey.

En vous remerciant de ces renseignements, j'ajoute que je ne manquerai pas d'en faire part aux autorités finlandaises intéressées.

L'île de Sercq n'étant pas mentionnée dans la liste jointe à votre note, je vous prie de bien vouloir me faire connaître si l'extension des

included or not in the extension of the operation of the Convention to the Channel Islands.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

For the Minister :
Bruno KIVIKOSKI,
Secretary-General.

Monsieur J. Thyne Henderson,
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires,
Helsinki.

III.

BRITISH LEGATION.

No. 39.

HELSINGFORS, *May 21st*, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to paragraph 4 of M. Hackzell's note No. 5740 of March 29th, I have the honour to inform Your Excellency that the Islands of Alderney and Sark are regarded as dependencies of Guernsey and are accordingly included in the extension to the Channel Islands of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed in London on the 11th August, 1933. Letters of request or requests for service in respect of Alderney and Sark should be addressed to the Law Officers of the Crown in Guernsey.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

J. Thyne HENDERSON.

His Excellency
Monsieur Rolf Witting,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Helsingfors.

effets de la convention aux îles anglo-normandes s'applique ou non à cette île.

Je saisis cette occasion, etc.

Pour le Ministre :
Le Secrétaire général,
Bruno KIVIKOSKI.

Monsieur J. Thyne Henderson,
Chargé d'Affaires de Sa Majesté britannique,
Helsinki.

III.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 39.

HELSINGFORS, *le 21 mai* 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au quatrième alinéa de la note N° 5740 de M. Hackzell en date du 29 mars, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que les îles d'Aurigny et de Sercq sont considérées comme des dépendances de Guernsey et que l'extension aux îles anglo-normandes des effets de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933, est donc applicable à ces îles. Les demandes de signification et les commissions rogatoires concernant Aurigny et Sercq devront être adressées aux magistrats de la Couronne à Guernesey.

Je saisis cette occasion, etc.

J. Thyne HENDERSON.

Son Excellence
Monsieur Rolf Witting,
Ministre des Affaires étrangères p. i.,
Helsingfors.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

No. 8835.

HELSINKI, *May 24th*, 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 39 of the 21st inst. in which you were good enough to inform me that the islands of Alderney and Sark are regarded as dependencies of Guernsey and are accordingly included in the extension to the Channel Islands of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed in London on the 11th August, 1933.

I have taken good notice of the information that letters of request or requests for service in respect of Alderney and Sark should be addressed to the Law Officers of the Crown in Guernsey.

Thanking you for the information, I have the honour to inform you that I will not fail to bring it to the notice of the Finnish authorities concerned.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

For the Minister :

Bruno KIVIKOSKI,
Secretary-General.

Mr. Thyne J. Henderson,
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires,
Helsinki.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

N° 8835.

HELSINKI, *le 24 mai* 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 39, en date du 21 de ce mois, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que les îles d'Aurigny et de Sercq étaient considérées comme des dépendances de Guernesey et que l'extension aux îles anglo-normandes des effets de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933, était donc applicable à ces îles.

J'ai pris bonne note de l'indication selon laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires concernant Aurigny et Sercq devront être adressées aux magistrats de la Couronne à Guernesey.

En vous remerciant de ces renseignements, j'ajoute que je ne manquerai pas d'en faire part aux autorités finlandaises intéressées.

Je saisis cette occasion, etc.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire général,
Bruno KIVIKOSKI.

Monsieur Thyne J. Henderson,
Chargé d'Affaires de Sa Majesté britannique,
Helsinki.

N^o 3459. — CONVENTION¹ SUR L'UNIFICATION DE LA SIGNALISATION ROUTIÈRE, AVEC ANNEXE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

No. 3459. — CONVENTION¹ CONCERNING THE UNIFICATION OF ROAD SIGNALS, WITH ANNEX. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

ADHÉSIONS

ALGÉRIE 22 juillet 1935.
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES 23 juillet 1935.

ACCESSIONS.

ALGERIA July 22nd, 1935.
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS July 23rd, 1935.

N^o 3476. — CONVENTION² INTERNATIONALE RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES MAJEURES. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

No. 3476. — INTERNATIONAL CONVENTION² FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN OF FULL AGE. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

RATIFICATIONS

TCHÉCOSLOVAQUIE ... 27 juillet 1935.
HONGRIE 12 août 1935.
LETTONIE 17 septembre 1935.
PAYS-BAS 20 septembre 1935.
(Y compris les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao.)
UNION SUD-AFRICAINE 20 novembre 1935.

RATIFICATIONS.

CZECHOSLOVAKIA . July 27th, 1935.
HUNGARY August 12th, 1935.
LATVIA September 17th, 1935.
THE NETHERLANDS (including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.) September 20th, 1935.
UNION OF SOUTH AFRICA November 20th, 1935.

ADHÉSION

NICARAGUA 12 décembre 1935.

ACCESSION.

NICARAGUA December 12th, 1935.

¹ Vol. CL, page 247, de ce recueil.

² Vol. CL, page 431, de ce recueil.

¹ Vol. CL, page 247, of this Series.

² Vol. CL, page 431, of this Series.

N° 3479. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, ET RÈGLEMENTS Y ANNEXÉS. SIGNÉS A MADRID, LE 9 DÉCEMBRE 1932.

RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS

(Communiquées par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne, les 26 août, 28 octobre et 27 novembre 1935.)

PAYS	CONVENTION Date du dépôt de la ratification ou de l'adhésion	RÈGLEMENT TÉLÉGRAPHIQUE Date du dépôt de l'approbation ou de l'adhésion	RÈGLEMENT TÉLÉPHONIQUE Date du dépôt de l'approbation ou de l'adhésion	RÈGLEMENTS DES RADIOCOMMUNICATIONS	
				Règlement général Date du dépôt de l'approbation ou de l'adhésion	Règlement additionnel Date du dépôt de l'approbation ou de l'adhésion
Estonie	—	—	—	—	19 janvier 1935 ^{a)} *
Union des Républiques soviétiques socialistes . . .	15 juin 1935	15 juin 1935 ^{a **}	15 juin 1935 ^{**}	15 juin 1935 ^{a **}	15 juin 1935 ^{**}
Haïti	3 août 1935	3 août 1935	—	3 août 1935	3 août 1935
Grande-Bretagne	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Rhodésie du Sud	23 août 1935	23 août 1935 ^a	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Terre-Neuve	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Bahamas	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
La Barbade	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Bassoutoland	23 août 1935	—	—	—	—
Protectorat du Betchoua- naland	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Bermudes	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Guyane britannique . . .	23 août 1935	23 août 1935 ^a	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Honduras britannique . .	23 août 1935	23 août 1935 ^a	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Protectorat des fles Salo- mon britanniques . . .	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Ceylan	23 août 1935	23 août 1935 ^a	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Chypre	23 août 1935	23 août 1935 ^a	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Iles Falkland et Dépen- dances	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Fidji	23 août 1935	23 août 1935 ^a	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Gambie (Colonie et Pro- tectorat)	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Gibraltar	23 août 1935	23 août 1935 ^a	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Colonie des fles Gilbert et Ellis	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Côte de l'Or (Colonie, Achanti, Territoires sep- tentrionaux et Togo sous mandat britanni- que)	23 août 1935	23 août 1935 ^a	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Hong-Kong	23 août 1935	23 août 1935 ^a	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
La Jamaïque (y compris les fles Turques et Cai- ques et les fles Caïmans)	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935
Kénia (Colonie et Protec- torat)	23 août 1935	23 août 1935 ^a	—	—	—
Iles sous le Vent (Antigoa, Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et Né- vis, fles Vierges) . . .	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ^a	23 août 1935

La lettre « a) » placée immédiatement après une date indique qu'il s'agit d'une adhésion.

¹ Vol. CLI; et vol. CLVI, page 323, de ce recueil.

² Y compris le Protocole final.

* Cette adhésion a été donnée en même temps qu'aux autres Actes. (Voir volume CLI, page 480, de ce recueil.)

** Cette date doit être substituée à celle du 23 avril 1935, publiée dans le volume CLI, page 482, de ce recueil.

No. 3479. — INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONVENTION¹, AND REGULATIONS ANNEXED THERETO. SIGNED AT MADRID, DECEMBER 9TH, 1932.

RATIFICATIONS AND ACCESSIONS.

(Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, August 26th, October 28th and November 27th, 1935.)

COUNTRIES	CONVENTION Date of deposit of the ratification or accession	TELEGRAPH REGULATIONS Date of deposit of the approval or accession	TELEPHONE REGULATIONS Date of deposit of the approval or accession	RADIOCOMMUNICATIONS REGULATIONS	
				General Regulations Date of deposit of the approval or accession	Additional Regulations Date of deposit of the approval or accession
Estonia	—	—	—	—	Jan. 19th, 1935 ^{2(a)} *
Union of Soviet Socialist Republics	June 15th, 1935	June 15th, 1935 ^{2**}	June 15th, 1935 ^{**}	June 15th, 1935 ^{2***}	June 15th, 1935 ^{**}
Haiti	August 3rd, 1935	August 3rd, 1935	—	August 3rd, 1935	August 3rd, 1935
Great Britain	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Southern Rhodesia	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Newfoundland	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Bahamas	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Barbados	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Basutoland	August 23rd, 1935	—	—	—	—
Bechuanaland Protec- torate	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Bermuda	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
British Guiana	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
British Honduras	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
British Solomon Islands Protectorate	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Ceylon	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Cyprus	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Falkland Islands and Dependencies	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Fiji	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Gambia (Colony and Pro- tectorate)	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Gibraltar	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Gilbert and Ellice Islands Colony	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Gold Coast (Colony, Ashanti, Northern Ter- ritories and Togo under British mandate)	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Hong-Kong	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Jamaica (including Turks and Caicos Islands and Caiman Islands)	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935
Kenya (Colony and Pro- tectorate)	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ²	—	—	—
Leeward Islands (Antigua, Dominique, Montserrat, St. Christopher and Nevis, Virgin Islands).	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ²	August 23rd, 1935

The letter "(a)" placed immediately after a date signifies an accession.

¹ Vol. CLI, and Vol. CLVI, page 323, of this Series.

² Including the Final Protocol.

* This accession was given simultaneously with the other Acts. (See Volume CLI, page 481, of this Series.)

** This date is to be substituted for that of April 23rd, 1935, published in Volume CLI, page 483, of this Series.

RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS (*fin*)

PAYS	CONVENTION Date du dépôt de la ratification ou de l'adhésion	RÈGLEMENT TÉLÉGRAPHIQUE Date du dépôt de l'approbation ou de l'adhésion	RÈGLEMENT TÉLÉPHONIQUE Date du dépôt de l'approbation ou de l'adhésion	RÈGLEMENTS DES RADIOCOMMUNICATIONS	
				Règlement général Date du dépôt de l'approbation ou de l'adhésion	Règlement additionnel Date du dépôt de l'approbation ou de l'adhésion
Malaisie :					
Straits Settlements :					
Etats malais fédérés (Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang), y com- pris l'Union postale malaise ;	23 août 1935	23 août 1935 ¹	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Etats malais non fédérés (Johore, Kedah (ainsi que les services télégraphi- ques de Perlis), Ke- lantan, Trengganu) et Brunei					
Malte	23 août 1935	23 août 1935 ¹	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Maurice	23 août 1935	23 août 1935 ¹	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Nigéria (Colonie, Protec- torat, Cameroun sous mandat britannique) .	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Bornéo du Nord (Etat du)	23 août 1935	23 août 1935 ¹	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Rhodésie du Nord . . .	23 août 1935	23 août 1935 ¹	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Protectorat du Nyassa- land	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Palestine	23 août 1935	23 août 1935 ¹	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Sainte-Hélène et Ascen- sion	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Sarawak	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Seychelles	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Sierra-Leone (Colonie et Protectorat)	23 août 1935	23 août 1935 ¹	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Protectorat du Somali- land	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Swaziland	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Territoire de Tanganyika	23 août 1935	23 août 1935 ¹	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Tonga	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Transjordanie	23 août 1935	23 août 1935 ¹	—	—	—
Trinité et Tobago . . .	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Protectorat de l'Ouganda	23 août 1935	23 août 1935 ¹	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Iles du Vent (Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vin- cent)	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Protectorat de Zanzibar .	23 août 1935	—	—	23 août 1935 ¹	23 août 1935
Afghanistan	3 octobre 1935 a)	—	—	—	—
Mexique	19 octobre 1935	19 octobre 1935 ¹	19 octobre 1935 a)	19 octobre 1935 a) ¹	19 octobre 1935 a)
Turquie	2 novembre 1935	2 novembre 1935 ¹	2 novembre 1935	2 novembre 1935 ¹	2 novembre 1935

La lettre « a) » placée immédiatement après une date indique qu'il s'agit d'une adhésion.

¹ Y compris le Protocole final.

RATIFICATIONS AND ACCESSIONS (*concluded*).

COUNTRIES	CONVENTION Date of deposit of the ratification or accession	TELEGRAPH REGULATIONS Date of deposit of the approval or accession	TELEPHONE REGULATIONS Date of deposit of the approval or accession	RADIOCOMMUNICATIONS REGULATIONS	
				General Regulations Date of deposit of the approval or accession	Additional Regulations Date of deposit of the approval or accession
Malaya : Straits Settlements : Federated Malay States (Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang), incl. the Malay Postal Union	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ¹	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Unfederated Malay States (Johore, Kedah (as well as the Telegraph Services of Perlis), Kelantan, Trengganu) and Brunei					
Malta	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ¹	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Mauritius	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ¹	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Nigeria (Colony, Protectorate, Cameroons under British mandate)	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
North Borneo (State of)	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ¹	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Northern Rhodesia . . .	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ¹	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Nyasaland Protectorate . .	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Palestine	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ¹	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
St. Helena and Ascension	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Sarawak	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Seychelles	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Sierra Leone (Colony and Protectorate)	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ¹	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Somaliland Protectorate . .	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Swaziland	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Tanganyika Territory . . .	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ¹	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Tonga	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Trans-Jordan	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ¹	—	—	—
Trinidad and Tobago . . .	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Uganda Protectorate . . .	August 23rd, 1935	August 23rd, 1935 ¹	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Windward Islands (Grenada, St. Lucia, St. Vincent)	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Zanzibar Protectorate . . .	August 23rd, 1935	—	—	August 23rd, 1935 ¹	August 23rd, 1935
Afghanistan	Oct. 3rd, 1935 (a)	—	—	—	—
Mexico	October 19th, 1935	October 19th, 1935 ¹	Oct. 19th, 1935 (a)	Oct. 19th, 1935 (a) ¹	Oct. 19th, 1935 (a)
Turkey	Nov. 2nd, 1935	Nov. 2nd, 1935 ¹	Nov. 2nd, 1935	Nov. 2nd, 1935 ¹	Nov. 2nd, 1935

The letter “ (a) ” placed immediately after a date signifies an accession.

¹ Including the Final Protocol.

LISTE DES EXPLOITATIONS PRIVÉES QUI ONT OFFICIELLEMENT ADHÉRÉ A LA CONVENTION INTERNATIONALE
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET AUX RÈGLEMENTS Y ANNEXÉS.

(Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne,
les 28 octobre et 4 novembre 1935.)

EXPLOITATIONS PRIVÉES	CONVENTION	RÈGLEMENT TÉLÉGRAPHIQUE	RÈGLEMENT TÉLÉPHONIQUE	RÈGLEMENTS DES RADIOCOMMUNICATIONS	
				Règlement général	Règlement additionnel
Cable and Wireless Limited	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
African Direct Telegraph Company Limited	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Cuba Submarine Telegraph Company Limited	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Direct West India Cable Company Limited. . . .	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Eastern Telegraph Company Limited	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Eastern Extension Austral- asia and China Telegraph Company Limited. . . .	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Eastern and South Africa Telegraph Company Limi- ted	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Europe and Azores Tele- graph Company Limited.	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Halifax and Bermudas Cable Company Limited. . . .	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Pacific Cable Board . . .	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Pacific and European Tele- graph Company Limited.	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
River Plate Telegraph Com- pany Limited	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
West African Telegraph Company Limited. . . .	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
West Coast of America Tele- graph Company Limited.	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
West India and Panama Telegraph Company Limi- ted	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Western Telegraph Company Limited	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934	4 octobre 1934 ¹	4 octobre 1934
Overseas Communications of South Africa Limited, Capetown	5 octobre 1935	5 octobre 1935 ¹	5 octobre 1935	5 octobre 1935 ¹	5 octobre 1935

¹ Y compris le Protocole final.

LIST OF PRIVATE ENTERPRISES HAVING OFFICIALLY ACCEDED TO THE INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONVENTION AND TO THE REGULATIONS ANNEXED THERETO.

(Communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, October 28th and November 4th, 1935.)

PRIVATE ENTERPRISES	CONVENTION	TELEGRAPH REGULATIONS	TELEPHONE REGULATIONS	RADIOCOMMUNICATIONS REGULATIONS	
				General Regulations	Additional Regulations
Cable and Wireless Limited	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
African Direct Telegraph Company Limited. . . .	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Cuba Submarine Telegraph Company Limited. . . .	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Direct West India Cable Company Limited. . . .	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Eastern Telegraph Company Limited	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Eastern Extension Australasia and China Telegraph Company Limited. . . .	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Eastern and South Africa Telegraph Company Limited	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Europe and Azores Telegraph Company Limited.	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Halifax and Bermudas Cable Company Limited. . . .	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Pacific Cable Board . . .	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Pacific and European Telegraph Company Limited.	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
River Plate Telegraph Company Limited	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
West African Telegraph Company Limited. . . .	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
West Coast of America Telegraph Company Limited.	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
West India and Panama Telegraph Company Limited	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Western Telegraph Company Limited	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934	October 4th, 1934 ¹	October 4th, 1934
Overseas Communications of South Africa Limited, Capetown	October 5th, 1935	October 5th, 1935 ¹	October 5th, 1935	October 5th, 1935 ¹	October 5th, 1935

¹ Including the Final Protocol.

No. 3518. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND BELGIUM SUPPLEMENTARY TO THE CONVENTION OF JUNE 21ST, 1922, TO FACILITATE THE CONDUCT OF LEGAL PROCEEDINGS. SIGNED AT BRUSSELS, NOVEMBER 4TH, 1932.

N^o 3518. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA BELGIQUE, ADDITIONNELLE A LA CONVENTION DU 21 JUIN 1922 POUR FACILITER L'ACCOMPLISSEMENT DES ACTES DE PROCÉDURE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 4 NOVEMBRE 1932.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO NEWFOUNDLAND OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. BRUSSELS, FEBRUARY 28TH AND MARCH 12TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A TERRE-NEUVE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. BRUXELLES, LES 28 FÉVRIER ET 12 MARS 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 50.
(169/3/35.)

N^o 50.
(169/3/35.)

BRUSSELS, *February 28th, 1935.*

BRUXELLES, *le 28 février 1935.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 7 (1) of the supplementary Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Brussels on the 4th November, 1932, the extension of the operation of that Convention to Newfoundland.

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 7 (1) de la Convention additionnelle relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Bruxelles le 4 novembre 1932, que les effets de cette convention ont été étendus à Terre-Neuve.

2. In accordance with Article 7 (2) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 28th of March next.

2. Conformément à l'article 7 (2) de la convention, l'extension notifiée par la présente note entrera en vigueur un mois après la date de cette note, c'est-à-dire le 28 mars prochain.

¹ Vol. CLIII, page 251, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CLIII, page 251, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Esmond OVEY.

His Excellency
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.
DIRECTION GÉNÉRALE C.
3^e Bureau. N^o 31029 AJ/GB/5.

BRUXELLES, le 12 mars 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Comme suite à l'office de Votre Excellence, du 28 février 1935, N^o 50 (169/3/35), j'ai l'honneur de lui faire connaître que le Gouvernement du Roi marque son accord sur la décision du Gouvernement de Sa Majesté britannique d'étendre à l'île de Terre-Neuve, à partir du 28 mars 1935, l'application de la Convention anglo-belge du 4 novembre 1932, concernant la caution « *judicatum solvi* », l'assistance judiciaire et la contrainte par corps.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
Maurice COSTERMANS.

Son Excellence
le très honorable sir Esmond Ovey,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Bruxelles.

3. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

Esmond OVEY.

Son Excellence
Monsieur Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.
DIRECTORATE GENERAL C.
3rd Bureau. No. 31029 AJ/GB/5.

BRUSSELS, March 12th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to Your Excellency's communication of February 28th, 1935, No. 50 (169/3/35), I have the honour to inform you that the Government of the King is in agreement with the decision of His Britannic Majesty's Government to extend to Newfoundland as from March 28th, 1935, the operation of the Anglo-Belgian Convention of November 4th, 1932, regarding *cautio judicatum solvi*, legal assistance, and *contrainte par corps* (imprisonment for debt).

I avail myself of this opportunity, etc.

For the Minister :
Maurice COSTERMANS,
Director General.

His Excellency
The Right Honourable Sir Esmond Ovey,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Brussels.

No. 3564. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ RELATING TO STATISTICS OF CAUSES OF DEATH. SIGNED AT LONDON, JUNE 19TH, 1934.

Nº 3564. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL RELATIF AUX STATISTIQUES DES CAUSES DE DÉCÈS. SIGNÉ A LONDRES, LE 19 JUIN 1934.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF PANAMA CONCERNING THE ACCESSION OF PANAMA TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. PARIS, MARCH 27TH, 1935, AND LONDON, APRIL 5TH, 1935.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU PANAMA RELATIF A L'ADHÉSION DU PANAMA A L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. PARIS, LE 27 MARS 1935, ET LONDRES, LE 5 AVRIL 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LEGACIÓN DE PANAMA,
61, avenue Marceau.

March 27th, 1935.

EXCELLENCY,

With reference to your kind note of the 11th December, 1934 (W 10031/318/94), regarding the International Agreement on the Statistics of Causes of Death, signed in London on the 19th day of June last, I now have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Republic of Panama accedes to the above-mentioned Agreement and desires to participate in it.

I beg of Your Excellency to be so good as to give the necessary instructions so that the other contracting Governments be notified of the accession by the Government of Panama to this Agreement.

With the highest consideration, I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant.

Belisario PORRAS,
*Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary.*

His Majesty's
Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
Sir John Simon,
London.

I.

LÉGATION DE PANAMA,
61, avenue Marceau.

Le 27 mars 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

En me référant à votre note du 11 décembre 1934 (W 10031/318/94) concernant l'Arrangement international relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la République de Panama adhère à l'arrangement susmentionné et désire participer à son application.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir donner les instructions nécessaires pour que l'adhésion du Gouvernement du Panama audit arrangement soit portée à la connaissance des autres gouvernements contractants.

Veillez agréer, etc.

Belisario PORRAS,
*Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire.*

Sir John Simon,
Principal Secrétaire d'Etat
de Sa Majesté
aux Affaires étrangères,
Londres.

¹ Vol. CLIV, page 381, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CLIV, page 381, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

T 3831/2747/381.

April 5th, 1935.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 27th March in which you notified to me the accession of the Government of the Republic of Panama to the International Agreement on Statistics of Causes of Death signed at London on the 19th June, 1934.

2. In accordance with paragraph 2 of Article 6 of the Agreement the accession will take effect from the 2nd April, 1935, the date of the receipt of the notification in this Department.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, your obedient Servant.

For the Secretary of State :
Nevile BLAND.

Monsieur Belisario Porras,
etc., etc., etc.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE PERUVIAN GOVERNMENT CONCERNING THE ACCESSION OF PERU TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. LONDON, MAY 11TH AND 22ND, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

I.

PERUVIAN LEGATION,
LONDON.

May 11th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

Acting upon instructions received from my Government, I have the honour to communicate

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

T 3831/2747/381.

Le 5 avril 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 27 mars, par laquelle vous portez à ma connaissance l'adhésion du Gouvernement de la République de Panama à l'Arrangement international relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934.

2. Conformément au paragraphe 2 de l'article 6 de l'arrangement, ladite adhésion sera effective à partir du 2 avril 1935, date de réception de la notification par ce département.

Je vous prie, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
Nevile BLAND.

Monsieur Belisario Porras,
etc., etc., etc.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT PÉRUVIEN RELATIF A L'ADHÉSION DU PÉROU A L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LES 11 ET 22 MAI 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION DU PÉROU,
LONDRES.

Le 11 mai 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, d'adresser à Votre Excellence la communication

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

with Your Excellency with regard to the International Agreement relating to Statistics of Causes of Death, 1934.

Peru was not a signatory to the Agreement and my Government would now wish to accede to it. I have the honour, therefore, to address this notification of accession to Your Excellency, in accordance with Article 6, paragraph 2, of the Agreement, and to beg Your Excellency to notify all the other contracting Governments as stipulated in paragraph 3 of the Article mentioned.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's most obedient Servant.

Alfredo BENAVIDES.

His Excellency

The Right Honourable Sir John Simon,
etc., etc., etc.,
Foreign Office, S.W.I.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

No. T 5932/2747/38I.

May 22nd, 1935.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 11th instant in which you notified me of the accession of the Peruvian Government to the International Agreement relating to Statistics of Causes of Death signed at London on the 19th June, 1934.

2. In accordance with the provisions of Article 6 of the Agreement the accession of Peru took effect on the 15th May, 1935, the date of the receipt of the notification of accession in this Department, and steps are being taken to bring the accession to the knowledge of the other contracting Governments.

3. I have the honour to enclose herewith two copies of the Agreement together with the Protocol of Signature, and to inform you that the ratification of the President of the Polish Republic was deposited on the 18th April, 1935, that the Government of Panama acceded to the Agreement on the 2nd April, 1935, and that the Agreement was made applicable to

suyvante concernant l'Arrangement international relatif aux statistiques des causes de décès, 1934.

Le Pérou n'est pas signataire de cet arrangement, et mon gouvernement désire maintenant y adhérer. En conséquence, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence la présente notification d'adhésion, conformément à l'article 6, paragraphe 2, dudit arrangement, en priant Votre Excellence d'en informer tous les autres gouvernements contractants, ainsi qu'il est stipulé au paragraphe 3 de l'article 6.

Je vous prie, etc.

Alfredo BENAVIDES.

Son Excellence

le très honorable sir John Simon,
etc., etc., etc.,
Foreign Office, S.W.I.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

N° T 5932/2747/38I.

Le 22 mai 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 11 courant, par laquelle vous portez à ma connaissance l'adhésion du Gouvernement du Pérou à l'Arrangement international relatif aux causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934.

2. Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrangement, l'adhésion du Pérou est effective depuis le 15 mai 1935, date de réception de la notification d'adhésion par ce département, et des mesures sont prises en vue de porter cette adhésion à la connaissance des autres gouvernements contractants.

3. J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint deux exemplaires de l'arrangement, ainsi que du protocole de signature, et de vous informer que la ratification par le Président de la République de Pologne a été déposée le 18 avril 1935, que le Gouvernement du Panama a adhéré à l'arrangement le 2 avril 1935, et qu'en date du 4 mars 1935, l'arrangement a été rendu

Norfolk Island, Papua, and the mandated territories of New Guinea and Nauru on the 4th March, 1935.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

For the Secretary of State :
Nevile BLAND.

Monsieur Alfredo Benavides,
etc., etc., etc.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS, EN VERTU DUQUEL LA SIGNATURE PAR LA POLOGNE QUI AVAIT ÉTÉ DONNÉE « SOUS RÉSERVE DE RATIFICATION » EST DEVENUE DÉFINITIVE A PARTIR DU 18 AVRIL 1935. LONDRES, LES 18 AVRIL ET 13 MAI 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

I.

AMBASSADE DE POLOGNE
A LONDRES.
N^o 97/19.

Le 18 avril 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par instruction du ministre des Affaires étrangères, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en date du 2 mars 1935 le président de la République a apposé sa signature au bas du document ratifiant l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence si elle voulait bien m'accuser réception de la

applicable à l'île Norfolk, à Papua et aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

Je vous prie, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
Nevile BLAND.

Monsieur Alfredo Benavides,
etc., etc., etc.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE POLISH GOVERNMENT, IN VIRTUE OF WHICH THE SIGNATURE BY POLAND WHICH HAD BEEN GIVEN SUBJECT TO RATIFICATION BECAME FINAL AS FROM APRIL 18TH, 1935. LONDON, APRIL 18TH AND MAY 13TH, 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

POLISH EMBASSY,
LONDON.
No. 97/19.

April 18th, 1935.

SIR,

Acting upon instructions from the Minister for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that on March 2nd, 1935, the President of the Republic signed the document ratifying the Agreement on Statistics of Causes of Death which was signed in London on June 19th, 1934.

I should be grateful if you would be so good as to acknowledge receipt of the present noti-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

présente notification en indiquant la date à laquelle elle aura été reçue. Je me permets d'attirer l'attention de Votre Excellence sur le fait que l'accession de la Pologne deviendra définitive à partir de la date de la remise de la présente notification et cela conformément à la réserve exprimée par mon gouvernement au moment de la signature de l'arrangement en question.

Je saisis cette occasion de présenter à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération, avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, de Votre Excellence le très dévoué et obéissant serviteur.

E. RACZYNSKI,
*Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire.*

Son Excellence
le très honorable sir John Simon,
K.C.V.O., P.C., M.P.,
Principal Secrétaire d'Etat
pour les Affaires étrangères,
Foreign Office, S.W.1.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. T. 4660/2747/381.

May 13th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 97/19 of the 18th April in which Your Excellency informed me that the President of the Republic had signed the document ratifying the Agreement on Statistics of Causes of Death which was signed in London on the 19th June, 1934.

2. In accordance with the statement in your note, the Agreement will be regarded as taking effect in respect of Poland from the 18th April, the date of the notification, and a communication to this effect will be made to the other Governments which are Parties to the Agreement.

3. I take this opportunity to bring to Your Excellency's notice, and to express my regret for, the omission from the certified copies of the Agreement communicated to your pre-

fication, stating the date on which it is received. I venture to direct your attention to the fact that Poland's accession will become definitive as from the date of the receipt of the present notification, in conformity with the reservation made by my Government at the moment of signing the Agreement in question.

I have the honour to be, etc.

E. RACZYNSKI,
*Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary.*

The Right Hon.
Sir John Simon, K.C.V.O., P.C., M.P.,
Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
Foreign Office, S.W.1.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. T. 4660/2747/381.

Le 13 mai 1935.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 97/19 du 18 avril, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le président de la République avait apposé sa signature au bas du document ratifiant l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934.

2. Conformément à la déclaration contenue dans votre note, l'arrangement sera considéré comme entrant en vigueur pour la Pologne à partir du 18 avril, date de la notification, et une communication à cet effet sera adressée aux autres gouvernements qui sont Parties à l'arrangement.

3. Je saisis cette occasion pour porter à la connaissance de Votre Excellence, en lui exprimant mes regrets, que la réserve à laquelle se réfère votre note a été omise des copies

decessor in my note of the 5th July, 1934, of the reservation to which your note refers. The reservation took the form of the words " sous réserve de ratification " which were appended to Monsieur Skirmunt's signature of the Agreement. The other contracting Governments are being informed of this omission.

I have the honour to be, with the highest consideration, Your Excellency's obedient Servant.

For the Secretary of State :
George MOUNSEY.

His Excellency
Count Edward Raczyński,
etc., etc., etc.

certifiées conformes de l'accord, communiquées à votre prédécesseur par ma note du 5 juillet 1934. Cette réserve est ainsi conçue : « sous réserve de ratification », et ces mots étaient ajoutés à la signature apposée par M. Skirmunt à l'arrangement. Cette omission est portée à la connaissance des autres gouvernements contractants.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
George MOUNSEY.

Son Excellence
le comte Edward Raczyński,
etc. etc., etc.

No 8 a). — CONVENTION¹ RELATIVE A LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES. SIGNÉE A PARIS, LE 4 MAI 1910.

ADHÉSIONS

LITHUANIE	...	...	30 octobre 1931.
SOUDAN	...	...	27 juin 1932.
EGYPTE	...	...	11 octobre 1932.
PERSE	...	...	27 avril 1933.
ETAT LIBRE			
D'IRLANDE	...	...	8 juin 1934.
TURQUIE	...	...	19 décembre 1934.

Communiquées par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française, le 28 août 1935.

No. 8 (a). — CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC. SIGNED AT PARIS, MAY 4TH, 1910.

ACCESSIONS.

LITHUANIA	.	...	October 30th, 1931.
SUDAN	.	...	June 27th, 1932.
EGYPT	.	...	October 11th, 1932.
PERSIA	.	...	April 27th, 1933.
IRISH FREE STATE			June 8th, 1934.
TURKEY	...	...	December 19th, 1934.

Communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, August 28th, 1935.

¹ Vol. III, page 278 ; vol. XI, page 428 ; vol. XXIV, page 206 ; vol. XXXV, page 334 ; vol. CIV, page 545 ; vol. CVII, page 556 ; vol. CXI, page 419 ; et vol. CXVII, page 334, de ce recueil.

¹ Vol. III, page 278 ; Vol. XI, page 429 ; Vol. XXIV, page 207 ; Vol. XXXV, page 335 ; Vol. CIV, page 545 ; Vol. CVII, page 556 ; Vol. CXI, page 419 ; and Vol. CXVII, page 334, of this Series.

N^o 40 a). — CONVENTION¹ POUR L'ADAP-
TATION A LA GUERRE MARITIME DES
PRINCIPES DE LA CONVENTION DE
GENÈVE. SIGNÉE A LA HAYE, LE
18 OCTOBRE 1907.

No. 40 (a). — CONVENTION¹ FOR THE
ADAPTATION OF PRINCIPLES OF THE
GENEVA CONVENTION TO NAVAL WAR-
FARE. SIGNED AT THE HAGUE, OC-
TOBER 18TH, 1907.

ADHÉSIONS

POLOGNE 31 mai 1935.

*Communiquée par le ministre des Affaires étran-
gères des Pays-Bas, le 12 août 1935.*

ETHIOPIE 5 août 1935.

*Communiquée par le ministre des Affaires étran-
gères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.*

ACCESSIONS.

POLAND... .. May 31st, 1935.

*Communicated by the Netherlands Minister for
Foreign Affairs, August 12th, 1935.*

ABYSSINIA August 5th, 1935.

*Communicated by the Netherlands Minister for
Foreign Affairs, September 11th, 1935.*

N^o 49 a). — CONVENTION² RELATIVE AU
RÉGIME DES NAVIRES DE COMMERCE
ENNEMIS AU DÉBUT DES HOSTILITÉS.
CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉ-
RENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE
18 OCTOBRE 1907.

No. 49 (a). — CONVENTION² RELATING
TO THE STATUS OF ENEMY MERCHANT
SHIPS ON OUTBREAK OF HOSTILITIES.
CONCLUDED AT THE SECOND PEACE
CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTO-
BER 18TH, 1907.

ADHÉSIONS

POLOGNE 31 mai 1935.

*Communiquée par le ministre des Affaires étran-
gères des Pays-Bas, le 12 août 1935.*

ETHIOPIE 5 août 1935.

*Communiquée par le ministre des Affaires étran-
gères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.*

ACCESSIONS.

POLAND... .. May 31st, 1935.

*Communicated by the Netherlands Minister for
Foreign Affairs, August 12th, 1935.*

ABYSSINIA August 5th, 1935.

*Communicated by the Netherlands Minister for
Foreign Affairs, September 11th, 1935.*

¹ Vol. XV, page 340 ; et vol. LIV, page 428,
de ce recueil.

² Vol. XLV, page 217 ; et vol. LIV, page 433,
de ce recueil.

¹ Vol. XV, page 340 ; and Vol. LIV, page 428,
of this Series.

² Vol. XLV, page 217 ; and Vol. LIV, page 433,
of this Series.

N^o 63 *a*). — CONVENTION¹ RELATIVE A CERTAINES RESTRICTIONS A L'EXERCICE DU DROIT DE CAPTURE DANS LA GUERRE MARITIME. CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

No. 63 (*a*). — CONVENTION¹ RELATIVE TO CERTAIN RESTRICTIONS WITH REGARD TO THE EXERCISE OF THE RIGHT OF CAPTURE IN NAVAL WARFARE. CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907.

ADHÉSIONS

POLOGNE 31 mai 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 12 août 1935.

ETHIOPIE 5 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

ACCESSIONS.

POLAND... .. May 31st, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, August 12th, 1935.

ABYSSINIA August 5th, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

N^o 64 *a*). — CONVENTION¹ CONCERNANT LES DROITS ET LES DEVOIRS DES PUISSANCES NEUTRES EN CAS DE GUERRE MARITIME. CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

No. 64 (*a*). — CONVENTION¹ CONCERNING THE RIGHTS AND DUTIES OF NEUTRAL POWERS IN NAVAL WARFARE. CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907.

ADHÉSION

ETHIOPIE 5 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

ACCESSION.

ABYSSINIA August 5th, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

¹ Vol. LIV, page 436, de ce recueil.

¹ Vol. LIV, page 436, of this Series.

N^o 65 a). — DÉCLARATION ¹ RELATIVE A L'INTERDICTION DE LANCER DES PROJECTILES ET DES EXPLOSIFS DU HAUT DE BALLONS. SIGNÉE A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907 (DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX).

ADHÉSION

ETHIOPIE 2 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

No. 65 (a). — DECLARATION ¹ PROHIBITING THE DISCHARGE OF PROJECTILES AND EXPLOSIVES FROM BALLOONS. SIGNED AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907 (SECOND PEACE CONFERENCE).

ACCESSION.

ABYSSINIA August 2nd, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

N^o 67 a). — CONVENTION ² RELATIVE A L'OUVERTURE DES HOSTILITÉS. CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

ADHÉSION.

ETHIOPIE 5 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

No. 67 (a). — CONVENTION ² CONCERNING OPENING OF HOSTILITIES. CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907.

ACCESSION.

ABYSSINIA August 5th, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

N^o 68 a). — CONVENTION ³ CONCERNANT LES LOIS ET COUTUMES DE LA GUERRE SUR TERRE. CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

ADHÉSION

ETHIOPIE 5 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

No. 68 (a). — CONVENTION ³ CONCERNING LAWS AND CUSTOMS OF WAR ON LAND. CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907.

ACCESSION.

ABYSSINIA August 5th, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

¹ Vol. LIV, page 436, de ce recueil.

² Vol. LIV, page 437 ; et vol. LXXII, page 487, de ce recueil.

³ Vol. LIV, page 437 ; et vol. LXXII, page 488, de ce recueil.

¹ Vol. LIV, page 436, of this Series.

² Vol. LIV, page 437 ; and Vol. LXXII, page 487, of this Series.

³ Vol. LIV, page 437 ; and Vol. LXXII, page 488, of this Series.

N° 69 a). — CONVENTION ¹ CONCERNANT LES DROITS ET LES DEVOIRS DES PUISSANCES ET DES PERSONNES NEUTRES EN CAS DE GUERRE SUR TERRE. CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

ADHÉSION

ETHIOPIE 5 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

No. 69 (a). — CONVENTION ¹ CONCERNING RIGHTS AND DUTIES OF NEUTRALS IN WAR ON LAND. CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907.

ACCESSION.

ABYSSINIA August 5th, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

N° 70 a). — CONVENTION ² RELATIVE A LA TRANSFORMATION DES NAVIRES DE COMMERCE EN BATIMENTS DE GUERRE. CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

ADHÉSIONS

POLOGNE 31 mai 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 12 août 1935.

ETHIOPIE 5 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

No. 70 (a). — CONVENTION ² CONCERNING THE CONVERSION OF MERCHANT SHIPS INTO WAR-SHIPS. CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907.

ACCESSIONS.

POLAND May 31st, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, August 12th, 1935.

ABYSSINIA August 5th, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

¹ Vol. LIV, page 438 ; et vol. LXXII, page 488, de ce recueil.

² Vol. LIV, page 438, de ce recueil.

¹ Vol. LIV, page 438 ; and Vol. LXXII, page 488, of this Series.

² Vol. LIV, page 438, of this Series.

N^o 71 a). — CONVENTION ¹ RELATIVE A LA POSE DE MINES SOUS-MARINES AUTOMATIQUES DE CONTACT. CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

No. 71 (a). — CONVENTION ¹ CONCERNING THE LAYING OF AUTOMATIC SUBMARINE CONTACT MINES. CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907.

ADHÉSION

ETHIOPIE 5 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

ACCESSION.

ABYSSINIA August 5th, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

N^o 72 a). — CONVENTION ² CONCERNANT LE BOMBARDEMENT PAR DES FORCES NAVALES EN TEMPS DE GUERRE. CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

No. 72 (a). — CONVENTION ² CONCERNING BOMBARDMENTS BY NAVAL FORCES IN TIME OF WAR. CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18TH, 1907.

ADHÉSIONS

POLOGNE 31 mai 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 12 août 1935.

ETHIOPIE 5 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

ACCESSIONS.

POLAND... .. May 31st, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, August 12th, 1935.

ABYSSINIA August 5th, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

¹ Vol. LIV, page 438, de ce recueil.

² Vol. LIV, page 439, de ce recueil.

¹ Vol. LIV, page 438, of this Series.

² Vol. LIV, page 439, of this Series.

No. 88 (a). — EXTRADITION TREATY¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND PANAMA. SIGNED AT PANAMA, AUGUST 25TH, 1906.

N^o 88 a). — TRAITÉ¹ D'EXTRADITION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET PANAMA. SIGNÉ A PANAMA, LE 25 AOUT 1906.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO THE FEDERATED AND UNFEDERATED MALAY STATES AND TO BRUNEI OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. PANAMA, JUNE 5TH AND 16TH, 1934.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION AUX ETATS MALAIS FÉDÉRÉS ET NON FÉDÉRÉS ET A BRUNEI DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. PANAMA, LES 5 ET 16 JUIN 1934.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

PANAMA, *June 5th, 1934.*

PANAMA, *le 5 juin 1934.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom desire that the provisions of extradition treaties concluded by His Majesty should be made applicable to the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang, to the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Perlis, Kelantan and Trengganu, and to Brunei.

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté soient rendues applicables aux Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang, aux Etats malais non fédérés de Johore, Kedah, Perlis, Kelantan et Trengganu, et à Brunei.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Government of the Republic of Panama agree that the provisions of the Extradition Treaty signed at Panama on the 25th August, 1906, shall be deemed to apply to the above-mentioned States. In this event, the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived

2. J'ai l'honneur, en conséquence, de vous demander si le Gouvernement de la République de Panama accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Panama le 25 août 1906 soient considérées comme s'appliquant aux Etats susmentionnés. Dans l'affirmative, la présence note et la réponse de Votre Excellence à cet effet seraient considérées comme constatant officiellement l'accord inter-

¹ Vol. LXXXIII, page 505 ; and Vol. CXXX, page 472, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. LXXXIII, page 505 ; et vol. CXXX, page 472, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as from the date of Your Excellency's note, apply to the said States, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if the said States were possessions of His Majesty, and as if the nationals or natives of the said States were British subjects.

3. With reference to the second paragraph of Article XVIII of the Treaty, I have the honour to inform you that the authorities to whom requisitions for the surrender of fugitive offenders in the various States should be addressed are as follows :

Perak :	British Resident.
Selangor :	British Resident.
Negri Sembilan :	British Resident.
Pahang :	British Resident.
Johore :	General Adviser.
Kedah :	British Adviser.
Perlis :	British Adviser.
Kelantan :	British Adviser.
Trengganu :	British Adviser.
Brunei :	British Resident.

4. I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

E. A. CLEUGH,
His Majesty's Chargé d'Affaires.

His Excellency
Dr. J. D. Arosemena,
Secretary of State for Foreign Affairs,
Panama.

venu entre les deux gouvernements, d'après lequel les dispositions de ce traité deviendront applicables aux susdits Etats, à partir de la date de la note de Votre Excellence, les requêtes aux fins d'extradition en provenance ou à destination de ce territoire étant établies conformément au traité, comme si ces Etats constituaient des possessions de Sa Majesté et si leurs nationaux ou indigènes étaient sujets britanniques.

3. Me référant au deuxième paragraphe de l'article XVIII du traité, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les autorités auxquelles devront être adressées dans les divers Etats les requêtes aux fins d'extradition de délinquants fugitifs sont les suivantes :

Perak :	le Résident britannique.
Selangor :	le Résident britannique.
Negri Sembilan :	le Résident britannique.
Pahang :	le Résident britannique.
Johore :	le Conseiller général.
Kedah :	le Conseiller britannique.
Perlis :	le Conseiller britannique.
Kelantan :	le Conseiller britannique.
Trengganu :	le Conseiller britannique.
Brunei :	le Résident britannique.

4. Je saisis cette occasion etc.

E. A. CLEUGH,
Chargé d'Affaires de Sa Majesté.

Son Excellence
le Dr J. D. Arosemena,
Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères,
Panama.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARÍA
DE RELACIONES EXTERIORES.
DEPARTAMENTO DIPLOMÁTICO.
D. D. N° 1013.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS :

PANAMÁ, Junio 16 de 1934.

Es para mí particularmente grato llevar a conocimiento de Vuestra Señoría que, de conformidad con los deseos del Gobierno de la Gran Bretaña que Vuestra Señoría ha tenido la fineza de hacernos

conocer por medio de su atenta nota de cinco de los corrientes, el Gobierno de la República de Panamá conviene gustoso en que, de acuerdo con el artículo XVIII del Tratado de extradición concluido entre Panamá y Gran Bretaña en agosto de 1906, las disposiciones contenidas en el mismo sean aplicables a los Estados Federales Malayos de Perak, Selangor, Negri Sembilan y Pahang, y a los Estados Malayos no federados de Johore, Kedah, Perlis, Kelantan y Trengganu y a Brunei.

Se ha tomado nota de que las autoridades a quienes deben dirigirse las solicitudes de entrega de reos fugitivos en los diversos Estados de que se trata, son :

Perak :	Residente Británico.
Selangor :	Residente Británico.
Negri Sembilan :	Residente Británico.
Pahang :	Residente Británico.
Johore :	Consejero General.
Kedah :	Consejero Británico.
Perlis :	Consejero Británico.
Kelantan :	Consejero Británico.
Trengganu :	Consejero Británico.
Brunei :	Residente Británico.

La comunicación de Vuestra Señoría a que tengo el gusto de referirme y la presente contestación de la Cancillería panameña serán consideradas como formalidad suficiente en el registro del acuerdo a que se ha llegado entre los dos Gobiernos.

Aprovecho la oportunidad para presentar a Vuestra Señoría las seguridades de mi distinguida consideración,

J. D. AROSEMENA,
Secretario de Relaciones Exteriores.

A Su Señoría
Don E. A. Cleugh,
Encargado de Negocios *a. i.*
de la Gran Bretaña.
Presente.

¹ TRADUCTION.

SECRETARIAT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DÉPARTEMENT DIPLOMATIQUE.
D. D. N^o 1013.

PANAMA, le 16 juin 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, déferant au désir du Gouvernement de Grande-Bretagne, dont vous avez bien voulu me faire part dans votre note en date du 5 de ce

¹ TRANSLATION.

SECRETARIAT
OF FOREIGN AFFAIRS.
DIPLOMATIC DEPARTMENT.
D. D. No. 1013.

PANAMA, June 16th, 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have great pleasure in informing you that, in compliance with the desire of His Britannic Majesty's Government, which you were good enough to communicate to us by your note of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

mois, le Gouvernement de la République de Panama accepte que, conformément à l'article XVIII du Traité d'extradition conclu entre le Panama et la Grande-Bretagne en août 1906, les dispositions de ce traité deviennent applicables aux Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang, ainsi qu'aux Etats malais non fédérés de Johore, Kedah, Perlis, Kelantan et Trengganu, et à Brunei.

Il a été pris note de ce que les autorités auxquelles devront être adressées les requêtes aux fins d'extradition de délinquants en fuite, dans les divers Etats en question, sont les suivantes :

Perak :	le Résident britannique.
Selangor :	le Résident britannique.
Negri Sembilan :	le Résident britannique.
Pahang :	le Résident britannique.
Johore :	le Conseiller général.
Kedah :	le Conseiller britannique.
Perlis :	le Conseiller britannique.
Kelantan :	le Conseiller britannique.
Trengganu :	le Conseiller britannique.
Brunei :	le Résident britannique.

Votre communication, à laquelle j'ai l'honneur de me référer, ainsi que la présente réponse de la Chancellerie de Panama, seront considérées comme suffisant à consacrer l'accord intervenu entre les deux gouvernements.

Je saisis cette occasion, etc.

J. D. AROSEMENA,
*Secrétaire d'Etat
 aux Affaires étrangères.*

M. E. A. Cleugh,
 Chargé d'Affaires p. i.
 de Grande-Bretagne,
 Panama.

the 5th instant, the Government of the Republic of Panama agrees that, in accordance with Article XVIII of the Extradition Treaty concluded between Panama and Great Britain in August 1906, the provisions of that Treaty shall be made applicable to the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan, and Pahang, to the Unfederated Malay States of Johore, Kedah, Perlis, Kelantan, and Trengganu, and to Brunei.

We note that the authorities to whom requisitions for the surrender of fugitive offenders in the various States in question should be addressed are as follows :

Perak :	British Resident.
Selangor :	British Resident.
Negri Sembilan :	British Resident.
Pahang :	British Resident.
Johore :	General Adviser.
Kedah :	British Adviser.
Perlis :	British Adviser.
Kelantan :	British Adviser.
Trengganu :	British Adviser.
Brunei :	British Resident.

Your communication to which I have referred and the present reply from the Panamanian Secretariat of State for Foreign Affairs shall be regarded as sufficient to place upon formal record the understanding arrived at between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

J. D. AROSEMENA,
*Secretary of State
 for Foreign Affairs.*

E. A. Cleugh, Esq.,
 Chargé d'Affaires *ad interim*
 of Great Britain,
 Panama.

N^o 124 a). — DÉCLARATION¹ CONCERNANT L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DE PROJECTILES QUI ONT POUR BUT UNIQUE DE RÉPANDRE DES GAZ ASPHYXIANTS OU DÉLÉTÈRES. SIGNÉE A LA HAYE, LE 29 JUILLET 1899.

ADHÉSION

ETHIOPIE 9 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

No. 124 (a). — DECLARATION¹ CONCERNING THE INTERDICTION OF THE USE OF PROJECTILES THE OBJECT OF WHICH IS THE DIFFUSION OF ASPHYXIATING OR DELETERIOUS GASES. SIGNED AT THE HAGUE, JULY 29TH, 1899.

ACCESSION.

ABYSSINIA August 9th, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

N^o 125 a). — DÉCLARATION² CONCERNANT L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DES BALLES QUI S'ÉPANOUISSENT OU S'APLATISSENT FACILEMENT DANS LE CORPS HUMAIN, TELLES QUE LES BALLES A ENVELOPPE DURÉ DONT L'ENVELOPPE NE COUVRIRAIT PAS ENTIÈREMENT LE NOYAU OU SERAIT POURVUE D'INCISIONS. SIGNÉE A LA HAYE, LE 29 JUILLET 1899.

ADHÉSION

ETHIOPIE 9 août 1935.

Communiquée par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, le 11 septembre 1935.

No. 125 (a). — DECLARATION² CONCERNING THE INTERDICTION OF THE USE OF BULLETS WHICH EXPAND OR FLATTEN EASILY IN THE HUMAN BODY, SUCH AS BULLETS WITH A HARD ENVELOPE WHICH DOES NOT ENTIRELY COVER THE CORE, OR IS PIERCED WITH INCISIONS. SIGNED AT THE HAGUE, JULY 29TH, 1899.

ACCESSION.

ABYSSINIA August 9th, 1935.

Communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs, September 11th, 1935.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXVI, page 998.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXVI, page 1002.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 91, page 1014.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 91, page 1017.

No. 126 (a). — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND ITALY FOR THE DIRECT EXCHANGE OF PARCELS BETWEEN THE BRITISH COLONY OF THE STRAITS SETTLEMENTS AND THE KINGDOM OF ITALY. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 21ST, 1915.

N° 126 a). — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ITALIE RELATIF A L'ÉCHANGE DIRECT DE COLIS POSTAUX ENTRE LA COLONIE BRITANNIQUE DES STRAITS SETTLEMENTS ET LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉ A LONDRES, LE 21 DÉCEMBRE 1915.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ABROGATION OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. ROME, JULY 25th, 1935.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ABROGATION DE L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. ROME, LE 25 JUILLET 1935.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, November 20th, 1935.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 novembre 1935.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 276.
(311/11/35.)

ROME, July 25th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland propose that, notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Article 12 thereof, the Agreement between the United Kingdom and Italy for the exchange of parcels between Italy and the Straits Settlements, signed at London on the 21st December, 1915, shall be regarded as having ceased to have effect on the 1st April, 1935, on which date the new Agreement between the Post Offices of Malaya and Italy for the direct exchange of parcels between the two countries came into force.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

N° 276.
(311/11/35.)

ROME, le 25 juillet 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord propose que, nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12 de l'Arrangement entre le Royaume-Uni et l'Italie concernant l'échange de colis postaux entre l'Italie et les Etablissements du Détroit, signé à Londres le 21 décembre 1915, cet arrangement soit considéré comme ayant cessé de sortir ses effets le 1^{er} avril 1935, date à laquelle est entré en vigueur le nouvel arrangement entre les administrations des postes de Malaisie et d'Italie pour l'échange direct de colis postaux entre les deux pays.

¹ *Great Britain Treaty Series*, 1917, No. 5.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XV, page 550.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

2. If the Italian Government are agreeable to this proposal, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply to that effect be regarded as placing on formal record the agreement arrived at in this matter.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

Eric DRUMMOND.

His Excellency
Benito Mussolini,
etc., etc., etc.

2. Si le Gouvernement italien donne son agrément à cette proposition, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet soient considérées comme consacrant officiellement l'accord intervenu en cette matière.

Je saisis cette occasion, etc.

Eric DRUMMOND.

Son Excellence
M. Benito Mussolini,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

T. 46/10.
224935/153.

ROMA, 25 Luglio 1935, Anno XIII.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Ho l'onore di segnare ricevuta della Nota in inglese in data odierna che V. E. mi ha diretto e che, tradotta in italiano, è del seguente tenore :

« In conformità alle istruzioni del Primo Segretario di Stato di Sua Maestà per gli Affari Esteri, ho l'onore di portare a conoscenza dell'E. V. che il Governo di Sua Maestà nel Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord propone che, nonostante le disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 12 dell'Accordo fra il Regno Unito e l'Italia per lo scambio dei pacchi postali fra l'Italia e gli Stabilimenti degli Stretti, firmato a Londra il 21 dicembre 1915, un tale accordo cessi di aver vigore col primo aprile 1935, data questa della entrata in vigore del nuovo Accordo fra l'Italia e l'Amministrazione postale di Malacca per lo scambio diretto dei pacchi postali fra i due Paesi. »

« Se il Governo italiano aderisce a questa proposta, ho l'onore di suggerire che la presente nota e la risposta in tal senso di Vostra Eccellenza siano considerate come costituenti l'atto formale dell'accordo raggiunto in materia. »

Ho l'onore di comunicare all' E. V. che il Governo italiano è d'accordo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, l'espressione della mia più alta considerazione.

MUSSOLINI.

Sua Eccellenza
Sir Eric Drummond, G.C.M.G., C.B.,
Ambasciatore di Sua Maestà Britannica,
in Roma.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

T. 46/10.
224935/153.

ROME, le 25 juillet 1935, An XIII.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en anglais en date de ce jour que Votre Excellence m'a adressée et qui est ainsi conçue :

« J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord propose que, nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 12 de l'Arrangement entre le Royaume-Uni et l'Italie concernant l'échange de colis postaux entre l'Italie et les Etablissements du Détroit, signé à Londres le 21 décembre 1915, cet arrangement soit considéré comme ayant cessé de sortir ses effets le 1^{er} avril 1935, date à laquelle est entré en vigueur le nouvel arrangement entre les administrations des postes de Malaisie et d'Italie pour l'échange direct de colis postaux entre les deux pays.

» 2. Si le Gouvernement italien donne son agrément à cette proposition, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et la réponse de Votre Excellence à cet effet soient considérées comme consacrant officiellement l'accord intervenu en cette matière. »

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, etc.

MUSSOLINI.

Son Excellence
Sir Eric Drummond, G.C.M.G., C.B.,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique
à Rome.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

T. 46/10.
224935/153.

ROME, July 25th, 1935. Year XIII.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge receipt of the note of to-day's date in English, addressed to me by Your Excellency, the text of which is as follows :

“ In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland propose that, notwithstanding the provisions of paragraph 1 of Article 12 thereof, the Agreement between the United Kingdom and Italy for the exchange of parcels between Italy and the Straits Settlements, signed at London on the 21st December, 1915, shall be regarded as having ceased to have effect on the 1st April, 1935, on which date the new Agreement between the Post Offices of Malaya and Italy for the direct exchange of parcels between the two countries came into force.

“ If the Italian Government are agreeable to this proposal, I have the honour to suggest that the present note and Your Excellency's reply to that effect be regarded as placing on formal record the agreement arrived at in this matter. ”

I have the honour to inform Your Excellency that the Italian Government is in agreement with regard to the foregoing.

I avail myself of this opportunity, etc.

MUSSOLINI.

His Excellency
Sir Eric Drummond, G.C.M.G., C.B.,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Rome.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.